

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CXLIV

1934

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Page
N° 3318. — Autriche et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Convention concernant la navigation aérienne, signée à Vienne, le 16 juillet 1932, et ...	9
Accord entre le Ministère fédéral autrichien du Commerce et des Communications et le Ministère de l'Air du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à l'établissement et à l'exploitation de lignes aériennes régulières, signé à Vienne, le 14 décembre 1932	20
N° 3319. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Islande :	
Accord relatif à l'industrie et au commerce, avec protocole. Signés à Londres, le 19 mai 1933	33
N° 3320. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pays-Bas :	
Arrangement entre l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Administration des postes des Indes néerlandaises concernant l'échange des colis postaux, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 3 avril 1933, et à Bandoeng, le 17 juillet 1933	47
N° 3321. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Convention réglementant l'échange du trafic téléphonique entre la Côte de l'Or, le Togo sous mandat britannique et le Togo sous mandat français. Signée à Lomé, le 21 septembre 1933, et à Accra, les 2 août et 7 octobre 1933... ..	95
N° 3322. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Portugal :	
Echange de notes comportant un accord au sujet de la discrimination des pavillons dans les ports portugais. Lisbonne, le 14 octobre 1933	107
N° 3323. — France et Italie :	
Convention pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale, avec protocole, signés à Rome, le 16 juin 1930, et Avenant à la convention susmentionnée, avec protocole, signés à Rome, le 16 novembre 1931... ..	115

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CXLIV

1934

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 3318. — Austria and Great Britain and Northern Ireland :	
Convention respecting Air Navigation, signed at Vienna, July 16, 1932, and	9
Agreement between the Austrian Federal Ministry for Commerce and Communications and the Air Ministry of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland regarding the Institution and Operation of Regular Air Communication, signed at Vienna, December 14, 1932	20
No. 3319. — Great Britain and Northern Ireland and Iceland :	
Agreement relating to Trade and Commerce, and Protocol. Signed at London, May 19, 1933	33
No. 3320. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of the Netherlands Indies for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations. Signed at London, April 3, 1933, and at Bandoeng, July 17, 1933... ..	47
No. 3321. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Agreement between the Gold Coast, Togoland under British Mandate and Togoland under French Mandate relating to Telephonic Communication. Signed at Lome, September 21, 1933, and at Accra, August 2 and October 7, 1933	95
No. 3322. — Great Britain and Northern Ireland and Portugal :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Flag Discrimination in Portu- guese Ports. Lisbon, October 14, 1933	107
No. 3323. — France and Italy :	
Convention for the Avoidance of Double Taxation and the Settlement of Other Fiscal Questions, and Protocol, signed at Rome, June 16, 1930, and Additional Agreement to the above Convention and Protocol, signed at Rome, November 16, 1931	115

	Page
N° 3324. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Pologne :	
Avenant au Traité de commerce du 30 décembre 1922, avec annexes. Signés à Bruxelles, le 10 juin 1933	137
N° 3325. — Etats-Unis d'Amérique et Chili :	
Echange de notes comportant un <i>modus vivendi</i> commercial. Santiago, le 28 septembre 1931	147
N° 3326. — Etats-Unis d'Amérique et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la circulation des aéronefs civils de l'un des deux Etats au-dessus du territoire de l'autre. Washington, les 8 et 9 septembre 1933	153
N° 3327. — Etats-Unis d'Amérique et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la délivrance par l'un des deux Etats aux ressortissants de l'autre de brevets de pilote les autorisant à piloter des aéronefs civils. Washington, les 8 et 9 septembre 1933	171
N° 3328. — Etats-Unis d'Amérique et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance par l'un des deux Etats des certificats de navigabilité pour les aéronefs importés de l'autre Etat comme marchandise. Washington, les 8 et 9 septembre 1933	183
N° 3329. — Allemagne et Pologne :	
Accord relatif à l'octroi de facilités dans le petit trafic frontalier, avec protocole final et annexes. Signés à Varsovie, le 22 décembre 1931	191
N° 3330. — Hongrie et Italie :	
Convention concernant la navigation aérienne, avec protocole. Signés à Rome, le 5 juillet 1932	257
N° 3331. — France et Yougoslavie :	
Arrangement concernant le traitement préférentiel du blé yougoslave, signé à Belgrade, le 7 novembre 1931, et	281
Avenant à l'arrangement susmentionné, signé à Paris, le 10 juin 1933	286
N° 3332. — Turquie et Yougoslavie :	
Accord concernant l'exportation de l'opium. Signé à Ankara, le 14 avril 1932	291
N° 3333. — Brésil et Yougoslavie :	
Echange de notes comportant un accord commercial. Belgrade, le 16 mai 1932	303
N° 3334. — France et Yougoslavie :	
Arrangement dans le but de faciliter l'admission des stagiaires dans les deux pays. Signé à Paris, le 29 juillet 1932	313

	Page
No. 3324. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Poland :	
Supplementary Agreement to the Commercial Treaty of December 30, 1922, and Annexes. Signed at Brussels, June 10, 1933	137
No. 3325. — United States of America and Chile :	
Exchange of Notes constituting a Commercial <i>modus vivendi</i> . Santiago, September 28, 1931	147
No. 3326. — United States of America and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Operation of Civil Aircraft of the One Country in the Territory of the Other Country. Washington, September 8 and 9, 1933 [... ..	153
No. 3327. — United States of America and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Issuance by the One Country of Licenses to Nationals of the Other Country authorizing them to pilot Civil Aircraft. Washington, September 8 and 9, 1933	171
No. 3328. — United States of America and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Acceptance by the One Country of Certificates of Airworthiness for Aircraft exported from the Other Country as Merchandise. Washington, September 8 and 9, 1933	183
No. 3329. — Germany and Poland :	
Agreement concerning the granting of Facilities in Minor Frontier Traffic, and Final Protocol and Annexes. Signed at Warsaw, December 22, 1931	191
No. 3330. — Hungary and Italy :	
Convention regarding Air Navigation, and Protocol. Signed at Rome, July 5, 1932 ...	257
No. 3331. — France and Yugoslavia :	
Agreement concerning Preferential Treatment for Yugoslav Wheat, signed at Belgrade, November 7, 1931, and	281
Additional Agreement to the Above-mentioned Agreement, signed at Paris, June 10, 1933	287
No. 3332. — Turkey and Yugoslavia :	
Agreement concerning the Export of Opium. Signed at Ankara, April 14, 1932	291
No. 3333. — Brazil and Yugoslavia :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Belgrade, May 16, 1932 ...	303
No. 3334. — France and Yugoslavia :	
Arrangement for facilitating the Admission of Student Employees in the Two Countries. Signed at Paris, July 29, 1932	313

	Page
N° 3335. — Hongrie et Yougoslavie :	
Arrangement commercial. Signé à Budapest, le 15 mai 1933	321
N° 3336. — Estonie et Pologne :	
Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Tallinn, les 17 septembre 1930 et 20 mai 1931	327
N° 3337. — Commonwealth d'Australie et Pays-Bas :	
Accord concernant l'échange des colis postaux entre les Indes néerlandaises et le Commonwealth d'Australie. Signé à Bandoeng, le 17 juillet 1933, et à Melbourne, le 19 septembre 1933	335
N° 3338. — Pays-Bas et Venezuela :	
Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation. Signé à La Haye, le 5 avril 1933	353
N° 3339. — Pologne et Turquie :	
Convention d'établissement, avec protocole de signature. Signés à Ankara, le 29 août 1931	367
N° 3340. — Allemagne et Danemark :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif aux facilités à accorder réciproquement en matière fiscale pour certains biens provenant d'héritages ou de donations. Copenhague, le 13 janvier 1934	379
N° 3341. — Allemagne et Suisse :	
Convention en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et d'impôts sur les successions, avec protocole final et annexes, signés à Berlin, le 15 juillet 1931, et	389
Avenant à la convention susmentionnée, signé à Berlin, le 11 janvier 1934... ..	448

	Page
No. 3335. — Hungary and Yugoslavia :	
Commercial Agreement. Signed at Budapest, May 15, 1933	321
No. 3336. — Estonia and Poland :	
Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Tallinn, September 17, 1930, and May 20, 1931 ...	327
No. 3337. — Commonwealth of Australia and the Netherlands :	
Agreement for an Exchange of Postal Parcels between the Netherlands Indies and the Commonwealth of Australia. Signed at Bandoeng, July 17, 1933, and at Melbourne, September 19, 1933	335
No. 3338. — The Netherlands and Venezuela :	
Treaty of Arbitration, Judicial Settlement and Conciliation. Signed at The Hague, April 5, 1933	353
No. 3339. — Poland and Turkey :	
Convention respecting Conditions of Residence, and Protocol of Signature. Signed at Ankara, August 29, 1931	367
No. 3340. — Germany and Denmark :	
Exchange of Notes constituting an Agreement relating to Facilities to be granted reciprocally in Fiscal Matters for Certain Property deriving from Legacies or Donations. Copenhagen, January 13, 1934	379
No. 3341. — Germany and Switzerland :	
Convention for the Prevention of Double Taxation in the Matter of Direct Taxes and Succession Duties, and Final Protocol and Annexes, signed at Berlin, July 15, 1931, and	389
Additional Agreement to the Above-mentioned Convention, signed at Berlin, January 11, 1934	449

N° 3318.

**AUTRICHE ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Convention concernant la navigation aérienne, signée
à Vienne, le 16 juillet 1932, et
Accord entre le Ministère fédéral autrichien du Com-
merce et des Communications et le Ministère de
l'Air du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord relatif à l'établissement et à
l'exploitation de lignes aériennes régulières, signé
à Vienne, le 14 décembre 1932.

**AUSTRIA AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Convention respecting Air Navigation, signed at
Vienna, July 16, 1932, and
Agreement between the Austrian Federal Ministry for
Commerce and Communications and the Air Minis-
try of the United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland regarding the Institution and
Operation of Regular Air Communication, signed
at Vienna, December 14, 1932.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 3318. — CONVENTION¹ BETWEEN AUSTRIA AND THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND RESPECTING AIR NAVIGATION. SIGNED AT VIENNA, JULY 16, 1932.

N^o 3318. — VERTRAG¹ ZWISCHEN ÖSTERREICH UND DEM VEREINIGTEN KÖNIGREICHE VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND ÜBER DEN LUFTVERKEHR. GEZEICHNET IN WIEN, AM 16. JULI 1932.

English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place January 4, 1934.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 janvier 1934.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, desiring to enter into a Convention relating to air navigation between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the one hand and the Republic of Austria on the other, have appointed as their plenipotentiaries for this purpose :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH und SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, IRLAND UND DEN BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN DOMINIEN, KAISER VON INDIEN, von dem Wunsche beseelt, einen Vertrag über den Luftverkehr zwischen der Republik Österreich einerseits und dem Vereinigten Königreiche von Grossbritannien und Nordirland andererseits abzuschliessen, haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Herrn Dr. Guido JAKONCIG, Bundesminister für Handel und Verkehr ;

Sir Eric Clare Edmund PHIPPS, K.C.M.G., C.V.O., His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Vienna ;

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, IRLAND UND DEN BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN DOMINIEN, KAISER VON INDIEN :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

FÜR GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND :

Dr. Guido JAKONCIG, Federal Minister for Commerce and Communications ;

Sir Eric Clare Edmund PHIPPS, K.C.M.G., C.V.O., Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister zu Wien ;

¹ The exchange of ratifications took place at London, January 14, 1933.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 14 janvier 1933.

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties undertakes in time of peace, to grant liberty of passage above his territory to the aircraft of the other High Contracting Party, provided that the conditions set forth in the present Convention are observed.

It is, however, agreed that the establishment and operation of regular air routes by an air transport company of one of the High Contracting Parties within the territory of the other Party or across the said territory (with or without landing) shall be subject to special formal permission of the competent aviation authorities of the two High Contracting Parties.

For the purpose of the present Convention the term "territory" in relation to either High Contracting Party means the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, including the territorial waters adjacent thereto on the one hand and the Republic of Austria on the other, and the term "aircraft" in relation to either High Contracting Party means civil aircraft (including State aircraft used exclusively for commercial purposes) duly registered in the territory of such High Contracting Party.

Article 2.

The aircraft of each of the High Contracting Parties, their crews and passengers, whilst within the territory of the other High Contracting Party, shall be subject to the regulations in force relating to air traffic in general, to the transport of passengers and goods and to public safety and order in so far as these regulations apply to all foreign aircraft, their crews and passengers. They shall also be subject to the other obligations resulting from the general legislation in force therein.

It is understood, that the privileges accorded to persons and goods by the provisions of the

Die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles bei Beachtung der in diesem Vertrage enthaltenen Bestimmungen das Recht zum Luftverkehr über seinem Gebiete.

Es besteht indes Einverständnis darüber, dass die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftlinien eines Luftfahrunternehmens des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teiles oder über dieses hinweg (mit oder ohne Landung) einer ausdrücklichen Sondergenehmigung der zuständigen Luftfahrtbehörden der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile unterliegt.

Als Gebiet im Sinne dieses Vertrages gilt im Verhältnis zu jedem der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile die Republik Österreich einerseits und das Vereinigte Königreich von Grossbritannien und Nordirland einschliesslich der angrenzenden Territorialgewässer andererseits. Als Luftfahrzeuge gelten im Verhältnis zu jedem der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile die zivilen Luftfahrzeuge (inbegriffen die ausschliesslich für Handelszwecke verwendeten staatlichen Luftfahrzeuge), die im Gebiete eines der Hohen Vertragschliessenden Teile ordnungsmässig eingetragen sind.

Artikel 2.

Die Luftfahrzeuge jedes der Hohen Vertragschliessenden Teile, ihre Besatzung und ihre Fluggäste unterliegen, während sie sich im Gebiete des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles befinden, den in diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen über den Luftverkehr im allgemeinen, über die Beförderung von Personen und Gütern sowie über die öffentliche Sicherheit und Ordnung, soweit diese Bestimmungen auf alle fremden Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und Fluggäste Anwendung finden. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben.

Es besteht Einverständnis, darüber, dass die Vorrechte, die Personen oder Gütern durch die

Treaty of Commerce and Navigation between the High Contracting Parties dated the 22nd May, 1924,¹ and any other instruments governing the commercial relations between their territories, shall apply to such persons or goods entering or leaving, or passing in transit across, the territories of the High Contracting Parties in aircraft, so long as those provisions continue in force.

Each of the High Contracting Parties shall permit the import or export of all merchandise which may be legally imported or exported and also the carriage of passengers (subject to any immigration restrictions) to or from their respective territories in the aircraft of the other, and such aircraft, their passengers and cargoes, shall enjoy the same privileges as and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than those which their respective aircraft (and their cargoes and passengers) or the aircraft of any other foreign country (and their cargoes and passengers) enjoy or are subjected to.

Each of the High Contracting Parties may reserve to his own aircraft the commercial transport of persons or goods between any two points neither of which is in a foreign country. Nevertheless, the aircraft of the other High Contracting Party may proceed from any aerodrome in the territory of the former which they are entitled to use to any other such aerodrome either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers, or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers, provided that such cargoes are covered by through bills of lading, and such passengers hold through tickets, issued respectively for a journey whose starting place and destination are not both points between which transport has been duly so reserved, and such aircraft, while proceeding as aforesaid, from one aerodrome to another, shall, notwithstanding that both such aerodromes are points between which transport has been duly reserved, enjoy all the privileges of this Convention.

Bestimmungen des Handels- und Schifffahrtsvertrages zwischen den beiden Hohen Vertragschliessenden Teilen vom 22. Mai 1924¹ und durch irgendein anderes die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern regelndes Abkommen eingeräumt sind, auch zur Anwendung kommen auf Personen oder Güter bei der Einfuhr, Ausfuhr oder Durchfuhr durch die Gebiete der Hohen Vertragschliessenden Teile mittels Luftfahrzeuge, solange diese Bestimmungen in Kraft bleiben.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile wird die Ein- und Ausfuhr aller Waren, die ein- oder auszuführen das Gesetz gestattet, und ebenso die Beförderung von Fluggästen (vorbehaltlich etwaiger Beschränkungen für die Einwanderung) aus oder nach seinem Gebiet in Luftfahrzeugen des anderen Teiles gestatten. Solche Luftfahrzeuge, ihre Fluggäste und Ladung sollen dieselben Vorrechte geniessen und nicht anderen oder höheren Abgaben oder Lasten unterworfen sein als die eigenen Luftfahrzeuge (und ihre Fluggäste und Ladung) oder die Luftfahrzeuge (und ihre Fluggäste und Ladung) irgendeines anderen fremden Landes.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile kann den heimischen Luftfahrzeugen die gewerbsmässige Beförderung von Personen und Gütern zwischen zwei Punkten, von welchen keiner in einem fremden Lande gelegen ist, vorbehalten. Indes können die Luftfahrzeuge des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles von einem im Gebiet des ersteren vertragsschliessenden Teiles gelegenen Flughafen, zu dessen Benützung sie berechtigt sind, nach einem anderen solchen Flughafen weiterfliegen, sei es, um ihre Ladung oder Fluggäste ganz oder zum Teil dort zu landen, oder um ihre Ladung oder Fluggäste ganz oder zum Teil dort aufzunehmen; Voraussetzung ist dabei jedoch, dass die Ladung mit durchgehenden Frachturkunden und die Fluggäste mit durchgehenden Flugscheinen für eine Beförderungsstrecke versehen sind, deren Anfangs- und Endpunkt nicht beides Punkte sind, zwischen welchen die Beförderung gemäss diesem Verträge gehörig vorbehalten worden ist. Diese Luftfahrzeuge sollen bei einem derartigen Flug von einem Flughafen nach einem anderen, ungeachtet dessen, dass beide Flughäfen Punkte sind, zwischen denen die Beförderung vorbehalten ist, alle Vorrechte dieses Vertrages geniessen.

¹ Vol. XXXV, page 175; and Vol. XLV, page 165, of this Series.

¹ Vol. XXXV, page 175; et vol. XLV, page 165, de ce recueil.

The fuel carried on board the aircraft of each of the High Contracting Parties shall be exempt from Customs duty, but not fuel delivered from the aircraft within the territory of the other High Contracting Party or used by the aircraft purely for flights within the said territory.

Article 3.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to prohibit air traffic over certain areas of his territory, provided that no distinction in this matter is made between his aircraft and the aircraft of the other High Contracting Party. The areas above which air traffic is thus prohibited must be notified to the other High Contracting Party.

Each of the High Contracting Parties reserves the right under exceptional circumstances in time of peace and with immediate effect temporarily to limit or prohibit air traffic above his territory on condition that in this respect no distinction is made between the aircraft of the other High Contracting Party and the aircraft of any other foreign State.

Article 4.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the Rules of the Air in force in the territory flown over and shall land as soon as possible at an aerodrome situated in such territory outside but as near as possible to such prohibited area.



Article 5.

All aircraft shall carry clear and visible marks whereby they may be recognised during flight (nationality and registration marks). In addition, they must bear the name and address of the owner.

All aircraft shall be provided with certificates of registration and of airworthiness and with all other documents prescribed for air navigation in the territory in which they are registered.

The members of the crew who perform in an aircraft duties for which a special permit is

Die an Bord von Luftfahrzeugen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile befindlichen Betriebsstoffe sind zollfrei, ausgenommen diejenigen Betriebsstoffe, die vom Luftfahrzeug im Gebiet des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles abgegeben oder dort zu reinen Inlandflügen verwendet werden.

Artikel 3.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile soll berechtigt sein, den Luftverkehr über bestimmten Zonen seines Gebietes zu verbieten, sofern in dieser Hinsicht zwischen seinen heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Teiles kein Unterschied gemacht wird. Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr verboten wird, sind dem anderen Hohen Vertragschliessenden Teile mitzuteilen.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen in Friedenszeiten den Luftverkehr über seinem Gebiete mit sofortiger Wirkung vorübergehend einzuschränken oder zu verbieten, unter der Bedingung, dass in dieser Hinsicht kein Unterschied zwischen den Luftfahrzeugen des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles und den Luftfahrzeugen jedes anderen fremden Landes gemacht wird.

Artikel 4.

Ein Luftfahrzeug, das über eine verbotene Zone gerät, hat, sobald es dies merkt, das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und so bald und so nahe wie möglich auf einem ausserhalb der verbotenen Zone gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Artikel 5.

Alle Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Hoheits- und Eintragungszeichen). Sie müssen ausserdem den Namen und den Wohnsitz des Eigentümers tragen.

Alle Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatlande für den Luftverkehr vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

Die Mitglieder der Besatzung, die im Luftfahrzeug eine in dessen Heimatland einer

required in the territory in which such aircraft is registered, shall be provided with the documents relating to air navigation and in particular with the certificates of competency and licences prescribed by the regulations in force in such territory.

The other members of the crew shall carry documents showing their duties in the aircraft, their profession, identity and nationality.

The certificate of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by one of the High Contracting Parties in respect of an aircraft registered in his territory or of the crew of such aircraft shall have the same validity in the territory of the other High Contracting Party as the corresponding documents issued or rendered valid by the latter.

Each of the High Contracting Parties reserves the right for the purpose of flight within his own territory to refuse to recognise certificates of competency and licences issued to nationals of that High Contracting Party by the other High Contracting Party.

The crew and the passengers, unless otherwise agreed, shall be provided with the documents required by the regulations in force for international transit traffic.

Article 6.

Aircraft of one of the High Contracting Parties shall carry wireless apparatus in the territory of the other High Contracting Party only if a licence to install and work such apparatus, which must be carried in the aircraft, shall have been issued by the competent authorities of the High Contracting Party in whose territory the aircraft is registered. The use of such apparatus shall be in accordance with the regulations on the subject issued by the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating.

Such apparatus shall only be used by such members of the crew as are provided with a special licence for the purpose issued by the

besonderen Erlaubnis unterliegende Tätigkeit ausüben, müssen mit den durch die in diesem Heimatlande in Geltung stehenden Vorschriften vorgeschriebenen Ausweisen für den Luftverkehr, insbesondere mit den vorschriftsmässigen Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen, versehen sein.

Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit angeben.

Die Lufttüchtigkeitsscheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der Hohen Vertragschliessenden Teile für das in seinem Gebiet eingetragene Luftfahrzeug oder die Besatzung dieses Luftfahrzeugs ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben in dem Gebiete des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles dieselbe Gültigkeit wie die von diesem ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Urkunden.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebiets den seinen Staatsangehörigen von dem anderen Hohen Vertragschliessenden Teile erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen die Anerkennung zu versagen.

Die Besatzung und die Fluggäste müssen, soweit nicht etwas anderes vereinbart worden ist, mit den Ausweisen versehen sein, die für den zwischenstaatlichen Übergangsverkehr nach den jeweils geltenden Bestimmungen erforderlich sind.

Artikel 6.

Die Luftfahrzeuge des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile dürfen Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung im Gebiete des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles nur unter der Voraussetzung mitführen, dass sie eine Bewilligung zum Einbau und zur Verwendung dieses Gerätes seitens der zuständigen Behörden desjenigen Hohen Vertragschliessenden Teiles besitzen, in dessen Gebiet das Luftfahrzeug eingetragen ist. Diese Bewilligung muss im Luftfahrzeug mitgeführt werden. Bei der Verwendung von solchem Gerät sind die einschlägigen Vorschriften der zuständigen Behörden desjenigen Gebietes zu beobachten, in dessen Luftraum das Luftfahrzeug sich befindet.

Solches Gerät darf nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis der zuständigen Behörden desjenigen

competent authorities of the High Contracting Party in whose territory the aircraft is registered.

The High Contracting Parties reserve the right, for reasons of safety, to issue regulations relative to the obligatory equipment of aircraft with wireless apparatus.

Article 7

Except with the permission of the State in whose territory the aircraft is, aircraft, their crews and their passengers may not carry with them arms, ammunition, war materials, products which may be used for chemical warfare, explosives for shooting or blasting, carrier-pigeons and photographic apparatus.

Apparatus and materials which are carried as part of the signalling or manœuvring equipment of the aircraft are not included under the head of arms, ammunition and explosives.

Article 8.

All aircraft carrying passengers and goods shall be provided with a list of the passengers' names, a manifest of the goods showing the nature and quantity of the goods, together with the necessary Customs declarations.

If on arrival of any aircraft any discrepancy is noted between the goods carried and the manifest, the Customs officials at the arrival aerodrome shall at once communicate with the competent Customs officials of the other High Contracting Party.

The conveyance of mails shall be the subject of a special direct arrangement between the Postal Departments of the High Contracting Parties.

Article 9.

Upon the departure or landing of any aircraft each High Contracting Party within his own territory and through his competent authorities may search the aircraft of the other High Contracting Party and examine the certificates and other documents prescribed.

Hohen Vertragschliessenden Teiles, in dessen Gebiet das Luftfahrzeug eingetragen ist, mit sich führen.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen, Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

Artikel 7.

Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Munition, Kriegsmaterial, für die chemische Kriegführung verwendbare Erzeugnisse, Schiess- und Sprengmittel, Briefftauben und Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis desjenigen Staates mit sich führen, in dessen Gebiet sich das Luftfahrzeug befindet.

Unter der Bezeichnung Waffen, Munition und Sprengmittel sind nicht inbegriffen Gerät und Material, die als Bestandteile der Signal- und Manövrierausrüstung des Luftfahrzeuges mitgeführt werden.

Artikel 8.

Die Luftfahrzeuge, die Fluggäste und Güter mit sich führen, müssen mit einem Verzeichnis der Fluggäste und mit einem Ladungsverzeichnis, das eine Beschreibung der Art und Menge der Güter enthält, sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeuges eine Unstimmigkeit zwischen den mitgeführten Gütern und dem Ladungsverzeichnis, so haben sich die Zollbehörden des Anflughafens mit den zuständigen Zollbehörden des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles unmittelbar in Verbindung zu setzen.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile geregelt.

Artikel 9.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile kann auf seinem Gebiet die Luftfahrzeuge des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles bei Abflug oder Landung durch die zuständigen Behörden untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

Article 10.

Every aerodrome open to public air traffic in the territory of one of the High Contracting Parties shall be open to all aircraft of the other High Contracting Party, which shall also be entitled to the assistance of the meteorological services, the wireless services, the lighting services and the day and night signalling services. Any scale of charges made (landing charge, accommodation, &c.) shall be the same for the aircraft of both High Contracting Parties.

Article 11.

All aircraft entering or leaving the territory of either of the High Contracting Parties shall land at or depart from an aerodrome open to public air traffic and classed as a Customs aerodrome at which facilities exist for examination of passports, and no intermediary landing shall be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases, the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, at which Customs and passport facilities have been arranged. The above prohibition of any intermediary landing applies also in such cases.

In the event of a forced landing outside the aerodromes referred to above, the pilot of the aircraft, its crew and the passengers shall conform to the Customs and passport regulations in force in the territory in which the landing has been made.

The High Contracting Parties shall exchange lists of the aerodromes open to public air traffic. This list shall expressly state the aerodromes classed as Customs aerodromes. Any modification of this list and any restriction, even temporary, of the right to use any of these aerodromes shall be notified to the other High Contracting Party without delay.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties shall determine the points between which the frontiers of his territories may be passed in flight.

Artikel 10.

Die dem öffentlichen Luftverkehr in dem Gebiete eines der Hohen Vertragschliessenden Teile zur Verfügung stehenden Flughäfen sind den Luftfahrzeugen beider Hohen Vertragschliessenden Teile zugänglich. Die Luftfahrzeuge können auch den meteorologischen Nachrichtendienst, den Funkdienst und den Flugsicherungsdienst benützen. Die etwaigen Gebühren (Landegebühr, Aufenthaltsgebühr usw.) sind für die Luftfahrzeuge beider Hohen Vertragschliessenden Teile dieselben.

Artikel 11.

Der Einflug nach und der Ausflug von einem der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile darf nur nach oder von einem dem öffentlichen Luftverkehre dienenden Flughafen, der ein Zollflughafen mit Passabfertigung ist, vorgenommen werden, und zwar ohne Zwischenlandung zwischen Grenze und Flughafen. In besonderen Fällen können die zuständigen Behörden den Einflug nach und den Ausflug von anderen Flughäfen gestatten, in denen Vorsorge für die Zoll- und Passabfertigung getroffen ist. Das Verbot der Zwischenlandung gilt auch in diesen besonderen Fällen.

Im Falle der Notlandung ausserhalb der im Absatz 1 bezeichneten Flughäfen haben sich die Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste nach den Vorschriften zu richten, die auf dem Gebiete der Zoll- und Passabfertigung in dem Staate gelten, in dem die Notlandung vorgenommen worden ist.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis der dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughäfen mitteilen. Dieses Verzeichnis wird diejenigen Flughäfen besonders aufführen, die Zollflughäfen sind. Jede Änderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung des Rechtes zur Benützung eines dieser Flughäfen ist dem anderen Hohen Vertragschliessenden Teile unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 12.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile wird die Punkte bestimmen, zwischen denen die Grenzen seiner Gebiete überflogen werden dürfen.

The frontier sectors, which either of the High Contracting Parties has opened for his own or for foreign aircraft for the passage in flight of his frontiers shall also be open to the aircraft of the other High Contracting Party.

Article 13.

As ballast, only fine sand or water may be dropped from an aircraft.

Article 14.

No article or substance, other than ballast, may be unloaded or otherwise discharged in the course of flight unless special permission for such purpose shall have been given by the authorities of the territory in which such unloading or discharge takes place.

Article 15.

Whenever questions of nationality arise in carrying out the present Convention, it is agreed that every aircraft shall be deemed to possess the nationality of the High Contracting Party in whose territory it is duly registered.

Article 16.

The High Contracting Parties shall exchange, monthly, lists of the entries and deletions made in their aircraft Registers during the preceding month.

Article 17.

Any aircraft entering or flying across the territory of one of the High Contracting Parties and during such landings and stoppages as are reasonably necessary for the purpose of such transit shall be exempt from any seizure on the ground of infringement of patent, design or model, subject to the deposit of security, the amount of which in default of amicable agreement shall be fixed with the least possible delay by the competent authorities of such territory.

Die Grenzabschnitte, die der eine der Hohen Vertragschliessenden Teile seinen eigenen oder fremden Luftfahrzeugen für den Überflug seiner Grenzen eingeräumt hat, stehen auch den Luftfahrzeugen des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles offen.

Artikel 13.

Als Ballast darf nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 14.

Unterwegs dürfen Gegenstände oder Stoffe ausser Ballast nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn die Behörden des Staates, in dessen Gebiet der Abwurf oder die sonstige Entfernung vorgenommen wird, die Erlaubnis hierfür besonders erteilt haben.

Artikel 15.

Soweit bei Ausführung dieses Vertrages Fragen der Nationalität zu berücksichtigen sind, besteht Einverständnis darüber, dass die Luftfahrzeuge die Nationalität des Hohen Vertragschliessenden Teiles besitzen, in dessen Register sie ordnungsmässig eingetragen sind.

Artikel 16.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden monatlich Verzeichnisse über Eintragungen und Löschungen, die während des vorhergehenden Monats in ihrem Luftfahrzeugregister bewirkt worden sind, untereinander austauschen.

Artikel 17.

Ein Luftfahrzeug, das in einen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile einfliegt oder sein Gebiet überfliegt und dort nur, soweit für den Durchflug erforderlich, landet und Aufenthalt nimmt, kann sich einer Beschlagnahme, die wegen Verletzung eines Patentes, Musters oder Modells bewirkt wird, durch Hinterlegung einer Sicherheit entziehen, deren Höhe mangels gütlicher Vereinbarung in möglichst kurzer Frist von der zuständigen Behörde des Ortes der Beschlagnahme festzusetzen ist.

Article 18.

The aircraft of one of the High Contracting Parties shall be entitled when landing in the territory of the other, especially in the case of a forced landing, to the same assistance as the aircraft of the latter.

With regard to the salvage of aircraft wrecked at sea, save in so far as the High Contracting Parties by agreement shall otherwise provide, the principles of maritime law resulting from the international agreements in force shall apply.

Article 19.

The High Contracting Parties shall communicate to each other all the regulations relative to air traffic in force in their respective territories.

Article 20.

The details of the application of the present Convention (especially the question of Customs formalities) shall, as far as possible, be settled direct by arrangement between the various competent departments of the two High Contracting Parties.

The air navigation authorities of the two High Contracting Parties shall inform each other as early as possible of the frontier sectors mentioned in Article 12 of the Convention and reserve mutually the right at any time and by a unilateral declaration to determine and to announce with eight days' warning other frontier sectors.

The two High Contracting Parties agree in principle that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Convention shall, at the request of either party, be referred to arbitration.

The court of arbitration to which disputes shall be referred shall be the Permanent Court of International Justice at The Hague, unless in any particular case the two High Contracting Parties agree otherwise.

Artikel 18.

Die Luftfahrzeuge des einen Hohen Vertragsschliessenden Teiles haben bei Landungen im Gebiete des anderen Hohen Vertragsschliessenden Teiles, insbesondere bei Notlandungen, Anspruch auf die gleiche Hilfeleistung wie die heimischen Luftfahrzeuge.

Die Bergung der Luftfahrzeuge, die auf hoher See havariert sind, richtet sich vorbehaltlich anderweitiger Abmachungen zwischen den Hohen Vertragsschliessenden Teilen nach den Grundsätzen des Seerechtes, wie sie sich aus den jeweiligen internationalen Vereinbarungen ergeben.

Artikel 19.

Die Hohen Vertragsschliessenden Teile werden einander alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiete geltenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 20.

Die Einzelheiten der Ausführung dieses Vertrages (insbesondere die Zollformalitäten) werden, soweit möglich, durch unmittelbare Verständigung zwischen den einzelnen zuständigen Verwaltungen der beiden Hohen Vertragsschliessenden Teile geregelt.

Die Luftfahrbehörden der beiden Hohen Vertragsschliessenden Teile werden einander die im Artikel 12 des Vertrages erwähnten Grenzabschnitte so bald als möglich mitteilen und behalten sich jede für ihren Teil vor, sodann jederzeit durch einseitige Erklärung mit acht-tägiger Voranzeige andere Grenzabschnitte festzusetzen und bekanntzugeben.

Die beiden Hohen Vertragsschliessenden Teile kommen grundsätzlich dahin überein, dass jede etwaige Meinungsverschiedenheit zwischen ihnen über die richtige Auslegung oder Anwendung irgendeiner der Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages auf Verlangen einer der beiden Parteien einem Schiedsgericht unterbreitet werden soll.

Das Schiedsgericht, dem Meinungsverschiedenheiten unterbreitet werden sollen, soll der Ständige Internationale Gerichtshof im Haag sein, es sei denn, dass in einem besonderen Falle die beiden Hohen Vertragsschliessenden Teile eine andere Vereinbarung treffen.

Article 21.

The present Convention may be denounced by either of the High Contracting Parties at any time by giving twelve months' notice.

Article 22.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at London as soon as possible. This Convention shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Vienna, in duplicate in the English and German languages, both texts having equal force, the 16th of July, 1932.

Artikel 21.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile kann diesen Vertrag zu jedem Zeitpunkt mit einer Frist von zwölf Monaten kündigen.

Artikel 22.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden; die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in London ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in Wien in doppelter Urschrift in deutscher und englischer Sprache, die beide in gleicher Weise authentisch sind, am 16. Juli 1932.

(L. S.) Eric PHIPPS.

(L. S.) Dr. Guido JAKONCIG.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AGREEMENT BETWEEN THE AUSTRIAN FEDERAL MINISTRY FOR COMMERCE AND COMMUNICATIONS AND THE AIR MINISTRY OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND REGARDING THE INSTITUTION AND OPERATION OF REGULAR AIR COMMUNICATION. SIGNED AT VIENNA, DECEMBER 14, 1932.

ÜBEREINKOMMEN ZWISCHEN DEM ÖSTERREICHISCHEN BUNDESMINISTERIUM FÜR HANDEL UND VERKEHR UND DEM LUFTFAHRTMINISTERIUM DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND ÜBER DIE EINRICHTUNG UND DEN BETRIEB VON REGELMÄSSIGEN LUFTVERKEHRSVERBINDUNGEN. GEZEICHNET IN WIEN, AM 14. DEZEMBER 1932.

The undersigned Representatives of the Air Ministry of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (hereinafter called the Air Ministry) and of the Austrian Federal Ministry for Commerce and Communications (hereinafter called the Federal Ministry) have with reference to article 1, paragraph 2, of the Convention signed at Vienna on the 16th of July, 1932, relating to Air Navigation between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the one side and the Republic of Austria on the other, agreed as follows :

1. The Federal Ministry will give the necessary permits for the period of validity of this Agreement, to one or more Air Transport Companies named by the Air Ministry, to operate over Austrian territory, with such intermediate landings in Vienna or elsewhere in Austrian territory as may be agreed upon, air transport services between the United Kingdom and India and/or Africa, subject to the conditions set out in paragraphs 3 to 9.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten des österreichischen Bundesministeriums für Handel und Verkehr (später Bundesministerium genannt) und des Luftfahrtministeriums des Vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Nordirland (später Luftfahrtministerium genannt) haben auf Grund des Artikels 1, Absatz 2, des am 16. Juli 1932 in Wien unterzeichneten Vertrages über den Luftverkehr zwischen der Republik Österreich einerseits und dem Vereinigten Königreiche von Grossbritannien und Nordirland andererseits folgende Vereinbarung getroffen :

1. Das Bundesministerium wird einer oder mehreren vom Luftfahrtministerium namhaft gemachten Luftfahrunternehmen für die Dauer der Gültigkeit dieses Übereinkommens die notwendigen Bewilligungen zum Betriebe von Luftverkehrsverbindungen zwischen dem Vereinigten Königreiche und Indien und/oder Afrika mittels Flugzeugen im österreichischen Gebiet mit Zwischenlandung in Wien oder nach jeweiliger Vereinbarung sonstwo auf österreichischem Gebiet nach Massgabe der Bestimmungen der Ziffer 3 bis 9 erteilen.

2. The Air Ministry will give the necessary permits for the period of validity of this Agreement, to one or more Austrian air transport companies named by the Federal Ministry, to operate air transport services between London and Vienna, with or without intermediate landings on the Continent and on the territory of the United Kingdom, subject to the conditions set out in paragraph 3 and paragraphs 5 to 9.

3. The Air Transport Companies mentioned in paragraph 1 (hereinafter named the United Kingdom Companies) may be named by the Air Ministry on its own responsibility and without previous agreement with the Federal Ministry, and the Air Transport Companies specified in paragraph 2 (hereinafter named the Austrian Companies) may be named by the Federal Ministry on its own responsibility and without previous agreement with the Air Ministry.

Each of the two Contracting Parties has the right at any time to name other national companies in the place of those companies already named by it. A company thus withdrawn from service by one Contracting Party is not thereby entitled to compensation from the other Contracting Party in consequence of such a measure.

4. The United Kingdom Companies are required for the period of their operation in Austria to keep at least one permanent representative in Vienna, as representation in the sense of the Imperial Regulation of November 29th, 1865 (Imperial Law Gazette No. 127).

5. No United Kingdom or Austrian Company is entitled to delegate to third persons the rights and duties accruing from the permit issued in accordance with paragraphs 1 and 2 or the exercise of these rights and duties unless specifically authorised by the Ministry by whom the permit was issued.

6. The United Kingdom Companies in the operation of the services mentioned in

2. Das Luftfahrtministerium wird einer oder mehreren vom Bundesministerium namhaft gemachten österreichischen Luftfahrunternehmen für die Dauer der Gültigkeit dieses Übereinkommens die notwendigen Bewilligungen zum Betriebe der Luftverkehrsverbindung zwischen London und Wien mittels Flugzeugen mit oder ohne Zwischenlandungen auf dem Kontinent und im Gebiet des Vereinigten Königreiches nach Massgabe der Bestimmungen der Ziffer 3 und 5 bis 9 erteilen.

3. Die in Ziffer 2 erwähnten Luftfahrunternehmen (später österreichische Unternehmen genannt) werden vom Bundesministerium selbständig ohne Einholung des Einverständnisses des Luftfahrtministeriums und die in Ziffer 1 erwähnten Luftfahrunternehmen (später Unternehmen des Vereinigten Königreiches genannt) vom Luftfahrtministerium selbständig ohne Einholung des Einverständnisses des Bundesministeriums bestimmt.

Jeder der beiden Vertragsteile ist berechtigt, an Stelle der von ihm bestimmten Unternehmen jederzeit andere heimische Unternehmen namhaft zu machen. Einer auf diese Weise von einem Vertragsteile aus dem Betrieb zurückgezogenen Unternehmung steht aus Anlass dieser Massnahme gegenüber dem anderen Vertragsteile keinerlei Schadenersatzanspruch zu.

4. Die Unternehmen des Vereinigten Königreiches sind verpflichtet, während der Dauer ihres Betriebes in Österreich als Repräsentanz im Sinne der Kaiserlichen Verordnung vom 29. November 1865 (R. G. Bl. Nr. 127) mindestens ein ständiges Vertretungsorgan in Wien zu halten.

5. Keine österreichische Unternehmung oder Unternehmung des Vereinigten Königreiches ist ausser dem Falle einer ausdrücklichen Genehmigung durch das Ministerium, das die Bewilligung erteilt hatte, berechtigt, dritten Personen die Rechte und Pflichten oder die Ausübung der Rechte und Pflichten zu übertragen, die ihnen durch eine gemäss Ziffer 1 und 2 erfolgte Zulassung erwachsen sind.

6. Die österreichischen Unternehmen sind berechtigt, im Betriebe der in Ziffer 2

paragraph 1 in Austrian territory and the Austrian Companies in the operation of the services mentioned in paragraph 2 in the territory of the United Kingdom are entitled to undertake as many flights in either direction as they may wish.

The time-tables and possibility of connexions with other airlines and also the frequency of flights should, if possible, be notified to the Federal Ministry by the United Kingdom Companies and to the Air Ministry by the Austrian Companies four weeks before they become valid.

7. On the demand of the postal authorities of the United Kingdom the Austrian Companies and on the demand of the Austrian postal authorities the United Kingdom Companies will undertake the transport of mails. A special agreement on this subject will be concluded between the United Kingdom and Austrian postal authorities.

8. The United Kingdom Companies are bound to accord to Austrian nationals and their belongings and the Austrian Companies are bound to accord to British subjects and their belongings treatment and conditions of transport as favourable as those granted by them respectively to British subjects and their belongings and to Austrian nationals and their belongings.

9. Aircraft, aircraft engines, aircraft spares and engine spares used by the United Kingdom Companies exclusively in connexion with the operation of the air services referred to in paragraph 1 of this Agreement shall be exempt from any Customs and import duties in force in Austria, and aircraft, aircraft engines, aircraft spares and engine spares used by the Austrian Companies exclusively in connexion with the operation of the air services referred to in paragraph 2 of this Agreement shall

erwähnten Luftverkehrsverbindung im Gebiete des Vereinigten Königreiches und die Unternehmungen des Vereinigten Königreiches sind berechtigt, im Betriebe der in Ziffer 1 erwähnten Luftverkehrsverbindung im österreichischen Gebiete Flüge in beliebiger Anzahl in jeder der beiden Richtungen zu unternehmen.

Die Flugpläne und die Anschlussmöglichkeiten an andere Luftverkehrslinien sowie die Häufigkeit des Dienstes sind, wenn möglich, vier Wochen vor Inkrafttreten seitens der österreichischen Unternehmungen dem Luftfahrtministerium und seitens der Unternehmungen des Vereinigten Königreiches dem Bundesministerium mitzuteilen.

7. Über Verlangen der österreichischen Postverwaltung werden die Unternehmungen des Vereinigten Königreiches und über Verlangen der Postverwaltung des Vereinigten Königreiches werden die österreichischen Unternehmungen die Beförderung von Postsendungen übernehmen. Hierüber wird zwischen der österreichischen Postverwaltung und der Postverwaltung des Vereinigten Königreiches ein besonderer Vertrag abgeschlossen werden.

8. Die österreichischen Unternehmungen sind verpflichtet, britische Staatsangehörige oder deren Eigentum bildende Gegenstände, und die Unternehmungen des Vereinigten Königreiches sind verpflichtet, österreichische Staatsangehörige oder deren Eigentum bildende Gegenstände nicht ungünstiger zu behandeln oder zu nicht ungünstigeren Bedingungen zu befördern als österreichische Staatsangehörige oder in deren Eigentum stehende Gegenstände, beziehungsweise als britische Staatsangehörige oder in deren Eigentum stehende Gegenstände.

9. Luftfahrzeuge, Luftfahrzeugmotoren und Reservebestandteile von Luftfahrzeugen und Luftfahrzeugmotoren, die von österreichischen Luftfahrunternehmen ausschliesslich im Betrieb der in Ziffer 2 dieses Übereinkommens erwähnten Luftverkehrsverbindung verwendet werden, sind von allen Zöllen und Einfuhrabgaben im Vereinigten Königreiche, und Luftfahrzeuge, Luftfahrzeugmotoren und Reservebestandteile von Luftfahrzeugen und Luftfahrzeugmotoren, die von Luftfahrunter-

be exempt from any Customs and import duties in force in the United Kingdom.

10. The supreme air authorities of the United Kingdom and of the Republic of Austria will come to direct agreement regarding the execution of this Agreement.

11. This Agreement will remain in force until December 31st, 1942, but will be automatically renewed after the termination of this period for successive periods of five years each unless denounced in whole or in part by one or other of the Contracting Parties not less than one year before the termination of the first-mentioned or of subsequent five-year periods.

12. If the Convention relating to Air Navigation, mentioned in the preamble to the present Agreement, ceases to have effect as a result of denunciation under the terms of Article 21 of that Convention, the present Agreement will simultaneously become invalid.

Done at Vienna in duplicate in the English and German languages, both texts having equal force, the 14th December, 1932.

Eric PHIPPS.

nehmungen des Vereinigten Königreiches ausschliesslich im Betrieb der in Ziffer 1 dieses Übereinkommens erwähnten Luftverkehrsverbindungen verwendet werden, sind von allen Zöllen und Einfuhrabgaben in Österreich befreit.

10. Die obersten Luftfahrbehörden der Republik Österreich und des Vereinigten Königreiches werden sich zwecks Durchführung dieses Übereinkommens unmittelbar verständigen.

11. Dieses Übereinkommen bleibt bis 31. Dezember 1942 in Kraft, doch gilt es nach Ablauf dieser Frist als von fünf zu fünf Jahren erneuert, sofern es nicht spätestens ein Jahr vor Ablauf der ersterwähnten oder der folgenden fünfjährigen Fristen seitens eines der beiden Vertragsparteile ganz oder teilweise gekündigt wird.

12. Erlischt der eingangs angeführte Vertrag über den Luftverkehr infolge Kündigung gemäss seines Artikels 21, so tritt auch dieses Übereinkommen gleichzeitig ausser Kraft.

Geschehen in zweifacher Ausfertigung in deutscher und englischer Sprache, welche beide gleich authentisch sind, in Wien am 14. Dezember 1932.

PÖSCHMANN.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3318. — CONVENTION ENTRE L'AUTRICHE ET LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A VIENNE, LE 16 JUILLET 1932.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, désireux de conclure une convention concernant la navigation aérienne entre la République d'Autriche, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, ont désigné à cet effet pour leur plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le D^r Guido JAKONCIG, ministre fédéral du Commerce et des Communications ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Sir Eric Clare Edmund PHIPPS, K.C.M.G., C.V.O., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Vienne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder, en temps de paix, la liberté de passage au-dessus de son territoire aux aéronefs de l'autre Haute Partie contractante, pourvu que les conditions établies dans la présente convention soient observées.

Il est convenu, toutefois, que la création et l'exploitation, par une société de transports aériens appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes, de lignes aériennes régulières à l'intérieur du territoire de l'autre Partie, ou à travers ledit territoire (avec ou sans atterrissage), seront subordonnées à l'obtention d'une autorisation spéciale expresse des autorités aéronautiques compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

Aux fins de la présente convention, le terme « territoire », par rapport à chacune des Hautes Parties contractantes, désigne le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, y compris les eaux territoriales adjacentes audit territoire, d'une part, et la République d'Autriche, d'autre part. Le terme « aéronefs » désigne, par rapport à chacune des Hautes Parties contractantes, les aéronefs civils (y compris les aéronefs de l'Etat servant exclusivement à des fins commerciales) dûment immatriculés sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Les aéronefs de chacune des Hautes Parties contractantes, leurs équipages et leurs passagers, pendant leur séjour à l'intérieur du territoire de l'autre Haute Partie contractante, seront soumis aux règlements qui y sont en vigueur en ce qui concerne la navigation aérienne en général, le transport des passagers et des marchandises, ainsi que la sécurité et l'ordre publics, dans la mesure où ces règlements sont applicables à tous les aéronefs étrangers, à leurs équipages et à leurs passagers. Ils seront également soumis aux autres obligations découlant de la législation générale en vigueur sur ledit territoire.

Il est entendu que les privilèges accordés aux personnes et aux marchandises par les dispositions du Traité de commerce et de navigation conclu entre les Hautes Parties contractantes le 22 mai 1924 et par tout autre accord régissant les relations commerciales entre leurs territoires s'appliqueront également aux personnes et aux marchandises à l'entrée, à la sortie ou pendant la traversée des territoires des Hautes Parties contractantes par aéronefs, aussi longtemps que ces dispositions resteront en vigueur.

Chacune des Hautes Parties contractantes autorisera l'entrée ou la sortie de toutes marchandises dont la loi autorise l'importation ou l'exportation, ainsi que le transport de passagers (sous réserve des restrictions éventuelles applicables à l'immigration), en provenance ou à destination de ses territoires respectifs, à bord des aéronefs de l'autre Partie. Ces aéronefs, leurs passagers et leurs cargaisons, jouiront des mêmes privilèges et ne seront pas assujettis à des droits ou charges autres ou plus élevés que leurs propres aéronefs (ainsi que leurs passagers et leurs cargaisons) ou que les aéronefs (ainsi que leurs passagers et leurs cargaisons) de tout autre pays étranger.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra réserver à ses propres aéronefs les transports commerciaux des personnes ou des marchandises entre deux points quelconques dont aucun n'est situé dans un pays étranger. Toutefois, les aéronefs de l'autre Haute Partie contractante pourront se rendre de tout aéroport du territoire de la première Partie qu'ils sont autorisés à utiliser, à tout autre aéroport, en vue de débarquer ou d'embarquer, en totalité ou en partie, leurs cargaisons ou leurs passagers, à condition que lesdites cargaisons soient accompagnées de titres de transport directs et que lesdits passagers soient porteurs de billets directs, délivrés pour un parcours dont les points de départ et d'arrivée ne sont pas tous deux des points entre lesquels les transports ont été dûment réservés aux aéronefs nationaux. Les aéronefs en question, se rendant, ainsi qu'il a été prévu ci-dessus, d'un aéroport à un autre, jouiront de tous les privilèges prévus dans la présente convention, même si lesdits aéroports sont des points entre lesquels les transports ont été dûment réservés.

Le combustible transporté à bord des aéronefs de chacune des Hautes Parties contractantes sera exonéré de droits de douane, exception faite du combustible déchargé par l'aéronef sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante ou utilisé par lui uniquement pour des vols à l'intérieur dudit territoire.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit d'interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones de son territoire, à condition qu'aucune distinction ne soit faite à cet égard entre ses propres aéronefs et ceux de l'autre Haute Partie contractante. Les zones au-dessus desquelles la navigation aérienne sera ainsi interdite devront être notifiées à l'autre Haute Partie contractante.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit, dans des circonstances exceptionnelles, en temps de paix, de restreindre ou d'interdire temporairement, avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'aucune distinction ne soit faite à cet égard entre les aéronefs de l'autre Haute Partie contractante et ceux de tout autre pays étranger.

Article 4.

Tout aéronef qui se sera engagé au-dessus d'une zone interdite sera tenu, dès qu'il s'en apercevra, de donner le signal de détresse prévu par les règlements de la navigation aérienne en vigueur sur

le territoire survolé et d'atterrir aussitôt que possible sur l'un des aérodromes de ce territoire, à l'extérieur, mais aussi près que possible de ladite zone interdite.

Article 5.

Tout aéronef devra porter des marques distinctes et nettement visibles permettant de l'identifier en cours de vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Il devra, en outre, porter le nom et l'adresse de son propriétaire.

Tout aéronef devra être muni de certificats d'immatriculation et de navigabilité, ainsi que de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans le pays où il est immatriculé.

Les membres de l'équipage, pour autant qu'ils remplissent, à bord de l'aéronef, des fonctions pour lesquelles une autorisation spéciale est requise dans le pays où l'aéronef est immatriculé, devront être munis de toutes les pièces prévues pour la navigation aérienne et notamment des brevets d'aptitude et licences prescrits par les règlements en vigueur dans ledit pays.

Les autres membres de l'équipage devront être porteurs de certificats indiquant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur profession, leur signalement et leur nationalité.

Le certificat de navigabilité, les brevets d'aptitude et licences délivrés ou reconnus par l'une des Hautes Parties contractantes pour un aéronef immatriculé sur son territoire ou pour son équipage auront, sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, la même validité que les pièces correspondantes délivrées ou reconnues par cette dernière.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valables, pour la navigation aérienne à l'intérieur de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences conférés aux ressortissants de ladite Haute Partie contractante par l'autre Haute Partie contractante.

L'équipage et les passagers seront, sauf convention contraire, munis des pièces prévues par les dispositions en vigueur relatives au trafic de transit international.

Article 6.

Les aéronefs de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront transporter des appareils de télégraphie sans fil dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante que si les autorités compétentes de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle l'aéronef est immatriculé ont délivré une licence pour l'installation et l'exploitation de tels appareils ; cette licence devra se trouver à bord de l'aéronef. Ces appareils seront utilisés conformément aux règlements publiés à ce sujet par les autorités compétentes du territoire dans le domaine aérien duquel navigue l'aéronef.

Ces appareils ne pourront être manipulés que par les membres de l'équipage pourvus d'une licence spéciale délivrée à cet effet par les autorités compétentes de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle est immatriculé l'aéronef.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit, pour des raisons de sécurité, d'édicter des règles relatives à l'installation obligatoire d'appareils de télégraphie sans fil sur les aéronefs.

Article 7.

Sauf autorisation de l'Etat sur le territoire duquel se trouvent les aéronefs, ces derniers, leurs équipages et leurs passagers ne pourront porter des armes, des munitions, du matériel de guerre, des produits pouvant être utilisés pour la guerre chimique, des poudres et explosifs, des pigeons voyageurs et des appareils photographiques.

L'expression « armes, munitions et explosifs » ne vise pas les appareils et le matériel qui sont transportés en tant que partie des appareils de signalisation et de manœuvre des aéronefs.

Article 8.

Tout aéronef transportant des passagers et des marchandises devra être muni d'une liste nominative des passagers et d'un manifeste spécifiant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que des déclarations douanières nécessaires.

Au cas où serait constatée, à l'arrivée d'un aéronef, une différence quelconque entre les marchandises transportées et le manifeste, les fonctionnaires des douanes de l'aérodrome d'arrivée se mettront immédiatement en communication avec les fonctionnaires des douanes compétents de l'autre Haute Partie contractante.

Le transport des envois postaux fera l'objet d'un accord spécial conclu directement entre les administrations postales des Hautes Parties contractantes.

Article 9.

Lors du départ ou de l'atterrissage, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, sur son territoire, faire procéder par les autorités compétentes à la visite des aéronefs de l'autre Haute Partie contractante, ainsi qu'à l'examen des certificats et des autres documents prescrits.

Article 10.

Tout aérodrome ouvert à la navigation publique sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes pourra être utilisé par tous les aéronefs de l'autre Haute Partie contractante. Ceux-ci pourront également recourir à l'assistance des services météorologiques, des services radiotélégraphiques, des services d'éclairage et de signalisation diurne et nocturne. Le barème de toutes taxes perçues (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) sera le même pour les aéronefs des deux Hautes Parties contractantes.

Article 11.

Les aéronefs à destination ou en provenance du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes devront atterrir ou prendre leur vol sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique et pourvu des services nécessaires pour la visite douanière et le contrôle des passeports. Aucun atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aérodrome ne sera autorisé. Dans des cas particuliers, les autorités compétentes pourront autoriser un aéronef à atterrir ou à prendre son vol sur d'autres aérodromes où auront été prises des mesures pour la visite douanière et le contrôle des passeports. La susdite interdiction concernant les atterrissages intermédiaires s'appliquera également dans ces cas.

En cas d'atterrissage forcé hors des aérodromes précités, le pilote de l'aéronef, son équipage et les passagers se conformeront aux règlements relatifs à la visite douanière et aux passeports qui sont en vigueur sur le territoire où a eu lieu l'atterrissage.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste spécifiera expressément les aérodromes dotés d'un service douanier. Toute modification à cette liste et toute restriction, même temporaire, du droit d'utiliser ces aérodromes devront immédiatement être notifiées à l'autre Haute Partie contractante.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties contractantes déterminera les points entre lesquels les frontières de ses territoires pourront être survolées.

Les secteurs de frontière que l'une des Hautes Parties contractantes a ouverts à ses propres aéronefs ou aux aéronefs étrangers pour le survol de ses frontières seront également ouverts aux aéronefs de l'autre Haute Partie contractante.

Article 13.

Il ne pourra être lancé d'un aéronef d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

Aucun article ou matière autre que le lest ne pourra être jeté ou déchargé d'autre manière en cours de route, à moins qu'une autorisation spéciale n'ait été délivrée à cet effet par les autorités de l'Etat sur le territoire duquel les objets en question sont jetés ou déchargés.

Article 15.

Il est convenu que lorsque l'application de la présente convention soulèvera des questions de nationalité, tout aéronef sera considéré comme possédant la nationalité de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle il est régulièrement immatriculé.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement, chaque mois, la liste des additions et des suppressions apportées à leurs registres d'aéronefs au cours du mois précédent.

Article 17.

Tout aéronef qui pénètre sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes ou le survole et n'y atterrit et ne s'y arrête que dans la mesure strictement nécessaire au transit, pourra se soustraire à la saisie pour contrefaçon de brevet, dessin ou modèle, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par les autorités compétentes dudit territoire.

Article 18.

Les aéronefs de l'une des Hautes Parties contractantes atterrissant sur le territoire de l'autre Partie auront droit, notamment en cas d'atterrissage forcé, à la même assistance que les aéronefs de cette dernière Partie.

En ce qui concerne le sauvetage des aéronefs victimes d'un accident en mer, on appliquera — sauf arrangements contraires conclus entre les Hautes Parties contractantes — les principes de droit maritime découlant des accords internationaux en vigueur.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement tous les règlements sur la navigation aérienne en vigueur dans leurs territoires respectifs.

Article 20.

Les détails d'application de la présente convention (notamment la question des formalités douanières) seront, autant que possible, réglés par entente directe entre les diverses administrations compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

Les autorités aéronautiques des deux Hautes Parties contractantes se notifieront aussitôt que possible la liste des secteurs de frontière mentionnés à l'article 12 de la convention et se réservent mutuellement le droit de fixer et de désigner à tout moment d'autres secteurs de frontière, par une déclaration unilatérale, moyennant un préavis de huit jours.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent, en principe, que tous différends qui pourraient surgir entre elles quant à l'interprétation ou à l'application des dispositions de la présente convention seront, sur la demande de l'une des Parties, soumis à l'arbitrage.

Le tribunal d'arbitrage auquel seront soumis les différends sera la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, à moins que, dans un cas particulier, les deux Hautes Parties contractantes n'en décident autrement.

Article 21.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra dénoncer la présente convention en tout temps, moyennant un préavis de douze mois.

Article 22.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Londres aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Vienne, en double exemplaire, en langue anglaise et en langue allemande, les deux textes faisant également foi, le 16 juillet 1932.

(L. S.) Eric PHIPPS.

(L. S.) Dr Guido JAKONCIG.

ACCORD ENTRE LE MINISTÈRE FÉDÉRAL AUTRICHIEN DU COMMERCE ET DES COMMUNICATIONS ET LE MINISTÈRE DE L'AIR DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT ET A L'EXPLOITATION DE LIGNES AÉRIENNES RÉGULIÈRES. SIGNÉ A VIENNE, LE 14 DÉCEMBRE 1932.

Les plénipotentiaires soussignés du Ministère fédéral autrichien du Commerce et des Communications (désigné ci-après sous le nom de Ministère fédéral) et du Ministère de l'Air du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (désigné ci-après sous le nom de Ministère de l'Air), en vertu de l'alinéa 2 de l'article premier de la Convention signée le 16 juillet 1932, à Vienne, concernant la navigation aérienne entre la République autrichienne, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, sont convenus de ce qui suit :

1^o Le Ministère fédéral accordera, pour la durée de la validité du présent accord, à une ou plusieurs entreprises de navigation aérienne qui seront désignées par le Ministère de l'Air, les autorisations nécessaires pour l'exploitation de services de transports aériens entre le Royaume-Uni et l'Inde et/ ou l'Afrique, au-dessus du territoire autrichien, avec atterrissage intermédiaire à Vienne ou dans tout autre lieu du territoire autrichien qui pourra être choisi d'un commun accord, sous réserve des dispositions des alinéas 3 à 9.

2^o Le Ministère de l'Air accordera, pour la durée de la validité du présent accord, à une ou plusieurs entreprises autrichiennes de navigation aérienne qui seront désignées par le Ministère fédéral, les autorisations nécessaires pour l'exploitation de services de transports aériens entre Londres et Vienne, avec ou sans atterrissage intermédiaire sur le continent et sur le territoire du Royaume-Uni, sous réserve des dispositions de l'alinéa 3 et des alinéas 5 à 9.

3^o Les entreprises de navigation aérienne mentionnées à l'alinéa 2 (appelées ci-après entreprises autrichiennes) seront désignées par le Ministère fédéral, sous sa propre responsabilité et sans l'agrément préalable du Ministère de l'Air, et les entreprises de navigation aérienne mentionnées à l'alinéa premier (appelées ci-après entreprises du Royaume-Uni) seront désignées par le Ministère de l'Air, sous sa propre responsabilité et sans l'agrément préalable du Ministère fédéral.

Chacune des deux Parties contractantes a le droit de désigner, à tout moment, d'autres entreprises nationales au lieu et place des entreprises qu'elle a déjà désignées. L'entreprise à laquelle l'une des Parties contractantes retire ainsi l'autorisation d'exploitation ne pourra exercer pour ce motif aucune action en dommages-intérêts envers l'autre Partie contractante.

4^o Les entreprises du Royaume-Uni, durant la période pendant laquelle elles exploitent un service en Autriche, sont tenues de maintenir à Vienne au moins un représentant permanent chargé de leur représentation au sens du décret impérial du 29 novembre 1865 (R. G. Bl. N^o 127).

5^o Aucune entreprise autrichienne, ni aucune entreprise du Royaume-Uni, sauf autorisation formelle du Ministère qui avait accordé l'autorisation prévue aux alinéas 1 et 2, ne peut déléguer à des tiers les droits et les devoirs qui découlent de l'autorisation, ni l'exercice de ces droits et de ces devoirs.

6° Les entreprises autrichiennes, dans l'exploitation des services aériens mentionnés à l'alinéa 2 sur le territoire du Royaume-Uni, et les entreprises du Royaume-Uni, dans l'exploitation des services aériens mentionnés à l'alinéa premier sur le territoire autrichien, sont autorisées à exécuter des vols sans limitation de nombre, dans l'une et l'autre direction.

Les horaires et les correspondances éventuelles avec d'autres lignes aériennes ainsi que la fréquence des services devront, autant que possible, être notifiés quatre semaines à l'avance au Ministère de l'Air par les entreprises autrichiennes et au Ministère fédéral par les entreprises du Royaume-Uni.

7° Les entreprises du Royaume-Uni, à la demande de l'administration des postes autrichienne, et les entreprises autrichiennes, à la demande de l'administration des postes du Royaume-Uni, se chargeront du transport d'envois postaux. Un accord spécial sera conclu à ce sujet entre les administrations des postes du Royaume-Uni et de l'Autriche.

8° Les entreprises autrichiennes, en ce qui concerne les ressortissants britanniques ou les objets qui sont leur propriété, et les entreprises du Royaume-Uni, en ce qui concerne les ressortissants autrichiens ou les objets qui sont leur propriété, sont tenues d'accorder un traitement et des conditions de transport qui ne devront pas être plus défavorables que ceux qui sont accordés respectivement, soit aux ressortissants autrichiens et aux objets qui sont leur propriété, soit aux ressortissants britanniques et aux objets qui sont leur propriété.

9° Les aéronefs, les moteurs d'aéronefs ainsi que les pièces de rechange d'aéronefs et de moteurs d'aéronefs qui sont utilisés par des entreprises autrichiennes exclusivement pour l'exploitation des services aériens mentionnés à l'alinéa 2 du présent accord, sont exempts de tous droits de douane et droits d'entrée au Royaume-Uni, et les aéronefs, les moteurs d'aéronefs ainsi que les pièces de rechange d'aéronefs et de moteurs d'aéronefs qui sont utilisés par des entreprises du Royaume-Uni exclusivement pour l'exploitation des services aériens mentionnés à l'alinéa premier du présent accord, sont exempts de tous droits de douane et droits d'entrée en Autriche.

10° Les autorités aéronautiques suprêmes de la République autrichienne et du Royaume-Uni s'entendront directement au sujet de l'exécution du présent accord.

11° Le présent accord restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1942, mais, à l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé automatiquement pour des périodes successives de cinq ans, à moins que l'une des deux Parties contractantes ne le dénonce, en totalité ou en partie, au moins un an avant l'expiration de la première période susmentionnée ou des périodes suivantes de cinq ans.

12° Au cas où la convention sur la navigation aérienne, mentionnée dans le préambule du présent accord, prendrait fin par suite de sa dénonciation conformément à l'article 21 de ladite convention, le présent accord cesserait en même temps d'avoir effet.

Fait en double exemplaire, en langue allemande et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, à Vienne, le 14 décembre 1932.

Eric PHIPPS.

PÖSCHMANN.

N° 3319.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ISLANDE**

Accord relatif à l'industrie et au
commerce, avec protocole. Signés
à Londres, le 19 mai 1933.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND ICELAND**

Agreement relating to Trade and
Commerce, and Protocol. Signed
at London, May 19, 1933.

No. 3319. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF ICELAND RELATING TO TRADE AND COMMERCE. SIGNED AT LONDON, MAY 19, 1933.

English and Icelandic official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place January 4, 1934.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF ICELAND, desiring to facilitate and extend still further trade and commerce between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the one hand, and the Kingdom of Iceland on the other hand, have agreed to the following effect :

Article 1.

The articles enumerated in the Schedule to this Agreement produced or manufactured in the United Kingdom from whatever place arriving shall not, on importation into Iceland, be subjected to duties or charges other or higher than those specified in the Schedule.

Article 2.

1. Fresh or salted fish (other than shell fish) imported into the United Kingdom from Iceland shall not be subject to any other or higher duty or charge than a duty of 10 % *ad valorem*.

2. The Government of the United Kingdom undertake that in the event of their regulating the quantity of the imports of fish into the United Kingdom the total quantity of fresh and wet salted fish permitted to be imported from Iceland, exclusive of any salmon, sea-trout, eels and fresh-water fish, shall be not less than 354,000 cwts. in any year, of which minimum permitted total not less than 104,000 cwts. shall consist of wet salted fish.

3. The Government of the United Kingdom undertake to bring into force, in the case of the export of dried salted fish prepared in the United Kingdom from fresh or wet salted fish imported from Iceland, a system of drawback in respect of the import duty paid on the fresh or wet salted fish on importation into the United Kingdom.

4. The existing provision for freedom from import duty of dried fish produced in Iceland, imported into the United Kingdom solely with a view to the re-exportation thereof after transit through the United Kingdom or by way of transshipment, shall continue in operation.

5. In this article, the expression " fish imported from Iceland, " includes fish landed in the United Kingdom direct from sea by Icelandic vessels.

¹ Came into force June 28, 1933.

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

No. 3319. — SAMKOMULAG UM VERSLUNARVIÐSKIFTI MILLI RÍKISSTJÓRNAR ÍSLANDS OG RÍKISSTJÓRNAR STORABRET- LANDS, UNDIRRITAÐ Í LONDON ÞANN 19. MAI 1933.

Textes officiels anglais et islandais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 4 janvier 1934.

RÍKISSTJÓRN ÍSLANDS OG RÍKISSTJÓRN SAMEINAÐA KONUNGRÍKISINS STÓRABRETLANDS OG NORÐUR ÍRLANDS, sem báðar óska að greiða fyrir og efla verslunarviðskiftin milli konungsríkisins Íslands annarsvegar og Sameinaða Konungsríkisins Stórabretlands og Norður Írlands hinsvegar, hafa gert með sjer samkomulag um það, sem hér fer á eftir :

1. grein.

Af vörum þeim, sem taldar eru í skrá þeirri, sem fest er við samkomulag þetta, og framleiddar eru eða tilbúnar í Sameinaða Konungsríkinu, hvaðan sem þær koma, skal ekki krafist annara eða hærrí tolla eða gjalda við innflutning til Íslands en þeirra, sem taldir eru upp á skránni.

2. grein.

1. Af nýjum eða söltuðum fiski (öðrum en skelfiski), sem fluttur er frá Íslandi til Sameinaða Konungsríkisins skal ekki krafist annars eða hærrí tolls eða gjalda en 10 % verðtolls.

2. Ríkisstjórn Sameinaða Konungsríkisins skuldbindur sig til, ef sett verða ákvæði til þess að takmarka magn af fiski, sem leyft sé að flytja inn til Sameinaða Konungsríkisins, þá skuli heildarmagnið af nýjum fiski og óverkuðum saltfiski, sem heimilt sé að flytja inn frá Íslandi, öðrum en laxi, silung, ál eða vatnafiski, ekki fara neitt ár niður fyrir 354,000 cwts., enda séu 104,000 cwts. af þessu minsta magni óverkaður saltfiskur.

3. Ríkisstjórn Sameinaða Konungsríkisins skuldbindur sig til þess að setja þau ákvæði, að endurgreiddur skuli tollur, sem greiddur hefir verið af nýjum fiski eða óverkuðum saltfiski við innflutning til Sameinaða Konungsríkisins, ef fiskurinn er fluttur út sem þurkaður saltfiskur eftir að hafa verið verkaður í Sameinaða Konungsríkinu úr nýjum fiski eða óverkuðum saltfiski fluttum frá Íslandi.

4. Núgildandi ákvæði um, að þurkaður saltfiskur, sem framleiddur hefir verið á Íslandi, skuli vera undanþeginn innflutningstolli ef hann er fluttur til Sameinaða Konungsríkisins einungis til þess að verða endurútflyttur þaðan eftir flutning um Sameinaða Konungsríkið eða eftir umhleðslu þar, skulu gilda áfram.

5. Ákvæðið í þessari grein « fiskur, sem fluttur er frá Íslandi, » nær einnig til fiskjar sem settur er á land í Sameinaða Konungsríkinu af íslenskum skipum, sem koma með fiskinn beint af veiðum.

¹ Entré en vigueur le 28 juin 1933.

Article 3.

1. In no circumstances shall any reduction be applied to the imports into the United Kingdom of chilled or frozen mutton and lamb from Iceland proportionately greater than that applied to similar descriptions of mutton and lamb from any other foreign country.

2. In the event of any modification in the present scheme of regulation of imports of chilled or frozen mutton and lamb into the United Kingdom from foreign countries, full consideration shall be given to the claims of Iceland.

3. In the event of any other foreign supplying country renouncing or forfeiting in whole or in part its allocation of imports of the aforesaid products, the allocation to Iceland shall be increased in not less ratio than the allocation to any other foreign country.

Article 4.

Nothing in this Agreement shall be deemed to affect the rights and obligations arising out of any Treaty at present in force between the United Kingdom and Iceland, and, in particular, the Treaty of Peace and Commerce¹ signed at Whitehall on the 13th February, 1660/1, or the Treaty of Peace and Commerce² signed at Copenhagen on the 11th July, 1670, including the declaration³ amending the said treaties signed at Copenhagen on the 9th May, 1912.

The Contracting Governments agree that, having regard to the provisions of the above-mentioned treaties of 1660/1 and 1670, goods produced or manufactured in the United Kingdom shall enjoy in Iceland, and goods produced or manufactured in Iceland shall enjoy in the United Kingdom, treatment in all respects not less favourable than that enjoyed by goods produced or manufactured in any other foreign country.

Article 5.

The Contracting Governments agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Agreement or of any of the treaties enumerated in Article 4 shall, at the request of either of them, be referred to the Permanent Court of International Justice, unless in any particular case the Contracting Governments agree to submit the dispute to some other tribunal, or to dispose of it by some other form of procedure. In case any dispute shall fall to be submitted to the Permanent Court of International Justice, the Court shall, unless the Contracting Governments otherwise agree, be requested to give its decision in accordance with the summary procedure provided for in Article 29 of the Statute⁴ of the Court.

Article 6.

The present Agreement shall come into operation as soon as a notification has been given by the Government of Iceland to the Government of the United Kingdom that the necessary legislation has been passed by the Icelandic Parliament, and, subject to the provisions of paragraph 1 of the Protocol signed this day, shall continue in force during a period of three years from the date of its coming into operation.

In case neither of the Contracting Governments shall have given notice to the other six months before the expiration of the said period of three years of their intention to terminate this Agreement,

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 1, page 375.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 1, page 381.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 105, page 267.

⁴ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; and Vol. CXXXIV, page 392, of this Series.

3. grein.

1. Innflutningurinn til Sameinaða Konungsríkisins á kældu eða frosnu kindakjöti og lambakjöti frá Íslandi skal eigi undir neinum kringumstæðum gerður hlutfallslega minni en frá nokkru öðru erlendu ríki.

2. Ef gerðar verða breytingar á nógildandi reglum um takmörkun á innflutningi á kældu eða frosnu kindakjöti og lambakjöti til Sameinaða Konungsríkisins frá erlendum ríkjum þá skal tekið fullt tillit til krafna þeirra, sem gerðar hafa verið af Íslands hálfu.

3. Ef eitthvert annað erlent ríki, sem flytur þessar vörur á breska markaðinn, sleppir eða missir rétt sinn, að einhverju eða öllu leyti, til hlutdeildar í innflutningnum á frammannefndum vörum, þá skal hlutdeild Íslands aukin hlutfallslega engu minna en hlutdeild nokkurs annars erlends ríkis.

4. grein.

Ekkert í samkomulagi þessu skal hafa áhrif á réttindi þau og skyldur, sem leiða af nokkrum samningi, sem nú er í gildi milli Íslands og Sameinaða Konungsríkisins, og skulu í því efni sérstaklega nefndir friðar- og verslunarsamningur gerður í Whitehall 13. febrúar 1660/61, og friðar- og verslunarsamningur gerður í Kaupmannahöfn þann 11. júlí 1670, þar með einnig talin yfirlýsingin um breytingu á nefndum samningum, sem undirrituð var í Kaupmannahöfn þann 9. maí 1912¹.

Samkomulagsríkin eru ásátt um, að með hliðsjón af ákvæðunum í ofanefndum samningum frá 1660/61 og frá 1670, skuli vörur framleiddar eða tilbúnar á Íslandi njóta í Sameinaða Konungsríkinu, og vörur framleiddar eða tilbúnar í Sameinaða Konungsríkinu njóta á Íslandi þeirra kjara, sem að öllu leyti séu ekki óhagkvæmari en kjör þau, sem vörur framleiddar eða tilbúnar í sérhverju öðru erlendu ríki njóta.

5. grein.

Samkomulagsríkin eru ásátt um, að sérhverri deilu, sem kynni að rísa milli þeirra um rétta skýringu eða framkvæmd á einhverjum af ákvæðum þessa samkomulags, eða á ákvæðum einhvers samninganna, sem nefndir eru í 4. gr., skuli, ef annarhvor samningsaðiljanna óskar þess, vísað til fasta alþjóðadómstólsins, nema samkomulagsríkin verði ásátt um, í einhverju sérstöku máli, að vísa deilumálinu til einhvers annars dómstóls, eða að leiða það til lykta með einhverri annarri málsmeðferð. Ef einhverju deilumáli verður vísað til fasta alþjóðadómstólsins þá skal, ef samkomulagsríkin verða ekki ásátt um annað, þess farið á leit við dómstólinn að hann felli úrskurð sinn eftir að beitt hefir verið þeirri einföldu málsmeðferð, sem 29. gr. reglugjörðar² dómstólsins felur í sér fyrirmæli um.

6. grein.

Samkomulag þetta gengur í gildi þegar er ríkisstjórn Íslands hefur tilkynnt ríkisstjórninni í Sameinaða Konungsríkinu, að Alþingi hafi sett þau lagafyrirmæli, sem nauðsynleg eru, og skal halda áfram að gilda í þrjú ár frá gildistöku þess, enda sé fullnægt ákvæðunum í 1. lið bókunarinnar, sem undirrituð hefir verið á þessum sama degi.

Ef hvorugt samkomulagsríkjanna hefir tilkynnt hinu samkomulagsríkinu sex mánuðum fyrir lok hins nefnda þriggja ára tímabils, að það vilji láta samkomulagið falla úr gildi, þá skal

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traité*s, troisième série, tome IX, page 419.

² Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXXII, page 452; vol. LXXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; vol. XCVI, page 180; vol. C, page 153; vol. CIV, page 492; vol. CVII, page 461; vol. CXI, page 402; vol. CXVII, page 46; vol. CXXVI, page 430; vol. CXXX, page 440; et vol. CXXXIV, page 392, de ce recueil.

it shall remain in force, subject to the provisions of paragraph 1 of the Protocol signed this day, until the expiry of six months from the date on which notice of such intention is given.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have thereto affixed their Seals.

Done at London this nineteenth day of May, nineteen hundred and thirty-three, in duplicate in English and Icelandic, both texts being equally authentic.

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) Walter RUNCIMAN.

(L. S.) Sveinn BJÖRNSSON.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Agreement of this day's date between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of Iceland relating to trade and commerce, the undersigned, being duly authorised to that effect, declare that they have agreed on the provisions set out in the following Protocol, which shall form an integral part of the above-mentioned Agreement :

(1) The Government of the United Kingdom shall have the right to terminate the Agreement at any time upon three months' notice, if in any one year the amount of coal of United Kingdom origin imported into Iceland is less than 77 per cent of the total imports of coal into Iceland in that year, as shown by the official statistics issued by the Icelandic Government. The Agreement shall not be terminated in virtue of this arrangement if, during the period between the date when notice of termination is given and the date of its taking effect, quantities of coal of United Kingdom origin are imported into Iceland sufficient to make good the deficiency.

The Contracting Governments take note of a letter to the Chairman of the Icelandic Delegation dated this day and signed on behalf of the United Kingdom coal industry by the Chairman of the Central Council of Colliery Owners and the Chairman of the British Coal Exporters' Federation, wherein they have expressed their desire and firm intention to fulfil the requirements of Icelandic buyers and users of coal by every means within their power ; and for this purpose have given to Icelandic buyers and users the assurances contained in that letter with regard to prices, qualities, availability of supplies and other matters. The right of the Government of the United Kingdom, as stipulated above, to terminate the Agreement upon three months' notice in the circumstances set out is conditional upon those assurances being implemented.

(2) It is understood that in the Agreement the term " foreign country " in relation to the United Kingdom, means a country not being a part of the British Commonwealth of Nations nor a territory under British protection or suzerainty, nor a mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of a part of the British Commonwealth of Nations.

(3) The Government of the United Kingdom declare that they will not claim the benefit of any privileges accorded by the Government of Iceland exclusively to Denmark.

Done at London this nineteenth day of May, nineteen hundred and thirty-three, in duplicate in English and Icelandic, both texts being equally authentic.

John SIMON.

Walter RUNCIMAN.

Sveinn BJÖRNSSON.

Það gilda áfram þar til sex mánuðir eru liðnir frá því slík tilkynning er gefin, enda sé fullnægt ákvæðunum í 1. lið bókunarinnar, sem undirrituð hefir verið á þessum sama degi.

Þessu til staðfestu hafa undirritaðir, sem hafa til þess fullnægjandi umboð, ritað nafn sitt undir samkomulag þetta og sett innsigli sín þar við.

Gert í London þann nítjándaga dag maimánaðar árið nítján hundruð þrjátíu og þrjú í tveimur eintökum á íslensku og tveimur eintökum á ensku, og skulu báðir textar vera jafngildir.

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) Walter RUNCIMAN.

(L. S.) Sveinn BJÖRNSSON.

BÓKUN.

Um leið og samkomulag um verslunarviðskifti, dagsett þennan sama dag, milli ríkisstjórnar Íslands og ríkisstjórnar Sameinaða Konungsríkisins Stórabretlands og Norður Írlands, er undirritað, lýsa undirritaðir, sem hafa til þess fullnægjandi umboð, því yfir, að þeir hafi fallist á ákvæðin sem sett eru í bókun þeirri, sem hér fer á eftir, en bókun þessi skal vera efnishluti samkomulags þess er ofan greinir :

1. Ríkisstjórn Sameinaða Konungsríkisins skal hafa heimild til þess að segja upp samkomulaginu hvenær sem er með þriggja mánaða fyrirvara, ef á einhverju einu ári innflutningurinn til Íslands á kolum, semdl unnin hafa verið í Sameinaða Konungsríkinu, fer niður fyrir 77 % af heildarinnflutningnum af kolum til Íslands á sama ári, samkvæmt opinberum íslenskum verslunarskýrslum. Samkomulagið skal þó ekki ganga úr gildi vegna þessa ákvæðis ef á tímabilinu milli uppsagnardagsins og dags þess, sem það ætti að ganga úr gildi samkvæmt uppsógninni svo mikið hefir verið flutt inn til Íslands af kolum unnum í Sameinaða Konungsríkinu að það bæti upp það, sem á hefir skort.

Samkomulagsríkin taka tillit til efnis bréfs til formanns íslensku sendinefndarinnar, dagsett í dag, og undirritað fyrir hönd kolaiðnaðarins í Sameinaða Konungsríkinu af formanni « Central Council of Colliery Owners » of af formanninum fyrir « The British Coal Exporters' Federation, » þar sem þeir láta í ljósi ósk þeirra og fasta ásetning að gera alt sem í þeirra valdi stendur til þess að fullnægja kröfum íslenskra kolakaupenda og kola-notenda, og hafa með það fyrir augum gefið íslenskum kaupendum og notendum kola þau tryggingarloforð, sem felast í nefndu bréfi, um verð, gæði, að birgðir séu fyrir hendi, og önnur efni. Réttur ríkisstjórnarinnar í Sameinaða Konungsríkinu til þess, samkvæmt framansögðu, að segja upp samkomulaginu með þriggja mánaða fyrirvara þegar þær ástæður eru fyrir hendi, sem þar er getið, er því skilyrði bundinn að fullnægt sé nefndum tryggingarloforðum.

2. Það er samkomulag um, að orðin « erlent ríki » gagnvart Sameinaða Konungsríkinu, skuli merkja ríki, sem ekki er hluti Bretaveldis eða land háð vernd eða fullveldi Breta, eða land með umboðsstjórn, þar sem ríkisstjórn einhvers hluta Bretaveldis hefir á hendi umboðsstjórnina.

3. Ríkisstjórn Sameinaða Konungsríkisins lýsir því yfir, að hún muni ekki krefjast að fá að njóta neinnar þeirrar ívilnunar, sem Ísland veitir Danmörku einvörðungu.

Gert í London þann nítjándaga dag maimánaðar árið nítján hundruð þrjátíu og þrjú í tveimur eintökum á íslensku og tveimur eintökum á ensku, og skulu báðir textar vera jafngildir.

John SIMON.

Walter RUNCIMAN.

Sveinn BJÖRNSSON.

SCHEDULE

Statistical Number	Article	Rate of Duty
9 a. 1	Piece-goods of artificial silk	18 aurar per kg. plus 10 % <i>ad valorem.</i>
9 a. 3	Piece-goods of wool for men's clothing	18 aurar per kg. plus 15 % <i>ad valorem.</i>
9 a. 7	Piece-goods of cotton for women's clothing	18 aurar per kg. plus 10 % <i>ad valorem.</i>
9 a. 8	Piece-goods of cotton, printed	18 aurar per kg. plus 10 % <i>ad valorem.</i>
9 a. 10	Piece-goods of cotton for linings, &c.	18 aurar per kg. plus 10 % <i>ad valorem.</i>
9 a. 12	Cotton curtain tissues	18 aurar per kg. plus 10 % <i>ad valorem.</i>
9 a. 15	Piece-goods of linen or hemp	18 aurar per kg. plus 10 % <i>ad valorem.</i>
9 a. 16	Sail cloth	2 aurar per kg.
9 a. 18	Hessian (packing canvas) of jute	2 aurar per kg.
9 b. 19	Linoleum	2 aurar per kg.
9 b. 20	Sacks (empty)	2 aurar per kg.
10 a. 1	Stockings of artificial silk	18 aurar per kg. plus 10 % <i>ad valorem.</i>
10 a. 4	Stockings and socks other than silk or artificial silk	18 aurar per kg. plus 15 % <i>ad valorem.</i>
10 a. 5	Hosiery, underwear (other than silk or artificial silk)	18 aurar per kg. plus 15 % <i>ad valorem.</i>
10 a. 7	Body linen	18 aurar per kg. plus 15 % <i>ad valorem.</i>
10 b. 7	Waterproof clothing	18 aurar per kg. plus 15 % <i>ad valorem.</i>
10 c. 3	English caps	18 aurar per kg. plus 15 % <i>ad valorem.</i>
20 a. 1	Coal	20 aurar per 100 kg.
22 b. 4	Galvanized iron sheets (roofing)	2 aurar per kg.
22 c. 44	Wire rope	2 aurar per kg.

SKRÁ.

Númdler f verslunar- skýrslum	Vara	Tollur
9 a 1	Silkivefnaður úr gervisilki	18 aurar per kg. plus 10 % verðtollur.
9 a 3	Karlmannsfataefni úr ull	18 aurar per kg. plus 15 % verðtollur.
9 a 7	Kjóraefni kvenna úr baðmull	18 aurar per kg. plus 10 % verðtollur.
9 a 8	Tvisttau og rifti úr baðmull	18 aurar per kg. plus 10 % verðtollur.
9 a 10	Fóðurefni o. fl. úr baðmull	18 aurar per kg. plus 10 % verðtollur.
9 a 12	Gluggatjaldaefni úr baðmull	18 aurar per kg. plus 10 % verðtollur.
9 a 15	Léreft úr hör eða hampi	18 aurar per kg. plus 10 % verðtollur.
9 a 16	Segldúkur	2 aurar per kg.
9 a 18	Umbúðastrigi (Hessian)	2 aurar per kg.
9 b 19	Gólfúkur (Linoleum)	2 aurar per kg.
9 b 20	Tómir pokar	2 aurar per kg.
10 a 1	Sokkar úr gervisilki	18 aurar per kg. plus 10 % verðtollur.
10 a 4	Sokkar aðrir en úr silki eða gervisilki . . .	18 aurar per kg. plus 15 % verðtollur.
10 a 5	Nærföt önnur en úr silki eða gervisilki . .	18 aurar per kg. plus 15 % verðtollur.
10 a 7	Línfatnaður	18 aurar per kg. plus 15 % verðtollur.
10 b 7	Regnkápur	18 aurar per kg. plus 15 % verðtollur.
10 c 3	Enskar húfur	18 aurar per kg. plus 15 % verðtollur.
20 a 1	Steinkol	20 aurar per 100 kg.
22 b 4	Galvanhúðaðar járnplötur	2 aurar per kg.
22 c 44	Vírstrengir	2 aurar per kg.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3319. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ISLANDAIS RELATIF A L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE. SIGNÉ A LONDRES, LE 19 MAI 1933.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT ISLANDAIS, animés du désir de faciliter et de développer le commerce et l'industrie entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'une part et le Royaume d'Islande d'autre part, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les articles énumérés dans la liste annexée au présent accord, produits ou fabriqués dans le Royaume-Uni, quelle que soit leur provenance, ne seront pas soumis, à l'importation en Islande, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans ladite liste.

Article 2.

1. Le poisson frais ou salé (à l'exception des crustacés ou mollusques) importé d'Islande dans le Royaume-Uni ne sera assujéti à aucun droit ou charge supérieurs à 10 % *ad valorem*.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni convient que s'il est institué un contingentement des importations de poisson au Royaume-Uni, la quantité totale de poisson frais et salé au vert qu'il sera permis d'importer d'Islande, à l'exclusion du saumon, de la truite de mer, des anguilles et des poissons d'eau douce, ne sera pas inférieure à 354.000 quintaux (cwts.) pour une année quelconque et que ledit total minimum dont l'importation est autorisée ne comprendra pas moins de 104.000 quintaux (cwts.) de poisson salé au vert.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni convient d'appliquer aux exportations de poisson salé et séché préparé dans le Royaume-Uni avec du poisson frais ou du poisson salé au vert importé d'Islande un système de « drawback » comportant le remboursement des droits de douane payés sur le poisson frais ou salé au vert lors de son importation au Royaume-Uni.

4. Demeurent applicables les dispositions actuelles prévoyant la franchise de droits d'importation pour le poisson séché, produit en Islande et importé dans le Royaume-Uni exclusivement en vue d'être réexporté après transit par le Royaume-Uni ou par voie de transbordement.

5. Dans le présent article, l'expression « poisson importé d'Islande » comprend le poisson débarqué dans le Royaume-Uni directement de la mer par des navires islandais.

Article 3.

1. En aucune circonstance, il ne sera apporté aux importations dans le Royaume-Uni de moutons et d'agneaux congelés ou frigorifiés provenant d'Islande de réduction proportionnellement

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

plus grande que celle qui est appliquée aux moutons et aux agneaux de la même catégorie en provenance d'un autre pays étranger.

2. En cas de modification du système de réglementation actuellement appliqué aux importations dans le Royaume-Uni de moutons et d'agneaux congelés ou frigorifiés provenant de pays étrangers, il sera dûment tenu compte des intérêts de l'Islande.

3. Dans le cas où un autre pays fournisseur étranger renoncerait en totalité ou en partie au contingent d'importation qui lui est alloué pour les produits susmentionnés ou perdrait en totalité ou en partie son droit audit contingent, le contingent islandais sera augmenté dans une proportion qui ne saurait être inférieure à celle qui sera appliquée au contingent de tout autre pays étranger.

Article 4.

Aucune des dispositions du présent accord ne sera considérée comme affectant les droits et les obligations qui découlent de tout traité actuellement en vigueur entre le Royaume-Uni et l'Islande et notamment du Traité de paix et de commerce signé à Whitehall le 13 février 1660-61 ou du Traité de paix et de commerce signé à Copenhague le 11 juillet 1670, y compris la déclaration signée à Copenhague le 9 mai 1912 et portant des amendements auxdits traités.

Les Gouvernements contractants conviennent, compte tenu des dispositions des traités susmentionnés de 1660-61 et de 1670, que les marchandises produites ou fabriquées dans le Royaume-Uni bénéficieront en Islande, et les marchandises produites ou fabriquées en Islande bénéficieront dans le Royaume-Uni, d'un traitement qui, à tous égards, ne sera pas moins favorable que celui dont bénéficient les marchandises produites ou fabriquées dans tout autre pays étranger.

Article 5.

Les Gouvernements contractants conviennent que tout différend qui pourrait surgir entre eux au sujet de la juste interprétation ou application de l'une quelconque des dispositions du présent accord ou de l'un des traités énumérés à l'article 4 sera porté, à la demande de l'un d'eux, devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, dans un cas particulier, les Gouvernements contractants ne conviennent de soumettre le différend à un autre tribunal ou à le régler d'une autre manière. Si un différend est soumis à la Cour permanente de Justice internationale et à moins que les Parties contractantes n'en conviennent autrement, la Cour sera invitée à rendre son arrêt conformément à la procédure sommaire prévue à l'article 29 du Statut de la Cour.

Article 6.

Le présent accord entrera en vigueur dès que le Gouvernement islandais aura notifié au Gouvernement du Royaume-Uni que les mesures législatives nécessaires ont été prises par le Parlement islandais, et, sous réserve des dispositions du paragraphe premier du protocole signé ce jour, il restera en vigueur pendant une période de trois ans à partir de la date de son entrée en vigueur.

Si aucun des Gouvernements contractants n'a notifié à l'autre, six mois avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention de mettre fin à l'accord, celui-ci restera en vigueur, sous réserve des dispositions du paragraphe premier du protocole signé ce jour, jusqu'à l'expiration d'une période de six mois à partir de la date à laquelle il aura été dénoncé.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé le présent accord qu'ils ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Londres le 19 mai 1933, en deux exemplaires rédigés en langues anglaise et islandaise, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) Walter RUNCIMAN.

(L. S.) Sveinn Björnsson.

PROTOCOLE

En procédant à la signature de l'accord en date de ce jour entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement islandais concernant le commerce et l'industrie, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent qu'ils sont convenus des dispositions énoncées dans le présent protocole, qui fera partie intégrante dudit accord :

1^o Le Gouvernement du Royaume-Uni aura le droit de mettre fin à l'accord en tout temps moyennant un préavis de trois mois si, au cours d'une année quelconque, la quantité de charbon originaire du Royaume-Uni importée en Islande est inférieure à 77 % des importations totales de charbon en Islande pendant ladite année d'après les statistiques officielles publiées par le Gouvernement islandais. L'accord ne sera pas dénoncé en vertu du présent arrangement si, dans l'intervalle entre la date à laquelle il aura été dénoncé et celle à laquelle cette dénonciation devra prendre effet, il a été importé en Islande des quantités de charbon du Royaume-Uni suffisantes pour compenser la différence en moins.

Les Gouvernements contractants prennent acte d'une lettre adressée au Président de la délégation islandaise en date de ce jour et signée au nom de l'industrie houillère du Royaume-Uni par le président du « Central Council of Colliery Owners » et par le président de la « British Coal Exporters' Federation », dans laquelle ces derniers ont exprimé leur désir et leur ferme intention de satisfaire par tous les moyens en leur pouvoir aux exigences des acheteurs et consommateurs islandais de charbon ; à cet effet, ils ont donné aux acheteurs et consommateurs islandais les assurances contenues dans ladite lettre en ce qui concerne les prix, les qualités, les possibilités de livraison et autres matières. Le droit reconnu au Gouvernement du Royaume-Uni, ainsi qu'il est dit plus haut, de dénoncer l'accord dans les circonstances indiquées moyennant un préavis de trois mois en pourra être exercé que si ces assurances ont été tenues.

2^o Il est entendu que dans l'accord le terme « pays étranger » s'entend, par rapport au Royaume-Uni, de tout pays qui ne fait pas partie du Commonwealth britannique de Nations ou qui n'est ni un territoire placé sous la protection ou sous la suzeraineté britannique ni un territoire sous mandat exercé par le gouvernement d'un pays faisant partie du Commonwealth britannique de Nations.

3^o Le Gouvernement du Royaume-Uni déclare qu'il ne revendiquera pas le bénéfice de tous privilèges accordés par le Gouvernement islandais exclusivement au Danemark.

Fait à Londres, le 19 mai 1933, en double exemplaire, en langues anglaise et islandaise, les deux textes faisant également foi.

John SIMON.
Walter RUNCIMAN.
Sveinn BJÖRNSSON.

LISTE.

Numéro statistique	Article	Droit
9 a. 1	Tissus de soie artificielle, en pièces.	18 aurar par kg. plus 10 % <i>ad valorem</i> .
9 a. 3	Tissus de laine pour vêtements d'hommes, en pièces	18 aurar par kg. plus 15 % <i>ad valorem</i> .
9 a. 7	Tissus de coton pour vêtements de femmes, en pièces	18 aurar par kg. plus 10 % <i>ad valorem</i> .
9 a. 8	Tissus de coton imprimés, en pièces	18 aurar par kg. plus 10 % <i>ad valorem</i> .
9 a. 10	Tissus de coton pour doublures, etc., en pièces	18 aurar par kg. plus 10 % <i>ad valorem</i> .
9 a. 12	Tissus de coton pour rideaux	18 aurar par kg. plus 10 % <i>ad valorem</i> .
9 a. 15	Tissus de lin ou de chanvre, en pièces	18 aurar par kg. plus 10 % <i>ad valorem</i> .
9 a. 16	Toile à voiles	2 aurar par kg.
9 a. 18	Toile d'emballage en jute	2 aurar par kg.
9 b. 19	Linoleum	2 aurar par kg.
9 b. 20	Sacs vides	2 aurar par kg.
10 a. 1	Bas en soie artificielle	18 aurar par kg. plus 10 % <i>ad valorem</i> .
10 a. 4	Bas et chaussettes autres que ceux de soie ou soie artificielle	18 aurar par kg. plus 15 % <i>ad valorem</i> .
10 a. 5	Bonneterie, sous-vêtements, autres que ceux de soie ou de soie artificielle	18 aurar par kg. plus 15 % <i>ad valorem</i> .
10 a. 7	Linge de corps	18 aurar par kg. plus 15 % <i>ad valorem</i> .
10 b. 7	Vêtements imperméables	18 aurar par kg. plus 15 % <i>ad valorem</i> .
10 c. 3	Casquettes anglaises	18 aurar par kg. plus 15 % <i>ad valorem</i> .
20 a. 1	Charbon	20 aurar par 100 kg.
22 b. 4	Tôle de fer galvanisé (toiture)	2 aurar par kg.
22 c. 44	Cordages en fils de fer	2 aurar par kg.

N° 3320.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PAYS-BAS**

Arrangement entre l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Administration des postes des Indes néerlandaises concernant l'échange des colis postaux, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 3 avril 1933, et à Bandoeng, le 17 juillet 1933.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS**

Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of the Netherlands Indies for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations. Signed at London, April 3, 1933, and at Bandoeng, July 17, 1933.

No. 3320. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF THE NETHERLANDS INDIES FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT LONDON, APRIL 3, 1933, AND AT BANDOENG, JULY 17, 1933.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Agreement took place January 4, 1934.

THE POST OFFICES OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and of THE NETHERLANDS INDIES agree to effect a regular direct exchange of parcels between Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands Indies.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression "the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

AGREEMENT.

Article I.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for the Netherlands Indies posted in the United Kingdom shall not exceed :

- (a) 22 lb. in weight ;
- (b) 3 ft. 6 in. in length ;
- (c) 6 ft. in length and girth combined ;

and a parcel for the United Kingdom posted in the Netherlands Indies shall not exceed :

- (a) 10 kilogrammes in weight ;
- (b) 1.065 metres in length ;
- (c) 1.83 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

¹ Came into force September 1, 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3320. — ARRANGEMENT ² ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DES INDES NÉERLANDAISES, RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A LONDRES, LE 3 AVRIL 1933, ET A BANDOENG, LE 17 JUILLET 1933.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 4 janvier 1934.

L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et L'ADMINISTRATION DES POSTES DES INDES NÉERLANDAISES conviennent d'instituer un service régulier d'échange direct de colis entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et les Indes néerlandaises.

Dans le présent arrangement et dans le règlement d'exécution qui y est annexé, l'expression « le Royaume-Uni » vise la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes et l'île de Man.

ARRANGEMENT

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis postaux expédiés du Royaume-Uni, à destination des Indes néerlandaises, ne devront :

- a) Ni peser plus de 22 livres anglaises ;
- b) Ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur ; et
- c) Plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis ;

et les colis postaux expédiés des Indes néerlandaises, à destination du Royaume-Uni, ne devront :

- a) Ni peser plus de 10 kg. ;
- b) Ni mesurer plus de 1 m. 065 de longueur ; et
- c) Plus de 1 m. 83 longueur et pourtour réunis.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, la manière de voir de l'administration expéditrice prévaudra, sauf erreur manifeste.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 1^{er} septembre 1932.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Postal Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have Parcel Post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Postal Administration taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other the British territorial rates shall be Fr. 1.00, Fr. 1.50, Fr. 2.00 and Fr. 3.15 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 3 kgs. (7 lb.), 5 kgs. (11 lb.) and 10 kgs. (22 lb.) in weight respectively; and the Netherlands Indies territorial rates shall be Fr. 2.10, Fr. 2.50, Fr. 3.50 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 5 kgs. (11 lb.) and 10 kgs. (22 lb.) in weight respectively.

The Postal Administration of the Netherlands Indies reserves the right to vary its charges in accordance with any modification which may be introduced in the matter of charges by International Conventions subsequent to the London Agreement¹ of 1929. The British Postal Administration reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alteration of these charges which may be decided upon in connexion with its Parcel Post relations with other countries generally.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Postal Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 6.

FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of the Netherlands Indies may collect, in respect of delivery and clearance through the Customs, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charge as International Conventions subsequent to the London Agreement of 1929 shall fix. The Postal Administration of the United Kingdom may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

¹ Vol. CIII, page 73; Vol. CVII, page 554; Vol. CXVII, page 312; Vol. CXXII, page 360; Vol. CXXX, page 459; and Vol. CXXXIV, page 419, of this Series.

Article 2.

TRANSIT DES COLIS.

Les deux administrations postales garantissent sur leur territoire la liberté de transit des colis à destination ou en provenance de tout pays avec lequel chacune d'elles échange des colis postaux. Les colis en transit seront assujettis aux dispositions du présent arrangement et du règlement d'exécution, dans la mesure où elles seront applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement préalable des colis sera obligatoire, sauf pour les colis réexpédiés ou renvoyés à l'expéditeur.

2. La taxe postale se composera des sommes qui reviennent à chaque administration postale participant au transport des colis par voie de terre ou de mer.

Article 4.

TAXE TERRITORIALE.

Pour les colis expédiés de l'un des deux pays à destination de l'autre, les taxes territoriales seront, dans le Royaume-Uni, de Fr. 1, Fr. 1,50, Fr. 2 et Fr. 3,15, pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 lb.), 3 kg. (7 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.), respectivement, et, aux Indes néerlandaises, de Fr. 2,10, Fr. 2,50 et Fr. 3,50, pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.), respectivement.

L'administration des Postes des Indes néerlandaises se réserve la faculté d'adapter ses taxes à toute modification qui pourrait être instituée, en matière de taxes, par des conventions internationales postérieures à l'Arrangement¹ de Londres de 1929. L'administration des Postes du Royaume-Uni se réserve le droit d'adapter ses taxes territoriales à toute modification ultérieure de ces taxes qui pourrait être décidée, en matière d'échange de colis postaux, dans ses relations avec d'autres pays en général.

Article 5.

TAXE MARITIME.

Chacune des deux administrations postales pourra fixer le tarif de tout service maritime assuré par elle.

Article 6.

DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT.

L'administration des Postes des Indes néerlandaises pourra percevoir, pour le factage et le dédouanement, un droit ne dépassant pas 50 centimes par colis, ou tout autre droit qui pourra être fixé par des conventions internationales postérieures à l'Arrangement de Londres de 1929. L'administration des Postes du Royaume-Uni pourra percevoir le droit qu'elle fixera de temps à autre pour des services similaires, dans ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général.

¹ Vol. CIII, page 73 ; vol. CVII, page 554 ; vol. CXVII, page 312 ; vol. CXXII, page 360 ; vol. CXXX, page 459 ; et vol. CXXXIV, page 419, de ce recueil.

Article 7.

PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES.

Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels except as provided otherwise in this Agreement.

Article 8.

PAYMENT BY THE SENDER OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES. COLLECTION OF DEPOSITS. COMMISSION.

By making a declaration beforehand at the office of posting, the senders may undertake the payment of all charges due on the parcels on delivery.

In such cases the senders must undertake to pay the sums which may be claimed by the Postal Administration of the country of destination, and, if necessary, to make adequate deposits.

The Postal Administration which advances charges on behalf of the sender may collect for this service a commission not exceeding 50 centimes per parcel or such other sum as may from time to time be fixed. This fee is distinct from that prescribed for Customs clearance in Article 6 above.

On a parcel sent under these conditions and originating in the United Kingdom the Postal Administration of the United Kingdom shall be authorised to collect from the sender a special fee not exceeding one shilling or such other sum as may from time to time be fixed.

Article 9.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Postal Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed " Poste Restante ", or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 francs.

Article 10.

EXPRESS DELIVERY.

1. Parcels not exceeding 5 kilogrammes (11 lb.) in weight shall, at the request of the senders, be sent out for delivery by special messenger immediately after their arrival, or, if the office of destination is not in a position to deliver parcels as addressed, notices of arrival shall be sent out immediately by special messenger.

Such parcels, which shall be called " Express " parcels, shall be subject, in addition to the ordinary postage, to a special charge of 80 centimes, or such other charge as may be decided upon by International Conventions subsequent to the London Agreement of 1929, which must be fully prepaid by the sender.

2. When the place of address is situated outside the free delivery zone of the office of destination, the Administration to which that office is subordinate may collect an additional charge up to the amount of the fee fixed for express delivery by its inland regulations less the equivalent of the fixed charge paid by the sender. This additional charge shall be maintained in accordance with the provisions of Article 37, section 2, of this Agreement if the parcel is redirected or cannot be delivered.

Article 7.

PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS.

Les droits de douane ou autres droits n'ayant pas trait au service postal seront acquittés par les destinataires des colis, sauf dispositions contraires du présent arrangement.

*Article 8.*PAIEMENT PAR L'EXPÉDITEUR DES DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS. —
PERCEPTION D'ARRHES. — DROIT DE COMMISSION.

Moyennant déclaration préalable au bureau de départ, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge la totalité des droits dont les colis sont grevés à la livraison.

Dans ce cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par l'administration postale du pays destinataire et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'administration postale qui fait l'avance de droits pour le compte de l'expéditeur est autorisée à percevoir, pour ce service, un droit de commission ne dépassant pas 50 centimes par colis ou toute autre taxe qui pourra être fixée de temps à autre. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu pour le dédouanement, à l'article 6 ci-dessus.

Sur tout colis expédié dans ces conditions du Royaume-Uni, l'Administration des Postes du Royaume-Uni sera autorisée à percevoir de l'expéditeur un droit spécial ne dépassant pas un shilling ou tout autre somme dont le montant pourra être fixé de temps à autre.

Article 9.

DROIT DE MAGASINAGE.

Chacune des deux administrations postales pourra percevoir tout droit de magasinage établi par sa législation pour les colis adressés poste restante ou non réclamés dans les délais prescrits.

Ce droit ne pourra en aucun cas dépasser 5 francs.

Article 10.

REMISE PAR EXPRES.

1. Les colis ne pesant pas plus de 5 kg. (11 lb.) pourront, à la demande des expéditeurs, être remis à domicile par un porteur spécial, immédiatement après leur arrivée; si le bureau de destination n'est pas en mesure de remettre les colis à l'adresse qu'ils portent, un avis d'arrivée sera immédiatement expédié au destinataire par porteur spécial.

Ces envois, qualifiés « exprès », seront soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale de 80 centimes ou à toute autre taxe qui pourra être fixée par des conventions internationales postérieure à l'Arrangement de Londres de 1929; cette taxe devra être intégralement acquittée à l'avance par l'expéditeur.

2. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution gratuite du bureau de destination, l'administration de laquelle relève ce bureau pourra percevoir une taxe complémentaire jusqu'à concurrence de celle qui est fixée pour la remise par exprès dans le service interne, déduction faite de l'équivalent de la taxe fixe payée par l'expéditeur. Lorsqu'un colis exprès est réexpédié ou tombé en rebut, cette taxe complémentaire restera exigible, suivant les dispositions de l'article 37, paragraphe 2, du présent arrangement.

3. Only one attempt shall be made to deliver by Express to the addressee either the parcel itself, or the notice of its arrival. After an unsuccessful attempt, the parcel shall cease to be considered as an Express parcel, and it shall be delivered under the conditions which apply to ordinary parcels, except that any additional charge fixed in accordance with section 2 of this Article shall not be regarded as cancelled but shall be collected from the addressee.

Article 11.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to enclose in a parcel :

- (a) Explosive, inflammable or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;
- (b) Articles of an obscene or immoral nature ;
- (c) Articles the admission of which is not permitted by law or by the Customs or other regulations ;
- (d) Letters or communications which constitute an actual or personal correspondence, as well as correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel ;

(It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and a simple copy of the address of the parcel with the address of the sender also.)

(e) Live animals ;

(f) Opium, morphine, cocaine and other narcotics. This prohibition does not apply to narcotics destined for medical or scientific purposes.

2. It is forbidden to send coin, bank notes, currency notes, money and postal orders, cheques, bonds and similar documents, platinum, gold or silver, whether manufactured or not, precious stones, jewellery and other precious articles in uninsured parcels to such countries as admit Insured parcels.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Postal Administration of the country of destination is authorized by its legislation to dispose of it otherwise. In the latter case, the Administration of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communication which constitutes an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails, in accordance with its own internal regulations.

Article 12.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an Insured parcel under the conditions prescribed for postal articles by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 13.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Postal Administration of the country of destination may collect the

3. La remise par exprès du colis ou d'un avis d'arrivée au destinataire ne sera tentée qu'une seule fois. Après un essai infructueux, le colis cessera d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectuera dans les conditions fixées pour les colis ordinaires ; cependant, toute taxe complémentaire fixée conformément à l'alinéa 2 du présent article ne sera pas considérée comme annulée et sera perçue du destinataire.

Article II.

INTERDICTIONS.

I. Il est interdit d'expédier dans un colis :

a) Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches amorcées et les allumettes) ;

b) Des articles de caractère obscène ou immoral ;

c) Des articles dont l'admission est interdite par la loi, par les règlements douaniers ou par d'autres règlements ;

d) Des lettres ou communications ayant le caractère d'une correspondance sur des questions actuelles et personnelles, ainsi que des correspondances ou paquets, de quelque nature que ce soit, portant une autre adresse que celle du destinataire du colis.

(Toutefois, il est permis d'insérer dans le colis une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives ainsi qu'une simple copie de l'adresse du colis, portant également l'adresse de l'expéditeur.)

e) Des animaux vivants ;

f) De l'opium, de la morphine, de la cocaïne et d'autres stupéfiants. Cette interdiction ne s'appliquera pas aux stupéfiants destinés à des usages médicaux ou scientifiques.

2. Il est interdit d'expédier des pièces de monnaie, des billets de banque, de la monnaie-papier, des mandats et bons de poste, des chèques, des obligations et valeurs analogues, du platine, de l'or ou de l'argent, travaillés ou non, des pierres précieuses, des bijoux ou d'autres objets précieux, dans des colis sans valeur déclarée, à destination de pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Tout colis accepté par erreur à la poste sera retourné au pays d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement. Dans ce dernier cas, l'administration du pays d'origine sera informée, d'une manière précise, du traitement appliqué au colis.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou communication ayant le caractère d'une correspondance sur des questions actuelles et personnelles n'entraînera en aucun cas le renvoi du colis au pays d'origine.

4. Les explosifs, matières inflammables ou substances dangereuses et les articles de caractère obscène ou immoral ne seront pas retournés au pays d'origine ; l'administration qui les aura trouvés dans les courriers en disposera conformément à son règlement intérieur.

Article 12.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception d'un colis avec valeur déclarée dans les conditions fixées pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale. Il ne peut être obtenu d'avis de réception pour un colis sans valeur déclarée.

Article 13.

RÉEXPÉDITION.

I. Les colis pourront être réexpédiés, en cas de changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination pourra percevoir les droits de

redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee, or from the sender as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Administration of the country of destination does not agree to cancel.

Article 14.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be re-transmitted in accordance with the provisions of Article 28, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 15.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon ” ;

“ If not deliverable as addressed, deliver to ”

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undeliverable parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 36.

Article 16.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs Charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

Article 17.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

réexpédition prévus par son règlement intérieur. De même, un colis pourra être réexpédié de l'un des deux pays parties au présent arrangement à destination d'un autre pays, à condition que ledit colis remplisse les conditions prévues pour sa réexpédition et, en règle générale, que l'affranchissement supplémentaire ait été acquitté d'avance, au moment de la réexpédition, ou que soit produite une pièce établissant que le destinataire payera cet affranchissement.

2. Les taxes supplémentaires de réexpédition qui n'auront pas été acquittées par le destinataire ou par son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de retour au pays d'origine ; elles seront réclamées au destinataire ou à l'expéditeur, suivant le cas, sans préjudice du paiement de tous autres droits spéciaux que l'administration du pays de destination ne consentira pas à annuler.

Article 14.

COLIS ACHÉMINÉS EN FAUSSE DIRECTION.

Les colis parvenus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition seront réexpédiés ou retournés, conformément aux dispositions de l'article 28, paragraphes 1 et 2, du règlement d'exécution.

Article 15.

REBUTS.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, un colis qui n'aura pu être remis sera retourné à l'expéditeur sans préavis et à ses frais, à l'expiration du délai de conservation prescrit par le règlement du pays de destination.

2. L'expéditeur pourra, en consignat le colis, demander que celui-ci, s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée, soit ou bien : a) traité comme colis abandonné, ou bien b) présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette facilité, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition, formulée de la façon suivante ou en termes analogues :

« Si le colis ne peut être livré à l'adresse indiquée, à traiter comme abandonné. »

« Si le colis ne peut être livré à l'adresse indiquée, remettre à ... »

Ces indications devront également être inscrites sur l'emballage du colis.

3. Les droits à acquitter sur les colis non remis et retournés à l'expéditeur seront recouverts conformément aux dispositions de l'article 36.

Article 16.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent arrangement s'engagent à intervenir auprès des administrations des douanes de leurs pays respectifs pour qu'elles annulent les droits de douane sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 17.

VENTE. — DESTRUCTION.

Les articles sujets à détérioration et à corruption pourront seuls être vendus immédiatement, sans préavis ou formalités judiciaires, même en route à l'aller ou au retour. Si, pour une raison quelconque, la vente est impossible, les articles détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 18.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Administration of the country of destination, but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Administration of the country of destination against the Administration of the country of origin in respect of such parcels.

Article 19.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel or a Trade Charge Money Order.

No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 20.

TRADE CHARGE PARCELS. CHARGES AND CONDITIONS. SETTLEMENT.

1. Parcels subject to the collection of Trade Charges may be exchanged between the United Kingdom and the Netherlands Indies.

The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country in which the parcel originates.

The maximum amount of a Trade Charge, in the case of a parcel for delivery in the United Kingdom, shall be fixed at £40, and, in the case of a parcel for delivery in the Netherlands Indies, fl. 480. In calculating the amount of a Trade Charge a fraction of a penny or of a cent shall be counted as a penny or as a cent respectively.

The two Postal Administrations undertake to admit Trade Charge parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected shall be drawn up and settled directly between the Administrations of the countries of origin and of destination of the Trade Charge parcels.

2. Trade Charge parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed for ordinary, or for Insured parcels, as the case may be. In addition, the sender shall pay a special fee which shall be fixed by the Administration of the country of origin and shall not exceed :

(a) $2\frac{1}{2} d.$ for each £1 or fraction of £1 to be collected in the case of a parcel posted in the United Kingdom ;

(b) 15 cents for each fl. 10 or fraction of fl. 10 to be collected in the case of a parcel posted in the Netherlands Indies.

3. The amount of a Trade Charge collected shall be remitted by means of a Trade Charge Money Order, issued free of all charges.

4. In addition to the special fee fixed by virtue of paragraph 2, the Postal Administration of the United Kingdom shall be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in the United Kingdom a posting fee not exceeding $2d.$ for each parcel and from the addressee of a Trade Charge parcel delivered in the United Kingdom a delivery fee not exceeding $4d.$ for

Article 18.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pu être remis aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne seront pas retournés par l'administration du pays de destination, mais seront traités conformément à la législation de ce pays. Aucune demande d'indemnité ne sera adressée par l'administration du pays de destination à l'administration du pays d'origine au sujet de ces colis.

Article 19.

RÉCLAMATIONS.

1. Il pourra être perçu un droit de 1 franc, au maximum, pour toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement.

Aucun droit ne sera perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour avis de réception.

2. Les réclamations ne seront admises que pendant le délai d'une année à partir du lendemain du dépôt du colis.

3. Si la réclamation est motivée par une faute de service, le droit de réclamation sera remboursé.

Article 20.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. — TAXES ET CONDITIONS. — LIQUIDATION.

1. Les colis pourront être expédiés, grevés de remboursement, dans les relations entre le Royaume-Uni et les Indes néerlandaises.

Le montant du remboursement sera exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis.

Le maximum du remboursement sera fixé à 40 livres sterling pour les colis à destination du Royaume-Uni, et à 480 florins pour les colis à destination des Indes néerlandaises. En calculant le montant d'un remboursement, toute fraction de penny ou de cent sera comptée comme un penny ou un cent, respectivement.

Les deux administrations postales s'engagent à admettre en transit, par leurs services, des colis grevés de remboursement. Toutefois, les décomptes relatifs aux remboursements perçus seront établis et réglés directement entre les administrations des pays d'origine et de destination desdits colis.

2. Les colis grevés de remboursement seront soumis aux formalités et aux taxes prescrites pour les colis ordinaires ou les colis avec valeur déclarée, selon le cas. L'expéditeur payera, en outre, une taxe spéciale qui sera fixée par l'administration du pays d'origine et qui ne pourra dépasser :

a) 2 ½ pence par livre sterling ou fraction de livre sterling, du montant du remboursement pour un colis expédié du Royaume-Uni ;

b) 15 cents par 10 florins ou fraction de 10 florins pour les colis expédiés des Indes néerlandaises.

3. La remise du montant des remboursements encaissés s'effectuera au moyen de mandats de remboursement, émis gratuitement.

4. Outre le droit spécial fixé conformément au paragraphe 2, l'administration postale du Royaume-Uni pourra percevoir de l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement expédié du Royaume-Uni un droit de consignation ne dépassant pas 2 pence par colis et, du destinataire de chaque colis contre remboursement délivré dans le Royaume-Uni, un droit de factage ne dépassant pas

each parcel, and the Postal Administration of the Netherlands Indies shall be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in the Netherlands Indies a posting fee not exceeding 25 cents for each parcel.

Article 21.

CANCELLATION OR ALTERATION OF AMOUNT OF TRADE CHARGE.

The sender of a Trade Charge parcel may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 22.

TRADE CHARGE PARCELS. RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

The two Postal Administrations shall be responsible under the conditions fixed by Articles 28 to 34 hereafter for the loss of a Trade Charge parcel and for the abstraction of or damage to its contents.

Article 23.

COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT, OR OF INSUFFICIENT
OR FRAUDULENT COLLECTION, OF TRADE CHARGE.

If the parcel has been delivered to the addressee without the collection of the Trade Charge, the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period prescribed by Article 19 and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the amount of the Trade Charge or if the collection of the amount has been made fraudulently.

The compensation shall not in any case exceed the amount of the Trade Charge.

By paying compensation the Postal Administration concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

Article 24.

FIXING OF RESPONSIBILITY IN RESPECT OF TRADE CHARGES.

The payment by the Postal Administration of the country of origin of the amounts duly collected shall be made on behalf of the Postal Administration of the country of destination. Similarly, payment of compensation shall be made on behalf of the Postal Administration of the country of destination if the latter is responsible.

After the delivery of a parcel the Administration of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Administration of the country of origin or can establish that, when handed over to its service, the parcel or the relative Despatch Note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for Trade Charge parcels and that the parcel was not specifically advised on the Parcel Bill in conformity with Article 32 of the Detailed Regulations.

The Administration of the country of destination shall be bound to repay under the conditions prescribed by Article 34 the sum which has been advanced by the Administration of the country of origin.

4 pence par colis. L'administration postale des Indes néerlandaises pourra percevoir sur l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement expédié des Indes néerlandaises un droit de consignation ne dépassant pas 25 cents par colis.

Article 21.

ANNULATION OU MODIFICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement ne pourra demander le dégrèvement ou la modification du montant du remboursement après le dépôt du colis.

Article 22.

COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT. — RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOLIATION OU D'AVARIES.

Les deux administrations postales seront responsables, dans les conditions fixées aux articles 28 à 34 ci-après, de la perte d'un colis grevé de remboursement et de la spoliation ou de l'avarie de son contenu.

Article 23.

INDEMNITÉ EN CAS DE NON-ENCAISSEMENT, D'ENCAISSEMENT INSUFFISANT OU FRAUDULEUX.

Si un colis a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur aura droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 19 et que le non-encaissement ne soit pas dû à une faute ou à une négligence de sa part. Il en sera de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra en aucun cas dépasser le montant du remboursement.

Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration responsable sera subrogée, jusqu'à concurrence de son montant, dans les droits de l'expéditeur pour tout recours éventuel contre le destinataire ou contre des tiers.

Article 24.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT.

Le paiement par l'administration postale du pays d'origine des sommes encaissées régulièrement se fera pour le compte de l'administration postale du pays destinataire. De même, le paiement de l'indemnité se fera pour le compte de l'administration postale du pays de destination, si cette dernière est responsable.

Après la remise d'un colis, l'administration du pays de destination est responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation des dispositions réglementaires par l'administration du pays d'origine, ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis ou le bulletin d'expédition y afférent ne portait pas les indications prescrites par le règlement d'exécution pour les colis grevés de remboursement, et que le colis n'était pas mentionné expressément sur la feuille de route conformément à l'article 32 du règlement d'exécution.

L'administration du pays de destination sera tenue de rembourser, dans les conditions prévues à l'article 34, la somme qui aura été avancée par l'administration du pays d'origine.

Article 25.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

The amount of a Trade Charge Money Order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the Postal Administration to which the office issuing the Money Order is subordinate. It shall be held at the disposal of the payee by the Administration of the country of origin of the Trade Charge parcel and shall accrue definitely to that Administration at the end of the legal period of validity.

In all other respects and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, Trade Charge Money Orders shall be subject to the rules of the Money Order Agreement between the two Administrations.

Article 26.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 1,000 francs.
2. An insurance fee, to be fixed by the Postal Administration of the country of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.
3. The Administration of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an Insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.
4. The sender of an Insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 27.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

Article 28.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Postal Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (2 lb.), 25 francs for a parcel not exceeding five kilogrammes (11 lb.), and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes. For an Insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the Administration of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Administration of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

Article 25.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'aura pu être payé au bénéficiaire, ne sera pas remboursé à l'administration postale dont relève le bureau qui a émis le mandat. Il sera tenu à la disposition du bénéficiaire par l'administration du pays d'origine du colis grevé de remboursement et reviendra définitivement à cette administration à l'expiration du délai légal de prescription.

A tous autres égards, et sous les réserves prévues dans le règlement d'exécution, les mandats de remboursement seront soumis aux dispositions de l'arrangement relatif aux mandats de poste conclu entre les deux administrations.

Article 26.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. — TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis pourront comporter une déclaration de valeur jusqu'à concurrence de mille francs.
2. Un droit d'assurance, à fixer par l'administration postale du pays d'origine, sera perçu par fraction indivisible de 300 francs de la déclaration de valeur.
3. L'administration du pays d'origine pourra également percevoir de l'expéditeur d'un colis valeur déclarée, un droit d'expédition ne dépassant pas 50 centimes.
4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 27.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La déclaration de valeur ne pourra dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et de l'emballage, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi sera passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Article 28.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, D'AVARIE OU DE SPOLIATION.

1. Sauf dans les cas mentionnés à l'article suivant, les deux administrations postales seront responsables de la perte de colis ou de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur aura droit, de ce fait, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne pourra dépasser 10 francs pour un colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 lb.), 25 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 1 kg. mais ne dépasse pas 5 kg. (11 lb.) et 40 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 5 kg. Pour les colis avec valeur déclarée, cette indemnité ne pourra dépasser le montant de la valeur déclarée.

Dans les cas où la perte, la spoliation ou l'avarie se sera produite dans les services du pays de destination, l'administration de ce pays pourra verser l'indemnité au destinataire, à ses propres frais, et sans consulter l'administration du pays d'origine, à la condition que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. In calculating the amount of compensation, indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.
3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.
4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.
5. In all cases insurance fees shall be retained by the Postal Administrations concerned.

Article 29.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 11 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) In respect of parcels regarding which enquiry has not been made within the period prescribed by Article 19 ;
- (g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding £100 sterling (2,500 francs) in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, section 3, of the Detailed Regulations ;
- (h) In respect of parcels seized by the Customs because of false declaration of contents.

Article 30.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 31.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Postal Administration of the country of origin except in the cases indicated in Article 28, section 1, where payment is made by the Postal Administration of the country of destination. The Administration of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorize the Administration of the country of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

2. Dans le calcul de l'indemnité, les dommages indirects ou le manque à gagner ne seront pas pris en considération.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où les marchandises ont été acceptées au transport.

4. Dans les cas où il est dû une indemnité pour la perte, la destruction ou l'avarie complète d'un colis, ou pour le vol total de son contenu, l'expéditeur aura droit également au remboursement des taxes d'affranchissement.

5. Les droits d'assurance resteront toujours acquis aux administrations postales intéressées.

Article 29.

EXCEPTION AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales seront dégagées de toute responsabilité :

- a)* Dans les cas de force majeure ;
- b)* Lorsqu'elles ne pourront rendre compte de colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;
- c)* Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'article ;
- d)* Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup d'une des interdictions mentionnées à l'article 11 ;
- e)* Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration de valeur frauduleuse pour une somme supérieure à la valeur effective du contenu et de l'emballage ;
- f)* A l'égard des colis qui n'ont donné lieu, de la part de l'expéditeur, à aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 19 ;
- g)* A l'égard de colis contenant des pierres précieuses, de la joaillerie ou des articles d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 100 livres sterling (2.500 francs), non enfermés dans une boîte des dimensions prescrites à l'article 6, paragraphe 3, du règlement d'exécution ;
- h)* A l'égard des colis saisis par l'administration des douanes pour cause de fausse déclaration du contenu.

Article 30.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cesseront d'être responsables des colis qui auront été livrés conformément à leurs règlements intérieurs et dont les propriétaires ou leurs représentants auront pris livraison sans formuler de réserves.

Article 31.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

L'indemnité sera versée par l'administration postale du pays d'origine, sauf dans les cas prévus au paragraphe premier de l'article 28, dans lequel le paiement sera effectué par l'administration postale du pays destinataire. L'administration du pays d'origine pourra, toutefois, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à désintéresser le destinataire. L'administration qui aura effectué le paiement conservera un droit de recours sur l'administration responsable.

Article 32.

PERIOD OF PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.
2. The Postal Administration of the country of origin is authorized to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.
3. The Administration of the country of origin may exceptionally postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Administrations concerned have no control.

Article 33.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Postal Administration which, having received the parcel from the other Administration without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent or regular transfer to the following Postal Administration, as the case may be.
2. If, in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place, the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.
3. The same principles shall, as far as possible, be applied where other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.
4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.
5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender, or a third party.
If, however, a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 34.

REPAYMENT OF COMPENSATION TO THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Administration responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 31 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the Accounts provided for in Article 34, section 3, of the Detailed Regulations.

Article 32.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'indemnité sera versée le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à indemniser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration si celle-ci, dûment informée de la réclamation, a laissé s'écouler neuf mois sans prendre de décision en la matière.

3. L'administration du pays d'origine pourra exceptionnellement différer le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an lorsque la question de responsabilité n'aura pu être tranchée, par suite de circonstances indépendantes de la volonté des administrations intéressées.

Article 33.

ADMINISTRATION RESPONSABLE.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombera à l'administration postale qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans formuler de réserve et ayant obtenu communication de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne pourra établir ni la délivrance régulière au destinataire ou à son représentant ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration postale suivante.

2. Si, dans le cas d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays le fait s'est produit, les deux administrations supporteront le montant de l'indemnité par parts égales.

3. Les mêmes principes s'appliqueront dans la mesure du possible, lorsque d'autres administrations auront participé au transport des colis. Toutefois, pour les colis expédiés en transit de l'un des deux pays à travers le territoire de l'autre, aucune des deux administrations ne sera considérée comme responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie sera survenue dans un service qui n'accepte aucune responsabilité.

4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'aura pu être obtenue seront à la charge de l'administration responsable de la perte, de l'avarie ou de la spoliation.

5. Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration responsable est subrogée, jusqu'à concurrence du montant versé, dans les droits de la personne qui a reçu cette indemnité, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

Si, toutefois, un colis considéré comme perdu est ultérieurement retrouvé en totalité ou en partie, la personne qui aura reçu l'indemnité devra être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 34.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué, conformément à l'article 31, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Le recouvrement de la somme auprès de l'administration responsable s'effectuera par la voie des comptes prévus à l'article 34, paragraphe 3, du règlement d'exécution.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 35.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching Office shall allow to the Office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching Office shall allow to the other Office the amounts required for the conveyance and insurance of the parcel according to the Table provided for in Article 3, section 1, of the Detailed Regulations.

Article 36.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the re-transmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the mail in which the parcel is forwarded.

Article 37.

EXPRESS DELIVERY FEES, SPECIAL AND ADDITIONAL.

1. The special charge for express delivery prescribed by Article 10, section 1, shall be included in the sums credited to the Administration of the country of destination.

When an Express parcel is redirected to another country before an attempt has been made to deliver it, this charge shall be credited to the Postal Administration of the new country of destination. If the latter does not undertake Express delivery, the credit is retained by the Administration of the country to which the parcel was first addressed ; the same applies when an Express parcel cannot be delivered.

2. In case of the redirection or of the return to the country of origin of an Express parcel, the additional charge prescribed by Article 10, section 2, shall, unless it has already been paid, be included in the claim as provided in Article 36.

Article 38.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 13, section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 39.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Postal Administration which has collected them :

- (a) The special fee referred to in Article 8, fourth paragraph ;
- (b) The fee for advice of delivery referred to in Article 12 ;

L'administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité devra prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 35.

BONIFICATION DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, l'office expéditeur bonifiera à l'office destinataire les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles 4 et 5.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays en transit à travers le territoire de l'autre, l'office expéditeur bonifiera à l'autre office les sommes afférentes au transport et à l'assurance du colis, conformément au tableau prévu à l'article 3, paragraphe premier, du règlement d'exécution.

Article 36.

REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprendra sur l'autre administration le montant des droits qui reviennent à elle-même et à toute autre administration ayant participé à la réexpédition du colis. La reprise s'effectuera sur la feuille de route relative à l'envoi dont le colis fait partie.

Article 37.

TAXES D'EXPRÈS, SPÉCIALES ET COMPLÉMENTAIRES.

1. La taxe spéciale d'express prévue à l'article 10, paragraphe premier, fera partie des bonifications dévolues à l'administration du pays de destination.

Lorsqu'un colis express est réexpédié sur un autre pays, sans que la remise en ait été tentée, cette taxe sera bonifiée à l'administration postale du nouveau pays de destination. Si cette dernière ne se charge pas de la remise par express, la taxe restera acquise à l'administration du pays de la première destination ; il en sera de même quand un colis express sera tombé en rebut.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi au pays d'origine d'un colis express, la taxe complémentaire prévue à l'article 10, paragraphe 2, sera englobée dans la reprise prévue à l'article 36, à moins qu'elle n'ait déjà été payée.

Article 38.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 13, paragraphe 2, sera acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 39.

DROITS DIVERS.

1. Seront acquis en totalité à l'administration postale qui les aura perçus :

- a) Le droit spécial prévu à l'article 8, paragraphe 4 ;
- b) Le droit d'avis de réception prévu à l'article 12 ;

- (c) The enquiry fee referred to in Article 19, section 1 ;
- (d) The "posting" and "delivery" fees for a Trade Charge parcel referred to in Article 20, section 4 ;
- (e) The despatch fee for an Insured parcel referred to in Article 26, section 3.

2. The fee for delivery and for Customs clearance referred to in Article 6 shall be retained by the Administration of the country of destination. The commission referred to in Article 8, third paragraph, may be claimed by the same Administration.

Article 40.

TRADE CHARGE FEE.

The fee mentioned in Article 20, section 2, shall be shared between the Administration of the country of origin and that of the country of destination, as provided for in Article 36, section 2, of the Detailed Regulations.

Article 41.

INSURANCE FEE.

In respect of Insured parcels the Postal Administration of the country of origin shall allow to the Postal Administration of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Administration of the country of destination provides the sea service, the Administration of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 42.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.
2. Parcels shall not be subject to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Postal Administrations.
3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.
4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.
5. The internal legislation of the Netherlands Indies and the United Kingdom shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 43.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Postal Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

- c) Le droit applicable aux réclamations mentionné à l'article 19, paragraphe premier;
- d) Les droits de consignation et de factage pour les colis grevés de remboursement, prévus à l'article 20, paragraphe 4 ;
- e) Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée prévu à l'article 26, paragraphe 3.

2. Le droit de factage et de dédouanement prévu à l'article 6 sera acquis à l'administration du pays de destination. Le droit de commission mentionné à l'article 8, paragraphe 3, pourra être repris par la même administration.

Article 40.

TAXE DE REMBOURSEMENT.

La taxe prévue à l'article 20, paragraphe 2, sera partagée entre l'administration du pays d'origine et celle du pays de destination, comme il est prescrit à l'article 36, paragraphe 2, du règlement d'exécution.

Article 41.

DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine bonifiera à l'administration postale du pays de destination, pour le transport territorial, un droit de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée. Si l'administration du pays de destination assure le service maritime, l'administration du pays d'origine lui bonifiera un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article 42.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent arrangement sont des francs et des centimes-or tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale.
2. Les colis ne pourront être grevés de taxes postales autres que celles prévues dans le présent arrangement, sauf d'un commun accord entre les deux administrations postales.
3. Dans des circonstances exceptionnelles, chacune des deux administrations pourra suspendre temporairement le service d'échange des colis postaux, en totalité ou en partie, à condition d'en aviser immédiatement, et, s'il y a lieu, par télégramme, l'autre administration.
4. Les deux administrations ont élaboré le règlement d'exécution ci-après en vue de l'exécution du présent arrangement. Les autres questions de détail qui ne seront pas incompatibles avec les dispositions générales du présent arrangement et qui n'auront pas été prévues dans le règlement d'exécution pourront être réglées de temps à autre, d'un commun accord.
5. Les législations intérieures des Indes néerlandaises et du Royaume-Uni seront applicables à tous les points qui n'auraient pas été prévus par les dispositions du présent arrangement et de son règlement d'exécution.

Article 43.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera fixée d'un commun accord par les deux administrations postales et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à dater du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorized for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at London the 3rd day of April, 1933, and at Bandoeng the 17th day of July, 1933.

His Majesty's Post Master General,
(Signed) H. Kingsley WOOD.

Hoofd Post-, Telegraaf- en Telefoondienst,
Nederlandsch-Indië,
(Signed) C. HILLEN.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE NETHERLANDS INDIES DATED 3RD APRIL-17TH JULY, 1933.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Postal Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

2. Missent parcels shall be re-transmitted to their proper destination by the route deemed most suitable by the Office re-transmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Postal Administrations.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed. In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels sent by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".

3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the label.

4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.

5. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).

6. Each Administration shall supply the bags to be used by it for the despatch of parcels to the other Administration.

7. Each Administration shall without delay return the empty bags belonging to the other Administration. The bags shall be made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and despatched as a separate mail. The number of bags so forwarded shall be advised on a Parcel Bill, which shall be separate from that used for advising the parcels themselves and shall be numbered in a separate annual series.

Each Administration shall be required to make good the value of any bags which it fails to return. Responsibility for the loss of empty bags shall be determined on the principles prescribed for the loss of parcels in Article 33 of the Agreement.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Londres le 3 avril 1933 et à Bandoeng le 17 juillet 1933.

Le directeur général des Postes de Sa Majesté,
(Signé) H. Kingsley WOOD.

*Le directeur des Postes, Télégraphes et Téléphones
des Indes néerlandaises,*
(Signé) C. HILLEN.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LES INDES NÉERLANDAISES, EN DATE DES 3 AVRIL ET 17 JUILLET 1933.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chacune des deux administrations postales devra acheminer par les voies et moyens qu'elle utilise pour ses propres colis les colis qui lui seront remis par l'autre administration pour être transportés en transit par son territoire.

2. Les colis envoyés en fausse direction seront réexpédiés sur leur véritable destination par la voie que l'office réexpéditeur jugera la mieux appropriée.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION, FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays sera effectué par les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations postales.

2. Les colis seront échangés entre les deux pays en sacs dûment clos et scellés.

A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis expédiés par l'un des deux pays contractants en transit à travers le territoire de l'autre sera effectuée à découvert.

3. Au col de chaque sac sera attachée une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination, ainsi que le nombre de colis contenus dans le sac.

4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents portera une étiquette spéciale.

5. Aucun sac de colis postaux ne devra peser plus de 36 kilogrammes (80 livres avoirdupois).

6. Les sacs seront fournis par chaque administration pour l'expédition des colis à l'autre administration.

7. Chaque administration renverra sans retard les sacs vides appartenant à l'autre administration, par paquets de dix (neuf sacs enfermés dans le dixième) et sous forme d'envoi distinct. Le nombre de sacs ainsi envoyés sera signalé sur une feuille de route distincte de celle qui est envoyée pour signaler les colis eux-mêmes ; cette feuille sera numérotée suivant une série annuelle distincte.

Chaque administration sera tenue de rembourser la valeur des sacs qu'elle n'aura pas renvoyés. La responsabilité de la perte de sacs vides sera établie selon les principes prescrits pour la perte des colis, à l'article 33 de l'arrangement.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Postal Administration shall communicate to the other by means of a Table :
 - (a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;
 - (b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;
 - (c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;
 - (d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel ;
 - (e) Any other necessary information.
2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels either Postal Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

- (a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed, provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;
- (b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.
2. Colouring substances such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chacune des deux administrations postales notifiera à l'autre, au moyen d'un tableau :
 - a) La nomenclature des pays à destination desquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;
 - b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;
 - c) La somme totale qui devra lui être bonifiée par l'autre administration pour chaque destination ;
 - d) Le nombre de déclarations en douane qui doivent accompagner chaque colis ;
 - e) Tous autres renseignements nécessaires.
2. Chacune des deux administrations fera connaître à l'autre les noms des pays à destination desquels elle se propose d'expédier des colis en transit à travers le territoire de l'autre, à moins que, dans un cas particulier, le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des taxes afférentes aux colis, chacune des deux administrations postales aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs, en sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis devra :

- a) Porter l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne seront pas admises ; toutefois, les colis portant des adresses au crayon-encre sur une surface préalablement humectée seront acceptés. L'adresse sera inscrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée assez solidement au colis pour qu'elle ne puisse se détacher. On recommandera à l'expéditeur de tout colis d'insérer dans le colis une copie de l'adresse du destinataire, ainsi que l'indication de sa propre adresse ;
- b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve le contenu.

Les objets qui pourraient blesser les agents des postes ou endommager les autres colis devront être emballés de manière à éviter tout danger.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables devront être emballés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte métallique ou en bois résistant), il sera laissé un espace qui devra être rempli de sciure, de son ou d'une autre matière absorbante, en quantité suffisante pour pouvoir absorber, en cas de bris, la totalité du contenu liquide.

2. Les colorants, tels que l'aniline, etc., ne seront admis que s'ils sont renfermés dans des boîtes en métal résistant placées à l'intérieur des boîtes en bois, l'espace entre les deux récipients étant rempli de sciure.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding £100 sterling (2,500 francs) in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination.

2. Nevertheless, a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to Trade Charge parcels, Insured parcels, Express parcels, or parcels intended for delivery to the addressees free of charge.

3. The two Postal Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

1. A parcel to be delivered to the addressee free of charge shall bear on the address side and on the Despatch Note a yellow label bearing in bold type the words "Free of charge" ("Franc de droits").

2. Every parcel forwarded "free of charge" shall be accompanied by a separate Franking Note, which shall be firmly attached to the Despatch Note.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an advice of delivery shall be very prominently marked "Advice of Delivery" or "A. R." The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union. This advice of delivery form shall be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Postal Administration of the country of origin; it shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new advice of delivery form.

3. The office of destination, after having duly filled up the form, shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an advice of delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 10 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words "Duplicate Advice of Delivery" ("Duplicata de l'avis de réception").

Article 10.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an advice of delivery after a parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the Administration of the country of origin shall fill up

3. Tout colis renfermant des pierres précieuses, des articles de joaillerie ou des articles d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 100 livres sterling (2.500 francs) sera emballé dans une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1 m. 05); longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis devra être accompagné d'un bulletin d'expédition et d'une série de déclarations en douane conformes aux règlements du pays de destination.

2. Néanmoins, un seul bulletin d'expédition et une seule série de déclarations en douane pourront suffire pour deux ou trois (au plus) colis ordinaires expédiés en même temps par le même expéditeur au même destinataire. Cette disposition ne sera pas applicable aux colis expédiés contre remboursement ou avec déclaration de valeur ni aux colis exprès ou aux colis à remettre aux destinataires francs de droits.

3. Les deux administrations postales n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

COLIS FRANCS DE DROITS.

1. Les colis à remettre au destinataire francs de droits devront être pourvus, du côté de la suscription, ainsi que sur les bulletins d'expédition, d'une étiquette de couleur jaune portant en gros caractères l'inscription « Franc de droits ».

2. Tout colis expédié franc de droits devra être accompagné d'un bulletin d'affranchissement distinct solidement attaché au bulletin d'expédition.

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée pour lesquels les expéditeurs demandent un avis de réception devront porter l'annotation très apparente « Avis de réception » ou les lettres « A. R. ». La même mention sera reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis seront accompagnés d'une formule analogue à celle qui est annexée au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. Cette formule sera établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays d'origine; elle devra être jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dressera d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renverra à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans les délais voulus, il sera procédé conformément aux dispositions prévues à l'article 10 ci-après. Dans ce cas, il ne sera pas perçu de deuxième taxe et le bureau d'origine inscrira en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt d'un colis, le bureau d'origine, ou tout autre bureau désigné à cet effet par l'administration du pays d'origine,

an advice of delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Convention of the Postal Union have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the advice of delivery form shall be treated according to the provisions of Article 31 below, with the single exception that, in case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the advice of delivery form in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 11.

INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Trade Charge parcels and the relative Despatch Notes shall bear on the address side the indication "C.O.D." ("Remboursement") written or printed boldly and, after it, the amount of the Trade Charge without erasure or correction, even if certified.

2. The sender shall in addition enter on the parcel and on the front of the Despatch Note his name and address in Roman letters.

Article 12.

TRADE CHARGE LABEL.

Trade Charge parcels and the Despatch Notes also shall be furnished with an orange-coloured label in the form of the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union.

Article 13.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form. This form shall be attached to the Despatch Note and shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin of the parcel and should show, as a general rule, the sender of the parcel as the payee of the Money Order. Each Postal Administration is, however, free to have the Money Orders relating to parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices. The counterfoil of the Order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Order forms.

Article 14.

CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE.

The amounts of the Trade Charges shall be converted into the currency of the country of destination of the parcels by the Postal Administration of that country, which shall use for this purpose the rate of conversion which it uses for the conversion of Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article 15.

PERIOD FOR PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charge shall be paid by the addressee within the period prescribed by the regulations of the country of destination.

remplira une formule d'avis de réception qu'il joindra à une formule de réclamation préalablement revêtue de timbres-poste représentant la taxe prévue par la Convention de l'Union postale.

La formule de réclamation accompagnée de l'avis de réception sera traitée selon les prescriptions de l'article 31 ci-après, à cette seule exception qu'en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination détachera la formule de réclamation et renverra l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 11.

INDICATION DE REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents devront porter du côté de l'adresse la mention « C. O. D. » (« Remboursement ») écrite ou imprimée d'une manière très apparente et suivie du montant du remboursement, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. L'expéditeur devra en outre indiquer sur le colis et au recto du bulletin d'expédition ses nom et adresse en caractères latins.

Article 12.

ÉTIQUETTE DES COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition devront être revêtus d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale.

Article 13.

MANDAT DE REMBOURSEMENT.

1. Tout colis expédié contre remboursement devra être accompagné d'une formule de mandat de remboursement. Cette formule, qui sera attachée au bulletin d'expédition, devra porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine et indiquer, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Chaque administration est libre cependant de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux les mandats afférents aux envois originaires de son service. Le coupon du mandat de remboursement devra indiquer les nom et adresse du destinataire du colis, ainsi que le lieu et la date de dépôt de cet envoi.

2. Les inscriptions au crayon ne sont pas admises sur les formules de mandat de remboursement.

Article 14.

CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Les montants des remboursements seront convertis en monnaie du pays destinataire par les soins de l'administration postale de ce pays, qui se servira à cet effet du taux de conversion dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

Article 15.

DÉLAI DE PAIEMENT DU REMBOURSEMENT.

Le montant du remboursement devra être payé par le destinataire du colis dans le délai prescrit par le règlement du pays de destination.

After the expiration of this period, the parcel shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 15 of the Agreement.

Article 16.

REDIRECTION OF TRADE CHARGE PARCELS.

1. Trade Charge parcels may be redirected if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of Trade Charge parcels. In this case, the parcels shall be accompanied by the Trade Charge Money Order forms prepared by the Administration of the country of origin. The new office of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. In the case of an application for redirection to a country which does not maintain an exchange of Trade Charge parcels with the country of origin, the parcels shall be treated as undeliverable.

Article 17.

ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDER.

Immediately after collecting the amount of the Trade Charge, the office of destination, or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination, shall fill in the portion of the Trade Charge Money Order form headed " Service Instructions " (" Indications de service ") and, after date-stamping it, shall return it free of postage to the office at which the parcel was posted or to the office specially named by the Administration of the country of origin on the form itself.

Trade Charge Money Orders shall be paid to the senders under the conditions fixed by the Administration of the country of payment.

Article 18.

CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatsoever, is returned to the sender shall be cancelled by the office which returns the parcel and shall be returned annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the office of destination or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination shall prepare a duplicate, entering thereon those particulars which the despatching office would have furnished.

Article 19.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall be replaced by a duplicate, or by an authority to pay, after proof by the two Postal Administrations that the Order has not been paid.

2. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the special Money Order Agreement between the two Administrations

Passé ce délai, le colis sera traité comme tombé en rebut conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrangement.

Article 16.

RÉEXPÉDITION DE COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement pourront être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination assure, avec le pays d'origine, le service de ces colis. Dans ce cas, les colis seront accompagnés des formules de mandat de remboursement, établies par l'administration du pays d'origine. Le bureau de la nouvelle destination procédera à la liquidation des remboursements comme si le colis lui avait été expédié directement par le bureau d'origine.

2. Dans le cas d'une demande de réexpédition sur un pays qui n'assure aucun service d'échange de colis grevés de remboursement avec le pays d'origine, les colis seront traités comme tombés en rebut.

Article 17.

EMISSION DU MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays destinataire remplira la partie « Indications de service » du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, le renverra en franchise de port au bureau de dépôt du colis ou au bureau qui a été spécialement désigné par l'administration du pays d'origine sur le titre même.

Les mandats de remboursement seront payés aux expéditeurs des colis dans les conditions déterminées par l'administration du pays de payement.

Article 18.

ANNULATION OU REMPLACEMENT DES FORMULES DE MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Les formules de mandats de remboursement concernant un colis qui, pour un motif quelconque, est renvoyé à l'expéditeur, seront annulées par les soins du bureau qui effectue le renvoi, puis retournées, jointes au bulletin d'expédition.

2. Lorsque les formules afférentes aux colis grevés de remboursement auront été égarées, perdues ou détruites avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire, ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination, en établira un duplicata, sur lequel il portera les indications que le bureau expéditeur y aurait consignées.

Article 19.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Tout mandat de remboursement égaré, perdu ou détruit après l'encaissement du remboursement sera remplacé par un duplicata ou une autorisation de paiement après constatation par les deux administrations postales que le mandat n'a pas été payé.

2. Les mandats de remboursement qui n'auront pu être délivrés aux bénéficiaires dans les délais de validité fixés par l'arrangement spécial concernant les mandats de poste conclu entre les

shall, at the expiration of the period of validity, be receipted by the Administration of the country of payment and claimed from the Administration which issued them.

3. Trade Charge Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the special Money Order Agreement between the two Administrations, shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which collected the Trade Charges, as soon as it has been able to ascertain that the original Orders have not been paid within the period of validity, and shall be receipted by the other Administration, which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

4. The Administration issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Administration if the Order is not claimed within the period of validity.

5. A Trade Charge Money Order of which payment cannot be effected in consequence of any irregularity in completion by the office of destination of the parcel shall be returned as soon as possible to that office, officially registered, for correction.

Article 20.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every Insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or correction even if certified. The amount of the insurance shall, in addition, be converted into gold francs by the Postal Administration of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures placed beside or below those representing the amount of the insurance in the currency of the country of origin.

Article 21.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every Insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a red label with the indication " Insured " or " Valeur déclarée " in Roman characters.

When a parcel contains coin, bank notes, currency notes, money and postal orders, cheques, bonds and similar documents, platinum, gold or silver whether manufactured or not, precious stones, jewellery or other precious articles, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 22.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every Insured parcel shall be sealed, by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative Despatch Note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above.

deux administrations seront, à l'expiration de ce délai, quittancés par l'administration postale du pays de paiement et portés en compte à l'administration qui les a émis.

3. Les mandats de remboursement qui ont été remis aux destinataires, mais dont ceux-ci n'auront pas réclamé le paiement dans les délais de validité fixés par l'arrangement spécial concernant les mandats de poste conclu entre les deux administrations, seront remplacés par des autorisations de paiement. Ces autorisations de paiement seront établies par l'administration qui aura perçu le montant du remboursement aussitôt qu'elle aura pu s'assurer que les originaux des mandats n'ont pas été payés dans le délai de validité fixé, et elles seront quittancées par l'autre administration, qui reprendra les montants dus dans le premier décompte établi après leur réception.

4. L'administration qui établit un mandat de remboursement avisera l'autre administration lorsque le paiement n'aura pas été réclamé dans le délai de validité.

5. Tout mandat de remboursement dont le paiement n'aura pu être effectué par le bureau de destination du colis en raison d'une irrégularité dans son établissement, sera renvoyé aussitôt que possible à ce bureau, sous pli recommandé, pour rectification.

Article 20.

INDICATION DU MONTANT DE LA DÉCLARATION.

Les colis avec valeur déclarée et les bulletins d'expédition y afférents devront porter l'indication du montant de la déclaration de valeur dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication devra être faite sans ratures ni surcharges, même approuvées. Le montant de la déclaration devra en outre être converti en francs-or par l'administration postale du pays d'origine. Le résultat de la conversion sera indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine.

Article 21.

ÉTIQUETTES DE DÉCLARATION DE VALEUR, ETC.

Les colis avec valeur déclarée ainsi que leur bulletin d'expédition devront porter une étiquette rouge, avec l'indication « Valeur déclarée » ou « Insured », en caractères latins.

Lorsque le colis contient des espèces monnayées, des billets de banque, de la monnaie-papier, des mandats ou bons de poste, des chèques, obligations ou documents analogues, du platine, de l'or ou de l'argent, travaillés ou non, des pierreries, des bijoux ou d'autres objets précieux, les cachets ou autres scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur les colis, devront être espacés de façon à ne pouvoir cacher des lésions de l'emballage. De plus, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste ne devront pas être repliés sur les deux faces de l'emballage, de manière à couvrir la bordure.

Article 22.

APPOSITION DE CACHETS SUR LES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée seront fermés au moyen de cachets de cire, de plomb ou d'autre substance, portant une empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur et appliqués en nombre suffisant pour qu'on ne puisse porter atteinte au contenu du colis sans laisser de traces apparentes de violation.

Il sera instamment recommandé aux expéditeurs de ces colis de porter sur le bulletin d'expédition, toutes les fois que ce sera possible, une reproduction exacte de l'empreinte ou de la marque spéciale susmentionnée.

Article 23.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each Insured parcel shall be entered by the Postal Administration of the country of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 24.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear the name of the office of posting and a label indicating the serial number. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 25.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 26.

EXPRESS PARCELS.

Every Express parcel and the relative Despatch Note as well shall be impressed with a stamp or provided with a label bearing in bold type the word " Express " or " Expres. "

Article 27.

RETURN OF FRANKING NOTES. RECOVERY OF THE CHARGES ADVANCED.

1. The Office which advances the Customs and other charges on behalf of the sender of a " free of charge " parcel shall fill up, so far as it is concerned, the back of the Franking Note, and return the latter, accompanied by the relative vouchers, if any, in a sealed envelope, without any indication of the contents, to the office specified on the front of the Franking Note.

2. When a parcel which bears the label " Free of charge " (" Franc de droits ") and is advised accordingly reaches the service of the country of destination without a Franking Note, the Office which undertakes the Customs clearance shall prepare a duplicate Franking Note, taking care to substitute the name of the country of origin of the parcel for that shown on the Franking Note. When the Franking Note is lost after the delivery of the parcel a duplicate shall be prepared under the same conditions.

3. Franking Notes relating to parcels which, for any reason whatsoever, are returned to the country of origin must be cancelled by the office which returns the parcels.

Article 23.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée devra être inscrit par l'administration postale du pays d'origine :

- a) Sur le colis du côté de l'adresse ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à la place à ce réservée.

Article 24.

NUMÉRO D'ORDRE ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, devra porter le nom du bureau de dépôt et être revêtu d'une étiquette indiquant le numéro d'ordre. Un même bureau d'origine ne pourra employer simultanément deux ou plusieurs séries d'étiquettes, à moins que chaque série ne soit pourvue d'un signe distinctif.

Article 25.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition sera frappé par l'office d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 26.

COLIS EXPRESS.

Les colis à remettre par exprès, ainsi que les bulletins d'expédition correspondants, seront revêtus, près de l'adresse, d'un timbre ou d'une étiquette portant, en gros caractères, le mot « Express » ou « Exprès ».

Article 27.

RENVOI DES BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. — RÉCUPÉRATION DES DROITS AVANCÉS.

1. Le bureau qui a fait l'avance des droits de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur d'un colis « franc de droits », complétera, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et retournera ce dernier, accompagné des pièces justificatives y relatives, sous enveloppe fermée, sans aucune indication du contenu, au bureau spécifié au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un colis qui porte l'étiquette « franc de droits » et qui est signalé comme tel sur la feuille de route parviendra au service du pays de destination sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établira un duplicata du bulletin, en ayant soin de substituer le nom du pays d'origine de l'envoi à celui qui figure sur le bulletin d'affranchissement. Lorsque le bulletin d'affranchissement aura été perdu après livraison du colis, un duplicata sera établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés au pays d'origine devront être annulés par les soins du bureau qui effectue le renvoi des colis.

4. On receipt of a Franking Note showing the charges disbursed by the Administration of the country of destination, the Administration of the country of origin shall convert the amount of these charges into its own currency at the rate in use for the issue of Money Orders for payment in the country of destination of the parcel. The result of the conversion shall be shown in the body of the form and be certified by the signature of the officer who made the conversion.

Article 28.

RE-TRANSMISSION.

1. The Administration re-transmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When a Postal Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of Exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which the United Kingdom or the Netherlands Indies has Parcel Post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the re-transmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be re-transmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 29.

RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 15, section 2, of the Agreement, the Postal Administration of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely thereon the cause of the non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'administration du pays de destination, l'administration du pays d'origine convertira le montant de ces frais dans sa propre monnaie au taux fixé pour l'émission des mandats de poste payables dans le pays de destination du colis. Le résultat de la conversion sera indiqué dans le corps de la formule et confirmé par la signature de l'agent qui aura opéré la conversion.

Article 28.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration qui réexpédiera un colis envoyé en fausse direction ne percevra, pour ce colis, ni droits de douane ni autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration postale renverra un colis de ce genre au pays dont elle l'a reçu directement, elle restituera les bonifications reçues et signalera l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Dans les autres cas, et si le montant bonifié à l'administration réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, cette administration bonifiera l'administration à laquelle elle retournera le colis les droits de transport que comporte l'acheminement du colis ; elle se créditera ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange dont elle aura directement reçu le colis en fausse direction. Ce bureau sera avisé du motif de cette reprise au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis aura été admis à tort à l'expédition, par suite d'une erreur imputable au service postal, et devra, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui renvoie le colis allouera à l'administration qui lui a livré le colis les sommes dont elle a été créditée du chef de ce colis.

3. Les taxes afférentes à un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire ou d'une erreur de la part de l'expéditeur à destination d'un pays avec lequel les Indes néerlandaises ou le Royaume-Uni échangent des colis postaux seront réclamées à l'administration à laquelle le colis est transmis, à moins que les frais de transport ne soient payés au moment de la réexpédition, auquel cas le colis sera traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination.

4. Tout colis réexpédié sans nouvel affranchissement sera transmis dans son emballage primitif et accompagné du bulletin d'expédition primitif. Si le colis, pour une raison quelconque, doit être remballé ou si le bulletin d'expédition doit être remplacé par un autre bulletin, le nom du bureau d'origine du colis ainsi que le numéro d'enregistrement primitif devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 29.

RENOI DES COLIS NON REMIS.

1. Si l'expéditeur d'un colis qui n'a pu être remis a adressé une demande non prévue au paragraphe 2 de l'article 15 de l'arrangement, l'administration postale du pays de destination ne sera pas tenue de donner suite à cette demande, mais elle pourra renvoyer le colis au pays d'origine après l'expiration du délai de conservation prévu par le règlement du pays de destination.

2. L'administration qui retournera un colis à l'expéditeur indiquera en termes clairs et concis, sur le colis même, la cause de la non-remise. Ce renseignement pourra être, soit inscrit à la main, soit imprimé à l'aide d'un timbre, ou porté sur une étiquette.

3. Le colis destiné à être renvoyé à l'expéditeur sera porté sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Il sera traité et taxé comme un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire.

Article 30.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 17 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be placed at the disposal of the Postal Administration of the country of origin for payment to the sender.

Article 31.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS OR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning parcels, or Trade Charge Money Orders which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Postal Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 32.

PARCEL BILL.

1. The parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on Parcel Bills. The advice of ordinary parcels may, however, consist of a statement of the numbers of parcels at the several steps of the weight scale, a note being made on the Bills of the number of Express parcels and of the number of parcels to be delivered free of charge. The Despatch Notes, Trade Charge Money Order forms, Customs Declarations, Franking Notes, Advices of Delivery, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of Exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 33.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered on the relative Parcel Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Errors in the credits allowed in respect of transit parcels shall be notified to the despatching Offices of Exchange by Verification Notes. The adjustment of other errors in credits and accounting shall be arranged in connexion with the preparation of the quarterly statements specified in Article 34 below.

Article 30.

VENTE, DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis aura été vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrangement, il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente servira en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. L'excédent éventuel sera transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être versé à l'expéditeur.

Article 31.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES COLIS OU LES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Pour les réclamations concernant des colis ou des mandats de remboursement qui n'auront pas été renvoyés, on se servira d'un formulaire conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'arrangement relatif aux colis postaux de l'Union postale universelle. Ces formulaires seront transmis aux bureaux désignés à cet effet par les deux administrations et seront traités de la manière convenue entre les deux administrations.

Article 32.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée seront inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur des feuilles de route. Toutefois, l'avis relatif aux colis ordinaires pourra être constitué par l'indication du nombre de colis des diverses catégories de poids ; mention sera faite sur la feuille de route du nombre de colis exprès et des colis à remettre francs de droits. Les bulletins d'expédition, formules de mandats de remboursement, déclarations en douane, bulletins d'affranchissement, avis de livraison, etc., seront joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route, dans le coin gauche supérieur, selon une série annuelle distincte pour chacun des bureaux d'échange de destination, et inscrira autant que possible sous ce numéro le nom du navire qui transporte le courrier ; le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 33.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. — NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. Au moment de la réception d'un courrier, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange vérifiera les colis et les divers documents qui les accompagnent ou les sacs vides, suivant le cas, d'après les indications inscrites sur la feuille de route y relative et, le cas échéant, signalera au moyen d'un bulletin de vérification les articles manquants ou toutes autres irrégularités.

2. Toute erreur qui pourra être relevée quant aux bonifications pour les colis en transit sera signalée au bureau d'échange expéditeur par un bulletin de vérification. Les autres erreurs en ce qui concerne les bonifications et les comptes seront rectifiées, et les chiffres exacts seront mentionnés sur les états trimestriels visés à l'article 34 ci-après.

Article 34.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Postal Administration shall prepare quarterly for all the Parcel Mails despatched during the quarter by each of the Offices of Exchange of the other Administration a statement of the total amounts due in respect of the mails, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the quarter following that to which they relate.

3. The quarterly statements shall be checked and accepted by the corresponding Administration by reference to the originals of the Parcel Bills and shall be summarized in a quarterly general account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 35.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the Account shall be made by the debtor to the creditor Postal Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balance of transit accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest within a period of six months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 7 per cent per annum to be reckoned from the date of the expiration of the said term.

Article 36.

ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. The accounting relating to Trade Charge Money Orders paid by each Postal Administration on behalf of the other Administration shall be effected through the monthly Account of Money Order transactions between the two Administrations by means of supplementary Trade Charge Money Order Accounts.

2. The paid and receipted Trade Charge Money Orders must accompany each Trade Charge Money Order Account and must be entered in it in alphabetical sequence of the offices of issue and in numerical sequence of their issue at those offices. The Administration which has prepared the account shall deduct from the total sum of its credit one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ %) of this total, representing the allowance to the other Administration specified in Article 40 of the Agreement. The verification of this Account shall be effected in accordance with the provisions of the special Money Order Agreement between the two Administrations.

3. The totals of the Trade Charge Account shall be included in the detailed Money Order Account for the same period and settled as part of the relative General Account in respect of Money Orders.

Article 37.

FRANKING NOTES. ACCOUNTING FOR CUSTOMS CHARGES, ETC.

1. The accounting relative to the Customs charges, etc., disbursed by each Postal Administration on behalf of the other shall be effected by means of special quarterly accounts

Article 34.

COMPTABILITÉ.

1. Chacune des administrations postales établira chaque trimestre pour tous les envois de colis reçus de chacun des bureaux d'échange de l'autre administration dans le courant du trimestre un état des sommes totales dues pour les envois figurant, soit à son crédit, soit à son débit.

2. Ces états seront transmis à l'administration intéressée dans le cours du trimestre qui suivra celui auquel ils se rapportent.

3. Les états trimestriels seront vérifiés et approuvés par l'administration intéressée à l'aide des originaux des feuilles de route et résumés dans un compte général trimestriel préparé par l'administration créditrice.

Article 35.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde du décompte sera payé par l'administration postale débitrice à l'administration postale créditrice selon les modalités prévues par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des soldes de comptes de transit.

2. L'établissement et la transmission d'un compte général et le paiement du solde de ce compte seront effectués aussitôt que possible et, au plus tard, dans le délai de six mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Passé ce délai, les sommes dues par une administration à l'autre porteront intérêt au taux de 7 % par an, à compter de la date d'expiration dudit délai.

Article 36.

DÉCOMPTÉ DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Le décompte relatif aux mandats de remboursement payés par chaque administration postale pour le compte de l'autre s'effectuera par la voie du règlement mensuel des opérations relatives aux mandats entre les deux administrations, au moyen de décomptes supplémentaires pour les mandats de remboursement.

2. Chaque décompte devra être accompagné des mandats de remboursement payés et quittancés, qui seront inscrits par ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre numérique de leur inscription aux registres de ces bureaux. L'administration qui aura préparé le décompte déduira de la somme totale de sa créance un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) de ce total, représentant la part qui revient à l'autre administration conformément à l'article 40 de l'arrangement. La vérification de ce compte sera effectuée selon les règles fixées par l'arrangement spécial relatif aux mandats de poste conclu entre les deux administrations.

3. Les totaux du décompte de remboursement seront compris dans le compte général relatif aux mandats de poste et liquidés comme partie de ce compte.

Article 37.

BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. — DÉCOMPTÉ DES FRAIS DE DOUANE, ETC.

1. Le décompte relatif aux frais de douane, etc., déboursés par chaque administration postale pour le compte de l'autre sera effectué au moyen de comptes trimestriels spéciaux, établis par les

which shall be prepared by the debtor Administration in the currency of the creditor country. The Franking Notes shall be entered in the accounts in alphabetical order of the offices which have advanced the charges and follow the numerical order which these offices have given to them.

2. The special account accompanied by the Franking Notes shall be forwarded to the creditor Administration not later than the end of the quarter following that to which it relates. A " Nil " account shall not be prepared.

3. These accounts shall be checked in accordance with the rules fixed by the Money Order Agreement between the two Administrations.

4. These accounts shall be settled either by a Money Order or by a draft in the currency of the creditor country or in any other manner mutually agreed upon.

Article 38.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Postal Administration shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 39.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at London the 3rd day of April, 1933, and at Bandoeng the 17th day of July, 1933.

His Majesty's Post Master General,

(Signed) H. Kingsley WOOD.

*Hoofd Post-, Telegraaf- en Telefoondienst,
Nederlandsch-Indië,*

(Signed) C. HILLEN.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas :*

A. M. Snouck Hurgronje.

soins de l'administration débitrice dans la monnaie du pays créditeur. Les bulletins d'affranchissement seront inscrits par ordre alphabétique des bureaux qui auront fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné par ces bureaux.

2. Le compte particulier, accompagné des bulletins d'affranchissement, sera transmis à l'administration créditrice au plus tard à la fin du trimestre qui suivra celui auquel il se rapporte. Il ne sera pas dressé de compte « Néant ».

3. La vérification des comptes sera effectuée d'après les règles fixées par la Convention relative aux mandats de poste, conclue entre les deux administrations.

4. Ces comptes seront liquidés, soit par le moyen d'un mandat de poste ou d'une traite établie dans la monnaie du pays créditeur, soit de toute autre manière convenue d'un commun accord.

Article 38.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale fournira à l'autre administration tous les renseignements nécessaires sur les points de détail relatifs au fonctionnement du service.

Article 39.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrangement relatif à l'échange des colis postaux et aura la même durée que l'arrangement lui-même. Les administrations intéressées auront toutefois la faculté d'en modifier les détails de temps à autre d'un commun accord.

Fait en double exemplaire à Londres le 3 avril 1933 et à Bandoeng le 17 juillet 1933.

Le directeur général des Postes de Sa Majesté,
(Signé) H. Kingsley Wood.

Le directeur des Postes, Télégraphes et Téléphones
des Indes néerlandaises,
(Signé) C. HILLEN.

N° 3321.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE**

Convention réglementant l'échange du trafic téléphonique entre la Côte de l'Or, le Togo sous mandat britannique et le Togo sous mandat français. Signée à Lomé, le 21 septembre 1933, et à Accra, les 2 août et 7 octobre 1933.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

Agreement between the Gold Coast, Togoland under British Mandate and Togoland under French Mandate relating to Telephonic Communication. Signed at Lome, September 21, 1933, and at Accra, August 2 and October 7, 1933.

N^o 3321. — CONVENTION RÉGLEMENTANT L'ÉCHANGE DU TRAFIC TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA CÔTE DE L'OR, LE TOGO SOUS MANDAT BRITANNIQUE ET LE TOGO SOUS MANDAT FRANÇAIS. SIGNÉE A LOMÉ, LE 21 SEPTEMBRE 1933, ET A ACCRA, LE 7 OCTOBRE 1933.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 janvier 1934.

LE GOUVERNEUR DE LA GOLD COAST et LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO placé sous le mandat de la France, étant désireux d'améliorer les communications téléphoniques entre la Gold Coast (y compris le Togo sous mandat britannique) et le Togo sous mandat français, ont décidé de faire une convention à ce sujet et se sont mis d'accord sur les articles suivants :

Article premier.

ETABLISSEMENT ET ENTRETIEN DES LIGNES TÉLÉPHONIQUES.

1. Des communications téléphoniques par lignes terrestres seront établies entre les bureaux téléphoniques énumérés à l'article 2 ci-dessous.

2. Chaque administration entretiendra et surveillera à ses frais les lignes construites sur son propre territoire. Néanmoins les surveillants de l'une ou l'autre administration qui ont pour mission de rechercher les défauts et d'y remédier devront, si leurs recherches restent vaines sur leur territoire, les continuer sur le territoire voisin jusqu'à ce qu'ils rencontrent leurs collègues venant à leur rencontre ou sinon jusqu'à ce qu'ils aient atteint le premier bureau de ce territoire.

Article 2.

SERVICES ET BUREAUX TÉLÉPHONIQUES.

1. Les lignes ouvertes au trafic des communications téléphoniques internationales sont les suivantes :

Accra — Lomé	Accra — Anécho
Kéta — Lomé	Kéta — Anécho
Ada — Lomé	Ada — Anécho
Denu — Lomé	Denu — Anécho
Accra — Palimé	Accra — Atakpamé
Kéta — Palimé	Kéta — Atakpamé
Ada — Palimé	Ada — Atakpamé
Denu — Palimé	Denu — Atakpamé

Ho — Palimé
Ho — Lomé

No. 3321. — AGREEMENT BETWEEN THE GOLD COAST, TOGOLAND UNDER BRITISH MANDATE AND TOGOLAND UNDER FRENCH MANDATE RELATING TO TELEPHONIC COMMUNICATION. SIGNED AT LOME, SEPTEMBER 21, 1933, AND AT ACCRA, AUGUST 2, 1933.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place January 4, 1934.

THE GOVERNOR OF THE GOLD COAST and THE COMMISSAIRE OF THE FRENCH REPUBLIC IN TOGOLAND under French Mandate being desirous of improving telephonic communication between the Gold Coast (including Togoland under British Mandate) and Togoland under French Mandate have determined to make an Agreement with this object and have agreed upon the following articles :

Article 1.

ESTABLISHMENT AND MAINTENANCE OF TELEPHONE LINES.

1. Telephone communication by land lines shall be established between the Administrations at the telephone offices agreed upon under Article 2 herein.

2. Each Administration shall maintain and supervise at its own expense the section of lines in its own territory. Nevertheless the overseers of the Administration whose duty it is to ascertain and remedy faults will, if the fault is not in their territory, continue their tests on neighbouring territory until they meet their confreres coming to meet them or until they have reached the first office in the neighbouring territory.

Article 2.

TELEPHONE OFFICES AND SERVICES.

1. The services to be opened for the exchange of international telephone traffic shall be as follows :

Accra — Lome
Keta — Lome
Ada — Lome
Denu — Lome

Accra — Palime
Keta — Palime
Ada — Palime
Denu — Palime

Accra — Anecho
Keta — Anecho
Ada — Anecho
Denu — Anecho

Accra — Atakpame
Keta — Atakpame
Ada — Atakpame
Denu — Atakpame

Ho — Palime
Ho — Lome

Des bureaux téléphoniques internationaux seront installés dans les villes susindiquées pour les besoins de ces relations.

2. D'autres lignes pourront être ouvertes au trafic international et des bureaux téléphoniques pourront être installés, d'un commun accord entre les Parties.

Article 3.

INTERRUPTION ET RÉ-ÉTABLISSEMENT DES LIGNES TÉLÉPHONIQUES.

Les surveillants du service téléphonique de chaque administration pourront échanger des avis télégraphiques d'interruptions et ré-établissement des lignes au moyen de télégrammes de service.

Article 4.

CATÉGORIES D'APPELS.

Seules pourront être admises les conversations téléphoniques des catégories suivantes :

- a) Conversations privées ordinaires au prix de l'unité ;
- b) Conversations privées urgentes au triple du prix de l'unité ;
- c) Conversations d'Etat ordinaires au prix de l'unité ;
- d) Conversations d'Etat urgentes au triple du prix de l'unité ;
- e) Conversations de service sans taxe.

Article 5.

TAXES POUR COMMUNICATIONS TÉLÉPHONIQUES.

Les taxes pour communications téléphoniques entre les bureaux ouverts au trafic téléphonique international se composent du total des taxes déterminées pour chaque administration comme il est prescrit au tableau A annexé à cette convention ; elles seront perçues par l'administration d'origine.

Article 6.

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE TÉLÉGRAPHIQUE.

Les arrangements prescrits au chapitre XXIV (service téléphonique) des règlements internationaux (Revision de Bruxelles de 1928) annexés à la Convention¹ internationale télégraphique de Saint-Petersbourg, ainsi que toutes modifications, sont appliqués au service téléphonique entre la Gold Coast et le Togo sous mandat français compte tenu des dispositions de la présente convention et des modifications et additions qui pourront y être apportées d'un commun accord.

Article 7.

TARIF.

1. L'unité de taxe pour chaque relation sera celle afférente à une conversation privée ordinaire d'une durée de 3 minutes échangée d'un poste d'abonné ou d'un poste public.

2. Le montant de l'unité de taxe entre les bureaux ouverts au trafic téléphonique international sera celui figurant au tableau A annexé à la présente convention.

¹ Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

and international telephone offices shall be established at the places aforesaid for the purposes of these services.

2. Additional international services and telephone offices may from time to time be established by common accord between the parties.

Article 3.

INTERRUPTION AND RE-ESTABLISHMENT OF TELEPHONE LINES.

Overseers of the Telephone Service of each Administration may exchange telegraphic advice of interruptions and re-establishment of lines by means of "Service" Telegrams.

Article 4.

CATEGORY OF CALLS.

Telephone calls of the following categories shall be admitted :

- (a) Ordinary private calls at the unit charge ;
- (b) Urgent private calls at treble the unit charge ;
- (c) Ordinary Government calls at the unit charge ;
- (d) Urgent Government calls at treble the unit charge ;
- (e) Service calls without charge.

Article 5.

CHARGES FOR TELEPHONE CALLS.

The charges for telephone calls between the offices open to international telephone traffic shall consist of the total of the terminal proportions belonging to each Administration and shall be as prescribed in Schedule A to this Agreement and shall be collected by the Administration of origin.

Article 6.

APPLICATION OF THE INTERNATIONAL TELEGRAPH CONVENTION.

The arrangements prescribed in Chapter XXIV (Telephone service) of the International Regulations (Revision of Brussels 1928) annexed to the International Telegraph Convention¹ of St. Petersburg, or any revision thereof, are applied to the telephone service between the Gold Coast and Togoland under French Mandate, subject to the modifications and additions contained in this Agreement, and to such other modifications and additions as may from time to time be mutually agreed upon.

Article 7.

TARIFFS.

1. The unit charge for each service shall be that applicable to an ordinary private call of a duration of 3 minutes made from a subscriber's station.

2. The amount of the unit charge between offices open to international telephone communication shall be as shewn in Schedule A to this Agreement.

¹ Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

Article 8.

AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Les communications accompagnées d'un avis d'appel ou d'un préavis téléphonique seront acceptées et soumises à une taxe supplémentaire comme prévu au tableau A de cette convention.

Ces taxes supplémentaires seront partagées entre les deux administrations dans les proportions convenues et seront comprises dans les comptes mensuels.

Une communication, accompagnée d'un avis d'appel à une personne demeurant en dehors du périmètre dans lequel la distribution des télégrammes est gratuite, de n'importe quel bureau de la Gold Coast ou du Togo sous mandat français, supportera une nouvelle taxe supplémentaire de 0 fr. 20 or par kilomètre ou fraction de kilomètre en dehors du périmètre de distribution gratuite.

Cette taxe additionnelle sera entièrement créditée à l'administration destinataire dans les comptes mensuels fournis par les deux administrations.

Article 9.

ENVOI ET VÉRIFICATION DES COMPTES.

1. Des comptes réciproques seront dressés mensuellement. Les comptes d'un mois devront être envoyés avant l'expiration du mois suivant celui auquel ces comptes se rapportent.

2. Les relevés de compte devront spécifier la catégorie de chaque communication faite pendant le mois, la date, la ville d'origine, le numéro d'appel ou la personne, le numéro de l'appelé ou la personne et le montant dû pour chaque communication.

3. La vérification des comptes mensuels, la notification de leur acceptation et des observations y relatives devront être faites dans une période maximum de deux mois, à dater de l'envoi de ces comptes.

L'administration qui n'a reçu, dans cet intervalle, aucune observation rectificative, considérera le compte mensuel comme admis de plein droit.

Cette disposition est également applicable aux observations faites par une administration sur les comptes établis par l'autre.

4. Les comptes mensuels seront acceptés sans rectification quand la différence entre les comptes présentés par les deux administrations ne dépassera pas 1 % du compte de l'administration créditrice.

Article 10.

SOLDES TRIMESTRIELS ET RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Immédiatement après l'acceptation des comptes se rapportant au dernier mois d'un trimestre, un compte trimestriel faisant ressortir le solde pour le trimestre entier, sera dressé par l'administration créditrice et transmis en double à l'administration débitrice, qui, après vérification, retournera l'un des exemplaires dûment accepté.

2. Les comptes trimestriels devront être vérifiés et le montant dû à l'administration créditrice devra être payé dans un délai d'un mois à dater du jour où l'administration débitrice les aura reçus.

3. Le solde des comptes trimestriels devra être payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice.

Les paiements à faire à la Côte de l'Or et au Togo sous mandat britannique seront effectués par l'intermédiaire des « Crown Agents » pour les Colonies, 4, Millbank, Londres, S. W. 1, au moyen d'une traite en sterling sur Londres, et les paiements à faire au Togo sous mandat français seront

Article 8.

AVIS D'APPEL AND TELEPHONIC PREAVIS.

Calls accompanied by an avis d'appel or a telephonic preavis shall be admitted and shall be subject to additional charges as shewn in Schedule A to this Agreement.

These additional charges shall be divided between the two Administrations in the agreed proportions and shall be included in the monthly accounts rendered.

A call accompanied by an avis d'appel to a person living outside the area of free delivery of telegrams at any office in the Gold Coast or Togoland under French Mandate shall bear a further additional charge of 315f for each mile or part thereof outside that area of free delivery.

This further additional charge shall be credited in full to the Administration of destination in the monthly accounts rendered between the two Administrations.

Article 9.

EXCHANGE AND VERIFICATION OF ACCOUNTS.

1. Reciprocal accounts shall be prepared for each calendar month. The accounts for one month must be exchanged before the expiration of the month following that to which the accounts refer.

2. Statements of account shall show specifically the category of each call made during the month, the date, the town of origin, the calling number or person, the called number or person and the amount due on each call.

3. The verification of the monthly accounts, the notification of their acceptance and any observations respecting them must take place within a maximum period of two months, dating from the despatch of the accounts. An Administration which has, during that interval, received no rectifying observation, shall take the monthly account as admitted by right. This provision is applicable also to the observations made by one Administration on the accounts prepared by the other.

4. The monthly accounts shall be accepted without revision when the difference between the accounts prepared by the two Administrations does not exceed 1% of the account of the creditor Administration.

Article 10.

QUARTERLY BALANCE AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Immediately after the acceptance of the accounts proper to the last month of the quarter, a quarterly statement showing the balance for the whole of the three months of the quarter, shall be prepared by the creditor Administration and forwarded in duplicate to the debtor Administration, which, after verification, will return one of the copies endorsed with its acceptance.

2. The quarterly account must be verified and the amount due to the creditor Administration must be paid within a period of one month dating from the day on which the quarterly account is received by the debtor Administration.

3. The balance of the quarterly account shall be paid by the debtor Administration to the creditor Administration.

Payment due to the Gold Coast and Togoland under British Mandate shall be made through the Crown Agents for the Colonies, 4 Millbank, London, S.W. 1, by means of a draft in Sterling on London, and payments due to Togoland under French Mandate shall be made through "La

effectués par l'intermédiaire de la Banque de l'Afrique Occidentale, 38 rue la Bruyère, Paris, au moyen d'une traite en francs français sur Paris. Ces traites seront payables à vue, la conversion en francs-or étant faite conformément aux dispositions des Règlements télégraphiques internationaux, pour la période correspondant au paiement des soldes.

4. Les frais de paiement seront supportés par l'administration débitrice.

Article II.

DURÉE DE LA CONVENTION.

La présente convention aura son effet pour compter du premier jour d'octobre 1933, et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes aura fait part de son intention d'y mettre un terme.

ACCRA, le 7th October, 1933.

(Sgd.) T. S. W. THOMAS,
Gouverneur.

LOMÉ, le 21 septembre 1933.

(Sgd.) R. DE GUISE,
Gouverneur.

Banque de l'Afrique Occidentale, 38 rue la Bruyère, Paris ", by means of a draft in French francs on Paris. Such drafts shall be payable at sight, conversion from Gold francs being subject to and in accordance with the provisions of the article in the International Telegraph Regulations for the time being in force relating to the payment of balances.

4. The costs of the payment shall be borne by the debtor Administration.

Article II.

DURATION OF AGREEMENT.

The present Agreement shall come into effect on the first day of October, 1933, and shall remain in force until the expiration of a year from the day on which either of the Contracting Parties shall have announced the intention of terminating it.

LOME, *le 21 septembre 1933.*

(Sgd.) R. DE GUISE,
Le Commissaire de la République au Togo.

ACCRA, *2nd August 1933.*

(Sgd.) T. S. W. THOMAS,
Governor of the Gold Coast Colony.

SCHEDULE A.

Relations téléphoniques entre		A D'un abonné de la Gold Coast à abonné et bureau d'appel public du Togo			B D'un bureau d'appel public de Gold Coast à abonné et bureau d'appel public du Togo		
		Due Gold Coast	Due French Togoland	Total	Due Gold Coast	Due French Togoland	Total
Accra et Lomé . . .	Gold Francs	6.30	1.26	7.56	7.56	1.26	8.82
Ada et Lomé. . . .	»	3.78	1.26	5.04	5.04	1.26	6.30
Kéta et Lomé . . .	»	1.26	1.26	2.52	1.89	1.26	3.15
Denu et Lomé . . .	»	0.63	0.63	1.26	1.26	0.63	1.89
Accra et Anécho . .	»	6.30	1.68	7.98	7.56	1.68	8.24
Ada et Anécho . .	»	3.78	1.68	5.46	5.04	1.68	6.72
Kéta et Anécho . .	»	1.26	1.68	2.94	1.89	1.68	3.57
Denu et Anécho . .	»	0.63	1.05	1.68	1.26	1.05	2.31
Accra et Palimé . .	»	6.30	2.10	8.40	7.56	2.10	9.66
Ada et Palimé . . .	»	3.78	2.10	5.88	5.04	2.10	7.14
Kéta et Palimé. . .	»	1.26	2.10	3.36	1.89	2.10	3.99
Denu et Palimé . .	»	0.63	1.47	2.10	1.26	1.47	2.73
Accra et Atakpamé .	»	6.30	2.10	8.40	7.56	2.10	9.66
Ada et Atakpamé .	»	3.78	2.10	5.88	5.04	2.10	7.14
Kéta et Atakpamé .	»	1.26	2.10	3.36	1.89	2.10	3.99
Denu et Atakpamé .	»	0.63	1.47	2.10	1.26	1.47	2.73
Ho et Palimé	»	1.26	1.26	2.52	2.52	1.26	3.78
Ho et Lomé	»	1.26	2.10	3.36	2.52	2.10	4.62

SCHEDULE A.

C Du Togo à abonné et bureau d'appel public de Gold Coast			D Avis d'appel ou préavis			Observations
Due Gold Coast	Due French Togoland	Total	Due Gold Coast	Due French Togoland	Total	
6.30	1.26	7.56	0.315	0.315	0.63	
3.78	1.26	5.04	0.315	0.315	0.63	
1.26	1.26	2.52	0.315	0.315	0.63	
0.63	0.63	1.26	0.315	0.315	0.63	
6.30	1.68	7.98	0.315	0.315	0.63	
3.78	1.68	5.46	0.315	0.315	0.63	
1.26	1.68	2.94	0.315	0.315	0.63	
0.63	1.05	1.68	0.315	0.315	0.63	
6.30	2.10	8.40	0.315	0.315	0.63	
3.78	2.10	5.88	0.315	0.315	0.63	
1.26	2.10	3.36	0.315	0.315	0.63	
0.63	1.47	2.10	0.315	0.315	0.63	
6.30	2.10	8.40	0.315	0.315	0.63	
3.78	2.10	5.88	0.315	0.315	0.63	
1.26	2.10	3.36	0.315	0.315	0.63	
0.63	1.47	2.10	0.315	0.315	0.63	
1.26	1.26	2.52	0.315	0.315	0.63	
1.26	2.10	3.36	0.315	0.315	0.63	

N° 3322.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PORTUGAL**

Echange de notes comportant un accord au sujet de la discrimination des pavillons dans les ports portugais. Lisbonne, le 14 octobre 1933.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND PORTUGAL**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Flag Discrimination in Portuguese Ports. Lisbon, October 14, 1933.

No. 3322. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE PORTUGUESE GOVERNMENT REGARDING FLAG DISCRIMINATION IN PORTUGUESE PORTS. LISBON, OCTOBER 14, 1933.

Nº 3322. — TROCA DE NOTAS¹ ENTRE O GOVERNO DE SUA MAJESTADE BRITANICA NO REINO UNIDO E O GOVERNO PORTUGUÊS RELATIVAS AO DIFERENCIAL DE BANDEIRA NOS PORTOS PORTUGUÊSES. LISBOA, 14 DE OUTUBRO DE 1933.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place January 4, 1934.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 janvier 1934.

No. I.

SIR C. RUSSELL TO DR. J. CAEIRO DA MATTA.

LISBON, October 14, 1933.

M. LE MINISTRE,

I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are prepared to conclude an agreement in the following terms :

(i) The obligations contained in Article 6 of the Treaty of Commerce and Navigation signed at Lisbon on the 12th August, 1914², and in the declaration signed at Lisbon on the 20th May, 1916², on the exchange of ratifications of the said Treaty, shall remain binding on the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, so long as the present agreement remains in force, even if the said Treaty shall have ceased to be operative under the provisions of Article 23 thereof.

(ii) Shipping companies incorporated in the United Kingdom, Newfoundland, any British colony or protectorate, or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, all British ships, including all ships registered in any of the territories aforesaid, and goods and passengers (including emigrants) carried, or to be carried, in any such ships shall not be subjected in Portugal, or the adjacent islands, after the 1st July, 1934, or in any Portuguese colony after the 1st July, 1936, to any conditions, restrictions, duties or charges other, or more onerous in law or in fact, than those applicable to shipping companies incorporated in Portuguese

¹ Came into force October 14, 1933.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 108, page 369.

¹ Entré en vigueur le 14 octobre 1933.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome XV, page 522.

territory or in any other country, to ships registered in Portuguese territory or in any other country, or to goods or passengers (including emigrants) carried, or to be carried, in such ships.

(iii) The provisions of sub-paragraph (ii) shall be deemed to include conditions or charges demanded by consular officers abroad in respect of ships or passengers or goods carried, or to be carried, on ships, but do not apply to conditions, restrictions, duties or charges imposed in connexion with the trade which can, under the provisions of Article 12 of the Treaty of the 12th August, 1914, be reserved to national vessels.

(iv) Except as provided in sub-paragraph (i) nothing in the present agreement shall be deemed to prejudice the rights and obligations arising out of the Treaty of Commerce and Navigation signed at Lisbon on the 12th August, 1914.

(v) The present agreement shall come into force on the date of the present note and shall remain in force until the 30th June, 1941. Thereafter it shall continue in force until the expiration of one year from the date on which either Government shall have given to the other Government notice of termination ; provided that if at any time shipping companies incorporated in Portuguese territory, ships registered in Portuguese territory and goods and passengers carried, or to be carried, in such ships are subjected in the United Kingdom after the 1st July, 1934, or in Newfoundland or any British colony or protectorate, or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom after the 1st July, 1936, to any conditions, restrictions, duties or charges other, or more onerous in law or in fact, than those applicable to shipping companies incorporated in these territories, ships registered therein or in any other country, or to goods or passengers (including emigrants) carried, or to be carried, in such ships, the Portuguese Government shall have the right to determine the agreement if, after notice of any such discrimination has been given, steps are not taken within six months to remedy the discrimination complained of.

2. If the Portuguese Government agree to the foregoing provisions I have the honour to propose that the present note and your Excellency's reply in similar terms shall be regarded as constituting a formal agreement between the two Governments in this matter.

I have, etc.

Claud RUSSELL.

No. 2.

DR. J. CAEIRO DA MATTA TO SIR C. RUSSELL.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

¹ TRADUCTION. -- TRANSLATION.

MINISTÉRIO
DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

LISBOA, 14 de Outubro de 1933.

LISBON, October 14, 1933.

SENHOR EMBAIXADOR,

M. L'AMBASSADEUR,

Em resposta á nota que V. Ex^a. se serviu dirigir-me em data de hoje, tenho a honra de comunicar a V. Ex^a. que o Governo Português está igualmente disposto a celebrar com o

In reply to the note which your Excellency addressed to me, of to-day's date, I have the honour to inform your Excellency that the Portuguese Government are equally prepared

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Governo de Sua Majestade Britanica no Reino Unido da Grã Bretanha e Irlanda do Norte um acordo nos termos seguintes :

(i) As obrigações constantes do Artigo 6º do Tratado de Comercio e Navegação assinado em Lisboa em 12 de Agosto de 1914, e da declaração assinada em Lisboa em 20 de Maio de 1916, por ocasião da troca de ratificações do referido Tratado, subsistirão pelo que respeita ao Governo do Reino Unido da Grã Bretanha e Irlanda do Norte, enquanto vigorar o presente acordo, ainda que o tratado em questão venha a cessar nos termos do seu artigo 23º.

(ii) A partir de 1 de Julho de 1934 no que respeita a Portugal e Ilhas Adjacentes, e a partir de 1 de Julho de 1936 no que se refere às Colónias Portuguezas, as companhias de navegação constituídas no Reino Unido, na Terra Nova, em qualquer colónia ou protectorado britannicos, ou em qualquer território sob mandato exercido pelo Governo do Reino Unido, todos os navios britannicos incluindo quaisquer navios matriculados nalgum dos territórios acima mencionados, e bem assim as mercadorias e passageiros (incluindo emigrantes) transportados ou a transportar nesses navios, não serão sujeitos a quaisquer condições, restrições, direitos ou encargos diferentes ou mais onerosos, legalmente ou de facto, do que aqueles que se apliquem ás companhias de navegação constituídas em qualquer território português ou estrangeiro, aos navios matriculados em território português ou estrangeiro, ou ainda ás mercadorias e passageiros (incluindo emigrantes) transportados ou a transportar nesses navios.

(iii) Considerar-se-hão abrangidos nas estipulações do sub-paragrafo (ii), as condições e pagamentos exigidos pelos funcionários consulares portuguezes em relação aos navios, e em relação aos passageiros e mercadorias nêles transportados ou a transportar, mas as referidas estipulações não se applicarão ás condições, restrições, direitos ou encargos estabelecidos para o tráfico que pode ser, nos termos das disposições do artigo 12 do Tratado de 12 de Agosto de 1914, reservado para os navios nacionais.

to conclude an agreement with the Government of His Britannic Majesty in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in the following terms :

(i) The obligations contained in Article 6 of the Treaty of Commerce and Navigation signed at Lisbon on the 12th August, 1914, and in the declaration signed at Lisbon on the 20th May, 1916, on the exchange of ratifications of the said Treaty, shall remain binding on the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, so long as the present agreement remains in force, even if the said Treaty shall have ceased to be operative under the provisions of Article 23 thereof.

(ii) Shipping companies incorporated in the United Kingdom, Newfoundland, any British colony or protectorate, or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, all British ships, including all ships registered in any of the territories aforesaid, and goods and passengers (including emigrants) carried, or to be carried, in any such ships shall not be subjected in Portugal, or the adjacent islands, after the 1st July, 1934, or in any Portuguese colony after the 1st July, 1936, to any conditions, restrictions, duties or charges other, or more onerous in law or in fact, than those applicable to shipping companies incorporated in Portuguese territory or in any other country, to ships registered in Portuguese territory or in any other country, or to goods or passengers (including emigrants) carried, or to be carried, in such ships.

(iii) The provisions of sub-paragraph (ii) shall be deemed to include conditions or charges demanded by consular officers abroad in respect of ships or passengers or goods carried, or to be carried, on ships, but do not apply to conditions, restrictions, duties or charges imposed in connexion with the trade which can, under the provisions of Article 12 of the Treaty of the 12th August, 1914, be reserved to national vessels.

(iv) Salvo o disposto no sub-paragrafo (i), nenhuma disposição do presente Acordo será considerada como prejudicando quaisquer direitos e obrigações resultantes do Tratado de Comercio e Navegação assinado em Lisboa em 12 de Agosto de 1914.

(v) O presente Acordo vigorará desde a data da presente Nota até 30 de Junho de 1941. Posteriormente a esta data o Acordo continuará em vigor até um ano depois da sua denuncia por algum dos dois Governos ; se porem, depois de 1 de Julho de 1934 no que respeita ao Reino Unido ou depois de 1 de Julho de 1936 no que se refere á Terra Nova, a qualquer Colónia ou Protectorado Britanicos, ou a qualquer território que se encontre sob mandato exercido pelo Governo do Reino Unido, as companhias de navegação constituídas em território português, os navios matriculados em território português, as mercadorias e passageiros transportados ou a transportar nesses navios forem sujeitos a quaisquer condições, restrições, direitos ou encargos diferentes ou mais onerosos, legalmente ou de facto, do que aqueles que se apliquem ás companhias de navegação constituídas naqueles territórios, aos navios nêles matriculados ou no de outro qualquer pais, ou ainda ás mercadorias ou passageiros (incluindo emigrantes) transportados ou a transportar em tais navios, o Governo Português terá em tal caso o direito de dar por fundo o presente Acordo se, depois da notificação de tal tratamento diferencial, não forem tomadas, no praso de seis mezes, providencias para obviar a alegada discriminação.

2. Em conformidade com a proposta de V. Ex^a, que tenho a honra de aceitar, a nota de V. Ex^a. e esta resposta, redigida nos mesmos termos, constituirão o Acordo formal dos dois Governos sobre a matéria.

Aproveito, etc.

José CAEIRO DA MATTA.

(iv) Except as provided in sub-paragraph (i) nothing in the present agreement shall be deemed to prejudice the rights and obligations arising out of the Treaty of Commerce and Navigation signed at Lisbon on the 12th August, 1914.

(v) The present agreement shall come into force on the date of the present note and shall remain in force until the 30th June, 1941. Thereafter it shall continue in force until the expiration of one year from the date on which either Government shall have given to the other Government notice of termination ; provided that if at any time shipping companies incorporated in Portuguese territory, ships registered in Portuguese territory and goods and passengers carried, or to be carried, in such ships are subjected in the United Kingdom after the 1st July, 1934, or in Newfoundland or any British colony or protectorate, or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom after the 1st July, 1936, to any conditions, restrictions, duties or charges other, or more onerous in law or in fact, than those applicable to shipping companies incorporated in these territories, ships registered therein or in any other country, or to goods or passengers (including emigrants) carried, or to be carried, in such ships, the Portuguese Government shall have the right to determine the agreement if, after notice of any such discrimination has been given, steps are not taken within six months to remedy the discrimination complained of.

2. In conformity with your Excellency's proposal, which I have the honour to accept, your Excellency's note and this reply, which has been drawn up in the same terms, shall constitute the formal agreement of the two Governments on the subject.

I avail, etc.

José CAEIRO DA MATTA.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3322. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS, COMPORTANT UN ACCORD AU SUJET DE LA DISCRIMINATION DE PAVILLON DANS LES PORTS PORTUGAIS. LISBONNE, LE 14 OCTOBRE 1933.

N^o 1.

SIR C. RUSSELL AU D^r J. CAEIRO DA MATTA.

LISBONNE, le 14 octobre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est disposé à conclure un accord dans les termes suivants :

i) Les obligations contenues à l'article 6 du Traité de commerce et de navigation signé à Lisbonne le 12 août 1914 et dans la Déclaration signée à Lisbonne le 20 mai 1916 à l'occasion de l'échange des ratifications dudit traité, continueront à lier le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tant que le présent accord restera en vigueur, même si ledit traité cesse d'avoir effet en vertu des dispositions de son article 23.

ii) A partir du 1^{er} juillet 1934, pour ce qui concerne le Portugal ou les îles adjacentes, et à partir du 1^{er} juillet 1936 pour les colonies portugaises, les compagnies de navigation constituées dans le Royaume-Uni, à Terre-Neuve, dans une colonie ou un protectorat britannique quelconque ou dans un territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, tous les navires britanniques, y compris tous les navires immatriculés dans l'un quelconque des territoires susdits, ainsi que les marchandises et passagers (y compris les émigrants) transportés ou à transporter dans ces navires, ne seront assujettis à aucune condition, restriction, taxe ou redevance autres ou plus onéreuses en droit ou en fait que celles qui sont applicables aux compagnies de navigation constituées en territoire portugais ou dans tout autre pays, aux navires immatriculés en territoire portugais ou dans tout autre pays, ou aux marchandises et passagers (y compris les émigrants) transportés ou à transporter dans ces navires.

iii) Les dispositions du sous-paragraphe (*ii*) seront considérées comme portant également sur les conditions ou redevances exigées par les fonctionnaires consulaires à l'étranger au sujet des navires ou des passagers ou marchandises transportés ou à transporter sur ces navires, mais ne s'appliqueront pas aux conditions, restrictions, taxes ou redevances visant le trafic qui, aux termes des dispositions de l'article 12 du Traité du 12 août 1914, peut être réservé aux navires nationaux.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

iv) Aucune disposition du présent accord, à l'exception de celles du sous-paragraphé (*i*), ne sera considérée comme affectant les droits et obligations découlant du Traité de commerce et de navigation signé à Lisbonne le 12 août 1914.

v) Le présent accord entrera en vigueur à la date de la présente note et restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1941. Après cette date, il continuera à avoir effet jusqu'à l'expiration du délai d'un an à compter de la date à laquelle l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin ; toutefois, si à un moment quelconque les compagnies de navigation constituées en territoire portugais, les navires immatriculés en territoire portugais et les marchandises et passagers transportés ou à transporter dans ces navires sont assujettis, après le 1^{er} juillet 1934 en ce qui concerne le Royaume-Uni, ou après le 1^{er} juillet 1936 en ce qui concerne Terre-Neuve ou une colonie ou un protectorat britannique ou un territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, à des conditions, restrictions, taxes ou redevances autres ou plus onéreuses en droit ou en fait que celles qui sont applicables aux compagnies de navigation constituées dans ces territoires, aux navires immatriculés dans ces territoires ou dans tout autre pays, ou aux marchandises et passagers (y compris les émigrants) transportés ou à transporter dans ces navires, le Gouvernement portugais aura le droit de mettre fin au présent accord si, après notification de cette discrimination, des mesures ne sont pas prises dans un délai de six mois pour y remédier.

2. Si le Gouvernement portugais accepte les dispositions qui précèdent, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence, rédigée dans les mêmes termes, soient considérées comme constituant, en cette matière, un accord formel entre les deux gouvernements.

J'ai l'honneur, etc.

Claud RUSSELL.

N^o 2.

LE D^r J. CAEIRO DA MATTA A SIR C. RUSSELL.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LISBONNE, le 14 octobre 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement portugais est également disposé à conclure avec le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord un accord dans les termes suivants :

i) Les obligations contenues à l'article 6 du Traité de commerce et de navigation signé à Lisbonne le 12 août 1914 et dans la Déclaration signée à Lisbonne le 20 mai 1916 à l'occasion de l'échange des ratifications dudit traité, continueront à lier le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tant que le présent accord restera en vigueur, même si ledit traité cesse d'avoir effet en vertu des dispositions de son article 23.

ii) À partir du 1^{er} juillet 1934, pour ce qui concerne le Portugal ou les îles adjacentes, et à partir du 1^{er} juillet 1936 pour les colonies portugaises, les compagnies de navigation constituées dans le Royaume-Uni, à Terre-Neuve, dans une colonie ou un protectorat britannique quelconque ou dans un territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, tous les navires britanniques, y compris tous les navires immatriculés dans l'un quelconque des territoires susdits, ainsi que les

marchandises et passagers (y compris les émigrants) transportés ou à transporter dans ces navires, ne seront assujettis à aucune condition, restriction, taxe ou redevance autres ou plus onéreuses en droit ou en fait que celles qui sont applicables aux compagnies de navigation constituées en territoire portugais ou dans tout autre pays, aux navires immatriculés en territoire portugais ou dans tout autre pays ou aux marchandises et passagers (y compris les émigrants) transportés ou à transporter dans ces navires.

iii) Les dispositions du sous-paragraphe (*ii*) seront considérées comme portant également sur les conditions ou redevances exigées par les fonctionnaires consulaires à l'étranger au sujet des navires ou des passagers ou marchandises transportés ou à transporter sur ces navires, mais ne s'appliqueront pas aux conditions, restrictions, taxes ou redevances visant le trafic qui, aux termes des dispositions de l'article 12 du Traité du 12 août 1914, peut être réservé aux navires nationaux.

iv) Aucune disposition du présent accord, à l'exception de celles du sous-paragraphe (*i*), ne sera considérée comme affectant les droits et obligations découlant du Traité de commerce et de navigation signé à Lisbonne le 12 août 1914.

v) Le présent accord entrera en vigueur à la date de la présente note et restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1941. Après cette date, il continuera à avoir effet jusqu'à l'expiration du délai d'un an à compter de la date à laquelle l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin ; toutefois, si à un moment quelconque les compagnies de navigation constituées en territoire portugais, les navires immatriculés en territoire portugais et les marchandises et passagers transportés ou à transporter dans ces navires sont assujettis, après le 1^{er} juillet 1934 en ce qui concerne le Royaume-Uni, ou après le 1^{er} juillet 1936 en ce qui concerne Terre-Neuve ou une colonie ou un protectorat britannique ou un territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, à des conditions, restrictions, taxes ou redevances autres ou plus onéreuses en droit ou en fait que celles qui sont applicables aux compagnies de navigation constituées dans ces territoires, aux navires immatriculés dans ces territoires, ou dans tout autre pays, ou aux marchandises et passagers (y compris les émigrants) transportés ou à transporter dans ces navires, le Gouvernement portugais aura le droit de mettre fin au présent accord si, après notification de cette discrimination, des mesures ne sont pas prises dans un délai de six mois pour y remédier.

2. Conformément à la proposition de Votre Excellence, que j'ai l'honneur d'accepter, la note de Votre Excellence et la présente réponse, rédigée dans les mêmes termes, constitueront l'accord formel des deux gouvernements en cette matière.

Je saisis, etc.

José CAEIRO DA MATTA.

N° 3323.

FRANCE ET ITALIE

Convention pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale, avec protocole, signés à Rome, le 16 juin 1930, et Avenant à la convention susmentionnée, avec protocole, signés à Rome, le 16 novembre 1931.

FRANCE AND ITALY

Convention for the Avoidance of Double Taxation and the Settlement of Other Fiscal Questions, and Protocol, signed at Rome, June 16, 1930, and Additional Agreement to the above Convention and Protocol, signed at Rome, November 16, 1931.

N^o 3323. — CONVENTION ¹ ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE POUR ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET RÉGLER CERTAINES AUTRES QUESTIONS EN MATIÈRE FISCALE. SIGNÉE A ROME, LE 16 JUIN 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 5 janvier 1934.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, animés du désir d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière fiscale, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Marcel BORDUGE, conseiller d'Etat, directeur général au Ministère des Finances.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence M. Giuseppe DE MICHELIS, ambassadeur de Sa Majesté le Roi d'Italie, sénateur du Royaume ;

M. Gino BOLAFFI, directeur chef de division au Ministère des Finances.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE PREMIER

DOUBLES IMPOSITIONS.

Article premier.

La présente convention tend à éviter aux contribuables des Etats contractants la double imposition en matière d'impôts directs, réels ou personnels.

Sont considérés comme impôts directs, aux termes de la présente convention, les impôts qui sont établis directement sur les revenus, soit pour le compte de l'Etat soit pour le compte des provinces, départements et communes, même sous forme de centimes additionnels.

La convention établit des règles distinctes pour les impôts directs réels et pour les impôts directs personnels.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 27 octobre 1933.
La convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3323. — CONVENTION ² BETWEEN FRANCE AND ITALY FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE SETTLEMENT OF OTHER FISCAL QUESTIONS. SIGNED AT ROME, JUNE 16, 1930.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place January 5, 1934.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of avoiding double taxation and settling certain other fiscal questions, have decided to conclude a Convention and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Marcel BORDUGE, Councillor of State, Director-General at the Ministry of Finance ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency M. Giuseppe DE MICHELIS, Ambassador of His Majesty the King of Italy, Senator of the Kingdom ;

M. Gino BOLAFFI, Chief Director of Division in the Ministry of Finance ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

PART I.

DOUBLE TAXATION.

Article 1.

The object of the present Convention is to avoid the double imposition of impersonal or personal direct taxes on the taxpayers of the Contracting States.

For the purposes of this Convention, direct taxes are those which are levied directly on income, whether on behalf of the State, or on behalf of the provinces, departments and communes, even when in the form of "supplementary" taxation.

This Convention prescribes separate rules for impersonal direct taxation and for personal direct taxation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rome, October 27, 1933. The Convention came into force January 1st, 1934.

Sont considérés comme réels, aux termes de la présente convention, les impôts directs qui sont établis sur les diverses catégories de revenus prises distinctement. Sont considérés comme impôts personnels, les impôts directs qui sont perçus sur l'ensemble des revenus de chaque contribuable eu égard à sa personne.

A la date de la présente convention, les impôts réels visés sont les suivants :

1^o *Pour la législation italienne :*

- a) L'impôt sur la propriété non bâtie (*imposta sul reddito dei terreni*) ;
- b) L'impôt sur la propriété bâtie (*imposta sul reddito dei fabbricati*) ;
- c) L'impôt sur la richesse mobilière (*imposta sui redditi di ricchezza mobile*) ;
- d) L'impôt sur les revenus agricoles (*imposta sui redditi agrari*).

2^o *Pour la législation française :*

- a) La contribution foncière (propriété bâtie et non bâtie) ;
- b) L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ;
- c) La redevance proportionnelle des mines ;
- d) L'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole ;
- e) L'impôt sur les traitements, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères ;
- f) L'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales ;
- g) L'impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers.

Les impôts personnels visés sont les suivants :

1^o *Pour la législation italienne :*

L'impôt complémentaire progressif sur l'ensemble des revenus (*imposta complementare progressiva sul reddito complessivo del contribuente*).

2^o *Pour la législation française :*

L'impôt général sur le revenu.

SECTION I. — IMPÔTS RÉELS.

Article 2.

Sous réserve des exceptions résultant des articles ci-après, les impôts réels sont, en principe, établis dans le pays de l'origine des revenus.

Article 3.

Les revenus des biens immobiliers qui correspondent à leur valeur locative réelle ou présumée, ainsi que tous les autres revenus de ces biens qui ne sont pas visés dans l'article 6 ci-après, sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel sont situés lesdits biens immobiliers.

Article 4.

Les revenus des fonds publics, des obligations, des prêts, des dépôts et comptes de dépôts, et de toutes autres créances, sont imposables dans l'Etat où se trouve le débiteur de ces revenus.

For the purposes of this Convention, impersonal taxes are the direct taxes levied on the various classes of income separately. Personal taxes are the direct taxes levied on the total income of each taxpayer as a separate person.

At the date of the present Convention, the impersonal taxes referred to are the following :

(1) *Under Italian Law :*

- (a) The land tax (*imposta sul reddito dei terreni*);
- (b) The tax on buildings (*imposta sul reddito dei fabbricati*);
- (c) The tax on income derived from movable property (*imposta sui redditi di ricchezza mobile*);
- (d) The tax on income derived from agricultural property (*imposta sui redditi agrari*);

(2) *Under French Law :*

- (a) The property tax (both land and buildings);
- (b) The tax on industrial and commercial profits;
- (c) The proportional mining royalty;
- (d) The tax on profits derived from agriculture;
- (e) The tax on salaries, fees and emoluments, wages, pensions and life annuities;
- (f) The tax on profits from non-commercial professions;
- (g) The tax on income derived from transferable securities and capital.

The personal taxes referred to are the following :

(1) *Under Italian Law :*

The graded surtax on total income (*imposta complementare progressiva sul reddito complessivo del contribuente*).

(2) *Under French Law :*

The general income tax.

SECTION I. — IMPERSONAL TAXES.

Article 2.

Under reservation of the exceptions resulting from subsequent Articles, impersonal taxes shall, in principle, be levied in the country from which the income is derived.

Article 3.

Income derived from immovable property, up to the amount of its actual or estimated rentable value, together with all other income from such property which is not covered by Article 6 below, shall be taxable in the State in whose territory such immovable property is situated.

Article 4.

Income derived from public funds, bonds, loans, deposits and deposit accounts, and from all other claims, shall be taxable in the State where the party liable in respect of such payments is established.

Si le débiteur possède dans les deux Etats des établissements stables au sens de l'article 6 ci-après et si l'un de ces établissements, dans le cadre de son activité propre, contracte un emprunt ou reçoit un dépôt, l'impôt est perçu par l'Etat sur le territoire duquel est situé cet établissement.

Article 5.

Les revenus des actions ou des parts analogues, ceux des commandites dans les sociétés en commandite simple, ceux des parts dans les sociétés civiles et les sociétés à responsabilité limitée, sont imposables dans l'Etat où se trouve le siège effectif de la société.

Article 6.

Les revenus de toutes exploitations industrielles, commerciales, minières ou agricoles, sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel se trouvent des établissements stables, même lorsque l'entreprise étend son activité sur le territoire de l'autre Etat sans y avoir d'établissement.

Il y a lieu d'entendre par établissement stable, aux fins de la présente convention, une organisation productive permanente appartenant à l'entreprise et dans laquelle s'exerce, en totalité, ou en partie, l'activité de ladite entreprise.

Si l'entreprise a des établissements stables dans les deux Etats contractants, chacun de ces Etats appliquera l'impôt sur la partie du revenu provenant de l'activité des établissements situés sur son territoire, à charge par le contribuable de présenter ses comptes généraux, ses comptes spéciaux, ainsi que toutes pièces nécessaires à la discrimination des revenus.

A défaut de comptabilité faisant ressortir régulièrement et d'une manière distincte ces revenus, les autorités financières des deux Etats contractants s'entendront pour arrêter les règles de ventilation.

Article 7.

Les bénéfices provenant de l'exploitation d'entreprises de navigation maritime ou aérienne ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel se trouve le siège central réel de l'entreprise, à condition que les navires ou les aéronefs battent pavillon ou possèdent la nationalité dudit Etat.

Article 8.

Les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations des administrateurs des sociétés par actions sont imposables selon la règle établie à l'article 5.

Article 9.

Les revenus du travail, y compris les revenus des professions libérales, sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel s'exerce l'activité personnelle d'où provient le revenu. Il n'y a exercice de profession libérale en un lieu déterminé que si l'activité professionnelle s'y exerce dans une installation permanente.

Les pensions privées sont imposables dans l'Etat où se trouve le débiteur.

Les traitements, salaires, rentes, pensions et autres rétributions payés par l'Etat, par les provinces ou départements, par les communes et autres personnes morales publiques régulièrement constituées selon la législation intérieure des Etats contractants, sont imposables dans l'Etat auquel appartient le débiteur.

If the party liable has permanent establishments in the sense of Article 6 below in both States, and if one of these establishments, within the ambit of its ordinary operations, contracts a loan or receives a deposit, the tax shall be levied by the State in whose territory such establishment is situated.

Article 5.

Income derived from shares or similar interests, or from limited partnerships, or from shares in companies regulated by the Civil Code and limited liability companies, shall be taxable in the State where the actual seat of the company is situated.

Article 6.

Income derived from all industrial, commercial, mining or agricultural undertakings shall be taxable in the State in whose territory there are permanent establishments, even when the undertaking extends its operations to the territory of the other State without having an establishment there.

For the purposes of the present Convention, the term "permanent establishment" shall be understood to mean a permanent productive organisation belonging to the undertaking, in which all or some of the activities of the undertaking are carried on.

If the undertaking has permanent establishments in both the Contracting States, each State shall tax that part of the income which is derived from the operations of the establishment situated in its territory, and, to this end, the taxpayer shall submit for examination his general and special accounts and all documents necessary for the division of the income.

In the absence of a system of accountancy regularly showing such income separately, the financial authorities of the two Contracting States shall concert rules for apportionment.

Article 7.

Profits derived from shipping or air navigation undertakings shall be taxable only in the State in whose territory the actual central headquarters of the undertaking are situated, provided that the ships or aircraft fly the flag or possess the nationality of such State.

Article 8.

Percentages, attendance fees, and other emoluments of directors of limited companies shall be taxable in accordance with the rule laid down in Article 5.

Article 9.

Income derived from work, including income derived from the liberal professions, shall be taxable in the State in whose territory the personal occupation whence the income is derived is carried on. A liberal profession shall be deemed to have been practised in a given place only if the professional occupation is carried on there in a permanent establishment.

Private pensions shall be taxable in the State where the party liable to pay them is situated.

Salaries, wages, annuities, pensions and other remunerations payable by the State, by provinces or departments, by communes and other public corporations regularly constituted in accordance with the municipal law of the Contracting States, shall be taxable in the State to which the party liable to pay them belongs.

Article 10.

Les rentes viagères et les revenus de toutes occupations lucratives non visées dans les articles précédents sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel le bénéficiaire a son domicile fiscal. Si le contribuable a un domicile fiscal dans les deux Etats, l'impôt est perçu par l'Etat dont l'intéressé est ressortissant.

Article 11.

Par dérogation aux dispositions des articles 4 et 5 ci-dessus, chaque Etat contractant, dans le but de maintenir l'égalité des charges fiscales sur son territoire ou entre ses nationaux, aura la faculté de frapper d'un impôt réel, conformément à sa législation générale, les revenus des capitaux étrangers investis sur son territoire et les revenus des capitaux nationaux investis à l'étranger sous forme de fonds d'Etat, d'actions ou d'obligations. Mais dans ce cas, il accepte de précompter sur les impôts qui résulteront de l'application de son tarif général, ceux qui seront payés dans l'autre Etat pour le même objet.

SECTION II. — IMPÔTS PERSONNELS.

Article 12.

L'impôt personnel qui frappe l'ensemble des revenus est perçu par l'Etat sur le territoire duquel le contribuable a son domicile fiscal, c'est-à-dire sa résidence normale, entendue dans le sens de foyer permanent d'habitation.

Article 13.

Lorsque des contribuables ont un domicile fiscal dans les deux Etats contractants, l'impôt personnel est établi dans chacun de ceux-ci au prorata de la durée du séjour au cours de l'année fiscale. Le séjour passé dans un tiers pays comptera au profit de l'Etat dont le contribuable est ressortissant.

SECTION III. — DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 14.

Si les mesures prises par les autorités financières des Etats contractants ont entraîné une double imposition, le contribuable intéressé pourra adresser une réclamation à l'Etat dont il est ressortissant. Si le bien fondé de la réclamation est reconnu, l'autorité financière suprême de cet Etat pourra s'entendre avec l'autorité financière suprême de l'autre Etat en vue de remédier équitablement à la double imposition.

Article 15.

Les Parties contractantes confient aux autorités financières suprêmes des deux Etats le soin de conclure des accords pour éviter les doubles impositions dans les cas qui ne sont pas expressément prévus par la présente convention, et de résoudre les difficultés qui naîtraient de son application.

Article 10.

Life annuities and income derived from all lucrative occupations not specified in the previous Articles shall be taxable in the State on whose territory the recipient has his fiscal domicile. If the taxpayer has fiscal domicile in both States, the tax shall be levied by the State of which he is a national.

Article 11.

By derogation from Articles 4 and 5 above, each Contracting State may, for the purpose of maintaining equality of fiscal burdens in its territory or among its nationals, impose an impersonal tax, in accordance with its general law, on income derived from foreign capital invested in its territory and on income derived from national capital invested abroad in the form of State funds, shares or bonds ; but, in that case, it shall agree to deduct in advance, from the taxes levied under its own general tariff, those paid in the other State for the same object.

SECTION II. — PERSONAL TAXES.

Article 12.

The personal tax on total income shall be levied by the State within whose territory the taxpayer has his fiscal domicile, that is to say, his ordinary residence, understood in the sense of permanent abode.

Article 13.

If the taxpayer has fiscal domicile in both the Contracting States, the personal tax shall be levied in each of them in proportion to the period spent there during the fiscal year. Any period spent in a third country shall be reckoned to the account of the State of which the taxpayer is a subject.

SECTION III. — MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 14.

If the measures taken by the financial authorities of the Contracting States have resulted in double taxation, the taxpayer affected may forward a protest to the State of which he is a subject ; if the protest is admitted to be justified, the supreme financial authority of such State shall be authorised to arrange with the supreme financial authority of the other State to find a just remedy for the double taxation.

Article 15.

The Contracting Parties entrust the supreme financial authorities of the two States with the conclusion of agreements for the avoidance of double taxation in cases not specifically provided for in the present Convention, and with the settlement of any difficulties arising out of it in practice.

TITRE II

ASSISTANCE ADMINISTRATIVE.

Article 16.

En vue d'assurer une meilleure application de l'impôt personnel sur l'ensemble des revenus, les Etats contractants s'engagent, sous réserve de réciprocité, à échanger les renseignements d'ordre fiscal que l'Administration d'un des Etats détient ou peut obtenir et qui seraient utiles à l'Administration de l'autre Etat pour le contrôle dudit impôt.

Les échanges s'effectueront directement entre les deux autorités financières suprêmes et auront lieu d'office ou sur demande.

Article 17.

En ce qui concerne les catégories de revenus ci-après énumérées, l'Etat qui perçoit l'impôt réel communiquera d'office les bases d'imposition à l'autre Etat, si le bénéficiaire desdits revenus est domicilié sur le territoire de ce dernier Etat et, comme tel, y est passible de l'impôt personnel ;

- 1^o Revenus des propriétés foncières ;
- 2^o Intérêts des créances hypothécaires ;
- 3^o Bénéfices des entreprises industrielles ou commerciales et des exploitations minières ou agricoles ;
- 4^o Tantièmes et autres émoluments des administrateurs de sociétés, revenus des commandites et des parts d'intérêt dans les sociétés commerciales ou civiles ;

5^o Revenus du travail, pensions publiques ou privées.

Inversement, l'Etat qui perçoit l'impôt personnel signalera à l'autre Etat les rentes viagères et les intérêts des créances dont le débiteur aura demandé la déduction à titre de charge de son revenu global.

Article 18.

Indépendamment des renseignements échangés d'office conformément à l'article 17 ci-dessus, l'administration de chaque pays pourra demander à celle de l'autre pays des informations visant des cas concrets.

Mais l'application de cette disposition ne pourra, en aucun cas, avoir pour effet d'imposer à l'un des Etats contractants l'obligation de communiquer des renseignements qui porteraient atteinte au secret des opérations bancaires ou de fournir des éléments d'information que sa propre législation fiscale ne lui permet pas d'obtenir, non plus que d'accomplir des actes administratifs qui ne seraient pas conformes à sa réglementation ou à ses pratiques.

En outre, l'Etat requis pourra refuser de donner suite à la demande, s'il considère que des raisons d'ordre public ou d'intérêt général s'y opposent.

Article 19.

Les Parties contractantes s'engagent à se prêter mutuellement assistance pour la notification des actes relatifs à l'assiette et au recouvrement des impôts directs visés dans la présente convention.

PART II.

ADMINISTRATIVE ASSISTANCE.

Article 16.

For the purpose of improving the application of the personal tax on the whole income, the Contracting States undertake, on condition of reciprocity, to exchange such fiscal information as the administration of one State may have or be able to obtain and as may be useful to the administration of the other State for the supervision of such taxation.

Such exchanges shall be made directly between the two supreme financial authorities, either as a matter of routine or on request.

Article 17.

As regards the classes of income detailed below, the State which levies impersonal taxation shall automatically communicate the basis of taxation to the other State, if the recipient of such income is domiciled in the territory of the latter State and is, on that ground, liable to personal taxation :

- (1) Income derived from landed property ;
- (2) Mortgage interest ;
- (3) Profits of industrial, commercial, mining and agricultural undertakings ;
- (4) Percentages and other directors' fees, income derived from limited partnerships, and from partnerships in commercial companies or in companies regulated by the Civil Code ;
- (5) Income derived from work or from public or private pensions.

Inversely, the State which levies the personal tax shall inform the other State of such life annuities and interest on debts as the party liable may have asked to have deducted as encumbrances on his total income.

Article 18.

Independently of the routine exchange of information in accordance with Article 17 above, the administration of either country may ask that of the other country for information in respect of actual cases.

This provision, however, may in no case result in imposing on one of the Contracting States an obligation to communicate information which might infringe the secrecy of banking transactions or provide information which its own fiscal law does not allow it to obtain, or to take administrative action not permitted by its own regulations or precedents.

Moreover, a State may refuse to comply with a request for information, if it considers that compliance would be contrary to public order or policy.

Article 19.

The Contracting Parties undertake to give each other mutual assistance in the notification of instruments relating to the assessment and collection of the direct taxes covered by the present Convention.

Elles s'engagent également à examiner, dans un esprit d'amicale collaboration, la possibilité de s'entremettre pour assurer le recouvrement des impôts que les contribuables domiciliés sur le territoire de l'un des Etats doivent à l'autre Etat.

Les deux autorités financières suprêmes se concerteront en vue de fixer d'un commun accord les règles suivant lesquelles elles se prêteront le concours prévu au présent article.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Rome dans le plus bref délai.

La convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle de la ratification. Elle pourra cesser de produire ses effets le 1^{er} janvier de chaque année, à condition qu'elle ait été dénoncée au moins huit mois à l'avance.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 juin mil neuf cent trente.

(L. S.) M. BORDUGE.

(L. S.) Gius. DE MICHELIS.

(L. S.) Gino BOLAFFI.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, conclue ce jour entre la France et l'Italie au sujet des doubles impositions et de l'assistance administrative, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations concordantes suivantes, qui formeront partie intégrante de la convention même :

1^o Sont considérés comme établissements stables au sens de l'article 6 de la convention, non seulement le siège social et le siège central réel, mais aussi les succursales, les agences, les fabriques, les usines, les laboratoires, les locaux d'achat ou de vente, les magasins et autres exploitations commerciales ayant un caractère d'organisation productive stable, ainsi que les représentations permanentes.

2^o On appliquera les règles fixées aux 3^o et 4^o alinéas de l'article 6 de la convention, s'il existe dans l'un des Etats une entreprise qui, tout en étant juridiquement autonome selon les lois du pays, a, avec une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat, des liens ou des rapports de dépendance ou de participation tels que les deux entreprises constituent une seule et même unité économique.

They also undertake to consider, in a spirit of friendly co-operation, the possibility of taking steps to secure the collection of the taxes which taxpayers domiciled in the territory of one State owe to the other State.

The two supreme financial authorities shall concert the rules covering the assistance provided for by the present Article.

Article 20.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome as soon as possible.

The Convention shall come into force on January 1st of the year following that of ratification.

It may cease to have effect as from January 1st in any year, provided that it has been denounced at least eight months previously.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Rome, in duplicate, on June 16, one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) M. BORDUGE.

(L. S.) Gius. DE MICHELIS.

(L. S.) Gino BOLAFFI.

PROTOCOL.

At the moment of signing the present Convention, concluded on this day's date between France and Italy regarding double taxation and administrative assistance, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the said Convention :

(1) The term " permanent establishments " in the sense of Article 6 of the Convention shall include, not only the head offices and the actual headquarters, but also the branches, agencies, factories, works, laboratories, premises for purchase and sale, warehouses and other commercial establishments in the nature of permanent remunerative organisations, together with permanent representatives' offices.

(2) The rules laid down in paragraphs 3 and 4 of Article 6 of the Convention shall be applied if there is, in one of the States, an undertaking which, while legally independent under the law of that country, is connected with or related to an undertaking established in the territory of the other State in the way of dependence or participation, so that the two undertakings constitute a single economic unit.

3° Aux termes de l'article 6, 3^e alinéa, de la convention, il y a lieu d'entendre

a) Par « comptes généraux » ceux qui expriment les résultats généraux de l'entreprise et qui sont dressés et publiés conformément aux lois de l'Etat dans lequel se trouve le siège social ou le siège central réel de l'entreprise ;

b) Par « comptes spéciaux » ceux qui expriment les résultats de la gestion des établissements situés dans l'Etat qui applique l'impôt, comptes dressés et publiés conformément aux lois dudit Etat ;

c) Par « toutes autres pièces », toutes pièces concernant la gestion des établissements et nécessaires pour déterminer les revenus desdits établissements qui sont imposables dans l'Etat qui applique l'impôt.

4° Il est entendu que, par application de la règle établie à l'article 7 de la convention, les entreprises de navigation maritime ou aérienne dont le siège central réel se trouve en Italie et dont les navires ou les aéronefs, battant pavillon italien ou possédant la nationalité italienne, chargent ou déchargent des voyageurs ou des marchandises en territoire français, n'y seront pas soumises à la contribution des patentes ou à tout autre impôt qui lui serait substitué, si elles n'y possèdent ni agence ni succursale, alors même qu'elles utiliseraient les services d'un intermédiaire pour la recherche du fret ou la vente de billets.

A titre de réciprocité, l'impôt provincial et communal italien sur l'industrie, le commerce et les professions, ou l'impôt d'exercice, ou tout autre impôt qui lui serait substitué, ne sera pas appliqué aux entreprises françaises de navigation maritime ou aérienne dont les navires ou les aéronefs, battant pavillon français ou possédant la nationalité française, chargent ou déchargent des voyageurs ou des marchandises en territoire italien dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent.

Il est, en outre, convenu que les impôts dont les entreprises visées à l'article 7 de la convention se trouveront exonérées par l'effet dudit article, ne seront pas réclamés pour le passé, sauf dans le cas où les rôles auraient été mis en recouvrement antérieurement à la date de la présente convention.

5° Pour l'imposition des pensions privées suivant la règle établie au 2^e alinéa de l'article 9 de la convention, il est entendu que, si la pension est servie par une entreprise ayant des établissements dans les deux pays, l'établissement qui a la charge d'effectuer le paiement sera considéré comme débiteur.

6° Il est précisé que, conformément aux articles 4, 5 et 11 de la convention, et par dérogation à la législation générale française, les sociétés italiennes bénéficieront des dispositions des articles 27, 28 et 29 de la loi française du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de celle du 19 mars 1928, dans les conditions fixées par ces articles.

7° Pour l'application de l'article 11 de la convention il est précisé que par « capitaux nationaux » il faut entendre, en ce qui concerne la France, les capitaux fournis par des sociétés dont le siège est en France ou par des particuliers domiciliés en France.

En conformité de l'article 11, le Gouvernement français prendra les mesures suivantes :

a) Il ne percevra plus l'impôt sur le revenu de valeurs étrangères non abonnées en tant qu'il s'appliquera à des valeurs italiennes ayant supporté en Italie l'impôt au taux de 20 %.

b) Il ne percevra plus l'impôt de 16 % sur les obligations italiennes abonnées qui auront supporté en Italie l'impôt de 20 %.

Les mêmes règles sont applicables *mutatis mutandis* à l'Italie.

Si l'Italie vient à instituer un impôt sur les valeurs mobilières italiennes, l'impôt français sur le même revenu ne sera perçu qu'imputation faite de l'impôt perçu en Italie.

Si l'Italie venait à créer un impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères, cet impôt ne serait perçu qu'après déduction de l'imposition acquittée en France.

(3) In the third paragraph of Article 6 of the Convention :

(a) " General accounts " shall mean those showing the general results of the undertaking and drawn up and published in accordance with the laws of the State in which the head office or actual headquarters of the undertaking is situated ;

(b) " Special accounts " shall mean those showing the results of the conduct of the establishments situated in the State which levies the tax and drawn up and published in accordance with the laws of such State ;

(c) " All other documents " shall mean all documents relating to the conduct of the establishments and necessary for the calculation of the income derived from such establishments which is taxable in the State levying the tax.

(4) It is understood that, under the rule laid down in Article 7 of the Convention, shipping or air navigation undertakings whose actual headquarters are in Italy and whose ships or aircraft fly the Italian flag or have Italian nationality and embark or disembark passengers or goods in French territory shall not be subject to licence fees or to any other tax which may be substituted for them, if such enterprises have neither agencies nor branches in that territory, even though they may use the services of an intermediary to collect freight or sell tickets.

Reciprocally, neither the Italian provincial and communal tax on industry, commerce, professions and trades, nor the trader's tax, nor any other tax that may be substituted for it, shall be imposed upon French shipping or air navigation undertakings whose ships or aircraft fly the French flag or have French nationality and embark or disembark passengers or goods in Italian territory under the conditions indicated in the preceding paragraph.

It is, moreover, agreed that the taxes from which the undertakings specified in Article 7 of the Convention may be exempted by the effect of that Article shall not be claimed retrospectively save when process of collection shall have been initiated before the date of the present Convention.

(5) As regards the taxation of private pensions in accordance with the rule laid down in the second paragraph of Article 9 of the Convention, it is understood that, if the pension is paid by an undertaking which has establishments in both countries, the establishment responsible for making the payment shall be considered the party liable.

(6) It is expressly stated that, in accordance with Articles 4, 5 and 11 of the Convention and by derogation from general French Law, Italian companies shall enjoy the benefits of Articles 27, 28 and 29 of the French law of July 31, 1920, and of Article 25 of that of March 19, 1928, under the conditions fixed by the said articles.

(7) It is expressly stated that, for the purposes of Article 11 of the Convention, the expression " national capital " shall mean, as regards France, capital supplied by companies whose seat is in France or by persons domiciled in France.

In accordance with Article 11, the French Government shall take the following measures :

(a) It shall cease to levy the tax on income derived from undiscounted foreign securities so far as it applies to Italian securities which have been taxed at the rate of 20 per cent in Italy ;

(b) It shall cease to levy the tax of 16 per cent on discounted Italian bonds which have been taxed in Italy at the rate of 20 per cent.

The same rules shall be applicable, *mutatis mutandis*, to Italy.

Should Italy lay a tax on transferable Italian securities, the French tax shall only be levied on the same income after deduction of the tax levied in Italy.

Should Italy lay a tax on income derived from transferable foreign securities, such tax shall only be levied after deduction of the tax paid in France.

8° Eu égard à la législation actuellement en vigueur en Italie, il est précisé que par l'effet de l'article 12 de la convention, les contribuables ayant leur domicile fiscal en territoire français et qui y sont comme tels passibles de l'impôt personnel, ne seront pas frappés de l'impôt personnel en Italie pour les revenus de leurs biens situés en territoire italien, s'ils n'y ont pas de domicile.

9° Il est précisé que pour l'application de l'article 13 de la convention, chaque Etat, après avoir calculé l'impôt personnel sur le revenu global du contribuable d'après son tarif propre, réduira la somme ainsi obtenue au prorata de la durée du séjour sur son territoire.

10° Les étudiants qui séjournent dans l'un des Etats contractants, exclusivement pour y faire leurs études, ne sont pas assujettis par ledit Etat, à un impôt sur les subsides qu'ils reçoivent de leurs parents résidant dans l'autre Etat, pour autant que ces subsides constituent la fraction la plus importante des ressources qui leur sont nécessaires pour leur entretien et leurs études.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 juin mil neuf cent trente.

(L. S.) M. BORDUGE.

(L. S.) Gius. DE MICHELIS.

(L. S.) Gino BOLAFFI.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

AVENANT

A LA CONVENTION DU 16 JUIN 1930 ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE POUR ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET RÉGLER CERTAINES AUTRES QUESTIONS EN MATIÈRE FISCALE. SIGNÉ A ROME, LE 16 NOVEMBRE 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, désireux de compléter les dispositions de la Convention du 16 juin 1930 entre la France et l'Italie pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale, ont décidé de conclure un avenant à ladite convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Marcel BORDUGE, ancien conseiller d'Etat, directeur général hors cadres au Ministère des Finances ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence M. Giuseppe DE MICHELIS, ambassadeur, sénateur du Royaume ;
M. Gino BOLAFFI, directeur en chef de division au Ministère des Finances ;

(8) Regard being had to the law now in force in Italy, it is expressly stated that, under Article 12 of the Convention, taxpayers who have their fiscal domicile in French territory, and who, as such, are liable to personal taxation, shall not be liable to personal taxation in Italy in respect of the income derived from their property situated in Italian territory, if they have no domicile there.

(9) It is expressly stated that, for the purposes of Article 13 of the Convention, each State, after calculating the personal tax on the taxpayer's total income in accordance with its own scale, shall reduce the sum thus obtained to that proportionate to the period spent in its territory.

(10) Students residing in one of the Contracting States solely for the purpose of their studies shall not be taxed by such State on any allowances they may receive from their relations resident in the other State, provided that such allowances constitute the major portion of the funds necessary to them for their maintenance and studies.

Done at Rome, in duplicate, on June 16, one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) M. BORDUGE.

(L. S.) Gius. DE MICHELIS.

(L. S.) Gino BOLAFFI.

AGREEMENT

ADDITIONAL TO THE CONVENTION OF JUNE 16, 1930, BETWEEN FRANCE AND ITALY FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE SETTLEMENT OF CERTAIN FISCAL QUESTIONS. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 16, 1931.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of supplementing the provisions of the Convention of June 16, 1930, between France and Italy for the avoidance of double taxation and the settlement of other fiscal questions, have decided to conclude an Agreement additional to the said Convention, and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Marcel BORDUGE, former Councillor of State, unattached Director-General at the Ministry of Finance ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency M. Giuseppe DE MICHELIS, Ambassador, Senator of the Kingdom ;
M. Gino BOLAFFI, Director-in-Chief of Division at the Ministry of Finance ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus réciproquement des dispositions suivantes :

Article premier.

La convention susvisée du 16 juin 1930 est complétée par l'article suivant, qui prendra place après l'article II de la convention même, et qui portera le numéro II bis :

« Article II bis. — Les sociétés ayant leur siège social effectif en Italie qui possèdent en France un établissement stable et qui sont soumises à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers en vertu de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant, acquitteront cet impôt dans les conditions prévues par ces dispositions ; toutefois, le revenu taxé ne pourra excéder le montant des bénéfices réalisés en France, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages que la société aurait retirés indirectement de sa succursale ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen.

« Les sociétés ayant leur siège social effectif en Italie ne peuvent être soumises en France à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers à raison de leur participation dans une société dont le siège social effectif est en France ; mais les bénéfices distribués par la société française et passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières seront augmentés, le cas échéant, pour la perception de cet impôt, des bénéfices ou avantages que la société italienne aurait indirectement retirés de sa participation ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. »

Article 2.

Le présent avenant sera ratifié et entrera en vigueur en même temps que la Convention du 16 juin 1930, dont il suivra le sort.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent avenant et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, en double exemplaire, le seize novembre mil neuf cent trente et un.

(L. S.) Marcel BORDUGE.

(L. S.) Gius. DE MICHELIS.

(L. S.) Gino BOLAFFI.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The above-mentioned Convention of June 16, 1930, shall be supplemented by the following Article, which shall be inserted after Article II of the Convention itself and shall be numbered II (a) :

“ *Article II (a).* — Companies which actually have their head offices in Italy and which have a permanent establishment in France and are subject to income tax (*impôt sur le revenu des capitaux mobiliers*) under the Law of June 29, 1872, and the Decree of December 6 following, shall pay such tax subject to the conditions laid down in these provisions ; nevertheless, the taxed income may not exceed the amount of the profits made in France, including any profits or advantages which the company may have derived indirectly from its branch or which may have been allotted or accorded to third parties either through an increase or decrease in the purchase or sale prices or by any other means.

“ Companies which actually have their head offices in Italy may not be made subject in France to the income tax (*impôt sur le revenu des capitaux mobiliers*) by reason of their participation in a company whose head offices are actually in France ; but the profits distributed by the French company and liable to income tax, shall, if necessary, be increased, for the purpose of the collection of that tax, by any profits or advantages which the Italian company may have derived indirectly from its participation or which may have been allotted or accorded to third parties, either through an increase or decrease in the purchase or sale prices or by any other means. ”

Article 2.

The present Additional Agreement shall be ratified and shall come into force at the same time as the Convention of June 16, 1930, and shall share the fate of the latter.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Additional Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Rome, in duplicate, the sixteenth day of November, one thousand nine hundred and thirty-one.

(L. S.) Marcel BORDUGE.

(L. S.) Gius. DE MICHELIS.

(L. S.) Gino BOLAFFI.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature du présent avenant conclu ce jour entre la France et l'Italie pour compléter la Convention du 16 juin 1930 relative aux doubles impositions, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration concordante suivante, qui formera partie intégrante de ladite convention :

« Il est entendu que pour l'application de l'article 6 de la Convention du 16 juin 1930, les revenus visés aux articles 4 et 5 et provenant de l'un des Etats ne seront pas compris dans les bénéfices passibles, dans l'autre Etat, soit de l'impôt sur la richesse mobilière, soit de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. »

Fait à Rome, en double exemplaire, le seize novembre mil neuf cent trente et un.

(L. S.) M. BORDUGE.

(L. S.) Gius. DE MICHELIS.

(L. S.) Gino BOLAFFI.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

PROTOCOL.

At the moment of signing the present Additional Agreement, concluded on this day's date between France and Italy to supplement the Convention of June 16, 1930, relating to double taxation, the undersigned Plenipotentiaries made the following declaration, which shall form an integral part of the said Convention :

It is understood that, for the purposes of Article 6 of the Convention of June 16, 1930, the income referred to in Articles 4 and 5 and derived from one of the States shall not be included in the profits subject in the other State, either to income tax (*impôt sur la richesse mobilière*) or to the tax on industrial and commercial profits.

Done at Rome, in duplicate, on the sixteenth day of November, one thousand nine hundred and thirty-one.

(L. S.) M. BORDUGE.

(L. S.) Gius. DE MICHELIS.

(L. S.) GINO BOLAFFI.

N° 3324.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET POLOGNE**

Avenant au Traité de commerce du
30 décembre 1922, avec annexes.
Signés à Bruxelles, le 10 juin 1933.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND POLAND**

Supplementary Agreement to the
Commercial Treaty of December
30, 1922, and Annexes. Signed
at Brussels, June 10, 1933.

N° 3324. — AVENANT AU TRAITÉ DE COMMERCE DU 30 DÉCEMBRE 1922 ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA POLOGNE. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 10 JUIN 1933.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 6 janvier 1934.

Article premier.

La Pologne appliquera aux produits originaires et en provenance de l'Union énumérés à la liste A le régime douanier indiqué à ladite liste.

Article 2.

L'Union appliquera aux produits originaires et en provenance du territoire douanier polonais énumérés à la liste B le régime douanier indiqué à ladite liste.

Article 3.

Si l'Union économique belgo-luxembourgeoise ou la Pologne était amenée à établir des droits ou à augmenter un ou plusieurs des droits sur les produits indiqués respectivement aux listes A et B, elle en aviserait l'autre Partie contractante au moins quinze jours avant de procéder à ladite augmentation.

Celle-ci serait fondée dans ce cas à demander l'ouverture de négociations en vue de rétablir l'équilibre des concessions mutuelles qui forment la base du présent arrangement et pourrait, si ces négociations n'aboutissaient pas à un accord, rétablir l'équilibre par voie autonome.

Article 4.

Le présent avenant est conclu pour un an. Il entrera en vigueur le 11 octobre 1933. A partir du 11 octobre 1934, il suivra le sort du Traité de Commerce¹ du 30 décembre 1922.

Fait à Bruxelles, le 10 juin 1933.

(Signé) JACKOWSKI.

(Signé) HYMANS.

¹ Volume XXI, page 183, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3324. — SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THE COMMERCIAL TREATY OF DECEMBER 30, 1922, BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND POLAND. SIGNED AT BRUSSELS, JUNE 10, 1933.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Supplementary Agreement took place January 6, 1934.

Article 1.

Poland shall apply to articles having their origin or provenance in the Union and enumerated in List A the Customs duties specified therein.

Article 2.

The Union shall apply to articles having their origin and provenance in Polish Customs territory and enumerated in List B the Customs duties specified therein.

Article 3.

Should the Belgian-Luxemburg Economic Union or Poland have reason to impose duties or increase one or more of the duties on products enumerated in Lists A and B respectively, it shall notify the other Contracting Party at least fifteen days before the aforesaid increase becomes effective.

The other High Contracting Party shall then be entitled to ask that negotiations be opened to restore the balance of the reciprocal concessions forming the basis of the present Agreement and, if such negotiations remain without effect, to restore the balance by autonomous action.

Article 4.

The present Supplementary Agreement is concluded for one year. It shall enter into force on October 11, 1933. From October 11, 1934, onwards its future shall be determined by that of the Commercial Treaty² of December 30, 1922.

Done at Brussels, June 10, 1933.

(Signed) JACKOWSKI.

(Signed) HYMANS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Volume XXI, page 183, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LISTE A.

		Base	Droit Zl.
Ex. 32	Amidon non dénommé ailleurs, en emballage :		
	1. Au-dessus de 2 kg.	100 kg.	65
Ex. 50	Chicorée de Bruxelles (<i>witloof</i>)	100 kg.	15
83	Plantes vivantes :		
	1. A racines en mottes :		
	a) Tous conifères ; lauriers	100 kg.	30
	b) Autres, sans fleurs ni boutons ouverts, importés durant la période :		
	I. Du 1 ^{er} juin au 30 novembre	<i>Id.</i>	40
	II. Du 1 ^{er} décembre au 31 mai	<i>Id.</i>	160
	c) En fleurs ou avec des boutons ouverts	<i>Id.</i>	450
	2. Plantes à racines nues, même si leurs racines sont enduites de glaises :		
	a) Arbres et arbustes fruitiers	<i>Id.</i>	75
	b) Rosiers	<i>Id.</i>	200
	c) Tous arbres, arbustes et autres plantes, les dénommés ailleurs exceptés	<i>Id.</i>	100
85	Oignons, rhizomes, racines, bulbes de plantes d'ornement, non forcés, en emballage :		
	1. Au-dessus de 5 kg.	100 kg.	120
	2. 5 kg. ou moins	<i>Id.</i>	240
Ex. 284	Levures :		
	2. Autres :		
	a) Comprimées	100 kg.	110
Ex. 469	2. Colles d'os, de peaux et d'autres déchets d'animaux	100 kg.	40
Ex. 477	<i>Remarque</i> : Les scories Thomas, Martin et similaires impor- tées par les ports du territoire douanier polonais		exemptes
Ex. 506	Peaux obtenues par tannage minéral, les dénommées ailleurs exceptées, colorées :		
	Ex. 1. Entières, demi-peaux, pesant, par peau entière :		
	b) 1. 2 kg. ou moins	100 kg.	1.400
Ex. 546	Ouvrages en peau tannée ou brute, etc. :		
	Ex. 2. Chasse-fouets et lanières de continus	100 kg.	565
	Ex. 4. Manchons de continus	100 kg.	700
Ex. 547	Cordes en cuir tordues	100 kg.	800
Ex. 548	Courroies de transmission et de transport, finies	100 kg.	700
549	Lanières pour joindre les courroies	100 kg.	600
551	Bandes finies pour chapeaux	100 kg.	600
	<i>Note ad 551</i> : Les bandes finies pour casquettes rentrent sous cette position.		
Ex. 589	Ex. 1. b). <i>Remarque</i> 1. La laine lavée, importée par les ports du territoire douanier polonais		exempte
Ex. 814	Parchemin végétal :		
	1. Non teint	100 kg.	100
Ex. 822	Carton, papier, carton-bristol, le tout sensibilisé, même collé sur tissus ; tissus sensibilisés :		
	1. Pour la photographie	100 kg.	600

LIST A.

		Basis	Duty Zl.
Ex. 32	Starch not specified elsewhere, in packages :		
	1. Exceeding 2 kg.	100 kg.	65
Ex. 50	Brussels chicory (<i>willoof</i>)	100 kg.	15
83	Live plants :		
	1. With clodded roots :		
	(a) All conifers ; bay trees	100 kg.	30
	(b) Others, not in flower or with open buds, imported during the period :		
	I. June 1-November 30	100 kg.	40
	II. December 1-May 31	100 kg.	160
	(c) In flower or with open buds	100 kg.	450
	2. Plants with uncovered roots even when the latter are coated with clay :		
	(a) Fruit trees and shrubs	100 kg.	75
	(b) Rose trees	100 kg.	200
	(c) All trees, shrubs and other plants save those specified elsewhere	100 kg.	100
85	Bulbs, rhizomes, roots, bulbs of ornamental plants, not forced, packed :		
	1. Exceeding 5 kg.	100 kg.	120
	2. 5 kg. or under.	100 kg.	240
Ex. 284	Yeast :		
	2. Others :		
	(a) Compressed	100 kg.	110
Ex. 469	2. Glue obtained from bones, hides and animal waste.	100 kg.	40
Ex. 477	<i>Remark</i> : Thomas, Martin and similar slags imported through the ports of the Polish Customs territory		exempt
Ex. 506	Hides obtained by mineral tanning, except those specified elsewhere, coloured :		
	Ex. 1. Whole or half hides weighed hide by hide :		
	(b) 1. 2 kg. or under	100 kg.	1,400
Ex. 546	Articles of tanned or raw hide, etc. :		
	Ex. 2. Whips and straps for water-frames	100 kg.	565
	Ex. 4. Sleeves for water-frames	100 kg.	700
Ex. 547	Ropes of twisted leather	100 kg.	800
Ex. 548	Finished transmission and conveyor belts	100 kg.	700
549	Straps for joining belts	100 kg.	600
551	Finished bands for hats	100 kg.	600
	<i>Note ad</i> 551 : This item includes finished bands for caps.		
Ex. 589	Ex. 1. (b) :		
	<i>Remark</i> : 1. Washed wool imported through the ports of the Polish Customs territory		exempt
Ex. 814	Vegetable parchment :		
	1. Undyed	100 kg.	100
Ex. 822	Cardboard, paper, bristol-board, entirely sensitised, whether or not gummed to fabrics ; sensitised fabrics :		
	1. For photography	100 kg.	600

		Base	Droit Zl.
Ex. 825	Carton, papier, carton- <i>bristol</i> , imprégnés, enduits de :		
	5. Autres produits chimiques, les dénommés ailleurs exceptés	100 kg.	156
915	Verres à glaces taillés, polis ainsi que matés, au-dessus de 5 millimètres d'épaisseur, d'une superficie :		
	1. De 1.000 cm ² et moins	100 kg.	30
	2. Au-dessus de 1.000 jusqu'à 4.000 cm ²	<i>Id.</i>	50
	3. Au-dessus de 4.000 jusqu'à 10.000 cm ²	<i>Id.</i>	85
	4. Au-dessus de 10.000 jusqu'à 20.000 cm ²	<i>Id.</i>	110
	5. Au-dessus de 20.000 jusqu'à 40.000 cm ²	<i>Id.</i>	150
	6. Au-dessus de 40.000 jusqu'à 70.000 cm ²	<i>Id.</i>	185
	7. Au-dessus de 70.000 cm ²	<i>Id.</i>	215
948	Fils coupés pour la soudure, recouverts d'une couche de produits chimiques	100 kg.	114
Ex. 1168	Appareils et accessoires photographiques, cinématographiques et diaprojectifs :		
	Ex. 7. Ex. b) Pellicules photographiques :		
	1. Non impressionnées	100 kg.	1.000
	d) Films cinématographiques non impressionnés	<i>Id.</i>	550
Ex. 1186	Armes à feu et leurs parties, les dénommés ailleurs exceptés :		
	3. Fusils de chasse	100 kg.	800

(Signé) JACKOWSKI.

(Signé) HYMANS.

LISTE B

		Base	Droit Fr.
Ex. 1	Animaux vivants désignés ci-après :		
	Ex. f) Espèce chevaline :		
	2. Autres :		
	A. De plus de 1 m. 25 de taille au garrot	tête	345,—
	B. De 1 m. 25 et moins de taille au garrot	tête	172,50
	3. Chevaux destinés à l'abatage	100 kg. (poids vif)	32,20
9	Beurre frais ou salé	100 kg.	161,—
Ex. 51	Grains, même torréfiés :		
	a) Avoine	100 kg. (poids brut)	24,15
	c) Seigle		exempt
	f) Orge et escourgeon		exempt
Ex. 72	Légumes secs :		
	Ex. a) A cosse :		
	1. Pois		exempt

		Basis	Duty Zl.
Ex. 825	Cardboard, paper, bristol-board, impregnated, coated with : 5. Other chemical products, except those specified elsewhere	100 kg.	156
915	Mirror glass, cut, polished and dulled, more than 5 mm. thick with a surface of : 1. 1,000 sq. cm. and under 2. Over 1,000 and up to 4,000 sq. cm. 3. Over 4,000 and up to 10,000 sq. cm. 4. Over 10,000 and up to 20,000 sq. cm. 5. Over 20,000 and up to 40,000 sq. cm. 6. Over 40,000 and up to 70,000 sq. cm. 7. Over 70,000 sq. cm.	100 kg. 100 kg. 100 kg. 100 kg. 100 kg. 100 kg. 100 kg.	30 50 85 110 150 185 215
948	Wire cut into lengths for soldering, coated with chemicals	100 kg.	114
Ex. 1168	Photographic, cinematographic and diaprojective apparatus and accessories : Ex. 7. Ex. (b) Photographic films : 1. Not exposed (d) Cinematograph films, not exposed	100 kg. 100 kg.	1,000 550
Ex. 1186	Fire-arms and their parts, except those specified elsewhere : 3. Sporting rifles	100 kg.	800

(Signed) JACKOWSKI.

(Signed) HYMANS.

LIST B.

		Basis	Duty Fr.
Ex. 1	Live animals as follows : Ex. (f) Horses : 2. Others : A. More than 1 m. 25 in height at the withers . . . B. Less than 1 m. 25 in height at the withers . . . 3. Horses for slaughter	per head per head 100 kg.	345.— 172.50 32.20
Ex. 9	Butter, fresh or salt	(live weight) 100 kg.	161.—
Ex. 51	Grain, roasted or not : (a) Oats (c) Rye (f) Barley and winter barley	100 kg. (gross weight)	24.15 exempt exempt
Ex. 72	Dried vegetables : Ex. (a) Podded : 1. Peas		exempt

		Base	Droit Fr.
Ex. 210	Saucisses, saucissons, cervelas, boudins et similaires, de viande de toute espèce autre que le foie ¹ :		
	b) Autres	100 kg.	230,—
212	Viandes non dénommées, simplement cuites, fumées ou salées, importées autrement qu'en boîtes, terrines, croûtes ou autres emballages de ce genre ¹ :		
	a) De porc :		
	1. Lard simplement salé		exempt
	2. Autres	100 kg.	120,75
	b) Non spécialement tarifées	100 kg.	120,75
Ex. 611	Vêtements pour hommes, non dénommés ni compris ailleurs :		
	b) Autres	valeur	23 %
633	Bois de construction et d'ébénisterie, en grume ou non sciés dans le sens de la longueur, avec ou sans écorce, mais non équarris	mètre cube	9,20
634	Bois de mines, perches, échelas, baliveaux, étançons et autres bois, non sciés, avec ou sans écorce, ayant moins de 75 centimètres de circonférence au gros bout	mètre cube	5,—
638	Bois sciés, non dénommés ailleurs :		
	a) Poutres et poutrelles sciées, d'une épaisseur de 15 centimètres et plus, y compris les bois équarris à la hache, de toutes épaisseurs :		
	1. En bois de chêne, de frêne et de noyer	mètre cube	30,—
	2. Autres	mètre cube	34,50
	b) Autres :		
	1. En bois de chêne, de frêne et de noyer	mètre cube	35,—
	2. Non dénommés	mètre cube	40,25
639	Billes et traverses pour voies ferrées, même percées de trous :		
	a) Créosotées	mètre cube	23,—
	b) Non créosotées	mètre cube	12,—
645	Merrains (bois fendus ou ébauchés, non sciés, destinés exclusivement à la tonnellerie et aux emballages) ; bois dégrossis à la hache, pour moyeux, jantes et usages analogues	100 kg.	3,60
649	Feuilles de placage superposées et collées ; feuilles de placage appliquées sur un autre bois :		
	a) Brutes :		
	1. En bouleau et aulne	100 kg. (poids brut)	31,05
	2. En peuplier, pitchpin, platane, sapin et tremble	100 kg. (poids brut)	69,—
	3. En toutes autres essences	100 kg. (poids brut)	103,50
	b) Polies, laquées, teintes ou recouvertes d'un enduit	100 kg.	138,—
	c) Marquetées ou avec incrustations ou ornements estampés	100 kg.	207,—
Ex. 1155	Chaussures en caoutchouc ² :		
	Ex. b) Autres :		
	1. Chaussures dites « bains de mer »	100 kg.	460,—

(Signé) JACKOWSKI.

(Signé) HYMANS.

¹ L'importation des viandes conservées ou préparées provenant de chevaux, ânes, mulets et bardots est prohibée.

² A l'exclusion des chaussures avec semelles en caoutchouc et dessus entièrement en étoffe ou en cuir, avec semelles cousues, clouées ou collées.

		Basis	Duty Fr.
Ex. 210	Sausages, saveloys, puddings and the like, of any meat other than liver ¹ :		
	(b) Others	100 kg.	230.—
212	Meat not specially mentioned, merely cooked, smoked or salted, imported otherwise than in tins, jars, crusts or other similar packing ¹ :		
	(a) Of pig:		
	1. Bacon, merely salted		exempt
	2. Others	100 kg.	120.75
	(b) Not specially mentioned in the tariff	100 kg.	120.75
Ex. 611	Clothing for men, not elsewhere specified or included:		
	(b) Other	<i>ad valorem</i>	23 %.
633	Building or cabinetmakers' wood, not cleft or not sawn in lengths, with or without bark, but not squared	cubic metre	9.20
634	Pit wood, poles, props, staddles, stays and other wood, not sawn, with or without bark, less than 75 cm. in circumference at the larger end.	cubic metre	5.—
638	Wood, sawn, not elsewhere specified:		
	(a) Beams and small beams, sawn, 15 cm. or more thick, including wood squared with the axe, of whatever thickness:		
	1. In oak, ash or walnut	cubic metre	30.—
	2. Other	cubic metre	34.50
	(b) Other:		
	1. Of oak, ash or walnut	cubic metre	35.—
	2. Unspecified	cubic metre	40.25
639	Ties and sleepers for railways, even if bored:		
	(a) Creosoted	cubic metre	23.—
	(b) Not creosoted	cubic metre	12.—
645	Staff wood (wood split or rough hewn, not sawn, intended exclusively for the cooper's trade and packing); wood chipped by the axe for hubs, rims and similar uses	100 kg.	3.60
649	Plywood sheets, superimposed and glued; veneer sheets applied to other wood:		
	(a) Rough:		
	1. Of birch or alder	100 kg. (gross weight)	31.05
	2. Of poplar, pitchpine, plane, fir and aspen	100 kg. (gross weight)	69.—
	3. Of all other woods	100 kg. (gross weight)	103.50
	(b) Polished, lacquered, stained or coated	100 kg.	138.—
	(c) With marquetry work or inlaid or ornamentally stamped	100 kg.	207.—
Ex. 1155	Footwear of rubber ² :		
	Ex. (b) Other:		
	1. Sea-bathing shoes (<i>chaussures « bains de mer »</i>)	100 kg.	460.—

(Signed) JACKOWSKI.

(Signed) HYMANS.

¹ The importation of preserved or prepared horse, ass or mule meat is prohibited.² Excluding footwear with rubber soles or uppers made entirely of stuff or leather, with sewn, nailed or gummed soles.

N° 3325.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CHILI

Echange de notes comportant un
modus vivendi commercial. Santiago,
le 28 septembre 1931.

UNITED STATES OF AMERICA
AND CHILE

Exchange of Notes constituting a
Commercial *modus vivendi*. Santiago,
September 28, 1931.

No. 3325. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE CHILIAN GOVERNMENT CONSTITUTING A COMMERCIAL "MODUS VIVENDI". SANTIAGO, SEPTEMBER 28, 1931.

Nº 3325. — CANJE DE NOTAS ENTRE EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y EL GOBIERNO DE CHILE RELATIVO A LA CONCLUSION DE UN « MODUS-VIVENDI » COMMERCIAL. SANTIAGO, 28 DE SEPTIEMBRE DE 1931.

Spanish official text communicated by the Head of the Permanent Office of Chile accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place January 8, 1934. This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, February 4, 1932.

Texte officiel espagnol communiqué par le chef du Bureau permanent du Chili auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 janvier 1934. Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le «Department of State» du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 4 février 1932.

I.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

No. 693.

SANTIAGO, CHILE, *September 28, 1931.*

EXCELLENCY,

I have the honor to confirm to Your Excellency the terms of the provisional commercial agreement which our respective Governments have agreed to establish while a definite treaty is being studied. They are :

(1) The United States of America will extend to the commerce of Chile the same advantages which it gives to any other State, except the special treatment which the United States accords to its territories and possessions, to Cuba and to the Panama Canal Zone. These advantages will include the customs duties and other fiscal imposts as well as import licences and measures of customs restrictions.

(2) The Republic of Chile will concede to the commerce of the United States the treatment which it applies to the most-favored-nation and will give it, from May 22nd last, the reduced tariffs which are applied to merchandise produced in France by virtue of the *modus vivendi*² signed on that date.

¹ The English official text of this Note was extracted from the *Executive Agreement Series* No. 26, 1932, of the Government of the United States of America.

² Volume CXXIV, page 31, of this Series.

¹ Le texte officiel anglais de cette note a été extrait du *Executive Agreement Series* Nº 26, 1932, du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

² Volume CXXIV, page 31, de ce recueil.

(3) This provisional arrangement will last while the above-mentioned *modus vivendi* remains in force, without prejudice to either of the Parties terminating it by expressing its desire to do so fifteen days in advance.

In reply I have the honor to advise Your Excellency that the Government of the United States of America accepts the foregoing conditions and will be disposed to enter into negotiations for the purpose of concluding a new commercial treaty to replace the former one.

I avail myself of this opportunity to reiterate to Your Excellency the assurance of my highest and most distinguished consideration.

W. S. CULBERTSON.

His Excellency,
Señor don Luis Izquierdo,
Minister for Foreign Affairs,
Santiago.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

II.

MINISTERIO
DE
RELACIONES EXTERIORES.
Nº 8457.

MINISTRY
OF FOREIGN RELATIONS.
No. 8457.

SANTIAGO, 28 de Septiembre de 1931.

SANTIAGO, September 28, 1931.

SEÑOR EMBAJADOR :

MR. AMBASSADOR :

He recibido la nota, fechada hoy, en que V. E. conforme a las instrucciones de su Gobierno, confirma los términos del arreglo provisional de comercio que desea celebrar con el Gobierno de la República, mientras se estudia un Tratado definitivo, a saber :

I have received the note, dated to-day, in which Your Excellency, in accordance with the instruction of your Government, confirms the terms of the provisional commercial Agreement which it wishes to conclude with the Government of the Republic, while a final treaty is being studied. They are :

1. Los Estados Unidos de América extenderán al comercio de Chile las mismas ventajas que otorgan a cualquier otro Estado, excepto el tratamiento especial que los Estados Unidos conceden a sus territorios y sus posesiones, a Cuba y a la zona del Canal de Panamá. Estas ventajas comprenderán tanto los derechos de aduana y otros impuestos fiscales, como las licencias de internación y medidas de restricción aduaneras ;

1. The United States of America will extend to the commerce of Chile the same advantages which it gives to any other State, except the special treatment which the United States accords to its territories and possessions, to Cuba and to the Panama Canal Zone. These advantages will include the Customs duties and other fiscal imposts as well as import licences and Customs restriction measures.

¹ Traduction extraite du *Executive Agreement Series* Nº 26, 1932, du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Translation extracted from the *Executive Agreement Series*, No. 26, 1932, of the Government of the United States of America.

2. La República de Chile concederá al comercio de los Estados Unidos el tratamiento que aplica a la nación más favorecida, y le otorgará, a contar desde el 22 de Mayo último, las tarifas reducidas que se aplican a las mercaderías producidas en Francia, en virtud del *modus vivendi* suscrito en esa fecha ;

3. El arreglo provisorio a que se hace referencia, durará mientras esté vigente el *modus vivendi* citado, sin perjuicio de que cualquiera de las Partes pueda ponerle término, manifestando su voluntad con 15 días de anticipación.

En respuesta, tengo el honor de expresar a V. E. que el Gobierno de Chile acepta las condiciones anteriores y que estará dispuesto a entrar en negociaciones para celebrar un nuevo Tratado de Comercio, en reemplazo del anterior, tan pronto como lo permita la situación interna del país.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(Fdo.) L. IZQUIERDO.

Excmo.

Señor William S. Culbertson,
Embajador Extraordinario
y Plenipotenciario
de Estados Unidos.

Es copia conforme :

Guniantugara,
Sub-Secretario del Ministerio
de Relaciones exteriores.

2. The Republic of Chile will concede to the commerce of the United States the treatment which it applies to the most-favored nation and will give it, from May 22 last, the reduced tariffs which are applied to merchandise produced in France by virtue of the *modus vivendi* signed on that date.

3. The provisional Arrangement referred to will last while the above-mentioned *modus vivendi* remains in force, without prejudice to either of the Parties terminating it by expressing its desire to do so 15 days in advance.

In reply, I have the honor to advise Your Excellency that the Government of Chile accepts the foregoing conditions and will be disposed to enter into negotiations with the object of concluding a new treaty of commerce, to replace the former one, as soon as the domestic situation of the country permits.

I avail myself of the opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest and most distinguished consideration.

(Signed) L. IZQUIERDO.

His Excellency

Mr. William S. Culbertson,
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary
of the United States.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3325. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT CHILIEN COMPORTANT UN « MODUS VIVENDI » COMMERCIAL. SANTIAGO, LE 28 SEPTEMBRE 1931.

I.

AMBASSADE
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N^o 693.

SANTIAGO (CHILI), le 28 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence les termes de l'accord commercial provisoire que nos gouvernements respectifs ont décidé d'établir en attendant la conclusion d'un traité définitif actuellement à l'étude. Ces termes sont les suivants :

1^o Les Etats-Unis d'Amérique feront bénéficier le commerce du Chili de tous les avantages qu'ils accordent à un autre Etat quelconque, exception faite du traitement spécial que les Etats-Unis accordent à leurs territoires et possessions, à Cuba et à la zone du Canal de Panama. Ces avantages porteront tant sur les droits de douane et autres impositions fiscales que sur les licences d'importation et les mesures de restrictions douanières.

2^o La République du Chili accordera au commerce des Etats-Unis le traitement qu'elle applique à la nation la plus favorisée et le fera bénéficier, à compter du 22 mai dernier, des tarifs réduits qui sont appliqués aux marchandises produites en France en vertu du *modus vivendi* signé à cette date.

3^o Cet arrangement provisoire durera tant que le *modus vivendi* susmentionné restera en vigueur, sans préjudice du fait que l'une ou l'autre des Parties pourra notifier son intention d'y mettre fin par un préavis de quinze jours.

En réponse, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique accepte les conditions qui précèdent et sera disposé à entamer des négociations en vue de conclure un nouveau traité de commerce destiné à remplacer l'ancien.

Je saisis, etc.

W. S. CULBERTSON.

Son Excellence,
M. Luis Izquierdo,
Ministre des Affaires étrangères,
Santiago.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 8457.

SANTIAGO, le 28 septembre 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai reçu la note en date de ce jour par laquelle Votre Excellence, d'ordre de son gouvernement, confirme les termes de l'accord commercial provisoire que celui-ci désire établir avec le Gouvernement de la République, en attendant la conclusion d'un traité définitif actuellement à l'étude. Ces termes sont les suivants :

1° Les Etats-Unis d'Amérique feront bénéficier le commerce du Chili de tous les avantages qu'ils accordent à un autre Etat quelconque, exception faite du traitement spécial que les Etats-Unis accordent à leurs territoires et possessions, à Cuba et à la zone du Canal de Panama. Ces avantages porteront tant sur les droits de douane et autres impositions fiscales que sur les licences d'importation et les mesures de restrictions douanières.

2° La République du Chili accordera au commerce des Etats-Unis le traitement qu'elle applique à la nation la plus favorisée et le fera bénéficier, à compter du 22 mai dernier, des tarifs réduits qui sont appliqués aux marchandises produites en France en vertu du *modus vivendi* signé à cette date.

3° Cet arrangement provisoire durera tant que le *modus vivendi* susmentionné restera en vigueur, sans préjudice du fait que l'une ou l'autre des Parties pourra notifier son intention d'y mettre fin par un préavis de quinze jours.

En réponse, j'ai l'honneur de faire savoir à votre Excellence que le Gouvernement du Chili accepte les conditions qui précèdent et qu'il sera disposé à entamer des négociations en vue de conclure un nouveau traité de commerce destiné à remplacer l'ancien, dès que le permettra la situation intérieure du pays.

Je saisis, etc.

(Signé) L. IZQUIERDO.

Son Excellence,
M. William S. Culbertson,
Ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
des Etats-Unis.

N° 3326.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SUÈDE**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la circulation des aéronefs civils de l'un des deux Etats au-dessus du territoire de l'autre. Washington, les 8 et 9 septembre 1933.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND SWEDEN**

Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Operation of Civil Aircraft of the One Country in the Territory of the Other Country. Washington, September 8 and 9, 1933.

No. 3326. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE SWEDISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN ARRANGEMENT CONCERNING THE OPERATION OF CIVIL AIRCRAFT OF THE ONE COUNTRY IN THE TERRITORY OF THE OTHER COUNTRY. WASHINGTON, SEPTEMBER 8 AND 9, 1933.

N^o 3326. — NOTEVÄXLING¹ MELLAN SVERIGES OCH AMERIKAS FÖRENTA STATERS REGERING-AR JÄMTE AVTAL ANGÅENDE FRAMFÖRANDE AV I DET ENA LANDET HEMMAHÖRANDE CIVILA LUFTFARTYGG INOM DET ANDRA LANDETS OM- RÅDE. WASHINGTON, DEN 8 OCH 9 SEPTEMBER 1933.

English and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 8, 1934.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, November 9, 1933.

Textes officiels anglais et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 janvier 1934.

Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 9 novembre 1933.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, September 8, 1933.

SIR,

Reference is made to the negotiations which have taken place between the Government of the United States of America and the Government of Sweden for the conclusion of a reciprocal air navigation arrangement between the United States of America and Sweden, governing the operation of civil aircraft of the one country in the other country.

It is my understanding that it has been agreed in the course of the negotiations, now terminated, that this arrangement shall be as follows :

ARRANGEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SWEDEN CONCERNING THE OPERATION OF CIVIL AIRCRAFT OF THE ONE COUNTRY IN THE TERRITORY OF THE OTHER COUNTRY.

Article I.

Pending the conclusion of a convention between the United States of America and Sweden on the subject of air navigation, the operation of civil aircraft of the one country in the other country shall be governed by the following provisions :

¹ Came into force October 9, 1933.

¹ Entré en vigueur le 9 octobre 1933.

Article 2.

The present arrangement shall apply to continental United States of America, exclusive of Alaska, and to Sweden, including the adjacent territorial waters of the two countries.

Article 3.

The term aircraft with reference to one or the other party to this arrangement shall be understood to mean civil aircraft, including state aircraft used exclusively for commercial purposes, duly registered in the territory of such party.

Article 4.

Each of the parties undertakes to grant liberty of passage above its territory in time of peace to the aircraft of the other party, provided that the conditions set forth in the present arrangement are observed.

It is, however, agreed that the establishment and operation of regular air routes by an air transport company of one of the parties within the territory of the other party or across the said territory, with or without intermediary landing, shall be subject to the prior consent of the other party given on the principle of reciprocity and at the request of the party whose nationality the air transport company possesses.

Each party to this arrangement agrees that its consent for operations over its territory by air transport companies of the other party may not be refused on unreasonable or arbitrary grounds. The consent may be made subject to special regulations relating to aerial safety and public order.

The parties to this arrangement agree that the period in which pilots may, while holding valid pilot licenses issued or rendered valid by either country, operate registered aircraft of that country in the other country for non-industrial or non-commercial purposes shall be limited to a period not exceeding six months from the time of entry for the purpose of operating aircraft, unless prior to the expiration of this period the pilots obtain from the Government of the country in which they are operating, pilot licenses authorizing them to operate aircraft for non-industrial or non-commercial purposes.

Article 5.

The aircraft of each of the parties to this arrangement, their crews and passengers, shall, while within the territory of the other party, be subject to the general legislation in force in that territory as well as the regulations in force therein relating to air traffic in general, to the transport of passengers and goods and to public safety and order in so far as these regulations apply to all foreign aircraft, their crews and passengers.

Each of the parties to this arrangement shall permit the import or export of all merchandise which may be legally imported or exported and also the carriage of passengers, subject to any customs, immigration and quarantine restrictions, into or from their respective territories in the aircraft of the other party, and such aircraft, their passengers and cargoes, shall enjoy the same privileges as and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than those which the aircraft of the country, imposing such duties or charges, engaged in international commerce, and their cargoes and passengers, or the aircraft of any foreign country likewise engaged, and their cargoes and passengers, enjoy or are subjected to.

Each of the parties to this arrangement may reserve to its own aircraft air commerce between any two points neither of which is in a foreign country. Nevertheless the aircraft of either party may proceed from any aerodrome in the territory of the other party which they are entitled to use to any other such aerodrome either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers, provided that

such cargoes are covered by through bills of lading, and such passengers hold through tickets, issued respectively for a journey whose starting place and destination both are not points between which air commerce has been duly so reserved, and such aircraft, while proceeding as aforesaid, from one aerodrome to another, shall, notwithstanding that such aerodromes are points between which air commerce has been duly reserved, enjoy all the privileges of this arrangement.

Article 6.

Each of the parties to this arrangement reserves the right to forbid flights over certain areas of its territory which are or may hereafter be designated as prohibited areas.

Each of the parties reserves the right under exceptional circumstances in time of peace and with immediate effect temporarily to limit or prohibit air traffic above its territory on condition that in this respect no distinction is made between the aircraft of the other party and the aircraft of any foreign country.

Article 7.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the Rules of the Air in force in the territory flown over and shall land as soon as possible at an aerodrome situated in such territory outside of but as near as possible to such prohibited area.

Article 8.

All aircraft shall carry clear and visible nationality and registration marks whereby they may be recognized during flight. In addition, they must bear the name and address of the owner.

All aircraft shall be provided with certificates of registration and of airworthiness and with all the other documents prescribed for air traffic in the territory in which they are registered.

The members of the crew who perform, in an aircraft, duties for which a special permit is required in the territory in which such aircraft is registered, shall be provided with all documents and in particular with the certificates and licenses prescribed by the regulations in force in such territory.

The other members of the crew shall carry documents showing their duties in the aircraft, their profession, identity and nationality.

The certificates of airworthiness, certificates of competency and licenses issued or rendered valid by one of the parties to this arrangement in respect of an aircraft registered in its territory or of the crew of such aircraft shall have the same validity in the territory of the other party as the corresponding documents issued or rendered valid by the latter.

Each of the parties reserves the right for the purpose of flight within its own territory to refuse to recognize certificates of competency and licenses issued to nationals of that party by the other party.

Article 9.

Aircraft of either of the parties to his arrangement may carry wireless apparatus in the territory of the other party only if a license to install and work such apparatus shall have been issued by the competent authorities of the party in whose territory the aircraft is registered. The use of such apparatus shall be in accordance with the regulations on the subject issued by the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating.

Such apparatus shall be used only by such members of the crew as are provided with a special license for the purpose issued by the Government of the territory in which the aircraft is registered.

The parties to this arrangement reserve respectively the right, or reasons of safety, to issue regulations relative to the obligatory equipment of aircraft with wireless apparatus.

Article 10.

No arms of war, explosives of war, or munitions of war shall be carried by aircraft of either party above the territory of the other party or by the crew or passengers, except by permission of the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating.

Article 11.

Upon the departure or landing of any aircraft each party may within its own territory and through its competent authorities search the aircraft of the other party and examine the certificates and other documents prescribed.

Article 12.

Aerodromes open to public air traffic in the territory of one of the parties to this arrangement shall in so far as they are under the control of the party in whose territory they are situated be open to all aircraft of the other party, which shall also be entitled to the assistance of the meteorological services, the wireless services, the lighting services and the day and night signalling services, in so far as the several classes of services are under the control of the party in whose territory they respectively are rendered. Any scale of charges made, namely, landing, accommodation or other charge, with respect to the aircraft of each party in the territory of the other party, shall in so far as such charges are under the control of the party in whose territory they are made be the same for the aircraft of both parties.

Article 13.

All aircraft entering or leaving the territory of either of the parties to this arrangement shall land at or depart from an aerodrome open to public air traffic and classed as a customs aerodrome at which facilities exist for enforcement of immigration regulations and clearance of aircraft, and no intermediary landing shall be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, at which customs, immigration and clearance facilities have been arranged. The prohibition of any intermediary landing applies also in such cases.

In the event of a forced landing outside the aerodromes, referred to in the first paragraph of this article, the pilot of the aircraft, its crew and the passengers shall conform to the customs and immigration regulations in force in the territory in which the landing has been made.

Aircraft of each party to this arrangement are accorded the right to enter the territory of the other party subject to compliance with quarantine regulations in force therein.

The parties to this arrangement shall exchange lists of the aerodromes in their territories designated by them as ports of entry and departure.

Article 14.

Each of the parties to this arrangement reserves the right to require that all aircraft crossing the frontiers of its territory shall do so either between certain points, or close by an aviation customs office in that territory, at such altitude that signals can be received, even though there should be no landing of the aircraft. The contracting parties shall inform each other of the points where the respective frontiers thus may be crossed.

It is understood that neither of the courses mentioned in the preceding paragraph exempts aircraft crossing the frontiers of either party from the obligation of landing at a regular airport of entry, as stipulated in Article 13.

Article 15.

As ballast, only fine sand or water may be dropped from an aircraft.

Article 16.

No article or substance, other than ballast, may be unloaded or otherwise discharged in the course of flight unless special permission for such purpose shall have been given by the authorities of the territory in which such unloading or discharge takes place.

Article 17.

Whenever questions of nationality arise in carrying out the present arrangement, it is agreed that every aircraft shall be deemed to possess the nationality of the party in whose territory it is duly registered.

Article 18.

The parties to this arrangement shall communicate to each other the regulations relative to air traffic in force in their respective territories.

Article 19.

The present arrangement shall be subject to termination by either party upon sixty days' notice given to the other party or by the enactment by either party of legislation inconsistent therewith.

I shall be glad to have you inform me whether the text of the arrangement herein set forth is as agreed to by your Government. If so, it is suggested that it should be understood that the arrangement will become effective on October 9, 1933.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

Cordell HULL.

Baron Johan Beck-Friis,
Chargé d'Affaires *ad interim* of Sweden.

II.

LEGATION OF SWEDEN.

WASHINGTON, D.C., September 8, 1933.

SIR,

Reference is made to the negotiations which have taken place between the Government of Sweden and the Government of the United States of America for the conclusion of a reciprocal air navigation arrangement between Sweden and the United States of America, governing the operation of civil aircraft of the one country in the other country.

It is my understanding that it has been agreed in the course of the negotiations, now terminated, that this arrangement shall be as follows :

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

« AVTAL MELLAN SVERIGE OCH AMERIKAS FÖRENTA STATER ANGÅENDE FRAMFÖRANDE AV I DET ENA LANDET HEMMAHÖRANDE CIVILA LUFTFARTYIG INOM DET ANDRA LANDETS OMRÅDE.

Artikel 1.

I avbidan på avslutandet av en luftfartskonvention mellan Sverige och Amerikas Förenta Stater, skall framförandet av i det ena landet hemmahörande civila luftfartyg inom det andra landets område regleras av följande bestämmelser.

Artikel 2.

Detta avtal gäller för Sverige och Amerikas Förenta Staters fastlandsområde, med undantag av Alaska, samt för de två ländernas angränsande territorialvatten.

Artikel 3.

Med luftfartyg förstås i detta avtal, i vad angår båda de fördragsslutande parterna, varje inom något av de fördragsslutande parternas områden i behörig ordning registrerat civilt luftfartyg, däri inbegripet staten tillhöriga luftfartyg, som uteslutande användas i kommersiellt syfte.

Artikel 4.

Envar av de fördragsslutande parterna förpliktar sig att i fredstid medgiva fri passage över sitt område för den andra partens luftfartyg, under förutsättning att i denna överenskommelse stadgade villkor iakttagas.

Det är emellertid överenskommet att upprättande och drivande av regelbunden luftfartsled av lufttransportbolag tillhörande en av parterna inom den andra partens område eller över detta område med eller utan mellanlandning skall vara underkastat föregående samtycke av den andra parten. Detta samtycke skall givas enligt ömsesidighetsprincipen och på begäran av den part, vars nationalitet lufttransportbolaget äger.

Envar av de fördragsslutande parterna förpliktar sig att dess tillstånd till lufttrafik över dess område, bedriven av lufttransportbolag tillhörande den andra parten, icke skall vägras av obilliga eller godtyckliga skäl. Tillståndet må givas under förbehåll för särskilda bestämmelser avseende luftfartens säkerhet och allmän ordning.

De fördragsslutande parterna medgiva att den tid, under vilken förare, som innehar giltigt förarcertifikat utfärdat eller förklarat giltigt i någotdera landet, må framföra i detta land registrerat luftfartyg inom det andra landet för icke industriellt eller icke kommersiellt ändamål, skall begränsas till en period icke överstigande sex månader från det föraren inkommit i vederbörande land i ändamål att föra luftfartyg, med mindre föraren före utgången av denna period av regeringen i det land, i vilket han är verksam, erhållit certifikat, som berättigar honom att föra luftfartyg för icke industriellt eller icke kommersiellt ändamål.

Artikel 5.

Luftfartyg tillhörande någon av de fördragsslutande parterna samt dessa luftfartygs besättningar och passagerare skola, medan luftfartyget befinner sig inom den andra partens område, vara underkastade den allmänna lagstiftning, som är i kraft inom detta område, liksom därstädes i kraft varande bestämmelser beträffande lufttrafik i allmänhet, beträffande befordran av passagerare och gods samt beträffande allmän säkerhet och ordning, i den mån dessa bestämmelser gälla för alla främmande luftfartyg samt deras besättningar och passagerare.

Envar av de fördragsslutande staterna skall tillåta att med den andra partens luftfartyg till och från parternas respektive områden dels importeras och exporteras alla varor, som lagligen må importeras och exporteras, dels befordras passagerare, allt dock i den mån tull-, immigrations- och karantänsbestämmelser så medgiva. Sådana luftfartyg, deras passagerare och last skola komma i åtnjutande av samma förmåner som och skola icke påläggas andra eller högre avgifter eller pålagor än dem, som gälla för i internationell lufttrafik använda luftfartyg tillhörande det land, som pålägger nämnda avgifter och pålagor, eller dessa luftfartygs laster och passagerare eller på liknande sätt använda luftfartyg, tillhöriga någon främmande nation och dessa luftfartygs laster och passagerare.

Envar av de fördragsslutande parterna har rätt att förbehålla sina egna luftfartyg handelsluftfart mellan två punkter, av vilka ingendera är belägen i ett främmande land. Dock må luftfartyg, tillhörande en av parterna, framföras från en inom den andra partens område belägen flygplats, som den är berättigad att begagna, till en annan sådan flygplats vare sig i avsikt att urlasta hela eller en del av lasten eller att avlämna en eller flera passagerare eller att taga ombord hela eller en del av lasten eller en eller flera passagerare. Förutsättning för nämnda medgivande är emellertid, att sådan last är upptagen å genomgående fraktsedel och att sådana passagerare innehava genomgående biljetter, utställda för en resa, vars såväl avgångs- som adresstation icke äro belägna å ställen, mellan vilka luftfart i behörig ordning förbehållits det egna landets luftfartyg. Luftfartyg, vilket, såsom förut sagts, framföres från en flygplats till en annan, skall åtnjuta alla de förmåner, som stadgas i detta avtal, oaktat flygplatserna äro belägna å orter, mellan vilka luftfart i behörig ordning förbehållits det egna landets luftfartyg.

Artikel 6.

Envar av de fördragsslutande parterna förbehåller sig rätt att förbjuda luftfart över vissa områden av dess territorium, vilka äro eller hädanefter må bliva betecknade som förbjudna områden.

Envar av de fördragsslutande parterna förbehåller sig rätt att, till följd av undantagsvis föreliggande omständigheter, i fredstid, med omedelbar verkan temporärt inskränka eller förbjuda luftfart över dess territorium under villkor att i förevarande hänseende ingen skillnad göres mellan luftfartyg tillhörande den andra parten och luftfartyg tillhörande annan främmande stat.

Artikel 7.

Varje luftfartyg, som finner sig hava inkommit över ett förbjudet område, skall, så snart det blir varse detta, giva den nödsignal, som är föreskriven i de luftfartsbestämmelser, som äro gällande inom det territorium, som överflyges, och skall landa så snart som möjligt å en flygplats belägen inom detta territorium utanför, men så nära som möjligt, det förbjudna området.

Artikel 8.

Alla luftfartyg skola föra tydliga och synliga nationalitets- och registreringsmärken, genom vilka de skola kunna igenkännas under luftfärden. Dessutom skola å desamma ägarens namn och adress vara anbragta.

Å alla luftfartyg skola medföras registrerings- och luftvärdighetsbevis samt alla de övriga handlingar, som äro föreskrivna för lufttrafik inom det område, varest luftfartygen äro registrerade.

Medlemmar av besättningen, som ombord å luftfartyg fullgöra åligganden, för vilka särskilt tillstånd fordras inom det område, varest sådant luftfartyg är registrerat, skola vara försedda med alla de handlingar och särskilt med de certifikat och tillståndsbevis, som föreskrivas genom bestämmelser, som äro gällande inom ifrågavarande område.

Övriga medlemmar av besättningen skola innehåva handlingar, utvisande deras åligganden ombord å luftfartyget samt deras yrke, identitet och nationalitet.

Luftvärdighetsbevis, behörighetscertifikat och tillståndsbevis, som utfärdats eller förklarats giltiga av en av de kontraherande parterna beträffande luftfartyg, registrerat inom dess område, eller beträffande besättningen å sådant luftfartyg, skola hava samma giltighet inom den andra partens område som motsvarande handlingar, vilka utfärdats eller förklarats giltiga av den sistnämnda parten.

Envar av de fördragsslutande parterna förbehåller sig rätt att, i fråga om luftfart inom dess eget område, vägra att erkänna behörighetscertifikat och tillståndsbevis, som utfärdats för en av dess egna medborgare av den andra parten.

Artikel 9.

Luftfartyg tillhörande en av de fördragsslutande parterna äger medföra radioapparat inom den andra partens område endast om tillstånd till installerande och begagnande av dylik apparat meddelats av vederbörande myndighet i den stat, inom vars område luftfartyget är registrerat. Begagnande av sådana apparater skall ske i överensstämmelse med de bestämmelser i ämnet, som utfärdats av vederbörande myndigheter i det land, inom vars luftområde luftfartyget framföres.

Dylik apparat må endast brukas av sådana medlemmar av besättningen, som äro i besittning av särskilt för sådant ändamål av regeringen i det område, inom vilket luftfartyget är registrerat, utfärdat certifikat.

De fördragsslutande parterna förbehålla sig rätt, av säkerhetsskäl, var för sig utfärda bestämmelser beträffande skyldighet att förse luftfartyg med radioapparater.

Artikel 10.

Krigsvapen, explosiva varor eller krigsammunition få icke befordras å luftfartyg, tillhörigt endera parten, över den andra partens område eller av besättning eller passagerare, såvida icke tillstånd erhållits av vederbörande myndighet i det land, inom vars luftområde luftfartyget framföres.

Artikel 11.

Vid ett luftfartygs avgång eller landning må vardera parten inom sitt eget område och genom dess vederbörande myndigheter visitera den andra partens luftfartyg samt granska certifikat och andra föreskrivna handlingar.

Artikel 12.

Flygplats upplåten för allmän lufttrafik inom en av de fördragsslutande parternas område skall, i den mån den står under kontroll av den part, inom vilkens område den är belägen, vara öppen för alla den andra partens luftfartyg, vilka också skola vara berättigade att erhålla väderlekstjänst, radiotjänst, belysningstjänst samt signaltjänst såväl dag som natt, i den mån de olika slagen av tjänster äro under kontroll av den part, inom vilkens område de tillhandahållas. Varje taxa å avgifter för landning, hangarplats eller annat bistånd, som tillhandahållas den ena partens luftfartyg inom den andra partens område, skall, i den mån sådana avgifter äro under kontroll av den part, inom vilkens område de tillhandahållas, vara lika för båda parternas luftfartyg.

Artikel 13.

Luftfartyg, som ankommer till eller avgår från en av de fördragsslutande parternas område, skall landa å eller starta från en flygplats, upplåten för allmän lufttrafik och betecknad som tullflygplats och varest möjlighet finnes för fullgörande av bestämmelser för immigration och klarering av luftfartyg, och ingen mellanlandning må äga rum mellan gränsen och denna flygplats. I särskilda fall må vederbörande myndighet tillåta luftfartyg att landa å eller starta från annan flygplats, varest möjlighet till tullbehandling, immigration och klarering ordnats. Förbudet mot mellanlandning avser även sådana fall.

Har nödlandning ägt rum utanför flygplats, som omförmäles i första stycket av denna artikel, skola luftfartygets förare, dess besättning och passagerare ställa sig till efterrättelse de tull- och immigrationsbestämmelser, som gälla inom det område, varest landningen ägt rum.

Luftfartyg hemmahörande i en av de fördragsslutande staterna, skola hava rätt att inkomma å den andra partens område, under förutsättning att de ställa sig till efterrättelse därstädes gällande karantänsföreskrifter.

De fördragsslutande parterna skola till varandra överlämna förteckningar å de inom deras områden belägna flygplatser, vilka av dem utsetts till ankomst- och avgångsorter.

Artikel 14.

Envar av de fördragsslutande parterna förbehåller sig rätt att fordra, att alla luftfartyg, som överskrida gränserna för dess område, skola göra det antingen mellan vissa punkter eller i närheten av en tullflygplats inom dess område, på sådan höjd att signalering kan uppfattas, även om luftfartyget icke där landar. De kontraherande parterna skola underrätta varandra om de punkter, varest, i enlighet med vad sålunda bestämts, deras respektive gränser må passeras.

Det förutsättes, att ingen av de föreskrifter rörande inflygningsleder, vilka omförmälas i föregående stycke, befriar luftfartyg, som passerar endera partens gränser, från skyldighet att landa å flygplats, som, enligt bestämmelserna i artikel 13, är fastställd såsom inflygningsort.

Artikel 15.

Från luftfartyg i luften må ej utkastas annan ballast än fin sand eller vatten.

Artikel 16.

Under luftfärd må intet föremål eller ämne annat än ballast lossas eller på annat sätt avlastas utan att särskilt tillstånd härtill givits av myndighet inom det område, varest sådan lossning eller avlastning skall äga rum.

Artikel 17.

Då fråga angående nationalitet uppkommer vid tillämpningen av detta avtal, är det överenskommet, att varje luftfartyg skall anses hava det lands nationalitet, inom vars område det är i vederbörlig ordning registrerat.

Artikel 18.

De fördragsslutande parterna skola ömsesidigt meddela varandra de bestämmelser beträffande lufttrafik, som äro gällande inom deras respektive områden.

Artikel 19.

Detta avtal kan frånträdas av endera parten genom uppsägning sextio dagar i förväg hos den andra parten eller genom att endera parten antager en författning, som strider mot avtalet. »

I shall be glad to have Your Excellency inform me whether the text of the arrangement herein set forth is as agreed to by your Government. If so, it is suggested that it should be understood that the arrangement will become effective on October 9, 1933.

With renewed assurances of my highest consideration, I have the honour to remain, Sir, your most obedient servant,

Johan BECK-FRIIS.

The Honourable Cordell Hull,
Secretary of State,
etc., etc., etc.

III.

LEGATION OF SWEDEN.

WASHINGTON, D.C., *September 9, 1933.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's communication of September 8, 1933, and to state that the text given therein of the arrangement between Sweden and the United States of America, governing the operation of civil aircraft of the one country in the other country, meets with the approval of the Swedish Government. There is agreement to the effect that the arrangement shall become effective on October 9, 1933.

With renewed assurances of my highest consideration, I have the honour to remain, Sir, Your most obedient servant,

Johan BECK-FRIIS.

The Honourable Cordell Hull,
Secretary of State,
etc., etc., etc.

IV.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *September 9, 1933.*

SIR,

I have the honor to acknowledge receipt of your communication of September 8, 1933, and to state that the text given therein of the arrangement between the United States of America and Sweden, governing the operation of civil aircraft of the one country in the other country, meets with the approval of the Government of the United States. There is agreement to the effect that the arrangement shall become effective on October 9, 1933.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

Cordell HULL.

Baron Johan Beck-Friis,
Chargé d'Affaires *ad interim* of Sweden.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère Royal des Affaires étrangères,
le 2 janvier 1934.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION

N^o 3326. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA CIRCULATION DES AÉRONEFS CIVILS DE L'UN DES DEUX ÉTATS AU-DESSUS DU TERRITOIRE DE L'AUTRE. WASHINGTON, LES 8 ET 9 SEPTEMBRE 1933.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 8 septembre 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement suédois en vue de la conclusion, entre les Etats-Unis d'Amérique et la Suède, d'un arrangement de réciprocité relatif à la navigation aérienne, régissant la circulation, dans l'un des deux pays, des aéronefs civils de l'autre pays, je considère qu'il a été convenu, au cours de ces négociations maintenant terminées, que l'arrangement en question serait ainsi conçu :

ARRANGEMENT ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA SUÈDE, CONCERNANT LA CIRCULATION DES AÉRONEFS CIVILS DE L'UN DES DEUX PAYS DANS LE TERRITOIRE DE L'AUTRE PAYS.

Article premier.

Jusqu'à la conclusion d'une convention entre les Etats-Unis d'Amérique et la Suède, concernant la navigation aérienne, la circulation des aéronefs civils de l'un des deux pays dans l'autre sera régie par les dispositions ci-après.

Article 2.

Le présent arrangement s'appliquera au territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, sauf l'Alaska, et à la Suède, ainsi qu'aux eaux territoriales adjacentes des deux pays.

Article 3.

Seront considérés comme aéronefs de l'une ou l'autre des Parties contractantes les aéronefs civils régulièrement immatriculés dans le territoire de cette Partie, y compris les aéronefs de l'Etat servant exclusivement à des usages commerciaux.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

Chacune des Parties s'engage à accorder en temps de paix aux aéronefs de l'autre Partie la liberté de passage au-dessus de son territoire, sous réserve de l'observation des dispositions du présent arrangement.

Toutefois, il est entendu que l'établissement et l'exploitation de lignes aériennes régulières par une société de transports aériens de l'une des Parties dans le territoire de l'autre Partie ou à travers ce territoire, avec ou sans atterrissage intermédiaire, seront subordonnés à l'autorisation préalable de l'autre Partie contractante, accordée selon le principe de la réciprocité et à la demande de la Partie contractante à laquelle ressortit la société de transports aériens.

Chacune des Parties au présent arrangement s'engage à ne pas refuser, pour des motifs déraisonnables ou arbitraires, son consentement à l'exploitation de lignes aériennes passant au-dessus de son territoire par des sociétés de transports aériens de l'autre Partie. Ce consentement pourra être subordonné à l'observation de règlements spéciaux concernant la sécurité aérienne et l'ordre public.

Les Parties au présent arrangement conviennent que la période pendant laquelle les pilotes détenteurs de brevets de pilotes valables, délivrés ou rendus valables par l'un des deux pays, pourront conduire des aéronefs immatriculés de ce pays dans l'autre pays à des fins non industrielles ou non commerciales sera limitée à six mois au maximum à partir de la date de leur entrée dans le pays aux fins de piloter des aéronefs, à moins qu'avant l'expiration de cette période les pilotes n'aient obtenu du gouvernement du pays où ils opèrent un brevet de pilote les autorisant à conduire des aéronefs à des fins non industrielles ou non commerciales.

Article 5.

Les aéronefs de chaque Partie contractante, leurs équipages et leurs passagers seront soumis, aussi longtemps qu'ils se trouveront dans le territoire de l'autre Partie, à la législation générale applicable dans ce territoire, ainsi qu'aux prescriptions qui y régissent la navigation aérienne en général, le transport des passagers et des marchandises, ainsi que la sécurité et l'ordre publics, pour autant que ces prescriptions sont applicables à tous les aéronefs étrangers, à leurs équipages et à leurs passagers.

Chacune des Parties contractantes, sous réserve de toutes restrictions en vigueur en matière de douanes, d'immigration et de quarantaine, autorisera l'importation ou l'exportation de toutes marchandises qui peuvent être licitement importées ou exportées, ainsi que le transport de passagers, à destination ou en provenance de son territoire, par des aéronefs de l'autre Partie. Ces aéronefs, leurs passagers et leurs cargaisons bénéficieront des mêmes privilèges et ne seront pas assujettis à des taxes ou charges autres ou plus élevées que les aéronefs affectés aux transports commerciaux internationaux et ressortissant au pays qui impose ces taxes ou charges, ainsi que leurs passagers et cargaisons, ou que les aéronefs de tout autre pays étranger également affectés aux transports aériens commerciaux internationaux, et leurs passagers et cargaisons.

Chacune des Parties contractantes pourra réserver à ses propres aéronefs les transports commerciaux aériens entre deux points dont aucun n'est situé dans un pays étranger. Toutefois, les aéronefs de chacune des Parties pourront, sur le territoire de l'autre Partie, se rendre de tout aéroport qu'ils ont le droit d'utiliser jusqu'à tout autre aéroport de ce genre, afin d'y débarquer ou d'y embarquer la totalité ou une partie de leur cargaison ou de leurs passagers, à condition que les marchandises soient accompagnées de titres de transports directs et les passagers pourvus de billets directs pour des parcours dont ni le point initial ni le point terminus ne sont des points entre lesquels les transports commerciaux aériens ont été dûment réservés aux aéronefs nationaux; lorsque des aéronefs se rendront d'un aéroport à destination d'un autre, comme il est dit ci-dessus, ils jouiront de tous les privilèges prévus par le présent arrangement, même s'il s'agit d'aéroports entre lesquels les transports commerciaux aériens ont été dûment réservés.

Article 6.

Chacune des Parties au présent arrangement se réserve le droit d'interdire le survol de certaines zones de son territoire qui sont ou pourront ultérieurement être qualifiées de « zones prohibées ».

Chacune des Parties se réserve le droit, dans des circonstances extraordinaires, de restreindre ou d'interdire, temporairement en temps de paix, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, avec effet immédiat, à condition qu'aucune discrimination ne soit faite à cet égard entre les aéronefs de l'autre Partie et ceux de tout Etat étranger.

Article 7.

Tout aéronef qui se sera engagé au-dessus d'une zone interdite devra, dès qu'il s'en apercevra, donner le signal de détresse prescrit par le règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé et atterrir, aussitôt que possible, sur un aéroport de cet Etat situé en dehors de la zone interdite mais aussi près que possible de celle-ci.

Article 8.

Tous les aéronefs devront porter des marques de nationalité et d'immatriculation distinctes et bien visibles, permettant d'identifier l'appareil en cours de vol. Ils devront, en outre, porter le nom et l'adresse de leur propriétaire.

Tous les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité, ainsi que de tous les autres documents exigés pour la navigation aérienne dans le pays où ils sont immatriculés.

Les membres de l'équipage remplissant, à bord d'un aéronef, des fonctions dont l'exercice est subordonné à une autorisation spéciale dans le pays où l'aéronef est immatriculé, devront être munis de toutes les pièces et notamment des certificats et licences prescrits par les règlements en vigueur dans ce pays.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de certificats indiquant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou rendus valables par l'une des Parties contractantes pour les aéronefs immatriculés sur son territoire ou pour leurs équipages, auront, sur le territoire de l'autre Partie, la même validité que les documents correspondants établis ou rendus valables par cette dernière.

Chacune des Parties se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valables pour la navigation aérienne à l'intérieur de son propre territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés par l'autre Partie à ses propres nationaux.

Article 9.

Les aéronefs de chacune des Parties contractantes ne pourront être munis d'appareils radiotélégraphiques sur le territoire de l'autre Partie contractante que si l'autorisation d'installer et de manipuler de tels appareils a été accordée par l'autorité compétente de la Partie sur le territoire de laquelle l'aéronef est immatriculé. L'utilisation de ces appareils sera soumise aux règlements en la matière édictés par les autorités compétentes de l'Etat dans le domaine aérien duquel navigue l'aéronef.

Ces appareils ne devront être manipulés que par les membres de l'équipage munis d'une autorisation spéciale à cet effet délivrée par le gouvernement de l'Etat où l'aéronef est immatriculé.

Les deux Parties contractantes se réservent le droit d'édicter, pour des raisons de sécurité, des prescriptions concernant l'installation obligatoire d'appareils radiotélégraphiques sur les aéronefs.

Article 10.

Les aéronefs de chacuné des Parties, leurs équipages ou les passagers ne pourront transporter d'armes, d'explosifs de guerre ou de munitions de guerre au-dessus du territoire de l'autre Partie qu'avec l'autorisation des autorités compétentes de l'Etat dans le domaine aérien duquel navigue l'aéronef.

Article 11.

Au départ ou à l'arrivée de tout aéronef, chacune des Parties pourra, sur son territoire, faire procéder par ses autorités compétentes à la visite des aéronefs de l'autre Etat, ainsi qu'à l'examen des certificats et autres documents prescrits.

Article 12.

Les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique dans le territoire de l'une des Parties contractantes, s'ils sont placés sous le contrôle de la Partie dans le territoire de laquelle ils sont situés, seront accessibles à tous les aéronefs de l'autre Partie ; ces aéronefs pourront également utiliser les services de renseignements météorologiques, de liaisons radioélectriques, de balisage et de signalisation de jour et de nuit, pour autant que ces diverses catégories de services sont sous le contrôle de la Partie dans le territoire de laquelle ils sont assurés. Les taxes éventuelles (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) applicables aux aéronefs de chacune des Parties sur le territoire de l'autre seront les mêmes pour les aéronefs des deux Parties, pour autant que ces taxes sont sous le contrôle de la Partie sur le territoire de laquelle elles sont perçues.

Article 13.

Les aéronefs à destination ou en provenance du territoire de l'une des Parties contractantes ne pourront atterrir ou prendre leur vol que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique, classé comme aérodrome douanier et pourvu des services nécessaires pour l'application des règlements concernant l'immigration et le dédouanement des aéronefs ; aucun atterrissage intermédiaire n'aura lieu entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser les aéronefs à atterrir ou à prendre leur vol sur d'autres aérodromes pourvus des services nécessaires pour l'accomplissement des formalités de douane, le paiement des droits et le contrôle de l'immigration. L'interdiction d'atterrir entre la frontière et l'aérodrome s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé en dehors des aérodromes mentionnés au premier alinéa du présent article, le pilote de l'aéronef, l'équipage et les passagers devront se conformer aux règlements en matière de douane et d'immigration qui sont en vigueur dans le territoire où a eu lieu l'atterrissage.

Les aéronefs de chacune des Parties contractantes pourront pénétrer sur le territoire de l'autre Partie en se conformant aux règlements de quarantaine qui y sont en vigueur.

Les Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodromes de leur territoire désignés par elles comme aérodromes d'entrée et de sortie.

Article 14.

Chacune des Parties au présent arrangement se réserve le droit d'exiger que tous les aéronefs ne franchissent les frontières de son territoire qu'entre certains points, ou à proximité d'un bureau de douanes pour l'aviation, dans ce territoire, à une altitude permettant la réception de signaux, même sans atterrissage de l'aéronef. Les Parties contractantes se notifieront réciproquement les points où leurs frontières respectives pourront être ainsi franchies.

Il est entendu qu'aucune des dispositions mentionnées à l'alinéa précédent ne dispensera les aéronefs qui franchissent les frontières de l'une des deux Parties de l'obligation d'atterrir dans un aéroport d'entrée régulier, comme il est stipulé à l'article 13.

Article 15.

Il ne pourra être lancé d'un aéronef d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 16.

En cours de route, il ne pourra être jeté ou déchargé de toute autre façon des objets ou matières autres que le lest, sauf autorisation spéciale des autorités de l'Etat dont le territoire national est touché.

Article 17.

Pour tous les cas où l'application du présent arrangement soulèverait des questions de nationalité, il est convenu que les aéronefs seront considérés comme possédant la nationalité de la Partie dans le territoire de laquelle ils sont régulièrement immatriculés.

Article 18.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement les règlements relatifs à la navigation aérienne en vigueur sur leur territoire.

Article 19.

Le présent arrangement pourra être dénoncé par chacune des Parties moyennant un préavis de soixante jours donné à l'autre Partie. En outre, il prendra fin dans le cas où l'une des Parties promulguerait des dispositions législatives incompatibles avec l'arrangement.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire savoir si votre gouvernement approuve le texte de l'arrangement reproduit ci-dessus. Dans l'affirmative, je propose qu'il soit entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 9 octobre 1933.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

M. le baron Johan Beck-Friis,
Chargé d'Affaires *p. i.* de Suède.

II.

LÉGATION DE SUÈDE.

WASHINGTON, D. C., le 8 septembre 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement suédois et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en vue de la conclusion, entre la Suède et les Etats-Unis, d'un arrangement de réciprocité relatif à la navigation aérienne, régissant la circulation, dans l'un des deux

pays, des aéronefs civils de l'autre pays, je considère qu'il a été convenu, au cours de ces négociations, maintenant terminées, que l'arrangement en question serait ainsi conçu :

(Voir texte de l'arrangement, page 164 de ce volume.)

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire savoir si votre gouvernement approuve le texte de l'arrangement reproduit ci-dessus. Dans l'affirmative, je propose qu'il soit entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 9 octobre 1933.

Veillez agréer, etc.

Johan BECK-FRIIS.

A l'honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
etc., etc., etc.

III.

LÉGATION DE SUÈDE.

WASHINGTON, D. C., le 9 septembre 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la communication de Votre Excellence en date du 8 septembre 1933, et de vous informer que le texte, qui y est contenu, de l'arrangement entre la Suède et les États-Unis d'Amérique régissant la circulation des aéronefs civils appartenant à l'un des deux pays dans l'autre pays rencontre l'approbation du Gouvernement suédois. Il est entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 9 octobre 1933.

Veillez agréer, etc.

Johan BECK-FRIIS.

A l'honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
etc., etc., etc.

IV.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 9 septembre 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication du 8 septembre 1933 et de vous informer que le texte qui y est contenu de l'arrangement entre les États-Unis d'Amérique et la Suède régissant la circulation des aéronefs civils appartenant à l'un des deux pays dans l'autre pays rencontre l'approbation du Gouvernement des États-Unis. Il est entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 9 octobre 1933.

Veillez agréer, etc.

Cordell HULL.

M. le baron Johan Beck-Friis,
Chargé d'Affaires *p. i.* de Suède.

N° 3327.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SUÈDE**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la délivrance par l'un des deux Etats aux ressortissants de l'autre de brevets de pilote les autorisant à piloter des aéronefs civils. Washington, les 8 et 9 septembre 1933.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND SWEDEN**

Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Issuance by the One Country of Licenses to Nationals of the Other Country authorizing them to pilot Civil Aircraft. Washington, September 8 and 9, 1933.

No. 3327. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE SWEDISH GOVERNMENT, CONSTITUTING AN ARRANGEMENT CONCERNING THE ISSUANCE BY THE ONE COUNTRY OF LICENSES TO NATIONALS OF THE OTHER COUNTRY AUTHORIZING THEM TO PILOT CIVIL AIRCRAFT. WASHINGTON, SEPTEMBER 8 AND 9, 1933.

N^o 3327. — NOTEVÄXLING¹ MEL- LAN SVERIGES OCH AMERIKAS FÖRENTA STATERSREGERING- AR JÄMTE AVTAL ANGÅENDE FÖRESKRIFTER RÖRANDE UT- FÄRDANDET AV DET ENA LANDET AV CERTIFIKAT FÖR DET ANDRA LANDETS MED- BORGARE BERÄTTIGANDE DEM ATT FÖRA CIVILA LUFT- FARTYG. WASHINGTON, DEN 8 OCH 9 SEPTEMBER 1933.

English and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 8, 1934.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 27, 1933.

Textes officiels anglais et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 janvier 1934.

Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouverne- ment des Etats-Unis d'Amérique le 27 octobre 1933.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, September 8, 1933.

SIR,

Reference is made to the negotiations which have taken place between the Government of the United States of America and the Government of Sweden for the conclusion of a reciprocal arrangement between the United States of America and Sweden providing for the issuance by the one country of licenses to nationals of the other country authorizing them to pilot civil aircraft.

It is my understanding that it has been agreed in the course of the negotiations, now terminated, that this arrangement shall be as follows :

ARRANGEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SWEDEN CONCERNING THE ISSUANCE BY THE ONE COUNTRY OF LICENSES TO NATIONALS OF THE OTHER COUNTRY AUTHORIZING THEM TO PILOT CIVIL AIRCRAFT.

Article 1.

The present arrangement between the United States of America and Sweden relates to the issuance by each country of licenses to nationals of the other country for the piloting of civil aircraft.

¹ Came into force October 9, 1933.

¹ Entré en vigueur le 9 octobre 1933.

The term "civil aircraft" shall be understood to mean aircraft used for private, industrial, commercial or transport purposes.

Article 2.

(a) The Office of Civil Aviation (*Luftfartsmyndigheten*) of Sweden will issue pilots' licenses to American nationals upon a showing that they are qualified under the regulations of that Office covering the licensing of pilots.

(b) The Department of Commerce of the United States of America will issue pilots' licenses to Swedish nationals upon a showing that they are qualified under the regulations of that Department covering the licensing of pilots.

Article 3.

(a) Pilots' licenses issued by the Department of Commerce of the United States of America to Swedish nationals shall entitle them to the same privileges as are granted by pilots' licenses issued to American nationals.

(b) Pilots' licenses issued by the Office of Civil Aviation (*Luftfartsmyndigheten*) of Sweden to American nationals shall entitle them to the same privileges as are granted by pilots' licenses issued to Swedish nationals.

Article 4.

Pilots' licenses issued to nationals of the one country by the competent authority of the other country shall not be construed to accord to the licensees the right to register aircraft in such other country.

Article 5.

Pilots' licenses issued to nationals of the one country by the competent authority of the other country shall not be construed to accord to the licensees the right to operate aircraft in air commerce wholly within territory of such other country reserved to national aircraft, unless the aircraft have been registered under the laws of the country issuing the pilots' licenses.

Article 6.

(a) Swedish nationals shall while holding valid pilot licenses issued by the Office of Civil Aviation (*Luftfartsmyndigheten*) of Sweden be permitted to operate in Continental United States of America, exclusive of Alaska, for non-industrial or non-commercial purposes for a period not exceeding six months from the time of entering that country, any civil aircraft registered by the Office of Civil Aviation (*Luftfartsmyndigheten*) of Sweden, and/or any civil aircraft registered by the United States Department of Commerce. The period of validity of the licenses first mentioned in this paragraph shall, for the purpose of this paragraph, include any renewal of the license by the pilot's own government made after the pilot has entered Continental United States of America. No person to whom this provision applies shall be allowed to operate civil aircraft in Continental United States of America, exclusive of Alaska, for non-industrial or non-commercial purposes for a period of more than six months from the time of entering that country unless he shall, prior to the expiration of such period, have obtained a pilot license from the United States Department of Commerce in the manner provided for in this arrangement.

(b) American nationals shall while holding valid pilot licenses issued by the United States Department of Commerce be permitted to operate in Sweden for non-industrial or non-commercial purposes for a period not exceeding six months from the time of entering that country, any civil aircraft registered by the United States Department of Commerce, and/or any civil aircraft registered

by the Office of Civil Aviation (*Luftfartsmyndigheten*) of Sweden. The period of validity of the licenses first mentioned in this paragraph shall, for the purpose of this paragraph, include any renewal of the license by the pilot's own government made after the pilot has entered Sweden. No person to whom this provision applies shall be allowed to operate civil aircraft in Sweden for non-industrial or non-commercial purposes for a period of more than six months from the time of entering that country unless he shall, prior to the expiration of such period, have obtained a pilot's license from the Office of Civil Aviation (*Luftfartsmyndigheten*) of Sweden in the manner provided for in this arrangement.

(c) The conditions under which pilots of the nationality of either country may operate aircraft of their country in the other country, as provided for in this article, shall be as stipulated in the air navigation arrangement in force between the parties to this arrangement for the issuance of pilot licenses ; and the conditions under which pilots of the nationality of either country may operate aircraft of the other country, as provided for in this article, shall be in accordance with the requirements of such other country.

Article 7.

The present arrangement shall be subject to termination by either party upon sixty days' notice given to the other party or by the enactment by either party of legislation inconsistent therewith.

I shall be glad to have you inform me whether the text of the arrangement herein set forth is as agreed to by your Government. If so, it is suggested that it should be understood that the arrangement will become effective on October 9, 1933.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

Cordell HULL.

Baron Johan Beck-Friis,
Chargé d'Affaires *ad interim* of Sweden.

II.

LEGATION OF SWEDEN.

WASHINGTON, D.C., *September 8, 1933.*

SIR,

Reference is made to the negotiations which have taken place between the Government of Sweden and the Government of the United States of America for the conclusion of a reciprocal arrangement between Sweden and the United States of America providing for the issuance by the one country of licenses to nationals of the other country authorizing them to pilot civil aircraft.

It is my understanding that it has been agreed in the course of the negotiations, now terminated, that this arrangement shall be as follows :

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

« AVTAL MELLAN SVERIGE OCH AMERIKAS FÖRENTA STATER ANGÅENDE FÖRESKRIFTER RÖRANDE UTFÄRDANDE AV DET ENA LANDET AV CERTIFIKAT FÖR DET ANDRA LANDETS MEDBORGARE, BERÄTTIGANDE DEM ATT FÖRA CIVILA LUFTFARTYG.

Artikel 1.

Detta avtal mellan Sverige och Amerikas Förenta Stater hänför sig till utfärdande av ettdera landet av certifikat för det andra landets medborgare att föra civila luftfartyg. Med uttrycket ' civilt luftfartyg ' förstås luftfartyg, som brukas för privat, industriellt, kommersiellt eller transportändamål.

Artikel 2.

a) Svenska luftfartsmyndigheten skall utfärda förarcertifikat för amerikanska undersåtar, sedan det styrkts, att de uppfylla denna myndighets bestämmelser för erhållande av sådana certifikat.

b) Amerikas Förenta Staters handelsdepartement skall utfärda förarcertifikat för svenska undersåtar, sedan det styrkts, att de uppfylla detta departements bestämmelser för erhållande av sådana certifikat.

Artikel 3.

a) Förarcertifikat, som av Amerikas Förenta Staters handelsdepartement utfärdas för svenska undersåtar, skall giva dem samma rättigheter, som tillförsäkras genom förarcertifikat, utfärdade för amerikanska medborgare.

b) Förarcertifikat, som av svenska luftfartsmyndigheten utfärdas för amerikanska medborgare, skall giva dem samma rättigheter, som tillförsäkras genom förarcertifikat, utfärdade för svenska medborgare.

Artikel 4.

Förarcertifikat, som för medborgare i det ena landet utfärdas av vederbörande myndighet i det andra landet, skola icke för certifikatets innehavare medföra rätt att få luftfartyg registrerade inom det andra landet.

Artikel 5.

Förarcertifikat, som för medborgare i det ena landet utfärdas av vederbörande myndighet i det andra landet, skall icke anses medföra rätt för certifikatets innehavare att framföra luftfartyg i kommersiell luftfart, som helt och hållet äger rum inom sådant område i det andra landet, som reserverats för det egna landets luftfartyg, såvida icke luftfartyget registrerats enligt de lagar, som gälla i det land, som utfärdat förarcertifikatet.

Artikel 6.

a) Svensk medborgare, som innehar giltigt förarcertifikat, utfärdat av svenska luftfartsmyndigheten, skall tillåtas att inom Amerikas Förenta Staters fastlandsområde med undantag av Alaska under en period icke överstigande sex månader från det han anlänt till Amerikas Förenta Stater, för icke industriellt eller icke kommersiellt ändamål, föra civilt luftfartyg, registrerat av svenska luftfartsmyndigheten eller civilt luftfartyg registrerat av Amerikas Förenta Staters handelsdepartement. Giltighetstiden för i detta stycke förut omnämnda certifikat skall, i vad angår det i samma stycke lämnade medgivandet, innefatta varje förnyelse av certifikat, som efter det föraren anlänt till Amerikas Förenta Staters fastlandsområde, verkställs av vederbörande myndighet i förarens hemland. Ingen, å vilken förevarande bestämmelse äger tillämpning, skall tillåtas föra civilt luftfartyg inom Amerikas Förenta Staters fastlandsområde, med undantag av Alaska, för icke industriellt eller icke kommersiellt ändamål under en period av mer än sex månader från det han anlänt till Amerikas Förenta Staters fastlandsområde, såvida han icke, före denna periods utgång, av Amerikas Förenta Staters handelsdepartement erhållit förarcertifikat i den ordning, som är föreskriven i detta avtal.

b) Amerikansk medborgare, som innehar giltigt förarcertifikat, utfärdat av Amerikas Förenta Staters handelsdepartement, skall tillåtas att, inom Sverige, under en period icke överstigande sex månader från det han anlänt till Sverige, för icke industriellt eller icke kommersiellt ändamål,

föra civilt luftfartyg, registrerat av Amerikas Förenta Staters handelsdepartement eller civilt luftfartyg registrerat av svenska luftfartsmyndigheten. Giltighetstiden för i detta stycke förut omnämnda certifikat skall, i vad angår det i samma stycke lämnade medgivandet, innefatta varje förnyelse av certifikat, som efter det föraren anlänt till Sverige, verkställas av vederbörande myndighet i förarens hemland. Ingen, å vilken förevarande bestämmelse äger tillämpning, skall tillåtas föra civilt luftfartyg inom Sverige för icke industriellt eller icke kommersiellt ändamål under en period av mer än sex månader från det han anlänt till Sverige, såvida han icke, före denna periods utgång, av svenska luftfartsmyndigheten erhållit förarcertifikat i den ordning, som är föreskriven i detta avtal.

c) De villkor, under vilka förare, som innehar ettdera landets nationalitet, må, i enlighet med bestämmelserna i denna artikel, inom det andra landet föra luftfartyg hemmahörande i sitt hemland, skola vara de, som beträffande utfärdande av förarcertifikat äro stadgade i det luftfart-savtal, som är gällande mellan de fördragsslutande parterna; och de villkor, under vilka förare, som innehar ettdera landets nationalitet, må, i enlighet med bestämmelserna i denna artikel, föra i det andra landet hemmahörande luftfartyg, skola vara i överensstämmelse med fordringarna i det andra landet.

Artikel 7.

◦ Detta avtal kan frånträdas av endera parten genom uppsägning sextio dagar i förväg hos den andra parten eller genom att endera parten genomför en lagstiftning, som strider mot avtalet. »

I shall be glad to have Your Excellency inform me whether the text of the arrangement herein set forth is as agreed to by your Government. If so, it is suggested that it should be understood that the arrangement will become effective on October 9, 1933.

With renewed assurances of my highest consideration, I have the honour to remain, Sir,
Your most obedient servant,

Johan BECK-FRIIS.

The Honourable
Cordell Hull,
Secretary of State,
etc., etc., etc.

III.

LEGATION OF SWEDEN.

WASHINGTON, D.C., *September 9, 1933.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's communication of September 8, 1933, and to state that the text given therein of the arrangement between Sweden and the United States of America, providing for the issuance by the one country of licenses to nationals of the other country authorizing them to pilot civil aircraft, meets with the approval of the Swedish Government. There is agreement to the effect that the arrangement shall become effective on October 9, 1933.

With renewed assurances of my highest consideration, I have the honour to remain, Sir,
Your most obedient servant,

Johan BECK-FRIIS.

The Honourable
Cordell Hull,
Secretary of State,
etc., etc., etc.

IV.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *September 9, 1933.*

SIR,

I have the honor to acknowledge receipt of your communication of September 8, 1933, and to state that the text given therein of the arrangement between the United States of America and Sweden, providing for the issuance by the one country of licenses to nationals of the other country authorizing them to pilot civil aircraft, meets with the approval of the Government of the United States. There is agreement to the effect that the arrangement shall become effective on October 9, 1933.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

Cordell HULL.

Baron Johan Beck-Friis,
Chargé d'Affaires *ad interim* of Sweden.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère Royal des Affaires étrangères,
le 2 janvier 1934.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3327. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA DÉLIVRANCE PAR L'UN DES DEUX ÉTATS AUX RESSORTISSANTS DE L'AUTRE DE BREVETS DE PILOTE LES AUTORISANT A PILOTER DES AÉRONEFS CIVILS. WASHINGTON, LES 8 ET 9 SEPTEMBRE 1933.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 8 septembre 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement suédois en vue de la conclusion d'un accord de réciprocité entre les Etats-Unis d'Amérique et la Suède concernant la délivrance par l'un des deux pays aux ressortissants de l'autre pays de brevets les autorisant à piloter des aéronefs civils, je considère qu'il a été convenu au cours de ces négociations, maintenant terminées, que l'arrangement en question serait ainsi conçu :

ARRANGEMENT ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA SUÈDE CONCERNANT LA DÉLIVRANCE PAR L'UN DES DEUX PAYS AUX RESSORTISSANTS DE L'AUTRE PAYS DE BREVETS LES AUTORISANT A PILOTER DES AÉRONEFS CIVILS.

Article premier.

Le présent arrangement entre les Etats-Unis d'Amérique et la Suède a trait à la délivrance, par chacun des deux pays, de brevets aux ressortissants de l'autre pays pour le pilotage d'aéronefs civils. Le terme « aéronefs civils » s'entendra des aéronefs servant aux usages privés, industriels et commerciaux ou aux transports.

Article 2.

a) L'Office de l'aviation civile (*Luftfartsmyndigheten*) de Suède délivrera des brevets de pilote aux nationaux américains lorsque ceux-ci auront démontré qu'ils remplissent les conditions prescrites par le règlement de cet office relatif à la délivrance des brevets de pilote.

b) Le Département du commerce des Etats-Unis d'Amérique délivrera des brevets de pilote aux nationaux suédois lorsque ceux-ci auront démontré qu'ils remplissent les conditions prescrites par le règlement de ce département relatif à la délivrance de brevets de pilote.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

a) Les brevets de pilote délivrés par le Département du commerce des Etats-Unis d'Amérique à des nationaux suédois leur conféreront des droits égaux à ceux que donnent les brevets de pilote délivrés aux nationaux américains.

b) Les brevets de pilote délivrés par l'Office de l'aviation civile (*Luftfartsmyndigheten*) de Suède à des nationaux américains leur conféreront des droits égaux à ceux que donnent les brevets de pilote délivrés aux nationaux suédois.

Article 4.

Les brevets de pilote délivrés aux nationaux de l'un des deux pays par l'autorité compétente de l'autre ne devront pas être interprétés comme donnant aux titulaires le droit de faire immatriculer des aéronefs dans cet autre pays.

Article 5.

Les brevets de pilote délivrés aux nationaux de l'un des deux pays par l'autorité compétente de l'autre pays ne devront pas être interprétés comme donnant aux titulaires le droit de conduire des aéronefs sur des lignes commerciales aériennes dont le parcours se trouve entièrement dans la zone de cet autre pays réservée aux aéronefs nationaux, à moins que les aéronefs n'aient été immatriculés conformément à la législation du pays qui délivre ces brevets.

Article 6.

a) Les nationaux suédois, titulaires de brevets de pilote valides délivrés par l'Office de l'aviation civile (*Luftfartsmyndigheten*) de Suède, seront autorisés à conduire, dans le territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, sauf l'Alaska, pour des usages non industriels et non commerciaux et pendant une période de six mois au maximum à partir de la date de l'entrée dans ce pays, tout aéronef civil immatriculé par l'Office de l'aviation civile (*Luftfartsmyndigheten*) de Suède, ou tout aéronef civil immatriculé par le Département du commerce des Etats-Unis. La période de validité des brevets mentionnée au début du présent paragraphe comprendra, aux fins de ce paragraphe, tout renouvellement du brevet effectué par l'Etat auquel ressortit le pilote, postérieurement à l'entrée de celui-ci dans le territoire continental des Etats-Unis d'Amérique. Aucune des personnes auxquelles s'appliquera cette disposition ne pourra conduire d'aéronef civil dans le territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, sauf l'Alaska, pour des usages non industriels et non commerciaux, pendant plus de six mois à partir de la date de l'entrée dans ce pays, à moins d'avoir obtenu, avant l'expiration de ladite période, un brevet de pilote du Département du commerce des Etats-Unis, de la manière prévue dans le présent arrangement.

b) Les nationaux américains, pendant qu'ils seront titulaires de brevets de pilote validement délivrés par le Département du commerce des Etats-Unis, seront autorisés à conduire en Suède, pour des usages non industriels et non commerciaux, pendant une période de six mois au maximum à partir de l'entrée dans ce pays, tout aéronef civil immatriculé par le Département du commerce des Etats-Unis, ou tout aéronef civil immatriculé par l'Office de l'aviation civile (*Luftfartsmyndigheten*) en Suède. La période de validité des brevets mentionnée au début du présent paragraphe comprendra, aux fins de ce paragraphe, tout renouvellement du brevet effectué par l'Etat auquel ressortit le pilote, postérieurement à l'entrée de celui-ci en Suède. Aucune des personnes auxquelles s'applique cette disposition ne pourra conduire d'aéronef civil en Suède, pour des usages non industriels et non commerciaux, pendant plus de six mois à partir de la date de l'entrée dans ce

pays, à moins d'avoir obtenu avant l'expiration de cette période un brevet de pilote de l'Office de l'aviation civile (*Luftfartsmyndigheten*) de Suède, de la manière prévue par le présent arrangement.

c) Les conditions dans lesquelles les pilotes ayant la nationalité de l'un ou l'autre des deux pays pourront conduire, dans l'autre pays, des aéronefs de leur propre pays, ainsi qu'il est prévu dans le présent article, seront celles que stipule l'arrangement relatif à la navigation aérienne en vigueur entre les Parties au présent arrangement pour la délivrance de brevets de pilotage ; les conditions auxquelles les pilotes ayant la nationalité de l'un ou l'autre des deux pays pourront conduire des aéronefs de l'autre pays, ainsi qu'il est prévu dans le présent article, seront conformes aux règles de cet autre pays.

Article 7.

Le présent arrangement pourra prendre fin moyennant préavis de 60 jours donné par l'une des Parties à l'autre ou comme suite à la promulgation, par l'une des Parties, de dispositions législatives incompatibles avec cet arrangement.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir si votre gouvernement approuve le texte de l'arrangement reproduit ci-dessus. Dans l'affirmative, je propose qu'il soit entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 9 octobre 1933.

Veillez agréer, etc.

Cordell HULL.

M. le baron Johan Beck-Friis,
Chargé d'Affaires *p. i.* de Suède.

II.

LÉGATION DE SUÈDE.

WASHINGTON, D. C., le 8 septembre 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement suédois et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue de la conclusion d'un arrangement de réciprocité entre la Suède et les Etats-Unis d'Amérique concernant la délivrance aux ressortissants de l'autre pays de brevets les autorisant à piloter des aéronefs civils, je considère qu'il a été convenu, au cours de ces négociations maintenant terminées, que l'arrangement en question serait ainsi conçu :

(Voir texte de l'arrangement, page 178 de ce volume.)

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir si votre gouvernement approuve le texte de l'arrangement reproduit ci-dessus. Dans l'affirmative, je propose qu'il soit entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 9 octobre 1933.

Veillez agréer, etc.

Johan BECK-FRIIS.

A l'honorable
Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
etc., etc., etc.

III.

LÉGATION DE SUÈDE.

WASHINGTON, D. C., le 9 septembre 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication en date du 8 septembre 1933 et de vous informer que le texte, contenu dans cette communication, de l'Arrangement entre la Suède et les Etats-Unis d'Amérique, concernant la délivrance par l'un des deux pays aux nationaux de l'autre pays de brevets les autorisant à piloter des aéronefs civils, rencontre l'approbation du Gouvernement suédois. Il est entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 9 octobre 1933.

Veuillez agréer, etc.

Johan BECK-FRIIS.

A l'honorable
Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
etc., etc., etc.

IV.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 9 septembre 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication en date du 8 septembre 1933 et de vous informer que le texte, contenu dans cette communication, de l'Arrangement entre les États-Unis d'Amérique et la Suède, concernant la délivrance par l'un des deux pays aux nationaux de l'autre pays de brevets les autorisant à piloter des aéronefs civils, rencontre l'approbation du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Il est entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 9 octobre 1933.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

M. le baron Johan Beck-Friis,
Chargé d'Affaires *p. i.* de Suède.

N° 3328.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SUÈDE**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance par l'un des deux Etats des certificats de navigabilité pour les aéronefs importés de l'autre Etat comme marchandise. Washington, les 8 et 9 septembre 1933.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND SWEDEN**

Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Acceptance by the One Country of Certificates of Airworthiness for Aircraft exported from the Other Country as Merchandise. Washington, September 8 and 9, 1933.

No. 3328. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE SWEDISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN ARRANGEMENT CONCERNING THE ACCEPTANCE BY THE ONE COUNTRY OF CERTIFICATES OF AIRWORTHINESS FOR AIRCRAFT EXPORTED FROM THE OTHER COUNTRY AS MERCHANDISE. WASHINGTON, SEPTEMBER 8 AND 9, 1933.

N^o 3328. — NOTEVÄXLING¹ MELLAN SVERIGES OCH AMERIKAS FÖRENTASTATERSREGERINGAR JÄMTE AVTAL ANGÄENDE GODKÄNNANDE I DET ENA LANDET AV LUFTVÄRDIGHETSBEVIS FÖR LUFTFARTYG, EXPORTERADE FRÅN DET ANDRA LANDET SÅSOM GODS. WASHINGTON, DEN 8 OCH 9 SEPTEMBER 1933.

English and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 8, 1934.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 27, 1933.

Textes officiels anglais et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 janvier 1934.

Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 27 octobre 1933.

DEPARTMENT OF STATE.

I.

WASHINGTON, September 8, 1933.

SIR,

Reference is made to the negotiations which have taken place between the Government of the United States of America and the Government of Sweden for the conclusion of a reciprocal arrangement between the United States of America and Sweden providing for the acceptance by the one country of certificates of airworthiness for aircraft exported from the other country as merchandise.

It is my understanding that it has been agreed in the course of the negotiations, now terminated, that this arrangement shall be as follows :

ARRANGEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SWEDEN CONCERNING THE ACCEPTANCE BY THE ONE COUNTRY OF CERTIFICATES OF AIRWORTHINESS FOR AIRCRAFT EXPORTED FROM THE OTHER COUNTRY AS MERCHANDISE.

Article I.

The present arrangement applies to civil aircraft constructed in continental United States of America, exclusive of Alaska, and exported to Sweden ; and to civil aircraft constructed in Sweden and exported to continental United States of America, exclusive of Alaska.

¹ Came into force October 9, 1933.

¹ Entré en vigueur le 9 octobre 1933.

Article 2.

The same validity shall be conferred on certificates of airworthiness issued by the competent authorities of the Government of the United States in respect of aircraft subsequently registered in Sweden as if they had been issued under the regulations in force on the subject in Sweden provided that in each case a certificate of airworthiness for export has also been issued by the United States authorities in respect of the individual aircraft, and provided that certificates of airworthiness issued by the competent authorities of Sweden in respect of aircraft subsequently registered in the United States of America are similarly given the same validity as if they had been issued under the regulations in force on the subject in the United States.

Article 3.

This arrangement will extend to civil aircraft of all categories, including those used for public transport and those used for private purpose, and to aircraft engines and spare parts of aircraft and engines.

Article 4.

The present arrangement may be terminated by either Government on sixty days' notice given to the other Government. In the event, however, that either Government should be prevented by future action of its legislature from giving full effect to the provisions of this arrangement it shall automatically lapse.

I shall be glad to have you inform me whether the text of the arrangement herein set forth is as agreed to by your Government. If so, it is suggested that it should be understood that the arrangement will become effective on October 9, 1933.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

Cordell HULL.

Baron Johan Beck-Friis,
Chargé d'Affaires *ad interim* of Sweden.

II.

LEGATION OF SWEDEN.

WASHINGTON, D.C., *September 8, 1933.*

SIR,

Reference is made to the negotiations which have taken place between the Government of Sweden and the Government of the United States of America for the conclusion of a reciprocal arrangement between Sweden and the United States of America providing for the acceptance by the one country of certificates of airworthiness for aircraft exported from the other country as merchandise.

It is my understanding that it has been agreed in the course of the negotiations, now terminated, that this arrangement shall be as follows :

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

« AVTAL MELLAN SVERIGE OCH AMERIKAS FÖRENTA STATER ANGÅENDE GODKÄNNANDE I DET ENA LANDET AV LUFTVÄRDIGHETSBEVIS FÖR LUFTFARTYG, EXPORTERADE FRÅN DET ANDRA LANDET SÅSOM GODS.

Artikel 1.

Detta avtal har avseende å civila luftfartyg, tillverkade inom Amerikas Förenta Staters fastlandsområde, med undantag av Alaska, och exporterade till Sverige, samt å civila luftfartyg,

tillverkade i Sverige och exporterade till Amerikas Förenta Staters fastland, med undantag av Alaska.

Artikel 2.

Samma giltighet skall tillerkännas luftvärdighetsbevis, utfärdat av vederbörande statsmyndighet i Amerikas Förenta Stater med avseende å luftfartyg, vilket sedermera registreras i Sverige, som om det hade utfärdats i enlighet med i förevarande hänseende i kraft varande bestämmelser i Sverige, under förutsättning att i varje fall ett luftvärdighetsbevis för export utfärdats av amerikansk myndighet med avseende å det särskilda luftfartyget samt under förutsättning att luftvärdighetsbevis, utfärdat av vederbörande myndighet i Sverige med avseende å luftfartyg, som sedermera registreras i Amerikas Förenta Stater, tillerkännes samma giltighet som om det hade utfärdats i enlighet med i förevarande hänseende i kraft varande bestämmelser i Förenta Staterna.

Artikel 3.

Förevarande avtal omfattar civila luftfartyg av alla slag, inbegripet sådana som användas för yrkesmässig trafik och sådana som användas för privata ändamål samt luftfartygsmotorer och reservdelar till luftfartyg och motorer.

Artikel 4.

Detta avtal kan frånträdas av endera regeringen genom uppsägning sextio dagar i förväg hos den andra regeringen. Om emellertid endera regeringen skulle genom blivande lagstiftning förhindras att i full omfattning tillämpa bestämmelserna i detta avtal, skall det automatiskt upphöra att gälla.»

I shall be glad to have Your Excellency inform me whether the text of the arrangement herein set forth is as agreed to by your Government. If so, it is suggested that it should be understood that the arrangement will become effective on October 9, 1933.

With renewed assurances of my highest consideration, I have the honour to remain, Sir,
Your most obedient servant,

Johan BECK-FRIIS.

The Honourable
Cordell Hull,
Secretary of State,
etc., etc., etc.

III.

LEGATION OF SWEDEN.

WASHINGTON, D.C., *September 9, 1933.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's communication of September 8, 1933, and to state that the text given therein of the arrangement between Sweden and the United States of America, providing for the acceptance by the one country of certificates of airworthiness for aircraft exported from the other country as merchandise, meets with the approval of the Swedish Government. There is agreement to the effect that the arrangement shall become effective on October 9, 1933.

With renewed assurances of my highest consideration, I have the honour to remain, Sir,
Your most obedient servant,

Johan BECK-FRIIS.

The Honourable
Cordell Hull,
Secretary of State,
etc., etc., etc.

IV.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *September 9, 1933.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your communication of September 8, 1933, and to state that the text given therein of the arrangement between the United States of America and Sweden, providing for the acceptance by the one country of certificates of airworthiness for aircraft exported from the other country as merchandise, meets with the approval of the Government of the United States. There is agreement to the effect that the arrangement shall become effective on October 9, 1933.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

Cordell HULL.

Baron Johan Beck-Friis,
Chargé d'Affaires *ad interim* of Sweden.

Certifié pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère Royal des Affaires étrangères,
le 2 janvier 1934.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3328. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA RECONNAISSANCE PAR L'UN DES DEUX ÉTATS DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ POUR LES AÉRONEFS IMPORTÉS DE L'AUTRE ÉTAT COMME MARCHANDISE. WASHINGTON, LES 8 ET 9 SEPTEMBRE 1933.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 8 septembre 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement suédois en vue de la conclusion, entre les Etats-Unis et la Suède, d'un arrangement de réciprocité prévoyant la reconnaissance par l'un des deux pays des certificats de navigabilité des aéronefs exportés de l'autre pays comme marchandise, je considère qu'il a été convenu, au cours de ces négociations, maintenant terminées, que l'arrangement en question serait ainsi conçu :

ARRANGEMENT ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA SUÈDE RELATIF A LA RECONNAISSANCE PAR L'UN DES DEUX PAYS DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ DES AÉRONEFS EXPORTÉS DE L'AUTRE PAYS COMME MARCHANDISE.

Article premier.

Le présent arrangement a trait aux aéronefs civils construits dans le territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, sauf l'Alaska, et exportés en Suède, ainsi qu'aux aéronefs civils construits en Suède et exportés dans le territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, sauf l'Alaska.

Article 2.

Les certificats de navigabilité délivrés par les autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis pour des aéronefs ultérieurement immatriculés en Suède auront la même validité que s'ils avaient été délivrés conformément aux règlements en vigueur à cet égard en Suède, à condition que, dans chaque cas, les autorités des Etats-Unis aient également délivré, pour chaque aéronef, un certificat de navigabilité pour l'exportation et que de même les certificats de navigabilité délivrés par les autorités suédoises compétentes pour les aéronefs ultérieurement immatriculés

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

aux Etats-Unis d'Amérique aient la même validité que s'ils avaient été délivrés conformément aux règlements en vigueur à cet égard aux Etats-Unis.

Article 3.

Le présent arrangement s'appliquera aux aéronefs civils de toutes catégories, y compris ceux qui servent aux transports publics ou à des usages privés, ainsi qu'aux moteurs d'aéronefs et aux pièces détachées d'aéronefs et de moteurs.

Article 4.

Le présent arrangement pourra être dénoncé par chacun des deux gouvernements moyennant un préavis de soixante jours donné à l'autre gouvernement. Toutefois, au cas où l'un des deux gouvernements serait empêché par une disposition législative ultérieure d'appliquer intégralement les dispositions du présent arrangement, celui-ci prendra fin automatiquement.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir si votre gouvernement approuve le texte de l'arrangement reproduit ci-dessus. Dans l'affirmative, je propose qu'il soit entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 9 octobre 1933.

Veillez agréer, etc.

Cordell HULL.

M. le baron Johan Beck-Friis,
Chargé d'Affaires *p. i.* de Suède.

II.

LÉGATION DE SUÈDE.

WASHINGTON, D. C., le 8 septembre 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement suédois et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue de la conclusion entre la Suède et les Etats-Unis d'un arrangement de réciprocité prévoyant la reconnaissance, par l'un des deux pays, des certificats de navigabilité des aéronefs exportés de l'autre pays comme marchandise, je considère qu'il a été convenu, au cours de ces négociations maintenant terminées, que l'arrangement en question serait ainsi conçu :

(Voir texte de l'arrangement, page 188 de ce volume.)

Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si votre gouvernement approuve le texte de l'arrangement tel qu'il est reproduit ci-dessus. Dans l'affirmative, je propose qu'il soit entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 9 octobre 1933.

Veillez agréer, etc.

Johan BECK-FRIIS.

A l'honorable
Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
etc., etc.

III.

LÉGATION DE SUÈDE.

WASHINGTON, D. C., le 9 septembre 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication en date du 8 septembre 1933, et de vous informer que le texte, contenu dans cette communication, de l'arrangement entre la Suède et les Etats-Unis d'Amérique relatif à la reconnaissance par l'un des deux pays des certificats de navigabilité des aéronefs exportés de l'autre pays comme marchandise rencontre l'approbation du Gouvernement suédois. Il est entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 9 octobre 1933.

Veuillez agréer, etc.

Johan BECK-FRIIS.

A l'honorable
Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
etc., etc.

IV.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 9 septembre 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication en date du 8 septembre 1933, et de vous informer que le texte, contenu dans cette communication, de l'arrangement entre les États-Unis d'Amérique et la Suède relatif à la reconnaissance par l'un des deux pays des certificats de navigabilité des aéronefs exportés de l'autre pays comme marchandise rencontre l'approbation du Gouvernement des États-Unis. Il est entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 9 octobre 1933.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

M. le baron Johan Beck-Friis,
Chargé d'Affaires *p. i.* de Suède.

N° 3329.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord relatif à l'octroi de facilités dans le petit trafic frontalier, avec protocole final et annexes. Signés à Varsovie, le 22 décembre 1931.

GERMANY AND POLAND

Agreement concerning the granting of Facilities in Minor Frontier Traffic, and Final Protocol and Annexes. Signed at Warsaw, December 22, 1931.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 3329. — UMOWA¹ MIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ I RZESZĄ NIEMIECKĄ O UŁATWIENIACH W MAŁYM RUCHU GRANICZNYM. PODPISANA W WARSZAWIE, DNIA 22 GRUDNIA 1931.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 janvier 1934.

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ z jednej strony i PREZYDENT RZESZY NIEMIECKIEJ z drugiej strony ożywieni pragnieniem zastąpienia nową umową podpisaną dnia 30 grudnia 1924 polsko-niemieckiej konwencji o ułatwieniach w małym ruchu granicznym, mianowali w celu zawarcia odpowiedniej umowy pełnomocnikami :

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Dyrektora Departamentu w Ministerstwie Skarbu Pana Dr. Władysława RASIŃSKIEGO i Radcę Wojewódzkiego Pana Inż. Bernarda ZAKRZEWSKIEGO ;

PREZYDENT RZESZY NIEMIECKIEJ :

Posła, Pana Dr. Paul ECKARDT.

Pełnomocnicy po wymianie i sprawdzeniu swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i należyte co do formy, zgodzili się na następujące postanowienia :

I. POSTANOWIENIA OGÓLNE.

Artykuł I.

(1) Osoby zamieszkałe stale na obszarze granicznym jednej z Umawiających się Stron, lub przebywające tam przynajmniej od trzech miesięcy, korzystają w małym ruchu granicznym z ułatwień według niniejszej umowy, jeżeli są zaopatrzone w przepustki graniczne.

(2) Urzędnicy i pracownicy publiczni korzystają z ułatwień od dnia objęcia służby na obszarze granicznym. Termin trzymiesięczny nie dotyczy również właścicieli i innych osób uprawnionych do użytkowania takich gruntów, które leżą na jednym obszarze granicznym, lecz są zagospodarowane z siedziby gospodarczej położonej na sąsiednim obszarze granicznym, jak również nie dotyczy osób zatrudnionych w tego rodzaju gospodarstwach.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 1^{er} décembre 1933.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3329. — ABKOMMEN ¹ ZWISCHEN DER REPUBLIK POLEN UND DEM DEUTSCHEN REICH, ÜBER ERLEICHTERUNGEN IM KLEINEN GRENZVERKEHR. GEZEICHNET IN WARSCHAU, AM 22. DEZEMBER 1931.

German and Polish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place January 10, 1934.

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK POLEN, einerseits, und DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT, andererseits, haben, von dem Wunsche geleitet, das am 30. Dezember 1924 unterzeichnete polnisch-deutsche Abkommen über Erleichterungen im kleinen Grenzverkehr durch ein neues Abkommen zu ersetzen, zwecks Abschlusses eines entsprechenden Abkommens als Bevollmächtigte bestellt :

DER PRÄSIDENT DER POLNISCHEN REPUBLIK :

den Ministerialdirektor im Finanzministerium Herrn Dr. Władysław RASIŃSKI ; und
den Wojewodschaftsrat Herrn Ing. Bernard ZAKRZEWSKI ; und

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Gesandten Herrn Dr. Paul ECKARDT.

Die Bevollmächtigten sind nach Austausch und Prüfung ihrer als gut und in gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Bestimmungen übereingekommen.

I. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN.

Artikel 1.

(1) Personen, die im Grenzbezirk eines der vertragschliessenden Teile ihren Wohnsitz haben oder sich dort seit wenigstens drei Monaten aufhalten, geniessen im kleinen Grenzverkehr Erleichterungen nach Massgabe dieses Abkommens, wenn sie mit Grenzausweisen versehen sind.

(2) Öffentliche Beamte und Angestellte nehmen an den Erleichterungen vom Tage ihres Dienstantritts im Grenzbezirk ab teil. Die Frist von drei Monaten gilt auch nicht für Eigentümer und sonstige Nutzungsberechtigte solcher Grundstücke, die in einem Grenzbezirke liegen, aber von einer im Nachbargrenzbezirke gelegenen wirtschaftlichen Betriebsstätte aus bewirtschaftet werden, sowie nicht für Personen, die in einem derartigen Betriebe beschäftigt sind.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, December 1st, 1933.

Artykuł 2.

Obszarem granicznym w rozumieniu niniejszej umowy jest pas ziemi 10-cio kilometrowej szerokości, leżący wzdłuż granicy wspólnej na obszarze każdej z Umawiających się Stron. Jeżeli to odgraniczenie przecina obszar jakiejś gminy lub miejscowości, wówczas włącza się całą tę gminę lub miejscowość do obszaru granicznego.

II. UŁATWIENIA OSOBOWE.

Artykuł 3.

(1) Przepustki graniczne są wystawiane według załączonego wzoru (załącznik I), polskie formularze są barwy żółtej, niemieckie barwy zielonej.

(2) Przepustki graniczne muszą być zaopatrzone w fotografię urzędowo ostemplowaną oraz w podpis lub znak ręczny posiadacza. Fotografia nie jest potrzebna, jeżeli posiadacz przepustki przedłoży inny urzędowy lub urzędowo poświadczony swój dowód osobisty zaopatrzonej w fotografię.

Artykuł 4.

(1) Przepustki graniczne wystawiają po stronie polskiej powiatowe władze administracji ogólnej, po stronie niemieckiej władze paszportowe.

(2) Miejscowo właściwą jest ta władza, w której okręgu stale zamieszkuje lub przebywa osoba, ubiegająca się o przepustkę.

Artykuł 5.

Przepustki graniczne należy wystawiać tylko osobom, mającym więcej niż 15 lat. W razie potrzeby można wystawić przepustkę graniczną również osobie mającej mniej niż 15 lat. Poza tem wolno jest dzieciom, mającym mniej niż 15 lat przekraczać granicę tylko w towarzystwie osoby dorosłej, jeśli jej przepustka zawiera uprawnienie do zabrania ze sobą dziecka.

Artykuł 6.

(1) Przepustki graniczne wystawia się z reguły z jednorocznym terminem ważności.

(2) Można również wystawiać przepustki na jednorazową podróż z terminem ważności najwyżej dwutygodniowym, jeżeli ubiegający się o to prosi, albo jeżeli to ze specjalnych powodów wydaje się wskazanem.

Artykuł 7.

(1) Za wystawienie przepustki granicznej pobiera się opłatę po stronie polskiej najwyżej w wysokości 2 złotych, po stronie niemieckiej najwyżej w wysokości 1 marki niemieckiej. Powyższe opłaty ulegają zmniejszeniu o połowę w razie wystawienia przepustki na jednorazową podróż.

(2) Za wystawianie przepustek granicznych nie będą pobierane inne opłaty niż wskazane w ustępie 1 ani też opłaty od podania.

(3) Wysokość opłat przewidzianych w ustępie 1 może być w razie potrzeby zmieniona za wzajemnym porozumieniem się obu Rządów.

Artikel 2.

Grenzbezirk im Sinne dieses Abkommens ist im Gebiete jedes der vertragschliessenden Teile ein Geländestreifen von 10 Kilometern Breite längs der gemeinsamen Grenze. Falls diese Abgrenzung das Gebiet einer Gemeinde oder einer Ortschaft durchschneidet, wird die ganze Gemeinde oder Ortschaft in den Grenzbezirk einbezogen.

II. PERSÖNLICHE ERLEICHTERUNGEN.

Artikel 3.

(1) Die Grenzausweise werden nach anliegendem Muster (Anlage I) ausgestellt ; die polnischen Vordrucke sind gelb, die deutschen grün.

(2) Die Grenzausweise müssen mit einem amtlich abzustempelnden Lichtbild und mit Unterschrift oder Handzeichen des Inhabers versehen sein. Eines Lichtbildes bedarf es nicht, wenn der Ausweisinhaber einen sonstigen amtlichen oder amtlich beglaubigten Lichtbildausweis über seine Person vorlegt.

Artikel 4.

(1) Die Grenzausweise werden auf polnischer Seite von den Kreisbehörden der allgemeinen Verwaltung, auf deutscher Seite von den Passbehörden ausgestellt.

(2) Örtlich zuständig ist die Behörde, in deren Bezirke der Ausweisbewerber seinen Wohnsitz oder Aufenthalt hat.

Artikel 5.

Die Grenzausweise sind nur Personen über 15 Jahre auszustellen. Im Falle eines Bedürfnisses kann ein Grenzausweis auch einer Person unter 15 Jahren ausgestellt werden. Im übrigen dürfen Kinder unter 15 Jahren die Grenze nur in Begleitung eines Erwachsenen und nur dann überschreiten, wenn dessen Ausweis die Befugnis zur Mitnahme des Kindes enthält.

Artikel 6.

(1) Die Grenzausweise werden in der Regel mit einer Geltungsdauer von einem Jahr ausgestellt.

(2) Die Grenzausweise können auch mit einer Geltungsdauer von höchstens zwei Wochen für eine Einzelreise ausgestellt werden, wenn der Bewerber dies beantragt oder wenn besondere Umstände es angezeigt erscheinen lassen.

Artikel 7.

(1) Für die Ausstellung eines Grenzausweises wird eine Höchstgebühr auf polnischer Seite von 2 Złoty, auf deutscher Seite von 1 Reichsmark erhoben. Diese Gebühren ermässigen sich bei Ausstellung eines Grenzausweises für eine Einzelreise auf die Hälfte.

(2) Andere als die im Absatz 1 bezeichneten Gebühren dürfen für die Ausstellung von Grenzausweisen mit Einschluss des Antrages nicht erhoben werden.

(3) Die Höhe der im Absatz 1 vorgesehenen Gebühren kann nötigenfalls im gegenseitigen Einvernehmen der beiden Regierungen geändert werden.

Artykuł 8.

(1) Przepustki graniczne uprawniają do przekroczenia granicy przez wskazane w nich graniczne punkty przejściowe.

(2) Przekroczenie granicy w innych miejscach niż przez zwykle, urzędowo wyznaczone punkty przejściowe, może być dozwolone dla potrzeb gospodarstwa rolnego i leśnego, dla wykonywania polowania i rybołówstwa, dla gospodarstwa pastwiskowego, cięcia wikliny i wydobywania torfu, oraz w innych wypadkach zasługujących na uwzględnienie. Potrzebne w tym celu przejścia graniczne będą ustalone wspólnie przez obustronne właściwe władze administracyjne i celne po wysłuchaniu zainteresowanych i z uwzględnieniem istotnych potrzeb gospodarczych.

Artykuł 9.

(1) Przekraczanie granicy na mocy przepustek granicznych dozwolone jest zasadniczo tylko w porze dziennej, a mianowicie w czasie od 1 kwietnia do 30 września pomiędzy godziną 6 i 20, a od 1 października do 31 marca pomiędzy godziną 7 i 18. Zapory graniczne muszą być otwierane we właściwym czasie i nie mogą być przedwcześnie zamykane.

(2) Przekraczanie granicy w innych godzinach, aniżeli dopuszczonych w myśl ustępu 1, może być dozwolone dla potrzeb gospodarstwa rolnego i leśnego, dla polowania i połowu ryb oraz w innych godnych uwzględnienia wypadkach. Godziny do przekraczania granicy w powyższych wypadkach będą ustalone wspólnie przez obustronne właściwe władze administracji ogólnej i władze celne po wysłuchaniu zainteresowanych i z uwzględnieniem istotnych potrzeb gospodarczych.

(3) Duchowni i ich pomocnicy, lekarze, lekarze weterynaryjni i położne mogą przy wykonywaniu swego zawodu przekraczać granicę również poza godzinami dopuszczonymi według ustępu 1.

To samo dotyczy dozorców służ.

(4) Godziny przekraczania granicy kolejją, kolejką, tramwajem, i innymi publicznymi środkami regularnej komunikacji stosują się według urzędowo zatwierdzonych rozkładów jazdy.

Artykuł 10.

(1) Obszar ważności przepustek granicznych ustala stosownie do potrzeby w każdym poszczególnym wypadku władza, wystawiająca przepustkę.

(2) Jako obszar ważności wyznacza się powiaty leżące na obszarze granicznym sąsiedniego Państwa, graniczące z powiatem, w którym wystawiono przepustkę. Obszar ważności może być w obrębie obszaru granicznego rozszerzony również poza powiaty bezpośrednio graniczące, na najbliższe powiaty sąsiednie.

(3) Obszar ważności może być ograniczony do jednej lub kilku miejscowości, jeżeli ubiegający się o przepustkę o to prosi, jeżeli przepustkę wystawia się na jednorazową podróż, albo jeżeli to ze szczególnych powodów okaże się wskazanem.

Artykuł 11.

Przepustki graniczne upoważniają posiadacza do przebywania w sąsiednim obszarze granicznym (artykuł 10) każdorazowo najdłużej 6 dni.

Artykuł 12.

(1) Właściwe władze jednej z umawiających się stron nie mogą wystawiać przepustek granicznych osobom, wydalonym z obszaru drugiej Strony.

Artikel 8.

(1) Die Grenzausweise berechtigen zum Grenzübertritt an den in ihnen bezeichneten Grenzübergangsstellen.

(2) Der Grenzübertritt an anderen als den allgemein amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen kann für die Bedürfnisse der Land- und Forstwirtschaft, für die Ausübung der Jagd und Fischerei, für den Weidebetrieb, Binsenschnitt und Torfstich sowie in sonstigen berücksichtigungswerten Fällen gestattet werden. Die hierzu erforderlichen Grenzübergänge sind durch die beiderseitigen zuständigen Verwaltungs- und Zollbehörden gemeinsam nach Anhörung der Beteiligten unter Berücksichtigung der tatsächlichen wirtschaftlichen Bedürfnisse zu bestimmen.

Artikel 9.

(1) Der Grenzübertritt auf Grund von Grenzausweisen ist regelmässig nur während der Tagesstunden und zwar vom 1. April bis 30. September von 6 Uhr bis 20 Uhr und vom 1. Oktober bis 31. März von 7 Uhr bis 18 Uhr gestattet. Absperrvorrichtungen müssen rechtzeitig geöffnet und dürfen nicht vorzeitig geschlossen werden.

(2) Der Grenzübertritt zu anderen als den nach Absatz 1 zugelassenen Grenzübergangszeiten kann für die Bedürfnisse der Land- und Forstwirtschaft, für die Ausübung der Jagd und Fischerei sowie in sonstigen berücksichtigungswerten Fällen gestattet werden. Die Grenzübergangszeiten sind in diesen Fällen durch die beiderseitigen zuständigen Verwaltungs- und Zollbehörden gemeinsam nach Anhörung der Beteiligten unter Berücksichtigung der tatsächlichen wirtschaftlichen Bedürfnisse zu bestimmen.

(3) Geistliche und ihre Gehilfen, Ärzte, Tierärzte und Hebammen dürfen in Ausübung ihres Berufes die Grenze auch ausserhalb der nach Absatz 1 zugelassenen Grenzübergangszeiten überschreiten. Das Gleiche gilt für Schleusenwärter.

(4) Die Zeiten für den Grenzübertritt mit der Eisenbahn, der Kleinbahn, der Strassenbahn und mit anderen öffentlichen regelmässigen Verkehrseinrichtungen richten sich nach den amtlich genehmigten Fahrplänen.

Artikel 10.

(1) Der Geltungsbereich der Grenzausweise ist von der Behörde, die den Ausweis ausstellt, nach den Bedürfnissen des Einzelfalles festzusetzen.

(2) Als Geltungsbereich sind die im Grenzbezirke des Nachbarstaates gelegenen Kreise zu bezeichnen, die an den Kreis angrenzen, in dem der Ausweis ausgestellt wird. Der Geltungsbereich kann auch über die unmittelbar angrenzenden Kreise hinaus innerhalb des Grenzbezirks auf die Nachbarkreise erstreckt werden.

(3) Der Geltungsbereich kann auf eine oder mehrere Ortschaften beschränkt werden, wenn der Ausweisbewerber dies beantragt, wenn der Ausweis für eine Einzelreise ausgestellt wird oder wenn besondere Umstände es geboten erscheinen lassen.

Artikel 11.

Die Grenzausweise berechtigen den Inhaber, sich im Nachbargrenzbezirk (Artikel 10) jeweils höchstens 6 Tage lang aufzuhalten.

Artikel 12.

(1) Die zuständigen Behörden des einen vertragschliessenden Teiles dürfen an Personen, die aus dem Gebiete des anderen Teiles ausgewiesen sind, Grenzausweise nicht ausstellen.

(2) Osobom, których pobyt na obszarze jednej Strony zostanie przez właściwą władzę tej Strony określony jako niepożądany ze względów bezpieczeństwa wewnętrznego lub zewnętrznego, mogą właściwe władze drugiej z Umawiających się Stron wystawiać przepustki graniczne tylko za zgodą tejsze władzy.

Artykuł 13.

Władza, która wystawiła przepustkę, ma ją odebrać :

- a) jeżeli się okaże że nie istnieją lub przestały istnieć warunki przewidziane w artykule 1,
- b) jeżeli posiadacz przepustki stał się winnym ciężkiego lub powtórnego jej nadużycia.

Artykuł 14.

Władza jednej z Umawiających się Stron, która stwierdzi nadużycie przepustki granicznej, wystawionej na obszarze drugiej Strony, a uważa za potrzebne natychmiast przeszkodzić dalszemu nadużyciu, może unieważnić przepustkę graniczną przez umieszczenie na niej klauzuli « Tymczasowo nieważna dnia 19 ».

O powyższem zawiadomi ona niezwłocznie władzę, która wystawiła przepustkę.

Artykuł 15.

Jeżeli właściwa władza jednej z Umawiających się Stron uważa wniosek właściwej władzy drugiej Strony o odebranie przepustki granicznej, lub unieważnienie przepustki dokonane przez tę władzę za nieuzasadnione, wówczas jej bezpośrednio przełożona władza może zażądać zbadania sprawy od odpowiedniej władzy drugiej Strony.

Artykuł 16.

(1) Jeżeli przepustka graniczna została odebrana na wniosek właściwej władzy jednej z Umawiających się Stron, albo też została przez tę władzę unieważniona, wówczas nowa przepustka może być wystawiona tylko za zgodą tejsze władzy. Ma to również zastosowanie, jeżeli nowa przepustka ma być udzielona z ograniczeniem co do terminu lub obszaru ważności.

(2) Zgoda nie jest wymagana, jeżeli poprzednia przepustka została odebrana z tego powodu, że nie istniały lub przestały istnieć warunki przewidziane w artykule 1.

III. UŁATWIENIA RZECZOWE.

Artykuł 17.

(1) Właściciele oraz inne osoby, uprawnione do użytkowania gruntów, będących przedmiotem gospodarstwa rolnego lub leśnego, a położonych w jednym obszarze granicznym, lecz zagospodarowywanych z siedziby gospodarczej, leżącej w drugim obszarze granicznym, mogą przeprowadzać bez cła przez granicę następujące przedmioty, wytwory i zwierzęta na niżej wskazanych warunkach, w ramach zwykłej konieczności gospodarczej :

- a) wszystko, co służy do prawidłowego zagospodarowania tych gruntów, jak nawozy wszelkiego rodzaju, ziarno do siewu, nasiona, rozsady warzyw, sadzonki do zalesienia

(2) Die zuständigen Behörden des einen vertragschliessenden Teiles dürfen an Personen, deren Aufenthalt auf dem Gebiete des anderen Teiles von dessen zuständiger Behörde aus Gründen der inneren oder äusseren Sicherheit als unerwünscht bezeichnet wird, Grenzausweise nur mit Einwilligung dieser Behörde ausstellen.

Artikel 13.

Der Grenzausweis ist durch die Behörde, die ihn ausgestellt hat, zu entziehen :

- a) wenn sich ergibt, dass die Voraussetzungen des Artikel 1 nicht oder nicht mehr vorliegen ;
- b) wenn der Inhaber sich eines schweren oder wiederholten Missbrauchs des Grenzausweises schuldig gemacht hat.

Artikel 14.

Die Behörde des einen vertragschliessenden Teiles, die den Missbrauch eines im Gebiete des anderen Teiles ausgestellten Grenzausweises feststellt und die sofortige Verhinderung weiteren Missbrauchs für erforderlich hält, kann den Grenzausweis durch Anbringung des Vermerks „Vorläufig ungültig den 19 . . .“ ungültig machen. Sie wird die Behörde, die den Ausweis ausgestellt hat, davon unverzüglich benachrichtigen.

Artikel 15.

Hält die zuständige Behörde des einen vertragschliessenden Teiles einen von der zuständigen Behörde des anderen Teiles gestellten Antrag auf Entziehung oder die von einer solchen Behörde vorgenommene Ungültigmachung eines Grenzausweises für unbegründet, so kann ihre unmittelbar vorgesetzte Behörde von der entsprechenden Behörde der Gegenseite eine Nachprüfung des Falles verlangen.

Artikel 16.

(1) Wenn ein Grenzausweis auf Antrag der zuständigen Behörde des einen vertragschliessenden Teiles entzogen oder von einer solchen Behörde vorläufig ungültig gemacht worden ist, so kann ein neuer Ausweis nur mit Einwilligung dieser Behörde ausgestellt werden. Dies gilt auch, wenn der neue Ausweis mit zeitlicher oder räumlicher Beschränkung ausgestellt werden soll.

(2) Der Einwilligung bedarf es nicht, wenn der frühere Ausweis entzogen worden ist, weil die Voraussetzungen des Artikel 1 nicht oder nicht mehr vorlagen.

III. SACHLICHE ERLEICHTERUNGEN.

Artikel 17.

(1) Eigentümer und sonstige Nutzungsberechtigte von land- oder forstwirtschaftlich genutzten Grundstücken, die in dem einen Grenzbezirke liegen, aber von einer im anderen Grenzbezirke gelegenen wirtschaftlichen Betriebsstätte aus bewirtschaftet werden, dürfen die folgenden Gegenstände, Erzeugnisse und Tiere unter den nachstehend angegebenen Bedingungen im Rahmen der durch die übliche Bewirtschaftung bedingten Notwendigkeit zollfrei über die Grenze bringen :

- a) alles, was zur ordnungsmässigen Bewirtschaftung dieser Grundstücke dient, wie Düngemittel jeder Art, Saatgut, Sämereien, Pflänzlinge, Pflanzen für Schonungen,

gruntów, drzewa, wiklinę, kamienie polne, cegły, piasek, glinę, glinę i torf, oraz maszyny i narzędzia używane w gospodarstwie rolnem i leśnem, pojazdy i zwierzęta robocze wraz z uprzężą i innymi przyborami i potrzebną paszą dla zwierząt roboczych, tudzież materjami napędzonymi i smarami potrzebnymi dla maszyn i pojazdów ;

b) płody rolne i leśne oraz produkty zwierzęce, pochodzące z tych gruntów, tudzież dziczyznę upolowaną na obszarze tych gruntów i ryby oraz raki tam złowione, ryby jednak i raki tylko świeżo złowione, nieopakowane ;

c) zwierzęta należące do gospodarstwa, przeprowadzane przez granicę na pastwiska, jak również zwierzęta jednokopytowe i ptactwo oraz w tych samych warunkach pszczoły.

(2) Maszyny, narzędzia, pojazdy, zwierzęta robocze i uprzęż wraz z innymi przyborami muszą być po ukończeniu pracy, a zwierzęta i ptactwo z pastwisk po ukończonym wypasie, przeprowadzone zpowrotem zagranicę. Również mleko uzyskane z wypasanego bydła, tudzież ewentualny poza granicą urodzony przychówek oraz zwierzęta ubite z konieczności winny być przeprowadzone zpowrotem zagranicę, władze celne mają prawo we wzajemnem porozumieniu dopuszczać wyjątki.

(3) Osoby, które chcą korzystać z powyższych ułatwień, mają przedstawić we właściwych urzędach celnych zaświadczenie, wystawione przez władzę właściwą dla danej posiadłości i określające położenie, wielkość, tudzież rodzaj uprawy gruntu oraz ewentualny stan liczebny żywego inwentarza. Wystarczy podać stan liczebny inwentarza żywego w takim zakresie, w jakim zamierza się korzystać z udogodnień według ustępu 1 c).

Zaświadczenia mają być wystawiane bezpłatnie.

W razie zmian winno być zaświadczenie sprostowane w ciągu dwóch tygodni.

(4) Z udogodnień można korzystać tylko w tych porach roku i dnia, w których według miejscowych zwyczajów wykonywane są prace rolne lub leśne.

(5) W wyżej wymienionych wypadkach nie będzie wymagane złożenie zabezpieczenia celnego, chyba, że zachodzi uzasadnione podejrzenie co do rzetelności uprawnionego.

Artykuł 18.

(1) Jako żywność mogą mieszkańcy jednego obszaru granicznego zabierać ze sobą bez cła do drugiego obszaru granicznego gotowe do spożycia środki spożywcze na jeden dzień w ilości najwyżej dwóch kilogramów. Ułatwienie to nie odnosi się jednak do napojów alkoholowych i sztucznych środków słodzących, jak sacharyna i t. p.

(2) Robotnicy i rzemieślnicy, którzy mieszkają na jednym obszarze granicznym, a zawód swój wykonują na drugim obszarze granicznym, mogą zabierać ze sobą bez cła żywność w ilości odpowiadającej czasowi pobytu, jeżeli mają pozostawać przez kilka dni roboczych w miejscu zatrudnienia.

(3) Mieszkańcom jednego obszaru granicznego wolno jest zabierać ze sobą do drugiego obszaru granicznego cygara, papierosy i tytoń, w ilościach nieprzekraczających jednodniowego zapotrzebowania palacza. Ilość dopuszczalna wynosi :

dla cygar	10 sztuk
dla papierosów	25 »
dla tytoniu mniej niż	50 gramów
dla tytoniu do żucia	3 sztuki (zwoje).

Poza tem mogą oni mieć ze sobą jedno pudełko zapalek bez opłaty cła.

Artykuł 19.

(1) Przedmioty, służące do własnej potrzeby mieszkańców jednego obszaru granicznego, przenoszone do naprawy do drugiego obszaru granicznego z obowiązkiem wywiezienia ich zpowrotem, wolne są od cła.

Bäume, Weiden, Natursteine, Ziegel, Sand, Lehm, Tonerde und Torf, ferner die in der Land- und Forstwirtschaft üblichen Maschinen, Geräte, Fahrzeuge und Arbeitstiere, einschliesslich der Ausrüstungsgegenstände, sowie die erforderlichen Futtermittel für die Arbeitstiere und den erforderlichen Betriebsstoff für die Maschinen und Fahrzeuge ;

b) die land- und forstwirtschaftlichen Bodenerträge und tierischen Erzeugnisse dieser Grundstücke, das auf diesen Grundstücken erlegte Wild sowie die daselbst gefangenen Fische und Krebse jedoch nur frisch gefangen und in unverpacktem Zustande ;

c) das zum Wirtschaftsbetriebe gehörige Vieh, das zur Weide über die Grenze gebracht wird, einschliesslich der Einhufer und des Geflügels ferner unter der gleichen Voraussetzung Bienenstöcke.

(2) Die Maschinen, Geräte, Fahrzeuge, Arbeitstiere und Ausrüstungsgegenstände müssen nach beendetem Gebrauche, das Weidevieh nach beendetem Weidegang über die Grenze zurückgebracht werden. Ebenso sind die von dem Weidevieh gemolkene Milch sowie das etwa jenseits der Grenze geborene Jungvieh und notgeschlachtete Tiere über die Grenze zurückzubringen ; die Zollbehörden sind berechtigt, im gegenseitigen Einvernehmen Ausnahmen zuzulassen.

(3) Personen, die von den vorstehenden Vergünstigungen Gebrauch machen wollen, haben den zuständigen Zollstellen eine Bescheinigung vorzulegen, die von der für das Grundstück zuständigen Behörde ausgestellt ist und Lage, Grösse und Bestellungsart des Grundstücks sowie den etwaigen Viehbestand ergibt. Der Viehbestand braucht nur insoweit angegeben zu werden, als die Vergünstigung nach Absatz 1 c) in Anspruch genommen wird. Die Bescheinigungen sind kostenlos auszustellen. Im Falle von Veränderungen ist die Bescheinigung binnen zwei Wochen zu berichtigen.

(4) Die Vergünstigungen dürfen nur in den Jahreszeiten und zu den Tageszeiten in Anspruch genommen werden, in denen nach den örtlichen Gewohnheiten land- und forstwirtschaftliche Arbeiten ausgeführt werden.

(5) Die Hinterlegung einer Zollsicherheit wird in den vorstehend angeführten Fällen nicht verlangt, es sei denn, dass begründeter Verdacht gegen die Zuverlässigkeit des Berechtigten besteht.

Artikel 18.

(1) Als Mundvorrat dürfen die Bewohner des einen Grenzbezirks in den anderen Grenzbezirk zollfrei genussfertige Nahrungsmittel für einen Tag im Höchstgewicht von 2 Kilogramm mit sich führen. Auf alkoholhaltige Getränke und künstliche Süsstoffe wie Saccharin usw. erstreckt sich die Vergünstigung nicht.

(2) Arbeiter und Handwerker, die in dem einen Grenzbezirke wohnen und in dem anderen Grenzbezirk ihren Beruf ausüben, dürfen, wenn sie mehrere Arbeitstage an ihren Arbeitsstätten verbleiben sollen, den Mundvorrat in einem diesem Aufenthalt entsprechenden Ausmasse zollfrei mitnehmen.

(3) Die Bewohner des einen Grenzbezirkes dürfen zollfrei Zigarren, Zigaretten, und Tabak in den anderen Grenzbezirk mitnehmen, wenn es sich nur um Mengen handelt, die den Bedarf eines Rauchers für einen Tag nicht überschreiten. Die Höchstmenge beträgt :

bei Zigarren	10 Stück,
bei Zigaretten	25 »
bei Tabak weniger als	50 Gramm,
bei Kautabak	3 Stück (Rollen).

Sie dürfen ferner zollfrei eine Schachtel Zündhölzer mit sich führen.

Artikel 19.

(1) Gegenstände des eigenen Bedarfs der Bewohner des einen Grenzbezirks, die in den anderen Grenzbezirk unter der Verpflichtung der Rückbringung gebracht werden, um dort ausgebessert zu werden, bleiben vom Zoll befreit.

(2) Również wolne są od cła niżej wymienione przedmioty, przenoszone przez mieszkańców jednego obszaru granicznego do drugiego obszaru granicznego celem uszlachetnienia, z obowiązkiem powrotnego wywozu :

a) zboże, nasiona, owoce strączkowe, nasiona oleiste, konopie, len i t. p. surowe produkty gospodarstwa rolnego, które mają być czyszczone, mielone, śrutowane, wytłaczane, łuskane, tłuczone lub poddane jakiegokolwiek innej obróbce ;

b) drzewo przeznaczone do rozdrobnienia, łupania albo przeróbki na deski lub belki ;

c) kora dębowa albo jakakolwiek inna, która ma być pocięta, zmielona lub poddana tem podobnej obróbce.

Uzyskane przy uszlachetnieniu produkty poboczne o ileby miało być od nich pobrane cło, muszą być wywiezione zpowrotem razem z obrobionymi przedmiotami, lub oclone w razie pozostawienia ich w drugim obszarze granicznym. Udogodnienie to jest oparte na założeniu, że mieszkańcy pograniczni skazani są na młyny lub zakłady przetwórcze, położone w drugim obszarze granicznym, i że wymienione przedmioty przeznaczone są do użytku we własnym gospodarstwie tych mieszkańców pogranicznych.

Artykuł 20.

(1) Mieszkańcom jednego obszaru granicznego wolno przy wykonywaniu swego zawodu zabierać ze sobą do drugiego obszaru granicznego bez cła narzędzia pracy i przybory pod warunkiem ich powrotnego wywozu.

(2) Rzemieślnicy mogą zabierać ze sobą bez cła pochodzące z sąsiedniego obszaru granicznego przedmioty lub ich części do naprawy, pod warunkiem ich powrotnego wywozu. Również wolno im zabierać ze sobą bez cła materiał potrzebny przy naprawie w zakresie drobnego rzemiosła w ilościach, które mogą ze sobą przenosić bez posługiwania się środkami przewozowymi. Wolno im przechodzić i powracać przez granicę z takim samym materiałem tylko raz dziennie. Materiału tego nie wolno używać do sporządzania przedmiotów nowych. Materiał nieużyty musi być wywieziony zpowrotem.

Artykuł 21.

Robotnicy i pracownicy mogą bez cła przewozić przez granicę do swego domu wytwory gleby, udzielane im zwyczajowo jako deputat przez pracodawcę.

Artykuł 22.

(1) Duchowni i ich pomocnicy, lekarze, lekarze weterynaryjni i położne, zamieszkali w jednym obszarze granicznym, mogą przy wykonywaniu swego zawodu zabierać ze sobą bez cła do drugiego obszaru granicznego przybory i instrumenty potrzebne do wykonywania zawodu pod warunkiem powrotnego ich wywozu.

(2) Dla środków leczniczych, materiałów opatrunkowych i środków dezynfekcyjnych, które przenoszą ze sobą wymienieni w ustępie 1, lekarze, lekarze weterynaryjni i położne celem bezpośredniego użycia przy niesieniu pomocy w drugim obszarze granicznym, udziela się zwolnienia od cła. Osobom tym nie wolno zabierać ze sobą środków leczniczych i dezynfekujących zakazanych do przywozu w kraju przeznaczenia. Nieużyte środki lecznicze, materiały opatrunkowe i środki dezynfekcyjne muszą być wywiezione zpowrotem zagranicę.

(3) Składanie zabezpieczenia celnego nie będzie z reguły wymagane.

(2) Vom Zoll werden ferner die nachstehend aufgeführten Gegenstände befreit, die von den Bewohnern des einen Grenzbezirks in den anderen Grenzbezirk unter der Verpflichtung der Rückbringung gebracht werden, um dort eine Veredelung zu erfahren :

a) Getreide, Samen, Hülsenfrüchte, Ölfrüchte, Hanf, Flachs, und ähnliche landwirtschaftliche Roherzeugnisse, die gereinigt, gemahlen, geschrotet, zerquetscht, enthülst, geschlagen oder einer sonstigen Bearbeitung unterzogen werden sollen ;

b) Holz, das zerkleinert, gespalten oder zu Brettern oder Balken verarbeitet werden soll ;

c) Eichen — oder sonstige Rinde, die zerschnitten, gemahlen oder einer ähnlichen Bearbeitung unterzogen werden soll.

Die bei der Veredelung gewonnenen Nebenerzeugnisse müssen, soweit sie einen Zollwert besitzen, mit den bearbeiteten Gegenständen zusammen zurückgebracht oder bei Belassung im anderen Grenzbezirke verzollt werden. Die Vergünstigung hat zur Voraussetzung, dass die Grenzbewohner auf die im anderen Grenzbezirke gelegenen Mühlen oder sonstigen Betriebsstätten angewiesen sind und dass die erwähnten Gegenstände für den eigenen Wirtschaftsbedarf der Grenzbewohner gebraucht werden.

Artikel 20.

(1) Die Bewohner des einen Grenzbezirks dürfen anlässlich der Ausübung ihres Berufs im anderen Grenzbezirke das erforderliche Arbeits- und Betriebsgerät zollfrei unter der Bedingung der Wiederausfuhr mit sich führen.

(2) Handwerker dürfen zur Vornahme von Ausbesserungen aus dem Nachbargrenzbezirk stammende Gegenstände oder Teile von solchen unter der Bedingung der Wiederausfuhr zollfrei mit sich führen. Desgleichen ist ihnen die zollfreie Mitnahme von Material für Ausbesserungen im Rahmen eines kleinen Handwerkbetriebes in Mengen gestattet, die sie ohne Inanspruchnahme von Beförderungsmitteln mit sich zu tragen vermögen. Der Übertritt und Rückübertritt über die Grenze ist ihnen mit gleichem Material täglich nur einmal erlaubt. Das Material darf nicht zur Herstellung von neuen Gegenständen benutzt werden ; soweit es nicht verbraucht ist, muss es wieder ausgeführt werden.

Artikel 21.

Arbeiter und Angestellte dürfen die ihnen vom Arbeitgeber üblicherweise als Deputat gewährten Bodenerzeugnisse zollfrei über die Grenze in ihre Behausung verbringen.

Artikel 22.

(1) Geistliche und ihre Gehilfen, Ärzte, Tierärzte und Hebammen, die in dem einen Grenzbezirke wohnen, dürfen bei Ausübung ihres Berufs im anderen Grenzbezirke die zur Ausübung des Berufs notwendigen Geräte und Instrumente zollfrei, unter der Bedingung ihrer Rückbringung, mit sich führen.

(2) Für Heilmittel, Verbandstoffe und Desinfektionsmittel, die von den im Absatz 1 bezeichneten Ärzten, Tierärzten und Hebammen bei der Hilfeleistung im anderen Grenzbezirke zum unmittelbaren Verbrauch mitgeführt werden, wird Zollfreiheit gewährt. Im Einfuhrstaat nicht zugelassene Heilmittel oder Desinfektionsmittel dürfen die bezeichneten Personen nicht mitbringen. Nicht verbrauchte Heilmittel, Verbandstoffe und Desinfektionsmittel müssen wieder ausgeführt werden.

(3) Die Hinterlegung einer Zollsicherheit wird in der Regel nicht verlangt.

Artykuł 23.

Dla materiałów opatrunkowych i lekarstw, które mieszkańcy jednego obszaru granicznego przynoszą na podstawie recept lekarzy i lekarzy weterynaryjnych z tych aptek drugiego obszaru granicznego, w których zaopatrywać się muszą stosownie do warunków miejscowych, udziela się zwolnienia od cła, jednak tylko dla takich ilości, które odpowiadają potrzebie w poszczególnym wypadku choroby. Zwolnienia od cła udziela się przy powtórnym użyciu tej samej recepty tylko wówczas, gdy lekarz receptę wyraźnie odnowił. Lekarstwa zakazane w kraju przywozu nie mogą być wprowadzane.

Artykuł 24.

(1) Udziela się zwolnienia od cła dla pojazdów wszelkiego rodzaju (wozów zwykłych, kołowców, pojazdów mechanicznych i t. d.) oraz dla zwierząt jednokopytowych (koni, osłów, osłomulów i mułów), o ile przekraczają granicę tylko w tym celu, aby zawieźć osoby lub towary z jednego obszaru granicznego do drugiego obszaru granicznego, lub stamtąd je zabrać. Zwolnienie od cła obejmuje również przynależne przybory i potrzebną paszę oraz potrzebne materiały pędne i smary. Pojazdy, zwierzęta jednokopytowe i należące do nich przybory, tudzież nieużyta jeszcze pasza oraz nieużyte materiały napędne i smary muszą być wywiezione zpowrotem zagranicę.

(2) Osoby, znane władzom celnym jako rzetelne, będą zwolnione od składania zabezpieczenia celnego ; w takim razie wystawią im władze celne zaświadczenie, którego ważność może być ustanowiona na czas do jednego roku, stosownie do wniosku strony.

Artykuł 25.

Mieszkańcom obszaru granicznego udziela się zwolnienia od cła :

a) dla trumien ze zwłokami i dla urn z popiołami spalonych zwłok, wraz z wieńcami i tym podobnymi przedmiotami, służącymi do ozdoby trumien, urn albo środków przewozowych ;

b) dla przedmiotów, służących do pielęgnowania i zdobienia grobów, nawet wówczas, gdy mają służyć do stałego ozdobienia i utrzymania grobów i cmentarzy osób, przynależnych do mieszkańców pogranicznych ;

c) dla wiązanek z naturalnych kwiatów, liści i traw (wieńców, bukietów i t. d.), które mieszkańcy pograniczni przenoszą osobiście przez granicę z okazji uroczystości ; powyższe udogodnienie nie dotyczy wiązanek z kwiatów, przenoszonych przez granicę w celach przemysłowych i handlowych ;

d) dla przedmiotów kultu religijnego i księzek do nabożeństwa, używanych do celów religijnych, pod warunkiem ich powrotnego wywozu.

Artykuł 26.

Przewidziane w umowie uwolnienie od cła obejmuje zarówno zwolnienie od ceł przywozowych i wywozowych, jako też od wszelkich innych danin i opłat. Z uwolnieniem od cła jest ponadto połączone zwolnienie od obowiązujących zakazów przywozu lub wywozu, o ile niniejsza umowa nie postanawia inaczej.

Artykuł 27.

Jeżeli warunki miejscowe będą tego wymagały, w szczególności obrót gospodarczy w zakresie rolnictwa i leśnictwa, obustronne władze celne dopuszczają, w miarę możliwości, w danym razie we wzajemnym porozumieniu, wyjątki od postanowienia, że ruch towarowy może się odbywać wyłącznie drogami celnymi i podczas ustalonych godzin w porze dziennej.

Artikel 23.

Für Verbandstoffe und Arzneiwaren, die Bewohner des einen Grenzbezirks gegen Rezepte von Ärzten oder Tierärzten aus solchen Apotheken des anderen Grenzbezirkes holen, auf die sie nach den örtlichen Verhältnissen angewiesen sind, wird Zollfreiheit gewährt, jedoch nur für Mengen, die den Bedürfnissen des einzelnen Krankheitsfalles entsprechen. Die Zollfreiheit wird bei wiederholter Benutzung desselben Rezeptes nur dann gewährt, wenn der Arzt das Rezept ausdrücklich erneuert hat. Im Einfuhrstaate nicht zugelassene Arzneiwaren dürfen nicht eingebracht werden.

Artikel 24.

(1) Soweit Fahrzeuge aller Art (gewöhnlich Wagen, Fahrräder, Kraftfahrzeuge usw.) und Einhufer (Pferde, Esel, Maulesel und Maultiere) nur zu dem Zweck die Grenze überschreiten, um Personen oder Waren von dem einen Grenzbezirk in den anderen Grenzbezirk zu verbringen oder von dort zu holen, wird für die Zollfreiheit gewährt. Die Zollfreiheit erstreckt sich auch auf die dazu gehörigen Ausrüstungsgegenstände sowie auf die erforderlichen Futtermittel und Betriebsstoffe. Fahrzeuge, Einhufer und Ausrüstungsgegenstände sowie die nicht verbrauchten Futtermittel und Betriebsstoffe müssen zurückgebracht werden.

(2) Personen, die den Zollbehörden als zuverlässig bekannt sind, werden von der Hinterlegung einer Zollsicherheit befreit; in diesem Falle wird ihnen von den Zollbehörden ein Ausweis ausgestellt, dessen Gültigkeit auf Antrag bis auf ein Jahr erstreckt werden kann.

Artikel 25.

Den Bewohnern der Grenzbezirke wird Zollfreiheit gewährt :

a) für Särge mit Leichen und für Urnen mit Asche verbrannter Leichen, einschliesslich der Kränze und ähnlicher zur Verzierung der Särge, Urnen oder Beförderungsmittel dienender Gegenstände ;

b) für die Pflege und Ausschmückung von Grabstätten dienenden Gegenstände, auch soweit sie der dauernden Ausschmückung und Erhaltung von Grabstätten und Friedhöfen der Angehörigen der Grenzbewohner dienen ;

c) für Blumengebinde aus natürlichen Blumen, Blättern und Gräsern (Kränze, Sträusse und dergl.), die Grenzbewohner bei Gelegenheit einer Feierlichkeit persönlich über die Grenze bringen ; diese Vergünstigung erstreckt sich nicht auf Blumengebinde, die zu gewerblichen oder Handelszwecken über die Grenze gebracht werden ;

d) für Kultusgegenstände und Gebetbücher, die zu religiösen Zwecken benutzt werden, unter der Bedingung der Rückbringung.

Artikel 26.

Die im Abkommen vorgesehene Zollfreiheit umfasst die Befreiung sowohl von Ein- und Ausfuhrzöllen als auch von allen sonstigen Abgaben und Gebühren. Mit der Zollfreiheit ist ferner die Befreiung von geltenden Ein- oder Ausfuhrverboten verbunden, soweit in diesem Abkommen nicht anderes bestimmt ist.

Artikel 27.

Soweit es die örtlichen Verhältnisse, insbesondere im land- und forstwirtschaftlichen Bewirtschaftungsverkehr erfordern, werden die beiderseitigen Zollbehörden, gegebenenfalls im Benehmen miteinander, nach Möglichkeit Ausnahmen von der Bestimmung zulassen, dass der Verkehr mit Waren nur auf Zollstrassen und während der festgesetzten Tagesstunden erfolgen darf.

Artykuł 28.

Władze celne Umawiających się Stron, każda dla swego obszaru, wydadzą potrzebne zarządzenia nadzorcze celem przeszkodzenia nadużyciu udogodnień, przewidzianych w tym rozdziale. W razie potrzeby będą się o tem zawiadamiały władze celne Umawiających się Stron. Przepisy wykonawcze do niniejszej umowy podadzą one sobie wzajemnie do wiadomości.

IV. POSTANOWIENIA SZCZEGÓLNE I KOŃCOWE.

Artykuł 29.

Drużyny straży pożarnej lub straży kopalnianej, jako też inne organizacje ratownicze mogą dla niesienia pomocy w wypadkach pożaru lub w innych nieszczęśliwych wypadkach przekraczać granicę w każdym miejscu i o każdym czasie bez paszportu lub przepustki granicznej. Przybory, pojazdy i zaprzęgi wraz z potrzebną paszą dla zwierząt oraz potrzebnymi materiałami napędnymi i smarami dla pojazdów zwolnione są od cła i wszelkich formalności celnych, pod warunkiem ich powrotnego wywozu, o ile nie chodzi o paszę oraz środki napędne i smary zużyte w drodze.

Artykuł 30.

W zakresie policji weterynaryjnej obowiązują w małym ruchu granicznym postanowienia zawarte w załączniku II.

Artykuł 31.

(1) O ile w niniejszej umowie nie znajdują się odmiennie postanowienia, pozostają nienaruszone przepisy obowiązujące każdorazem na obszarze każdej z Umawiających się Stron, a odnoszące się do przedmiotów, objętych niniejszą umową. Odnosi się to w szczególności do przepisów paszportowych, przepisów o cudzoziemcach, meldunkowych, komunikacyjno-policyjnych, przepisów celnych, jak również przepisów sanitarnych i weterynaryjno-policyjnych oraz przepisów o ochronie roślin.

(2) W razie ogólnego zamknięcia granicy mogą być postanowienia niniejszej umowy przejściowo zawieszane również z innych powodów, aniżeli sanitarnych lub weterynaryjno-policyjnych.

Artykuł 32.

Jeśli przy wykonywaniu niniejszej umowy wynikły trudności, winny właściwe władze Umawiających się Stron porozumiewać się co do ich usunięcia.

Artykuł 33.

Rządy Umawiających się Stron będą się wzajemnie zawiadamiać, które urzędy należy uważać jako właściwe władze w rozumieniu niniejszej umowy.

Artykuł 34.

W razie, gdyby to z doświadczeń przy wykonywaniu postanowień niniejszej umowy okazało się wskazanem, mogą Rządy Umawiających się Stron porozumieć się, w danym razie także drogą

Artikel 28.

Die Zollbehörden der vertragschliessenden Teile werden jede für ihr Gebiet die notwendigen Überwachungsmaßnahmen anordnen, um einen Missbrauch der in diesem Abschnitt vorgesehenen Vergünstigungen zu verhindern. Erforderlichenfalls werden sich die Zollbehörden der vertragschliessenden Teile hierüber verständigen. Die Ausführungsbestimmungen zu diesem Abkommen werden sie sich gegenseitig mitteilen.

IV. BESONDERE UND SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 29.

Die Mannschaften von Feuerwehren oder Bergwehren sowie sonstige Rettungsorganisationen dürfen zur Hilfeleistung bei Bränden oder anderen Unglücksfällen die Grenze an jeder Stelle und zu jeder Zeit ohne Pass oder Grenzausweis überschreiten. Die Geräte, Fahrzeuge und Gespanne, einschliesslich des erforderlichen Futters für die Tiere sowie des erforderlichen Betriebsstoffes für die Fahrzeuge, sind vom Zoll und allen Zollförmlichkeiten befreit, unter der Bedingung der Wiederausfuhr, soweit es sich nicht um die unterwegs verbrauchten Futtermittel und Betriebsstoffe handelt.

Artikel 30.

Auf dem Gebiete der Veterinärpolizei gelten im kleinen Grenzverkehr die in der Anlage II enthaltenen Bestimmungen.

Artikel 31.

(1) Die auf dem Gebiete jedes der vertragschliessenden Teile jeweils geltenden Vorschriften, die sich auf die in diesem Abkommen behandelten Gegenstände beziehen, bleiben unberührt, soweit in diesem Abkommen nichts anderes bestimmt ist. Dies gilt insbesondere für die Pass-, Fremdenpolizei- und Meldevorschriften, für die Verkehrspolizei-Vorschriften, für die Zollvorschriften sowie für die gesundheits- und veterinärpolizeilichen Vorschriften und die Vorschriften über Pflanzenschutz.

(2) Die Bestimmungen dieses Abkommens können im Falle einer allgemeinen Grenzsperrung auch aus anderen als gesundheits- und veterinärpolizeilichen Gründen vorübergehend ausser Kraft gesetzt werden.

Artikel 32.

Sollten sich bei der Durchführung des Abkommens Schwierigkeiten ergeben, so werden zu deren Beseitigung die zuständigen Behörden der vertragschliessenden Teile unmittelbar ins Benehmen treten.

Artikel 33.

Die Regierungen der vertragschliessenden Teile werden einander mitteilen, welche Stellen als zuständige Behörden im Sinne dieses Abkommens zu betrachten sind.

Artikel 34.

Falls es sich nach den Erfahrungen bei der Durchführung der Bestimmungen dieses Abkommens als angezeigt erweisen sollte, können sich die Regierungen der vertragschliessenden Teile,

zwykłej wymiany pism, co do zmian lub uzupełnień niniejszej umowy, jeżeli takie zmiany lub uzupełnienia, według natury przedmiotu, nie wymagają zgody ciał ustawodawczych.

Artykuł 35.

(1) Umowa niniejsza winna być ratyfikowaną, wymiana dokumentów ratyfikacyjnych odbędzie się w Berlinie. Umowa wejdzie w życie w miesiąc po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych.

(2) Niniejsza umowa może być wypowiedziana z terminem sześć-miesięcznym przed końcem roku kalendarzowego.

Na dowód czego Pełnomocnicy oby Stron podpisali niniejszą umowę i raopatrzyli ją swemi pieczęciami.

Sporządzono w dwu egzemplarzach oryginalnych w języku polskim i niemieckim przyczem oba teksty mają jednakową moc obowiązującą.

Warszawa, dnia dwudziestego drugiego grudnia tysiąc dziewięćset trzydziestego pierwszego roku.

(L. S.) Dr. RASIŃSKI.

(L. S.) Dr. ECKARDT.

(L. S.) B. ZAKRZEWSKI.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY

DO POLSKO-NIEMIECKIEJ UMOWY, O UŁATWIENIACH W MAŁYM RUCHU GRANICZNYM PODPISANEJ DNIA 22 GRUDNIA 1931.

Przy podpisaniu polsko-niemieckiej umowy o ułatwieniach w małym ruchu granicznym Pełnomocnicy oby Stron uzgodnili jeszcze następujące punkty :

Do artykułu 1.

Jako publicznych urzędników i pracowników uważa się po polskiej stronie osoby będące w służbie Państwa i władz samorządu terytorjalnego, po stronie niemieckiej osoby w służbie Rzeszy, Państwa, prowincyj, powiatów i gmin.

Do artykułu 2.

I. Po polskiej stronie obszar graniczny na tej części granicy, do której odnosi się polsko-niemiecka konwencja Górnośląska¹ z dnia 15 maja 1922 r. ogranicza się co do ułatwień rzeczowych na pas ziemi o szerokości 5 kilometrów.

Rząd Polski zastrzega sobie zrównanie obszaru granicznego na swem terytorjum na tym odcinku granicy, do którego odnosi się polsko-niemiecka konwencja Górnośląska z dnia 15 maja 1922, na czas trwania tej konwencji, co do ułatwień osobistych, z obszarem granicznym, obowiązującym dla ułatwień rzeczowych. Nie ustanowi on jednak takiej linii przez którąby wykluczone zostały z osobistych ułatwień miejscowości : Herby, Lubliniec, Miasteczko, Siemianowice, Huta Laura, Wielkie Hajduki i Rybnik. O poczynionych zarządzeniach należy zawiadomić Rząd Niemiecki.

¹ Vol. IX, page 465 ; et vol. XIX, page 282, de ce recueil.

gegebenenfalls auch auf dem Wege eines einfachen Schriftwechsels über Änderungen oder Ergänzungen dieses Abkommens verständigen soweit solche Änderungen oder Ergänzungen dem Gegenstande nach nicht der Zustimmung der gesetzgebenden Körperschaften bedürfen.

Artikel 35.

(1) Dieses Abkommen soll ratifiziert werden, und der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Berlin stattfinden. Das Abkommen soll 1 Monat nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

(2) Dieses Abkommen kann mit einer Frist von 6 Monaten zum Ende eines Kalenderjahres gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in polnischer und deutscher Sprache, wobei beide Wortlaute gleiche Geltung haben.

Warschau, den zweiundzwanzigsten Dezember neunzehnhunderteinunddreissig.

(L. S.) Dr. RASIŃSKI.

(L. S.) Dr. ECKARDT.

(L. S.) B. ZAKRZEWSKI.

SCHLUSSPROTOKOLL

ZU DEM AM 22. DEZEMBER 1931 UNTERZEICHNETEN POLNISCH-DEUTSCHEN ABKOMMEN ÜBER ERLEICHTERUNGEN IM KLEINEN GRENZVERKEHR.

Bei der Unterzeichnung des polnisch-deutschen Abkommens über Erleichterungen im kleinen Grenzverkehr haben sich die beiderseitigen Bevollmächtigten noch über folgende Punkte geeinigt :

Zu Artikel 1.

Als öffentliche Beamte und Angestellte gelten auf polnischer Seite Personen, die im Dienste des Staates sowie der öffentlichen territorialen Selbstverwaltungskörper, auf deutscher Seite Personen, die im Dienste des Reichs, des Staates, der Provinzen, Kreise und Gemeinden stehen.

Zu Artikel 2.

I. Auf polnischer Seite beschränkt sich für die sachlichen Erleichterungen der Grenzbezirk an dem Teil der Grenze, auf den sich das polnisch-deutsche Abkommen¹ über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 bezieht, auf einen Geländestreifen von 5 Kilometern Breite.

Die Polnische Regierung behält sich vor, den Grenzbezirk auf ihrem Gebiet in dem Grenzabschnitt, auf welchen sich das polnisch-deutsche Abkommen über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 bezieht für die Dauer dieses Abkommens hinsichtlich der persönlichen Erleichterungen dem für die sachlichen Erleichterungen geltenden Grenzbezirk anzugleichen. Sie wird dabei jedoch nicht eine Linie festsetzen, durch welche die Ortschaften : Herby, Lubliniec, Miasteczko, Siemianowice, Huta Laura, Wielkie Hajduki und Rybnik von den persönlichen Erleichterungen ausgeschlossen sein würden. Von den getroffenen Anordnungen ist die Deutsche Regierung zu verständigen.

¹ Vol. IX, page 465 ; and Vol. XIX, page 282, of this Series.

II. Po niemieckiej stronie uznaje się jako obszar graniczny dla ułatwień rzeczowych graniczny obwód celny o szerokości istniejącej w chwili wejścia w życie niniejszej umowy, z zastrzeżeniem postanowienia zawartego pod III.

III. Jeżeli okaże się potrzeba, może Rząd każdej z Umawiających się Stron rozszerzyć obszar graniczny po swej stronie do szerokości 15 kilometrów. O tem należy zawiadomić Rząd drugiej Strony.

IV. Właściwe władze każdej z Umawiających się Stron mogą w drodze wyjątku i na czas przejściowy wyłączyć od postanowień niniejszej umowy poszczególne gminy lub miejscowości. O zarządzeniu wydanem w związku z tem przez właściwą władzę jednej z Umawiających się Stron należy zawiadomić właściwą władzę drugiej Strony. Jeżeli po upływie 6 miesięcy od zarządzonego wyłączenia właściwa władza jednej z Umawiających się Stron zwróci się do właściwej władzy drugiej Strony z wnioskiem o ponowne włączenie do obszaru granicznego wyłączonej gminy lub miejscowości, wówczas wniosek ten może być odrzucony tylko z podaniem powodów, uzasadniających dalsze wyłączenie.

Do rozdziału II.

Postanowienia rozdziału II nie naruszają tych postanowień konwencji Górnośląskiej z dnia 15 maja 1922 r., które dotyczą kart cyrkulacyjnych.

Do artykułu 3.

Formularze przepustek należy wypełniać w języku urzędowym władzy wystawiającej; nazwy miejscowości określa się w języku tego kraju, w którym miejscowość leży.

Do artykułu 5.

Istnienie potrzeby uznaje się, jeżeli przepustki graniczne są potrzebne w celu uczęszczania do szkoły, do kościoła lub udania się na ferie.

Do artykułu 6.

Przy wystawianiu przepustki granicznej na jednorazową podróż należy w formularzu do wyrazów « Przepustka graniczna » dodać słowa « podróż jednorazowa ».

Do artykułu 7.

Pozostają w mocy obowiązujące na obszarze każdej z Umawiających się Stron przepisy, które dopuszczają zwolnienie od opłat lub ich zniżenie.

Do artykułu 11.

Przepustka nie uprawnia posiadacza do stałego przebywania w sąsiednim obszarze granicznym a powracania tylko przejściowo na własny obszar graniczny.

Do artykułu 12.

Postanowienia niniejszej umowy nie naruszają prawa każdej z Umawiających się Stron do odmawiania przepustki granicznej na podstawie każdorazowo obowiązujących przepisów paszportowych.

II. Auf deutscher Seite gilt für die sachlichen Erleichterungen als Grenzbezirk der Zollgrenzbezirk in der beim Inkrafttreten dieses Abkommens bestehenden Breite, vorbehaltlich der Bestimmung unter III.

III. Falls sich ein Bedürfnis herausstellt, kann die Regierung jedes der vertragschliessenden Teile den Grenzbezirk auf ihrer Seite bis zu einer Breite von 15 Kilometern erweitern. Hiervon ist die Regierung des anderen Teiles zu verständigen.

IV. Die zuständigen Behörden jedes der vertragschliessenden Teile können einzelne Gemeinden oder Ortschaften ausnahmsweise und vorübergehend von den Bestimmungen dieses Abkommens ausschliessen. Die von der zuständigen Behörde des einen vertragschliessenden Teiles hiernach getroffene Massnahme ist der zuständigen Behörde des anderen Teiles mitzuteilen. Wird nach Ablauf von 6 Monaten seit der Anordnung der Ausschliessung der zuständigen Behörde des einen vertragschliessenden Teiles ein Antrag auf Wiedereinbeziehung der ausgeschlossenen Gemeinde oder Ortschaft in den Grenzbezirk bei der zuständigen Behörde des anderen Teiles gestellt, so darf dieser Antrag nur unter Angabe der für die weitere Ausschliessung massgebenden Gründe abgelehnt werden.

Zu Abschnitt II.

Durch die Bestimmungen des Abschnitt II werden diejenigen Bestimmungen nicht berührt, die in dem Abkommen über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 für Verkehrskarten getroffen sind.

Zu Artikel 3.

Die Ausweisvordrucke sind in der Amtssprache der ausstellenden Behörde auszufüllen; die Ortsnamen werden in der Sprache des Landes bezeichnet, in dem die Ortschaft liegt.

Zu Artikel 5.

Ein Bedürfnis ist als gegeben anzusehen, wenn die Grenzausweise zum Schul-, Kirchen- oder Ferienbesuch benötigt werden.

Zu Artikel 6.

Bei der Ausstellung eines Grenzausweises für eine Einzelreise ist in dem Vordruck neben der Bezeichnung „Grenzausweis“ das Wort „Einzelreise“ einzufügen.

Zu Artikel 7.

Unberührt bleiben die im Gebiete jedes der vertragschliessenden Teile geltenden Bestimmungen, die einen Erlass oder eine Ermässigung der Gebühr zulassen.

Zu Artikel 11.

Der Grenzausweis berechtigt den Inhaber nicht, sich im Nachbargrenzbezirke ständig aufzuhalten und nur vorübergehend in den eigenen Grenzbezirk zurückzukehren.

Zu Artikel 12.

Durch die Bestimmungen dieses Abkommens wird das Recht der Behörden jedes der vertragschliessenden Teile nicht berührt, die Ausstellung eines Grenzausweises auf Grund der jeweils geltenden Passvorschriften zu versagen.

Do artykułu 13.

Właściwe władze Umawiających się Stron będą się wzajemnie zawiadamiać o wypadkach, w których uważają odebranie przepustki za wskazane, jak również o wydanych w związku z tem zarządzeniach.

Do artykułu 17.

I. Za narzędzia w myśl artykułu 17 ustęp 1 a) uważa się również przybory rybackie.

II. Zwolnienia od cła udziela się również dla części zamiennych, których przeprowadzenie przez granicę dla maszyn i środków przewozowych, wymienionych w artykule 17 ustęp 1 a) jest potrzebne.

III. Zwolnienie od cła obejmuje tylko te ilości środków napędnych, które znajdują się w zbiorniku połączonym bezpośrednio z motorem.

IV. Umowa niniejsza nie narusza w niczem układów obu Umawiających się Stron, odnoszących się do rybołówstwa na granicznych wodach bieżących i na wodach granicznych.

V. Udogodnienie z ustępu 1 c) dotyczy również i buhajów, przepędzanych czasowo przez granicę do krycia bydła pozostającego na pastwiskach, jeśli buhaj należy do właściciela bydła będącego na pastwisku lub do innej osoby uprawnionej do użytkowania tego bydła.

Do artykułu 19.

Jeśli młyn lub inny zakład przetwórczy jest własnością mieszkańca pogranicznego, który chce z nich korzystać celem uszlachetnienia własnych produktów, wówczas odpadają ograniczenia przewidziane w ostatnim zdaniu artykułu 19 ustęp 2.

Do artykułu 24.

Zwolnienie od cła obejmuje tylko tę ilość środka napędnego, która wieziona jest w zbiorniku połączonym bezpośrednio z motorem.

Do artykułu 26.

I. Za daniny w rozumieniu artykułu 26 uważa się wszelkie daniny pobierane równocześnie z cłem. Każdoczesne postanowienia Umawiających się Stron o opodatkowaniu pojazdów motorowych pozostają jednak nienaruszone.

II. Do opłat w rozumieniu artykułu 26 nie należą opłaty za czynności urzędowe, wykonywane na wniosek poza miejscem urzędowym oraz poza zwykłymi godzinami urzędowymi.

Niniejszy protokół końcowy winien być uważany za integralną część umowy i równocześnie z umową ratyfikowany, oraz ma posiadać taką samą ważność i czas trwania.

WARSZAWA, dnia 22 grudnia 1931 r.

Dr. RASIŃSKI.

Dr. ECKARDT.

B. ZAKRZEWSKI.

Zu Artikel 13.

Die zuständigen Behörden der vertragschliessenden Teile werden sich gegenseitig die Fälle, in denen sie die Entziehung eines Grenzausweises für geboten erachten, sowie das darauf Veranlasste mitteilen.

Zu Artikel 17.

I. Unter Geräte im Sinne des Artikel 17 Absatz 1 a) fallen auch Fischereigeräte.

II. Die Zollfreiheit wird auch für Ersatzteile gewährt, deren Verbringung über die Grenze für die im Artikel 17 Absatz 1 a) aufgeführten Maschinen und Fahrzeuge erforderlich wird.

III. Die Zollfreiheit für den Antriebsstoff erstreckt sich nur auf diejenige Menge, die sich in den unmittelbar mit dem Motor in Verbindung stehenden Behälter befindet.

IV. Vereinbarungen der vertragschliessenden Teile auf dem Gebiete der Fischerei in den Grenzwasserläufen und Grenzgewässern werden durch die Bestimmungen dieses Abkommens nicht berührt.

V. Die Vergünstigung des Absatz 1 c) erstreckt sich auch auf Bullen, die vorübergehend zum Belegen des Weideviehs über die Grenze gebracht werden, sofern der Bulle dem Eigentümer oder dem sonstigen Nutzungsberechtigten des Weideviehs gehört.

Zu Artikel 19.

Wenn die Mühle oder sonstige Betriebsstätte Eigentum des Grenzbewohners ist, der sie zur Veredelung eigener Erzeugnisse benutzen will, entfallen die im Artikel 19 Absatz 2 letzter Satz vorgesehene Einschränkungen.

Zu Artikel 24.

Die Zollfreiheit für den Antriebstoff erstreckt sich nur auf diejenigen Mengen, die in dem mit dem Motor verbundenen Behälter mitgeführt wird.

Zu Artikel 26.

I. Unter Abgaben im Sinne des Artikel 26 sind alle Abgaben zu verstehen, die mit Zöllen zusammen erhoben werden. Die jeweiligen Bestimmungen der vertragschliessenden Teile über die Besteuerung von Kraftfahrzeugen bleiben jedoch unberührt.

II. Unter Gebühren im Sinne des Artikel 26 fallen nicht Gebühren für Amtshandlungen, die auf Antrag ausserhalb der Amtsstelle oder ausserhalb der ordentlichen Dienststunden vorgenommen werden.

Dieses Schlussprotokoll soll als wesentlicher Teil des Abkommens angesehen und gleichzeitig mit dem Abkommen ratifiziert werden sowie dieselbe Gültigkeit und Dauer haben.

WARSCHAU, den 22. Dezember 1931.

Dr. RASIŃSKI.

Dr. ECKARDT.

B. ZAKRZEWSKI.

ZAŁĄCZNIK I.

WZÓR POLSKIEJ PRZEPUSTKI GRANICZNEJ

Oplata : Ważna do dnia 19..... *)
 Gebühr : Gültig bis zum 19.....

POLSKO-NIEMIECKI RUCH GRANICZNY
 DEUTSCH-POLNISCHER GRENZVERKEHR

PRZEPUSTKA GRANICZNA NR.

GRENZAUSWEIS NR.

Nazwisko i imię
 Name und Vorname

Miejsce stałego zamieszkania albo pobytu
 Wohnsitz oder Aufenthaltsort

Punkt (y) przejściowy (e)
 Grenzübergangsstelle (n)

Ważna na pobyt każdorazowo najwyżej przez sześć dni w powiatach — powiecie —
 Gültig zu jeweiligem Aufenthalt von höchstens sechs Tagen in den Kreisen — dem
 miejscowości — miejscowościach
 Kreise — Ort (en)

Zszczególne godziny dla przekraczania granicy **)
 Besondere Grenzübergangszeiten

*) Miesiąc należy oznaczyć jego nazwą i cyfrą rzymską.
 Der Monat ist namentlich und durch römische Ziffer zu bezeichnen.

**) Należy skreślić, jeżeli dla przekroczenia granicy obowiązują ogólne godziny.
 Zu streichen, wenn die allgemeinen Übertrittszeiten gelten.

ANLAGE I.

MUSTER DES POLNISCHEN GRENZAUSWEISES

Oplata : *Ważna do dnia* 19.....
Gebühr : *Gültig bis zum* 19.....

POLSKO-NIEMIECKI RUCH GRANICZNY
 DEUTSCH-POLNISCHER GRENZVERKEHR

PRZEPUSTKA GRANICZNA NR.

GRENZAUSWEIS NR.

Nazwisko i imię
 Name und Vorname

Miejsce stałego zamieszkania albo pobytu
 Wohnsitz oder Aufenthaltsort

Punkt (y) przejściowy (e)
 Grenzübergangsstelle (n)

Ważna na pobyt każdorazowo najwyżej przez sześć dni w powiatach — powiecie —
Gültig zu jeweiligem Aufenthalt von höchstens sechs Tagen in den Kreisen — dem
miejsowości — miejscowościach

Zszczególne godziny dla przekraczania granicy **)
 Besondere Grenzübergangszeiten

*) *Miesiąc należy oznaczyć jego nazwą i cyfrą rzymską.*
 Der Monat ist namentlich und durch römische Ziffer zu bezeichnen.

**) *Należy skreślić jeżeli dla przekroczenia granicy obowiązują ogólne godziny.*
 Zu streichen, wenn die allgemeinen Übertrittszeiten gelten.

RYSOPIS
PERSONENBESCHREIBUNG

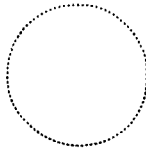
Stanowisko lub zawód
Stand oder Beruf
 Przynależność państwowa
Staatsangehörigkeit
 Miejsce urodzenia
Geburtsort
 Data urodzenia
Geburtstag
 Wzrost
Gestalt
 Twarz
Gesicht
 Barwa oczu
Farbe der Augen
 Barwa włosów
Farbe des Haares
 Szczególne znaki
Besondere Kennzeichen

TOWARZYSZĄCE DZIECI W WIEKU PONIŻEJ 15 LAT :

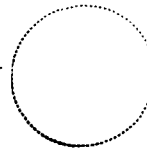
MITZUNEHMENDE KINDER UNTER 15 JAHREN :

	Nazwisko i imię <i>Name und Vorname</i>	Data urodzenia <i>Geburtstag</i>
1
2
3
4

Pieczęć urzędowa
Dienststempel



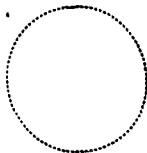
Fotografia
Lichtbild



Pieczęć urzędowa
Dienststempel

Własnoręczny podpis (znak ręczny) posiadacza
Eigenhändige Unterschrift (Handzeichen) des Inhabers

Pieczęć urzędowa
Dienststempel



..... dnia 19.....
den

Podpis urzędnika
Unterschrift des Beamten

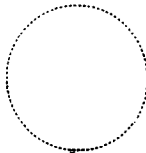
RYSOPIS
PERSONENBESCHREIBUNG

Stanowisko lub zawód
 Stand oder Beruf
Przynależność państwowa
 Staatsangehörigkeit
Miejsce urodzenia
 Geburtsort
Data urodzenia
 Geburtstag
Wzrost
 Gestalt
Twarz
 Gesicht
Barwa oczu
 Farbe der Augen
Barwa włosów
 Farbe des Haares
Szczególne znaki
 Besondere Kennzeichen

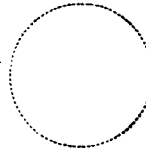
TOWARZYSZĄCE DZIECI W WIEKU PONIŻEJ 15 LAT :
 MITZUNEHMENDE KINDER UNTER 15 JAHREN :

	<i>Nazwisko i imię</i> Name und Vorname	<i>Data urodzenia</i> Geburtstag
1
2
3
4

Pieczęć urzędowa
Dienststempel



Fotografia
Lichtbild

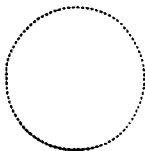


Pieczęć urzędowa
Dienststempel

Własnoręczny podpis (znak ręczny) posiadacza
Eigenhändige Unterschrift (Handzeichen) des Inhabers

.....

Pieczęć urzędowa
Dienststempel



..... dnia 19.....
den

Podpis urzędnika
Unterschrift des Beamten

ZAŁĄCZNIK II.

WETERYNARYJNO-POLICYJNE POSTANOWIENIA DO POLSKO-NIEMIECKIEJ UMOWY O UŁATWIENIACH
W MAŁYM RUCHU GRANICZNYM Z DNIA 22 GRUDNIA 1931 R.

A.

Do artykułu 17.

Do ustępu 1 a) i 1 c) oraz do ustępów 2 i 3.

Wszystkie zwierzęta z jednego obszaru granicznego, które mają być w drugim obszarze granicznym używane lub pasione, winny być spisane w zaświadczeniach, które mają być przedkładane właściwym obustronnym urzędowi celnyemu stosownie do artykułu 17 ustęp 3, z podaniem opisu zwierząt.

Poza tem zwierzęta jednokopytowe i bydło rogate winny być oznakowane przez wypalenie litery « P » (polskie zwierzęta) lub litery « D » (niemieckie zwierzęta). U zwierząt jednokopytowych znak ten winien być wypalony na lewym przednim kopycie a u bydła rogatego na lewej przedniej racicy lub lewym rogu. Nadto zwierzęta jednokopytowe i bydło rogate winny być przez wycięcie sierści na lewym udzie zaopatrzone w taką samą literę o wysokości co najmniej 10 cm, które to wycięcie w miarę potrzeby winno być odnawiane. Owce, kozy i świny winny być oznakowane taką samą literą przez wytatuowanie na lewym uchu.

Pogłowania zwierząt racicowych w zagrodach ich pochodzenia winny być corocznie wspólnie zbadane przez właściwych państwowych lekarzy weterynaryjnych obu Stron, a mianowicie zwierzęta robocze przed rozpoczęciem uprawy wiosennej, a zwierzęta pastwiskowe przed rozpoczęciem okresu pastwiskowego. Odnosne władze (starostowie, landraci) winny we właściwym czasie ustalić pogłowania, wchodzące w rachubę. Ustalenie terminu badań winno nastąpić przez obopólne porozumienie się państwowych lekarzy weterynaryjnych obydwu Stron. Wynik badania należy wpisać do zaświadczeń wyżej podanych. Odpisy tych zaświadczeń należy doręczyć właściwym państwowym lekarzom weterynaryjnym obydwu Stron.

Można zarządzić, aby zwierzęta, które nie pasą się w ogrodzonych okólnikach, były na pastwisku albo łobzowane albo należycie nadzorowane.

Co do zwierząt roboczych i pastwiskowych można zarządzić dalsze badania przez państwowego lekarza weterynaryjnego, które w ogólności nie należy częściej przeprowadzać niż jeden raz na miesiąc. W tych wypadkach badania te winny być wykonywane na granicy albo na pastwisku przez właściwego państwowego lekarza weterynaryjnego państwa przeznaczenia. Wynik badania należy również wpisać do wyżej wspomnianych zaświadczeń.

Badanie pogłowia w zagrodach pochodzenia, przeprowadzane przez państwowych lekarzy weterynaryjnych obydwu Stron, jako też ewentualne inne urzędowe badania weterynaryjne są bezpłatne, jeśli zostaną skuteczzone w dniach, godzinach i miejscach w tym celu wyznaczonych. Jeśli w wypadku podejrzanym zarządzi się osobne urzędowe badanie weterynaryjne, ma ono nastąpić również bezpłatnie.

Powrót żywych lub ubitych z konieczności zwierząt chorych na zarazę, podejrzanym o zarazę lub podejrzanym o zarażenie się, do kraju pochodzenia, może nastąpić tylko za osobnem zezwoleniem obustronnych właściwych władz (wojewody — prezesa rejencji), które w tym względzie mają się ze sobą porozumieć.

Dla psów (pasterskich i myśliwskich) winno być dostarczone zaświadczenie miejscowej władzy policyjnej (wójt — Amtsvorsteher) stwierdzające, że miejsce pochodzenia psów i otaczający je obszar w promieniu 10 kilometrów są wolne od wścieklizny. Zaświadczenie to jest ważne na przeciąg jednego miesiąca.

Pszczoly nie podlegają żadnemu ograniczeniu weterynaryjno-policyjnemu.

Do ustępu 1 b) i ustępu 2.

Mleko pochodzące od stad i z zagród, w których panuje pryszczycza oraz pochodzące z okręgów zapowietrzonych, utworzonych z powodu pryszczycy, może być wprowadzone przez wspólną granicę tylko po uprzednim zagotowaniu lub ogrzaniu co najmniej do 85 stopni Celsjusza. Okręgi zapowietrzone winny w zasadzie obejmować nie więcej, niż zapowietrzone miejscowości i ich bliższą okolicę, szczególnie silnie zagrożone.

ANLAGE II.

VETERINÄRPOLIZEILICHE BESTIMMUNGEN ZU DEM POLNISCH-DEUTSCHEN ABKOMMEN
ÜBER ERLEICHTERUNGEN IM KLEINEN GRENZVERKEHR VOM 22. DEZEMBER 1931.

A.

Zu Artikel 17.

Zu Absatz 1 a) und c) sowie zu den Absätzen 2 und 3.

Alle Tiere aus dem einen Grenzbezirke, die in dem anderen Grenzbezirke genutzt oder geweidet werden sollen, sind in die nach Artikel 17 Absatz 3 den beiderseitigen zuständigen Zollstellen vorzulegenden Bescheinigungen unter Beschreibung der Tiere einzutragen.

Ausserdem sind die Einhufer und Rinder durch Einbrennen eines „P“ (polnisches Vieh) oder eines „D“ (deutsches Vieh) zu kennzeichnen. Bei Einhufern ist das Brandzeichen am linken Vorderhuf, bei Rindern an der linken Vorderklaue oder am linken Horn anzubringen. Die Einhufer und Rinder sind ferner auf der linken Hinterbacke mit einem Haarschnitt in Form der gleichen Buchstaben von mindestens 10 cm Buchstabenhöhe, der rechtzeitig zu erneuern ist, zu versehen. Schafe, Ziegen und Schweine sind mit dem gleichen Buchstaben durch Tätowieren am linken Ohr zu kennzeichnen.

Die Ursprungsbestände der Klautiere sind alljährlich, und zwar Arbeitstiere vor Beginn der Frühjahrsbestellung, Weidetiere vor Beginn des Weidegangs, durch die beiderseitigen zuständigen Tierärzte gemeinschaftlich zu untersuchen. Die in Betracht kommenden Bestände sind von den zuständigen Behörden (Starosten, Landräte) rechtzeitig festzustellen. Die Untersuchungszeiten sind zwischen den beiderseitigen beamteten Tierärzten zu vereinbaren. Das Untersuchungsergebnis ist in die vorerwähnten Bescheinigungen einzutragen. Abschriften dieser Bescheinigungen sind den beiderseitigen zuständigen beamteten Tierärzten auszuhändigen.

Für Weidevieh, das nicht in eingefriedeten Koppeln geweidet wird, kann angeordnet werden, dass es entweder getüdet oder unter genügender Aufsicht geweidet werde.

Für das Arbeits- und Weidevieh können weitere amtsärztliche Untersuchungen angeordnet werden, die im allgemeinen nicht öfter als einmal im Monat stattfinden sollen. Sie sind in diesen Fällen durch den zuständigen beamteten Tierarzt des Zielstaates an der Grenze oder auf der Weide vorzunehmen. Das Untersuchungsergebnis ist gleichfalls in die vorerwähnten Bescheinigungen einzutragen.

Sowohl die Untersuchung der Ursprungsbestände durch die beiderseitigen beamteten Tierärzte als auch gegebenenfalls die übrigen amtstierärztlichen Untersuchungen sind, sofern sie an den hierfür festzusetzenden Untersuchungstagen, -stunden und -orten erfolgen, kostenlos. Wird in Verdachtsfällen eine besondere amtstierärztliche Untersuchung angeordnet, so hat sie ebenfalls kostenlos zu erfolgen.

Die Rückkehr seuchenkranker, seuchenverdächtiger oder ansteckungsverdächtiger lebender und toter Tiere in den Herkunftsstaat darf nur mit besonderer Genehmigung der beiderseitigen zuständigen Behörden (Wojewode, Regierungspräsident) erfolgen, die sich dieserhalb miteinander in Verbindung zu setzen haben.

Für Hunde (Hirten- und Jagdhunde) ist eine ortspolizeiliche Bescheinigung (Wójt, Amtsvorsteher) beizubringen, wonach der Standort der Hunde und dessen Umkreis von 10 Kilometern frei von Tollwut sind. Die Bescheinigung gilt einen Monat.

Bienen unterliegen keiner veterinärpolizeilichen Beschränkung.

Zu Absatz 1 b) und Absatz 2.

Die Milch darf aus Herden und Gehöften, in denen die Maul- und Klauenseuche herrscht, und aus den anlässlich der Maul- und Klauenseuche gebildeten Sperrbezirken nur nach erfolgtem Aufkochen oder nach Erhitzung auf mindestens 85 Grad Celsius über die gemeinschaftliche Grenze gebracht werden. Die Sperrbezirke sollen der Regel nach nicht mehr als die verseuchten Ortschaften und ihre besonders stark gefährdete nähere Umgebung umfassen.

Do ustępu 1 b).

Co do innych wytworów zwierzęcych i zwierząt mają zastosowanie każdorazowo obowiązujące weterynaryjno-policyjne przepisy kraju przeznaczenia o przywozie z zagranicy z tem jednak zastrzeżeniem, że ubity drób, upolowana zwierzyna, ryby i raki nie podlegają w małym ruchu granicznym żadnym ograniczeniom weterynaryjnym. Jeżeli między obydwoma Umawiającymi się Stronami zostały umówione albo w przyszłości miałyby być umówione jednostronne weterynaryjne ułatwienia, to mają one zastosowanie w małym ruchu granicznym do obydwu Umawiających się Stron.

Do ustępu 1 a).

Nawóz zwierzęcy z zagród wolnych od zaraźliwych chorób zwierzęcych nie podlega żadnemu weterynaryjno-policyjnemu ograniczeniu.

B.

Do artykułu 18.

Mięso wolno ze sobą zabierać tylko w stanie przyrządzonym (solone, peklowane, wędzone, gotowane albo pieczone).

C.

Do artykułu 24.

Osoby, używające zwierząt jednokopytowych, przy przekraczaniu granicy, muszą mieć ze sobą ich wykaz w dwóch językach, wystawiony przez miejscową władzę policyjną kraju pochodzenia (wójt, Amtsvorsteher), zaopatrzony urzędową pieczęcią tej władzy i zawierający nazwisko właściciela zwierzęcia jednokopytowego i dokładny opis zwierzęcia. Wykaz ten jest ważny na przeciąg jednego roku.

Wykazy muszą być zaopatrzone w zaświadczenie zdrowia wystawione przez państwowego lekarza weterynaryjnego kraju przeznaczenia, które to zaświadczenie jest ważne jeden miesiąc.

Urzędowe badania weterynaryjne na granicy winny być wykonywane bezpłatnie, jeżeli odbywają się w urzędowo ustanowionych miejscach badania i w terminach badania urzędowo wyznaczonych. Terminy te zostaną ustanowione zgóry na cały rok w ten sposób, że dla każdego miejsca badania na każdy miesiąc przypadnie przynajmniej jeden termin badania.

Miejsca badania na granicy mogą być od siebie oddalone co najwyżej 25 kilometrów.

Powrót do kraju pochodzenia jednokopytowych zwierząt chorych na zarazę, podejrzanych o zarazę lub podejrzanych o zarażenie się może nastąpić tylko za osobnem zezwoleniem obustronnych właściwych władz (wojewody — prezesa rejencji), które w tym względzie winny się porozumieć ze sobą.

D.

Do artykułu 17]

Ustęp 1 a) i b)
oraz

artykuł w 21 i 24.

Obrót paszą objętościową i słomą w małym ruchu granicznym nie jest ograniczony pod względem weterynaryjno-policyjnym.

E.

Do artykułu 29.

Zwierzęta jednokopytowe straży pożarnych i straży kopalnianych, jako też innych organizacji ratowniczych nie podlegają żadnemu policyjno-weterynaryjnemu ograniczeniu.

Zu Absatz 1 b).

Hinsichtlich der übrigen tierischen Erzeugnisse und Tiere gelten die jeweiligen veterinärpolizeilichen Einfuhrbestimmungen des Ziellandes mit der Massgabe, dass geschlachtetes Geflügel, erlegtes Wild, Fische und Krebse im kleinen Grenzverkehr keiner veterinären Beschränkung unterliegen.

Sofern zwischen den vertragschliessenden Teilen besondere einseitige veterinäre Erleichterungen vereinbart worden sind oder in Zukunft vereinbart werden sollten, gelten sie im kleinen Grenzverkehr für beide vertragschliessenden Teile.

Zu Absatz 1 a).

Tierischer Dünger aus seuchenfreien Gehöften unterliegt keiner veterinärpolizeilichen Beschränkung.

B.

Zu Artikel 18.

Fleisch darf nur in zubereitetem (gesalzenem, gepökeltem, geräuchertem, gekochtem oder gebratenem) Zustande mitgenommen werden.

C.

Zu Artikel 24.

Für Einhufer, die zum Grenzübertritt verwendet werden, muss ein von der Ortspolizeibehörde des Herkunftslandes (Wójt, Amtsvorsteher) ausgestellt, mit dem amtlichen Stempel der Behörde versehener, zweisprachiger Ausweis mitgeführt werden, der den Namen des Eigentümers des Einhufers und eine genaue Beschreibung des Tieres enthält. Der Ausweis gilt ein Jahr.

Die Ausweise müssen mit einer vom beamteten Tierarzte des Zielstaates ausgestellten Gesundheitsbescheinigung versehen sein, die einen Monat gilt.

Die amtstierärztlichen Untersuchungen an der Grenze sind kostenlos vorzunehmen, sofern sie an den amtlich zu bestimmenden Untersuchungsstellen und zu den amtlich festzusetzenden Untersuchungszeiten stattfinden. Die Festsetzung dieser Zeiten erfolgt im voraus für das ganze Jahr in der Weise, dass für jede Untersuchungsstelle auf jeden Monat wenigstens ein Untersuchungstermin fällt.

Die Untersuchungsstellen an der Grenze dürfen höchstens 25 Kilometer von einander entfernt sein.

Die Rückkehr seuchenkranker, seuchenverdächtiger oder ansteckungsverdächtiger Einhufer in den Herkunftsstaat darf nur mit besonderer Genehmigung der beiderseitigen zuständigen Behörden (Wojewode, Regierungspräsident) erfolgen, die sich dieserhalb miteinander in Verbindung zu setzen haben.

D.

Zu Artikel 17,

Absatz 1 a) und b) sowie
zu den

Artikeln 21 und 24.

Der kleine Grenzverkehr mit Rauhfutter und Stroh ist veterinärpolizeilich nicht beschränkt.

E.

Zu Artikel 29.

Die Einhufer von Feuer- und Bergwehren sowie von sonstigen organisierten Rettungsmannschaften unterliegen keiner veterinärpolizeilichen Beschränkung.

F.

Właściwe władze (starosta — Landrat) winny się wzajemnie zawiadamiać z możliwym pośpiechem o stwierdzeniu i wygaśnięciu niżej wymienionych zaraźliwych chorób zwierzęcych w tych powiatach granicznych, w których obszary graniczne się znajdują, podając dokładne miejsce zarazy, nazwiska właścicieli, wielkość zarażonych pogłowi i ilość chorych zwierząt :

- 1) wścieklizna (lyssa, rabies, hydrophobia) ;
- 2) nosaczka zwierząt jednokopytowych (malleus) ;
- 3) zaraza stadnicza (exanthema coitale paralyticum) ;
- 4) pryszczycza (aphthae epizooticae) ;
- 5) zaraza płucna bydła rogatego (pleuropneumonia contagiosa bovum) ;
- 6) ospa owcza (variola ovina) ;
- 7) świerzb zwierząt jednokopytowych i owiec (scabies) ;
- 8) różycza świń (rhusiopathia suis) ;
- 9) pomór świń (pestis suum) ;
- 10) księgosusz (pestis bovina) ;

Poza tem właściwe władze winny się wzajemnie zawiadamiać w pierwszym dniu każdego miesiąca o stanie wyżej wspomnianych zaraźliwych chorób zwierzęcych. Ujemne wykazy należy również sobie nadsyłać.

Każda z Umawiających się Stron ma prawo obostrzyć powyższe postanowienia, jeżeli na obszarze drugiej Strony wybuchnie księgosusz, jeżeli tamże w przestrzeni 20 km. od wspólnej granicy wybuchnie zaraza płucna bydła rogatego, pryszczycza lub ospa owcza, lub jeżeli w obszarze granicznym drugiej Strony wybuchnie pomór świń ; w tych wypadkach jest również dopuszczalny zupełny lub ograniczony zakaz ruchu granicznego dla zwierząt, części zwierząt i wytworów zwierzęcych, tudzież przedmiotów mogących być nośnikami zarazy (pasza objętościowa, słoma i t. d.). Powyższe zarządzenia wolno stosować tylko na czas trwania niebezpieczeństwa zarazy.

Jeżeli czasokres trwania ograniczeń przy zarazach, które były powodem obostrzenia wyżej podanych postanowień na obu obszarach jest różny, natenczas dłuższy okres ograniczeń jest miarodajnym dla uchylecia obostrzonych przepisów granicznych.

Właściwe władze (wojewoda — prezes rejencji) winny powiadomić się wzajemnie o tych obostrzeniach lub zakazach, jako też o ich uchyleniu, równocześnie z ich zarządzeniem.

G.

Potrzebne przepisy wykonawcze wydadzą władze administracyjne II instancji (wojewoda — prezes rejencji).

F.

Die zuständigen Behörden (Starost, Landrat) haben sich gegenseitig die Feststellung und das Erlöschen der nachstehend bezeichneten Seuchen in den Grenzkreisen, in denen die Grenzbezirke liegen, unter genauer Angabe des Seucheortes, der betreffenden Besitzer, der Grösse der verseuchten Bestände und der Zahl der erkrankten Tiere mit tunlichster Beschleunigung anzuzeigen :

1. Tollwut (*Lyssa*, Rabies, Hydrophobia) ;
2. Rotz der Einhufer (*Malleus*) ;
3. Beschälseuche (*Exanthema coitale paralyticum*) ;
4. Maul- und Klauenseuche (*Aphthae epizooticae*) ;
5. Lungenseuche des Rindviehs (*Pleuropneumonia contagiosa bovum*) ;
6. Pockenseuche der Schafe (*Variola ovina*) ;
7. Räude der Einhufer und Schafe (*Scabies*) ;
8. Rotlaufseuche der Schweine (*Rhusiopathia suis*) ;
9. Schweinepest (*Pestis suum*) ;
10. Rinderpest (*Pestis bovina*).

Ausserdem haben sich die zuständigen Behörden am ersten Tage jeden Monats den Stand der vorgenannten Seuchen gegenseitig mitzuteilen. Fehlanzeigen sind erforderlich.

Jeder der vertragschliessenden Teile hat das Recht, die vorstehenden Bestimmungen zu verschärfen, falls Rinderpest im Gebiete des anderen Teiles, Lungenseuche der Rinder, Maul- und Klauenseuche oder Pockenseuche der Schafe daselbst innerhalb 20 Kilometer von der gemeinschaftlichen Grenze oder Schweinepest im Grenzbezirk des anderen Teiles ausbricht ; auch ist in diesen Fällen ein völliges oder beschränktes Verbot des Grenzverkehrs für Tiere, tierische Teile, tierische Erzeugnisse und giftfangende Stoffe (Rauhfutter, Stroh usw.) zulässig. Die vorstehenden Massnahmen dürfen nur für die Dauer der Seuchengefahr getroffen werden.

Sind die Sperrfristen für Seuchen, die zur Verschärfung vorstehender Bestimmungen Veranlassung gegeben haben, in beiden Gebieten verschieden, so ist die längere Sperrdauer für die Aufhebung der verschärften Grenzbestimmungen massgebend.

Die zuständigen Behörden (Wojewode, Regierungspräsident) haben sich die Verschärfungen oder Verbote sowie deren Aufhebung gleichzeitig mit ihrer Anordnung mitzuteilen.

G.

Die Durchführungsbestimmungen erlassen die Verwaltungsbehörden zweiter Instanz (Wojewode, Regierungspräsident).

¹ TRADUCTION.

N° 3329. — ACCORD ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE POLONAISE, RELATIF A L'OCTROI DE FACILITÉS DANS LE PETIT TRAFIC FRONTALIER. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 22 DÉCEMBRE 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, d'autre part, désireux de remplacer par un nouvel accord l'Accord germano-polonais du 30 octobre 1924, relatif à l'octroi de facilités dans le petit trafic frontalier, ont désigné comme plénipotentiaires en vue de conclure un accord à cet effet :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. Władysław RASIŃSKI, directeur au Ministère des Finances ; et
M. Bernard ZAKRZEWSKI, ingénieur, conseiller de voïvodie ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Paul ECKARDT, ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après avoir échangé et vérifié leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

1. Les personnes qui ont leur domicile dans la zone frontière de l'une des Parties contractantes ou qui y résident pendant au moins trois mois bénéficieront, dans le petit trafic frontalier, des facilités prévues par le présent accord si elles sont titulaires d'une carte frontalière (*Grenzausweis*).

2. Les fonctionnaires et employés publics bénéficieront de ces facilités à partir du jour de leur entrée en service dans la zone frontière. Le délai de trois mois ne concerne pas non plus les propriétaires et autres exploitants légitimes de biens-fonds situés dans la zone frontière de l'un des Etats mais dont l'exploitation est dirigée d'un siège situé dans la zone frontière de l'autre Etat, ni les personnes employées dans de telles exploitations.

Article 2.

Par zone frontière au sens du présent accord, on entend, dans le territoire de chacune des Parties contractantes, une bande de territoire de 10 km. de largeur le long de la frontière commune. Si la limite ainsi tracée traverse le territoire d'une commune ou d'une localité, l'ensemble de la commune ou de la localité sera compris dans la zone frontière.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3329. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE POLISH REPUBLIC CONCERNING THE GRANTING OF FACILITIES IN MINOR FRONTIER TRAFFIC. SIGNED AT WARSAW, DECEMBER 22, 1931.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC of the one part and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH of the other part, desirous of replacing by a new agreement the Germano-Polish Agreement of October 30, 1924, concerning the granting of facilities in minor frontier traffic, have appointed as Plenipotentiaries for the purpose of concluding an Agreement for that purpose :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Władysław RASIŃSKI, Ministerial Director at the Ministry of Finance ; and
M. Bernard ZAKRZEWSKI, Engineer and Voyvodeship Counsellor ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Paul ECKARDT, Minister Plenipotentiary ;

Who, having exchanged and verified their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

I. GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

1. Persons domiciled in the frontier zone of one of the Contracting Parties or resident therein for a period of not less than three months shall be allowed, in respect of minor frontier traffic, the facilities provided for in the present Agreement, provided that they hold a frontier permit (*Grenzausweis*).

2. Public officials and employees shall enjoy such facilities from the date of their entry into service in the frontier zone. The three months' time-limit shall also not apply to landowners or other persons entitled to make use of real estate situated in the frontier zone of one State and managed from a headquarters situated in the frontier zone of the other State, or to persons employed for such purposes.

Article 2.

Within the meaning of the present Agreement, the term " frontier zone " shall be held to denote, in the territory of each Contracting Party, a strip of land 10 km. wide along the joint frontier. Should the zone thus laid down cross the territory of a commune or township, the whole of such commune or township shall be included in the frontier zone.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II. FACILITÉS VISANT LES PERSONNES.

Article 3.

1. Les cartes frontalières sont établies conformément au modèle ci-joint (annexe I) ; les formulaires polonais sont jaunes et les formulaires allemands verts.

2. Les cartes frontalières doivent être munies d'une photographie du titulaire — revêtue du timbre officiel — et de la signature ou d'un signe manuscrit du titulaire. La photographie n'est pas nécessaire si le titulaire de la carte produit une autre pièce d'identité délivrée ou visée par les autorités et munie d'une photographie.

Article 4.

1. Les cartes frontalières sont délivrées, en Pologne, par les autorités de district de l'administration générale et, en Allemagne, par les autorités préposées aux passeports.

2. L'autorité compétente au point de vue territorial est celle dans le district de laquelle est domiciliée ou réside la personne qui sollicite la carte.

Article 5.

Les cartes frontalières ne doivent être délivrées qu'à des personnes âgées de plus de quinze ans. En cas de nécessité, une carte frontalière peut être délivrée également à une personne de moins de quinze ans. Au reste, les enfants de moins de quinze ans ne doivent franchir la frontière qu'accompagnés d'une personne adulte et seulement dans le cas où la carte frontalière de cette dernière comporte l'autorisation de prendre l'enfant avec elle.

Article 6.

1. Les cartes frontalières sont délivrées en règle générale pour une durée d'un an.

2. Les cartes frontalières peuvent être également délivrées pour une durée de quinze jours au plus et pour un seul voyage si l'intéressé en fait la demande ou si des circonstances spéciales le justifient.

Article 7.

1. Pour la délivrance d'une carte frontalière, il sera perçu un droit maximum de 2 zloty en Pologne et de 1 Reichsmark en Allemagne. Ces droits seront réduits de moitié pour la délivrance d'une carte frontalière valable pour un seul voyage.

2. Il ne sera pas perçu, pour la délivrance de cartes frontalières, y compris la requête, de droits autres que ceux qui sont indiqués au paragraphe premier ci-dessus.

3. Le taux des droits prévus au paragraphe premier peut au besoin être modifié d'un commun accord par les deux gouvernements.

Article 8.

1. Les cartes frontalières donnent le droit de franchir la frontière aux points de passage qui y sont indiqués.

II. FACILITIES IN RESPECT OF PERSONS.

Article 3.

1. Frontier permits shall be made out in accordance with the model annexed hereto (Annex I) ; Polish permits shall be coloured yellow and German permits green.

2. Frontier permits shall be provided with a photograph of the holder, bearing an official stamp, and with the holder's signature or mark. Photographs shall not be required if the holder produces any other official or officially authenticated certificate of identity with his photograph.

Article 4.

1. In Poland, frontier permits shall be issued by the district authorities of the general administration, and in Germany by the passport authorities.

2. The territorially competent authority shall be that in whose district the person applying for a permit is domiciled.

Article 5.

A permit may be granted only to persons over 15 years of age. In case of necessity, a frontier permit may also be granted to persons under 15 years of age. In all other cases, a child under 15 may cross the frontier only when accompanied by an adult and only if the adult's frontier permit authorises him to take the child with him.

Article 6.

1. Frontier permits shall as a rule be granted for one year.

2. Frontier permits may also be granted for a period of not more than fifteen days and for a single journey, should the person concerned make a request to that effect or should such a measure be justified by special circumstances.

Article 7.

1. A fee not exceeding 2 zloty in Poland and 1 Reichsmark in Germany shall be charged for the issue of a frontier permit. These fees shall be reduced by one-half in the case of a frontier permit valid only for a single journey.

2. No fees other than those mentioned under (1) shall be charged for the issue of a frontier permit, including the application for such permit.

3. The scale of fees mentioned under (1) may if required be revised by joint agreement between the two Governments.

Article 8.

1. Frontier permits give the right to cross the frontier at the crossing-places stated in the permit.

2. Le passage de la frontière à des points autres que ceux qui, en général, sont officiellement admis, peut être autorisé pour les besoins de l'agriculture et de l'industrie forestière, pour la chasse et la pêche, pour l'utilisation des pâturages, la coupe des joncs et l'extraction de la tourbe, ainsi que pour les autres cas méritant d'être pris en considération. Les autorités administratives et douanières compétentes des deux Parties fixeront d'un commun accord les points de passage de la frontière qu'il est nécessaire d'utiliser à ces fins, après avoir entendu les intéressés et en tenant compte des besoins économiques réels.

Article 9.

1. Le passage de la frontière en vertu des cartes frontalières n'est régulièrement autorisé que pendant le jour, à savoir entre 6 heures et 20 heures du 1^{er} avril au 30 septembre, et entre 7 heures et 18 heures du 1^{er} octobre au 31 mars. Les barrières seront ouvertes en temps voulu et ne seront pas fermées avant l'heure réglementaire.

2. Le passage de la frontière à des heures autres que celles pendant lesquelles il est permis en vertu du paragraphe premier, peut être autorisé pour les besoins de l'agriculture et de l'industrie forestière, pour la chasse et la pêche, ainsi que dans d'autres cas méritant d'être pris en considération. Les autorités administratives et douanières compétentes des deux Parties fixeront d'un commun accord les heures de passage de la frontière dans lesdits cas, après avoir entendu les intéressés et en tenant compte des besoins économiques réels.

3. Les ecclésiastiques et leurs assistants, les médecins, vétérinaires et sages-femmes pourront, dans l'exercice de leur profession, franchir la frontière également en dehors des heures pendant lesquelles le passage de la frontière est autorisé en vertu du paragraphe premier. Il en est de même pour les éclusiers.

4. Les heures de passage de la frontière en chemin de fer et en tramway, ainsi que dans d'autres moyens de transport à service régulier, sont fixées d'après les horaires officiellement approuvés.

Article 10.

1. La zone de validité des cartes frontalières sera fixée par les autorités qui les délivrent d'après les nécessités de chaque cas d'espèce.

2. Comme zone de validité, on indiquera les districts de la zone frontière de l'Etat voisin qui sont limitrophes du district dans lequel est délivrée la carte frontalière. La zone de validité peut être étendue, en sus des districts directement limitrophes, aux districts voisins dans les limites de la zone frontière.

3. La zone de validité peut être limitée à une ou plusieurs localités si la personne qui sollicite la carte frontalière en fait la demande, lorsque la carte frontalière est délivrée pour un seul voyage ou lorsque l'exigent des circonstances spéciales.

Article 11.

Les cartes frontalières donnent droit à leurs titulaires de séjourner chaque fois dans la zone frontière de l'Etat voisin (article 10) pendant une durée maximum de six jours.

Article 12.

1. Les autorités compétentes de l'une des Parties contractantes ne délivreront pas de cartes frontalières à des personnes expulsées du territoire de l'autre Partie.

2. Les autorités compétentes de l'une des Parties contractantes ne délivreront de cartes frontalières à des personnes dont le séjour sur le territoire de l'autre Partie est considéré par

2. Permission to cross the frontier at points other than those generally allowed may be given if such is required for purposes of agriculture or forestry, hunting or fishing, grazing, reed or peat cutting, or in other cases meriting consideration. The competent administrative and Customs authorities of the two Parties shall jointly decide what frontier crossing-places are required for such purposes, after having heard the persons concerned and having taken into account practical economic requirements.

Article 9.

1. The frontier may be regularly crossed by persons holding frontier permits only during the day; namely, between 6 a.m. and 8 p.m. from April 1 until September 30 and from 7 a.m. to 6 p.m. from October 1 until March 31. Barriers shall be opened at the proper times and shall not be closed before those times.

2. Permission to cross the frontier at times other than those authorised in paragraph 1 may be given if such is required for purposes of agriculture or forestry, hunting or fishing or in other cases meriting consideration. In such cases the competent administrative and Customs authorities of the two Parties shall jointly fix the times at which the frontier may be crossed, after having heard the persons concerned and having taken into account practical economic requirements.

3. Ministers of religion and their assistants, doctors, veterinary surgeons and midwives may also, in the exercise of their profession, cross the frontier at hours other than those at which the crossing of the frontier is allowed under paragraph 1. The same provision shall apply to lock-keepers.

4. The hours at which the frontier may be crossed by railway and by tramway, or by other means of transport for which a regular service is provided, shall be fixed in accordance with the officially approved time-tables.

Article 10.

1. The zone in which frontier permits are to be valid shall be fixed by the authorities issuing such permits according to the requirements of each case.

2. The zone in which permits are to be valid, as shown on the permit, shall be the districts of the frontier zone of the neighbouring State adjacent to the district in which the frontier permit is issued. The zone of validity may be extended beyond the immediately adjacent districts to neighbouring districts within the frontier zone

3. The zone of validity may be limited to one or more places at the request of the person applying for a frontier permit, when the permit is issued for a single journey or when special circumstances so require.

Article 11.

Frontier permits shall entitle their holders to reside in the frontier zone of the other State for a maximum period of six days on each occasion.

Article 12.

1. The competent authorities of one Contracting Party may not grant frontier permits to persons who have been expelled from the territory of the other Party.

2. The competent authorities of one Contracting Party may not grant frontier permits to persons whose residence in the territory of the other Party is regarded by the competent authority

l'autorité compétente de l'autre Partie comme indésirable pour des motifs de sécurité intérieure ou extérieure, qu'avec le consentement de cette dernière autorité.

Article 13.

L'autorité qui délivre la carte frontalière doit la retirer :

- a) S'il est établi que les conditions prévues à l'article premier ne sont pas remplies ou ont cessé d'être remplies ;
- b) Si le titulaire s'est rendu coupable d'un abus grave ou réitéré de la carte.

Article 14.

L'autorité de l'une des Parties contractantes qui constate l'abus fait d'une carte frontalière délivrée dans le territoire de l'autre Partie et qui estime qu'il est nécessaire d'empêcher sans retard tout nouvel abus, peut annuler la carte frontalière en y inscrivant l'annotation : « Provisoirement annulée le 19.. ». Elle en informera sans retard l'autorité qui a délivré la carte.

Article 15.

Si l'autorité compétente de l'une des Parties contractantes estime qu'une demande de l'autorité compétente de l'autre Partie tendant au retrait d'une carte frontalière n'est pas fondée ou que l'annulation par cette dernière autorité d'une carte frontalière n'est pas justifiée, l'autorité immédiatement supérieure peut demander à l'autorité correspondante de l'autre Partie que le cas soit examiné à nouveau.

Article 16.

1. Si une carte frontalière a été retirée à la demande de l'autorité compétente de l'une des Parties contractantes ou a été annulée provisoirement par ladite autorité, une nouvelle carte frontalière ne peut être délivrée qu'avec le consentement de cette dernière. Cette disposition est applicable même si la nouvelle carte frontalière doit être délivrée avec des restrictions de temps ou de lieu.

2. Le consentement en question n'est pas nécessaire si l'ancienne carte frontalière a été retirée parce que les conditions prévues à l'article premier n'étaient pas remplies ou avaient cessé de l'être.

III. FACILITÉS VISANT LES CHOSSES.

Article 17.

1. Les propriétaires et autres exploitants légitimes de biens-fonds formant une exploitation agricole ou forestière, situés dans la zone frontière de l'une des Parties, mais dont le siège d'exploitation se trouve dans la zone frontière de l'autre Partie, peuvent transporter en franchise à travers la frontière les objets, produits et animaux suivants, aux conditions énoncées ci-après et dans les limites des besoins d'une exploitation normale :

- a) Tout ce qui sert à l'exploitation régulière desdits biens-fonds : engrais de toute sorte, semences, graines, plants, plantes pour réserves, arbres, osiers, pierres naturelles, tuiles, sable, terre à briques, terre glaise et tourbe, ainsi que les machines, instruments, véhicules et animaux de travail généralement utilisés dans l'exploitation agricole et forestière, y compris le harnachement et le fourrage nécessaire pour les animaux de travail, et le combustible et les lubrifiants nécessaires pour les machines et les véhicules ;

of the other Party as undesirable for reasons connected with internal or external safety, unless the latter authority gives its consent.

Article 13.

The authority issuing the frontier permit shall withdraw it :

- (a) If it is shown that the conditions laid down in Article 1 are not or have ceased to be fulfilled ;
- (b) If the holder has made a serious or repeated improper use of the frontier permit.

Article 14.

If an authority of one Contracting Party finds that an improper use has been made of a frontier permit issued in the territory of the other Party, and is of opinion that it should take immediate steps to prevent any further improper use, it may cancel the frontier permit by writing on it : " Provisionally cancelled on 19.. ". Such authority shall immediately notify the authority which issued the permit.

Article 15.

Should the competent authority of one Contracting Party be of opinion that an application from the competent authority of the other Party for the withdrawal of a frontier permit or the cancellation by such authority of the frontier permit be unjustified, the next higher authority may apply to the corresponding authority of the other Party for a reconsideration of the case.

Article 16.

1. Should a frontier permit have been withdrawn at the request of the competent authority of one of the Contracting Parties or have been provisionally cancelled by the said authority, a fresh frontier permit may be delivered only with the latter's consent. The same provision shall apply if a new permit is granted subject to restrictions of time or place.

2. Such consent shall not be necessary if the frontier permit was withdrawn because the conditions laid down in Article 1 were not fulfilled or had ceased to be fulfilled.

III. FACILITIES IN RESPECT OF THINGS.

Article 17.

1. Owners and other persons entitled to the use, for purposes of agriculture or forestry, of land situated in one frontier zone but managed from headquarters situated in the other frontier zone may convey across the frontier free of duty the following articles, products and animals, under the conditions laid down below and in so far as required for normal exploitation :

- (a) All articles used for the regular exploitation of the said land, such as fertilisers of all kinds, seeds, grain, seedlings, nursery plants, trees, osiers, natural stones, tiles, sand, loam, clay and peat, and machines, implements, vehicles, and draught animals, generally used for agriculture and forestry, including the harness and fodder necessary for the draught animals and the necessary fuel for the machines and vehicles ;

b) Les produits du sol, agricoles et forestiers, et les produits animaux desdits biens-fonds, le gibier tué sur ces mêmes biens-fonds, ainsi que les poissons et écrevisses qui y sont pêchés, mais seulement à l'état frais et non emballés ;

c) Le bétail appartenant à l'exploitation qui est mené paître au delà de la frontière, y compris les solipèdes et la volaille ainsi que, dans les mêmes conditions, les ruches d'abeilles.

2. Les machines, instruments, véhicules, animaux de travail, avec leur équipement et harnachement, seront ramenés de l'autre côté de la frontière une fois le travail achevé ; le bétail de pacage sera ramené lorsqu'il aura fini de paître. De même, le lait trait pendant que le bétail est au pâturage, les jeunes animaux qui sont nés et les animaux qu'il a fallu abattre au delà de la frontière devront être ramenés de l'autre côté ; les autorités douanières ont le droit d'admettre, d'un commun accord, des exceptions.

3. Les personnes qui désirent bénéficier des facilités ci-dessus doivent présenter au bureau de douane compétent un certificat délivré par l'autorité compétente pour le bien-fonds et indiquant la situation, l'étendue et le mode d'exploitation du bien-fonds et, le cas échéant, le nombre d'animaux du cheptel. Il n'y a lieu de donner cette dernière indication que dans la mesure où l'intéressé entend bénéficier de la facilité visée au point c) du paragraphe premier. Les certificats sont délivrés sans frais. S'il survient des changements, le certificat doit être rectifié dans les quinze jours.

4. Les intéressés ne peuvent prétendre bénéficier des facilités que pendant les saisons de l'année et les périodes de la journée où, suivant les usages locaux, il est procédé à des travaux agricoles et forestiers.

5. Le dépôt d'un cautionnement de douane ne sera pas exigé dans les cas mentionnés ci-dessus, à moins que l'on ne soit fondé à mettre en doute la bonne foi de l'intéressé.

Article 18.

1. Les habitants de la zone frontière sont autorisés à importer en franchise, comme provisions de bouche, dans la zone frontière de l'autre Partie, des aliments pour une journée, prêts à être consommés, jusqu'à concurrence de 2 kg. Cette facilité ne s'étend pas aux boissons alcooliques et aux édulcorants artificiels tels que la saccharine, etc.

2. Les ouvriers et artisans domiciliés dans la zone frontière de l'une des Parties, qui exercent leur métier dans la zone frontière de l'autre Partie, sont autorisés, s'ils doivent séjourner plusieurs jours ouvrables au lieu où ils travaillent, à emporter en franchise leurs provisions de bouche en quantités correspondant à la durée du séjour.

3. Les habitants de la zone frontière de l'une des Parties sont autorisés à emporter en franchise dans la zone frontière de l'autre Partie, des cigares, des cigarettes et du tabac, en quantités ne dépassant pas les besoins d'un fumeur pendant une journée. Le maximum est fixé comme suit :

Cigares	10 pièces.
Cigarettes	25 pièces.
Tabac	moins de 50 grammes.
Tabac à chiquer	3 pièces (rouleaux).

Ils sont autorisés en outre à emporter en franchise une boîte d'allumettes.

Article 19.

1. Les objets à l'usage personnel des habitants de la zone frontière de l'une des Parties, importés, pour y être réparés, dans la zone frontière de l'autre Partie sous condition d'en être réexportés, sont exempts de droits de douane.

(b) Products of the soil derived from agriculture and forestry, and animal products of such land, game killed on the land and fish and crayfish caught there, but only if fresh and unpacked ;

(c) Livestock belonging to the agricultural undertakings in question, taken across the frontier for grazing, including solipeds and poultry and, under the same conditions, hives of bees.

2. The machines, implements, vehicles, draught animals and their harness must be brought back across the frontier once the work has been completed ; grazing cattle must be brought back after their grazing has been finished. Likewise milk taken from cattle during grazing, young cattle born and cattle which have had to be slaughtered on the other side of the frontier shall be brought back ; the Customs authorities shall be authorised to allow exceptions by mutual agreement.

3. Persons desiring to avail themselves of the above facilities must submit to the competent Customs office a certificate issued by the authority competent in respect of the land in question, stating the position, area and nature of exploitation of the land and, if necessary, the number of cattle thereon. The number of cattle need be shown only if facilities under Section I (c) are applied for. Certificates shall be issued free of charge. If any changes are made, the certificate shall be corrected within fifteen days.

4. Facilities may be claimed only during the seasons of the year and for the time of day in which, according to local custom, agricultural or forestry work is done.

5. The deposit of Customs security shall not be required in the cases mentioned above unless there is reason to doubt the trustworthiness of the person concerned.

Article 18.

1. The inhabitants of the frontier zone shall be allowed to import, free of duty, into the frontier zone of the other party, as personal provisions, food, for one day, ready for consumption and not exceeding 2 kg. in weight. This facility shall not include alcoholic beverages or artificial sweetening substances such as saccharine, etc.

2. Workers and artisans residing in one frontier zone and engaging in their occupation in the other may, if they have to remain several working days at the place at which they are working, take with them their personal provisions, free of duty, in quantities proportionate to the duration of their stay.

3. The inhabitants of the frontier zone of one Party shall be allowed to take into the frontier zone of the other Party, free of duty, cigars, cigarettes and tobacco in quantities not exceeding the requirements of one smoker for one day. Such maximum shall be :

Cigars	10.
Cigarettes	25.
Tobacco	less than 50 gr.
Chewing Tobacco	3 pieces (rolls).

They shall further be allowed to carry one box of matches with them free of duty.

Article 19.

1. Articles for the personal use of the inhabitants of the frontier zone of one Party imported for the purpose of repair in the frontier zone of the other Party shall be exempt from Customs duty, on condition that they are re-exported.

2. Sont également exempts de droits de douane les objets énumérés ci-après, importés, pour finissage, par les habitants de la zone frontière de l'une des Parties dans la zone frontière de l'autre Partie, à condition d'être réexportés :

- a) Blé, graines, fruits secs, graines oléagineuses, chanvre, lin et autres produits agricoles bruts similaires, qui doivent être nettoyés, moulus, broyés, concassés, écosés, battus ou soumis à tout autre traitement ;
- b) Bois qui doit être scié, fendu ou débité en planches ou poutres ;
- c) Ecorce de chêne et autre, qui doit être broyée, moulue ou soumise à tout autre traitement similaire.

Les produits secondaires tirés des opérations de finissage doivent, s'ils sont passibles de droits de douane, être réexportés en même temps que les objets qui ont été traités, ou dédouanés s'ils sont laissés dans la zone frontière de l'autre Partie. La facilité prévue au présent article ne sera accordée que si les frontaliers ne peuvent avoir recours qu'aux moulins ou autres établissements situés dans la zone frontière de l'autre Partie et si les objets en question sont utilisés pour les besoins économiques propres des frontaliers.

Article 20.

1. Les habitants de la zone frontière de l'une des Parties sont autorisés, en vue d'exercer leur métier dans la zone frontière de l'autre Partie, à emporter en franchise leurs outils et instruments de travail, à condition de les réexporter une fois le travail achevé.

2. Les artisans sont autorisés à emporter en franchise, en vue de les réparer, des objets ou pièces détachées provenant de la zone frontière voisine, à condition de les réexporter. Ils sont de même autorisés à emporter en franchise, pour des réparations qui ne sortent pas du cadre du petit artisanat, du matériel en quantités qu'il leur est possible de transporter sans avoir recours à des moyens de transport. Le passage dans les deux sens de la frontière avec du matériel de même nature ne leur est permis qu'une seule fois par jour. Le matériel ne doit pas être utilisé pour la confection d'objets neufs et doit être réexporté dans la mesure où il n'a pas été employé.

Article 21.

Les ouvriers et employés sont autorisés à emporter chez eux, en franchise, à travers la frontière, les produits du sol que leurs employeurs, conformément à l'usage, leur donnent à titre de rémunération en nature.

Article 22.

1. Les ecclésiastiques et leurs assistants, les médecins, vétérinaires et sages-femmes résidant dans la zone frontière de l'une des Parties, sont autorisés, dans l'exercice de leur profession dans la zone frontière de l'autre Partie, à emporter en franchise, à condition de les rapporter à leur retour, les objets et instruments nécessaires à l'exercice de leur profession.

2. La franchise de douane est accordée pour les médicaments, pansements et désinfectants que les médecins, vétérinaires et sages-femmes mentionnés au paragraphe premier emportent pour s'en servir directement lorsque l'on a recours à leurs services dans la zone frontière de l'autre Partie. Les personnes susmentionnées ne doivent pas apporter des médicaments ou désinfectants non autorisés dans le pays d'importation. Les médicaments, pansements et désinfectants non utilisés doivent être réexportés.

- 3. En règle générale, le dépôt d'un cautionnement de douane n'est pas exigé.

Article 23.

La franchise de douane est accordée pour les articles de pansement et les médicaments que les habitants de la zone frontière de l'une des Parties se procurent, sur ordonnance de médecins

2. Exemption from Customs duty shall also be granted to the articles enumerated below when imported for the purpose of finishing by the inhabitants of the one frontier zone into the other frontier zone, on condition that they are re-exported :

- (a) Wheat, grain, dried fruits, oleaginous grain, hemp, flax and similar agricultural raw products for the purpose of being cleaned, ground, shredded, crushed, husked, beaten or subjected to any other treatment ;
- (b) Timber to be sawn, split or worked into boards or beams ;
- (c) Oak or other bark to be cut up, ground or subjected to any other similar treatment.

By-products derived from finishing operations shall, if liable to Customs duty, be re-exported at the same time as products which have been treated ; they shall pay Customs duty if they are left in the frontier zone of the other Party. This facility shall be granted only if the inhabitants of the frontier zone cannot make use of mills or establishments other than those situated in the other frontier zone, and provided that the products in question are used for the economic requirements of the inhabitants of the frontier zone themselves.

Article 20.

1. The inhabitants of the frontier zone of one Party shall be allowed, for purposes of engaging in their occupation in the frontier zone of the other Party, to take over the frontier, free of duty, articles necessary for their work or business, on condition that such articles are re-exported.

2. Artisans shall be allowed to take over the frontier, free of duty, for purposes of repairs, articles or detached parts coming from the neighbouring frontier zone, on condition that such articles or parts are re-exported. They shall likewise be authorised to take with them, free of duty, for repairs which are within the scope of a small craftsman's business, material in such quantities as can be carried by them without requiring special means of transport. They may cross the frontier in both directions with materials of the same kind only once in a day. The materials shall not be used for the manufacture of new articles and shall be re-exported in so far as they are not used.

Article 21.

Workers and employees may carry with them, free of duty, over the frontier products of the soil which their employers customarily give them as payment in kind.

Article 22.

1. Ministers of religion and their assistants, doctors, veterinary surgeons and midwives who reside in the frontier zone of one Party may take with them, free of duty, for the exercise of their profession in the other frontier zone, the articles and instruments necessary for that purpose, provided that they bring them back on their return.

2. Exemption from Customs duty shall be granted in respect of medicaments, dressings and disinfectants which the doctors, veterinary surgeons and midwives mentioned in paragraph 1 take with them for direct use when their services are employed in the frontier zone of the other Party. The above-mentioned persons may not take with them medicaments or disinfectants the use of which is not allowed in the country which they are entering. Medicaments, dressings and disinfectants which are not used must be re-exported.

3. As a general rule, a deposit as Customs security shall not be required.

Article 23.

Exemption from Customs duty shall be granted in respect of such dressings and medicaments as the inhabitants of one frontier zone obtain, on the basis of prescriptions from doctors or veterinary

ou de vétérinaires, dans des pharmacies de la zone frontière de l'autre Partie auxquelles les conditions locales les obligent d'avoir recours ; cette franchise n'est toutefois accordée que pour les quantités réellement nécessaires dans chaque cas de maladie. La franchise de douane n'est accordée en cas d'utilisation réitérée de la même ordonnance que si le médecin renouvelle expressément cette ordonnance. Les médicaments non autorisés dans le pays d'importation ne doivent pas y être introduits.

Article 24.

1. La franchise de douane est accordée pour les véhicules de toute nature (voitures ordinaires, bicyclettes, véhicules à moteur, etc.) et pour les solipèdes (chevaux, ânes, bardots et mulets) qui traversent la frontière uniquement pour le transport de personnes ou de marchandises de la zone frontière de l'une des Parties dans la zone frontière de l'autre Partie. Cette franchise s'étend également aux objets d'harnachement et d'équipement ainsi qu'aux fourrages, carburants et lubrifiants nécessaires. Les véhicules, les solipèdes et les objets de harnachement et d'équipement, ainsi que les fourrages, carburants et lubrifiants non consommés, devront être réexportés.

2. Les personnes connues par les autorités douanières comme étant dignes de confiance sont dispensées du dépôt d'un cautionnement de douane ; en pareil cas, il leur sera délivré par les autorités douanières un certificat dont la validité pourra, à la demande de l'intéressé, être étendue jusqu'à un an.

Article 25.

La franchise de douane est accordée aux habitants de la zone frontière :

a) Pour les cercueils contenant des dépouilles mortelles et pour les urnes contenant la cendre de corps incinérés, y compris les couronnes et autres objets similaires servant à l'ornement des cercueils, urnes ou moyens de transport ;

b) Pour les objets servant à l'entretien et à l'ornement des sépultures, même si ces objets sont destinés à l'ornement ou à l'entretien d'une manière permanente des sépultures ou cimetières où sont enterrés les parents des habitants de la zone frontière ;

c) Pour les combinaisons de fleurs naturelles, feuilles et plantes (couronnes, bouquets, etc.) portées personnellement par les habitants de la zone frontière au delà de la frontière à l'occasion d'une solennité ; cette facilité ne s'applique pas aux bouquets transportés à travers la frontière pour des fins professionnelles ou commerciales ;

d) Pour les objets de cultes et les livres de prières utilisés pour des fins religieuses, à condition qu'ils soient réexportés.

Article 26.

La franchise douanière prévue dans le présent accord comporte l'exemption aussi bien des droits à l'importation et à l'exportation que de tous autres taxes et droits. Elle comporte également l'exemption des prohibitions en vigueur à l'importation ou à l'exportation, sauf disposition contraire du présent accord.

Article 27.

Dans la mesure où l'exigent les conditions locales, en particulier dans le trafic intéressant les exploitations agricoles et forestières, les autorités douanières des deux Parties, agissant le cas échéant d'un commun accord, admettront autant que possible des dérogations à la disposition prévoyant que le trafic de marchandises ne peut être effectué que sur les routes douanières et à des heures fixes de la journée.

surgeons, from pharmacies of the other frontier zone to which, on account of local conditions, they are obliged to apply. Such exemption shall, however, be granted only in respect of the quantities really necessary in each individual case of illness. Customs exemption shall be granted in the case of the repeated use of the same prescription only if the doctor has expressly renewed the prescription. Medicaments the use of which is not allowed in the State of import may not be brought into that State.

Article 24.

1. Customs exemption shall be granted for vehicles of all kind (ordinary cars, bicycles, motor vehicles, etc.) and for solipeds (horses, asses, mules and hinnies) crossing the frontier solely for purposes of transporting persons or goods from the frontier zone of one Party to the frontier zone of the other Party. Such exemption shall also extend to harness and equipment and the necessary fodder or fuel. Vehicles, solipeds and harness and equipment, and unconsumed fodder or fuel, shall be re-exported.

2. Persons known by the Customs authorities to be trustworthy need not deposit Customs security ; in such cases the Customs authorities shall issue to them a certificate the validity of which may on request be extended up to a period of one year.

Article 25.

Customs exemption shall be granted to inhabitants of the frontier zone in respect of :

(a) Coffins containing corpses and urns containing ashes of cremated bodies, including wreaths and other similar articles used for ornamenting coffins, urns or means of transport ;

(b) Articles used for the upkeep or ornamentation of tombs, even if such articles are intended for the permanent ornamentation or upkeep of tombs or cemeteries in which relations of inhabitants of the frontier zone are buried ;

(c) Combinations of natural flowers, leaves and plants (wreaths, bouquets, etc.) carried personally by inhabitants of the frontier zone on the occasion of a ceremony ; this facility shall not apply to bouquets taken across the frontier for professional or commercial purposes ;

(d) Objects connected with worship and prayer-books used for religious purposes, provided that they are re-exported.

Article 26.

The Customs exemption provided for in the present Agreement shall include exemption both from import and export duties and from all other charges and duties. Exemption from Customs duty shall also include exemption from import or export prohibitions which may be in force, except where otherwise provided in the present Agreement.

Article 27.

In so far as may be required by local conditions, particularly in the case of traffic connected with agriculture and forestry, the Customs authorities of the two Parties, acting if necessary by common agreement, shall as far as possible allow exceptions to the regulation providing that goods traffic may proceed only on Customs roads and at the prescribed hours of the day.

Article 28.

Les autorités douanières des Parties contractantes prendront sur leurs territoires respectifs les mesures de surveillance nécessaires pour prévenir tout abus des facilités prévues dans la présente section. Au besoin, les autorités douanières des Parties contractantes s'entendront à ce sujet. Elles se communiqueront réciproquement les dispositions d'exécution du présent accord.

IV. DISPOSITIONS SPÉCIALES ET FINALES.

Article 29.

Les équipes de pompiers ou de sauvetage dans les mines ainsi que les équipes des autres organisations de secours sont autorisées à passer la frontière en tout point et à toute heure sans passeport ni carte frontalière pour porter secours en cas d'incendie ou d'autres accidents. Les instruments, véhicules et attelages, y compris le fourrage nécessaire pour les animaux, ainsi que les carburants et lubrifiants nécessaires pour les véhicules, sont exemptés des droits de douane et de toutes formalités douanières à condition d'être réexportés dans la mesure où il ne s'agit pas des fourrages, lubrifiants et combustibles consommés en cours de route.

Article 30.

Dans le domaine de la police vétérinaire, il sera fait application, pour le petit trafic frontalier, des dispositions de l'annexe II.

Article 31.

1. Les prescriptions en vigueur sur le territoire de l'une des Parties contractantes, concernant les objets visés par le présent accord, restent inchangées, sauf disposition contraire du présent accord. Il en est ainsi en particulier des prescriptions concernant les passeports, la police des étrangers et la déclaration de séjour, des prescriptions concernant la police des communications, des prescriptions douanières ainsi que des prescriptions concernant la police sanitaire et vétérinaire et la protection des plantes.

2. L'application des dispositions du présent accord peut être suspendue en cas de fermeture générale de la frontière, même si cette fermeture est due à des motifs autres que des considérations de police sanitaire et vétérinaire.

Article 32.

En cas de difficultés dans l'application du présent accord, les autorités compétentes des Parties contractantes s'entendront directement au sujet des mesures à prendre pour écarter ces difficultés.

Article 33.

Les gouvernements des Parties contractantes se communiqueront réciproquement le nom des autorités qui doivent être considérées comme autorités compétentes aux fins du présent accord.

Article 28.

The Customs authorities of the Contracting Parties shall on their respective territories take the necessary supervisory measures to prevent any improper use of the facilities provided for in this section. If necessary, the Customs authorities of the Contracting Parties shall reach joint agreement in this matter. They shall communicate to each other the measures taken with a view to carrying out the present Agreement.

IV. SPECIAL AND FINAL PROVISIONS.

Article 29.

Members of fire brigades, mine salvage corps and other rescue organisations shall have the right to cross the frontier at any point and at any hour without a passport or frontier permit, for the purpose of rendering assistance in the case of outbreaks of fire or other accidents. Their equipment, vehicles and teams, including the requisite fodder for animals and fuel for vehicles, shall be exempt from Customs duties and formalities on condition that they are re-exported, except for such fodder or fuel as is consumed on the way.

Article 30.

The provisions of Annex II shall apply to minor frontier traffic in respect of veterinary police regulations.

Article 31.

1. The provisions in force in the territory of one Contracting Party concerning articles dealt with in the present Agreement shall not be affected unless otherwise laid down in the present Agreement. This provision shall apply in particular to passport regulations, police regulations regarding aliens and declarations of residence, traffic police regulations, Customs regulations, health and veterinary police regulations and regulations for the protection of plants.

2. The application of the present Agreement may be suspended in the event of the general closing of the frontier, even though such closing of the frontier be due to reasons other than health or veterinary police measures.

Article 32.

Should difficulties arise with regard to the application of the Agreement, the competent authorities of the Contracting Parties shall negotiate directly with each other for the purpose of settling such difficulties.

Article 33.

The Governments of the Contracting Parties shall communicate to each other the names of the authorities which shall be deemed to be competent authorities for the purposes of the present Agreement.

Article 34.

Au cas où l'expérience acquise en cours d'exécution des dispositions du présent accord en ferait ressortir la nécessité, les gouvernements des Parties contractantes peuvent convenir, au besoin par un simple échange de lettres, de modifier ou de compléter le présent accord dans la mesure où l'approbation des corps législatifs n'est pas nécessaire à cet effet.

Article 35.

1. Le présent accord sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Berlin. L'accord entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification.

2. Le présent accord peut être dénoncé, moyennant un préavis de six mois, pour la fin d'une année civile.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double original, en langues polonaise et allemande, les deux textes faisant également foi.

VARSOVIE, le vingt-deux décembre mil neuf cent trente et un.

(L. S.) D^r RASIŃSKI. (L. S.) D^r ECKARDT.
(L. S.) B. ZAKRZEWSKI.

PROTOCOLE FINAL

DE L'ACCORD GERMANO-POLONAIS DU 22 DÉCEMBRE 1931, RELATIF A L'OCTROI DE FACILITÉS
DANS LE PETIT TRAFIC FRONTALIER.

Au moment de procéder à la signature de l'Accord germano-polonais relatif à l'octroi de facilités dans le petit trafic frontalier, les plénipotentiaires des deux Parties sont convenus de ce qui suit :

Ad article premier.

Sont considérés comme fonctionnaires et employés publics, en Pologne, les personnes qui sont au service de l'Etat ainsi que des administrations territoriales autonomes publiques ; en Allemagne, les personnes se trouvant au service du Reich, de l'Etat, des provinces, cercles et communes.

Ad article 2.

I. Du côté polonais, en ce qui concerne les facilités relatives aux choses, la zone frontière est limitée, pour le secteur de la frontière auquel se rapporte la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922 relative à la Haute-Silésie, à une bande de territoire de 5 km. de largeur.

Le Gouvernement polonais se réserve le droit, pour le secteur de frontière auquel se rapporte la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922 relative à la Haute-Silésie, de faire coïncider, pour la durée de ladite convention, la zone frontière prévue pour les facilités concernant les personnes avec la zone frontière établie pour les facilités concernant les choses. Il ne fixera pas toutefois de ligne de démarcation qui exclurait de l'octroi des facilités concernant les personnes, les localités

Article 34.

If the experience gained during the application of the provisions of the present Agreement demonstrates the necessity therefor, the Governments of the Contracting Parties may, if necessary, agree, by a simple Exchange of Notes, to modify or complete the present Agreement in so far as the approval of the legislature is not necessary therefor.

Article 35.

1. The present Agreement shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Berlin. The Agreement shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification.

2. The present Agreement may be denounced at six months' notice, taking effect at the end of a calendar year.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in the Polish and German languages, both texts being equally authentic.

WARSAW, the twenty-second day of December, one thousand nine hundred and thirty-one.

(L. S.) DR. RASIŃSKI.

(L. S.) DR. ECKARDT.

(L. S.) B. ZAKRZEWSKI.

FINAL PROTOCOL

OF THE POLISH-GERMAN AGREEMENT OF DECEMBER 22, 1931, CONCERNING FACILITIES IN MINOR FRONTIER TRAFFIC.

At the time of signing the Polish-German Agreement concerning facilities in minor frontier traffic, the Plenipotentiaries of the two Parties have further agreed on the following points :

Ad Article 1.

The term " public officials and employees " shall be held to mean, in Poland, persons in the service of the State or of any public territorial autonomous administration ; and in Germany, persons in the service of the Reich, the State or the provinces, districts or communes.

Ad Article 2.

I. On the Polish side as regards facilities in respect of things, the frontier zone shall be limited, in that part of the frontier to which the Polish-German Agreement of May 15, 1922, regarding Upper Silesia applies, to a strip of territory 5 km. wide.

The Polish Government reserves the right, on the part of the frontier to which the Polish-German Agreement of May 15, 1922, regarding Upper Silesia applies, and for the duration of the said Convention, to make the frontier zone in its territory to which the facilities in respect of persons apply coincide with the frontier zone to which the facilities in respect of things apply. It shall not, however, fix any line of demarcation which would exclude from the grant of facilities

de Herby, Lubliniec, Miasteczko, Siemianowice, Huta Laura, Wielkie Hajduki et Rybnik. Le Gouvernement allemand devra être informé des dispositions qui seront prises à ce sujet.

II. Du côté allemand, est considérée comme zone frontière pour les facilités concernant les choses, la zone frontière de douane, dans la largeur qu'elle comporte au moment de l'entrée en vigueur du présent accord, sous réserve des dispositions du point III.

III. En cas de nécessité, le gouvernement de chacune des Parties contractantes peut élargir jusqu'à 15 km. la zone frontière de son territoire. Il doit en informer le gouvernement de l'autre Partie.

IV. Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes peuvent, à titre exceptionnel et provisoire, exclure certaines communes ou localités des dispositions du présent accord. Les mesures prises à ce sujet par l'autorité compétente de l'une des Parties contractantes doivent être communiquées à l'autorité compétente de l'autre Partie. Si, à l'expiration d'une période de six mois à partir du jour où l'exclusion aura été ordonnée, l'autorité compétente de l'une des Parties contractantes est saisie, de la part de l'autorité compétente de l'autre Partie, d'une demande visant la réintégration dans la zone frontière de la commune ou localité exclue, cette demande ne pourra être rejetée que pour des motifs justifiant le maintien de l'exclusion.

Ad section II.

Les dispositions de la section II n'affectent en rien les dispositions de la Convention du 15 mai 1922 relative à la Haute-Silésie, concernant les cartes de circulation.

Ad article 3.

Les formulaires de cartes frontalières doivent être remplis dans la langue officielle de l'autorité qui délivre la carte ; les noms de localités sont indiqués dans la langue du pays où la localité est située.

Ad article 5.

On considérera qu'il y a nécessité si la carte frontalière est demandée pour que l'on puisse fréquenter l'école, se rendre à l'église ou passer les vacances.

Ad article 6.

Lorsqu'une carte frontalière est délivrée pour un seul voyage, il devra être ajouté dans le formulaire, à côté du titre « Carte frontalière », l'indication « Pour un seul voyage ».

Ad article 7.

Les dispositions en vigueur dans le territoire de chacune des Parties contractantes autorisant la remise ou la réduction des droits ne sont pas affectées.

Ad article 11.

La carte frontalière ne donne pas à son titulaire le droit de séjourner d'une manière permanente dans la zone frontière de l'Etat voisin en ne retournant que passagèrement dans la zone frontière de son propre pays.

Ad article 12.

Les dispositions du présent accord n'affectent en rien le droit des autorités de chacune des Parties contractantes de refuser la délivrance d'une carte frontalière en vertu des prescriptions en vigueur concernant les passeports.

in respect of persons the following places : Herby, Lubliniec, Miasteczko, Siemianowice, Huta Laura, Wielkie Hajduki and Rybnik. The German Government shall be informed of any measures taken in this matter.

II. On the German side, the frontier zone for facilities in respect of things shall be held to mean the frontier Customs zone, its width being that established at the time of the coming into force of the present Agreement, subject to the provisions of point III.

III. In case of need, the Government of either Contracting Party may extend the frontier zone on its side to a breadth of 15 km. It shall notify the Government of the other Party of such extension.

IV. The competent authorities of either Contracting Party may, as an exceptional and provisional measure, exclude certain individual communes or localities from the application of the provisions of the present Agreement. Such measures, if taken by the competent authority of one Contracting Party, shall be communicated to the competent authority of the other Party. If, on the expiry of six months from the date on which exclusion was ordered, the competent authority of one Contracting Party receives from the competent authority of the other Party a request for the re-inclusion of the excluded commune or locality in the frontier zone, such request may not be refused unless there are valid reasons for the maintenance of the exclusion order.

Ad Section II.

The provisions of Section II shall in no way affect those of the Convention of May 15, 1922, regarding Upper Silesia in respect of travel permits.

Ad Article 3.

The frontier permit forms shall be filled up in the official language of the authority issuing them ; names of places shall be stated in the language of the country in which the place is situated.

Ad Article 5.

A case of necessity shall be held to exist if the frontier permit is to be used for attendance at school or church or for a holiday visit.

Ad Article 6.

When a frontier permit is issued for a single journey, the words " for a single journey " shall be added on the card after the words " Frontier Permit ".

Ad Article 7.

The provisions in force in the territory of either of the Contracting Parties allowing exemption from or reduction of duties shall not be hereby affected.

Ad Article 11.

A frontier permit shall not entitle the holder to reside permanently in the frontier zone of the neighbouring State, only returning from time to time and for a short period to the frontier zone of the holder's own country.

Ad Article 12.

The provisions of the present Agreement shall in no way affect the right of the authorities of either of the Contracting Parties to refuse to issue a frontier permit under the current passport regulations.

Ad article 13.

Les autorités compétentes des Parties contractantes s'informeront réciproquement des cas dans lesquels elles considèrent que le retrait d'une carte frontalière s'impose, ainsi que des mesures prises par elles à ce sujet.

Ad article 17.

I. Par « instruments » aux fins de l'article 17, paragraphe 1 a), on entend également les engins de pêche.

II. La franchise de douane est accordée également pour les pièces détachées qu'il est nécessaire de transporter à travers la frontière pour les machines et véhicules visés à l'article 17, paragraphe 1 a).

III. La franchise de douane pour les carburants ne s'étend qu'à la quantité contenue dans les récipients directement rattachés au moteur.

IV. Les dispositions du présent accord n'affectent pas les arrangements intervenus entre les Parties contractantes en ce qui concerne la pêche dans les cours d'eau frontières et dans les eaux frontières.

V. La facilité visée au paragraphe 1 c) s'étend également aux taureaux conduits provisoirement de l'autre côté de la frontière pour couvrir le bétail de pacage, si lesdits taureaux appartiennent aux propriétaires ou autres exploitants légitimes du bétail.

Ad article 19.

Si le moulin ou autre établissement appartient à l'habitant de la zone frontière qui s'en sert pour le traitement de ses propres produits, les restrictions prévues dans la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 19 ne s'appliquent pas.

Ad article 24.

La franchise de douane pour les carburants n'est accordée que pour les quantités transportées dans le récipient directement rattaché au moteur.

Ad article 26.

I. Par « taxes » au sens de l'article 26, on entend toutes les taxes perçues en même temps que les droits de douane. Les dispositions en vigueur édictées par les Parties contractantes au sujet de l'imposition des véhicules à moteur ne sont pas affectées.

II. Par « droits » au sens de l'article 26, on n'entend pas les droits perçus pour les formalités auxquelles il est procédé, sur demande, en dehors des bureaux officiels ou hors des heures régulières de service.

Le présent protocole final fera partie intégrante de l'accord ; il sera ratifié en même temps que ce dernier dont il aura la même validité et durée.

VARSOVIE, le 22 décembre 1931.

D^r RASIŃSKI.

D^r ECKARDT.

B. ZAKRZEWSKI.

Ad Article 13.

The competent authorities of the Contracting Parties shall inform each other of any cases in which they consider that the withdrawal of a frontier permit is necessary, and of any measures taken by them in such cases.

Ad Article 17.

I. The term "implements" for the purposes of Article 17, paragraph 1 (a), shall be held to include fishing tackle.

II. Exemption from Customs duties shall also be granted in respect of spare parts which have to be taken across the frontier for the machines or vehicles referred to in Article 17, paragraph 1 (a).

III. Exemption of motor fuel from Customs duties shall be granted only in respect of the quantity contained in receptacles directly connected with the engine.

IV. The provisions of the present Agreement shall not affect arrangements made between the Contracting Parties in respect of fishing in frontier waterways or waters.

V. The facility provided for in paragraph 1 (c) shall also apply to bulls taken temporarily to the other side of the frontier to serve cattle at graze, if such bulls belong to the owners or other persons entitled to make use of the cattle.

Ad Article 19.

If the mill or other establishment is the property of the inhabitant of the frontier zone who uses it for finishing his own products, the restrictions provided for in Article 19, paragraph 2, last sentence, shall not apply.

Ad Article 24.

Customs exemption for motor fuel shall be granted only in respect of the quantities contained in receptacles directly connected with the engine.

Ad Article 26.

I. The term "charges" within the meaning of Article 26 shall be held to denote all charges made at the same time as Customs duties. The provisions in force decreed by the Contracting Parties with regard to the taxation of motor vehicles shall not be affected.

II. The term "duties" within the meaning of Article 26 shall not be held to include fees charged in respect of the official formalities carried out by request outside the official premises or at hours other than the regular office hours.

The present Final Protocol shall form an integral part of the Agreement. It shall be ratified at the same time and shall have the same validity and duration as the Agreement.

WARSAW, December 22, 1931.

DR. RASIŃSKI.

DR. ECKARDT.

B. ZAKRZEWSKI.

ANNEXE I

MODÈLE DE LA CARTE FRONTALIÈRE POLONAISE

Droit perçu : Valable jusqu'au *

TRAFIC FRONTALIER GERMANO-POLONAIS

 CARTE FRONTALIÈRE N°

Nom et prénom

Lieu de domicile ou de séjour

Point(s) de passage de la frontière

.....

.....

Valable pour séjourner chaque fois six jours au plus dans le cercle (les cercles) la localité (les localités

de

.....

Heures spéciales pour le passage de la frontière **

* Le mois doit être indiqué en toutes lettres et en chiffres romains.

** A biffer si le passage de la frontière doit avoir lieu aux heures réglementaires.

ANNEX I.

MODEL OF POLISH FRONTIER PERMIT.

Duty levied : Valid until *

GERMAN-POLISH FRONTIER TRAFFIC.

FRONTIER PERMIT No.

Surname and christian name

Place of domicile or residence

Point(s) of crossing the frontier

.....

.....

Valid for a stay of not more than six days at a time in the district (districts) locality (localities) of.....

.....

.....

Special hours for crossing the frontier **

* The month must be shown in letters and in Roman figures.

** To be crossed out if the frontier is to be crossed at the usual hours.

SIGNALEMENT.

Etat ou profession

Nationalité.....

Lieu de naissance

Date de naissance

Taille

Visage

Couleur des yeux.....

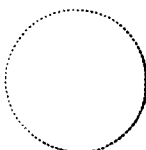
Couleur des cheveux

Signes particuliers

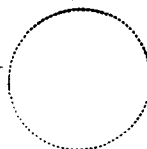
ENFANTS DE MOINS DE QUINZE ANS ACCOMPAGNANT LE TITULAIRE.

Nom et prénom	Lieu de naissance
1.
2.
3.
4.

Sceau officiel



Photographie

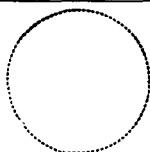


Sceau officiel

Signature (signe manuscrit) du titulaire :

.....

Sceau officiel



..... le 19.....

Signature du préposé

DESCRIPTION.

Situation or occupation

Nationality

Place of birth

Date of birth

Height

Face

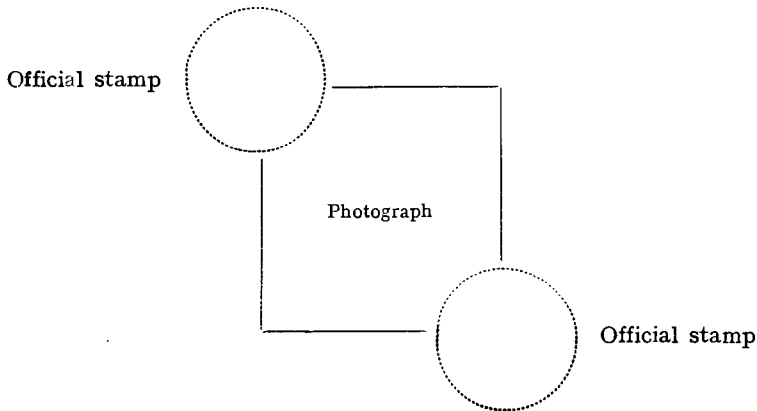
Colour of eyes

Colour of hair

Special characteristics

CHILDREN UNDER FIFTEEN YEARS OF AGE ACCOMPANYING THE HOLDER.

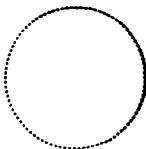
Name and Christian name	Place of birth
1.
2.
3.
4.



Signature (mark) of holder :

.....

Official stamp



..... 19.....

Signature of official

ANNEXE II.

DISPOSITIONS CONCERNANT LA POLICE VÉTÉRINAIRE,

ANNEXÉES A L'ACCORD GERMANO-POLONAIS CONCERNANT L'OCTROI DE FACILITÉS DANS LE PETIT TRAFIC FRONTALIER, DU 22 DÉCEMBRE 1931.

A.

Ad article 17.

Ad paragraphe 1 a) et c) et paragraphes 2 et 3.

Tous les animaux de la zone frontière de l'une des Parties qui doivent être utilisés ou menés paître dans la zone frontière de l'autre Partie doivent être inscrits, avec description des caractéristiques, dans les certificats à présenter conformément au paragraphe 3 de l'article 17 aux autorités douanières compétentes des deux Parties.

Les solipèdes et bovidés doivent en outre être marqués au fer rouge d'un « P » (bétail polonais) ou d'un « D » (bétail allemand). Cette marque doit être apposée sur le sabot gauche avant des solipèdes et sur le sabot gauche avant ou la corne gauche des bovidés. Les solipèdes et bovidés doivent en outre être marqués à la tondeuse sur la fesse gauche de la même lettre d'une hauteur d'au moins 10 cm., cette marque devant être renouvelée régulièrement. Les moutons, chèvres et porcs doivent être marqués de la même lettre tatouée sur l'oreille gauche.

Les vétérinaires officiels des deux Parties vérifieront chaque année en commun le nombre initial des animaux à sabot fendu, à savoir, avant le début des travaux printaniers pour les animaux de travail, et avant le début de la saison de pâturage pour le bétail de pacage. Les autorités compétentes (*Staroste, Landvräte*) dénombreront en temps voulu le bétail en question. Les dates auxquelles il sera procédé à l'inspection sont à convenir par les vétérinaires officiels des deux Parties. Le résultat de l'inspection sera consigné dans les certificats susmentionnés. Des copies de ces certificats seront remises aux vétérinaires officiels compétents des deux Parties.

Les autorités compétentes pourront exiger que le bétail qui ne paît pas dans des enclos soit entravé ou suffisamment surveillé.

De nouvelles inspections par les soins des vétérinaires officiels pourront être ordonnées pour les animaux de travail et le bétail de pacage; ces inspections ne devront pas avoir lieu, en règle générale, plus d'une fois par mois. Le vétérinaire officiel compétent de l'Etat de destination procédera en pareil cas auxdites inspections, soit à la frontière, soit sur les pâturages. Le résultat de l'inspection sera également consigné dans les certificats mentionnés plus haut.

Aussi bien la vérification du nombre initial des têtes de bétail par les vétérinaires officiels des deux Parties que les autres inspections auxquelles pourraient procéder, le cas échéant, les vétérinaires officiels, sont effectuées sans frais si elles ont lieu aux dates, aux heures et aux endroits désignés à cet effet. Si dans les cas suspects il est ordonné une nouvelle inspection vétérinaire, celle-ci aura lieu également sans frais.

Le retour dans l'Etat d'origine d'animaux vivants ou abattus par nécessité, atteints ou suspects d'épizooties, ou susceptibles de propager des épizooties, ne doit avoir lieu qu'avec l'autorisation spéciale des autorités compétentes des deux Parties (*Voivode, Regierungspräsident*), qui devront se concerter à ce sujet.

Pour les chiens (chiens de berger et chiens de chasse), il devra être produit un certificat délivré par la police locale (*Wójt, Amtsvorsteher*) attestant que le lieu de provenance des chiens et le territoire environnant dans un rayon de dix kilomètres ne sont pas infectés par la rage. Ce certificat est valable un mois.

Les abeilles ne font l'objet d'aucune restriction de police vétérinaire.

Ad paragraphe 1 b) et paragraphe 2.

Le lait provenant de troupeaux et de fermes infectés de fièvre aphteuse, ainsi que des zones d'interdiction instituées en raison de la fièvre aphteuse, ne doit être transporté à travers la frontière

ANNEX II.

PROVISIONS CONCERNING VETERINARY POLICE,

ANNEXED TO THE POLISH-GERMAN AGREEMENT OF DECEMBER 22, 1931, CONCERNING FACILITIES
IN MINOR FRONTIER TRAFFIC.

A.

*Ad Article 17.**Ad Paragraphs 1 (a) and (c) and Paragraphs 2 and 3.*

All the animals in the frontier zone of one Party which are to be used or taken to graze in the other frontier zone must be stated, with full descriptive particulars of the animals, in the certificates which, under Article 17, paragraph 3, have to be presented to the competent Customs authorities of the two Parties.

Furthermore, solipeds and cattle must be branded with a "P" (for Polish livestock) or a "D" (for German livestock). This mark must be branded on the left fore-hoof of solipeds and on the left fore-hoof or the left horn of cattle. The same letter not less than 10 cm. high must also be marked on the left hind quarters of solipeds and cattle with clippers, and such marks must be renewed at appropriate intervals. Sheep, goats and swine must bear the same marks tattooed on the left ear.

The competent veterinary officers of both Parties shall jointly verify yearly in the case of cloven-hoofed animals, before the beginning of the spring work in the case of draught animals and before the beginning of the grazing season in the case of grazing animals the stock to which such animals belong. The competent authorities (*Staroste, Landräte*) shall decide in due course what livestock is to be so dealt with. The veterinary officers of both Parties shall jointly arrange the time at which the inspection is to take place. The results of the inspection shall be noted on the above-mentioned certificates. Copies of such certificates shall be given to the competent veterinary officers of the two Parties.

The competent authorities may require that livestock which is not grazing in enclosed pastures shall be tethered or kept under proper supervision.

Further, official veterinary inspections may be ordered for draught animals and grazing cattle. Such inspections shall not as a rule take place oftener than once a month. The competent veterinary officer of the State of destination shall in such cases carry out the said inspection either at the frontier or on the pasture. The results of such inspection shall also be entered on the above-mentioned certificates.

Both the verification of the initial number of head of cattle by the veterinary officers of the two Parties and any other inspections which the veterinary officers may carry out shall be free of charge, if they take place on the dates and at the hours and places appointed for such inspections. If a fresh veterinary inspection is ordered in suspect cases, it shall also be free of charge.

The return to the State of origin of live or compulsorily slaughtered animals, which are infected, from or suspected of infection with epizootic diseases or suspected of being carriers of disease, may take place only by special permission of the competent authorities of both Parties (*Voivode, Regierungspräsident*), who must reach a joint decision in the matter.

In the case of dogs (herd dogs and sporting dogs), a certificate from the local police authorities (*Wójt, Amtsvorsteher*) shall be produced attesting that the place of origin of the dogs and the area within a radius of 10 km. therefrom are free from rabies. Such certificate shall be valid for one month.

Bees shall not be subject to any veterinary police restriction.

Ad Paragraph 1 (b) and Paragraph 2.

Milk from herds and farms infected with foot-and-mouth disease and from areas prohibited on account of foot-and-mouth disease may not be taken across the common frontier unless it has been boiled

commune qu'après avoir été bouilli ou avoir été chauffé à une température d'au moins 85° Celsius. Les zones d'interdiction ne devront comprendre, en règle générale, que les localités contaminées et ceux de leurs environs immédiats qui sont particulièrement menacés.

Ad paragraphe 1 b).

Pour ce qui est des autres animaux et produits animaux, il sera fait application des prescriptions de police vétérinaire à l'importation, en vigueur dans le pays de destination, étant toutefois entendu que la volaille tuée, le gibier abattu, les poissons et les écrevisses ne font l'objet d'aucune restriction vétérinaire dans le petit trafic frontalier.

Les facilités spéciales unilatérales en matière vétérinaire qui ont été convenues ou qui pourraient être convenues à l'avenir entre les Parties contractantes seront, dans le petit trafic frontalier, applicables à l'égard des deux Parties contractantes.

Ad paragraphe 1 a).

Les engrais animaux provenant de fermes libres d'épizooties ne font pas l'objet de restrictions de police vétérinaire.

B.

Ad article 18.

La viande ne devra être transportée qu'apprêtée (salée, en saumure, fumée, bouillie ou rôtie).

C.

Ad article 24.

Pour les solipèdes utilisés pour le passage de la frontière, il devra être produit une attestation rédigée dans les deux langues, délivrée par l'autorité de police locale du pays d'origine (*Wójt, Amtsvorsteher*), revêtue du sceau officiel de ladite autorité et indiquant le nom du propriétaire et les caractéristiques exactes de l'animal. Cette attestation est valable un an.

Cette attestation devra être accompagnée d'un certificat de santé délivré par le vétérinaire officiel de l'Etat de destination et valable un mois.

Les inspections auxquelles procèdent à la frontière les vétérinaires officiels sont effectuées sans frais si elles ont lieu aux endroits, aux dates et aux heures officiellement désignés à cet effet. Ces dates sont fixées à l'avance pour l'année entière, de manière qu'il y ait pour chaque poste d'inspection au moins un jour d'inspection par mois.

Les postes d'inspection à la frontière ne devront pas être éloignés l'un de l'autre de plus de vingt-cinq kilomètres.

Le retour dans le pays d'origine de solipèdes atteints ou suspects d'épizooties ou susceptibles de propager les épizooties ne doit avoir lieu qu'avec l'autorisation spéciale des autorités compétentes des deux Parties (*Voivode, Regierungspräsident*), qui devront se concerter à ce sujet.

D.

Ad article 17.

Paragraphe 1 a) et b),
et

articles 21 et 24.

Aucune restriction de police vétérinaire n'est apportée aux transports de foin et de paille dans le petit trafic frontalier.

or has been heated to a temperature of not less than 85° Celsius. As a rule, the prohibited zones shall not include territory other than the infected localities and such of the immediate neighbourhood as is specially liable to infection.

Ad Paragraph 1 (b).

In the case of other animal products and animals, the veterinary police import regulations in force in the country of destination shall apply, it being understood that in minor frontier traffic dead poultry, game, fish and crayfish shall not be subject to any veterinary restriction.

Special unilateral facilities in veterinary matters which have been agreed upon or may hereafter be agreed upon between the Contracting Parties shall be valid in minor frontier traffic for both Contracting Parties.

Ad Paragraph 1 (a).

Animal manure from farms free from epizootic disease shall not be subject to any veterinary police restrictions.

B.

Ad Article 18.

Meat may not be conveyed across the frontier except when prepared (salted, pickled, smoked, boiled or roasted).

C.

Ad Article 24.

In the case of solipeds used for crossing the frontier, a certificate drawn up in both languages, issued by the local police authorities of the country of origin (*Wójt, Amtsvorsteher*) shall be produced. Such certificate shall bear the official stamp of the authority and shall state the name of the owner and full particulars of the animal. It shall be valid for one year.

Such certificates must be accompanied by a health certificate issued by the veterinary officer of the State of destination and valid for one month.

The official veterinary inspections at the frontier shall be free of charge, if they are held at the places, on the dates and at the hours officially appointed for that purpose. Such dates shall be fixed in advance for the whole year in such manner that there shall be at least one day of inspection per month at each inspection station.

The inspection stations at the frontier shall not be more than 25 km. distant from each other.

Solipeds infected or suspected of infection with epizootic diseases or suspected of being carriers of disease may not return to their country of origin except by special permission of the competent authorities of both Parties (*Voivode, Regierungspräsident*), who must take joint action in the matter.

D.

Ad Article 17,

Paragraphs 1 (a) and (b)
and

Articles 21 and 24.

There shall be no police restriction of the transport of hay or straw in minor frontier traffic.

E.

Ad article 29.

Les solipèdes des équipes de pompier et des équipes de sauvetage des mines ainsi que des autres équipes de secours organisées ne sont soumis à aucune restriction de police vétérinaire.

F.

Les autorités compétentes (*Starost, Landrat*) s'informeront réciproquement, dans le plus bref délai possible, de la constatation ou de la disparition des épizooties ci-après dans les districts frontières traversés par les zones frontières, en indiquant exactement le foyer de l'épizootie, le nom des propriétaires intéressés, l'importance du bétail atteint et le nombre des animaux malades :

1. Rage (lyssa, rabies, hydrophobia) ;
2. Morve des équidés (malleus) ;
3. Dourine (exanthema coitale paralyticum) ;
4. Fièvre aphteuse (aphtae epizooticae) ;
5. Pleuropneumonie des bovidés (pleuropneumonia contagiosa bovum) ;
6. Clavelée (variola ovina) ;
7. Gale des équidés et des ovidés (scabies) ;
8. Rouget des porcs (rhusiopathia suis) ;
9. Peste porcine (pestis suum) ;
10. Peste bovine (pestis bovina) ;

Les autorités compétentes devront en outre s'informer réciproquement, le premier jour de chaque mois, de l'état des épizooties susmentionnées. Les états « néant » seront également transmis.

Chacune des Parties contractantes a le droit de renforcer les dispositions précédentes si la peste bovine se déclare dans le territoire de l'autre Partie ou si la pleuropneumonie des bovidés, la fièvre aphteuse ou la clavelée se déclarent dans un rayon de vingt kilomètres de la frontière commune, ou encore si la peste porcine se déclare dans la zone frontière de l'autre Partie ; en pareil cas, une interdiction totale ou partielle du trafic frontalier pour les animaux, parties d'animaux, produits animaux et matières pouvant servir à la propagation des germes (foin, paille, etc.) pourra être également édictée. Les mesures susmentionnées ne devront être prises que pour la période pendant laquelle existe le danger d'épizooties.

Si les délais de fermeture de la frontière pour les épizooties qui ont donné lieu au renforcement des dispositions précédentes sont différents dans les territoires des deux Parties, il sera tenu compte, pour l'abolition des dispositions renforcées, de la période de fermeture la plus longue.

Les autorités compétentes (*Voïvode, Regierungspräsident*) s'informeront mutuellement du renforcement desdites dispositions, des interdictions ou des suppressions d'interdictions au moment où ces mesures auront été ordonnées.

G.

Les dispositions d'exécution seront édictées par les autorités administratives de deuxième instance (*Voïvode, Regierungspräsident*).

E.

Ad Article 29.

Solipeds used by fire-brigades or mining salvage corps or other rescue organisations shall not be subject to any veterinary police restriction.

F.

The competent authorities (*Starost, Landrat*) shall notify each other as soon as possible of the discovery of an outbreak or the disappearance of the following epizootic diseases in the frontier districts crossed by the frontier zones, stating the exact focus of the disease, the names of the owners concerned, the amount of stock affected and the number of animals infected :

1. Rabies (lyssa, hydrophobia) ;
2. Glanders in solipeds (malleus) ;
3. Dourine (exanthema coitale paralyticum) ;
4. Foot-and-mouth disease (aphthæ epizooticæ) ;
5. Pleuropneumonia of cattle (pleuropneumonia contagiosa bovum) ;
6. Sheep-pox (variola ovina) ;
7. Mange in solipeds and sheep-scab (scabies) ;
8. Swine erysipelas (rhusiopathia suis) ;
9. Swine fever (pestis suum) ;
10. Cattle plague (pestis bovina).

The competent authorities shall also notify each other on the first day of each month of the position in respect of the above-mentioned epizootic diseases. The absence of such diseases shall also be notified.

Either of the Contracting Parties shall have the right to make the above regulations stricter in the event of an outbreak of cattle plague in the territory of the other Party, or if pleuropneumonia of cattle, foot-and-mouth disease or sheep-pox within 20 kilometres of the common frontier, or of swine fever in the frontier zone of the other Party. In such cases, complete or partial prohibition of frontier traffic may be decreed in respect of animals, parts of animals, animal products and substances liable to harbour infection (hay, straw, etc.). The above measures may be taken only for the period of liability to infection.

If the periods for the closing of the frontier on account of outbreaks of epizootic disease which have occasioned the issue of stricter regulations than those mentioned above are different in the territories of the respective Parties, the longer period of closure shall be taken into account for the purpose of the withdrawal of the stricter regulations.

The competent authorities (*Voivode, Regierungspräsident*) shall inform each other of the issue of such stricter regulations or of prohibitions or of the withdrawal thereof at the time when such measures are ordered.

G.

Executive measures shall be enacted by the administrative authorities of second instance (*Voivode, Regierungspräsident*).

N° 3330.

HONGRIE ET ITALIE

Convention concernant la navigation
aérienne, avec protocole. Signés à
Rome, le 5 juillet 1932.

HUNGARY AND ITALY

Convention regarding Air Naviga-
tion, and Protocol. Signed at
Rome, July 5, 1932.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N^o 3330. — EGYEZMÉNY¹ MAGYARORSZÁG ÉS OLASZORSZÁG KÖZÖTT A LÉGIFORGALOM TÁRGYÁBAN. ALÁIRATOTT RÓMÁBAN 1932 ÉVI JÜLIUS HÓ 5-ÉN.

N^o 3330. — CONVENZIONE¹ FRA L'ITALIA E L'UNGHERIA RELATIVA ALLA NAVIGAZIONE AEREA. FIRMATA A ROMA, IL 5 LUGLIO 1932.

Textes officiels hongrois et italien communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 janvier 1934.

Hungarian and Italian official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place January 10, 1934.

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA és Ő FELSÉGE OLASZORSZÁG KIRÁLYA egyaránt meggyőződve arról, hogy mind Magyarországnek mind Olaszországnak kölcsönös érdekében áll légiforgalmukat s általában a nemzetközi légiforgalmat békés szellemben előmozdítani, elhatározták, hogy e célból Egyezményt kötnek és meghatalmazottaikként megnevezték:

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e SUA ALTEZZA SERENISSIMA IL REGGENTE DEL REGNO DI UNGHERIA, ugualmente convinti dell'interesse reciproco che hanno l'Italia e l'Ungheria a facilitare, per fini pacifici, le loro relazioni aeree, e in generale, le relazioni internazionali per via aerea; hanno risoluto di concludere una Convenzione a questo fine, ed hanno designato per loro Plenipotenziari, rispettivamente:

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA:

HÓRY András rendkívüli követ és meghatalmazott miniszter urat,

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA:

S. E. l'On. Gen. Italo BALBO, Ministro Segretario di Stato per l'Aeronautica, Deputato al Parlamento;

Ő FELSÉGE OLASZORSZÁG KIRÁLYA:

Italo BALBO tábornok úr Őnagyméltóságát, légügyi miniszter, képviselő urat;

SUA ALTEZZA SERENISSIMA IL REGGENTE DEL REGNO DI UNGHERIA:

S. E. Andrea DE HÓRY, Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario

Akik jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik kicserélése után a következőkben állapodtak meg:

I quali, dopo avere scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

I. cikk.

Art. I.

A Magas Szerződő Felek mindegyike a másik Szerződő Fél szabályszerűen lajstromozott légi-

Ciascuna delle Alte Parti contraenti accorderà in tempo di pace agli aeromobili dell'altro

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 28 septembre 1933.

¹ The exchange of ratifications took place at Budapest, September 28, 1933.

jároműveinek békeidőben saját területe felett s az ebben az Egyezményben foglalt feltételek megtartása mellett az ártalmatlan (inoffensiv) légiközlekedés jogát biztosítja.

A Magas Szerződő Felek azonban megegyeznek abban, hogy mindegyikük légivállalatai által a másik Szerződő Fél területe felett (leszállással vagy anélkül) átvonuló rendszeres légivonalak létesítése és üzeme, valamint az iparszerű légivállalatok ismételt légifuvarozásai tekintetében a két állam illetékes legfőbb légügyi hatósága közt külön megegyezés fog létesülni.

Egyébként az előző bekezdésben foglalt rendelkezések figyelembevételével a Magas Szerződő Felek mindegyike a másik Szerződő Félnek a viszonyosság feltétele mellett oly elbánást biztosít, amelyet a legnagyobb kedvezményben részesített állam élvez mindarra nézve, ami a kereskedelmi légiközlekedés terén fennálló kölcsönös viszonyra vonatkozik.

A jelen Egyezmény értelmében terület alatt az anyaállam és a gyarmatok területét kell érteni, beleértve a fennhatósága alatt álló vizeket is.

Légijároművek alatt ennek az egyezménynek értelmében az összes magán és azokat az állami légijároműveket kell érteni, amelyeket nem katonai, vám- vagy rendőri légijároművekként használnak.

Katonai légijároművek azok a légijároművek, amelyek a katonai (hadi) szervezethez tartoznak, vagy amelyeket különleges jelzésük folytán katonai légijároművekként kell tekinteni, vagy amelyeknek parancsnoka katonai szolgálatban álló egyén.

Légijároművek alatt kell érteni ennek az Egyezménynek értelmében úgy a motoros légijároműveket, mint a szabad léggömböket.

2. cikk.

Az egyik Szerződő Félnek légijároművei, azok személyzete, utasai és szállítmánya a másik Szerződő Fél területe felett való tartózkodásuk alatt alá vannak vetve az átrepült államban hatályban levő, különösen általában a légiforgalomra vonatkozó szabályoknak, amennyiben ezek minden külföldi légijároműre nemzetiségére való tekintet nélkül kötelezők, továbbá a vámilletékekre és más kincstári szolgáltatásokra, a ki- és beviteli tilalmakra, személyek és dolgok szállítására és a közbiz-

Stato contraente, regolarmente in esso immatricolati, la libertà di passaggio inoffensivo al di sopra del proprio territorio, purchè siano osservate le condizioni stabilite nella presente Convenzione.

E' inteso, tuttavia, che l'impianto e l'esercizio di linee aeree regolari, con o senza scalo, passanti al di sopra del territorio di una delle Alte Parti contraenti, da parte di imprese appartenenti all'altra Alta Parte contraente, come pure i ripetuti trasporti commerciali eseguiti da imprese aeree a scopo di lucro, saranno subordinati ad accordi speciali fra le più alte autorità aeronautiche competenti dei due Stati.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti accorderà inoltre, sotto condizione di reciprocità, all'altro Stato contraente il trattamento della Nazione più favorita per tutto quanto concerne i reciproci rapporti in materia di navigazione aerea commerciale, tenendo presente il disposto del comma precedente.

Ai sensi della presente Convenzione, per territorio di uno Stato si intenderà il territorio nazionale, metropolitano e coloniale, unitamente alle sue acque territoriali.

Sono considerati aeromobili, a norma di questa convenzione, tutti gli aeromobili privati e quelli dello Stato che non sono usati come aeromobili militari, doganali o di polizia.

Sono considerati aeromobili militari tutti quelli che fanno parte dell'organizzazione militare, e che con contrassegni speciali sono caratterizzati aeromobili militari, o che sono comandati da persone in servizio militare.

A norma della presente Convenzione, per aeromobili si intendono tanto gli aeromobili a motore quanto gli sferici.

Art. 2.

Gli aeromobili appartenenti ad una delle Alte Parti contraenti, i loro equipaggi, i passeggeri e il carico, quando si troveranno sul territorio dell'altro Stato, saranno sottoposti agli obblighi risultanti dalle norme in vigore presso lo Stato sorvolato, principalmente a quelle riguardanti la navigazione aerea in genere, in quanto esse si applichino a tutti gli aeromobili esteri senza distinzione di nazionalità, i diritti doganali e gli altri diritti fiscali, i divieti di importazione e di esportazione, il trasporto

tonság-, valamint a közrendre vonatkozó érvényben levő szabályoknak. Továbbá minden egyéb érvényben levő törvényes rendelkezés hatálya alatt állnak, amennyiben a jelen Egyezmény mást nem ír elő.

Személyek és dolgok iparszerű fuvarozása a saját államterület két pontja között a hazai légi járóműveknek tartható fenn.

A légi járómű fedezetén levő üzemenyagok oly mennyiségben, amely a légi járómű naplóban feltüntetett rendeltetési hely elérésére szükséges, vámmentesek.

3. cikk.

Mindkét Szerződő Félnek jogában áll a légiforgalmat területének bizonyos részein megtiltani, amennyiben e tekintetben a saját hazai légi járóművei és a másik Szerződő Fél légi járóművei között különbséget nem tesz. Azokat a területe részeket, amelyek felett a légiforgalom tilos, mindegyik Szerződő Fél a másikkal közölni köteles.

Azonkívül mindegyik Szerződő Fél fenntartja magának a jogot, hogy békeidőben a rendkívüli körülmények között területe felett a légiforgalmat egészen vagy részben azonnali hatállyal ideiglenesen korlátozhassa, vagy megtilthassa, mégis az alatt a feltétel alatt, hogy e tekintetben nem tesz különbséget a másik Szerződő Fél légi járóművei és bármely más idegen állam légi járóművei között.

4. cikk.

Minden légi járómű, amely tiltott terület fölé kerül, mihelyt ezt észreveszi, köteles az átrepült állam légügyi rendelkezéseiben megállapított vészjelet megadni és köteles ennek az államnak a tilalmi zóna területén kívül eső legközelebbi légi kikötői egyikében a lehető leggyorsabban leszállani.

5. cikk.

A légi járóműveknek jól látható oly megkülönböztető jelzésekkel kell ellátva lenniök, amelyek azonosságuk megállapítását repülés közben lehetővé teszik (nemzeti és lajstromjel). Ezenkívül a légi járóművön tulajdonosának nevét és lakhelyét is fel kell tüntetni.

delle persone e delle cose, la sicurezza e l'ordine pubblico. Saranno inoltre sottoposti agli altri obblighi risultanti dalla legislazione generale vigente, salvo contrarie disposizioni della presente Convenzione.

Il trasporto commerciale di persone e di cose fra due punti del territorio nazionale potrà essere riservato agli aeromobili nazionali.

I combustibili che si trovano a bordo dell'aeromobile sono esenti da dazio per la quantità che occorre per portare a termine il volo indicato nel registro di bordo.

Art. 3.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà proibire la navigazione aerea al disopra di talune zone del proprio territorio, a condizione che non sia fatta alcuna distinzione, a tale riguardo, tra gli aeromobili nazionali e quelli appartenenti all'altro Stato. Ciascuno degli Stati contraenti dovrà notificare all'altro Stato le zone del suo territorio al disopra delle quali è vietata la navigazione aerea.

Inoltre, ciascuna delle Alte Parti contraenti si riserva il diritto di limitare o di proibire provvisoriamente, in tempo di pace, in tutto o in parte, per circostanze eccezionali e con effetto immediato, la navigazione aerea al disopra del proprio territorio, a condizione che non si fatta alcuna distinzione, a tale riguardo, fra gli aeromobili appartenenti all'altro Stato contraente e quelli appartenenti a qualsiasi altro Paese estero.

Art. 4.

Ogni aeromobile che voli sopra una zona vietata, dovrà, appena se ne accorga, fare il segnale di allarme previsto dal regolamento per la navigazione aerea dello Stato sorvolato. Dovrà, inoltre, atterrare fuori della zona vietata, al più presto possibile, in uno dei più vicini aeroporti dello Stato stesso.

Art. 5.

Gli aeromobili dovranno essere muniti di segni distintivi chiaramente visibili, e che permetteranno di constatare la loro identità durante il volo (marche di nazionalità e di immatricolazione). Dovranno inoltre portare l'indicazione del nome e del domicilio del proprietario.

A légi járóműveknek el kell látva lenniök a lajstromozásukat és alkalmasságukat feltüntető, valamint minden egyéb oly okmánnyal, amely hazájukban a légi közlekedésre nézve elő van írva.

A légi járómű személyzetéhez tartozóknak — amennyiben a légi járóművön a hazájukban külön engedélyhez kötött valamely tevékenységet végeznek — el kell látva lenniök a hazájukban a légi közlekedésre nézve előírt igazolványokkal, különösen a szabályszerű képzési és engedélyezési okmányokkal. A személyzet többi tagjainak oly igazolványokkal kell ellátva lenniök, amelyek a légi járóművön való tevékenységüket, hivatásukat, személyazonosságukat és állampolgárságukat feltüntetik.

Az alkalmassági okmányok, a képzési és engedélyezési okmányok, amelyeket a Magas Szerződő Felek egyike a légi járómű vagy személyzete részére kiállított, vagy elismert, a másik Szerződő Államban ugyanolyan érvényűek, mint az ebben az államban kiállított, vagy elismert megfelelő okmányok.

A Magas Szerződő Felek mindegyike fenntartja magának a jogot, hogy a saját területe feletti légi forgalomban megtagadja azoknak a képzési és engedélyezési okmányoknak elismerését, amelyeket az ő állampolgárai részére a másik Szerződő Állam ad ki.

A személyzetnek és az utasoknak mindaddig, míg ellenkező megállapodás nem jön létre, oly okmányokkal kell ellátva lenniök, amelyek a nemzetközi forgalomban a mindenkor érvényes előírások szerint kötelezők.

Amennyiben az előírt okmányokkal ellátott valamely légi járóműnek alkalmassága később olyannyira csökkenne, hogy ezáltal a légi járómű utasainak biztonsága veszélyeztetve volna, a légi járómű útjának folytatását a másik állam területén a légi járómű kijavításától lehet függvé tenni az utazás zavartalan folytatásának biztosítása céljából.

6. cikk.

A Magas Szerződő Felek egyikének légi járóművei a másik állam területe felett csak annyiban lehetnek nem fémvezetékes (rádió) hírszolgáltatásra alkalmas berendezéssel ellátva, amennyiben ez mindkét Szerződő Államban meg van engedve. Ily berendezés a személyzetnek csupán ama tagjai által kezelhető, akik erre nézve a légi járómű nemzeti államától nyert külön engedélyt visznek magukkal.

Gli aeromobili dovranno essere muniti del certificato di immatricolazione e di navigabilità e di tutti gli altri documenti prescritti, nel loro paese di origine, per la navigazione aerea.

Tutti i membri dell'equipaggio che esplicheranno sull'aeromobile un'attività sottoposta, nel loro paese di origine, ad una autorizzazione speciale, dovranno essere provvisti dei documenti prescritti nel loro paese di origine per la navigazione aerea, e specialmente dei brevetti e delle licenze regolamentari. Gli altri membri dell'equipaggio dovranno essere muniti di documenti comprovanti la loro occupazione a bordo, la loro professione, la loro identità e la loro nazionalità.

I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi dall'una delle Alte Parti contraenti per l'aeromobile o l'equipaggio, saranno validi presso l'altro Stato, allo stesso titolo dei corrispondenti documenti rilasciati o resi validi dallo Stato stesso.

Ciascuna delle Parti contraenti si riserva il diritto di non riconoscere, per la navigazione al disopra del proprio territorio, i brevetti di abilitazione e le licenze rilasciate ad un suo cittadino dall'altra Parte contraente.

L'equipaggio ed i viaggiatori, finché non sarà intervenuto patto in contrario, dovranno essere muniti dei documenti obbligatori secondo le prescrizioni in vigore per il traffico internazionale.

Se la navigabilità di un aeromobile fornito dei necessari documenti diminuisce in seguito in modo tale che la sicurezza dei viaggiatori sia in pericolo, la continuazione del volo dell'aeromobile sul territorio dell'altro Stato può essere sottoposta alla condizione che l'aeromobile venga riparato per assicurare la continuazione ininterrotta del volo.

Art. 6.

Gli aeromobili appartenenti ad una delle Parti contraenti non potranno essere provvisti di apparecchi di radio-comunicazione, al disopra del territorio dell'altra Parte contraente, se non quando ciò sia permesso dai due Stati contraenti. Tali apparecchi saranno usati soltanto da persone dell'equipaggio provviste di una autorizzazione speciale rilasciata a questo scopo dallo Stato del quale l'aeromobile ha la nazionalità.

A Magas Szerződő Felek mindegyike biztonsági okokból fenntartja magának a jogot, hogy a légijárműveknek a nem fémvezetékes (rádió) hírszolgálat kötelező berendezésére vonatkozólag rendelkezéseket adhasson ki.

7. cikk.

A légijárművek, hajózó személyzetük és utasaik fegyvert, lőszert, hadianyagot, mérges gázokat, robbanóanyagokat, postagalambokat, valamint fényképezőkészüléket csak amaz állam engedélyével vihetnek magukkal, amely állam légtérében a légijármű tartózkodik. Ez a rendelkezés azonban nem vonatkozik a légijármű személyzetére, amely jelzési készüléket és a szállított személyek és áruk védelmére szükséges kézfegyvereket vihet magával.

A közbiztonság szempontjából mindegyik Szerződő Állam az első bekezdésben megnevezett tárgyakon kívül más tárgyak szállítását is korlátozhatja vagy megtilthatja saját területe felett. Az ilyen rendelkezést különbség nélkül mindkét Szerződő Állam légijárműveire alkalmazni kell.

8. cikk.

Az utasokat és árukat fuvarozó légijárműveknek az utasok névjegyzékével és az áruk minőségének és mennyiségének leírását feltüntető jegyzékkel, valamint a megkívánt vámbevallásokkal kell ellátva lenniök.

Ha a légijármű érkezésénél a szállított áruk és a fentemlített okiratokban róluk eszközölt leírás közt eltérés mutatkozik, az érkezési állomás vámhatóságának közvetlen érintkezésbe kell lépnie a másik Szerződő Fél illetékes vámhatóságaival az adott esetben szükséges rendszabályok alkalmazása végett.

Postai küldeményeknek légijárművekkel való továbbítását a két Szerződő Fél postaigazgatásai külön megállapodásokkal közvetlenül fogják szabályozni.

9. cikk.

Mindegyik Szerződő Fél a másik Szerződő Fél légijárműveit fel és leszállás alkalmával illetékes hatóságai útján átvizsgálhatja és az előírt kimutatásokat és egyéb okmányokat megvizsgálhatja.

Ciascuna delle due Alte Parti contraenti si riserva il diritto di emanare regolamenti relativi alla installazione obbligatoria di apparecchi di radiocomunicazione a bordo degli aeromobili, per ragioni di sicurezza.

Art. 7.

Gli aeromobili, il loro personale navigante ed i passeggeri non possono portare seco armi, munizioni, materiale bellico, veleni, esplosivi, colombi viaggiatori ed apparecchi fotografici, senza il permesso di quello Stato sul cui territorio si trova l'aeromobile. Questo divieto non ha vigore per il personale navigante il quale è autorizzato a portare sul velivolo i mezzi di segnalazione e le armi personali necessarie per la sicurezza delle persone e delle merci naviganti.

Per ragioni di sicurezza pubblica, ciascuno degli Stati contraenti può limitare o proibire sul suo territorio anche il trasporto di oggetti diversi da quelli sopraelencati: tale divieto deve essere applicato senza distinzione agli aeromobili di entrambe le Parti contraenti.

Art. 8.

Gli aeromobili che trasportano passeggeri e merci devono essere muniti di una lista nominativa dei passeggeri, e, per le merci, di un manifesto contenente la descrizione, in natura ed in quantità, del carico, nonché delle necessarie dichiarazioni doganali.

Se all'arrivo di un aeromobile è rilevata una divergenza fra le merci trasportate e la descrizione fattane nei documenti sopra menzionati, le autorità doganali dell'aeroporto di arrivo dovranno mettersi direttamente in rapporto con le autorità doganali competenti dell'altro Stato contraente per l'adozione delle misure del caso.

Il trasporto di effetti postali sarà regolato direttamente tra le Amministrazioni postali dei due Stati contraenti, per mezzo di accordi speciali.

Art. 9.

Alla partenza ed all'atterraggio ogni Stato contraente potrà fare visitare sul proprio territorio, dalle autorità competenti, gli aeromobili dell'altro Stato, e fare esaminare i certificati e gli altri documenti prescritti.

10. cikk.

A közforgalom rendelkezésére álló légikikötők mindkét Szerződő Fél légijárművei által egyformán igénybevehetők. A légijárművek a meteorológiai hírszolgálatot, a rádióhírszolgálatot, továbbá a nappali és éjjeli jelzőszolgálatot egyformán igénybe vehetik. Az esetleges illetékek (leszállási, tárolási illetékek stb.) a hazai és a másik Szerződő Fél légijárművei részére egyenlők.

11. cikk.

A Szerződő Államok területeire a leszállás, vagy ezek területeiről a felszállás csupán a közforgalom rendelkezésére álló oly légikikötőbe, vagy légikikötőből történhetik, amely egyúttal (útlevélvizsgáló szolgálattal ellátott) vámrepülőtér és pedig anélkül, hogy az országhatár és a légikikötő közt közbeeső leszállás végeztenék. Különös esetekben az illetékes hatóságok a fel- és leszállást más légikikötőkben is engedélyezhetik és a vám- és útlevélvizsgálatot ezekben kell eszközölni. A közbeeső leszállás tilalmát ezekre a különös esetekre is érteni kell.

Abban az esetben, ha az első bekezdésben említett repülőtereken kívül történék kényszerleszállás, a légijármű vezetőjének, személyzetének, valamint utasainak a tekintetbe jövő Szerződő Állam érvényben levő szabályaihoz kell alkalmazkodniok.

A Magas Szerződő Felek kölcsönösen közlik egymással a közforgalomra szolgáló légikikötők jegyzékét. E jegyzékben különösen fel kell sorolni azokat a légikikötőket, amelyek vámrepülőterekként szerepelnek. A jegyzékben eszközölt minden módosításról, így valamely légikikötő használati jogának csak átmeneti jellegű korlátozásairól is a másik Szerződő Felet haladéktalanul értesíteni kell.

12. cikk.

A Szerződő Államok országainak határai csakis az érdekelt állam részéről meghatározott pontokon repülhetnek át.

A Szerződő Felek megegyeznek abban, hogy az összes határzónák, amelyeken egyikük a hazai vagy más nemzetiségű légijárművek

Art. 10.

Gli aeroporti aperti al servizio della navigazione aerea pubblica saranno in egual modo accessibili agli aeromobili dei due Stati. Questi potranno servirsi egualmente dei servizi d'informazione meteorologica, di collegamento radioelettrico e di segnalazione diurna e notturna. Le eventuali tasse (tasse di atterraggio, di ricovero, ecc.) saranno eguali per gli aeromobili nazionali e per quelli appartenenti all'altro Stato.

Art. 11.

Gli aeromobili provenienti da uno degli Stati contraenti, o partenti alla volta di esso dovranno effettuare l'atterraggio o la partenza soltanto in uno degli aeroporti aperti alla navigazione aerea pubblica e classificati come aeroporti doganali (con servizio dei controlli di passaporti), senza alcun atterraggio intermedio tra la frontiera e l'aeroporto. In casi speciali, le autorità competenti potranno autorizzare la partenza o l'arrivo su altro aeroporto, nel quale saranno effettuate le operazioni doganali e il controllo dei passaporti. Il divieto di atterraggi intermedi si applica anche a tale casi speciali.

In caso di atterraggio forzato fuori degli aeroporti previsti al comma primo, il comandante dell'aeromobile, l'equipaggio ed i passeggeri dovranno uniformarsi ai regolamenti nazionali vigenti in materia.

Le due Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente la lista degli aeroporti aperti alla navigazione aerea pubblica. Tale lista definirà quali, fra detti aeroporti, sono classificati fra gli aeroporti doganali. Ogni modifica apportata a tale lista, ed ogni restrizione, anche temporanea, del diritto di servirsi di uno degli aeroporti, dovranno essere comunicate immediatamente all'altra Parte contraente.

Art. 12.

Le frontiere della Alte Parti contraenti potranno essere svolgate soltanto sui punti che saranno stati fissati dallo Stato interessato.

E' fin da ora convenuto che tutte le zone di confine, sulle quali una delle Parti contraenti autorizza il transito degli aeromobili propri o

átrepülését megengedi, minden további nélkül nyitva állanak a másik Szerződő Fél légi járóművei részére.

13. cikk.

Holtteherként csupán finom homok dobható le és víz önthető ki.

14. cikk.

A holtteherrel eltekintve más tárgyak vagy anyagok útközben csak akkor dobhatók le vagy távolíthatók el, ha a területileg érdekelt állam erre külön engedélyt adott.

Hulladékanyagoknak útközben történő ledobásánál a légi járómű amaz állam vonatkozó rendelkezéseit köteles figyelembe venni, amelyik területén a ledobás történik.

15. cikk.

A jelen Egyezmény végrehajtásával kapcsolatos összes nemzetiségi kérdések szempontjából egyetértés áll fenn arra nézve, hogy a légi járóművek annak az államnak nemzetiségéhez tartoznak, amelynek lajstromába szabályszerűen bejegyezve vannak.

Légi járómű a két állam bármelyikénél csak akkor lajstromozható, ha teljesen az illető államhoz tartozó egyéneknek a tulajdonában áll. Ha valamely jogi személy vagy társaság lenne a tulajdonos, úgy csak oly jogi személy vagy társaság jöhet figyelembe, amelynél a mindenkor érvényben levő olasz vagy magyar törvények összes feltételei fennforognak, hogy az olasz, illetve magyar társaságnak tekinthető legyen.

16. cikk.

A Magas Szerződő Felek meghatározandó visszatérő időközökben kicserélik egymással az előző időszakban a lajstromban keresztülvezetett bejegyzésekre és törlésekre vonatkozó jegyzékeket.

di altra nazionalità, saranno aperte, senza ulteriori formalità, al transito degli aeromobili appartenenti all'altra Parte contraente.

Art. 13.

E' proibito il gettito di altra zavorra, che non sia di sabbia fina o di acqua.

Art. 14.

Durante il volo, non potranno essere gettati o abbandonati in altro modo, oltre la zavorra, se non materie ed oggetti per i quali sia stata accordata autorizzazione speciale da parte dello Stato sorvolato.

Il gettito dei rifiuti da aeromobili in volo deve essere regolato secondo le disposizioni emanate in proposito dallo Stato nel cui territorio avviene il fatto.

Art. 15.

Per tutte le questioni di nazionalità, connesse con l'applicazione della presente Convenzione, è stabilito che gli aeromobili hanno la nazionalità dello Stato, sul registro del quale sono regolarmente immatricolati.

Un aeromobile può essere immatricolato presso uno dei due Stati, soltanto se appartiene per intero a cittadini aventi la nazionalità di esso Stato. Se l'aeromobile appartiene ad una Società o altro ente giuridico, questo, qualunque sia la sua forma, dovrà soddisfare a tutte le condizioni richieste dalla legislazione italiana o dalla legislazione ungherese per essere considerato, rispettivamente, come italiano o come ungherese.

Art. 16.

Le Alte Parti contraenti scambieranno fra di esse periodicamente una lista delle iscrizioni e delle radiazioni effettuate sul rispettivo Registro aeronautico nel periodo precedente.

17. cikk.

Art. 17.

Leszállásoknál — különösen veszély esetén — mindkét állam légijárműveinek joga van a hazai légijárműveket megillető segélynyújtást igénybe venni.

A nyílt tengeren szükségbe jutott légijárművek mentése ellenkező megegyezés hiányában a tengerjog alapelvei szerint történik, amint azt a mindenkor érvényben levő nemzetközi egyezmények, vagy ezek hiányában a mentést eszközöző állam törvényei szabályozzák.

Gli aeromobili appartenenti ai due Stati contraenti avranno diritto, per l'atterraggio, e specialmente in caso di pericolo, agli stessi provvedimenti di assistenza degli aeromobili nazionali.

Il salvataggio degli aeromobili perduti in mare sarà regolato, salvo convenzione contraria, dai principii del diritto marittimo risultante dalle convenzioni internazionali in vigore, o, in mancanza, dalla legge nazionale di chi effettua il salvataggio.

18. cikk.

Art. 18.

A Szerződő Államok kölcsönösen közlik egymással a saját területükön érvényben levő összes légitörvények szabályokat.

Le Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente tutte le prescrizioni relative alla navigazione aerea, in vigore nei rispettivi territori.

19. cikk.

Art. 19.

A jelen Egyezmény alkalmazására vonatkozó részleteket, különösen a vámkezelésre vonatkozó alakosságokat, a Szerződő Felek illetékes hatóságai, mindenkor, amikor ez lehetséges lesz, közvetlen érintkezés útján szabályozni.

I particolari di applicazione della presente Convenzione saranno regolati, ogni qualvolta ciò sarà possibile, per mezzo di intese dirette fra le Amministrazioni competenti delle due Parti contraenti, specialmente per quanto riguarda le formalità doganali.

A Magas Szerződő Felek mindegyike közölni fogja a másik Féllel a másik állam nemzetiségéhez tartozó személyek és vállalatok részéről saját területén netán elkövetett, a jelen Egyezményt sértő cselekményeket.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti comunicherà all'altra Parte tutti gli atti contrari alle disposizioni di questa Convenzione, commessi eventualmente sul suo territorio da persone o da enti che abbiano la nazionalità dell'altro Stato.

A jelen Egyezmény végrehajtása körül felmerült azokat a vitás kérdéseket, amelyek a rendes diplomáciai úton barátságosan nem rendezhetők,¹ az 1927. évi április 5-én kelt magyarolasz barátsági, békéltetőeljárási és választott bírósági szerződés rendelkezései szerint fogják rendezni.

Ogni contestazione relativa all'applicazione della presente Convenzione, che non potrà essere regolata amichevolmente per la via diplomatica ordinaria, sarà regolata giusta le disposizioni contenute nel trattato¹ italo-ungherese di conciliazione e di arbitrato del 5 aprile 1927.

20. cikk.

Art. 20.

Jelen Egyezményt a Magas Szerződő Felek mindegyike egyévi határidőre bármikor felmondhatja.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà, in ogni istante, denunciare la presente Convenzione con un preavviso di un anno.

¹ Vol. LXVII, page 399, de ce recueil.

¹ Vol. LXVII, page 399, of this Series.

21. cikk.

A jelen Egyezmény meg fog erősíteni és a megerősítő okiratok kicserélése Budapesten a lehető legrövidebb időn belül meg fog történni. Az egyezmény a megerősítő okiratok kicserélését követő egy hónapra lép életbe.

Ennek hitelül a meghatalmazottak a jelen Egyezményt aláírták.

Kelt Rómában 1932. évi július hó 5-én két eredeti, magyar- és olasznyelvű példányban, amelyeknek mindegyike egyaránt hitelesnek tekintendő.

(P. H.) André DE HÓRY, *m. p.*

Art. 21.

La presente Convenzione sarà ratificata, e le ratifiche saranno scambiate a Budapest nel più breve termine possibile.

Essa entrerà in vigore un mese dopo l'avvenuto scambio delle ratifiche.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Roma li 5 luglio 1932 in doppio originale, in italiano ed in ungherese; e i due testi faranno ugualmente fede.

(L. S.) Italo BALBO, *m. p.*

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re.

p. Il Ministro degli Affari Esteri:
Suvich.

PÓTJEGYZŐKÖNYV.

A Magyar Királyság és az Olasz Királyság között a mai napon létrejött, a légiforgalomra vonatkozó Egyezmény aláírása alkalmával az alulírt meghatalmazottak a következőkben állapodtak meg:

1^o A Magas Szerződő Felek megegyeznek abban, hogy a fent megjelölt Egyezmény első cikkének harmadik bekezdésében említett legnagyobb kedvezmény nem vonatkozik olyan kedvezményekre, amelyeket a Szerződő Felek egyike valamely harmadik állammal kötött egyezmény útján különösen a kettős adóztatás elkerülése céljából biztosíthat.

2^o A szabad léggömbökre ennek az Egyezménynek rendelkezései csak annyiban alkalmazandók, amennyiben azt e légi járóművek sajátossága megengedi.

Ez a pótejyzőkönyv, amely a fent megjelölt Egyezmény kiegészítő részét képezi és minden-

PROTOCOLLO ANNESSO.

All'atto della firma della Convenzione relativa alla navigazione aerea, stipulata in data odierna tra il Regno d'Italia e il Regno di Ungheria, i rispettivi Plenipotenziari si sono messi d'accordo sui seguenti punti:

1^o Le Alte Parti contraenti riconoscono che il trattamento della Nazione più favorita, contenuto nell'art. 1, comma 3, della predetta convenzione, non si estende alle concessioni che una delle Parti contraenti possa stipulare mediante Convenzione con un terzo Stato allo scopo specialmente di evitare la imposizione doppia di tasse.

2^o Riguardo agli sferici, le disposizioni della Convenzione sono applicabili soltanto nei limiti consentiti dal carattere speciale di tali aeromobili.

Questo Protocollo, che fa parte della Convenzione di cui sopra e ne segue in tutto le sorti, è

ben annak sorsát követi, két eredeti, magyar és olasz, példányban állíttatik ki, amelyek mindegyike egyaránt hitelesnek tekintendő.

fatto in doppio originale, in italiano ed in ungherese ; e i due testi faranno ugualmente fede.

Kelt Rómában, 1932. évi július hó 5-én.

Fatto a Roma, il 5 luglio 1932.

(*P. H.*) André DE HÓRY, *m. p.*

(*L. S.*) Italo BALBO, *m. p.*

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re.

p. Il Ministro degli Affari Esteri :
Suvich.

¹ TRADUCTION.N^o 3330. — CONVENTION ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE,
CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A ROME,
LE 5 JUILLET 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, également convaincus de l'intérêt réciproque que l'Italie et la Hongrie ont à faciliter, pour des fins pacifiques, leurs relations aériennes et, d'une manière générale, les relations internationales par voie aérienne, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

S. E. le général Italo BALBO, ministre, secrétaire d'Etat pour l'Aéronautique, député au Parlement ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

S. E. M. André DE HÓRY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes accordera, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Etat contractant qui y sont régulièrement immatriculés, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire sous réserve de l'observation des conditions établies dans la présente convention.

Il est entendu, toutefois, que l'établissement et l'exploitation de lignes aériennes régulières, avec ou sans escale, passant au-dessus du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, par des entreprises appartenant à l'autre Haute Partie contractante, ainsi que les transports commerciaux répétés effectués par des entreprises aériennes créées à des fins lucratives, seront subordonnés à des accords spéciaux entre les plus hautes autorités aéronautiques compétentes des deux Etats.

Chacune des Hautes Parties contractantes accordera en outre, sous condition de réciprocité, à l'autre Partie, le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les relations mutuelles en matière de navigation aérienne commerciale, compte tenu des dispositions de l'alinéa précédent.

Au sens de la présente convention, il y a lieu d'entendre par territoire d'un Etat, le territoire national, métropolitain et colonial, y compris les eaux territoriales.

Sont considérés comme aéronefs, aux termes de la présente convention, tous les aéronefs privés et les aéronefs de l'Etat qui ne sont pas employés comme aéronefs militaires, aéronefs de douane ou de police.

Sont considérés comme aéronefs militaires tous les aéronefs qui font partie de l'organisation militaire et qui portent des signes distinctifs spéciaux propres aux aéronefs militaires, ou qui sont commandés par des personnes en service militaire.

Aux termes de la présente convention, le mot aéronef comprend aussi bien les aéronefs à moteur que les aéronefs sphériques.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.No. 3330. — CONVENTION BETWEEN HUNGARY AND ITALY
REGARDING AIR NAVIGATION. SIGNED AT ROME, JULY 5, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being equally convinced that it is to the mutual advantage of Italy and Hungary to promote, for peaceful purposes, the development of air navigation between the two countries and of international air navigation in general, have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency General Italo BALBO, Minister Secretary of State for Air, Member of Parliament ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency M. André DE HÓRY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties shall, in time of peace, accord freedom of innocent air passage above its territory to aircraft of the other Contracting Party duly registered therein, provided that the stipulations of the present Convention are observed.

It is, however, understood that the creation and operation of regular air routes (with or without landing), passing over the territory of one of the High Contracting Parties by undertakings belonging to the other High Contracting Party, as well as other regular transport services conducted by air companies for purposes of gain, shall be subject to special agreement between the highest competent air authorities of both States.

Further, subject to the provisions of the foregoing paragraph, each of the High Contracting Parties shall, on condition of reciprocity, grant most-favoured-nation treatment to the other contracting State in all matters of commercial intercourse by air.

For the purposes of the present Convention, the word "territory" shall mean the territory of the mother-country and the colonies, including territorial waters.

For the purposes of the present Convention, the term "aircraft" shall mean private aircraft and Government aircraft which are not used for military, Customs or police purposes.

The term "military aircraft" shall mean aircraft which form part of the equipment of the military forces, or which bear the special distinguishing marks of military aircraft, or which are under the command of persons in military service.

For the purposes of the present Convention, the term "aircraft" shall be deemed to include motor-driven aircraft and free balloons.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Les aéronefs ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Etat, seront soumis aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans l'Etat survolé, notamment aux prescriptions concernant la navigation aérienne en général, dans la mesure où elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, les droits de douane et autres droits fiscaux, les prohibitions d'importation et d'exportation, le transport des personnes et des objets, la sécurité et l'ordre public. Ils seront, en outre, soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur, sauf dispositions contraires de la présente convention.

Le transport commercial de personnes et d'objets entre deux points quelconques du territoire national pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Les combustibles qui se trouveront à bord de l'aéronef seront exemptés de droits de douane jusqu'à concurrence de la quantité nécessaire pour terminer le vol indiqué dans le registre de bord.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit d'interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones territoriales, à condition qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs nationaux et ceux qui appartiennent à l'autre Etat. Chacun des Etats contractants devra notifier à l'autre les zones de son territoire au-dessus desquelles la navigation aérienne est interdite.

En outre, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de limiter ou d'interdire provisoirement, en temps de paix, en totalité ou en partie, dans des circonstances exceptionnelles et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs appartenant à l'autre Etat contractant et les aéronefs appartenant à un autre pays étranger quelconque.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagera au-dessus d'une zone interdite sera tenu, dès qu'il s'en apercevra, de donner le signal d'alarme prescrit par le règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé. Il devra, en outre, atterrir le plus vite possible, en dehors de la zone interdite, dans l'un des proches aéroports de cet Etat.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs, clairement visibles, permettant de constater leur identité pendant le vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils devront, en outre, porter l'indication du nom et du domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis du certificat d'immatriculation et de navigabilité et de tous les autres documents prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne.

Tous les membres de l'équipage qui exerceront dans l'aéronef une activité soumise dans leur pays d'origine à une autorisation spéciale devront être munis des documents prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne et, notamment, des brevets et licences réglementaires. Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces mentionnant leur occupation à bord, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou rendus valables par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage, seront valables dans l'autre Etat, au même titre que les documents correspondants délivrés ou rendus valables par celui-ci.

Article 2.

The aircraft of either High Contracting Party, their crews, cargoes and passengers shall, while in the territory of the other State, be subject to the obligations arising from the regulations in force in that State over which they fly at the time, and especially to the regulations governing air traffic generally, provided that these apply to all foreign aircraft without distinction of nationality. They shall also be subject to the regulations concerning Customs duties and other taxes, import and export prohibitions, transport of passengers and goods and public security and order. They shall further be liable to any other obligations arising from the general legislation in force at the time, except as otherwise provided in the present Convention.

The commercial transport of passengers and goods between two points within its own territory may be reserved by a State for national aircraft.

The fuel on board an aircraft shall be admitted free of duty to the amount requisite for completion of the journey as shown by the log.

Article 3.

Both the High Contracting Parties may prohibit air traffic over certain areas of their territory, provided that no distinction is made in this respect between national aircraft and the aircraft of the other State. Areas over which air traffic is thus prohibited shall be notified to the other contracting State.

Each of the Contracting Parties further reserves the right, under exceptional circumstances and with immediate effect, in time of peace temporarily to restrict air traffic over its own territory or to prohibit such traffic entirely or partially, provided that no distinction is made in this respect between the aircraft of the other contracting State and those of any other foreign country.

Article 4.

An aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the air traffic regulations of the State flown over, and land without delay as near as possible to an aerodrome belonging to the State in question situated outside the prohibited area.

Article 5.

Aircraft must be provided with distinctive and clearly visible marks enabling them to be identified during flight (nationality and registration marks). They must also bear the name and address of the owner.

Aircraft must carry certificates of registration and airworthiness and any other documents prescribed in the country to which they belong.

All members of the crew performing duties on board, for the exercise of which a special licence is required in their home country, must hold the certificates there required for air navigation and in particular the prescribed certificates of competency and licences. The other members of the crew must be provided with certificates stating their duties on board, trade or profession, identity and nationality.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or approved by one of the High Contracting Parties for the aircraft or the crew have the same validity in the other contracting State as the corresponding documents issued or approved by the latter State.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de refuser de reconnaître, pour la navigation au-dessus de son territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à un de ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

L'équipage et les voyageurs, tant qu'il n'en aura pas été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic international.

Si la navigabilité d'un aéronef muni des documents nécessaires, diminue par la suite de telle façon que la sécurité des voyageurs soit menacée, la continuation du vol de l'aéronef sur le territoire de l'autre Etat pourra être subordonnée à l'obligation de faire réparer l'aéronef de manière à assurer la continuation ininterrompue du vol.

Article 6.

Les aéronefs appartenant à l'une des Parties contractantes ne pourront être pourvus d'appareils de communication par radio au-dessus du territoire de l'autre Partie contractante que si cela est permis par les deux Etats contractants. Ces appareils ne seront employés que par des membres de l'équipage munis d'une autorisation spéciale délivrée à cet effet par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve le droit d'établir des règlements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils de communication par radio, à bord des aéronefs, pour des raisons de sécurité.

Article 7.

Les aéronefs, leur personnel navigant et leurs passagers ne pourront transporter avec eux des armes, munitions, matériel de guerre, poisons, explosifs, pigeons voyageurs et appareils photographiques, sans l'autorisation de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'aéronef. Cette interdiction ne vise pas le personnel navigant qui est autorisé à emporter sur l'aéronef les moyens de signalisation et les armes personnelles nécessaires à la sécurité des personnes et des marchandises transportées.

Pour des raisons de sûreté publique, chacun des Etats contractants pourra également limiter ou interdire, sur son territoire, le transport d'objets autres que ceux qui ont été énumérés ci-dessus. Cette interdiction devra être appliquée sans distinction aux aéronefs des deux Parties contractantes.

Article 8.

Les aéronefs transportant des voyageurs et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des voyageurs et, pour les marchandises, d'un manifeste indiquant leur nature et leur quantité et contenant les déclarations de douane nécessaires.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et la description qui en est faite dans les documents susmentionnés, les autorités douanières de l'aéroport d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant en vue de prendre les mesures nécessaires.

Le transport d'articles postaux sera réglé directement entre les administrations postales des deux Etats contractants par voie d'accords spéciaux.

Article 9.

Au départ et à l'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire, par les autorités compétentes, les aéronefs de l'autre Etat, et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

For the purposes of flight within its own territory, each of the High Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise certificates of competency and licences issued to its own nationals by the other contracting State.

The crew and the passengers must, unless otherwise agreed, be provided with the documents required for international traffic by the regulations in force at the time.

If the airworthiness of an aircraft provided with the requisite certificates shall subsequently be so impaired that the safety of the passengers is endangered, the continuation of the journey of such aircraft over the territory of the other State may be made conditional on the aircraft being so repaired as to ensure its further journey not being interrupted.

Article 6.

Aircraft of either Contracting Party may only carry apparatus for the transmission of radiotelegraphic messages in the territory of the other contracting State in so far as this is permitted by both contracting States. Such apparatus may only be used by members of the crew carrying a special licence issued by the State of which the aircraft has nationality.

Both Contracting Parties reserve the right, as a measure of safety, to issue regulations regarding the compulsory equipment of aircraft with wireless telegraph apparatus.

Article 7.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, war material, poisonous substances, explosives, carrier-pigeons, or photographic apparatus, except with the permission of the State in whose territory the aircraft happens to be. This provision shall not apply to the members of the crew who are entitled to carry with them on the aircraft signalling apparatus and weapons required for the protection of the passengers and goods transported.

Either contracting State may, as a measure of public safety, restrict or prohibit in its territory the conveyance of other objects in addition to those specified in the preceding paragraph. Such regulations shall be applicable without distinction to the aircraft of both Contracting Parties.

Article 8.

Aircraft which carry passengers or goods must be provided with a nominal roll of the passengers and with a manifest of the cargo, specifying the nature and quantity of the goods carried, together with the necessary Customs declarations.

Should it be discovered, on the arrival of an aircraft, that there is a discrepancy between the goods carried and the description thereof in the above documents, the Customs authorities of the aerodrome of arrival shall communicate direct with the competent Customs authorities of the other contracting State with a view to taking such steps as may be required.

The conveyance of mails shall be the subject of special direct arrangements between the postal administrations of the two contracting States.

Article 9.

Each of the Contracting States may, in its own territory, cause the aircraft of the other State to be inspected by the competent authorities on arrival or departure, and the prescribed certificates and other documents to be verified.

Article 10.

Les aéroports ouverts au service de la navigation aérienne publique seront accessibles également aux aéronefs des deux Etats. Ceux-ci pourront également utiliser les services de renseignements météorologiques, de liaison radioélectrique et de signalisation de jour et de nuit. Les taxes éventuelles (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs des deux Etats contractants.

Article 11.

Les aéronefs en provenance ou à destination de l'un des Etats contractants ne pourront utiliser, pour l'atterrissage ou le départ, que l'un des aéroports ouverts à la navigation aérienne publique et classés comme aéroports douaniers (avec service de contrôle des passeports), sans aucun atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aéroport. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser, pour le départ ou l'arrivée, l'utilisation d'un autre aéroport où seront effectués les opérations douanières et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissage intermédiaire s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé, en dehors des aéroports visés au premier alinéa, le commandant de l'aéronef, l'équipage et les passagers devront se conformer à la réglementation nationale en vigueur en la matière.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement la liste des aéroports ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste désignera ceux d'entre lesdits aéroports qui sont classés comme aéroports douaniers. Toute modification apportée à cette liste ainsi que toute restriction, même temporaire, du droit d'utiliser un des aéroports, devront être communiquées immédiatement à l'autre Partie contractante.

Article 12.

Les frontières des Hautes Parties contractantes ne pourront être survolées que sur les points fixés par l'Etat intéressé.

Il est d'ores et déjà convenu que toute zone dans laquelle l'une des Hautes Parties contractantes autorise le franchissement de ses frontières par des aéronefs nationaux ou des aéronefs d'autre nationalité pourra être utilisée *ipso facto* pour le passage des aéronefs appartenant à l'autre Partie contractante.

Article 13.

Il est interdit de jeter tout autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

Pendant le vol, ne pourront être jetés ou abandonnés d'autre manière, en dehors du lest, que des objets ou des matières pour lesquels l'Etat survolé aura accordé une autorisation spéciale.

Pour jeter par-dessus bord leurs détritiques en cours de vol, les aéronefs devront se conformer aux dispositions établies en la matière par l'Etat survolé.

Article 15.

Pour toutes les questions de nationalité se rattachant à l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne peut être immatriculé dans un des deux Etats que s'il appartient entièrement à des ressortissants possédant la nationalité de cet Etat. Si l'aéronef appartient à une société

Article 10.

Aerodromes which are open to public air traffic shall be available to the aircraft of either State. Similarly, the meteorological information service and the radiotelegraphic and day and night signalling services shall be at the disposal of such aircraft. All charges (for landing, length of stay, etc.) shall be levied at the same rate on national aircraft as on those of the other State.

Article 11.

All aircraft entering or leaving the territory of either of the Contracting States shall land at or depart from an aerodrome open to public air traffic and classed as a Customs aerodrome, at which facilities exist for the examination of passports, and no intermediate landing shall be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases, the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, where the Customs and passport formalities will be carried out. The prohibition of intermediate landing shall also apply in these special cases.

In case of forced landing outside the aerodromes referred to in the first paragraph, the pilot, the crew and the passengers must observe the relevant regulations in force in the country in question.

Each of the High Contracting Parties shall communicate to the other a schedule of aerodromes open to public air traffic. This schedule shall specially indicate those aerodromes which have Customs offices. Any change in this schedule, and any restriction, even temporary, of the right to utilise any such aerodrome, must be notified immediately to the other Contracting Party.

Article 12.

The frontiers of either Contracting State shall only be crossed at the points prescribed by the State concerned.

It is understood that all sections of the frontier over which either Contracting State has granted the right of passage to its own aircraft or to aircraft of another nationality shall, *ipso facto*, be open to the aircraft of the other Contracting State.

Article 13.

No ballast other than fine sand or water may be dropped.

Article 14.

No article or substance, other than ballast, may be dropped or thrown out during flight unless special permission has been obtained from the State whose territory is flown over.

Where waste materials are thrown from aircraft in flight, the relevant regulations of the State in whose territory this takes place shall be observed.

Article 15.

Whenever questions of nationality arise in connection with the execution of this Convention, it is agreed that aircraft shall possess the nationality of the State in which they are duly registered.

No aircraft may be registered in either State unless it is the sole property of nationals of that State. Should the owner be a company or other legal entity, such company or legal entity,

ou à une autre personne morale, celle-ci, quelle que soit sa forme, devra satisfaire à toutes les conditions requises par la législation italienne ou par la législation hongroise pour être considérée, respectivement, comme italienne ou comme hongroise.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes échangeront périodiquement une liste des inscriptions et des radiations effectuées sur leur Registre aéronautique au cours de la période précédente.

Article 17.

Les aéronefs appartenant aux deux Etats contractants auront droit, pour l'atterrissage et, notamment, en cas de danger, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des aéronefs perdus en mer sera réglé, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des conventions internationales en vigueur ou, à leur défaut, de la législation nationale des sauveteurs.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions relatives à la navigation aérienne en vigueur dans leur territoire.

Article 19.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés, toute les fois qu'il sera possible, par entente directe entre les administrations compétentes des deux Parties contractantes, notamment en ce qui concerne les formalités douanières.

Chacune des Hautes Parties contractantes communiquera à l'autre tous les actes contraires aux dispositions de la présente convention commis éventuellement sur son territoire par des personnes physiques ou morales possédant la nationalité de l'autre Etat.

Toute contestation concernant l'application de la présente convention qui n'aurait pu être réglée à l'amiable par la voie diplomatique ordinaire, sera réglée suivant les dispositions contenues dans le Traité de conciliation et d'arbitrage italo-hongrois du 5 avril 1927.

Article 20.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à n'importe quel moment, dénoncer la présente convention moyennant préavis d'un an.

Article 21.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Budapest dans le plus bref délai possible.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait à Rome, le 5 juillet 1932, en double expédition, en italien et en hongrois, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) André DE HÓRY, *m. p.*

(L. S.) Italo BALBO, *m. p.*

whatever be its form, must fulfil all the requirements of the Italian or Hungarian law in force, in order that it may be considered Italian or Hungarian as the case may be.

Article 16.

The High Contracting Parties shall periodically exchange lists of new entries and cancellations made during the preceding period in their respective aircraft registers.

Article 17.

Aircraft of either contracting State shall be entitled when landing, and especially in the case of forced landings, to the same assistance as national aircraft.

The salvage of aircraft wrecked on the high seas shall be subject, unless otherwise agreed upon, to the principles of maritime law as embodied in the agreements in force at the time, or, in default, in the laws of the State to which the rescuers belong.

Article 18.

The High Contracting Parties shall notify one another of all regulations regarding air traffic in force in their respective territories.

Article 19.

Details connected with the execution of this Convention (more particularly in respect of Customs formalities) shall, as far as possible, be settled by direct agreement between the competent departments of both Contracting Parties.

Each of the High Contracting Parties shall notify the other Party of any infringements of the provisions of this Convention committed in its territory by individuals or legal entities belonging to the other State.

Disputes regarding the execution of this Convention which cannot be settled amicably through the usual diplomatic channels shall be settled in accordance with the provisions of the Italo-Hungarian Treaty of Conciliation and Arbitration of April 5, 1927.

Article 20.

Either of the High Contracting Parties may at any time denounce the present Convention on giving one year's notice.

Article 21.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

It shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Rome on July 5, 1932, in duplicate, in Italian and Hungarian, both texts being equally authentic.

(L. S.) André DE HÓRV, *m. p.*

(L. S.) Italo BALBO, *m. p.*

PROTOCOLE ANNEXE

Au moment de la signature de la Convention relative à la navigation aérienne, conclue ce jour entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Hongrie, les plénipotentiaires respectifs se sont mis d'accord sur les points suivants :

1° Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que le traitement de la nation la plus favorisée prévu à l'article premier, troisième alinéa, de ladite convention ne s'étend pas aux concessions que l'une des Parties contractantes pourrait stipuler par voie de convention avec un tiers Etat, en vue, notamment, d'éviter la double imposition.

2° En ce qui concerne les sphériques, les dispositions de la convention ne leur sont applicables que dans la limite permise par le caractère spécial de ces aéronefs.

Le présent Protocole, qui fait partie de la convention susmentionnée et qui est lié en tous points à son sort, est fait en double expédition, en italien et en hongrois, les deux textes faisant également foi.

Fait à Rome, le 5 juillet 1932.

(L. S.) André DE HÓRY, *m. p.*

(L. S.) Italo BALBO, *m. p.*

ADDITIONAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Convention regarding air navigation concluded this day between the Kingdom of Italy and the Kingdom of Hungary, the respective Plenipotentiaries have agreed on the following points :

1. The High Contracting Parties recognise that the most-favoured-nation treatment clause in Article 1, third paragraph, of the said Convention shall not extend to such concessions as one of the Contracting Parties may provide for by means of a Convention with a third State for the special purpose of avoiding double taxation.

2. The provisions of the Convention shall only apply to balloons as far as their special characteristics permit.

This Protocol, which shall form an integral part of the above Convention and which shall in all respects remain in force or not along with the same, is drawn up in duplicate, in Italian and Hungarian, both texts being equally authentic.

Done at Rome on July 5, 1932.

(L. S.) André DE HÓRY, *m. p.*

(L. S.) Italo BALBO, *m. p.*

N° 3331.

FRANCE ET YOUGOSLAVIE

Arrangement concernant le traitement préférentiel du blé yougoslave, signé à Belgrade, le 7 novembre 1931, et

Avenant à l'arrangement susmentionné, signé à Paris, le 10 juin 1933.

FRANCE AND YUGOSLAVIA

Agreement concerning Preferential Treatment for Yugoslav Wheat, signed at Belgrade, November 7, 1931, and

Additional Agreement to the Above-mentioned Agreement, signed at Paris, June 10, 1933.

N^o 3331. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE, CONCERNANT LE TRAITEMENT PRÉFÉRENTIEL DU BLÉ YOUGOSLAVE. SIGNÉ A BELGRADE, LE 7 NOVEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 13 janvier 1934.

I.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, désireux de contribuer à rendre plus facile l'écoulement des céréales de l'Europe centrale et orientale à des prix rémunérateurs, est disposé à prendre, à titre strictement temporaire et exceptionnel, les mesures nécessaires pour qu'un contingent de blés yougoslaves puisse être importé en France dans les conditions ci-après :

1^o Au mois de septembre ou d'octobre, dès que le ministre français de l'Agriculture sera renseigné sur l'importance de la récolte française, un contingent d'importation sera fixé pour l'année.

2^o Ce contingent sera égal à 10 % de l'évaluation de la quantité totale devant être importée pour satisfaire aux besoins de la consommation.

3^o Les achats seront opérés dans les formes et les conditions habituelles du commerce par l'entremise de l'organisme yougoslave habilité à cet effet, à savoir la Société privilégiée pour l'exportation des produits du pays.

Les blés offerts devront être de bonne qualité loyale et marchande et répondant aux besoins du marché français.

4^o Les blés acquis seront payés au prix mondial, et, à leur entrée en France, seront soumis, sans aucune réduction, au droit du tarif minimum.

5^o L'importation du contingent annuel aura lieu suivant un rythme fixé d'accord avec le Ministère de l'Agriculture.

6^o Le Gouvernement français remettra au Gouvernement yougoslave, pour versement par quintaux importés à la Société privilégiée susmentionnée, une somme tenant compte de la différence entre le prix mondial et le prix considéré comme rémunérateur par les exportateurs yougoslaves. Cette somme étant de caractère variable sera fixée pour chaque année, d'accord entre les deux gouvernements. Elle ne pourra être supérieure à 30 % du droit de douane.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 21 mai 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3331. — AGREEMENT² BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA CONCERNING PREFERENTIAL TREATMENT FOR YUGOSLAV WHEAT. SIGNED AT BELGRADE, NOVEMBER 7, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place January 13, 1934.

I.

THE FRENCH GOVERNMENT, being desirous of facilitating the disposal of cereals from Central and Eastern Europe at remunerative prices, is prepared to take strictly temporary and exceptional measures to enable a quota of Yugoslav wheat to be imported into France under the following conditions :

(1) The import quota for the year shall be fixed in September or October, as soon as the French Minister of Agriculture has ascertained the quantity of the French crop.

(2) This quota shall amount to 10 % of the estimated total quantity which it is necessary to import in order to satisfy the requirements of customers.

(3) The purchases shall be carried out under the usual commercial conditions and in the usual commercial forms through the Yugoslav organisation set up for that purpose, namely, the " Privileged Company " for the export of the products of the country.

The wheat offered for sale must be of good standard quality and must answer to the requirements of the French market.

(4) The wheat so acquired shall be purchased at the world price and on importation into France shall be subject, without any reduction, to the minimum tariff duties.

(5) The annual quota shall be imported in accordance with time-scale fixed in agreement with the Ministry of Agriculture.

(6) The French Government shall hand over to the Yugoslav Government, for payment per quintal imported to the above-mentioned " Privileged Company ", a sum taking into account the difference between the world price and the price which Yugoslav exporters regard as remunerative. As the amount of this sum will vary, it shall be fixed for each year by agreement between the two Governments. It may not exceed 30 % of the Customs duty.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, May 21, 1932.

II.

LE GOUVERNEMENT YOUGOSLAVE, en échange des avantages ci-dessus, s'engage à accorder les facilités ci-après au commerce français :

1^o L'admission des spécialités pharmaceutiques en Yougoslavie, telle qu'elle est établie par le règlement de juillet 1930, recevra les modifications suivantes :

A. Le délai pour l'enregistrement des spécialités sera porté de 6 mois à 1 an.

B. Les prix des spécialités pharmaceutiques seront fixés conformément aux prix indiqués par les fabricants intéressés. En ce qui concerne les médicaments à nom déposé, leurs prix pourront dépasser de 20 % le tarif de la pharmacopée yougoslave.

C. Les étiquettes des spécialités pourront être rédigées en langue française.

D. Les certificats prévus au paragraphe 5 de l'article 14 dudit règlement pourront émaner de l'autorité sanitaire locale française et n'auront pas besoin d'être visés par le représentant diplomatique de Yougoslavie en France.

2^o En ce qui concerne le contrôle des médicaments d'origine biologique tel qu'il est prévu à l'article 7 de la loi du 11 février 1930, il sera assuré au moyen de certificats analogues à ceux prévus ci-dessus pour le contrôle des spécialités pharmaceutiques.

3^o Les droits du tarif yougoslave sur l'importation des articles ci-après seront abaissés comme suit :

Numéro du tarif		Dinars-or par 100 kg.
ex 116	Champagne	115
259/1	Essences, extraits, teintures et eaux parfumées	450
261 ex 1	Pâtes dentifrices	210
ex 2	Poudre, pommade et fards	420
ex 336	Dentelles de soie naturelle	2.550
ex 336	Echarpes de soie artificielle, dites spanish, andalou ou mantilles	1.800
458 ex 2	Papiers peints multicolores	270
635	Pulvérisateurs et soufflets pour la vigne, même combinés avec des matières ordinaires ou fines	90

III.

Le présent arrangement est conclu pour trois ans. Il pourra être renouvelé après accord entre les deux gouvernements si les circonstances l'exigent. Après sa signature, il sera soumis au Comité agricole de la Commission pour l'Union européenne.

Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt après sa ratification par les deux Parties contractantes.

Fait à Belgrade le sept novembre mil neuf cent trente et un.

Pour le Gouvernement du Royaume de Yougoslavie :

D^r K. KUMANUDI, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :
Belgrade, le 15 décembre 1933.

Pour le Gouvernement de la République française :

E. DARD, *m. p.*

*D'ordre du Ministre,
le Chef de Section,
Miloche P. Kitchévatz.*

II.

THE YUGOSLAV GOVERNMENT agrees, in return for the above-mentioned benefits, to accord the following facilities to French trade :

(1) The regulations of July 1930 concerning the importation of pharmaceutical specialities into Yugoslavia shall be amended as follows :

A. The period allowed for the registration of specialities shall be increased from six months to one year.

B. The price of pharmaceutical specialities shall be fixed in accordance with the prices indicated by the manufacturers concerned. The prices of medicaments with a registered name may exceed by 20 per cent the tariff laid down in the Yugoslav pharmacopœia.

C. The labels of specialities may be in the French language.

D. The certificates mentioned in paragraph 5 of Article 14 of the said regulations may be issued by the French local health authorities and need not be endorsed by the diplomatic representative of Yugoslavia in France.

(2) The certification of medicaments of a biological origin, for which provision is made in Article 7 of the Law of February 11, 1930, shall be effected by means of certificates similar to those issued as above for the certification of pharmaceutical specialities.

(3) The Yugoslav Customs duties on the importation of the following articles shall be reduced as under :

Number in Tariff		Gold Dinars per 100 kg.
ex 116	Champagne	115
259/1	Essences, extracts, tinctures and perfumed waters	450
261 ex 1	Tooth paste	210
ex 2	Powders, pomades or fards	420
ex 336	Lace of natural silk	2,550
ex 336	Scarves of artificial silk, known as " Spanish ", Andalusian or Mantilla	1,800
458 ex 2	Wall paper, several colours	270
635	Vine atomizers and bellows, even if combined with common or fine materials	90

III.

The present Agreement is concluded for three years. If circumstances require, it may be renewed on agreement between the two Governments. It shall be submitted, after signature, to the Agricultural Committee of the Commission of Enquiry for European Union.

The present Agreement shall come into force immediately after ratification by the two Contracting Parties.

Done at Belgrade, November seventh, one thousand nine hundred and thirty-one.

For the Government of the Kingdom of Yugoslavia :

Dr. K. KUMANUDI, *m. p.*

For the Government of the French Republic :

E. DARD, *m. p.*

AVENANT¹ A L'ARRANGEMENT DU 7 NOVEMBRE 1931 ENTRE LA
FRANCE ET LA YOUGOSLAVIE. SIGNÉ A PARIS, LE 10 JUIN
1933.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de
la Société des Nations. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 9 juin 1934.*

LE GOUVERNEMENT YOUGOSLAVE et LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS,
Désireux d'adapter aux circonstances actuelles les dispositions de l'Arrangement concernant
le traitement réservé aux importations en France de blé yougoslave, et signé à Belgrade le 7 novembre
1931, ont arrêté d'un commun accord les dispositions suivantes :

Article premier.

L'état du marché des blés, tant en France qu'en Yougoslavie ne permettant pas, au cours de la
campagne actuelle, de faire jouer les dispositions prévues à l'arrangement précité, il pourra, à titre
exceptionnel, être importé en France jusqu'au 30 septembre 1933, aux lieu et place du contingent de
blé prévu audit arrangement, un contingent de maïs destiné exclusivement à la nourriture des
volailles et du bétail et admis au bénéfice des conditions ci-après :

Article 2.

A leur importation en France, les maïs importés de Yougoslavie seront soumis, sans aucune
réduction tarifaire, aux droits du tarif minimum français.

Toutefois, pour une quantité de maïs qui ne pourra dépasser 240.000 quintaux, et sous réserve
des dispositions des articles 1, 3 et 4 du présent avenant, il sera fait remboursement à l'Etat
yougoslave de 40 % des droits du tarif minimum.

Article 3.

Les importations de maïs admis à bénéficier de ce remboursement devront être effectuées par
tranches trimestrielles réparties ainsi qu'il suit :

Avant le 30 juin 1933, 50.000 quintaux ;
Du 1^{er} juillet au 30 septembre 1933, 190.000 quintaux.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 10 août 1933.
L'avenant est entré en vigueur le 18 août 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ADDITIONAL AGREEMENT ² TO THE AGREEMENT OF NOVEMBER 7, 1931, BETWEEN FRANCE AND YUGOSLAVIA. SIGNED AT PARIS, JUNE 10, 1933.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Additional Agreement took place June 9, 1934.

THE YUGOSLAV GOVERNMENT and THE FRENCH GOVERNMENT,

Being desirous of adapting to present circumstances the provisions of the Agreement concerning the treatment of imports of Yugoslav wheat into France, signed at Belgrade on November 7, 1931, have mutually agreed upon the following provisions :

Article 1.

Since the position of the wheat market, both in France and in Yugoslavia, does not permit during the present crop-year of the application of the provisions laid down in the above-mentioned Agreement, there may, as an exceptional measure, be imported into France up to September 30, 1933, in lieu of the wheat quota provided for in the said Agreement, a maize quota to be used solely as food for poultry and cattle and to be entitled to the benefit of the following conditions :

Article 2.

On importation into France, the maize imported from Yugoslavia shall be subject, without any reduction, to the French minimum tariff duties.

However, in respect of a quantity of maize not exceeding 240,000 quintals, and subject to the provisions of Articles 1, 3 and 4 of the present Additional Agreement, 40 % of the minimum tariff duties shall be refunded to the Yugoslav State.

Article 3.

Maize imports entitled to the benefit of this refund shall be delivered in quarterly quotas distributed as follows :

Before June 30th, 1933, 50,000 quintals ;
From July 1st to September 30th, 1933, 190,000 quintals.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, August 10, 1933. The Additional Agreement came into force August 18, 1933.

Les contingents ainsi fixés devront être importés en France intégralement au cours du trimestre correspondant ou plus tard dans les 45 jours qui suivront.

Article 4.

Les importations de maïs bénéficiant des dispositions spéciales qui précèdent, seront effectuées sur demandes présentées au ministre de l'Agriculture de France qui les revêtira de son visa jusqu'à épuisement du contingent. Les conditions auxquelles devront être soumises ces importations seront fixées par un arrêté du ministre de l'Agriculture.

Le Gouvernement français fera toute diligence pour effectuer les remboursements prévus à l'article premier dès qu'il aura obtenu justification de l'emploi des maïs importés.

Article 5.

Le présent avenant sera soumis à l'approbation du Parlement français et ratifié. Il entrera en vigueur, d'accord entre les deux gouvernements, huit jours au plus après l'échange des ratifications.

Les deux gouvernements entameront des négociations avant le 30 septembre pour examiner, en tenant compte des circonstances, s'il y a lieu de le renouveler avec les adaptations nécessaires en vue de la campagne 1933-1934.

Ces négociations seront menées de sorte que le nouvel arrangement puisse produire ses effets à une date aussi rapprochée que possible du début de la nouvelle campagne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leur cachet.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 10 juin 1933.

(L. S.) M. SPALAÏKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) Paul BONCOUR, *m. p.*

(L. S.) L. SERRE, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 24 avril 1934.

D'ordre du Ministre,

Le Chef de la Section de ratification des traités :

Miloche P. Kitchévatz

The whole of the quotas thus fixed shall be imported into France during the corresponding quarter or at the latest during the following forty-five days.

Article 4.

Maize imports entitled to the benefit of the foregoing special provisions shall be authorised on application to the French Minister of Agriculture, who shall endorse the application until the quota is exhausted. The conditions applicable to such imports shall be fixed by a decree of the Minister of Agriculture.

The French Government shall do its utmost to expedite the refund of the duty provided for in Article 1 as soon as it has obtained proof that the maize imported has been used for the stipulated purpose.

Article 5.

The present Additional Agreement shall be submitted to the French Parliament for approval and ratified. It shall come into force by agreement between the two Governments not more than eight days after the exchange of ratifications.

The two Governments shall open negotiations before September 30 with a view to considering, with due regard to the circumstances, the advisability of renewing the Additional Agreement, with the necessary adaptations, for the 1933-34 crop-year.

These negotiations shall be carried through in time to enable the new Agreement to take effect on a date as near as possible to the opening of the new crop-year.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, on June 10, 1933.

(L. S.) M. SPALAĀKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) Paul BONCOUR, *m. p.*

(L. S.) L. SERRE, *m. p.*

N° 3332.

TURQUIE ET YOUGOSLAVIE

Accord concernant l'exportation de
l'opium. Signé à Ankara, le 14
avril 1932.

TURKEY AND YUGOSLAVIA

Agreement concerning the Export
of Opium. Signed at Ankara,
April 14, 1932.

N^o 3332. — ACCORD¹ ENTRE LA TURQUIE ET LA YUGOSLAVIE,
CONCERNANT L'EXPORTATION DE L'OPIUM. SIGNÉ A ANKARA,
LE 14 AVRIL 1932.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 13 janvier 1934.

LA YUGOSLAVIE d'une part, et LA TURQUIE d'autre part,
Considérant que la réglementation internationale de la question de l'opium implique une adaptation convenable de la production et de l'exportation de l'opium de leurs pays respectifs, qui sont les principaux fournisseurs de l'opium destiné à la fabrication des opiacés,

Conscientes que leur coopération étroite en cette matière est susceptible de faciliter l'action internationale contre les abus des stupéfiants tout en sauvegardant les intérêts légitimes de leurs pays respectifs,

Ont résolu de conclure un accord à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YUGOSLAVIE :

M. Milan YOVANOVITCH, chargé d'Affaires *a. i.* de Yougoslavie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence Mustafa SEREF bey, ministre de l'Économie nationale, député de Burdur ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

I. ORGANISME D'EXPORTATION.

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à créer, chacune sur son territoire respectif, un établissement possédant le droit exclusif d'exportation de l'opium brut.

Ces établissements seront appelés, dans le présent accord, respectivement Etablissement turc et Etablissement yougoslave, soit, ensemble, Etablissements nationaux.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 23 septembre 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3332. — AGREEMENT ² BETWEEN TURKEY AND YUGOSLAVIA
CONCERNING THE EXPORT OF OPIUM. SIGNED AT ANKARA,
APRIL 14, 1932.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place January 13, 1934.

YUGOSLAVIA of the one part, and TURKEY of the other part

Whereas the international regulation of the opium question implies a proper adaptation of the production and export of the opium of their respective countries, which are the main suppliers of opium for the manufacture of opiates ;

Realising that their close co-operation in this matter is calculated to facilitate international action against the abuse of drugs, while safeguarding the legitimate interests of their respective countries ;

Have resolved for this purpose to conclude an Agreement and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. Milan YOVANOVITCH, Acting Chargé d'Affaires of Yugoslavia ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency Mustafa SEREF Bey, Minister of National Economy, Deputy for Burdur ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

I. EXPORT ORGANISATION.

Article I.

The High Contracting Parties undertake each to set up on its own territory a body having the exclusive right to export raw opium.

Those bodies shall, for the purposes of the present Agreement, be called respectively the Turkish Board and the Yugoslav Board, and, taken together, National Boards.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Belgrade, September 23, 1933.

Article 2.

Les Etablissements nationaux seront organisés de manière à pouvoir acquérir l'opium disponible dans le pays et assurer avec compétence les livraisons visées par le présent accord. Le fonctionnement de ces établissements sera soumis à la surveillance des autorités compétentes de l'Etat.

Article 3.

Tout envoi d'exportation de l'opium brut devra être muni d'un certificat d'exportation émanant de l'autorité compétente de surveillance.

Les autorités douanières, pour procéder aux formalités douanières, exigeront la présentation dudit certificat d'exportation.

II. BUREAU DE VENTE.

Article 4.

Les Etablissements nationaux constitueront un organisme commun qui fera en leur nom et pour leur compte toute offre et toute vente d'opium brut à l'étranger. Sauf dispositions expresses contraires du présent accord, les Etablissements nationaux ne pourront traiter directement aucune vente d'opium brut ni effectuer d'envoi de l'opium à l'étranger sans l'ordre de cet organisme commun.

Cet organisme commun sera nommé « Bureau central de l'opium ».
Le siège du Bureau central de l'opium sera à Istanbul.

Article 5.

Le Bureau central sera administré par un comité de deux administrateurs délégués par l'Etablissement turc et d'un administrateur délégué par l'Etablissement yougoslave. Il aura à sa disposition le personnel technique nécessaire pour le bon fonctionnement.

Chacun des administrateurs aura un suppléant. Les suppléants n'auront les pouvoirs (conférés par le statut aux administrateurs) qu'en cas d'absence de l'administrateur respectif.

Article 6.

Les dépenses du Bureau central seront fixées de commun accord et assurées par les crédits ouverts au Bureau central par les deux Etablissements nationaux.

Les crédits seront assurés en tranches trimestrielles par les Etablissements nationaux en raison de 74 % par l'Etablissement turc et de 26 % par l'Etablissement yougoslave. Les sommes correspondantes devront être déposées dans une banque à choisir de commun accord avant le commencement de la période trimestrielle y afférente.

Article 7.

Les dispositions spécifiant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Bureau central seront déterminées dans le statut du Bureau central à élaborer de commun accord par les Etablissements nationaux.

Les statuts du Bureau central seront enregistrés conformément à la législation de la République turque.

Article 2.

The National Boards shall be organised in such a way as to be able to acquire the opium available in the country and to ensure efficiently the supplies contemplated by the present Agreement. The operation of these Boards shall be under the supervision of the competent authorities of the State.

Article 3.

Every export consignment of raw opium must be provided with an export certificate from the competent supervisory authority.

For the purpose of Customs formalities, the Customs authorities shall require the presentation of the said export certificate.

II. SALES OFFICE.

Article 4.

The National Boards shall set up a joint organisation, which, in their name and on their account, shall make all offers and effect all sales of raw opium to foreign countries. Unless otherwise expressly provided in the present Agreement, the National Boards shall not be allowed to negotiate direct any sale of raw opium or to ship opium to foreign countries without orders from this joint organisation.

The joint organisation shall be called the " Central Opium Office ".

The seat of the Central Opium Office shall be at Istanbul.

Article 5.

The Central Office shall be administered by a Committee consisting of two managing directors appointed by the Turkish Board and one managing director appointed by the Yugoslav Board. It shall have at its disposal such technical staff as may be necessary for its proper working.

Each of the managing directors shall have a substitute. The substitutes shall have the powers (conferred by the statute on the managing directors) only if the managing director whose substitute they are is absent.

Article 6.

The expenditure of the Central Office shall be fixed by mutual agreement and shall be provided for by credits allocated to the Central Office by the two National Boards.

The credits shall be made available quarterly by the National Boards in the proportion of 74 % by the Turkish Board and 26 % by the Yugoslav Board. The corresponding funds must be deposited in a bank to be chosen by mutual agreement before the beginning of the quarter in question.

Article 7.

The provisions specifying the organisation and manner of working of the Central Office shall be laid down in the statutes of the Central Office, which shall be drawn up by mutual agreement between the National Boards.

The statutes of the Central Office shall be registered in accordance with the laws of the Turkish Republic.

III. LES QUOTES-PARTS DE L'OPIMUM.

Article 8.

Sauf dispositions expresses contraires du présent accord, dans chaque livraison d'opium effectuée à l'acheteur sur ordre du Bureau central, soit par l'Établissement turc, soit par l'Établissement yougoslave, le Bureau central sera censé d'avoir vendu l'opium de deux Établissements nationaux.

Les Établissements nationaux participeront dans l'offre de l'opium par le Bureau central de la quantité totale de l'opium en raison de 77,5 % de l'opium pour l'Établissement turc et 22,5 % pour l'Établissement yougoslave. Le Bureau central présentera à la vente, dans le courant d'un trimestre, la quantité commune destinée à cette période. Il s'efforcera d'écouler les parts afférentes à chaque Établissement national dans le courant du trimestre convenu.

Le produit obtenu de toute livraison d'opium faite soit par l'Établissement turc, soit par l'Établissement yougoslave sera réparti par le Bureau central sans retard et sans aucune retenue entre les deux Établissements nationaux en raison de 74 % à l'Établissement turc et de 26 % à l'Établissement yougoslave. Le transfert de ces sommes sera assuré par le Bureau central par l'intermédiaire des banques à choisir et dans les conditions à déterminer de commun accord.

Les Hautes Parties contractantes auront droit à la rectification des quotes-parts de l'opium brut ci-haut, si à la fin des périodes trimestrielles ces quotes-parts ne correspondent pas effectivement à la répartition des produits des ventes fixée dans le présent accord.

Article 9.

Les Établissements nationaux seront tenus de fournir au Bureau central tous les renseignements concernant la quantité et les qualités-types d'opium dont ils disposent.

Le Bureau central fixera d'avance les quantités susceptibles d'être vendues par lui au cours de chaque trimestre et fera connaître aux Établissements nationaux les chiffres concernant les quantités d'opium correspondantes qu'ils devront mettre à sa disposition à tout moment.

Les Établissements nationaux devront avoir à leur possession les lots trimestriels d'opium ainsi fixés qu'ils sont tenus de fournir sur ordre du Bureau central. Ils devront exécuter à temps et conformément aux conditions convenues toute commande d'opium qu'ils pourront recevoir du Bureau central.

Si les demandes d'achat de l'opium dépassent le montant du lot commun trimestriel, celles-ci seront réparties entre les Établissements nationaux conformément à l'article précédent.

Si l'un des deux Établissements nationaux n'est pas en mesure de répondre aux commandes passées par le Bureau central la partie correspondante de son lot sera transférée par le Bureau central à l'autre Établissement national et celui-ci recevra dans ce cas sans aucune retenue la contre-valeur du lot complémentaire qu'il aura ainsi fourni.

Si, par suite de négligence de l'un des deux Établissements nationaux dans la livraison de l'opium, résultent des dommages quelconques, ceux-ci seront mis, lors des décomptes, à la charge exclusive dudit Établissement national.

Article 10.

Si le présent accord prend fin à un moment où le lot appartenant à l'un des deux Établissements nationaux est entièrement placé, alors que celui de l'autre n'est écoulé qu'en partie ou demeure invendu dans sa totalité, cet Établissement national est tenu de mettre à la disposition de l'autre Établissement la partie correspondante de son lot non vendu conformément aux dispositions de l'article 8 du présent accord.

En confirmation de l'engagement ci-dessus chacune des Parties contractantes s'engage à donner, dès le jour de la dénonciation du présent accord, une garantie bancaire pour les montants touchés sur les lots réalisés de l'autre Partie contractante comme assurance pour la liquidation des marchandises selon les stipulations du présent accord.

III. OPIUM QUOTAS.

Article 8.

Unless otherwise expressly provided in the present Agreement, in the case of every delivery of opium to a purchaser on the orders of the Central Office, either by the Turkish Board or by the Yugoslav Board, the Central Office shall be deemed to have sold opium of the two National Boards.

The proportion allotted to the National Boards in the case of opium offered for sale by the Central Office shall be 77.5 % of the total quantity for the Turkish Board and 22.5 % for the Yugoslav Board. During any quarter the Central Office shall offer for sale the amount of opium for that period coming from both Boards. It shall endeavour to market the quotas of each National Board during the quarter agreed upon.

The sum obtained as a result of any delivery of opium either by the Turkish Board or by the Yugoslav Board shall be divided by the Central Office immediately and without deduction between the two National Boards in the proportion of 74 % to the Turkish Board and 26 % to the Yugoslav Board. The transfer of such sums shall be effected by the Central Office through banks to be chosen and under conditions to be fixed by mutual agreement.

The High Contracting Parties shall be entitled to ask for a readjustment of the raw opium quotas specified above if at the end of the quarterly periods these quotas do not actually correspond to the allocation fixed in the present Agreement of the sums derived from sales.

Article 9.

The National Boards shall be obliged to supply the Central Office with all information concerning the quantity and standard qualities of opium that they have available.

The Central Office shall fix beforehand the quantities that it expects to be able to sell during each quarter and shall notify to the National Boards the figures for the corresponding quantities of opium that they must place at its disposal at any moment.

The National Boards must have in their possession the quarterly quantities of opium thus fixed which they are obliged to supply when ordered by the Central Office. They must meet in time and in accordance with the agreed conditions any order for opium that they may receive from the Central Office.

Should the demand for opium exceed the joint quarterly quota, such orders shall be divided between the National Boards in accordance with the previous Article.

Should one of the two National Boards not be in a position to meet the orders from the Central Office, a proportionate part of its share shall be transferred by the Central Office to the other National Board, and the latter shall in such cases receive without deduction the sum corresponding to the additional amount which it has thus supplied.

Should any damage occur as a result of negligence on the part of one of the two National Boards when supplying the opium, such damage shall, on settlement of accounts, be charged exclusively to the said National Board.

Article 10.

Should the present Agreement come to an end at a time when the quota of one of the two National Boards is entirely disposed of, whereas that of the other is only partly disposed of or is still all unsold, the last-named National Board shall be obliged to place at the disposal of the other Board the corresponding part of its unsold quota in accordance with the provisions of Article 8 of the present Agreement.

In confirmation of the above undertaking, each of the Contracting Parties agrees that, on the day on which the present Agreement is denounced, they will give a bank guarantee for sums received in respect of consignments of opium sold by the other Contracting Party, as security for the liquidation of the goods in accordance with the provisions of the present Agreement.

Article 11.

Le Bureau central suivra une politique à fixer de commun accord en vue d'assurer les prix suffisamment rémunérateurs pour les producteurs des deux Hautes Parties contractantes.

Article 12.

Le Bureau central pourra, sous réserve d'approbation des Hautes Parties contractantes, conclure des ententes avec les organismes similaires des autres pays producteurs de l'opium ou avec des organisations des acheteurs de l'opium, en vue de la réglementation de l'offre et de la demande et de la stabilisation des prix de l'opium brut. Les actes qui auront une portée dépassant la durée de cet accord n'engagent pas les Hautes Parties contractantes.

IV. OPIUM A FUMER.

Article 13.

Les Etablissements nationaux gardent la liberté en ce qui concerne leur opium à fumer. Toutefois ils s'engagent à exécuter ses ventes conformément aux conditions légales des pays où l'usage de l'opium n'est pas prohibé.

V. OPIACÉS.

Article 14.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'exporter les opiacés que conformément aux conditions légales des pays importateurs. Elles prendront des mesures efficaces pour contrôler l'exportation des opiacés et empêcher la contrebande de ces articles.

VI. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes considéreront toute exportation de l'opium brut et des opiacés contraire aux stipulations du présent accord comme contrebande. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à introduire dans les législations les modifications nécessaires en vue de pouvoir poursuivre des infractions pareilles. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront des comptes rendus sur tous les cas de contrebande de l'opium brut et des opiacés.

Elles se communiqueront également les textes des lois, règlements et arrêtés de tout genre relatifs au trafic de l'opium brut et des opiacés.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes coopéreront étroitement dans la réglementation de la question de l'opium sur le terrain international. Elles s'entendront également sur une politique à suivre en ce qui concerne la production future de l'opium et la fabrication des opiacés.

Article 11.

The Central Office will follow a policy to be decided upon by mutual agreement with a view to ensuring sufficiently remunerative prices for the producers of the two High Contracting Parties.

Article 12.

Subject to approval by the High Contracting Parties, the Central Office may conclude agreements with similar organisations of other opium-producing countries or with organisations of purchasers of opium, with a view to regulating supply and demand and stabilising the prices of raw opium. Acts embracing a period which exceeds the duration of the present Agreement shall not be binding upon the High Contracting Parties.

IV. OPIUM FOR SMOKING.

Article 13.

The National Boards shall remain free as regards their opium for smoking. Nevertheless, they undertake to carry out sales of the same in accordance with the regulations of the countries in which the use of opium is not forbidden.

V. OPIATES.

Article 14.

The High Contracting Parties undertake not to export opiates except in accordance with the regulations of the importing countries. They will take effective measures to supervise the export of opiates and to prevent the smuggling of the same.

VI. GENERAL CLAUSES.

Article 15.

The High Contracting Parties will regard as smuggling any export of raw opium and opiates that is contrary to the provisions of the present Agreement. The High Contracting Parties undertake to make the necessary changes in their laws in order to be able to take judicial proceedings in the case of such offences. The High Contracting Parties will communicate to one another reports on all cases of smuggling of raw opium or opiates.

They will also communicate to one another the texts of laws, regulations and decrees of all kinds concerning traffic in opium and opiates.

Article 16.

The High Contracting Parties will co-operate closely with one another in the international regulation of the opium question. They will also come to an agreement with one another as to the policy to be followed in the matter of the future production of opium and the manufacture of opiates.

Article 17.

Les différends concernant l'interprétation et l'application du présent accord seront réglés par voie d'arbitrage.

Article 18.

Le présent accord sera ratifié. Il sera mis en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification. Il restera en vigueur pendant un an et sera prolongé par tacite réconduction à moins que l'une des Hautes Parties contractantes ne le dénonce. Dans ce cas l'accord prendra fin trois mois après le préavis notifiant la dénonciation de cet accord.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Ankara, en double, le quatorze avril mil neuf cent trente-deux.

(L. S.) M. YOVANOVITCH, *m. p.*

(L. S.) M. SEREF bey, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 9 novembre 1933.

*D'ordre du Ministre,
le Chef de Section,*

Miloche P. Kitchévatz.

Article 17.

Disputes relating to the interpretation and application of the present Agreement shall be settled by arbitration.

Article 18.

The present Agreement shall be ratified. It shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification. It shall remain in force for one year and shall be extended by tacit agreement, unless one of the High Contracting Parties denounces it. In that case, the Agreement shall lapse three months after notice has been given of such denunciation.

In faith whereof the under-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Ankara, in duplicate, the fourteenth day of April, one thousand nine hundred and thirty-two.

(L. S.) M. YOVANOVITCH, *m. p.*

(L. S.) M. SEREF Bey, *m. p.*

N° 3333.

BRÉSIL ET YOUGOSLAVIE

Echange de notes comportant un
accord commercial. Belgrade, le
16 mai 1932.

BRAZIL AND YUGOSLAVIA

Exchange of Notes constituting a
Commercial Agreement. Belgrade,
May 16, 1932.

N^o 3333. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET YOUGOSLAVE, COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. BELGRADE, LE 16 MAI 1932.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 janvier 1934.

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

K. P. N^o 2348.

BELGRADE, le 16 mai 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, dans le but de régler et de développer les relations commerciales entre nos deux pays, le Gouvernement du Royaume de Yougoslavie m'a autorisé à conclure avec le Gouvernement de la République des Etats Unis du Brésil un accord commercial en conformité des dispositions suivantes :

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

b) En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires de tout autre pays étranger.

c) De même les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire de tout autre pays étranger.

d) Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Hautes Parties contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays étranger ou destinés au territoire

¹ Par échange de notes entre les deux gouvernements, cet accord a été mis en vigueur, sur les territoires des deux Etats signataires, le 16 octobre 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3333. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE BRAZILIAN AND YUGOSLAV GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. BELGRADE, MAY 16, 1932.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place January 13, 1934.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

K. P. No. 2348.

BELGRADE, *May 16, 1932.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that, with a view to regulating and developing commercial relations between our two countries, the Government of the Kingdom of Yugoslavia has authorised me to conclude a Commercial Agreement with the Government of the Republic of the United States of Brazil in accordance with the following provisions :

(a) The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all that concerns Customs duties and any accessory duties, the method of collection of the duties, and the rules, formalities and charges to which Customs clearance operations may be subject.

(b) Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of either of the High Contracting Parties shall in no case be subject, in the above respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules and formalities other or more onerous, than those to which products of a like nature originating in any other foreign country are or may hereafter be subject.

(c) Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the High Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject, in the said respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules and formalities more onerous, than those to which the same products consigned to the territory of any other foreign country are or may hereafter be subject.

(d) All advantages, favours, privileges and exemptions which have been or may hereafter be accorded by either of the High Contracting Parties in the above-mentioned matter to natural or manufactured products originating in or consigned to the territory

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² By an Exchange of Notes between the two Governments, this Agreement was put into force in the territories of the two signatory States on October 16, 1933.

d'un autre pays étranger seront appliqués immédiatement et sans compensation aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

e) Sont exceptées toutefois des engagements formulés ci-dessus les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui puisse être conclue à l'avenir par une des Hautes Parties contractantes.

f) En ce qui concerne sa ratification, le présent accord suivra les règles particulières de chacune des Hautes Parties contractantes et entrera en vigueur le lendemain du jour où le Gouvernement yougoslave aura notifié au Gouvernement brésilien sa ratification, pour la durée d'un an, à la fin de laquelle il sera tacitement prorogé jusqu'à ce qu'une des Hautes Parties le dénonce, n'importe à quelle époque, moyennant une notification préalable de trois mois.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma considération la plus distinguée.

*Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires étrangères,*

D^r V. MARINKOVITCH, *m. p.*

A Son Excellence

Monsieur Luiz de Lima e Silva,
Envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire de la République
des Etats Unis du Brésil,
à Vienne.

II.

LÉGATION
DES ETATS UNIS DU BRÉSIL.

BELGRADE, le 16 mai 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, dans le but de régler et développer les relations commerciales entre nos deux pays, le Gouvernement de la République des Etats Unis du Brésil m'a autorisé à conclure avec le Gouvernement yougoslave un accord commercial en conformité des dispositions suivantes :

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

b) En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires de tout autre pays étranger.

c) De même les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire de tout autre pays étranger.

d) Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Hautes Parties contractantes dans la matière susdite aux

of any other foreign country shall be applied, immediately and without compensation, to products of a like nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

(e) Favours which are now or may hereafter be accorded to neighbouring States in order to facilitate frontier traffic, and those resulting from a Customs union already concluded or hereafter to be concluded by either of the High Contracting Parties, shall, however, be excepted from the foregoing undertakings.

(f) As regards its ratification, the present Agreement shall follow the special rules of each of the High Contracting Parties, and shall come into force on the day following that on which the Yugoslav Government has notified the Brazilian Government of its ratification, and shall remain in force for one year, at the end of which time it shall be tacitly prolonged until it is denounced by either of the High Contracting Parties, at any time, at three months' notice.

I have the honour, etc.

Dr. V. MARINKOVITCH, *m. p.*

*Prime Minister,
Minister for Foreign Affairs.*

To His Excellency Monsieur Luiz de Lima e Silva,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Republic of the United States of Brazil,
Vienna.

II.

LEGATION
OF THE UNITED STATES OF BRAZIL.

BELGRADE, *May 16, 1932.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that, with a view to regulating and developing commercial relations between our two countries, the Government of the Republic of the United States of Brazil has authorised me to conclude a Commercial Agreement with the Yugoslav Government in accordance with the following provisions :

(a) The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all that concerns Customs duties and any accessory duties, the method of collection of the duties, and the rules, formalities and charges to which Customs clearance operations may be subject.

(b) Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of either of the High Contracting Parties shall in no case be subject, in the above respects, to any duties, taxes, or charges other or higher, or to any rules and formalities other or more onerous, than those to which products of a like nature originating in any other foreign country are or may hereafter be subject.

(c) Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the High Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject, in the said respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules and formalities more onerous, than those to which the same products consigned to the territory of any other foreign country are or may hereafter be subject.

(d) All advantages, favours, privileges and exemptions which have been or may hereafter be accorded by either of the High Contracting Parties in the above-mentioned

produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays étranger ou destinés au territoire d'un autre pays étranger seront appliqués immédiatement et sans compensation aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

e) Sont exceptées toutefois des engagements formulés ci-dessus les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui puisse être conclue à l'avenir par une des Hautes Parties contractantes.

f) En ce qui concerne sa ratification, le présent accord suivra les règles particulières de chacune des Hautes Parties contractantes et entrera en vigueur le lendemain du jour où le Gouvernement yougoslave aura notifié au Gouvernement brésilien sa ratification, pour la durée d'un an, à la fin de laquelle il sera tacitement prorogé jusqu'à ce qu'une des Hautes Parties contractantes le dénonce, n'importe à quelle époque, moyennant une notification préalable de trois mois.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Luiz DE LIMA E SILVA, *m. p.*

A Son Excellence

Monsieur le Dr Vojislav Marinković,
Ministre des Affaires étrangères
du Royaume de Yougoslavie,
à Belgrade.

III.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

K. P. N° 2348.

BELGRADE, le 16 mai 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom du Gouvernement Royal de Yougoslavie, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Vu que d'après la Loi constitutionnelle yougoslave l'Accord commercial entre les Etats Unis du Brésil et le Royaume de Yougoslavie que nous venons de signer aujourd'hui, doit être ratifié afin de pouvoir être mis en vigueur, le Gouvernement Royal de Yougoslavie est d'accord que, jusqu'à la date de l'entrée dudit accord en vigueur, les deux Etats continuent à s'accorder réciproquement le traitement illimité et inconditionnel de la nation la plus favorisée, suivant les règles établies par l'accord susmentionné.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une communication analogue, je saisis cette occasion pour lui renouveler les assurances de ma très haute considération.

*Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires étrangères,
Dr Vojislav MARINKOVIĆ, m. p.*

A Son Excellence

Monsieur Luiz de Lima e Silva,
Envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire de la République
des Etats Unis du Brésil,
à Vienne.

matter to natural or manufactured products originating in or consigned to the territory of any other foreign country shall be applied, immediately and without compensation, to products of a like nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

(e) Favours which are now or may hereafter be accorded to neighbouring States in order to facilitate frontier traffic, and those resulting from a Customs union already concluded or hereafter to be concluded by either of the High Contracting Parties, shall, however, be excepted from the foregoing undertakings.

(f) As regards its ratification, the present Agreement shall follow the special rules of each of the High Contracting Parties, and shall come into force on the day following that on which the Yugoslav Government has notified the Brazilian Government of its ratification, and shall remain in force for one year, at the end of which time it shall be tacitly prolonged until it is denounced by either of the High Contracting Parties, at any time, at three month's notice.

I have the honour, etc.

Luiz DE LIMA E SILVA, *m. p.*

To His Excellency Dr. Vojislav Marinkovič,
Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of Yugoslavia,
Belgrade.

III.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

K. P. No. 2348.

BELGRADE, May 16, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On behalf of the Royal Government of Yugoslavia, I have the honour to inform your Excellency as follows :

In view of the fact that, according to the Constitutional Law of Yugoslavia, the Commercial Agreement between the United States of Brazil and the Kingdom of Yugoslavia which we have signed to-day must be ratified in order that it may be put into effect, the Royal Government of Yugoslavia agrees that, until the said Agreement comes into force, the two States shall continue to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment, in accordance with the rules laid down in the above-mentioned Agreement.

I would request Your Excellency to be so good as to send me a similar communication, and I have the honour, etc.

Dr. Vojislav MARINKOVIČ, *m. p.*

*Prime Minister,
Minister for Foreign Affairs.*

To His Excellency Monsieur Luiz de Lima e Silva,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Republic of the United States of Brazil,
Vienna.

IV.

LÉGATION
DES ETATS UNIS DU BRÉSIL.

BELGRADE, le 16 mai 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom du Gouvernement des Etats Unis du Brésil, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Vu que d'après la Loi constitutionnelle yougoslave l'Accord commercial entre le Royaume de Yougoslavie et les Etats Unis du Brésil que nous venons de signer aujourd'hui, doit être ratifié afin de pouvoir de sa part être mis en vigueur, le Gouvernement des Etats Unis du Brésil est d'accord que, jusqu'à la date de l'entrée dudit accord en vigueur, les deux Etats continuent à s'accorder réciproquement le traitement illimité et inconditionnel de la nation la plus favorisée, suivant les règles établies par l'accord susmentionné.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une communication analogue, je saisis cette occasion pour lui renouveler les assurances de ma très haute considération.

Luiz DE LIMA E SILVA, *m. p.*

A Son Excellence

Monsieur le D^r Vojislav Marinković,
Ministre des Affaires étrangères
du Royaume de Yougoslavie,
à Belgrade.

Pour copie certifiée conforme :
Belgrade, le 9 novembre 1933.

*D'ordre du Ministre,
le Chef de Section,*
Miloche P. Kitchévatz.

IV.

LEGATION
OF THE UNITED STATES OF BRAZIL.

BELGRADE, *May 16, 1932.*

YOUR EXCELLENCY,

On behalf of the Government of the United States of Brazil, I have the honour to inform your Excellency as follows :

In view of the fact that, in accordance with the Constitutional Law of Yugoslavia, the Commercial Agreement between the Kingdom of Yugoslavia and the United States of Brazil which we have signed to-day must be ratified in order that it may be put into effect, the Government of the United States of Brazil agrees that, until the said Agreement comes into force, the two States shall continue to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment, in accordance with the rules laid down in the above-mentioned Agreement.

I would request Your Excellency to be so good as to send me a similar communication, and I have the honour, etc.

Luiz DE LIMA E SILVA, *m. p.*

To His Excellency Dr. Vojislav Marinkovič,
Minister for Foreign Affairs
of the Kingdom of Yugoslavia,
Belgrade.

N° 3334.

FRANCE ET YOUGOSLAVIE

Arrangement dans le but de faciliter
l'admission des stagiaires dans les
deux pays. Signé à Paris, le
29 juillet 1932.

FRANCE AND YUGOSLAVIA

Agreement for facilitating the Ad-
mission of Student Employees in
the Two Countries. Signed at
Paris, July 29, 1932.

N° 3334. — ARRANGEMENT ENTRE LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE
ET LES AUTORITÉS COMPÉTENTES DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE DANS LE BUT DE FACILITER L'ADMISSION DES
STAGIAIRES DANS LES DEUX PAYS. SIGNÉ A PARIS, LE
29 JUILLET 1932.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 13 janvier 1934.

En vue de favoriser la formation de stagiaires yougoslaves et français au point de vue professionnel, les représentants soussignés de la Prévoyance Sociale du Royaume de Yougoslavie et du Ministère du Travail de France, ont, sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements respectifs, conclu l'arrangement suivant :

Article premier.

Le présent arrangement s'applique aux « stagiaires » c'est-à-dire aux ressortissants de l'un des deux pays qui se rendent dans l'autre pays pour une période délimitée, afin de s'y perfectionner dans les usages commerciaux ou professionnels de ce pays tout en y occupant un emploi dans un établissement industriel ou commercial.

Les stagiaires seront autorisés à occuper un emploi dans les conditions fixées par les articles ci-après sans que la situation du marché du travail dans la profession dont il s'agit puisse être prise en considération.

Article 2.

Les stagiaires peuvent être de l'un ou de l'autre sexe. En principe, ils doivent ne pas avoir dépassé l'âge de trente ans.

Article 3.

L'autorisation est donnée en principe pour une année. Elle pourra exceptionnellement être prolongée pour six mois.

Article 4.

Le nombre des autorisations qui seront accordées aux stagiaires de chacun des deux Etats, en vertu du présent arrangement, ne devra pas dépasser 150 par an.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3334. — ARRANGEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA AND THE COMPETENT AUTHORITIES OF THE FRENCH REPUBLIC FOR FACILITATING THE ADMISSION OF STUDENT EMPLOYEES INTO THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT PARIS, JULY 29, 1932.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place January 13, 1934.

With a view to encouraging the training of French and Yugoslav student employees in a trade or calling, the undersigned representatives of the Yugoslav Social Welfare Authority and of the French Ministry of Labour have concluded the following Arrangement, subject to the approval of their respective Governments :

Article 1.

The present Arrangement shall apply to " student employees " — that is, to nationals of one of the two countries going to the other country for a specific period to perfect themselves in the customs of trades or callings in that country and at the same time holding employment in industrial or commercial undertakings therein.

Student employees shall be authorised to hold employment on the conditions laid down in the following Articles, notwithstanding the situation of the labour market in the trade or calling in question.

Article 2.

Student employees may be of either sex. As a general rule, they shall not be over thirty years of age.

Article 3.

Permits shall be granted as a general rule for one year. They may exceptionally be prolonged for six months.

Article 4.

The number of permits to be granted to student employees of either State in virtue of the present Arrangement shall not exceed 150 per year.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Cette limite sera indépendante du nombre des stagiaires de chacun des deux Etats résidant déjà sur le territoire de l'autre Etat en vertu du présent arrangement. Elle s'appliquera quelle que soit la durée pour laquelle les autorisations délivrées au cours d'une année auront été accordées et pendant laquelle elles auront été utilisées.

Si ce contingent de 150 autorisations n'était pas atteint au cours d'une année par les stagiaires de l'un des deux Etats, celui-ci ne pourrait pas réduire le nombre des autorisations données aux stagiaires de l'autre Etat, ni reporter sur l'année suivante le reliquat inutilisé de ce contingent.

Ce maximum de 150 joue jusqu'au 31 décembre 1932 et pour chacune des années suivantes du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Il pourra toutefois être modifié ultérieurement en vertu d'un accord qui devra intervenir sur la proposition de l'un des deux Etats le 1^{er} décembre au plus tard pour l'année suivante.

Article 5.

Les stagiaires ne pourront être admis par les autorités compétentes que si les employeurs qui les occuperont s'engagent, envers ces autorités, dès que ces stagiaires rendront des services normaux, à les rémunérer là où il existe des conventions collectives d'après le tarif fixé par ces conventions, là où il n'en existe point, d'après les taux normaux et courants de la profession et de la région. Dans les autres cas, les employeurs devront s'engager à leur donner une rémunération correspondant à la valeur de leurs services.

Article 6.

Les stagiaires qui désireront bénéficier des dispositions du présent arrangement, devront en faire la demande à l'autorité chargée, dans leur Etat, de centraliser les demandes des stagiaires pour leur profession. Ils devront donner, dans leur demande, toutes les indications nécessaires et faire connaître notamment l'établissement industriel ou commercial dans lequel ils doivent être employés. Il appartiendra à ladite autorité d'examiner s'il y a lieu de transmettre ladite demande à l'autorité correspondante de l'autre Etat, en tenant compte du contingent annuel auquel elle a droit et de la répartition de ce contingent qu'elle aura arrêtée elle-même entre les diverses professions et de la transmettre, le cas échéant, aux autorités compétentes de l'autre Etat.

Les autorités compétentes des deux Etats feront tout leur possible pour assurer l'instruction des demandes dans le plus court délai.

Article 7.

Les autorités compétentes feront tous leurs efforts pour que les décisions des autorités administratives concernant l'entrée et le séjour des stagiaires admis interviennent d'urgence. Elles s'efforceront également d'aplanir avec la plus grande rapidité les difficultés qui pourraient surgir à propos de l'entrée ou du séjour des stagiaires.

Article 8.

Chacun des deux gouvernements fera connaître à l'autre gouvernement, dans le mois qui suivra la mise en vigueur du présent arrangement, la ou les autorités qu'il aura chargées de centraliser les demandes des ressortissants de son Etat et de donner suite aux demandes des ressortissants de l'autre Etat.

This limit shall be independent of the number of student employees of each of the two States already residing in the territory of the other State in virtue of the present Arrangement. It shall apply irrespective of the period for which the permits delivered in the course of the year have been granted and during which they have been utilised.

If this quota of 150 permits is not reached in the course of a year by the student employees of one of the two States, that State shall not be entitled to reduce the number of permits granted to student employees of the other State, nor to carry over to the following year the unused balance of this quota.

This maximum of 150 shall apply until December 31, 1932, and for every following year from January 1st to December 31.

It may, however, be subsequently modified in virtue of an arrangement to be concluded on the proposal of one of the two States by December 1st at latest in respect of the following year.

Article 5.

Student employees shall not be admitted by the competent authorities unless the persons who are to employ them give an undertaking to such authorities that, as soon as such student employees perform normal duties, they will pay them wages according to the scale fixed by collective agreements where such exist, and, failing such agreements, at the normal current rate for the trade or calling and for the district. In other cases, employers shall undertake to pay them remuneration corresponding to the value of their services.

Article 6.

Student employees desiring to benefit by the provisions of the present Arrangement shall make application to the authority appointed in their own country to centralise applications from student employees of their particular trade or calling. Their applications must contain all necessary information, and mention in particular the commercial or industrial undertakings in which they are to be employed. The said authority shall consider whether an application shall be forwarded to the corresponding authority of the other State, having regard to the annual quota to which it is entitled and to the distribution made by it of such quota amongst various trades and callings, and shall, if the case arise, forward the application to the competent authorities of the other State.

The competent authorities of both States shall do all in their power to ensure that applications received are dealt with expeditiously.

Article 7.

The competent authorities shall make every effort to secure prompt decisions by the administrative authorities in regard to the admission and stay of such student employees as are admitted. They shall also endeavour to overcome as expeditiously as possible any difficulties which may arise with regard to the admission or stay of student employees.

Article 8.

Each of the two Governments shall inform the other, within one month of the coming into force of the present Arrangement, of the authority or authorities appointed to centralise applications from its own nationals and to deal with applications from nationals of the other State.

Article 9.

Le présent arrangement reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 1932. Il sera prorogé ensuite par tacite reconduction et chaque fois pour une nouvelle année à moins qu'il ne soit dénoncé par une des deux Parties avant le 1^{er} octobre pour la fin de l'année.

Toutefois, en cas de dénonciation, les autorisations accordées en vertu du présent arrangement resteront valables pour la durée pour laquelle elles ont été accordées.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 29 juillet 1932.

(L. S.) M. SPALAIKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) HERRIOT, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 20 novembre 1933.

*D'ordre du Ministre,
le Chef de Section,*

Miloche P. Kitchévatz.

Article 9.

The present Arrangement shall remain in force until December 31, 1932, and shall thereafter be tacitly renewed from year to year, unless denounced by one of the two Parties before October 1st, with effect as from the end of the year.

Nevertheless, in case of denunciation, permits granted under the present Arrangement shall remain valid for the period for which they were granted.

Done at Paris, in duplicate, on July 29, 1932.

(L. S.) M. SPALAIKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) HERRIOT, *m. p.*

N° 3335.

HONGRIE ET YOUGOSLAVIE

Arrangement commercial. Signé à
Budapest, le 15 mai 1933.

**HUNGARY
AND YUGOSLAVIA**

Commercial Agreement. Signed at
Budapest, May 15, 1933.

N^o 3335. — ARRANGEMENT COMMERCIAL ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 15 MAI 1933.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 13 janvier 1934.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE YOUGOSLAVIE et LE GOUVERNEMENT ROYAL DE HONGRIE, désireux de faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays dans les présentes circonstances exceptionnelles, sont convenus, sans préjudice des dispositions du Traité¹ de commerce yougoslave-hongrois du 24 juillet 1926, de ce qui suit :

Article premier.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent d'autoriser la compensation des créances réciproques résultant, pour chacun des deux pays, de l'exportation des marchandises vers l'autre.

Le Gouvernement royal yougoslave aura toutefois le droit de déroger à cette règle, quant à l'exportation des minerais et des métaux bruts, et de même le Gouvernement royal hongrois quant à l'exportation des fruits oléagineux, semences et peaux brutes. Les deux Hautes Parties contractantes pourront, avec un préavis d'un mois, ajouter d'autres produits aux marchandises citées ci-dessus.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve en outre le droit de contrôler les transactions en compensation dans le but de faire respecter le règlement en vigueur sur le commerce des devises.

Il reste bien entendu que le principe établi ci-dessus ne porte pas atteinte à la réglementation du commerce extérieur notamment aux prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation.

Article 2.

Pour les marchandises dont l'importation en Hongrie est actuellement soumise à des licences d'importation, le Gouvernement de Hongrie accordera, pendant la durée du présent accord, les contingents annuels minima pour l'importation de produits yougoslaves ci-après spécifiés :

¹ Volume XCVII, page 101, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3335. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT BUDAPEST, MAY 15, 1933.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place January 13, 1934.

THE ROYAL GOVERNMENT OF YUGOSLAVIA and THE ROYAL GOVERNMENT OF HUNGARY, desirous of facilitating commercial exchanges between the two countries in the present exceptional circumstances, and without prejudice to the provisions of the Yugoslav-Hungarian Treaty² of Commerce of July 24, 1926, have agreed as follows :

Article 1.

The two High Contracting Parties agree to authorise the clearing-house system for money claims as between the two countries resulting for either of them from the exportation of goods to the other.

The Royal Yugoslav Government shall nevertheless have the right to make an exception to this rule in the case of exports of mineral ore and crude metals, and similarly the Royal Hungarian Government shall have the right to make an exception in respect of oleaginous fruits, seeds and raw hides. The two High Contracting Parties may, subject to one month's previous notice, add other products to those mentioned above.

Each of the two High Contracting Parties further reserves the right to supervise clearing-house transactions for the purpose of ensuring that the rules in force with regard to exchange operations are respected.

It remains clearly understood that the principle laid down above shall in no way affect the regulation of foreign trade, in particular import or export prohibitions or restrictions.

Article 2.

In the case of goods for the importation of which into Hungary import licences are at present required, the Hungarian Government shall accord, for the duration of the present Agreement, the following minimum annual quotas in respect of the importation of the Yugoslav products specified below :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Volume XCVII, page 101, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Numéro du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Contingent en tonnes métriques
ex 77	Pommes fraîches	100
ex 85	Prunes sèches, étuvées ou non	500
99 a)	Noix en coques	300
193	Bois de chauffage non coupé	45.000
194	Charbon de bois	4.800
195	Bois rond :	
	Bois de mines	2.000
	Bois rond de feuillus	2.500
197	Bois équarri, charpenté ou fendu	4.800
203 a) 1	Bois scié de conifères	16.000
ex 203 a) 2	Bois scié de feuillus :	
	« Y compris les frises »	800
286	Carbure de calcium	360
469 b)	Cheilles et fils de bois, autres	20

Les licences d'importation à valoir sur les contingents ci-haut mentionnés seront accordées en portions égales bimensuelles sauf pour les pommes fraîches, les noix en coques, les pruneaux secs, dont l'importation sera autorisée pendant la campagne s'étendant de septembre à fin de mars et pour le bois de chauffage dont les contingents seront partagés en portions semestrielles.

Les licences d'importation non utilisées pendant la période y afférente, seront renouvelées et pourront être réalisées au cours des périodes suivantes en plus des licences à valoir, d'une façon régulière, pendant ces périodes qui toutefois ne peuvent dépasser la durée de cet accord.

Article 3.

Si l'une des Hautes Parties contractantes édicte des prohibitions ou des mesures de contingentement à l'importation pour des marchandises dont l'importation sur son territoire est actuellement libre, elle devra immédiatement en donner avis à l'autre Haute Partie contractante, afin que dans le cas où les intérêts de l'autre Partie seraient atteints par ces mesures, des pourparlers en vue de fixer des contingents en faveur de cette autre Partie puissent être entamés à temps. Dans le cas où, un mois après ledit avis, un accord sur les contingents ne serait pas réalisé, l'autre Partie contractante aura le droit de dénoncer le présent accord. La dénonciation produira ses effets 15 jours après.

Article 4.

Si l'application du présent arrangement donne lieu à des difficultés d'ordre pratique, une commission, réunissant les représentants des autorités compétentes respectives sera chargée de proposer les solutions à adopter d'un commun accord. Cette commission étudiera également les possibilités de développer, sur une plus large échelle, les transactions économiques entre les deux pays.

Les décisions de cette commission seront soumises à l'approbation des deux gouvernements.

Article 5.

Le présent arrangement sera mis en vigueur le 15 mai 1933 et prendra fin le 14 mai 1934 si avant cette date il n'est pas renouvelé pour une période à convenir de commun accord.

Fait à Budapest, le 15 mai 1933.

Yovan DOUTCHITCH, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :
Belgrade, le 20 novembre 1933.

C. KANYA, *m. p.*

*D'ordre du Ministre,
le Chef de Section,*
Miloche P. Kitchévatz.

Number of the Hungarian Customs Tariff	Description of Goods	Quota in metric tons
ex 77	Fresh apples	100
ex 85	Dried plums, cooked or not	500
99 (a)	Nuts with shells	300
193	Firewood, uncut	45,000
194	Charcoal	4,800
195	Round timber :	
	Pit props	2,000
	Round timber of leafy trees	2,500
197	Timber squared, rough shaped or split	4,800
203 (a) 1	Sawn timber of conifers	16,000
ex 203 (a) 2	Sawn timber of leafy trees :	
	" Including beading "	800
286	Calcium carbide	360
469 (b)	Wooden pegs and wire, other	20

Import licences in respect of the above-mentioned quotas shall be granted for equal fortnightly amounts, except in the case of fresh apples, nuts with shells and dried plums, the importation of which shall be authorised during the season from September to the end of March, and for firewood, the quotas for which shall be divided into half-yearly portions.

Import licences not utilised during the period for which they were granted shall be renewed and may be utilised during the succeeding periods over and above the licences granted regularly during the latter periods, which shall not, however, extend beyond the duration of the present Agreement.

Article 3.

Should one High Contracting Party decree prohibitions or measures involving import quotas in respect of goods the importation of which to its territory is at present free, it must immediately notify the other High Contracting Party, in order that, should the interests of the latter Party be affected by such measures, negotiations for fixing quotas in its favour may be set on foot in sufficient time. If one month after the said notice an agreement as to quotas has not been arrived at, the other Contracting Party shall have the right to denounce the present Agreement. Such denunciation shall take effect 15 days later.

Article 4.

Should the application of the present Agreement give rise to difficulties of a practical character, a Commission consisting of representatives of the respective competent authorities shall be entrusted with the task of proposing solutions to be adopted by mutual agreement. The said Commission shall also consider the possibility of developing economic transactions between the two countries on a larger scale.

The decisions of this Commission shall be submitted to the two Governments for approval.

Article 5.

The present Agreement shall be put into force on May 15, 1933, and shall terminate on May 14, 1934, unless before that date it has been renewed for a period to be fixed by mutual agreement.

Done at Budapest on May 15, 1933.

Yovan DOUTCHITCH, *m. p.*
C. KANYA, *m. p.*

N° 3336.

ESTONIE ET POLOGNE

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Tallinn, les 17 septembre 1930 et 20 mai 1931.

ESTONIA AND POLAND

Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Tallinn, September 17, 1930, and May 20, 1931.

N^o 3336. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESTONIEN ET POLONAIS, AYANT POUR OBJET D'INTRODUIRE, A TITRE D'ADDITION A LA CONVENTION DE LA HAYE DU 17 JUILLET 1905 RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE, DE NOUVELLES SIMPLIFICATIONS DANS L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE. TALLINN, LES 17 SEPTEMBRE 1930 ET 20 MAI 1931.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 janvier 1934.*

POSELSTWO
RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ
W TALLINNIE.
POOLA SAATKOND
TALLINNAS.
N. 965/30.

I.

Vu que la Convention¹ de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, prévoit la nécessité de faire par les Etats signataires certaines déclarations et laisse auxdits Etats la faculté de s'entendre afin de régler certaines questions autrement qu'elles ne le sont par les dispositions de ladite Convention, la Légation de Pologne, d'ordre de son gouvernement, a l'honneur de proposer ce qui suit :

Ad article premier, alinéa premier.

Les demandes de significations d'actes judiciaires à destination des personnes se trouvant en Pologne devraient être adressées par les consuls d'Estonie aux présidents des Tribunaux d'arrondissement du lieu de résidence du destinataire.

En même temps la Légation de Pologne prie de bien vouloir lui indiquer quelles seraient les autorités estoniennes compétentes pour recevoir de la part des consuls de Pologne en Estonie les demandes de signification d'actes judiciaires.

Ad article 9, alinéa premier.

Les commissions rogatoires à exécuter sur le territoire de Pologne devraient être transmises au Ministère de la Justice.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3336. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE ESTONIAN AND POLISH GOVERNMENTS WITH THE OBJECT OF INTRODUCING FURTHER SIMPLIFICATIONS, AS AN ADDITION TO THE CIVIL PROCEDURE CONVENTION CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905, IN RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE. TALLINN, SEPTEMBER 17, 1930, AND MAY 20, 1931.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place January 19, 1934.

I.

LEGATION
OF THE POLISH REPUBLIC
AT TALLINN.

No. 965/30.

Since the Hague Convention² of July 17, 1905, concerning civil procedure lays down that it is necessary for the signatory States to make certain declarations and leaves the said States free to agree together on the settlement of certain questions in a manner other than that laid down by the provisions of the said Convention, the Polish Legation, on instructions from its Government, has the honour to make the following proposals :

Ad Article 1, Paragraph 1.

Application for service of legal documents on persons in Poland should be made by the Estonian Consuls to the Presidents of the District Courts in the place of residence of the person concerned.

At the same time, the Polish Legation begs to be informed which would be the competent Estonian authorities to receive applications from Polish Consuls in Estonia for service of legal documents.

Ad Article 9, Paragraph 1.

Letters rogatory for execution in Polish territory should be forwarded to the Ministry of Justice.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

La Légation de Pologne saurait gré au Ministère des Affaires étrangères de vouloir bien lui indiquer quelles seraient les autorités estoniennes compétentes pour recevoir par l'intermédiaire des consuls de Pologne en Estonie les commissions rogatoires à exécuter sur le territoire d'Estonie.

Ad article 6.

Le Gouvernement polonais exprime, sous réserve de réciprocité, son consentement à ce que les significations d'actes judiciaires soient effectuées de la manière visée par les paragraphes 1 et 3 de l'article 6 alinéa premier ; par contre il n'est pas d'accord sur la manière d'effectuer ces significations prévues par le paragraphe 2 du même alinéa.

La Légation de Pologne prie le Ministère des Affaires étrangères de bien vouloir lui faire savoir si le Gouvernement d'Estonie consent à adopter le même mode de transmission des demandes de signification d'actes judiciaires émanant de la part des autorités polonaises et devant être exécutées sur le territoire d'Estonie. Dans le cas où le Gouvernement polonais et le Gouvernement d'Estonie se mettraient d'accord sur ce sujet, un échange de déclarations y relatives pourrait avoir lieu.

Ad article 18, alinéa 3.

Le Gouvernement polonais consent à ce que sur le territoire polonais les demandes d'*exequatur*, dont il est question dans cet article, puissent être adressées directement par les parties intéressées aux autorités compétentes.

En plus des propositions précitées, la Légation de Pologne a l'honneur de communiquer, que le Gouvernement polonais désirerait s'entendre avec le Gouvernement d'Estonie, en matière de la langue dans laquelle seraient rédigées les significations d'actes judiciaires et les commissions rogatoires conformément aux articles 3 et 10 et au paragraphe 3 de l'alinéa 2 de l'article 19 de ladite Convention et propose, de sa part, à cette fin, la langue française.

TALLINN, le 17. IX. 1930.

Au Ministère des Affaires étrangères,
à Tallinn.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 10. I. 1934.

D^r J. Makowski,
Chef de la section des traités.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
1848.

NOTE VERBALE

Par sa note verbale N° 965/30 en date du 17 septembre 1930, la Légation de Pologne a bien voulu faire connaître au Ministère des Affaires étrangères, pour l'application entre l'Estonie et la Pologne de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 concernant la procédure civile, les autorités polonaises compétentes auxquelles devront être transmises les significations d'actes à

The Polish Legation would be grateful if the Ministry of Foreign Affairs would state which would be the competent Estonian authorities to receive letters rogatory transmitted through the Polish Consuls in Estonia for execution in Estonian territory.

Ad Article 6.

Subject to reciprocity, the Polish Government agrees that service of legal documents should be made in the manner laid down in paragraphs 1 and 3 of Article 6, section 1. On the other hand, it cannot allow such service to be made in the manner laid down in paragraph 2 of the same section.

The Polish Government requests the Ministry of Foreign Affairs to be so good as to inform it whether the Estonian Government agrees to adopt the same method of forwarding applications for service of legal documents from the Polish authorities for execution in Estonian territory. Should the Polish Government and the Estonian Government agree on this matter, an exchange of declarations concerning it might take place.

Ad Article 18, Paragraph 3.

The Polish Government agrees that on Polish territory the requests for exequatur dealt with in this Article may be made direct by the interested parties to the competent authorities.

Further to the above-mentioned proposals, the Polish Legation has the honour to state that the Polish Government desires to come to an agreement with the Government of Estonia upon the language in which service of legal documents is to be made and letters rogatory are to be drawn up, in accordance with Articles 3 and 10 and paragraph 3 of section 2 of Article 19 of the said Convention ; and on its side proposes that the French language should be used for that purpose.

TALLINN, *September 17, 1930.*

To the Ministry of Foreign Affairs,
Tallinn.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

1848.

VERBAL NOTE.

By its verbal note No. 965/30 dated September 17, 1930, the Polish Legation, with a view to the application as between Estonia and Poland of The Hague Convention of July 17, 1905, concerning civil procedure, notified the Ministry of Foreign Affairs which were the competent Polish authorities to whom legal documents for service on persons in Poland should be forwarded

des personnes se trouvant en Pologne et le mode de transmission des commissions rogatoires, ainsi que les désirs du Gouvernement de Pologne de faire usage de certaines facultés prévues dans la Convention.

Le Ministère des Affaires étrangères, se référant à cette note, a l'honneur de prier la Légation de Pologne de bien vouloir notifier au Gouvernement de Pologne, pour ce qui est des mesures d'application prises en la matière par le Gouvernement de la République, ce qui suit :

1^o Ad *article premier, alinéa premier*. Les autorités estoniennes auxquelles l'agent diplomatique ou consulaire de Pologne devra transmettre les demandes de signification d'actes judiciaires et extrajudiciaires à des personnes se trouvant en Estonie sont les présidents des Tribunaux de Paix (*Rahukogu*) énumérés ci-dessous :

- a) Tallinna-Haapsalu Rahukogu à Tallinn ;
- b) Rakvere-Paide Rahukogu à Rakvere ;
- c) Tartu-Võru Rahukogu à Tartu ;
- d) Viljandi-Pärnu Rahukogu à Pärnu.

2^o Ad *article 9, alinéa premier*. Les commissions rogatoires à exécuter en Estonie devront être adressées aux présidents des Tribunaux de Paix respectifs, énumérés ci-dessus.

3^o Ad *article 6*. Le Gouvernement de la République accorde la réciprocité en ce qui concerne l'exercice des facultés prévues par les paragraphes 1 et 3 de l'article 6 alinéa premier de la Convention de La Haye.

4^o Ad *article 18, alinéa 3*. Le Gouvernement de la République consent à ce que sur le territoire estonien les demandes d'*exequatur*, dont il est question dans cet article, puissent être adressées directement par les parties intéressées aux autorités compétentes.

Quant à la langue, dans laquelle seraient rédigées les significations d'actes judiciaires et les commissions rogatoires conformément aux articles 3 et 10 et au paragraphe 3 de l'alinéa 2 de l'article 19 de ladite convention, le Gouvernement estonien consent à adopter la langue française proposée par le Gouvernement polonais.

En portant ce qui précède à la connaissance de la Légation de Pologne, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'ajouter qu'il considère la note de la Légation de Pologne et la présente réponse comme un accord intervenu entre l'Estonie et la Pologne en ce qui concerne l'application de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 sans qu'un échange ultérieur de déclarations à ce sujet soit nécessaire.

TALLINN, le 20 mai 1931.

A la Légation de Pologne,
Tallinn.

Pour copie certifiée conforme :
Varsovie, le 10. I. 1934.

D^r J. Makowski,
Chef de la section des traités.

and the method to be used when forwarding letters rogatory, and intimated the desire of the Polish Government to avail itself of certain permissive rights provided for in the Convention.

The Ministry of Foreign Affairs, with reference to this note, has the honour to request the Polish Legation to communicate the following information to the Polish Government regarding the measures of application taken in this matter by the Government of the Republic :

(1) Ad *Article 1, Paragraph 1*. The Estonian authorities to which the diplomatic or consular representative of Poland should forward requests for service of legal and extra-judicial documents on persons in Estonia are the Presidents of the Courts of Justice (*Rahukogu*) enumerated below :

- (a) Tallinna-Haapsalu Rahukogu at Tallinn ;
- (b) Rakvere-Paide Rahukogu at Rakvere ;
- (c) Tartu-Võru Rahukogu at Tartu ;
- (d) Viljandi-Pärnu Rahukogu at Pärnu.

(2) Ad *Article 9, Paragraph 1*. Letters rogatory for execution in Estonia should be forwarded to the Presidents of the respective Courts of Justice enumerated above.

(3) Ad *Article 6*. The Government of the Republic grants reciprocity in respect of the exercise of the permissive rights provided for by paragraphs 1 and 3, Article 6, Section 1, of the Hague Convention.

(4) Ad *Article 18, Paragraph 3*. The Government of the Republic agrees that on Estonian territory the requests for exequatur referred to in this Article may be made direct by the interested parties to the competent authorities.

So far as concerns the language in which service of legal documents should be made and letters rogatory drawn up, in accordance with Articles 3 and 10 and paragraph 3 of section 2 of Article 19 of the said Convention, the Estonian Government agrees to adopt the French language, as proposed by the Polish Government.

When notifying the above to the Polish Legation, the Ministry of Foreign Affairs has the honour to add that it considers the Polish Legation's note and the present reply as constituting an agreement between Estonia and Poland with regard to the application of the Hague Convention of July 17, 1905, and that no further exchange of declarations on that subject is necessary.

TALLINN, *May 20, 1931.*

To the Polish Legation,
Tallinn.

N° 3337.

**COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE ET PAYS-BAS**

Accord concernant l'échange des colis postaux entre les Indes néerlandaises et le Commonwealth d'Australie. Signé à Bandoeng, le 17 juillet 1933, et à Melbourne, le 19 septembre 1933.

**COMMONWEALTH
OF AUSTRALIA
AND THE NETHERLANDS**

Agreement for an Exchange of Postal Parcels between the Netherlands Indies and the Commonwealth of Australia. Signed at Bandoeng, July 17, 1933, and at Melbourne, September 19, 1933.

No. 3337. — AGREEMENT¹ FOR AN EXCHANGE OF POSTAL PARCELS BETWEEN NETHERLANDS INDIA AND THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA. SIGNED AT BANDOENG, JULY 17, 1933, AND AT MELBOURNE, SEPTEMBER 19, 1933.

English and Dutch official texts communicated by the Netherlands Chargé d'Affaires a. i. at Berne. The registration of this Agreement took place January 22, 1934.

The undersigned, being duly authorised, have agreed, on behalf of their respective Governments, to the provisions contained in the following Articles :

Article I.

There shall be a regular exchange of postal parcels both insured and uninsured between Netherlands India and the Commonwealth of Australia. The exchange shall be effected per medium of such Post Offices of the two contracting countries as may be determined by the respective Postal Administrations.

Article II.

Except where they are inconsistent with the provisions of the following Articles of this agreement, the provisions of the Universal Postal Union Parcel Post Agreement² of London shall apply to the exchange of postal parcels between Netherlands India and Australia.

Article III.

LIMITS OF SIZE AND WEIGHT.

1. No parcel exchanged between Netherlands India and Australia may exceed 3 feet 6 inches (1.07 metres) in length and the sum of the length and of the greatest circumference measured in a direction other than that of the length shall not exceed 6 feet (1.83 metres).

2. No parcel despatched from either of the contracting countries may exceed 5 kilogrammes (11 English pounds avoirdupois).

3. For the correct computation of weight and measurements of a parcel the opinion of the Administration of origin shall be taken as final unless an obvious error has been made.

¹ Came into force March 1st, 1933.

² Vol. CIII, page 73 ; Vol. CVII, page 554 ; Vol. CXVII, page 312 ; Vol. CXXII, page 360 ; Vol. CXXX, page 459 ; and Vol. CXXXIV, page 419, of this Series.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 3337. — OVEREENKOMST¹ BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN TUSSCHEN NEDERLANDSCH-INDIË EN DEN AUSTRALISCHEN STATENBOND. GETEEKEND TE BANDOENG, DEN 17 JULI 1933 EN TE MELBOURNE, DEN 19 SEPTEMBER 1933.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le chargé d'Affaires a. i. des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 janvier 1934.

De ondergeteekenden, daartoe door hunne respectieve Regeeringen behoorlijk gemachtigd, zijn het navolgende overeengekomen :

Artikel I.

Tusschen Nederlandsch-Indië eenerzijds en den Australischen Statenbond anderzijds, zullen postpakketten, zoowel met als zonder aangegeven waarde, worden uitgewisseld. De uitwisseling geschiedt door die kantoren van de beide contracteerende landen, welke daartoe door de betrokken Administratiën worden aangewezen.

Artikel II.

Behalve waar zij in tegenspraak zijn met de bepalingen van deze Overeenkomst, zijn de bepalingen van de Internationale Overeenkomst² betreffende de Postpakketten van Londen van toepassing op de uitwisseling van postpakketten tusschen Nederlandsch-Indië en den Australischen Statenbond.

Artikel III.

MAXIMUM AFMETINGEN EN GEWICHT.

1. Van de pakketten, uitgewisseld tusschen Nederlandsch-Indië en den Australischen Statenbond, mag de lengte niet meer dan 3 voet 6 inch (1.07 meter) bedragen, terwijl de som van de lengte en den grootsten omtrek, niet gemeten in de richting van de lengte, niet meer dan 6 voet (1.83 meter) mag bedragen.

2. De in het wederzijdsch verkeer verzonden pakketten mogen een gewicht van 5 kilogram (11 Engelsche ponden) niet te boven gaan.

3. Behoudens klaarblijkelijke vergissing, wordt met betrekking tot de juiste berekening van het gewicht en de afmetingen van een pakket, de zienswijze van de Administratie van afzending als beslissend aangemerkt.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1933.

² Vol. CIII, page 73 ; vol. CVII, page 554 ; vol. CXVII, page 312 ; vol. CXXII, page 360 ; vol. CXXX, page 459 ; et vol. CXXXIV, page 419, de ce recueil.

4. The foregoing limits of size and weight shall be subject to alteration by mutual arrangement between the Administrations concerned.

Article IV.

1. The prepayment of postage shall be compulsory.
2. The postage shall be made up of sums accruing to the Administrations (including the Administrations of the two contracting countries) taking part in the conveyance of the parcels by land or sea.
3. The Administration of each contracting country shall inform the other of the rates of postage which have been adopted and of any subsequent alterations to such rates.

Article V.

TRANSPORT OF PARCELS.

1. The Administration of the despatching country shall bear the cost of the transport of its parcels to the country of destination.
2. The routes by which the parcels shall be forwarded and the ports at which the parcels shall be landed shall be determined by mutual arrangement between the two Administrations.
3. When one contracting country used for the sea carriage of its parcels a vessel which is under contract to the other contracting country, payment for the service shall be made in accordance with the scale which the Administration providing the sea service has adopted for general application.

Article VI.

INTERMEDIARY SERVICES.

1. The services of one contracting country may at any time be utilised by the other contracting country for the transmission of parcels to any place or country with which the former has a parcels post service.
2. In the absence of any arrangement to the contrary the parcels shall be forwarded *à découvert*.
3. The payment for intermediary services shall be in accordance with the scale which the creditor country has adopted for general application to transit parcels.

Article VII.

EXPRESS AND URGENT PARCELS.

Pending any subsequent arrangement to the contrary (which may be effected by the mutual consent of the two Administrations) the service of Express delivery and of Urgent parcels shall not be available to parcels exchanged between the two contracting countries.

Article VIII.

WITHDRAWAL. — ALTERATION OF ADDRESS.

The service of withdrawal of a parcel from the post or alteration of address shall not be given after the parcel has been despatched from the country of origin. It shall, however, be open to the two Administrations at a later date to mutually arrange for the provision of this service under conditions satisfactory to both parties.

4. De in dit artikel vastgestelde maxima voor de afmetingen en het gewicht kunnen door de betrokken Administratiën met wederzijdsch goedvinden worden gewijzigd.

Artikel IV.

1. De frankeering is verplichtend.
2. Het port bestaat uit de rechten, toekomende aan de Administratiën (met inbegrip van de Administratiën van de beide contracteerende landen), welke aan het vervoer van de pakketten over land of over zee deelnemen.
3. De betrokken Administratiën doen elkander over en weer mededeeling van de door hen aangenomen rechten, zoomede van elke latere wijziging daarvan.

Artikel V.

VERVOER VAN PAKKETTEN.

1. De Administratie van het land van afzending zal de kosten dragen van het vervoer van haar pakketten naar het land van bestemming.
2. De wegen, waarlangs de pakketten worden verzonden en de havens waarin de pakketten worden gelost, worden door de betrokken Administratiën in onderling overleg vastgesteld.
3. Wanneer het eene contracteerende land voor het zeevervoer van zijn pakketten van een onder contract met het andere contracteerende land varend schip gebruik maakt, zal de betaling voor dien dienst plaats hebben volgens den maatstaf, welke de Administratie van laatstbedoeld land heeft aangelegd.

Artikel VI.

VERVOER IN TRANSIT.

1. Van de diensten van het eene contracteerende land kan te allen tijde door het andere contracteerende land gebruik worden gemaakt voor de verzending van pakketten naar plaatsen of landen, waarmede het eerste een pakketpostdienst onderhoudt.
2. Zoolang niet anders is overeengekomen, zal de uitwisseling van de pakketten stuksgewijze plaats hebben.
3. De betaling voor transitdiensten heeft plaats volgens den algemeenen maatstaf, welke de Administratie, die te vorderen heeft, voor transitpakketten heeft aangelegd.

Artikel VII.

EXPRESSE EN DRINGENDE PAKKETTEN.

Totdat anders zal zijn overeengekomen, is de dienst der Expresse-bestelling en die der Dringende pakketten niet van toepassing op pakketten uitgewisseld tusschen de beide contracteerende landen.

Artikel VIII.

TERUGVORDERING. ADRESWIJZIGING.

Terugvordering, of wijziging van het adres, van een pakket is niet toegelaten, nadat het pakket het grondgebied van het land van oorsprong heeft verlaten. Het staat beiden Administratiën evenwel vrij deze diensten later, op voor beide partijen bevredigende voorwaarden, in te voeren.

Article IX.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery in accordance with the provision of the Universal Postal Union Parcel Post Agreement of London but such service shall not be given in respect of an uninsured parcel. Nevertheless it shall be open to the two Administrations at a later date to mutually arrange for the extension of the "advice of delivery" service to uninsured parcels.

Article X.

REDIRECTION OF PARCELS.

For the redirection of a parcel :

- (a) From either of the contracting countries to a third country,
- (b) From the contracting country of address to the contracting country of origin,

additional postage shall be charged on the parcel at the rate applicable for the transmission of parcels from the country of redirection to the country to which the parcel is redirected.

Article XI.

UNDELIVERED PARCELS.

1. Senders may request that in the event of non-delivery :

- (a) The parcel be treated as abandoned,
- (b) The parcel be delivered to another addressee in the country of destination.

Other requests are not admitted. The sender's instructions must be written on the back of the despatch note and on the parcel.

2. Undelivered parcels bearing instructions by the sender which are not permitted and undelivered parcels in respect of which the sender has not indicated his instructions regarding disposal, shall without notification be returned to the sender after the expiration of one calendar month, reckoned from the day following that on which the parcel was available for delivery to the addressee.

3. For the return of the parcel to the country of origin fresh postage shall be charged. Such postage shall be at the rate applicable to parcels sent from the country returning the parcel to the other contracting country. The amount due shall be entered on the relative despatch note and shall be collected from the sender upon the return of the parcel to him. The postage shall be apportioned in the usual manner between the countries taking part in the service.

Article XII.

CASH-ON-DELIVERY PARCELS.

The Cash-on-Delivery service shall not be available to parcels exchanged between the two contracting countries nor to parcels from a third country received by one of the contracting

Artikel IX.

BERICHT VAN ONTVANGST.

De afzender van een pakket met aangegeven waarde kan, overeenkomstig het bepaalde bij de Internationale Overeenkomst betreffende de Postpakketten van Londen een bericht van ontvangst verkrijgen ; deze dienst strekt zich niet uit tot pakketten zonder aangegeven waarde. Niettemin staat het beiden Administratiën vrij dezen dienst, in gemeenschappelijk overleg, later ook op pakketten zonder aangegeven waarde toepasselijk te verklaren.

Article X.

NAZENDING VAN PAKKETTEN.

Een pakket, dat wordt nagezonden :

(a) van een van de contracteerende landen naar een derde land,

(b) van het contracteerende land van bestemming naar het contracteerende land van afzending,

wordt opnieuw met port belast volgens het tarief, hetwelk op de verzending van pakketten van het land van nazending naar het land, waarheen het pakket wordt nagezonden, van toepassing is.

Artikel XI.

ONBESTELBARE PAKKETTEN.

1. De afzender kan verzoeken, dat in geval van onbestelbaarheid

(a) het pakket als afgestaan wordt behandeld,

(b) het pakket wordt afgeleverd aan een anderen geadresseerde in het land van bestemming.

Geen enkel ander verzoek dan de hiervoren vermelde is toegelaten. De beschikking van den afzender moet op de achterzijde van de adreskaart en op het pakket worden vermeld.

2. Onbestelbare pakketten voorzien van beschikkingen van de afzenders, welke niet zijn toegelaten en onbestelbare pakketten, ten aanzien waarvan de afzenders geen beschikking hebben genomen, worden zonder voorafgaande kennisgeving aan de afzenders teruggezonden na verstrijking van een kalendermaand te rekenen van den dag volgende op dien, waarop het pakket voor den geadresseerde beschikbaar was.

3. Wegens de terugzending van het pakket naar het land van afzending wordt opnieuw port geheven. Dit port is gelijk aan het tarief, dat op de verzending van pakketten van het terugzendende land naar het andere contracteerende land van toepassing is. Het verschuldigde bedrag wordt op de betreffende adreskaart vermeld en bij de teruggave van het pakket van den afzender ingevorderd. Het port wordt op de gewone wijze tusschen de aan den dienst deelnemende landen verdeeld.

Artikel XII.

VERREKENPAKKETTEN.

De verrekdienst is niet van toepassing op pakketten uitgewisseld tusschen de beide contracteerende landen, noch op pakketten afkomstig van een derde land, welke door het eene contrac-

countries for transmission to the other. Nevertheless it shall be open to the two Administrations at a later date to mutually arrange for the provision of this service under conditions satisfactory to both parties.

Article XIII.

INSURED PARCELS.

The provisions of Chapters IV, VI and VII of the Universal Postal Union Parcel Post Agreement of London shall apply to insured parcels exchanged between the two contracting countries except where such provisions are inconsistent with the provisions of the following paragraphs :

(a) The maximum amount which a parcel may be insured shall be 1000 gold francs.

(b) Each Administration shall have the right to determine the fees it will charge for insurance of the parcels it despatches.

(c) The creditor Administration shall have the right to determine the amount to be credited to it in respect of the risk accepted on parcels received for delivery or for retransmission to a third country.

(d) Subject to the provisions of the foregoing paragraph the amount to be credited :

(I) To Netherlands India in respect of parcels from Australia,

(II) To Australia in respect of parcels from Netherlands India[§]

shall be 5 gold centimes per 300 gold francs or portion thereof of the insured value of each parcel.

(e) Subject also to the provisions of paragraph (c) the additional amount which shall be credited to the contracting country which undertakes the sea service risk in respect of parcels despatched by the other contracting country shall be 10 gold centimes per 300 gold francs or portion thereof of the insured value of each parcel.

(f) It is not required that insured parcels from Australia be sealed with wax or lead.

Article XIV.

RESPONSIBILITY.

1. No compensation shall be payable in respect of the loss of an uninsured parcel nor for the abstraction of or damage to the contents of an uninsured parcel.

2. No compensation shall be payable for the loss or damage of an insured parcel which arises from a cause beyond control (*force majeure*).

3. If the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without it being possible to prove on which territory or in which service the irregularity took place, the two Administrations shall bear the loss in equal shares.

Article XV.

APPORTIONMENT OF POSTAGE.

1. In respect of parcels posted in Australia for delivery in Netherlands India the Administration of the latter country shall receive 2.10 gold francs for each parcel weighing not

teerende land ter doorzending naar het andere worden ontvangen. Niettemin staat het den beiden Administratiën vrij om dezen dienst later, in gemeenschappelijk overleg en op voor beide partijen bevredigende voorwaarden, in te stellen.

Artikel XIII.

PAKKETTEN MET AANGEGEVEN WAARDE.

De bepalingen van de Hoofdstukken IV, VI en VII van de Internationale Overeenkomst betreffende de Postpakketten van Londen zijn van toepassing op tusschen de beide contracteerende landen uitgewisselde pakketten met aangegeven waarde, behalve wanneer deze bepalingen in strijd zijn met die van de volgende paragrafen.

(a) Het maximum-bedrag der aangegeven waarde van een pakket bedraagt 1000 goudfranken.

(b) Elke Administratie heeft de bevoegdheid de verzekeringsrechten te bepalen, die zij voor pakketten met aangegeven waarde heft.

(c) De Administratie, die te vorderen heeft, heeft de bevoegdheid het haar toekomende bedrag te bepalen met betrekking tot het aanvaarde risico voor ter aflevering of ter doorzending naar een derde land ontvangen pakketten.

(d) Overeenkomstig de bepalingen van de voorafgaande paragraaf bedraagt het recht toekomende aan :

(I) Nederlandsch-Indië ten aanzien van pakketten afkomstig van den Australischen Statenbond.

(II) den Australischen Statenbond ten aanzien van pakketten afkomstig van Nederlandsch-Indië,

5 goudcentiemen per 300 goudfranken of gedeelte van 300 goudfranken van de aangegeven waarde van elk pakket.

(e) Eveneens in overeenstemming met het bepaalde in paragraaf (c) bedraagt het recht toekomende aan het contracteerende land, dat het risico van het zeevervoer op zich neemt ten aanzien van door het andere contracteerende land verzonden pakketten, 10 goudcentiemen per 300 goudfranken of gedeelte van 300 goudfranken van de aangegeven waarde van elk pakket.

(f) Het is geen vereischte, dat pakketten met aangegeven waarde afkomstig van den Australischen Statenbond met lak of lood worden verzegeld.

Artikel XIV.

VERANTWOORDELIJKHEID.

1. Geen schadevergoeding is verschuldigd voor het verlies van een postpakket zonder aangegeven waarde noch voor de berooving of beschadiging van den inhoud van een postpakket zonder aangegeven waarde.

2. Geen schadevergoeding is verschuldigd voor het verlies of de beschadiging van een pakket met aangegeven waarde, indien zulks het gevolg is van overmacht (force majeure).

3. Indien het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad gedurende het vervoer zonder dat kan worden uitgemaakt op het grondgebied of in den dienst van welk land het feit is geschied, dan dragen de betrokken Administratiën de schade ieder voor een gelijk gedeelte.

Artikel XV.

TOEKENNING VAN DE PORTEN.

1. Voor in den Australischen Statenbond terpostbezorgde en voor Nederlandsch-Indië bestemde pakketten zal de Administratie van laatstgenoemd land voor een pakket tot en met een

more than one kilogramme and 2.50 gold francs for each parcel weighing over one and up to five kilogrammes.

2. In respect of parcels posted in Netherlands India for delivery in Australia, the Administration of the latter country shall receive for each parcel weighing :

Up to 1 kilogramme	1	gold franc.
Over 1 and up to 3 kilogrammes	2	" "
Over 3 and up to 5 kilogrammes	3	" "

3. The creditor Administration shall have power to alter the relative foregoing amounts after the expiration of four months' notice to the other Administration if the notice is given by post or after three months if the notice is given by telegraph. The period of notice shall commence from the date of its issue.

Article XVI.

AIR SERVICES.

Unless and until arrangements mutually satisfactory to both parties are concluded by the respective Administrations aerial services shall not be utilised for the exchange of parcels between Netherlands India and Australia.

Article XVII.

REGULATIONS.

The provisions of the Regulations for the execution of the Universal Postal Union Parcel Post Agreement of London shall apply to the exchange of parcels between Netherlands India and Australia except where such provisions are inconsistent with the provisions of this agreement or with any mutual arrangement between the two Administrations concerning the treatment of parcels or associated procedure.

Article XVIII.

ACCOUNTS.

Half-yearly accounts relating to parcels exchanged between Netherlands India and Australia shall be prepared by the Postal Administration of the latter country and forwarded to the Postal Administration of Netherlands India for verification and acceptance.

These accounts shall be based on the entries contained in the parcel bills for the half-year corrected by the Verification Certificates received up to the date of preparation of the accounts.

The balance of the half-yearly accounts shall be liquidated as mutually arranged from time to time.

Article XIX.

The Administrations of the two contracting countries shall have power to decide by mutual arrangement all measures of detail concerning the carrying out of this agreement and the exchange of parcels.

gewicht van een kilogram 2.10 goudfranken en een pakket boven een kilogram tot en met vijf kilogram 2.50 goudfranken ontvangen.

2. Voor in Nederlandsch-Indië terpostbezorgde en voor den Australischen Statenbond bestemde pakketten zal de Administratie van laatstgenoemd land ontvangen :

1 goudfrank per pakket tot en met een gewicht van 1 kilogram.

2 goudfranken per pakket boven 1 kilogram tot en met 3 kilogram.

3 goudfranken per pakket boven 3 kilogram tot en met 5 kilogram.

3. De Administratie, die te vorderen heeft, heeft de bevoegdheid de vorengenoemde bedragen te wijzigen na de andere Administratie daarvan, gerekend vanaf den datum van verzending der kennisgeving, vier maanden tevoren per post dan wel drie maanden tevoren per telegraaf te hebben kennisgegeven.

Artikel XVI.

LUCHTDIENSTEN.

Zolang de betrokken Administratiën zulks nog niet, op voor beide partijen bevredigende voorwaarden, zijn overeengekomen, zullen geen luchtdiensten worden aangewend voor de uitwisseling van pakketten tusschen Nederlandsch-Indië en den Australischen Statenbond.

Artikel XVII.

UITVOERINGSBEPALINGEN.

De bepalingen van het Reglement ter uitvoering van de Internationale Overeenkomst betreffende de Postpakketten van Londen zijn van toepassing op de uitwisseling van postpakketten tusschen Nederlandsch-Indië en den Australischen Statenbond, behalve wanneer deze bepalingen in strijd zijn met de bepalingen van deze Overeenkomst of met eenige onderlinge regeling getroffen door de beide Administratiën aangaande de behandeling van postpakketten of met eenige overeengekomen werkwijze.

Artikel XVIII.

AFREKENING.

Door de Postadministratie van den Australischen Statenbond worden halfjaarlijksche rekeningen opgemaakt betreffende de postpakketten uitgewisseld tusschen Nederlandsch-Indië en den Australischen Statenbond, welke rekeningen aan de Nederlandsch-Indische Administratie voor onderzoek en goedkeuring worden toegezonden.

Deze rekeningen worden opgemaakt aan de hand van de inschrijvingen op de, over het halfjaar loopende, pakketpostadviezen, zooals deze tot en met den datum van opmaking van de rekeningen, bij de ontvangen Berichten van bevinding zijn verbeterd.

De wijze van verevening van het saldo van de halfjaarlijksche rekeningen wordt onderling geregeld.

Artikel XIX.

De Administratiën van de beide contracteerende landen hebben de bevoegdheid, in gemeenschappelijk overleg, alle maatregelen ter uitvoering van deze overeenkomst en die betreffende de uitwisseling van postpakketten vast te stellen.

Article XX.

PERIOD OF AGREEMENT.

This agreement shall come into operation on the first day of March 1933 and shall remain in force until six months after the date on which one party has given notice to the other party of its intention to terminate it.

Both the Dutch and English texts of this agreement shall be considered as original.

Done in duplicate at Bandoeng, 17th day of July 1933, and at Melbourne this 19th day of September 1933.

*The Postmaster General of the Commonwealth
of Australia :*

(Signed) Archdale PARKHILL.

Artikel XX.

DUUR VAN DE OVEREENKOMST.

Deze overeenkomst treedt in werking op den eersten Maart 1933 en blijft van kracht tot zes maanden na den datum, waarop een der beide partijen van haar voornemen om de overeenkomst te beëindigen, aan de andere partij heeft kennis gegeven.

De Nederlandsche zoowel als de Engelsche tekst van deze overeenkomst zullen als origineel worden beschouwd.

Gedaan in tweevoud te Bandoeng, den 17den Juli 1933 en te Melbourne den 19den September 1933.

*Het Hoofd van den Post-, Telegraaf- en Telefoondienst
in Nederlandsch-Indië :*

(w.g.) C. HILLEN.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire-général du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas :*

A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3337. — ACCORD CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LES INDES NÉERLANDAISES ET LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE. SIGNÉ A BANDOENG, LE 17 JUILLET 1933, ET A MELBOURNE, LE 19 SEPTEMBRE 1933.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus, au nom de leurs gouvernements respectifs, des dispositions contenues dans les articles suivants :

Article premier.

Il sera institué un service régulier d'échange de colis postaux, avec ou sans valeur déclarée, entre les Indes néerlandaises et le Commonwealth d'Australie. Cet échange s'effectuera par l'intermédiaire des bureaux de poste des deux Parties contractantes dont la liste sera arrêtée par les administrations postales respectives.

Article II.

Sauf dans les cas où elles sont incompatibles avec les dispositions des articles ci-après du présent accord, les dispositions de l'Accord de l'Union postale universelle en matière de colis postaux signé à Londres, s'appliqueront à l'échange des colis postaux entre les Indes néerlandaises et l'Australie.

Article III.

LIMITES DE DIMENSIONS ET DE POIDS.

1. Aucun colis échangé entre les Indes néerlandaises et l'Australie ne pourra dépasser 3 pieds 6 pouces (1 m. 07) de longueur ; la somme de la longueur et du plus grand pourtour mesuré dans une direction autre que celle de la longueur ne devra pas dépasser 6 pieds (1 m. 83).

2. Aucun colis expédié de l'un ou l'autre des pays contractants ne pourra peser plus de 5 kilos (11 livres anglaises avoirdupois).

3. Pour le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, l'opinion de l'administration du pays d'origine prévaudra, sauf erreur manifeste.

4. Les limites de dimensions et de poids indiquées ci-dessus pourront faire l'objet de modifications par voie d'accord réciproque entre les administrations intéressées.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article IV.

1. L'affranchissement préalable sera obligatoire.
2. La taxe postale se composera des sommes qui reviennent aux administrations (y compris celles des deux pays contractants) participant au transport des colis par voie de terre ou de mer.
3. L'administration de chaque pays contractant fera connaître à celle de l'autre pays le tarif postal qui a été adopté et toutes modifications ultérieurement apportées à ce tarif.

Article V.

TRANSPORT DES COLIS.

1. L'administration du pays d'expédition assumera le coût du transport de ses colis jusqu'au pays de destination.
2. Les itinéraires par lesquels les colis seront acheminés et les ports de débarquement seront arrêtés par voie d'accord réciproque entre les deux administrations.
3. Si l'une des Parties contractantes utilise pour le transport par mer de ses colis un navire affrété par l'autre Partie contractante, le transport sera payé conformément au tarif que l'administration assurant le service maritime aura adopté aux fins d'application générale.

Article VI.

SERVICES INTERMÉDIAIRES.

1. Les services de l'un des pays contractants peuvent, à tout moment, être utilisés par l'autre pays pour la transmission des colis à destination de tout lieu ou pays avec lequel le premier nommé de ces pays assure un service de colis postaux.
2. Sauf disposition contraire, les colis seront expédiés à découvert.
3. Le paiement du transport par les services intermédiaires se fera conformément au tarif adopté par le pays créditeur aux fins d'application générale aux colis en transit.

Article VII.

COLIS PAR EXPRÈS ET COLIS URGENTS.

Aussi longtemps qu'il n'en aura pas été convenu autrement (le cas échéant, par voie d'entente entre les deux administrations), le service de remise par exprès et celui des colis urgents ne s'appliqueront pas aux colis échangés entre les deux pays contractants.

Article VIII.

RETRAIT. — MODIFICATION D'ADRESSE.

Il ne sera autorisé aucun retrait de colis de la poste ni aucune modification d'adresse après que le colis aura été expédié du pays d'origine. Toutefois, les deux administrations pourront, à une date ultérieure, s'entendre réciproquement en vue d'instituer un service de ce genre dans des conditions satisfaisantes pour les deux Parties.

Article IX.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée peut obtenir un avis de réception dans les conditions fixées par l'accord de l'Union postale universelle de Londres, mais il ne peut être obtenu d'avis de réception pour un colis sans valeur déclarée. Néanmoins, les deux administrations pourront, à une date ultérieure, s'entendre réciproquement pour étendre aux colis sans valeur déclarée le service des « avis de réception ».

Article X.

RÉEXPÉDITION DES COLIS.

Pour la réexpédition d'un colis :

- a) De l'un ou l'autre des pays contractants à destination d'un troisième pays ;
- b) Du pays contractant de destination au pays contractant d'origine ;

une taxe postale complémentaire sera perçue d'après le tarif applicable pour la transmission de colis du pays de réexpédition au pays à destination duquel le colis est réexpédié.

Article XI.

NON-REMISE.

I. En cas de non-remise, l'expéditeur peut demander :

- a) Que le colis soit traité comme colis abandonné ;
- b) Que le colis soit délivré à un autre destinataire dans le pays de destination.

Aucune autre demande ne sera admise. Les instructions de l'expéditeur doivent être écrites au dos du bulletin d'expédition et sur le colis.

2. Tout colis non remis sur lequel l'expéditeur aura inscrit des instructions non conformes au règlement et tout colis non remis pour lequel l'expéditeur n'aura pas donné d'instruction concernant l'usage qu'il faut en faire seront retournés à l'expéditeur sans préavis, à l'expiration d'un délai d'un mois calculé à partir du jour qui suit celui où le colis était prêt à être remis au destinataire.

3. Pour le retour du colis au pays d'origine, il sera perçu une nouvelle taxe postale d'après le tarif applicable aux colis expédiés du pays renvoyant le colis, à destination de l'autre pays contractant. La somme à percevoir sera inscrite sur le bulletin d'expédition y afférent et sera acquittée par l'expéditeur au moment où le colis lui sera rendu. Cette somme sera répartie de la façon ordinaire entre les pays qui auront assuré ce service.

Article XII.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Il n'y aura pas de service de remise des colis contre remboursement pour les colis échangés entre les deux pays contractants ou pour les colis expédiés d'un troisième pays et reçus par l'un des pays contractants pour être transmis à l'autre. Toutefois, les deux administrations pourront, à une date ultérieure, s'entendre réciproquement pour assurer ce service dans des conditions satisfaisantes pour les deux Parties.

Article XIII.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les dispositions des chapitres IV, VI et VII de l'Accord de l'Union postale universelle relatif aux colis postaux, signé à Londres, s'appliqueront aux colis avec valeur déclarée échangés entre les deux pays contractants, sauf si ces dispositions sont incompatibles avec celles des paragraphes suivants :

- a) Les colis ne peuvent être assurés que jusqu'à concurrence d'une somme de 1.000 francs-or ;
- b) Chaque administration aura le droit de fixer les taxes qu'elle percevra pour assurer les colis qui lui seront confiés ;
- c) L'administration créditrice aura le droit de déterminer le montant qui doit lui être crédité eu égard au risque encouru par elle pour les colis qu'elle reçoit en vue de les remettre à leur destinataire ou de les retransmettre à un autre pays ;
- d) Sous réserve des dispositions du paragraphe qui précède, la somme à créditer :
 - I. Aux Indes néerlandaises pour les colis provenant d'Australie ;
 - II. A l'Australie pour les colis provenant des Indes néerlandaises ;
 sera de 5 centimes-or par tranche de 300 francs-or (ou fraction de 300 francs) de la valeur déclarée de chaque colis ;
- e) Sous réserve également des dispositions du paragraphe c), le montant additionnel qui sera porté au crédit du pays contractant assumant le risque du transport maritime des colis expédiés par l'autre pays contractant sera de 10 centimes-or par tranche de 300 francs-or (ou fraction de 300 francs) de la valeur déclarée de chaque colis ;
- f) Il n'est pas nécessaire que les colis avec valeur déclarée en provenance d'Australie soient revêtus d'un cachet de cire ou plombés.

Article XIV.

RESPONSABILITÉ.

1. Il ne sera pas dû d'indemnité en cas de perte d'un colis sans valeur déclarée, ou en cas de vol ou d'avarie du contenu d'un colis sans valeur déclarée.
2. Il ne sera pas dû d'indemnité pour la perte ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée, survenue par suite d'un cas de force majeure.
3. Si la perte, le vol ou l'avarie survient en cours de transport sans qu'il soit possible de déterminer en quel territoire ou dans quel service l'irrégularité s'est produite, les deux administrations supporteront le dommage par parts égales.

Article XV.

RÉPARTITION DES TAXES POSTALES.

1. Pour les colis postaux expédiés d'Australie à destination des Indes néerlandaises, l'administration de ce dernier pays recevra 2,10 francs-or par colis ne pesant pas plus d'un kilogramme et 2,50 francs-or par colis pesant plus d'un kilogramme et jusqu'à cinq kilogrammes.
2. Pour les colis expédiés des Indes néerlandaises à destination de l'Australie, l'administration de ce dernier pays recevra par colis pesant :
 - Jusqu'à 1 kilo, 1 franc-or ;
 - Plus d'un kilo, jusqu'à 3 kilos, 2 francs-or ;
 - Plus de 3 kilos et jusqu'à 5 kilos, 3 francs-or.
3. L'administration créditrice pourra modifier les taxes susindiquées à l'expiration d'un préavis de quatre mois si la notification en est donnée à l'autre administration par la voie postale ou de trois mois si la notification en est donnée par télégraphe. Le préavis commencera à courir à compter de la date de son envoi.

Article XVI.

SERVICES AÉRIENS.

Tant que des arrangements satisfaisants pour les deux Parties n'auront pas été conclus par les administrations respectives, les services aériens ne seront pas utilisés pour l'échange de colis postaux entre les Indes néerlandaises et l'Australie.

Article XVII.

RÈGLEMENT.

Les dispositions du règlement d'exécution de l'Accord de l'Union postale universelle relatif aux colis postaux, signé à Londres, s'appliqueront à l'échange des colis postaux entre les Indes néerlandaises et l'Australie, sauf dans les cas où ces dispositions sont incompatibles avec celles du présent accord ou d'une entente intervenue entre les deux administrations concernant le traitement des colis postaux ou autres formalités connexes.

Article XVIII.

COMPTES.

Des comptes semestriels relatifs aux colis postaux échangés entre les Indes néerlandaises et l'Australie seront établis par l'administration postale de ce dernier pays et adressés à l'administration postale des Indes néerlandaises aux fins de vérification et d'acceptation.

Ces comptes auront pour base les indications sur les feuilles de route du semestre, rectifiées par les bulletins de vérification reçus jusqu'à la date de l'établissement des comptes.

Le solde des comptes semestriels sera liquidé conformément aux arrangements qui auront été pris, de temps à autre, d'un commun accord.

Article XIX.

Les administrations des deux pays contractants pourront arrêter d'un commun accord toutes mesures de détail concernant l'exécution du présent accord et l'échange des colis postaux.

Article XX.

DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord entrera en vigueur le premier mars 1933 et restera en vigueur jusqu'à expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Le texte hollandais et le texte anglais du présent accord seront tous deux considérés comme originaux.

Fait en double exemplaire à Bandoeng, le 17 juillet 1933, et à Melbourne, ce 19 septembre 1933.

*Le Directeur des Postes, Télégraphes et Téléphones
des Indes néerlandaises,*

(Signé) C. HILLEN.

*Le Directeur général des Postes du Commonwealth
d'Australie,*

(Signé) Archdale PARKHILL.

N° 3338.

PAYS-BAS ET VENEZUELA

Traité d'arbitrage, de règlement
judiciaire et de conciliation. Signé
à La Haye, le 5 avril 1933.

**THE NETHERLANDS
AND VENEZUELA**

Treaty of Arbitration, Judicial Settle-
ment and Conciliation. Signed at
The Hague, April 5, 1933.

N^o 3338. — TRAITÉ¹ D'ARBITRAGE, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET DE CONCILIATION ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA. SIGNÉ A LA HAYE, LE 5 AVRIL 1933.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. des Pays-Bas à Berne et le ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis du Venezuela. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 27 janvier 1934.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS

et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU VENEZUELA,

Animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les Pays-Bas et les Etats-Unis du Venezuela et de favoriser le règlement pacifique des divergences qui peuvent arriver à diviser les deux Etats,

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU VENEZUELA :

M. José Ignacio CÁRDENAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis du Venezuela près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à résoudre d'une manière amicale les conflits et divergences qui viendraient à s'élever entre les deux pays, et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Tous les litiges de nature juridique qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, y compris ceux relatifs à l'interprétation du présent traité, seront soumis soit à un Tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, conformément aux dispositions suivantes.

La disposition du paragraphe précédent ne s'appliquera pas aux controverses nées de faits qui sont antérieurs au présent traité et qui appartiennent au passé, ainsi qu'aux controverses portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 19 décembre 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3338. — TREATY² OF ARBITRATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND CONCILIATION BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE UNITED STATES OF VENEZUELA. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 5, 1933.

French official text communicated by the Netherlands Chargé d'Affaires a. i. at Berne and by the Minister for Foreign Affairs of the United States of Venezuela. The registration of this Treaty took place January 27, 1934.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS
and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA,

Being desirous of strengthening the ties of friendship which unite the Netherlands and the United States of Venezuela, and of promoting the peaceful settlement of disputes which may arise between the two States,

Have decided to conclude a treaty for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA :

M. José Ignacio CÁRDENAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of Venezuela to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle in an amicable manner any conflicts and disputes which may arise between the two countries and which it has not been possible to settle within a reasonable period by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of a juridical character which it has not been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, including that relating to the interpretation of the present Treaty, shall be referred either to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice, in accordance with the provisions laid down hereinafter.

The provision of the preceding paragraph shall not apply to disputes arising out of events prior to the present Treaty and belonging to the past, or to disputes bearing upon questions which international law reserves for the exclusive competence of States.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, December 19, 1933.

Les controverses pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres traités en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions desdits traités.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal arbitral, le litige pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

Si, dans le cas d'un des litiges visés à l'article 2, les deux Parties n'ont pas eu recours à la Commission permanente de conciliation ou si celle-ci n'a pas réussi à concilier les Parties, le litige sera soumis d'un commun accord par voie de compromis soit à un Tribunal arbitral qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, soit à la Cour permanente de Justice internationale qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut².

A défaut d'accord entre les Parties sur le choix de la juridiction, sur les termes du compromis ou, dans le cas où elles ont choisi l'arbitrage, sur le choix des arbitres, le litige sera porté devant la Cour permanente de Justice internationale, laquelle jugera sur la base des prétentions qui lui auront été soumises.

Article 5.

S'il s'agit d'une contestation ayant son origine dans une réclamation d'un ressortissant de l'un des deux Etats contre l'autre Etat, dont l'objet d'après la législation intérieure de cette dernière Partie relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, les procédures du présent traité ne sont applicables que dans le cas de déni de justice y compris retard abusif de la part des tribunaux, et dans le cas d'une décision judiciaire qui n'est pas susceptible de recours et qui est incompatible avec les obligations découlant d'un traité ou avec les autres obligations internationales de l'Etat, ou qui est manifestement injuste.

La détermination, si l'un des cas visés ci-dessus se présente, pourra être recherchée par l'arbitrage ou par la juridiction, selon les dispositions de l'article 4.

Le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après épuisement des recours ordinaires légaux.

Article 6.

Si le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou mesure, les Hautes Parties contractantes conviennent qu'il devra être accordé par la sentence arbitrale ou judiciaire, à la Partie lésée, une compensation équitable.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

² Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LXXXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; vol. XCVI, page 180; vol. C, page 153; vol. CIV, page 492; vol. CVII, page 461; vol. CXI, page 402; vol. CXVII, page 46; vol. CXXVI, page 430; vol. CXXX, page 440; et vol. CXXXIV, page 392, de ce recueil.

Disputes for the settlement of which a special procedure is provided by other treaties in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of such treaties.

Article 3.

Prior to any procedure before the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal, a dispute may by common consent of the Parties be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

If in the case of a dispute of the nature described in Article 2 the two Parties have not had recourse to the Permanent Conciliation Commission, or if that Commission has not succeeded in bringing the Parties to an amicable agreement, the dispute shall be referred by common consent, by means of a special agreement, either to an arbitral tribunal acting under the conditions and in accordance with the procedure laid down by the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, or to the Permanent Court of International Justice acting under the conditions and in accordance with the procedure laid down in its Statute².

If the Parties fail to agree upon the choice of a Court, upon the terms of the special agreement or, if they have chosen arbitral procedure, upon the choice of arbitrators, the dispute shall be brought before the Permanent Court of International Justice, which shall give judgment on the basis of the claims submitted to it.

Article 5.

In the case of a dispute arising out of a claim brought by a national of one of the two States against the other State, the subject of which according to the municipal law of the latter Party falls within the competence of the national courts of such Party, the procedure laid down in the present Treaty shall apply only in the case of denial of justice, including unconscionable delay on the part of the Courts, or in the case of a judicial decision against which no appeal lies and which is incompatible with the obligations arising from a treaty or with other international obligations of the State, or which is manifestly unjust.

The question whether any of the above cases arises may be settled by arbitration or by reference to a court of law, in accordance with the provisions of Article 4.

Disputes shall not be submitted to the procedure provided for in the present Treaty until all the ordinary legal remedies have been exhausted.

Article 6.

Should the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice declare that a decision taken or a measure ordered by a judicial or other authority of one of the Parties to the dispute is entirely or partly at variance with international law, and if the constitutional law of the said Party precludes the annulment or allows of only partial annulment of the consequences of the said decision or measure, the High Contracting Parties agree that equitable compensation shall be accorded to the injured Party in the arbitral or judicial award.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

² Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; and Vol. CXXXIV, page 392, of this Series.

Article 7.

Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et dans tous les cas de leur présenter un rapport. Cette disposition ne s'applique pas aux controverses nées de faits qui sont antérieurs au présent traité et qui appartiennent au passé.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois à l'autre Partie, la question à ladite commission.

S'il y a contestation entre les Parties sur la question de savoir si le différend a ou non la nature d'un litige visé dans l'article 2 et susceptible de ce chef d'être résolu par un jugement, cette contestation sera, préalablement à toute procédure devant la Commission permanente de conciliation, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 8.

La Commission permanente de conciliation prévue par le présent traité sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour six ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Pour chacun des cinq membres il sera désigné un membre suppléant de la manière prévue pour la désignation de chacun des cinq membres visés à l'alinéa premier. Chaque membre suppléant deviendra automatiquement membre ordinaire dans le cas de vacance qui viendrait à se produire par suite de décès ou de démission ; il fonctionnerait temporairement en cas de quelque empêchement temporaire du membre à la vacance duquel il a été désigné à suppléer.

Il sera pourvu, suivant le mode fixé pour les nominations, aussi rapidement que possible et dans un délai qui ne devra pas excéder trois mois, aux vacances qui viendraient à se produire parmi les membres suppléants à la suite du fait qu'ils sont appelés à prendre définitivement la place d'un membre ordinaire décédé ou démissionné comme prévu à l'alinéa précédent.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres ordinaires et suppléants à désigner en commun accord n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement des membres suppléants, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, à défaut d'autre entente le président de la Cour permanente de Justice internationale sera prié par les Hautes Parties contractantes de procéder aux nominations requises. Si le président est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, le vice-président sera prié de procéder à ces nominations. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, le premier des autres juges selon l'ordre du tableau de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties sera prié de procéder à ces nominations.

Article 7.

All questions on which the High Contracting Parties differ without being able to reach an amicable settlement by means of the normal methods of diplomacy and the settlement of which cannot be attained by a judicial decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for which no procedure for settlement has been laid down by any other treaty or convention in force between the Parties, shall be referred to the Permanent Conciliation Commission, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution and in any case to submit a report to them. This provision shall not apply to disputes arising out of events prior to the present Treaty and belonging to the past.

If the Parties cannot agree as to the application to be made to the Commission, either Party shall be entitled, at one month's notice to the other Party, to refer the question direct to the said Commission.

If the Parties differ as to whether or not the dispute is a dispute of the nature referred to in Article 2 and therefore capable of settlement by a judicial decision, such difference shall, prior to any procedure before the Permanent Conciliation Commission, be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice.

Article 8.

The Permanent Conciliation Commission provided for in the present Treaty shall be composed of five members, who shall be appointed as follows : the High Contracting Parties shall each nominate a Commissioner chosen from among their respective nationals and shall appoint the other three Commissioners by common agreement from among the nationals of third Powers ; these three Commissioners shall be of different nationalities, and the High Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

The Commissioners shall be appointed for six years ; their mandate shall be renewable. They shall remain in office until their replacement, and in any case until the termination of any work in course at the time of the expiry of their mandate.

A substitute for each of the five members shall be appointed in the manner provided for the appointment of each of the five members referred to in the first paragraph. Each substitute member shall automatically become an ordinary member should a vacancy occur as a result of death or resignation. Such substitute shall serve on the Commission temporarily should the member whose substitute he is be temporarily prevented from attending.

Vacancies occurring among the substitute members through their being called on, as provided for in the previous paragraph, permanently to succeed an ordinary member who has died or resigned, shall be filled in the manner fixed for appointments, as quickly as possible, and within a period not exceeding three months.

Article 9.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months from the exchange of ratifications of the present Treaty.

Should the ordinary members or substitutes to be chosen by mutual agreement not have been appointed within the specified period, or, in the case of the replacement of substitute members, within three months from the date on which the seat became vacant, the President of the Permanent Court of International Justice shall in the absence of any other agreement be requested by the High Contracting Parties to make the necessary appointments. Should the President be prevented from doing so or should he be a national of one of the Parties, the Vice-President shall be requested to make the said appointments. Should the latter be prevented or should he be a national of one of the Parties, the senior of the other judges on the list of Judges of the Court who is a national of neither Party shall be requested to make the said appointments.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président dans les conditions prévues, selon les cas, par les articles 3 et 7.

La requête, après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à ladite commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 11.

Dans un délai de 15 jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de 15 jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 12.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable, et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par les considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la commission se sera arrêtée.

Sous réserve de la disposition de l'article 7, alinéa 3, les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 13.

A moins de stipulations spéciales contraires, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 14.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 15.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 10.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President in the circumstances provided for in Articles 3 or 7 as the case may be.

The application, after being given an account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the application emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 11.

Within fifteen days from the date on which one of the High Contracting Parties refers a dispute to the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of such dispute, replace its commissioner by a person possessing special competence in the matter.

Either Party making use of this right shall immediately inform the other Party; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which the notification reaches it.

Article 12.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all useful information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem to it suitable, and if desirable may lay down a period within which the Parties are to make their decision.

At the close of its work the Commission shall draw up a report stating the result thereof, a copy of which report shall be communicated to each of the Parties.

The Parties shall in no case be bound by any statements of fact or legal or other considerations upon which the Commission may have agreed.

Subject to the provisions of Article 7, paragraph 3, the proceedings of the Commission shall, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the case was referred to the Commission.

Article 13.

In the absence of any special provisions to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall establish its own procedure, which shall in any case provide for the hearing of both Parties. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes. 24

Article 14.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at the place selected by its President.

Article 15.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public unless otherwise decided by the Commission with the consent of the Parties.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas publier le résultat des travaux de la commission sans s'être préalablement consultées.

Article 16.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 17.

Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si au moins tous les membres choisis en commun sont présents.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 19.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale.

Article 20.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission permanente de conciliation, après entente entre les Parties, ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut ou le Tribunal arbitral, selon le cas, pourront indiquer dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient proposés par la Commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte de quelque nature qu'il soit susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

The High Contracting Parties undertake not to publish the results of the Commission's proceedings without having previously consulted each other.

Article 16.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between the Parties and the Commission ; the Parties may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that all persons whose evidence appears to them relevant should be heard.

The Commission for its part shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, and from any persons whom it may think useful to summon to appear, subject to the consent of their Government.

Article 17.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

The Commission shall not have power to take any decision bearing upon the substance of the dispute unless all the members have been duly summoned and unless at least all the members jointly appointed by the Parties are present.

Article 18.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission and, in particular, to obtain for it the assistance of their competent authorities and to supply it as far as possible with all relevant documents and information and to take the necessary measures to enable the Commission to summon and hear witnesses or experts in the territory of the respective Parties, and to visit the localities concerned.

Article 19.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission, each Commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of which shall contribute an equal share.

Article 20.

In all cases, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Permanent Conciliation Commission, in agreement with the Parties, or the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the Arbitral Tribunal, according to circumstances, may lay down within the shortest possible time any provisional measures to be adopted.

Each of the High Contracting Parties undertakes to abstain from any measures which might have a prejudicial effect on the execution of the decision or on any arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission, and in general to abstain from any action whatsoever which might aggravate or extend the dispute.

Article 21.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront pas aux différends qui affectent l'intérêt ou se rapportent à l'action d'un Etat tiers.

Article 22.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra.

Article 23.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. Il sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye, en double exemplaire, le 5 avril 1933.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) José Ig. CÁRDENAS.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire-général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

Ministerio de Relaciones Exteriores.
Dirección de Política Internacional.

Caracas : 11 de mayo de 1934. — 125° y 76°.

Certifico que el Tratado que antecede es copia fiel de su original que reposa en el archivo de este Departamento.

El Director,
Arroyo Parejo.

Article 21.

The provisions of the present Treaty shall not apply to disputes which affect the interests or are connected with the acts of a third State.

Article 22.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at The Hague as soon as possible.

Article 23.

The present Treaty shall come into force immediately upon the exchange of ratifications and shall remain in force for 10 years from the time of its entry into force. It shall be communicated to the League of Nations for registration in accordance with Article 18 of the Covenant. Unless denounced six months before the expiration of the said period, it shall be deemed to be renewed by tacit agreement for a further period of five years, and so on thereafter.

If at the time of the expiration of the present Treaty, any proceedings taken in virtue of the present Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission, the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal, such proceedings shall be continued until their completion.

In faith whereof the above Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at The Hague, in duplicate, April 5, 1933.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) JOSÉ IG. CÁRDENAS.

N° 3339.

POLOGNE ET TURQUIE

Convention d'établissement, avec
protocole de signature. Signés à
Ankara, le 29 août 1931.

POLAND AND TURKEY

Convention respecting Conditions of
Residence, and Protocol of Signa-
ture. Signed at Ankara, August
29, 1931.

N^o 3339. — CONVENTION¹ D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LA POLOGNE
ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANKARA, LE 29 AOÛT 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Turquie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 30 janvier 1934.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE d'une part,
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE d'autre part,

Ayant reconnu que pour développer les relations économiques entre les deux Pays, ainsi que pour régler les conditions d'établissement des ressortissants polonais en Turquie et des ressortissants turcs en Pologne il était utile de substituer une nouvelle Convention d'établissement à celle qui avait été conclue à Lausanne, le 23 juillet 1923², ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Casimir OLSZOWSKI, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Pologne en Turquie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

ZEKÂI bey, ministre de la Défense nationale ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve des lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur, le droit de s'établir, de séjourner, d'aller, de venir et de circuler ainsi que celui de quitter librement ce territoire.

Il est, toutefois, entendu que les dispositions ci-dessus ne portent aucune atteinte aux droits reconnus à chacune des Hautes Parties contractantes de réglementer par des lois l'immigration.

Article II.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit d'interdire par mesures individuelles aux ressortissants de l'autre Partie de séjourner ou de s'établir sur son territoire ou de les expulser, en se conformant aux lois et règlements en vigueur par rapport à tous les étrangers.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 15 décembre 1933.

² Volume XLIX, page 345, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3339. — CONVENTION² BETWEEN POLAND AND TURKEY
RESPECTING CONDITIONS OF RESIDENCE. SIGNED AT ANKARA,
AUGUST 29, 1931.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and by the Turkish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place January 30, 1934.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, of the one part,
and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part,

Having recognised that, in order to develop economic relations between the two countries and to regulate the conditions under which Polish nationals may settle in Turkey and Turkish nationals in Poland, it was desirable to substitute a new Convention respecting conditions of residence for the one which had been concluded at Lausanne on July 23, 1923³, have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Casimir OLSZOWSKI, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Polish Republic in Turkey ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

ZEKÂI Bey, Minister for National Defence ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Nationals of one High Contracting Party in the territory of the other Party shall have the right, subject to the laws and regulations which are or may hereafter be in force in that territory, to establish themselves, to reside, to come and go, and to move about and also to leave the said territory when they desire.

It is nevertheless agreed that the above provisions shall in no way affect the recognised right of each of the High Contracting Parties to regulate immigration by law.

Article II.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to take individual measures to prohibit nationals of the other Party from residing in its territory or establishing themselves there or to expel them, subject to the laws and regulations in force in respect of all foreign nationals.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, December 15, 1933.

³ Volume XLIX, page 345, of this Series.

Article III.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en se conformant aux lois et règlements du pays, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le droit de posséder, d'acquérir, de louer tous biens meubles et immeubles et d'en disposer de quelque manière que ce soit, étant bien entendu qu'ils ne pourront acquérir que les biens dont l'acquisition par les étrangers est admise en vertu des lois du pays.

Ils ne pourront être assujettis dans les cas prévus à l'alinéa précédent à des impôts, taxes ou charges de quelque nature que ce soit autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués aux nationaux.

Il leur sera également permis, en se conformant aux lois et règlements du pays, d'exporter librement leurs biens ou leurs marchandises en général. Ils ne seront assujettis en cette matière à aucune autre restriction ni aucun droit autres ou plus élevés que ceux auxquels seraient soumis ou dont seraient redevables, en pareilles circonstances, les ressortissants du pays le plus favorisé.

Article IV.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en se conformant aux lois et règlements du pays, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le droit d'exercer le commerce, l'industrie, les métiers et professions dont l'exercice n'est pas ou ne serait pas, suivant la loi du pays, réservé exclusivement aux nationaux.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes n'auront à payer, sur le territoire de l'autre pour leurs personnes et leurs biens ainsi que pour l'exercice de toute sorte de commerce, industrie, métier et profession, aucun impôt, taxe ou charge, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux perçus des nationaux sans égard pour le compte de qui ils sont perçus.

Les dispositions de cette convention ne font pas obstacle à la perception, le cas échéant, des taxes afférentes au séjour des étrangers ainsi qu'aux formalités de leur enregistrement. Cette matière sera régie par le traitement de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Les sociétés par actions et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles et financières, les compagnies d'assurances et de transport, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et qui existent régulièrement d'après les lois de cette dernière, seront reconnues par l'autre Partie comme existant régulièrement pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite.

Lesdites sociétés pourront, en se conformant aux lois et règlements de l'autre Pays qui sont ou seront en vigueur, et lorsque la législation de celui-ci prévoit l'obligation d'une autorisation, après l'obtention de celle-ci, s'établir sur le territoire de ce Pays, y créer des filiales, succursales ou agences et y ester en justice comme demandeur ou défendeur.

L'activité desdites sociétés constituées sous la législation de l'une des Hautes Parties contractantes, en tant qu'elle s'exerce sur le territoire de l'autre, sera soumise aux lois et règlements de celle-ci. Elles ne seront pas traitées, quant à leur activité, moins favorablement que les sociétés de la nation la plus favorisée.

Pour tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs biens, elles jouiront, dans l'autre Pays, du même traitement que les sociétés nationales.

Article III.

Nationals of one High Contracting Party shall, provided that they comply with the laws and regulations of the country, be entitled to most-favoured-nation treatment in the territory of the other Party in so far as concerns the right to possess, acquire or rent all kinds of movable and immovable property and to dispose of the same in any manner whatsoever, it being clearly understood that they may only acquire property the acquisition of which by foreign nationals is allowed under the law of the country.

In the cases provided for in the previous paragraph, they shall be subject to no charge, tax, or impost of any description other or higher than those which are or may in future be applied to nationals.

Provided that they comply with the laws and regulations of the country, they may also freely export their property or in general their goods. When carrying out such transactions they shall not be subjected to restrictions other or to duties other or higher than those to which in similar circumstances nationals of the most-favoured nation would be subject or which such nationals would have to pay.

Article IV.

Provided that they comply with the laws and regulations of the country, nationals of one High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party most-favoured-nation treatment in respect of the right to engage in any kind of commerce, industry, trade or profession the exercise of which, under the law of the country, is not or may not hereafter be exclusively reserved for nationals.

Article V.

Nationals of one of the High Contracting Parties shall not be subject in the territory of the other, in respect of their persons or property or the exercise of any kind of commerce, industry, trade or profession, to any charge, tax or impost of any description other or higher than those which are levied on nationals, irrespective of the authority on whose behalf they are levied.

The provisions of the present Convention shall not prevent the levying of taxes, if such exist, connected with the stay of foreign nationals and registration formalities. Most-favoured-nation treatment shall apply in such cases.

Article VI.

Joint-stock companies and other commercial companies, including industrial, financial, insurance and transport corporations, which have their headquarters in the territory of one of the High Contracting Parties and which are regularly incorporated according to the laws of that country, shall be legally recognised by the other Party, provided that they do not exist for an illicit purpose.

Subject to compliance with the laws and regulations which are or may hereafter be in force in the territory of the other country, and, should the latter's legislation make a permit necessary, after obtaining such permit, the said companies shall be entitled to establish themselves in the territory of that country, to set up subsidiary companies, branches or agencies therein and to appear in court as plaintiff or defendant.

The activities of the said companies incorporated under the legislation of one High Contracting Party shall, in so far as they are carried on in the territory of the other, be subject to the laws and regulations of the latter Party. As regards their activities, such companies shall not be treated less favourably than companies belonging to the most-favoured nation.

In all matters concerning the legal and judicial protection of their property, they shall receive the same treatment, in the other country, as national companies.

Les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes ainsi que leurs filiales, succursales ou agences ne seront pas soumises, sur le territoire de l'autre Pays, en ce qui concerne les droits, taxes et impôts, à une charge fiscale plus élevée que celle supportée par les sociétés de la nation la plus favorisée. Il est entendu qu'elles seront astreintes à acquitter les taxes afférentes à l'obtention des actes d'autorisation et d'enregistrement pour les sociétés étrangères et à déposer les cautionnements prévus par les lois. Elles ne seront soumises à d'autres prestations ou à des réquisitions militaires que dans la mesure et aux conditions prévues pour les sociétés nationales.

En ce qui concerne les impôts calculés sur le capital, le revenu ou les bénéfices, chacune des Hautes Parties contractantes ne taxera les sociétés de l'autre, selon la nature des impôts, qu'à raison de la part d'actif social qu'elles ont investie sur son territoire, des biens qu'elles y possèdent, des bénéfices qu'elles y réalisent ou des affaires qu'elles y pratiquent.

Ces sociétés pourront, aux mêmes conditions que celles de la nation la plus favorisée et en se conformant aux lois du pays, acquérir toute sorte de biens mobiliers. Il en sera de même, conformément à l'article III, pour l'acquisition des biens immeubles nécessaires au fonctionnement de la société, étant entendu, dans ce cas, que l'acquisition n'est pas l'objet même de la société.

Article VII.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes ne seront astreints, en temps de paix comme en temps de guerre, sur le territoire de l'autre, à aucun service militaire ni à aucune contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu du service militaire personnel.

A l'exception des prestations et réquisitions imposées en temps de paix comme en temps de guerre aux ressortissants du pays, qui seront appliquées aux ressortissants de l'autre Partie dans les mêmes conditions qu'aux nationaux et moyennant les indemnités prévues par les législations respectives, il ne sera exigé des ressortissants de l'autre Partie aucune autre prestation que celle constituant une taxe ou impôt établis en vertu des lois au profit de l'Etat ou de ses divisions administratives. Cette disposition sera également appliquée aux sociétés de l'une des Parties se trouvant sur le territoire de l'autre.

Les ressortissants de l'une des Parties seront exempts sur le territoire de l'autre, de l'exercice de n'importe quelle fonction judiciaire, administrative ou communale obligatoire sauf les cas où la loi statuerait autrement.

Les ressortissants ainsi que les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens, ni privés même temporairement de la jouissance de leurs biens que pour une cause légalement reconnue d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité suivant la procédure établie par la législation locale.

Article VIII.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre libre accès aux tribunaux, en se conformant aux lois du pays, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits à tous degrés de juridiction établis par la loi. Ils pourront employer dans toutes les instances les avocats et agents de toute classe autorisés par les lois du pays et jouiront sous tous ces rapports des mêmes droits et avantages qui sont ou seront accordés aux nationaux.

Les sociétés mentionnées à l'alinéa premier de l'article VI jouiront en matière judiciaire des mêmes droits que les ressortissants.

Toutes les questions relatives à la caution *judicatum solvi*, à l'assistance judiciaire gratuite, à l'exécution des jugements et à la communication des actes judiciaires sont réservées à une convention spéciale à conclure entre les Hautes Parties contractantes.

Jusqu'à la conclusion de cette convention, ces matières seront réglées par la législation locale.

Companies belonging to one of the High Contracting Parties and their subsidiary companies, branches or agencies, shall not be subject, in the territory of the other Party, as regards duties, taxes or imposts, to fiscal burdens higher than those applicable to companies belonging to the most-favoured nation. It is agreed that they shall be obliged to pay the fees for permits for and the registration of foreign companies and to deposit security as provided by law. They shall be liable for other levies or military requisitions only to the same extent and subject to the same conditions as national companies.

In the case of taxation on the basis of capital, income or profits, each High Contracting Party shall only tax the companies of the other Party on such part of their business assets as has been invested in its territory, on property which they own there, on profits which they make there or on business which they do there, according to the nature of the taxes.

These companies may, under the same conditions as companies of the most-favoured nation and subject to compliance with the laws of the country, acquire all kinds of movable property. This shall apply also, in conformity with Article III, to the acquisition of the immovable property necessary for the company's operations, provided that, in this case, the acquisition of such property is not the actual purpose of the company's existence.

Article VII.

Nationals of one of the High Contracting Parties shall not be subject either in time of peace or in time of war, in the territory of the other Party, to any military service or to any contribution in money or in kind in lieu of personal military service.

With the exception of levies and requisitions imposed on nationals of the country in time of peace or in time of war which may be applicable to nationals of the other Party under the same conditions as to nationals and subject to the compensation provided for by the respective legislations, no supplies or services shall be required from nationals of the other Party other than those in the form of a tax or impost established by law for the benefit of the State or of its administrative divisions. This shall also apply to companies of one Party in the territory of the other.

Nationals of one Party shall be exempt in the territory of the other from the exercise of any compulsory judicial, administrative, or communal duties, unless otherwise provided by law.

Nationals and companies of one High Contracting Party may not have their property in the territory of the other Party expropriated or the use of it denied to them even temporarily except for reasons of public interest recognised by law as such and in return for fair compensation to be paid in advance according to the procedure laid down by the local legislation.

Article VIII.

Nationals of one High Contracting Party in the territory of the other Party shall have free access to the courts, provided that they comply with the laws of the country, for the purposes of claiming or defending their rights in any of the instances of justice established by law. In courts of any instance they may employ counsel and agents of all classes, authorised by the laws of the country, and in such matters shall have the rights and advantages which are or may hereafter be granted to nationals.

The companies mentioned in the first paragraph of Article VI shall have the same rights as nationals in judicial matters.

All questions connected with security for costs, free legal assistance, the execution of sentences and the service of judicial documents shall be reserved for a special Convention to be concluded between the High Contracting Parties.

Pending the conclusion of the said Convention, these matters shall be settled by local legislation.

Article IX.

Le Gouvernement polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig en vertu de l'article 104 du Traité de Versailles et des articles 2 et 6 de la Convention¹ signée à Paris le 9 novembre 1920 entre la République de Pologne et la Ville libre de Dantzig, se réserve le droit de déclarer que la Ville libre est Partie contractante de la présente convention et qu'elle accepte les obligations et acquiert les droits en dérivant.

Article X.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que la Convention d'établissement signée entre elles à Lausanne le 23 juillet 1923 cessera de produire ses effets à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article XI.

La présente convention est conclue pour trois ans.

Elle sera ratifiée et entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Varsovie.

Si la présente convention n'a pas été dénoncée douze mois avant d'arriver à l'expiration, elle sera prorogée par voie de tacite reconduction, chaque Partie se réservant le droit de la dénoncer à tout moment pour lui faire prendre fin douze mois après.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus désignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Ankara, le 29 août 1931.

(Signed) OLSZOWSKI.

(Signed) ZEKAI.

Pour copie conforme :

Faik.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la convention, les plénipotentiaires sont convenus des dispositions suivantes :

Ad article premier.

Les dispositions de l'article premier ne portent en rien atteinte à l'application par l'une des Hautes Parties contractantes aux ressortissants de l'autre Haute Partie contractante des prescriptions concernant les étrangers, qui sont ou seront en vigueur chez la dernière, sous réserve de l'application à cet égard de la clause de la nation la plus favorisée.

Ad article IV.

Au cas où à l'avenir l'une des Hautes Parties contractantes accorderait aux ressortissants d'un tiers Etat une faveur quelconque en ce qui concerne l'exercice des professions et des métiers réservés à ses nationaux, cette faveur — à l'exception des cas individuellement accordés — sera étendue simultanément et sans demande aux ressortissants de l'autre Partie.

¹ Vol. VI, page 189 ; vol. CVII, page 459 ; et vol. CXVI, page 5, de ce recueil.

Article IX.

The Polish Government, upon which it devolves under Article 104 of the Treaty of Versailles and Articles 2 and 6 of the Convention¹ signed in Paris on November 9, 1920, between the Polish Republic and the Free City of Danzig, to undertake the conduct of the foreign relations of the Free City of Danzig, reserves its right to declare that the Free City is a Contracting Party to the present Convention and that it accepts the obligations and acquires the rights ensuing from the same.

Article X.

The High Contracting Parties agree that the Convention respecting conditions of residence signed between them at Lausanne on July 23, 1923, shall cease to apply as from the date of coming into force of the present Convention.

Article XI.

The present Convention is concluded for a period of three years.

It shall be ratified and shall come into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Warsaw.

If the present Convention has not been denounced twelve months before it expires, it shall be prolonged by tacit consent, each Party reserving the right to denounce it at any time, which would have the effect of making it cease to be valid twelve months later.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries, being duly authorised for the purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Ankara, August 29, 1931.

(Signed) OLSZOWSKI.

(Signed) ZEKÂI.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

When a bout to sign the Convention, the Plenipotentiaries agreed upon the following provisions:

Ad Article I.

The provisions of Article I shall in no way affect the application by one High Contracting Party to nationals of the other of such regulations concerning foreign nationals as are or may hereafter be in force in the country of the latter Party, subject to the application in this matter of the most-favoured-nation clause.

Ad Article IV.

Should one High Contracting Party grant in future to nationals of a third State any privilege in respect of the exercise of professions and trades reserved to its nationals, the said privilege — unless accorded in an individual capacity — shall simultaneously and without application be extended to nationals of the other Party.

¹ Vol. VI, page 189; Vol. CVII, page 459; and Vol. CXVI, page 5, of this Series.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne pourra être invoqué pour la reconnaissance au profit des ressortissants d'aucune des Hautes Parties contractantes des droits acquis en vertu d'actes internationaux conclus avant la signature de la présente convention.

Au cas où une nouvelle loi réserverait n'importe quelles professions ou métiers aux nationaux, et reconnaîtrait les droits acquis dans l'exercice desdits professions ou métiers, le traitement de la nation la plus favorisée prévu à l'alinéa premier ne pourra être réclamé en regard de ces droits acquis pour les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes que si ces ressortissants ont réellement exercé lesdits professions ou métiers pendant le temps et selon les conditions prévus par la loi.

Ad article VI.

Par les dispositions de l'article VI, les Hautes Parties contractantes n'entendent pas soustraire les sociétés polonaises exerçant leurs opérations principales en Turquie à l'application de l'article XV de la loi turque du 30 novembre 1330 (1914).

Les filiales et les succursales des banques polonaises ayant leurs sièges sociaux en Pologne, ne sont pas visées par l'alinéa précédent.

Le présent protocole fait partie intégrante de la Convention d'établissement. Il sera ratifié avec cette convention et entrera en vigueur le même jour que celle-ci.

ANKARA, le 29 août 1931.

(Signé) OLSZOWSKI.

(Signé) ZEKÂI.

Pour copie conforme :

Faik.

Most-favoured-nation treatment may not be claimed in order to obtain for nationals of either High Contracting Party rights acquired under international instruments concluded before the signature of the present Convention.

Should a new law reserve any profession or trade for nationals and recognise rights acquired in the exercise of the said profession or trade, the most-favoured-nation treatment provided for in paragraph 1 cannot be claimed in respect of such acquired rights in favour of nationals of either High Contracting Party, unless such nationals have actually exercised the said profession or trade during the period and under the conditions provided for by the said law.

Ad Article VI.

The provisions of Article VI are not meant by the High Contracting Parties to exempt Polish companies carrying on their main activities in Turkey from the application of Article XV of the Turkish law of November 30, 1330 (1914).

Subsidiary companies and branches of Polish banks having their headquarters in Poland are not covered by the previous paragraph.

The present Protocol shall form an integral part of the Convention respecting conditions of residence. It shall be ratified along with the said Convention and shall come into force on the same day as the latter.

ANKARA, *August 29, 1931.*

(Signed) OLSZOWSKI.

(Signed) ZEKÂI.

N° 3340.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Echange de notes comportant un arrangement relatif aux facilités à accorder réciproquement en matière fiscale pour certains biens provenant d'héritages ou de donations. Copenhague, le 13 janvier 1934.

GERMANY AND DENMARK

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to Facilities to be granted reciprocally in Fiscal Matters for Certain Property deriving from Legacies or Donations. Copenhagen, January 13, 1934.

N^o 3340. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET DANOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF AUX FACILITÉS A ACCORDER RÉCIPROQUEMENT EN MATIÈRE FISCALE POUR CERTAINS BIENS PROVENANT D'HÉRITAGES OU DE DONATIONS. COPENHAGUE, LE 13 JANVIER 1934.

N^o 3340. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER DÄNISCHEN REGIERUNG, BETREFFEND DIE GEGENSEITIGE GEWÄHRUNG VON STEUERVERGÜNSTIGUNGEN FÜR ZUWENDUNGEN AUS ERBSCHAFTEN ODER STIFTUNGEN. KOPENHAGEN, DEN 13. JANUAR 1934.

N^o 3340. — OVERENSKOMST MELLEM DANMARK OG DET TYSKE RIGE OM GENSIDIG INDRØMMELSE AF AFGIFTSLEMPESER FOR VISSE ARVE- OG GAVEERHVERVELSER. KØBENHAVN, 13. JANUAR 1934.

Textes officiels allemand, danois et français communiqués par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 6 février 1934.

German, Danish and French official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place February 6, 1934.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT,
KOPENHAGEN.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.
COPENHAGUE.

Nr. 31 II.
I Anlage.

N^o 31 II.
I annexe.

KOPENHAGEN, den 13. Januar 1934.

COPENHAGUE, le 13 janvier 1934.

HERR MINISTER !

Unter Bezugnahme auf den vorausgegangenen
Notenwechsel — Note der Deutschen Gesandt-

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre échange de notes antérieur (Note de la Légation d'Allemagne N^o 311.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

schaft Nr. 311 II vom 2. Januar 1933 und Antwort-Note des Königlichen Ministeriums Journal-Nr. 26.D.23. vom 29. April 1933 — habe ich die Ehre, Eurer Exzellenz auftragsgemäss in der Anlage eine Gegenseitigkeitserklärung des Reichsministers der Finanzen, datiert vom 8. September 1933, betreffend Freilassung von Erbschaften zu Gunsten mildtätiger oder gemeinnütziger Zwecke von der deutschen Erbschaftssteuer zu überreichen.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

(gez.) Freiherr VON RICHTHOFEN.

Seiner Exzellenz,
dem Königlichen Minister des Äusseren,
Herrn Dr. phil. Munch.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 31 janvier 1934.
Le Ministère des Affaires étrangères.

P. O. Treschow,
Chef de Bureau.

GEGENSEITIGKEITSERKLÄRUNG GEGENÜBER DEM KÖNIGREICHE DÄNEMARK.

Nach § 18 Abs. 1 Nr. 19 des deutschen Erbschaftsteuergesetzes vom 22. August 1925 (Reichsgesetzbl. Teil I S. 320) bleiben steuerfrei :

1. Zuwendungen an solche inländische Stiftungen, Gesellschaften, Vereine oder Anstalten, die ausschliesslich mildtätige oder gemeinnützige Zwecke verfolgen, sofern ihnen die Rechte juristischer Personen zustehen ;

2. Zuwendungen, die ausschliesslich mildtätigen oder gemeinnützigen Zwecken innerhalb des Deutschen Reichs oder seiner Schutzgebiete oder deutschen Reichsangehörigen im Auslande gewidmet sind, sofern die Verwendung zu dem bestimmten Zwecke gesichert und die Zuwendung nicht auf einzelne Familien oder bestimmte Personen beschränkt ist.

II en date du 2 janvier 1933 et réponse du Ministère royal N° 26. D. 23 en date du 29 avril 1933), j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de faire parvenir ci-joint à Votre Excellence une déclaration de réciprocité du ministre des Finances du Reich, en date du 8 septembre 1933, concernant l'exemption des droits de succession en Allemagne pour les legs faits en faveur d'œuvres de caractère philanthropique ou d'utilité publique.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Freiherr VON RICHTHOFEN.

Son Excellence M. le D^r Munch,
Ministre des Affaires étrangères.

DÉCLARATION DE RÉCIPROCITÉ A L'ÉGARD DU ROYAUME DE DANEMARK

En vertu du paragraphe 18, alinéa 1, N° 19, de la loi allemande du 22 août 1925 sur les droits de succession (*Reichsgesetzblatt*, partie I, page 320), sont exonérés de droits :

1° Les legs faits en faveur de fondations, sociétés, associations ou institutions allemandes qui poursuivent exclusivement des fins charitables ou d'utilité publique, lorsqu'elles possèdent les droits des personnes morales ;

2° Les legs destinés exclusivement à des fins charitables ou d'utilité publique dans le Reich allemand ou dans ses protectorats, ou à des ressortissants du Reich à l'étranger, lorsque l'affectation de ces legs à la fin précise en question est assurée et que le bénéfice n'en est pas limité à certaines familles ou personnes.

Die Vorschrift unter Nr. 1 betrifft Zuwendungen ohne Zweckbestimmung, die unter Nr. 2 dagegen Zuwendungen mit besonderer Zweckbestimmungen. Zuwendungen der letzteren Art sind Zweckzuwendungen im Sinne des deutschen Erbschaftsteuerrechts; sie liegen vor, wenn Zuwendungen ohne Beschränkung auf bestimmte Empfänger über eine Mittelsperson (physische oder juristische Person, sei es des privaten oder des öffentlichen Rechts) gemacht werden, deren sich der Zuwendende bedient, um die Zuwendung dem Zwecke zuzuführen, den er zu begünstigen beabsichtigt (z. B. der Erblasser vermacht der Stadt N. 10.000 RM zur Verteilung an die Armen; Fall der mildtätigen Zweckzuwendung von Todeswegen).

Die Befreiungsvorschriften beziehen sich auf Erwerbe von Todes wegen, auf Schenkungen unter Lebenden, sowie auf Zweckzuwendungen von Todes wegen oder unter Lebenden.

Nach § 18 Abs. 3 des Erbschaftsteuergesetzes bin ich ermächtigt, die oben aufgeführten Steuerbefreiungen zu Gunsten ausländischer Stiftungen, Gesellschaften, Vereine oder Anstalten der unter Nr. 1 bezeichneten Art sowie zu Gunsten solcher Zuwendungen, die den unter Nr. 2 bezeichneten Zwecken im Auslande zu dienen bestimmt sind, zuzugestehen, sofern der ausländische Staat Gegenseitigkeit gewährt. Auf Grund dieser Vorschrift erkläre ich mich unter Vorbehalt jederzeitigen Widerrufs bereit, Zuwendungen an Stiftungen usw. der eingangs unter Nr. 1 bezeichneten Art innerhalb des Königreichs Dänemark sowie Zuwendungen, die den eingangs unter Nr. 2 genannten Zwecken innerhalb des Königreichs Dänemark zu dienen bestimmt sind, Steuerbefreiung zuzubilligen sofern und solange das Königreich Dänemark für seiner Steuerhoheit unterliegende Zuwendungen von Todes wegen und unter Lebenden.

a) an deutsche ausschliesslich mildtätige oder gemeinnützige Zwecke verfolgende Stiftungen, Gesellschaften, Vereine oder Anstalten mit juristischer Persönlichkeit sowie

b) zu innerhalb des Deutschen Reichs zu verwirklichenden ausschliesslich mildtätigen oder gemeinnützigen Zwecken, sofern die Verwendung zu dem bestimmten Zwecke gesichert und die Zuwendung nicht auf einzelne Familien oder bestimmte Personen beschränkt ist,

La disposition du N° 1 vise les legs sans affectation particulière, celle du N° 2, par contre, les legs qui ont une affectation particulière. Les legs de cette dernière catégorie sont des legs grevés d'affectation (*Zweckzuwendungen*) au sens de la législation allemande sur les successions, c'est-à-dire les legs faits, sans limitation, à des bénéficiaires individuellement déterminés, par l'intermédiaire d'une tierce personne (personne physique ou morale de droit privé ou de droit public) à laquelle le légataire a recours afin que le legs soit affecté à l'objet auquel il est destiné. (Exemple : le testateur lègue à la ville de N. 10.000 RM. à distribuer aux pauvres; cas de legs charitable pour un objet déterminé.)

Les dispositions relatives à l'exemption fiscale s'appliquent aux acquisitions pour cause de mort, aux donations entre vifs ainsi qu'aux dispositions à cause de mort ou entre vifs grevées d'affectation.

Le paragraphe 18, alinéa 3, de la loi sur les successions me confère la faculté d'étendre le bénéfice des susdites exemptions fiscales aux fondations, sociétés, associations ou institutions étrangères du caractère spécifié sous le N° 1, ainsi qu'aux legs devant être affectés aux fins spécifiées sous le N° 2, à l'étranger, lorsque la réciprocité est accordée par l'Etat étranger.

En vertu de cette disposition et sous réserve de révocation à toute époque, je me déclare disposé à accorder l'exemption fiscale pour les legs faits en faveur de fondations, etc., du caractère spécifié sous le N° 1, dans le Royaume de Danemark, ainsi que pour les legs destinés aux fins mentionnées sous le N° 2, dans le Royaume de Danemark, sous condition et aussi longtemps que, pour les dispositions à cause de mort ou entre vifs relevant de sa souveraineté fiscale et faites :

a) En faveur de fondations, sociétés, associations ou institutions allemandes dotées de la personnalité juridique et poursuivant uniquement des fins charitables ou d'utilité publique ;

b) A des fins exclusivement charitables ou d'utilité publique à réaliser dans le Reich allemand lorsque l'emploi du legs à cette fin déterminée est assuré et que le bénéfice n'en est pas limité à certaines familles ou personnes ;

die Anwendung derjenigen Gesetzesvorschriften und Verwaltungsbestimmungen zusichert, welche die weitestgehenden Vergünstigungen für Zuwendungen der vorgenannten Art ermöglichen.

le Royaume de Danemark appliquera des dispositions légales et des règles administratives permettant de faire bénéficier les legs de ce genre des plus grands avantages possibles.

BERLIN, den 8. September 1933.

BERLIN, le 8 septembre 1933.

Der Reichsminister der Finanzen, 3

Im Auftrage :
(sign.) REDDING.

Pour le Ministre des Finances du Reich,

Par ordre :
(Signé) REDDING.

Stempel
Reichsfinanzministerium.

Cachet.
Ministère des Finances du Reich.

II.

P. J. II. 26. D. 23.
2 annexes.

COPENHAGUE, le 13 janvier 1934.

MONSIEUR LE BARON,

En vous accusant réception de la déclaration du 8 septembre dernier de M. le Ministre des Finances d'Allemagne relative aux facilités à accorder réciproquement entre le Danemark et l'Allemagne quant aux droits à percevoir sur certains héritages et donations, déclaration qui accompagnait la note que vous avez bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli, avec la copie d'usage, une déclaration correspondante, signée le 8 courant par M. le Ministre des Finances de Danemark.

Le Gouvernement du Roi considère donc l'arrangement faisant l'objet des deux déclarations en question comme étant en vigueur à partir de ce jour et jusqu'à dénonciation de la part d'une des parties contractantes.

Veuillez agréer, Monsieur le Baron, l'assurance de ma haute considération.

(Sign.) P. MUNCH.

Monsieur le Baron de Richthofen,
Ministre d'Allemagne.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 31 janvier 1934.
Le Ministère des Affaires étrangères.

P. O. Treschow,
Chef de Bureau.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

GENSIDIGHEDSERKLÆRING OVERFOR
DET TYSKE RIGE.

DÉCLARATION DE RÉCIPROCITÉ
A L'ÉGARD DU REICH ALLEMAND

Efter § 2, sidste Stk., i den danske Arveafgiftslov af 10. April 1922 (Lovtidende A, Side 646 ff.) svares af Arv, der tilfalder Staten, Kommuner, Kirker, Foreninger, Selskaber, Stiftelser, Legater og lignende, 15 pCt. i Afgift. Efter Lov af 16. Maj 1933 (Lovtidende A Side 857-858) om midlertidig Afgift af Arv, hvilken Lov gælder indtil 31. Oktober 1936, svares desuden en Afgift af 50 pCt. af Afgiftsbeløbet i Henhold til Loven af 10. April 1922.

En vertu du paragraphe 2, dernier alinéa, de la loi danoise du 10 avril 1922 sur les droits de succession (*Lovtidende, A*, pages 646 et suivantes) les legs faits à l'Etat, aux communes, aux églises, associations, sociétés, fondations, légataires, etc., acquittent un droit de 15 %. D'après la loi du 16 mai 1933 (*Lovtidende, A*, pages 857-858) sur les droits de succession temporaires — loi qui est applicable jusqu'au 31 octobre 1936 —, il est perçu en outre un droit équivalant à 50 % du montant du droit fixé par la loi du 10 avril 1922.

Idlfølge § 3, 4. Stk., i Loven af 10. April 1922 er jeg bemyndiget til at nedsætte denne Arveafgift til 6 pCt (saalænge Loven af 16. Maj 1933 gælder : til 9 pCt.), for saa vidt Arven tilfalder offentlige Institutioner, Foreninger, Selskaber eller Stiftelser med almenvælgørende eller andet almennyttigt Formaal, eller som paa anden Maade bortskænkes i tilsvarende Øjemed. Det bemærkes herved, at et Legat eller en Stiftelse efter Loven ikke betragtes som almenvælgørende, naar der er forbeholdt Medlemmer af en bestemt Familie Fortrinsret til Nydelse af samme for mere end to Generationer.

Le paragraphe 3, quatrième alinéa, de la loi du 10 avril 1922 me confère la faculté d'abaisser le taux de ce droit à 6 % (9 % aussi longtemps que la loi du 16 mai 1933 sera en vigueur) lorsque le legs est attribué à des institutions, associations, sociétés ou fondations publiques créées à des fins charitables ou d'utilité publique, ou qu'il est destiné, d'autre manière, à recevoir une affectation correspondante. Il convient d'observer à ce sujet que la loi ne reconnaît pas le caractère charitable aux legs ou fondations dont le bénéfice est réservé par priorité aux membres d'une famille déterminée pendant plus de deux générations.

Under Henvisning hertil erklærer jeg mig under Forbehold af Ret til Tilbagekaldelse til enhver Tid villig til at tilsikre Arveerhvervelserdi.

Dans ces conditions, je me déclare disposé, sous réserve de révocation à toute époque, à garantir aux legs faits :

a) for tyske Stiftelser, Selskaber, Foreninger og Anstalter med juridisk Personlighed, der forfølger udelukkende vælgørende og almennyttige Formaal, og

a) En faveur de fondations, sociétés, associations et institutions allemandes dotées de la personnalité juridique et poursuivant des fins exclusivement charitables et d'utilité publique ; ou

b) til udelukkende vælgørende og almennyttige Formaal, der skal iværksættes indenfor det tyske Rige, saafremt Anvendelsen til det bestemte Formaal er sikret og Erhvervelsen ikke er begrænset til enkelte Familier eller bestemte Personer,

b) A des fins exclusivement charitables et d'utilité publique à réaliser dans le Reich allemand lorsque l'emploi du legs à la fin déterminée est assuré et que le bénéfice n'en est pas limité à certaines familles ou personnes ;

af hvilke Arveafgift skal erlægges til den danske Stat, den størst mulige Afgiftslempelse, som Lovgivningen muliggør for Erhvervelser af den ovennævnte Art, under Forudsætning af, at der

pour lesquels des droits de succession doivent être versés à l'Etat danois, l'allègement fiscal le plus fort possible prévu par la législation danoise pour les acquisitions du genre précité, à

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

tilstaas Afgiftsfrihed for Arv og Livsgave, der hører under det tyske Riges Skattehøjhed, og som enten tilfalder danske Stiftelser m. v. af den under *a*) nævnte Art, eller som skal anvendes til Formaal af den under *b*) nævnte Art, der under de der nævnte Betingelser iværksættes indenfor Kongeriget Danmark.

Med Hensyn til Gaver i levende Live bemærker jeg, at der efter den gældende danske Afgiftslovning overhovedet ikke kan paalægges Livsgaver til Institutioner med Hjemsted i Udlandet nogen Art af Skat eller Afgift til den danske Stat, dog bortset fra Gaver, hvoraf Giveren for Livstid har forbeholdt sig Indtægterne, idet der af saadanne Gaver svares Arveafgift ved Giverens Død.

FINANSMINISTERIET, den 8. Januar 1934.

(*sign.*) H. P. HANSEN.
Victor NIELSEN.

condition que les legs et donations entre vifs relevant de la souveraineté fiscale du Reich allemand et attribués à des fondations danoises, etc., du caractère spécifié sous *a*), ou destinés à des fins de la nature spécifiée sous *b*) et réalisées dans le royaume de Danemark, dans les conditions visées par ledit alinéa, soient exemptés de droits.

Pour ce qui concerne les donations entre vifs, il est à remarquer qu'en vertu de la législation fiscale en vigueur au Danemark, aucun impôt ou droit au profit de l'Etat danois ne peut être perçu sur les donations faites en faveur d'institutions ayant leur siège à l'étranger, à l'exception, cependant, de celles dont le donataire s'est réservé l'usufruit jusqu'à sa mort, les droits de succession étant alors payables sur ces donations, lors du décès du donataire.

MINISTÈRE DES FINANCES, le 8 janvier 1934.

(*Signé*) H. P. HANSEN.
Victor NIELSEN.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3340. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO FACILITIES TO BE GRANTED RECIPROCALLY IN FISCAL MATTERS FOR CERTAIN PROPERTY DERIVING FROM LEGACIES OR DONATIONS. COPENHAGEN, JANUARY 13, 1934.

GERMAN LEGATION.
COPENHAGEN.
No. 31. II.
I Annex.

I.

COPENHAGEN, January 13, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the preceding Exchange of Notes (Note of the German Legation No. 311. II of January 2, 1933, and Reply of the Royal Ministry No. 26.D.23. of April 29, 1933), I have the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

honour, in accordance with instructions received, to forward to Your Excellency in the form of an annex hereto attached a Declaration of Reciprocity by the Minister of Finance of the Reich dated September 8, 1933, with regard to exemption from German succession duty in the case of inheritances for charitable or public objects.

I have, etc.

(Signed) Freiherr VON RICHTHOFEN.

To His Excellency Dr. Munch,
Minister for Foreign Affairs.

DECLARATION OF RECIPROCITY IN RELATION TO THE KINGDOM OF DENMARK.

Under § 18, paragraph 1, No. 19, of the German Succession Duty Act of August 22, 1925 (*Reichsgesetzblatt*, Part I, p. 320), the following are exempt from duty :

(1) Dispositions in favour of German foundations, societies, associations or institutions having solely charitable or public objects, provided they are endowed with legal personality ;

(2) Dispositions for solely charitable or public objects within the German Reich or its Protectorates, or dispositions in favour of German nationals abroad, provided their use for such objects is assured and they are not restricted to particular families or individual persons.

Provision No. 1 relates to dispositions without a specific object, provision No. 2 on the other hand to dispositions with a specific object. Dispositions of the latter kind are dispositions with a specific object (*Zweckzuwendungen*) within the meaning of the German law of succession, which are not limited to particular recipients and are made to take effect through the agency of an intermediary (physical or legal person, whether under private or public law) to whom the party disposing has recourse in order that his disposition may attain the object he intends (*e.g.*, where the testator bequeaths RM. 10,000 to the town of N. for distribution among the poor — case of a disposition for a definite charitable object taking effect *mortis causa*).

The exemptions apply to acquisitions *mortis causa*, donations *inter vivos*, and dispositions with a specific object *mortis causa* or *inter vivos*.

Under § 18, paragraph 3, of the Succession Duty Act, I am authorised to grant the above exemptions from duty in favour of foreign foundations, societies, associations or institutions of the kind specified in provision No. 1, as also in the case of dispositions in favour of the objects specified in provision No. 2 which take effect in a foreign country, provided that the foreign country guarantees reciprocity.

In virtue of this provision, I hereby undertake to make a grant, subject to withdrawal at any time, of exemption from duty in the case of dispositions in favour of foundations, etc., of the kind specified in provision No. 1 within the Kingdom of Denmark, as also in the case of dispositions in favour of the objects specified in provision No. 2 which take effect within the Kingdom of Denmark, so far and so long as the Kingdom of Denmark undertakes to apply the Danish laws and regulations in the most favourable sense in the case of dispositions taking effect *mortis causa* or *inter vivos* within the competence of Danish fiscal sovereignty, which are made in favour of :

(a) German foundations, societies, associations and institutions with legal personality having solely charitable or public objects, or

(b) Dispositions in favour of solely charitable or public objects which take effect within the German Reich, provided their use for such objects is assured and they are not restricted to particular families or individual persons.

BERLIN, September 8, 1933.

For the Finance Minister of the Reich :

By order :

(Signed) REDDING.

Seal of the Finance Ministry of the Reich.

P.J.II.
26. D. 23.
2 Annexes.

II.

COPENHAGEN, January 13, 1934.

MONSIEUR LE BARON,

I have the honour to acknowledge receipt of the Declaration of the Minister of Finance of the Reich, dated September 8 last, with regard to facilities to be granted reciprocally by Denmark and Germany in the case of duties on certain inheritances and donations, as contained in the Annex attached to your Note of to-day's date and at the same time to forward you herewith, together with the usual copy, a corresponding Declaration signed on the 8th instant by the Danish Minister of Finance.

The Danish Government accordingly considers the Agreement forming the subject of the two Declarations to be in force as from to-day and until such time as it may be denounced by one of the Contracting Parties.

(Signed) P. MUNCH.

To Baron Richthofen,
German Minister.

DECLARATION OF RECIPROCITY IN RELATION TO THE GERMAN REICH.

Under § 2, last paragraph, of the Danish Succession Duty Act of April 10, 1922 (*Lovtidende*, A, pages 646 and following) inheritances in favour of the State, communes, churches, associations, societies, foundations, legatees, etc., pay a duty of 15 %. Under the Law of May 16, 1933 (*Lovtidende*, A, pages 857-858) on Temporary Succession Duty, which remains in force until October 31, 1936, a further duty is leviable amounting to 50 % of that fixed by the Act of April 10, 1922.

§ 3, paragraph 4, of the Act of April 10, 1922, gives me the right to lower the rate of this duty to 6 % (or 9 % so long as the Law of May 16, 1933, remains in force) where the inheritance is in favour of public institutions, associations, societies or foundations established for charitable or public objects, or is to be employed in another manner for similar objects (in which connection the law does not recognise as "charitable" legacies or foundations where a life interest is reserved to members of a particular family for more than two generations).

I accordingly undertake to give a guarantee, subject to withdrawal at any time, of most favourable treatment under Danish law in respect of inheritances in favour of :

(a) German foundations, societies, associations and institutions with legal personality having solely charitable or public objects ; or

(b) Solely charitable or public objects which take effect within the German Reich, provided their use for such objects is assured and they are not restricted to particular families or individual persons ;

the succession duty on which shall accrue to the Danish State, and provided always that dispositions taking effect *mortis causa* or *inter vivos* within the competence of German fiscal sovereignty, which are made in favour of Danish foundations, etc., of the kind specified in provision (a), or in favour of objects of the kind specified in provision (b) which take effect within the Kingdom of Denmark under the conditions specified in the said provision (b), are exempted from duty in Germany.

As regards donations *inter vivos*, under the fiscal legislation in force in Denmark no tax or duty for the benefit of the Danish State may be collected on donations in favour of institutions domiciled abroad, save in respect of donations in which the donor has reserved for himself a life interest, in which case succession duty is payable on the decease of the donor.

MINISTRY OF FINANCE, January 8, 1934.

(Signed) H. P. HANSEN.
Victor NIELSEN.

N° 3341.

ALLEMAGNE ET SUISSE

Convention en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et d'impôts sur les successions, avec protocole final et annexes, signés à Berlin, le 15 juillet 1931, et Avenant à la convention susmentionnée, signé à Berlin, le 11 janvier 1934.

GERMANY AND SWITZERLAND

Convention for the Prevention of Double Taxation in the Matter of Direct Taxes and Succession Duties, and Final Protocol and Annexes, signed at Berlin, July 15, 1931, and Additional Agreement to the Above-mentioned Convention, signed at Berlin, January 11, 1934,

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 3341. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT ZUR VERMEIDUNG DER DOPPELBESTEUERUNG AUF DEM GEBIETE DER DIREKTEN STEUERN UND DER ERBSCHAFTSTEUERN. GEZEICHNET IN BERLIN AM 15. JULI 1931.

Textes officiels allemand et français communiqués par le Conseil fédéral Suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 février 1934.

German and French official texts communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place February 8, 1934.

DIE SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT UND DAS DEUTSCHE REICH haben, von dem Wunsche geleitet, die Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der direkten Steuern und der Erbschaftsteuern zu vermeiden, das nachstehende Abkommen abgeschlossen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT :

Herrn Dr. Hermann RÜFENACHT, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Schweizerischen Eidgenossenschaft in Berlin ;
 Herrn Hans BLAU, Direktor der Eidgenössischen Steuerverwaltung ;
 Herrn Dr. Adolf STREULI, Regierungsrat, Vorsteher der Finanzdirektion des Kantons Zürich ;
 Herrn Emil KELLER, Regierungsrat, Vorsteher der Finanzdirektion des Kantons Aargau ;
 und
 Herrn Dr. Peter Anton FELTSCHER, Sektionschef im Eidgenössischen Politischen Departement ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. Artur ZARDEN, Ministerialdirektor im Reichsfinanzministerium ;
 Herrn Dr. Georg MARTIUS, Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt ;
 Herrn Werner PAASCHE, Ministerialrat im Reichsfinanzministerium ; und
 Herrn Ludwig DEHL, Oberregierungsrat im Auswärtigen Amt.

Die Bevollmächtigten haben nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 29 janvier 1934.

¹ The exchange of ratifications took place at Berne, January 29, 1934.

I. ABSCHNITT.

DIREKTE STEUERN.

Artikel 1.

(1) Als direkte Steuern im Sinne dieses Abkommens sind solche Steuern anzusehen, die auf der Grundlage der in jedem der beiden Staaten geltenden Gesetzgebung unmittelbar von den Einkünften (Reineinkünften oder Roheinkünften) oder von dem Vermögen oder dem Vermögenszuwachs erhoben werden, sei es für Rechnung der vertragschliessenden Staaten, der Länder oder Kantone, sei es für Rechnung der Provinzen oder Provinzialverbände, der Bezirke, der Gemeinden oder Gemeindeverbände, auch soweit die Erhebung der Steuern in der Form von Zuschlägen erfolgt.

(2) Als direkte Steuern werden insbesondere angesehen :

1. für die schweizerische Gesetzgebung :

die in der Anlage A aufgeführten Steuern ;

2. für die deutsche Gesetzgebung ¹ :

a) die Einkommensteuer ;

b) die Körperschaftsteuer ;

c) die Vermögensteuer ;

d) die Grundsteuern ;

e) die Gebäudesteuern ;

f) die Gewerbesteuern ;

g) der Geldentwertungsausgleich bei bebauten Grundstücken (die Hauszinssteuern).

Artikel 2.

(1) Unbewegliches Vermögen (einschliesslich Zubehör) und Einkünfte daraus werden, soweit nicht in Abs. 4 und 5 etwas anderes bestimmt ist, nur in dem Staate besteuert, in dem sich dieses Vermögen befindet.

(2) Berechtigungen, auf welche die Vorschriften des bürgerlichen Rechts (Privatrechts) über Grundstücke Anwendung finden, Nutzungsrechte an unbeweglichem Vermögen sowie Rechte, die auf unbeweglichem Vermögen sichergestellt sind (insbesondere hypothekarisch gesicherte Forderungen) oder darauf lasten, sind dem unbeweglichen Vermögen gleichzuachten.

(3) Für die Frage, ob ein Vermögensgegenstand (Abs. 1 und 2) als unbeweglich anzusehen ist, sind die Gesetze in dem Staate massgebend, in dem der Gegenstand liegt. Was als Zubehör anzusehen ist, richtet sich nach dem Rechte des Staates, in dem sich das unbewegliche Vermögen befindet.

(4) Gehören hypothekarisch gesicherte Forderungen einem Unternehmen der in Artikel 3, Abs. 1, bezeichneten Art, so kommt der Grundsatz der Besteuerung der Einkünfte aus diesen Forderungen im Belegenheitsstaat nur dann zur Anwendung, wenn die Forderung einen Bestandteil des Betriebsvermögens einer in diesem Staat befindlichen Betriebsstätte bildet ; andernfalls erfolgt die Besteuerung in dem Staate, in dem der Gläubiger seinen Wohnsitz hat.

(5) Hypothekarisch gesicherte Forderungen werden zu Vermögensteuern nur in dem Staate herangezogen, in dem der Gläubiger seinen Wohnsitz hat.

¹ Über die Reichsfluchtsteuer vgl. Ziffer 1 des Zusatzprotokolls vom 11. Januar 1934 (unten, S. 409).

Artikel 3.

(1) Betriebe von Handel, Industrie und Gewerbe jeder Art sowie Einkünfte daraus werden, unbeschadet der folgenden Bestimmungen, nur in dem Staate besteuert, in dessen Gebiet das Unternehmen seine Betriebsstätte hat ; dies gilt auch, wenn das Unternehmen seine Tätigkeit auf das Gebiet des anderen Staates erstreckt, ohne dort eine Betriebsstätte zu haben.

(2) Betriebsstätte im Sinne dieses Abkommens ist eine ständige Geschäftseinrichtung des Unternehmens, in welcher die Tätigkeit dieses Unternehmens ganz oder teilweise ausgeübt wird. Als Betriebsstätten sind demnach anzusehen : der Sitz des Unternehmens, der Ort der Leitung, die Zweigniederlassungen, die Fabrikations- und Werkstätten, die Einkaufs- und Verkaufsstellen, die Warenlager und anderen Handelsstätten, die den Charakter einer ständigen Geschäftseinrichtung haben, sowie ständige Vertretungen.

(3) Hat das Unternehmen Betriebsstätten in beiden Staaten, so wird jeder Staat nur das Vermögen besteuern, das der auf seinem Gebiet befindlichen Betriebsstätte dient, und nur die Einkünfte, die durch die Tätigkeit dieser Betriebsstätte erzielt werden.

(4) Wie Betriebe im Sinne des Abs. 1 sind auch Beteiligungen an einem gesellschaftlichen Unternehmen zu behandeln mit Ausnahme von Kuxen, Aktien, Anteilscheinen und sonstigen Wertpapieren.

(5) Befindet sich die Betriebsstätte des Unternehmens in dem einen Staat, der Wohnsitz eines in der Betriebsstätte tätigen Inhabers oder Gesellschafters, der als Unternehmer (Mitunternehmer) anzusehen ist, in dem anderen Staat, so wird von dem Teil der Einkünfte, welcher einem angemessenen Entgelt für die Tätigkeit entsprechen würde, nur der Wohnsitzstaat Steuern erheben.

(6) Betriebe von Unternehmungen der Seeschifffahrt, der Binnenschifffahrt und der Luftfahrt sowie Einkünfte daraus werden nur in dem Staate besteuert, in dem sich der Ort der Leitung des Unternehmens befindet ¹.

Artikel 4.

(1) Einkünfte aus Arbeit einschliesslich der Einkünfte aus freien Berufen werden, soweit nicht in Abs. 2 dieses Artikels oder in Artikel 5 abweichendes bestimmt ist, nur in dem Staate besteuert, in dessen Gebiet die persönliche Tätigkeit ausgeübt wird, aus der die Einkünfte herrühren. Die Ausübung eines freien Berufes in einem der beiden Staaten liegt nur dann vor, wenn die Berufstätigkeit in diesem Staate einen festen Mittelpunkt hat.

(2) Einkünfte aus nicht selbständiger Arbeit solcher Personen, die in dem einen Staat in der Nähe der Grenze ihren Wohnsitz und in dem anderen Staat in der Nähe der Grenze ihren Arbeitsort haben (Grenzgänger), werden nur in dem Staate besteuert, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

Artikel 5.

Steuern von Einkünften, die auf Grund einer gegenwärtigen oder früheren Dienst- oder Arbeitsleistung in Form von Besoldungen, Ruhegehältern, Löhnen oder andern Bezügen vom Staat, von einem Land, von einer Provinz, einer Gemeinde oder einer andern juristischen Person des öffentlichen Rechts gewährt werden, die nach der inneren Gesetzgebung der vertragschliessenden Staaten ordnungsmässig errichtet ist, werden nur in dem Schuldnerstaat erhoben.

Artikel 6.

(1) Kapitalvermögen und Einkünfte daraus werden nur in dem Staate besteuert, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

¹ Abgeändert durch Ziffer 2 des Zusatzprotokolls vom 11. Januar 1934 (unten, S. 409).

(2) Soweit in einem der beiden Staaten die Steuer von inländischen Kapitalerträgen im Abzugswege (an der Quelle) erhoben wird, wird das Recht zur Vornahme des Steuerabzugs durch die Bestimmung des Abs. 1 nicht berührt.

Artikel 7.

Vermögen und Einkünfte, die in den vorhergehenden Artikeln nicht bezeichnet worden sind, werden nur in dem Staate besteuert, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

Artikel 8.

(1) Als Wohnsitz im Sinne dieses Abkommens wird der Ort angesehen, wo der Steuerpflichtige eine ständige Wohnung hat und regelmässig verweilt.

(2) Liegen diese Voraussetzungen gleichzeitig in jedem der beiden Staaten vor, so gilt als Wohnsitzstaat derjenige, wo der Steuerpflichtige den Mittelpunkt seiner persönlichen und geschäftlichen Interessen hat. Ist ein solcher Mittelpunkt nicht festzustellen, so tritt eine Teilung des Besteuerungsrechts nach näherer Vereinbarung der zuständigen obersten Verwaltungsbehörden der beiden Staaten ein.

(3) Liegen die Voraussetzungen des Abs. 1 in keinem der beiden Staaten vor, so gilt als Wohnsitz des Steuerpflichtigen der Ort, an dem er seinen dauernden Aufenthalt hat. Einen dauernden Aufenthalt im Sinne dieser Bestimmung hat jemand da, wo er sich unter Umständen aufhält, die auf die Absicht schliessen lassen, dort nicht nur vorübergehend zu verweilen.

(4) Im Sinne dieses Abkommens gilt als Wohnsitz juristischer Personen der Ort, wo sie ihren Sitz haben. Das gleiche gilt für Personenvereinigungen, Anstalten, Stiftungen und sonstige Vermögensmassen, die als solche der Besteuerung unterliegen¹.

II. ABSCHNITT.

ERBSCHAFTSTEUERN.

Artikel 9.

(1) Als Erbschaftsteuern im Sinne dieses Abkommens gelten :
auf seiten der Schweizerischen Eidgenossenschaft :

die in der Anlage B aufgeführten und etwa künftig an deren Stelle tretenden Abgaben und Gebühren, soweit sie die Besteuerung von Erbschaften, Vermächtnissen oder Schenkungen von Todes wegen betreffen, sowie etwa künftig neu hinzutretende entsprechende Abgaben oder Gebühren ;

auf seiten des Deutschen Reiches :

die Erbschaftsteuer und die etwa künftig an deren Stelle tretenden oder neu hinzutretenden entsprechenden Steuern.

(2) Dieses Abkommen bezieht sich nicht auf die Besteuerung von Schenkungen und Zweckzuwendungen unter Lebenden unbeschadet der Bestimmung in Artikel 13, Abs. 2, sowie ferner nicht auf die Fälle, in denen Nachlass oder der Erwerber von Nachlassvermögen ohnehin nur den Erbschaftsteuern eines der beiden Staaten unterworfen ist.

¹ Abgeändert durch Ziffer 3 des Zusatzprotokolls vom 11. Januar 1934 (unten, S. 409).

Artikel 10.

Unbewegliches Vermögen einschliesslich Zubehör ist den Erbschaftsteuern nur in dem Staate unterworfen, in dem dieses Vermögen liegt ; Artikel 2, Abs. 2 und 3, finden entsprechende Anwendung. Die in Artikel 2, Abs. 5, getroffene Regelung gilt auch für die Erbschaftsteuern.

Artikel 11.

(1) Für das nicht nach Artikel 10 zu behandelnde Nachlassvermögen gelten folgende Bestimmungen :

a) hat der Erblasser zur Zeit seines Todes seinen Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen seinen dauernden Aufenthalt in einem der beiden Staaten gehabt, so unterliegt dieses Vermögen den Erbschaftsteuern nur in diesem Staate ;

b) liegen die Voraussetzungen von *a)* in jedem der beiden Staaten vor, so unterliegt dieses Vermögen den Erbschaftsteuern nur in dem Staate, in dem der Erblasser den Mittelpunkt seiner persönlichen und geschäftlichen Interessen gehabt hat. Ist ein solcher Mittelpunkt nicht festzustellen, so unterliegt dieses Vermögen den Erbschaftsteuern nur in dem Staate, dem der Erblasser zur Zeit seines Todes angehört hat.

(2) Für den Begriff des Wohnsitzes und des dauernden Aufenthalts sind die Bestimmungen des Artikel 8, Abs. 1 und 3, Satz 2, massgebend.

Artikel 12.

(1) Erbschaftsschulden, die einen bestimmten Gegenstand belasten oder darauf sichergestellt sind, werden vom Werte dieses Gegenstandes in Abzug gebracht.

(2) Ein ungedeckter Rest dieser Schulden und andere Erbschaftsschulden werden in beiden Staaten auf die übrigen zur Verfügung stehenden Aktiven angerechnet, und zwar im Verhältnis des Wertes der diesen Staaten zur Besteuerung zugewiesenen Aktiven dieser Art.

(3) Die vorstehenden Bestimmungen über die Anrechnung der Schulden gelten auch sinngemäss für die Anrechnung der Vermächtnisse.

III. ABSCHNITT.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 13.

(1) Legt ein Steuerpflichtiger dar, dass die Massnahmen der Finanzbehörden in den beiden Staaten für ihn die Wirkung einer Doppelbesteuerung gehabt haben, so kann er hiergegen bei dem Staate, dem er angehört, Einspruch erheben. Wird der Einspruch für begründet erachtet, so soll die zuständige oberste Verwaltungsbehörde dieses Staates mit der zuständigen obersten Verwaltungsbehörde des andern eine Verständigung versuchen, um in billiger Weise eine Doppelbesteuerung zu vermeiden.

(2) Zur Beseitigung von Doppelbesteuerungen in Fällen, die in diesem Abkommen nicht geregelt sind, sowie auch in Fällen von Schwierigkeiten oder Zweifeln bei der Auslegung oder Anwendung dieses Abkommens können sich die zuständigen obersten Verwaltungsbehörden der beiden Staaten verständigen.

Artikel 14.

Dieses Abkommen findet Anwendung :

1. bei den direkten Steuern erstmalig auf die Steuern, die für die Zeit vom 1. Januar 1932 an erhoben werden ;
2. bei den Erbschaftsteuern auf alle Fälle, in denen der Erblasser nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens gestorben ist.

Artikel 15.

(1) Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Bern ausgetauscht werden.

(2) Das Abkommen tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt solange in Geltung, als es nicht von einem der beiden Staaten gekündigt wird. Die Kündigung ist nur für den Ablauf eines Kalenderjahres zulässig. Die Kündigungsfrist beträgt sechs Monate.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen in doppelter Urschrift unterzeichnet.

BERLIN, den 15. Juli 1931.

(gez.) RÜFENACHT.
 (gez.) BLAU.
 (gez.) STREULI.
 (gez.) KELLER.
 (gez.) FELDSCHER.

(gez.) Dr. ZARDEN.
 (gez.) Dr. MARTIUS.
 (gez.) PAASCHE.
 (gez.) DEHL.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Deutschen Reiche geschlossenen Abkommens zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der direkten Steuern und der Erbschaftsteuern haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, welche einen integrierenden Bestandteil des Abkommens bilden :

Zu Artikel 1 und 9.

(1) Die in den Artikeln 1 und 9 und in den Anlagen A und B enthaltene Aufzählung der in beiden Staaten geltenden direkten Steuern und Erbschaftsteuern ist nicht abschliessend.

(2) Zu den direkten Steuern im Sinne des Artikel 1 gehört schweizerischerseits auch die neue ausserordentliche eidgenössische Kriegssteuer, solange sie noch erhoben wird.

(3) Zweifel werden im Einvernehmen zwischen den zuständigen obersten Verwaltungsbehörden der beiden Staaten geklärt werden.

(4) Die zuständigen obersten Verwaltungsbehörden der beiden Staaten werden am Ende jedes Jahres einander die eingetretenen Änderungen der in jedem Staate bestehenden direkten Steuern und Erbschaftsteuern mitteilen.

Zu Artikel 2.

(1) Die Bestimmung des Artikel 2 gilt sowohl für die durch unmittelbare Verwaltung und Nutzung als auch für die durch Vermietung, Verpachtung und jede andere Art der Nutzung des unbeweglichen Guts erzielten Einkünfte sowie für Einkünfte aus Veräusserungsgeschäften, die bei der Veräusserung von unbeweglichem Vermögen mit Einschluss des mitveräusserten Zubehörs erzielt werden, und für den Wertzuwachs.

(2) Die in Artikel 2, Abs. 4, vorgesehene Ausnahme von der Besteuerung nach der Belegenheit findet nur solange und soweit Anwendung, als nicht eine wie immer geartete Besteuerung der Forderungen dieser Art nach der Belegenheit in beiden Staaten besteht.

Zu Artikel 2 und 10.

Zum unbeweglichen Vermögen im Sinne der Artikel 2 und 10 gehört auch das unbewegliche Betriebsvermögen.

Zu Artikel 3.

(1) Unter den Begriff der Betriebsstätte im Sinne des Artikel 3 fällt nicht das Unterhalten von Geschäftsbeziehungen lediglich durch einen völlig unabhängigen Vertreter. Das gleiche gilt für das Unterhalten eines Vertreters (Agenten), der zwar ständig für natürliche Personen oder Körperschaften des einen Staates in dem Gebiete des anderen Staates tätig ist, aber lediglich Geschäfte vermittelt, ohne zum Abschluss von Geschäften für die vertretene Firma bevollmächtigt zu sein.

(2) Unter dem Ort der Leitung im Sinne von Artikel 3 ist der Ort zu verstehen, wo in ständigen Geschäftseinrichtungen des Unternehmens dessen Leitung sich ganz oder zu einem wesentlichen Teil vollzieht.

(3) Die Beteiligung an einem Unternehmen durch Besitz von Kuxen, Aktien, Anteilscheinen und sonstigen Wertpapieren begründet für den Besitzer eine Betriebsstätte auch dann nicht, wenn mit dem Besitz ein Einfluss auf die Leitung des Unternehmens verbunden ist, es sei denn, dass für die Ausübung dieses Einflusses eine ständige Geschäftseinrichtung (Artikel 3, Abs. 2) des ausländischen Unternehmens bei dem inländischen vorhanden ist.

(4) Die Lagerung von Waren eines Unternehmens des einen Staates bei einem solchen des anderen Staates zum Zwecke der Verarbeitung und nachherigen Versendung sowie die Verarbeitung selbst und die Versendung durch den Verarbeiter begründen keine Betriebsstätte des auftraggebenden Unternehmens im Sinne von Artikel 3, Abs. 2. Auch in Fällen dieser Art wird jedoch eine Betriebsstätte des auftraggebenden Unternehmens begründet, wenn eine ständige Geschäftseinrichtung dieses Unternehmens hinzutritt.

(5) Im Falle des Vorhandenseins von Betriebsstätten in beiden Staaten im Sinne von Artikel 3, Abs. 3, soll bei der Aufteilung des Vermögens und des Einkommens in der Regel der Sitz des Unternehmens besonders berücksichtigt werden, wenn mit ihm ein wesentlicher Teil der Leitung verbunden ist.

(6) Die zuständigen obersten Verwaltungsbehörden werden in einem besonderen Abkommen Grundsätze für die Verteilung des Vermögens und Einkommens gemäss Artikel 3, Abs. 3, auf die beiden Staaten aufstellen.

Zu Artikel 4.

Abweichend von Artikel 4 werden Ruhegehälter, Witwen- und Waisenspensionen und andere Bezüge oder geldwerte Vorteile für frühere Dienstleistung nur in dem Staate besteuert, in dem der

Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat. Hat der Steuerpflichtige, abgesehen von den Fällen des Artikel 4, Abs. 2, nicht die Staatsangehörigkeit des Wohnsitzstaates und werden die in Satz 1 genannten Bezüge aus dem anderen Staate gezahlt, so werden sie in jedem Staate zur Hälfte besteuert.

Zu Artikel 4 und 7.

Vergütungen (Tantiemen) der Aufsichtsrats- (Verwaltungsrats-)mitglieder werden nach Artikel 7, Vergütungen (Tantiemen) der Direktoren und Angestellten nach Artikel 4 besteuert.

Zu Artikel 5.

(1) Abweichend von Artikel 5 wird das in den Grenzgebieten tätige Personal der Bahn-, Post-, Telegraphen- und Zollverwaltungen der beiden Staaten für seine in Artikel 5 erwähnten Bezüge nur in dem Staate besteuert, in dem es seinen Wohnsitz hat. Das gleiche gilt für die Ruhegehälter, Witwen- und Waisenspensionen und anderen Bezüge oder geldwerten Vorteile für frühere Dienstleistung oder Berufstätigkeit dieses Personals.

(2) Die Steuerfreiheit der deutschen Eisenbahnbeamten im Kanton Baselstadt ist als endgültig abgelöst anzusehen. (Vergleiche Schlussprotokoll letzter Absatz des Abkommens¹ vom 24. März 1923.) Dies gilt auch für Pensionen, Ruhegehälter usw. dieser Beamten.

(3) Die Sonderbestimmungen des Artikel 4, Abs. 2, und des zugehörigen Schlussprotokolls finden auch auf die in Artikel 5 genannten Einkünfte Anwendung.

Zu Artikel 8.

(1) Steuerpflichtige, die in dem einen Staat ihren Wohnsitz haben, können im anderen Staate trotz Fehlens eines solchen besteuert werden, wenn sie sich dort mindestens drei Monate im Jahr unter Führung eines eigenen Haushalts aufhalten. Die Besteuerung wird jedoch nur für die Dauer dieses Aufenthaltes erfolgen und darf sich nicht auf das ganze Vermögen und Einkommen des Steuerpflichtigen erstrecken, sondern muss sich im Rahmen einer angemessenen Berücksichtigung des mit dem Aufenthalt verbundenen Aufwandes halten. Über die Vermeidung der Doppelbesteuerung in Fällen dieser Art werden sich die zuständigen obersten Verwaltungsbehörden der beiden Staaten von Fall zu Fall verständigen.

(2) Studierende, die sich in einem der beiden Staaten nur zu Studienzwecken aufhalten, werden von diesem Staate wegen der Bezüge, die sie von den in dem anderen Staate wohnhaften und dort bereits steuerpflichtigen Angehörigen empfangen, keiner Besteuerung unterworfen, sofern diese Bezüge den überwiegenden Teil des zu ihrem Unterhalt und ihrem Studium Notwendigen darstellen.

(3) Bei Steuerpflichtigen, die ihren Wohnsitz endgültig von dem einen in den anderen Staat verlegt haben, endet die Steuerpflicht, soweit sie an den Wohnsitz anknüpft, in dem ersten Staat mit dem Ende des Kalendermonats, in dem die Wohnsitzverlegung erfolgt ist.

(4) Hinsichtlich solcher Personen, die in keinem der beiden Staaten die Staatsangehörigkeit besitzen, können die zuständigen obersten Verwaltungsbehörden von Fall zu Fall besondere Vereinbarungen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung treffen. Dabei sollen insbesondere die Angehörigen solcher Staaten berücksichtigt werden, die mit den beiden vertragschliessenden Staaten Abkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung abgeschlossen haben. Die Rechte, die den in Satz 1 genannten Personen nach dem Gesetze eines der beiden Staaten in diesem Staate etwa sonst zustehen, werden hierdurch nicht berührt.

¹ Vol. XXVII, page 41, de ce recueil.

¹ Vol. XXVII, page 41, of this Series.

Zu Artikel 13.

Die Einleitung des Verständigungsverfahrens nach Artikel 13, Abs. 1, ist einerseits von der Erschöpfung des Rechtsweges durch den Steuerpflichtigen nicht abhängig, andererseits wird der Steuerpflichtige durch die Einleitung dieses Verfahrens an der Geltendmachung der gesetzlichen Rechtsmittel nicht gehindert.

Zu Artikel 14.

Die Bestimmungen dieses Abkommens sollen auch auf solche Steuerfälle Anwendung finden, die vor dem Inkrafttreten dieses Abkommens liegen und noch nicht rechtskräftig erledigt sind.

BERLIN, den 15. Juli 1931.

(gez.) RÜFENACHT.

(gez.) BLAU.

(gez.) STREULI.

(gez.) KELLER.

(gez.) FELDSCHER.

(gez.) Dr. ZARDEN.

(gez.) Dr. MARTIUS.

(gez.) PAASCHE.

(gez.) DEHL.

ANLAGE A.

VERZEICHNIS DER DIREKTEN STEUERN DER KANTONE, BEZIRKE UND GEMEINDEN DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT.

I. DIREKTE STEUERN DER KANTONE.

Steuerarten

Gesetzliche Grundlagen

Kanton Zürich.

Einkommenssteuer	} Gesetz betr. die direkten Steuern vom 25. XI. 1917/19. II. 1922/2. XII. 1928.
Ergänzungssteuer (Vermögen)	
Ertrags- und Kapitalsteuer (für Aktiengesellschaften)	

Kanton Bern.

Vermögenssteuer	} Gesetz über die direkten Staats- und Gemeindesteuern vom 7. VII. 1928/21. III. 1920/31. I. 1926.
Einkommenssteuer	
Zuschlagssteuer	

Kanton Luzern.

Einkommenssteuer	} Physische Personen	} Steuergesetz vom 22. IX. 1922/30. XI. 1927.
Vermögenssteuer		
Kapitalsteuer	} Juristische Personen	} Armengesetz vom 29. XII. 1922.
Ertragssteuer		

Steuerarten

Gesetzliche Grundlagen

Kanton Uri.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz für den Kanton Uri vom 31. X. 1915/ 7. V. 1923.
Einkommenssteuer	

Kanton Schwyz.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz für den Kanton Schwyz vom 10. IX. 1854. Gesetz betr. die Besteuerung der Trans- portanstalten, Warenlager u. dgl. vom 9. VIII. 1890.
Steuer auf Leibrenten und Pensionen	

Kanton Obwalden.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz vom 26. IV. 1908/25. IV. 1920/17. V. 1931.
Einkommenssteuer	

Kanton Nidwalden.

Vermögenssteuer	} Gesetz vom 24. IV. 1921.
Erwerbssteuer	

Kanton Glarus.

Vermögenssteuer	} Gesetz über das Landessteuerwesen des Kantons Glarus vom 1. V. 1904/5. V. 1918/11. V. 1919/ 2. V. 1920/1. V. 1927/4. V. 1930.
Personalsteuer (fest)	
Erwerbssteuer	} Gesetz über die Erwerbssteuer des Kantons Glarus vom 2. V. 1920.
Vermögenssteuer	
Kapitalsteuer (eventuell Immobiliensteuer)	} Gesetz betr. Erhebung einer Landessteuer für Schulzwecke vom 11. V. 1919. Gesetz betr. die Besteuerung der anonymen Er- werbsgesellschaften vom 6. V. 1917.

Kanton Zug.

Vermögenssteuer	} Gesetz über die Bestreitung der Staatsauslagen vom 28. XII. 1896/17. XI. 1921/15. V. 1930.
Einkommens- und Erwerbssteuer	
Patentsteuer	

Canton de Fribourg.

Impôt sur la fortune	} Loi sur l'impôt du 24. XI. 1919/7. V. 1926/16. V. 1929.
Impôt sur le produit du travail	
Impôt sur le capital et le bénéfice des personnes morales	

Kanton Solothurn.

Einkommenssteuer	} Gesetz betr. die direkte Steuer vom 17. III. 1895/ 21. I. 1917/4. V. 1919/29. III. 1925/23. II. 1930.
Vermögenssteuer	

Kanton Basel-Stadt.

Einkommenssteuer	} Gesetz betr. die direkten Steuern vom 6. IV. 1922.
Vermögenssteuer	
Kapitalsteuer	} Gesetz betr. die Besteuerung der anonymen Er- werbsgesellschaften vom 23. VI. 1921.
Ertragssteuer	

Steuerarten

Gesetzliche Grundlagen

Kanton Basel-Land.

Vermögenssteuer	}	Gesetz vom 20. VIII. 1928.
Einkommenssteuer		

Kanton Schaffhausen.

Vermögenssteuer	}	Gesetz über die direkten Steuern vom 26. VIII. 1919/25. V. 1927.
Einkommenssteuer		
Kapitalsteuer		
Ertragssteuer		

Kanton Appenzell A.-Rh.

Vermögenssteuer	}	Steuergesetze vom 25. IV. 1897.
Einkommenssteuer		

Kanton Appenzell I.-Rh.

Vermögenssteuer	}	Steuergesetz vom 12. X. 1919/27. IV. 1924.
Erwerbssteuer		
Armensteuer (vom Vermögen, Erwerb und der Person)		

Kanton St. Gallen.

Vermögenssteuer	}	Gesetz betr. die direkten Staatssteuern vom 24. XI. 1903/30. XI. 1916/24. V. 1918/15. XI. 1928.
Einkommenssteuer		

Kanton Graubünden.

Vermögenssteuer	}	Steuergesetz für den Kanton Graubünden vom 23. VI. 1918.
Erwerbssteuer		

Kanton Aargau.

Vermögenssteuer	}	Gesetz über den Bezug von Vermögens- und Einkommenssteuern zu Staatszwecken vom 11. III. 1865/18. II. 1925.
Erwerbssteuer		
Spezialsteuer auf Aktiengesellschaften, Kommanditaktiengesellschaften und Erwerbsgenossenschaften		
		Gesetz über die Besteuerung der Aktiengesellschaften und Erwerbsgenossenschaften vom 15. IX. 1910.

Kanton Thurgau.

Vermögenssteuer	}	Gesetz betr. das Steuerwesen vom 15. II. 1898.
Einkommenssteuer		

Cantone Ticino.

Imposta sulla sostanza	}	Legge tributaria del Ct. Ticino dell'11. XII. 1907 colle modificazioni susseguenti.
Imposta sulla rendita		
Tassa scolastica		
		Decreto legislativo sull' onorario dei docenti delle scuole comunali e cantonali del 24 agosto 1915.

Steuerarten

Gesetzliche Grundlagen

Canton de Vaud.

Impôt sur la fortune	}	Loi d'impôt sur la fortune et le produit du travail du 24. I. 1923/24. XI. 1926/14. II. 1928/27. XI. 1928.
Impôt sur le produit du travail		
Taxe sur les étrangers qui ne sont pas nés dans le canton de Vaud et qui n'exercent et n'y ont jamais exercé d'activité lucrative		
Droits de patente	}	Loi soumettant à une patente diverses sociétés ayant leur siège dans le canton ou y exerçant une activité du 22. I. 1919.

Canton du Valais.

Impôt sur la fortune	}	Loi des finances du 10. XI. 1903. Loi du 19. V. 1899 sur le contrôle de l'impôt mobilier. Décret du 15. I. 1921.
Impôt sur le revenu		
Impôt sur l'industrie		

Canton de Neuchâtel.

Impôt sur la fortune	}	Loi sur l'impôt direct du 30. IV. 1903 avec les modifications subséquentes.
Impôt sur les ressources		

Canton de Genève.

Impôt sur le revenu	}	Loi sur les contributions publiques du 24. III. 1923/24. XII. 1924/9. III. 1927/4. V. 1927/1. XII. 1928.
Impôt sur la fortune		
Impôt sur le bénéfice		
Impôt sur le capital		
Impôt complémentaire sur la valeur des immeubles		
Impôt sur la plus-value immobilière	}	

II. DIREKTE STEUERN DER BEZIRKE UND GEMEINDEN.

Kanton Zürich.

Einkommenssteuer	}	Gesetz betreffend die direkten Steuern vom 25. XI 1917/19. II. 1922/2. XII. 1928.
Ergänzungssteuer		
Ertragssteuer		
Kapitalsteuer		
Liegenschaftssteuer		
Grundstückgewinnsteuer		

Kanton Bern.

Vermögenssteuer	}	Gesetz über die direkten Staats- und Gemeinde-steuern vom 7. VII. 1918. Gesetz über die Organisation des Kirchenwesens im Kanton Bern vom 18. I. 1874. Dekret betr. Steuern zu Kultuszwecken vom 2. XII. 1876.
Einkommenssteuer		
Zuschlagssteuer		
Besondere Erwerbssteuer (Saisonsteuer)		

Kanton Luzern.

Einkommenssteuer	}	Steuergesetz vom 22. IX. 1922/30. XI. 1927. Armengesetz vom 29. XII. 1922. Steuergesetz vom 28. VII. 1919 (Art. 20—38).
Vermögenssteuer		
Kapitalsteuer		
Ertragssteuer		
Wertzuwachssteuer		

Steuerarten

Gesetzliche Grundlagen

Kanton Uri.

Vermögenssteuer	}	Verordnung über das Steuerwesen der Gemeinden vom 24. XI. 1892/10. III. 1903. Verordnung über Kultus- oder Kirchensteuern vom 27. XI. 1918.
Einkommenssteuer		

Kanton Schwyz.

Vermögenssteuer	}	Steuergesetz für den Kanton Schwyz vom 10. IX. 1854/17. VII. 1884/19. X. 1890. Gesetz betr. die Besteuerung der Transportanstalten, Warenlager u. dgl. vom 9. VIII. 1890. Gesetz betr. die fakultative Handänderungssteuer zugunsten der Gemeinden vom 4. XII. 1920.
Steuer auf Leibrenten und Pensionen		
Handänderungssteuer		

Kanton Obwalden.

Vermögenssteuer	}	Steuergesetz vom 26. IV. 1908/25. IV. 1920.
Einkommenssteuer		

Kanton Nidwalden.

Vermögenssteuer	}	Gesetz vom 24. IV. 1921.
Erwerbssteuer		

Kanton Glarus.

Haushaltssteuer	}	Gesetz über die Erhebung von Gemeindesteuern vom 27. V. 1877. Gesetz betr. die Erhebung von Vermögens-, Kopf- und Haushaltssteuern für Kirchzwecke vom 27. V. 1877. Gesetz betr. die Erhebung von Vermögens- und Kopfsteuern für Schulzwecke vom 27. V. 1877.
Vermögenssteuer		
„		

Kanton Zug.

Vermögenssteuer	}	Gesetz betr. das Gemeinwesen vom 20. XII. 1876. Gesetz betr. Steuerberechtigung der Kirchgemeinden des Kantons Zug vom 12. XI. 1908.
Erwerbssteuer		
Patentsteuer		
Haushaltssteuer		
Kirchensteuer		

Canton de Fribourg.

Impôt sur la fortune	}	Loi sur les impôts communaux et paroissiaux du 7 mai 1926.
Impôt sur le produit du travail		
Impôt sur le capital et le bénéfice des sociétés anonymes et des sociétés coopératives		
Contribution immobilière		
Impôt sur les bénéfices immobiliers		

Kanton Solothurn.

Einkommenssteuer	}	Gesetz über die Organisation des Gemeinwesens vom 28. X. 1871.
Vermögenssteuer		

Kanton Basel-Stadt.

Steuerarten.	Gesetzliche Grundlagen.
Einkommenssteuer	} Steuerreglement für die Einwohnergemeinde Riehen vom 3. VI. 1923.
Vermögenssteuer	
Mehrwertsteuer auf Liegenschaften (wird als Einkommenssteuer erhoben)	} Steuerreglement der Einwohnergemeinde Bettingen vom 2. II. 1910.
Liegenschaftssteuer	
Gebäudesteuer	} Steuerordnung der evangelisch-reformierten Kirchengemeinde vom 14. XI. 1923.
Kirchensteuer	

Kanton Basel-Land.

Vermögenssteuer	} Gemeindegesetz vom 14. III. 1881, §§ 137—153.
Einkommenssteuer	
	} Gesetz vom 20. VIII. 1928.

Kanton Schaffhausen.

Vermögenssteuer	} Gesetz über die direkten Steuern vom 26. VIII. 1919/25. V. 1927.
Einkommenssteuer	
Kapitalsteuer	
Ertragssteuer	

Kanton Appenzell A.-Rh.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz vom. 25. IV. 1897.
Einkommenssteuer	

Kanton Appenzell I.-Rh.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz vom 12. X. 1919/27. IV. 1924.
Erwerbssteuer	
Grundstücksteuer	

Kanton St. Gallen.

Vermögenssteuer	} Gesetz betr. das Steuerwesen der Gemeinden v. 17 XI. 1858.
Einkommenssteuer	

Kanton Graubünden.

Vermögenssteuer	} (Die bündnerischen Gemeinden besitzen eine eigene Steuerhoheit.)
Erwerbssteuer	
Grundsteuer	
eventuell noch andere Steuern auf Vermögen und Erwerb	

Kanton Aargau.

Vermögenssteuer	} Gesetz über die Verwendung der Gemeindegüter und Gemeindesteuern vom 30. XI. 1866.
Erwerbssteuer	
	} Gesetz betr. Steuererleichterungen und Steuerzuschläge vom 18. II. 1925.

Kanton Thurgau.

Vermögenssteuer	} Gesetz betreffend das Steuerwesen vom 15. II. 1898.
Einkommenssteuer	

Steuerarten	Gesetzliche Grundlagen
<i>Cantone Ticino.</i>	
Imposta sulla sostanza	} Legge tributaria del Cantone Ticino dell' 11. XII. 1907 colle modificazioni susseguenti.
Imposta sulla rendita	
<i>Canton de Vaud.</i>	
Impôt sur la fortune	} Loi sur les impositions communales du 19. V. 1925/ 14. II. 1928.
Impôt sur le produit du travail	
Impôt foncier	
Impôt sur les loyers	
Taxe des étrangers	
<i>Canton du Valais.</i>	
Impôt sur le capital et le revenu	} Loi des finances du 10. XI. 1903. Loi du 29. XI. 1886/14. XI. 1922 sur la répartition des charges municipales et des travaux publics dans les communes.
Impôt sur l'industrie	
<i>Canton de Neuchâtel.</i>	
Impôt sur la fortune	} Loi sur les impositions municipales du 29. X. 1885 avec les modifications subséquentes. Décret du 20. XI. 1917 portant revision des articles 1-4 de la loi sur les impositions municipales du 29. X. 1885.
Impôt sur les ressources	
Impôt sur le revenu brut ou la valeur locative des immeubles	
Impôt sur la valeur du loyer ou du fermage.	
<i>Canton de Genève.</i>	
Impôt sur le revenu	} Loi sur les contributions publiques du 24. III. 1923/ 24. XII. 1924/9. III. 1927/4. V. 1927/1 ^{er} XII. 1928.
Impôt sur la fortune	
Impôt sur le bénéfice	
Impôt sur le capital	
Taxe professionnelle fixe sur les commerces, industries et professions	

STEUERKATALOG B.

I. ERBSCHAFTS- UND SCHENKUNGSSTEUERN DER KANTONE.

Steuerarten	Gesetzliche Grundlagen
<i>Kanton Zürich.</i>	
Erbschafts- und Schenkungssteuer	Gesetz betr. die Erbschaftssteuer vom 20. II. 1870.
<i>Kanton Bern.</i>	
Erbschafts- und Schenkungssteuer	} Gesetz über die Erbschafts- und Schenkungssteuer vom 6. IV. 1919.
<i>Kanton Luzern.</i>	
Erbschaftssteuer	} Gesetz betr. die Erbschaftssteuern vom 27. V. 1908/28. VII. 1919.

Steuerarten

Gesetzliche Grundlagen

Kanton Uri.

Erbschafts- und Schenkungssteuer { Gesetz über die Erbschafts- und Schenkungssteuer vom 2. V. 1926.

Kanton Schwyz.

—

—

Kanton Obwalden.

—

—

Kanton Nidwalden.

Erbschafts- und Vermächtnissteuer Armengesetz vom 25. IV. 1912/30. IV. 1916.

Kanton Glarus.

Erbschafts- und Schenkungssteuer { Gesetz über das Landessteuerwesen des Kantons Glarus vom 1. V. 1904/5. V. 1918/11. V. 1919/2. V. 1920/4. V. 1930.

Kanton Zug.

Erbschafts- und Schenkungssteuer { Gesetz betr. teilweise Abänderung des Gesetzes über die Bestreitung der Staatsauslagen vom 28. XII. 1896/17. XI. 1921.

Canton de Fribourg.

Droits sur les successions et sur les donations . . { Loi sur les droits d'enregistrement du 8. III. 1882/11. V. 1886/28. XII. 1916.

Kanton Solothurn.

Erbschafts- und Schenkungssteuern { Gesetz betr. die Erbschaftssteuer vom 13. XII. 1848. (Neuredaktion 1922.) Gesetz betr. die Handänderungsgebühr von Vermögen in toter Hand vom 24. XII. 1856.

Kanton Basel-Stadt.

Erbschaftssteuern Gesetz betr. die direkten Steuern vom 6. IV. 1922.

Kanton Basel-Land.

Erbschafts- und Schenkungssteuer { Gesetz über die Erbschafts- und Schenkungssteuer vom 16. II. 1920.

Kanton Schaffhausen.

Erbschafts- und Schenkungssteuern { Erbschaftssteuergesetz für den Kanton Schaffhausen vom 19. IX. 1910.

Steuerarten

Gesetzliche Grundlagen

Kanton Appenzell A.-Rh.

Erbschafts- und Schenkungssteuer { Gesetz betr. die Erbschafts-, Vermächtnis- und Schenkungssteuer vom 30. IV. 1922.

Kanton Appenzell I.-Rh.

Erbschafts- und Schenkungssteuer Steuergesetz vom 12. X. 1919.

Kanton St. Gallen.

Erbschafts- und Schenkungssteuern { Gesetz über die Erbschafts-, Vermächtnis- und Schenkungssteuer vom 17. V. 1911.
Nachtragsgesetz vom 15. V. 1924.

Kanton Graubünden.

Nachlassgebühr auf Erbschaften und Schenkungen { Steuergesetz für den Kanton Graubünden vom 23. VI. 1918.

Kanton Aargau.

Erbschafts- und Schenkungssteuer { Gesetz betr. die Erbschafts- und Schenkungssteuer vom 16. II. 1922.

Kanton Thurgau.

Erbschafts- und Schenkungssteuer { Gesetz betr. die Handänderungs- und Stempelgebühr vom 23. V. 1850.

Cantone Ticino.

Imposta sulle successioni e donazioni { Legge sulle tasse di successione del 6. XII. 1917/
16. XII. 1919.

Canton de Vaud.

Droits sur les successions et sur les donations . . { Loi sur la perception du droit de mutation du 27. XII. 1911/1^{er} XII. 1919. Loi annuelle sur l'impôt du 27. XI. 1928.

Canton du Valais.

Droits sur les successions et sur les donations . . { Loi sur le timbre du 18. III. 1875 et lois additionnelles du 25. V. 1878 et du 13. XI. 1908.

Canton de Neuchâtel.

Droits sur les successions :
a) sur les parts héréditaires { Loi concernant la perception d'un droit sur les successions et sur les donations entre vifs du 21. V. 1912.
b) sur la masse successorale {
Droits sur les donations { Loi concernant l'application de l'art. 554 du Code civil suisse et la perception d'un émolument, en cas de dévolution d'hérédité, du 10. XI. 1920.

Canton de Genève.

Droits sur les successions et sur les donations . . { Loi sur les contributions publiques du 24. III. 1923/
24. XII. 1924.

II. ERBSCHAFTS- UND SCHENKUNGSSTEUERN DER BEZIRKE UND GEMEINDEN.

Steuerarten		Gesetzliche Grundlagen
	<i>Kanton Zürich.</i>	
—		—
	<i>Kanton Bern.</i>	
—		—
	<i>Kanton Luzern.</i>	
Erbschaftssteuer (Deszendentensteuer)		Steuergesetz vom 28. Juli 1919.
	<i>Kanton Uri.</i>	
—		—
	<i>Kanton Schwyz.</i>	
—		—
	<i>Kanton Obwalden.</i>	
—		—
	<i>Kanton Nidwalden.</i>	
Erbschaftssteuern	{	Gesetz betr. Abänderung des § 30 des Armen- gesetzes vom 28. IV. 1912, vom 30. IV. 1916.
	<i>Kanton Glarus.</i>	
—		—
	<i>Kanton Zug.</i>	
—		—
	<i>Canton de Fribourg.</i>	
Droit sur les successions et sur les donations (Cen- times additionnels aux droits cantonaux) . . . }	{	Loi sur les impôts communaux et paroissiaux du 2. V. 1922.
	<i>Kanton Solothurn.</i>	
—		—
	<i>Kanton Basel-Stadt.</i>	
—		—
	<i>Kanton Basel-Land.</i>	
—		—

Steuerarten		Gesetzliche Grundlagen
	<i>Kanton Schaffhausen.</i>	—
—		—
	<i>Kanton Appenzell A.-Rh.</i>	—
—		—
	<i>Kanton Appenzell I.-Rh.</i>	—
—		—
	<i>Kanton St. Gallen.</i>	—
—		—
	<i>Kanton Graubünden.</i>	—
Erbanfall- und Schenkungssteuern		—
	<i>Kanton Aargau.</i>	—
—		—
	<i>Kanton Thurgau.</i>	—
—		—
	<i>Cantone Ticino.</i>	—
—		—
	<i>Canton de Vaud.</i>	—
Droits sur les successions et sur les donations	{ Loi sur les impositions communales du 19. V. 1925. (Centimes additionnels aux droits de mutation perçus par l'Etat).	—
	<i>Canton du Valais.</i>	—
—		—
	<i>Canton de Neuchâtel.</i>	—
Droits sur les successions et donations	{ Loi concernant la perception d'un droit sur les successions et sur les donations entre vifs du 21. V. 1912.	—
	<i>Canton de Genève.</i>	—
—		—

ZUSATZPROTOKOLL

ZU DEM ABKOMMEN ZWISCHEN DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT UND DEM DEUTSCHEN REICH ZUR VERMEIDUNG DER DOPPELBESTEUERUNG AUF DEM GEBIETE DER DIREKTEN STEUERN UND DER ERBSCHAFTSTEUERN VOM 15. JULI 1931.

DIE SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT UND DAS DEUTSCHE REICH sind übereingekommen, die Verhandlungen über einige Punkte des vorgenannten Abkommens wieder zu eröffnen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER SCHWEIZERISCHE BUNDES RAT :

Herrn Paul DINICHERT, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Schweizerischen Eidgenossenschaft in Berlin ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Professor Dr. Otto HEDDING, Ministerialdirektor im Reichsfinanzministerium, und Herrn Dr. Paul BARANDON, Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt.

Die Bevollmächtigten haben nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich über folgende Punkte geeinigt :

1. Die Bestimmungen des Abkommens finden auf solche Personen, bei denen die Voraussetzungen für die Entrichtung der Reichsfluchtsteuer vorliegen, keine Anwendung.

Ferner findet das Abkommen keine Anwendung auf solche Personen, bei denen nur deshalb die Voraussetzungen für die Erhebung der Reichsfluchtsteuer nicht vorliegen oder wieder weggefallen sind, weil sie einen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt im Sinne des deutschen Steuerrechts in Deutschland nachweisen können oder nach deutschem Steuerrecht wie Personen mit Wohnsitz oder gewöhnlichem Aufenthalt in Deutschland behandelt werden.

2. Artikel 3, Absatz 6, des Abkommens fällt fort. Die obersten Verwaltungsbehörden der beiden Staaten können über die Besteuerung der Betriebe von Unternehmungen der Seeschifffahrt, der Binnenschifffahrt und der Luftfahrt sowie der Einkünfte daraus besondere Vereinbarungen treffen.

3. Bei Stiftungen und sonstigen Vermögensmassen gilt als Wohnsitz — in Abänderung von Artikel 8, Absatz 4, des Abkommens — der Ort der Leitung.

4. Die vorstehenden zu 1, 2 und 3 aufgeführten Punkte bilden einen integrierenden Bestandteil des Abkommens vom 15. Juli 1931.

Dieses Zusatzprotokoll soll zusammen mit dem Abkommen vom 15. Juli 1931 ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen vor dem 31. Januar 1934 in Bern ausgetauscht werden.

Das Protokoll tritt gleichzeitig mit dem Abkommen in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Zusatzprotokoll in doppelter Urschrift unterzeichnet.

BERLIN, den 11. Januar 1934.

(gez.) Paul DINICHERT.

HEDDING.

Dr. Paul BARANDON.

Für getreue Abschrift :
Bern, den 6. Februar 1934,

Der Bundeskanzler i. V. :
Leimgruber.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3341. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE D'IMPÔTS DIRECTS ET D'IMPÔTS SUR LES SUCCESSIONS. SIGNÉE A BERLIN, LE 15 JUILLET 1931.

LA CONFÉDÉRATION SUISSE et LE REICH ALLEMAND, désireux d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et d'impôts sur les successions, ont conclu la convention suivante.

Ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

- M. le D^r Hermann RÜFENACHT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Berlin,
- M. Hans BLAU, directeur de l'Administration fédérale des contributions,
- M. le D^r Adolf STREULI, conseiller d'Etat, directeur des finances du canton de Zurich,
- M. Emil KELLER, conseiller d'Etat, directeur des finances du canton d'Argovie, et
- M. le D^r Peter Anton FELDSCHER, chef de section au Département politique fédéral ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

- M. le D^r Artur ZARDEN, directeur ministériel au Ministère des Finances,
- M. le D^r Georg MARTIUS, conseiller de légation référendaire au Ministère des Affaires étrangères,
- M. Werner PAASCHE, conseiller ministériel au Ministère des Finances, et
- M. Ludwig DEHL, conseiller supérieur du gouvernement au Ministère des Affaires étrangères.

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

IMPÔTS DIRECTS.

Article premier.

1. Sont considérés comme impôts directs au sens de la présente convention les impôts perçus directement, en conformité des lois en vigueur dans chacun des deux Etats, soit pour le compte des Etats contractants, des pays ou cantons, soit pour le compte des provinces ou unions de provinces, des districts, des communes ou des unions de communes, sur les revenus (revenus nets ou revenus bruts) ou sur la fortune ou sur l'accroissement de fortune, même si le prélèvement des impôts se fait sous la forme de contributions additionnelles.

¹ Traduction du Gouvernement fédéral suisse.¹ Translation of the Swiss Federal Government.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3341. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE SWISS CONFEDERATION FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION IN THE MATTER OF DIRECT TAXES AND SUCCESSION DUTIES. SIGNED AT BERLIN, JULY 15, 1931.

THE SWISS CONFEDERATION and THE GERMAN REICH, desirous of preventing double taxation in the matter of direct taxes and succession duties, have concluded the following Convention.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Dr. Hermann RÜFENACHT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation at Berlin,
M. Hans BLAU, Director of the Federal Tax Administration,
Dr. Adolf STREULI, Councillor of State, Director of Finance of the Canton of Zurich,
M. Emil KELLER, Councillor of State, Director of Finance of the Canton of Aargau, and
Dr. Peter Anton FELDSCHER, Head of Section at the Federal Political Department ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Arthur ZARDEN, Ministerial Director at the Ministry of Finance,
Dr. Georg MARTIUS, Referendary Councillor of Legation at the Ministry of Foreign Affairs,
M. Werner PAASCHE, Ministerial Counsellor at the Ministry of Finance, and
M. Ludwig DEHL, Government Higher Counsellor at the Ministry of Foreign Affairs.

The Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

DIRECT TAXES.

Article I.

1. For the purpose of the present Convention, direct taxes shall be taken to mean taxes levied, in virtue of the laws of each of the two States, directly on income (net or gross income) or on capital or increase in capital, whether on behalf of the contracting States, the federated States or Cantons, or on behalf of provinces, associations of provinces, districts, communes or associations of communes, even where the taxes are collected in the form of supplementary taxes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Sont considérés comme impôts directs notamment :

1° Pour la législation suisse :

Les impôts figurant dans l'annexe A ;

2° Pour la législation allemande ¹ :

a) L'impôt sur le revenu ;

b) L'impôt sur les sociétés ;

c) L'impôt sur la fortune ;

d) Les impôts sur la propriété non bâtie ;

e) Les impôts sur la propriété bâtie ;

f) Les impôts sur les professions industrielles et commerciales ;

g) Les impôts destinés à compenser la dévalorisation monétaire en ce qui concerne la propriété bâtie (*Hauszinssteuern*).

Article 2.

1. Les biens immobiliers (y compris les accessoires) et le revenu en provenant ne sont imposés que dans l'Etat où ces biens sont situés ; sont réservées les dispositions des alinéas 4 et 5 ci-après.

2. Sont assimilés aux biens immobiliers les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, les droits d'usufruit sur des biens immobiliers ainsi que les droits garantis par des biens immobiliers (notamment les créances garanties par des hypothèques) ou qui grèvent de tels biens.

3. La nature immobilière d'un bien (1^{er} et 2^e al.) se détermine d'après les lois de l'Etat où le bien est situé. La détermination des accessoires est régie par les lois de l'Etat où se trouve le bien immobilier.

4. Lorsqu'une créance garantie par hypothèque appartient à une entreprise de la catégorie désignée à l'article 3, premier alinéa, le principe de l'imposition du revenu de cette créance par l'Etat où l'immeuble est situé ne sera appliqué que si la créance fait partie du capital destiné à l'exploitation d'un établissement situé dans cet Etat ; sinon, l'imposition se fera dans l'Etat où le créancier est domicilié.

5. Les créances garanties par hypothèque ne seront assujetties aux impôts sur la fortune que dans l'Etat où le créancier est domicilié.

Article 3.

1. Les exploitations commerciales, industrielles et professionnelles de tout genre, ainsi que les revenus en provenant, ne seront imposés, sans préjudice des dispositions ci-après, que dans l'Etat où l'entreprise a son établissement ; il en est ainsi même si l'entreprise étend son activité sur le territoire de l'autre Etat, sans y avoir un établissement.

2. Est réputée établissement, au sens de la présente convention, une installation permanente de l'entreprise, en laquelle est exercée en totalité ou en partie l'activité de cette entreprise. Sont à considérer dès lors comme établissements : le siège de l'entreprise, le siège de la direction, les succursales, les usines et ateliers, les bureaux d'achat et de vente, les dépôts de marchandises et les autres lieux d'exploitation commerciale ayant le caractère d'installation permanente, ainsi que les représentations permanentes.

¹ Pour ce qui concerne l'impôt allemand sur la fuite des capitaux, voir chiffre 1 de l'avenant du 11 janvier 1934 (page 448).

2. In particular, the following shall be regarded as direct taxes :

(1) Under Swiss law :

The taxes enumerated in Annex A.

(2) Under German law¹ :

- (a) Income tax ;
- (b) Corporation tax ;
- (c) Tax on capital ;
- (d) Land taxes (*Grundsteuern*) ;
- (e) House taxes (*Gebäudesteuern*) ;
- (f) Taxes on trading licences ;
- (g) Arrangement owing to currency depreciation in respect of buildings on landed property (*Geldentwertungsausgleich bei bebauten Grundstücken — die Hauszinssteuern*).

Article 2.

1. Unless otherwise provided in paragraphs (4) and (5), immovable property (including appurtenances) and income derived therefrom shall be taxable only in the State where such property is situate.

2. Rights governed by the provisions of civil law (private law) concerning landed property, rights of usufruct in respect of immovable property, as also rights which are secured upon immovable property (in particular, claims secured by mortgage) or which are a charge upon such property, shall be assimilated to immovable property.

3. The question whether a property (paragraphs (1) and (2)) is to be regarded as immovable shall be decided by the laws in force in the State in which the property is situate. The question what is to be regarded as appurtenances shall be decided by the law of the State in which the immovable property is situate.

4. If claims secured by mortgage belong to an undertaking of the kind mentioned in Article 3, paragraph (1), the principle of taxing the income derived from such claims in the State where the property is mortgaged shall apply only if the claim forms part of the working capital of a business establishment situated in that State ; otherwise the tax shall be levied in the State in which the creditor is domiciled.

5. Claims secured by mortgage shall be liable to taxes on capital only in the State in which the creditor is domiciled.

Article 3.

1. Commerce and industrial businesses and all other forms of business and income derived therefrom shall, without prejudice to the following provisions, be taxed only in the State in whose territory the undertaking has its business establishment (*Betriebsstätte*) ; the same shall apply even if the undertaking extends its operations to the territory of the other State, without possessing a business establishment therein.

2. For the purposes of the present Convention, a business establishment (*Betriebsstätte*) is a permanent business installation of the undertaking, in which the operations of that undertaking are carried on, either wholly or in part. Consequently, the following are to be regarded as business establishments : the head office of the undertaking, the place where it has its management, branches, factories and works, buying and selling offices, warehouses and other commercial premises of the nature of permanent business installations, as also permanent agencies.

¹ For the German tax on the flight of capital, see the Additional Agreement of January 11, 1934, paragraph (1), page 449.

3. Si l'entreprise a des établissements dans les deux Etats, chacun de ceux-ci n'imposera que la fortune servant à l'établissement situé sur son territoire et le revenu provenant de l'activité de cet établissement.

4. Les participations à des entreprises constituées sous forme de sociétés, exception faite des parts de mines (*Kuxen*), actions, parts sociales et autres valeurs, sont assimilées aux exploitations visées au premier alinéa.

5. Si l'établissement d'une entreprise se trouve dans l'un des deux Etats, mais qu'un propriétaire ou associé travaillant dans l'établissement et ayant qualité d'entrepreneur (co-entrepreneur) ait son domicile dans l'autre Etat, la partie du revenu correspondant à une rétribution équitable de cette activité ne sera imposée que par l'Etat du domicile.

6. Les entreprises de navigation maritime, de navigation intérieure et de navigation aérienne, ainsi que les revenus en provenant, ne sont imposés que dans l'Etat où se trouve la direction de l'entreprise ¹.

Article 4.

1. Sous réserve des dispositions du deuxième alinéa du présent article et de l'article 5, le revenu du travail, y compris celui des professions libérales, ne sera imposé que dans l'Etat sur le territoire duquel s'exerce l'activité personnelle dont provient le revenu. Il n'y a exercice d'une profession libérale dans l'un des deux Etats que s'il existe dans cet Etat un centre stable d'activité.

2. Le revenu des personnes au service d'autrui qui ont leur domicile près de la frontière dans l'un des deux Etats et qui travaillent à proximité de la frontière dans l'autre Etat (frontaliers), n'est soumis à l'impôt que dans l'Etat où le contribuable a son domicile.

Article 5.

Les revenus provenant de traitements, de retraites, de salaires ou d'autres versements alloués, en raison de services ou d'emplois actuels ou antérieurs, par l'Etat, par un pays, une province, une commune ou une autre personne morale du droit public régulièrement constituée d'après la législation interne des Etats contractants, ne seront imposés que dans l'Etat où se trouve le débiteur.

Article 6.

1. Les valeurs mobilières et leur revenu ne seront imposés que dans l'Etat où le contribuable a son domicile.

2. Lorsque, dans l'un des deux Etats, l'impôt sur les revenus de capitaux acquis dans le pays même est perçu par voie de retenue (à la source), le droit de procéder à cette retenue ne sera pas affecté par la stipulation du premier alinéa.

Article 7.

La fortune et les revenus non mentionnés aux articles précédents ne sont imposés que dans l'Etat où le contribuable a son domicile.

Article 8.

1. Est considéré comme domicile au sens de la présente convention le lieu où le contribuable possède une habitation permanente et séjourne régulièrement.

¹ Abrogé par le chiffre 2 de l'avenant du 11 janvier 1934 (page 448).

3. Should the undertaking possess business establishments in both States, each State shall tax only the property which serves the business establishment situated in its territory and only the income derived from the operations of that business establishment.

4. Interests in a business undertaking shall be treated as businesses within the meaning of paragraph (1), with the exception of mining stock (*Kuxen*), shares, share-certificates and other securities.

5. If the business establishment of the undertaking is situated in one State, while the domicile of an owner or partner working in that establishment, who is to be regarded as an *entrepreneur* (*co-entrepreneur*), is situated in the other State, the part of the income corresponding to fair remuneration for such work shall be taxed only by the State of domicile.

6. Operations of maritime shipping, inland shipping and air navigation concerns, as also income derived therefrom, shall be taxed only in the State in which the place of management of the concern is situate.¹

Article 4.

1. Earned income, including income derived from the exercise of liberal professions, shall, unless otherwise provided in paragraph 2 of the present Article or in Article 5, be taxed only in the State within whose territory the personal activity productive of the income is carried on. A person shall only be deemed to exercise a liberal profession in either of the two States if he carries on his professional activities from a fixed centre in that State.

2. Income derived from work of such employees as have their domicile in one State near the frontier and their place of work in the other State near the frontier (frontier workers) shall be taxed only in the State in which the taxpayer has his domicile.

Article 5.

Income payable in respect of past or present services rendered or work done, in the form of salary, pensions, wages or other emoluments, by the Central Government, a federated State, a province, a commune or another juridical person under public law duly constituted in accordance with the municipal law of the contracting States, shall be taxed only in the debtor State.

Article 6.

1. Capital and income accruing therefrom shall be taxed only in the State in which the taxpayer has his domicile.

2. Where the tax on income accruing within the country from capital is collected in either of the two States by means of deductions (at the source), the right to make such fiscal deductions shall not be affected by the provisions of paragraph 1.

Article 7.

Any capital and income not specified in the preceding Articles shall be taxed only in the State in which the taxpayer has his domicile.

Article 8.

1. For the purposes of the present Convention, the taxpayer shall be deemed to have his domicile at the place where he has a permanent dwelling and regularly resides.

¹ Paragraph 6 of Article 3 is cancelled under the terms of paragraph (2) of the Additional Agreement of January 11, 1934 (page 449).

2. Lorsque ces conditions sont remplies simultanément dans chacun des deux Etats, sera considéré comme Etat de domicile celui où se trouve le centre des intérêts personnels et professionnels du contribuable. S'il est impossible d'établir l'existence d'un tel centre, le droit à l'imposition est partagé selon entente entre les autorités supérieures des administrations compétentes des deux Etats.

3. Lorsque les conditions du premier alinéa ne sont remplies dans aucun des deux Etats, le lieu où le contribuable a sa résidence durable sera considéré comme son domicile. Le contribuable possède une résidence durable au sens de la présente disposition au lieu où il réside dans des conditions qui permettent de conclure à son intention de ne pas y séjourner uniquement de façon temporaire.

4. Au sens de la présente convention, les personnes morales ont leur domicile au lieu de leur siège. Il en est de même pour les collectivités de personnes, les établissements, les fondations et autres masses de biens imposables comme telles ¹.

CHAPITRE II

IMPÔTS SUR LES SUCCESSIONS.

Article 9.

I. Sont considérés comme impôts sur les successions au sens de la présente convention :

Du côté de la Confédération suisse :

Les droits et taxes mentionnés dans l'annexe B, ceux qui pourraient les remplacer à l'avenir, en tant qu'ils concernent l'imposition des successions, legs ou donations pour cause de mort, enfin les droits ou taxes correspondants qui pourraient être nouvellement créés à l'avenir ;

Du côté du Reich allemand :

L'impôt sur les successions, ainsi que les impôts qui pourraient les remplacer à l'avenir, ou de nouveaux impôts de même nature.

2. La présente convention ne concerne ni l'imposition des donations et libéralités à but déterminé entre vifs, sans préjudice de l'article 13, deuxième alinéa, ni les cas dans lesquels soit la succession, soit l'héritier ou le légataire est soumis exclusivement aux impôts sur les successions perçus dans l'un des deux Etats.

Article 10.

Les biens immobiliers, y compris les accessoires, ne sont soumis aux impôts sur les successions que dans l'Etat où ils se trouvent. L'article 2, deuxième et troisième alinéas, est applicable par analogie. La règle de l'article 2, cinquième alinéa, s'applique également aux impôts sur les successions.

Article 11.

I. Les dispositions suivantes font règle pour les biens de la succession qui échappent à l'application de l'article 10 :

a) Si le défunt avait, au moment de sa mort, son domicile ou, à défaut d'un domicile, sa résidence durable dans l'un des deux Etats, cette fortune n'est soumise aux impôts sur les successions que dans l'Etat en question.

¹ Modifié par le chiffre 3 de l'avenant du 11 janvier 1934 (page 448).

2. Should these conditions be found to apply simultaneously in each of the two States, the taxpayer shall be deemed to have his domicile in the State where his personal and business interests are centred. If it is impossible to ascertain such centre, the right to impose taxation shall be shared, by agreement, between the supreme competent administrative authorities of both States.

3. Should the conditions laid down in paragraph 1 be found to apply in neither of the two States, the taxpayer shall be deemed to have his domicile at the place in which he has his permanent residence. For the purposes of the present provision, a person shall be deemed to have his permanent residence at the place where he resides under circumstances which furnish good grounds for assuming that it is not his intention to remain there merely temporarily.

4. For the purposes of the present Convention, the domicile of juridical persons shall be the place where they have their seat. The same applies to associations of persons, institutions, foundations and other capital agglomerations taxable as such.¹

CHAPTER II.

SUCCESSION DUTIES.

Article 9.

1. For the purposes of this Convention, the following shall be regarded as succession duties :
In the Swiss Confederation :

The taxes and charges enumerated in Annex B and any duties and charges which may hereafter be substituted therefor, so far as they are levied in respect of successions, bequests or *donationes mortis causa*, as also any additional taxes or charges of the same kind that may hereafter be introduced.

In the German Reich :

The succession duty and any corresponding duties which may subsequently be substituted therefor, or any additional taxes of the same kind which may be subsequently introduced.

2. This Convention does not apply to the taxation of donations and gifts for specific objects *inter vivos*, notwithstanding the provision in Article 13, paragraph 2, or to cases in which the succession or the heir or legatee is liable to succession duties in one of the two States only.

Article 10.

Immovable property, including appurtenances and accessories thereto, shall only be liable to succession duties in the State in which such property is situate ; Article 2, paragraphs 2 and 3, shall apply *mutatis mutandis*. The rule enunciated in Article 2, paragraph 5, shall also apply to succession duties.

Article 11.

1. The following provisions shall be taken as a guide in the case of estate to which Article 10 does not apply :

(a) If, at the time of his death, the deceased had his domicile, or, failing such domicile, his permanent residence, in one of the two States, this property shall be liable to succession duties in that State only.

¹ Amended under the terms of paragraph (3) of the Additional Agreement of January 11, 1934 (page 449).

b) Si les conditions mentionnées sous lettre *a)* sont remplies dans les deux Etats, cette fortune n'est soumise aux impôts sur les successions que dans l'Etat où se trouvait le centre des intérêts personnels et professionnels du défunt. S'il est impossible d'établir l'existence d'un tel centre, cette fortune n'est soumise aux impôts sur les successions que dans l'Etat dont le défunt était ressortissant au moment de sa mort.

2. Font règle pour la définition du domicile et de la résidence durable les dispositions de l'article 8, premier alinéa et troisième alinéa, deuxième phrase.

Article 12.

1. Les dettes d'une succession qui grèvent un objet déterminé ou qui sont garanties par cet objet seront défalquées de la valeur de cet objet.

2. Le solde non garanti de ces dettes et les autres dettes de la succession sont répartis, dans les deux Etats, sur les autres actifs à disposition ; la répartition se fait proportionnellement à la valeur des actifs à l'imposition desquels les deux Etats sont autorisés.

3. Les dispositions précédentes concernant la répartition des dettes s'appliquent par analogie à la répartition des legs.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINALES.

Article 13.

1. Si un contribuable fait valoir que les mesures des autorités fiscales des deux Etats lui font subir une double imposition, il a le droit de présenter une réclamation à l'Etat dont il est ressortissant. Si cette réclamation est reconnue fondée, l'autorité supérieure de l'administration compétente de son pays doit chercher à s'entendre avec l'autorité supérieure de l'administration compétente de l'autre Etat en vue d'obvier d'une manière équitable à la double imposition.

2. Les autorités supérieures des administrations compétentes pourront également s'entendre pour supprimer une double imposition dans les cas non réglés par la présente convention, ainsi que dans les cas où l'interprétation et l'application de la présente convention donnent lieu à des difficultés ou à des doutes.

Article 14.

La présente convention est applicable :

1° En ce qui concerne les impôts directs, pour la première fois aux impôts perçus pour la période commençant le 1^{er} janvier 1932 ;

2° En ce qui concerne les impôts sur les successions, à tous les cas où le défunt est mort après l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 15.

1. La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Berne aussitôt que possible.

(b) If the conditions mentioned under (a) be found to apply in both States, this property shall be liable to succession duties in that State only in which the deceased's personal and business interests were centred. If such a centre cannot be ascertained, this property shall be liable to succession duties only in the State to which the deceased belonged at the time of his death.

2. The definition of domicile and permanent residence shall be governed by the provisions of Article 8, paragraphs 1 and 3, second sentence.

Article 12.

1. Succession debts which are a charge upon a specific object or are secured upon that object shall be deducted from the value of that object.

2. Any unsecured balance of such debts and any other succession debts shall be distributed in the two States between the other available assets proportionately to the value of the assets which the two States are authorised to tax.

3. The foregoing provisions relating to the distribution of debts shall also apply, *mutatis mutandis*, to the distribution of bequests.

CHAPTER III.

FINAL PROVISIONS.

Article 13.

1. In the event of a taxpayer's proving that the measures taken by the financial authorities in both States have resulted in his being subjected to double taxation, he may appeal to the State of which he is a national. If his objection is deemed to be warranted, the supreme competent administrative authority of his country shall concert measures with the supreme authority of the competent administration of the other State with a view to equitably avoiding double taxation.

2. The supreme competent administrative authorities may also concert measures for abolishing double taxation in cases not provided for in this Convention, as well as in cases where the interpretation and application of this Convention give rise to difficulties or to doubts.

Article 14.

This Convention is applicable :

(1) As regards direct taxes, for the first time to taxes collected for the period commencing January 1st, 1932 ;

(2) As regards succession duties, to all cases where the deceased has died since the coming into force of this Convention.

Article 15.

1. This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Berne as soon as possible.

2. La convention entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et demeurera en vigueur aussi longtemps qu'elle n'aura pas été dénoncée par l'un des deux États. La dénonciation ne sera admise que pour la fin d'une année civile. Le délai de dénonciation est de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention en deux originaux.

BERLIN, le 15 juillet 1931.

(Signé) RÜFENACHT.

(Signé) BLAU.

(Signé) STREULI.

(Signé) KELLER.

(Signé) FELDSCHER.

(Signé) D^r ZARDEN.

(Signé) D^r MARTIUS.

(Signé) PAASCHE.

(Signé) DEHL.

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature de la convention conclue aujourd'hui entre la Confédération suisse et le Reich allemand en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et d'impôts sur les successions, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des déclarations suivantes, qui feront partie intégrante de la convention :

Ad articles 1 et 9.

1. L'énumération des impôts directs et des impôts sur les successions en vigueur dans les deux États, contenue dans les articles 1 et 9 et les annexes A et B, n'est pas limitative.

2. Le nouvel impôt fédéral de guerre extraordinaire fait également partie des impôts directs suisses au sens de l'article premier, aussi longtemps qu'il sera encore perçu.

3. Les autorités supérieures des administrations compétentes des deux États s'entendront pour éclaircir des doutes.

4. Les autorités supérieures des administrations compétentes des deux États se communiqueront à la fin de chaque année les changements survenus relatifs aux impôts directs et aux impôts sur les successions prélevés dans chaque État.

Ad article 2.

1. La disposition de l'article 2 s'applique aussi bien aux revenus réalisés par la gestion et la jouissance directe des biens immobiliers qu'à ceux qui résultent de la location, de l'affermage et de toute autre jouissance desdits biens ; elle s'applique en outre aux revenus qui résultent d'opérations d'aliénation réalisées par la cession de biens immobiliers, y compris les accessoires cédés avec l'immeuble, ainsi qu'à l'accroissement de la valeur.

2. L'exception prévue par l'article 2, quatrième alinéa, à la règle de l'imposition à l'endroit où l'immeuble est situé, sera appliquée seulement aussi longtemps et en tant que l'imposition sous une forme quelconque de créances de ce genre à l'endroit où l'immeuble est situé n'existe pas dans les deux États.

2. The Convention shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force as long as it has not been denounced by one of the two States. Denunciation shall only be allowed for the end of a calendar year. Six months' notice must be given.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention in two originals.

BERLIN, *July 15, 1931.*

(Signed) RÜFENACHT.

(Signed) BLAU.

(Signed) STREULI.

(Signed) KELLER.

(Signed) FELTSCHER.

(Signed) Dr. ZARDEN.

(Signed) Dr. MARTIUS.

(Signed) PAASCHE.

(Signed) DEHL.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Convention concluded this day between the Swiss Confederation and the German Reich for the avoidance of double taxation in the matter of direct taxes and succession duties, the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following statements, which shall form an integral part of the Convention :

Ad Articles 1 and 9.

1. The list of the direct taxes and succession duties leviable in the two States, as given in Articles 1 and 9 and Annexes A and B, is not to be regarded as final.

2. The new extraordinary Federal war tax shall also be one of the Swiss direct taxes within the meaning of Article 1 for as long as it continues to be levied.

3. Any doubtful points shall be settled by the supreme authorities of the competent administrations of the two States acting in concert.

4. At the end of each year, the supreme competent administrative authorities of the two States shall communicate to each other the amended lists of the direct taxes and succession duties leviable in each State.

Ad Article 2.

1. The provision of Article 2 shall apply to income derived both from the direct administration and use of immovable property and from letting, leasing and any other form of using such property ; it shall also apply to income derived from alienations of immovable property, including the appurtenances alienated therewith, and to the increment in value.

2. The exception provided for in Article 2, paragraph 4, to the rule stipulating taxation according to the place where the property is situate shall apply only so long and so far as no form of taxation of claims of this kind according to the place where the property is situate exists in the two States.

Ad articles 2 et 10.

Le capital immobilier servant à une exploitation rentre également dans les biens immobiliers au sens des articles 2 et 10.

Ad article 3.

1. Ne rentre pas dans la notion d'établissement au sens de l'article 3 le fait d'avoir des relations d'affaires exclusivement par l'entremise d'un représentant absolument indépendant. N'y rentre pas non plus le fait d'avoir un représentant (agent) qui, travaillant constamment sur le territoire d'un Etat pour des personnes physiques ou des corporations de l'autre Etat, est un simple intermédiaire et n'est pas autorisé à conclure des affaires pour la maison qu'il représente.

2. Il faut entendre par lieu de la direction au sens de l'article 3, l'endroit où, dans des installations permanentes, la direction de l'entreprise est entièrement exercée ou pour une partie essentielle.

3. La participation à une entreprise sous la forme de parts de mines (*Kuxen*), d'actions, de parts sociales et d'autres valeurs ne constitue pas un établissement pour le possesseur de ces valeurs, même si leur possession confère une influence sur la direction de l'entreprise, à moins que, pour exercer cette influence, il n'existe auprès de l'entreprise indigène une installation permanente (article 3, deuxième alinéa) de l'entreprise étrangère.

4. Le dépôt de marchandises par une entreprise d'un des deux Etats auprès d'une entreprise de l'autre Etat en vue de leur transformation et de leur réexpédition, de même que leur transformation et leur réexpédition par le fabricant, ne constituent pas pour l'entreprise qui opère le dépôt, un établissement stable au sens de l'article 3, deuxième alinéa. Toutefois, une telle entreprise est censée, même dans des cas de ce genre, avoir un établissement sitôt qu'elle entretient une installation permanente.

5. Règle générale, s'il existe des établissements au sens de l'article 3, troisième alinéa, dans les deux Etats, on tiendra, lors de la répartition de la fortune et du revenu, tout particulièrement compte du siège de l'entreprise lorsqu'une partie essentielle de la direction y sera concentrée.

6. Les autorités supérieures des administrations compétentes établiront dans une convention spéciale les principes concernant la répartition, entre les deux Etats, de la fortune et du revenu, suivant l'article 3, troisième alinéa.

Ad article 4.

En dérogation à l'article 4, les retraites, les pensions pour veuves et orphelins, et les autres versements ou avantages pécuniaires alloués en raison de services antérieurs ne seront imposés que dans l'Etat où le contribuable a son domicile. S'il advient, en dehors des cas prévus à l'article 4, deuxième alinéa, qu'un contribuable ne soit pas ressortissant de l'Etat du domicile et que les versements mentionnés dans la première phrase proviennent de l'autre Etat, ils seront imposés par moitié dans chaque Etat.

Ad articles 4 et 7.

Les rémunérations (tantièmes) des membres d'un conseil de surveillance (ou d'administration) seront imposées suivant l'article 7, et les rémunérations (tantièmes) des directeurs et employés, suivant l'article 4.

Ad article 5.

1. En dérogation à l'article 5, le personnel de l'administration des chemins de fer, de la poste, du télégraphe et des douanes des deux Etats, travaillant dans les régions frontalières, ne sera imposé

Ad Articles 2 and 10.

Immovable property within the meaning of Articles 2 and 10 includes immovable working capital.

Ad Article 3.

1. The maintenance of business relations exclusively by means of a completely independent representative shall not constitute a business establishment (*Betriebsstätte*) in the sense of Article 3. The same shall apply in regard to the maintenance of a representative (*Agent*) who, whilst permanently acting for individuals or companies of the one State in the territory of the other State, only negotiates business, without having full power to conclude transactions on behalf of the firm he represents.

2. The place of management in the sense of Article 3 is the place where, in permanent business installations of the undertaking, the work of management is entirely or to a considerable extent carried out.

3. An interest in an undertaking through the possession of mining stock (*Kuxen*), shares, share certificates and other securities does not constitute a business establishment as regards the owner, even when such possession implies an influence on the management of the undertaking, unless the exercise of such influence is conditioned by a permanent business installation (Article 3, paragraph 2) of the foreign undertaking attached to the home undertaking.

4. The warehousing of goods belonging to an undertaking of one of the States with an undertaking of another State with a view to the goods' being worked up and subsequently despatched and the actual working-up and despatch by the person who performs it, do not constitute a business establishment of the undertaking giving the order in the sense of Article 3, paragraph 2. Even in cases of this kind, however, a business establishment of the undertaking giving the order is constituted when a permanent business installation of that undertaking is involved.

5. In the event of there being business establishments in both States in the sense of Article 3, paragraph 3, the general rule is that, when apportioning capital and income, special account shall be taken of the head offices of the undertaking when an essential part of the management is bound up therewith.

6. The supreme competent administrative authorities shall lay down in a special Convention the principles relating to the apportionment of capital and income between the two States in accordance with Article 3, paragraph 3.

Ad Article 4.

By way of an exception to Article 4, annuities, widows' and orphans' pensions and other payments or pecuniary remuneration for former services are taxed only in the State in which the taxpayer has his domicile. Apart from the cases coming under Article 4, paragraph 2, if the taxpayer has not the nationality of the State of his domicile, and if the payments mentioned in the first sentence are made from the other State, they shall be taxed to the amount of one half in each State.

Ad Articles 4 and 7.

The fees (*Tantiemen*) of the members of a Supervisory (Administrative) Board shall be taxed under Article 7, and directors' and employees' fees (*Tantiemen*) shall be taxed under Article 4.

Ad Article 5.

1. By way of an exception to Article 5, the administrative staff of the railways, the postal and telegraph services and the Customs services of the two States working in the frontier areas

pour les revenus mentionnés à l'article 5 que dans l'Etat où il a son domicile. Il en est de même pour les retraites, les pensions des veuves et orphelins et les autres versements ou avantages pécuniaires alloués en raison de services ou d'emplois antérieurs de ce personnel.

2. L'exonération d'impôt accordée par le canton de Bâle-Ville aux fonctionnaires des chemins de fer allemands doit être considérée comme définitivement abolie (voir le dernier alinéa du protocole final du Traité du 24 mars 1923). Il en est de même pour les pensions, retraites, etc., de ces fonctionnaires.

3. Les dispositions spéciales de l'article 4, deuxième alinéa, et du protocole final y afférent seront également appliquées aux revenus mentionnés à l'article 5.

Ad article 8.

1. Les contribuables qui ont leur domicile dans l'un des deux Etats peuvent être imposés dans l'autre Etat, sans y avoir de domicile, s'ils y séjournent au moins trois mois par an dans leur propre ménage. Toutefois, l'imposition ne se fera que pour la durée du séjour ; elle n'embrassera pas toute la fortune ni tout le revenu du contribuable, mais sera proportionnée d'une manière équitable aux dépenses occasionnées par le séjour. Chaque fois que surgira un cas de ce genre, les autorités supérieures des administrations compétentes des deux Etats s'entendront en vue d'éviter la double imposition.

2. Les étudiants qui ne séjournent dans l'un des deux Etats que pour y faire leurs études ne seront pas imposés dans cet Etat pour les sommes qu'ils reçoivent de leurs parents domiciliés et assujettis à l'impôt dans l'autre Etat, en tant que ces sommes représentent la plus grande partie des moyens indispensables à leur entretien et à leurs études.

3. Lorsqu'un contribuable a transféré définitivement son domicile d'un Etat dans l'autre, il cesse d'être assujetti, dans le premier Etat, aux impôts attachés au domicile, dès la fin du mois au cours duquel le transfert a eu lieu.

4. Les autorités supérieures des administrations compétentes pourront conclure dans chaque cas des arrangements spéciaux destinés à éviter la double imposition des personnes n'ayant la nationalité d'aucun des deux Etats. Seront pris notamment en considération les ressortissants d'Etats qui ont conclu avec les deux Etats contractants des conventions destinées à éviter la double imposition. Ceci ne porte pas atteinte aux droits que la loi d'un des deux Etats pourrait accorder aux personnes mentionnées dans la première phrase.

Ad article 13.

La procédure amiable prévue à l'article 13, premier alinéa, peut être introduite sans que le contribuable ait parcouru tous les degrés de la juridiction contentieuse. D'autre part, l'introduction de cette procédure n'empêche pas le contribuable de faire valoir les moyens de recours que lui confère la loi.

Ad article 14.

Les dispositions de la présente convention s'appliqueront également aux revendications d'impôts qui remontent à une date antérieure à l'entrée en vigueur de cette convention et qui n'ont pas encore été réglées définitivement.

BERLIN, le 15 juillet 1931.

(Signé) RÜFENACHT.
 (Signé) BLAU.
 (Signé) STREULI.
 (Signé) KELLER.
 (Signé) FELDSCHER.

(Signé) DR ZARDEN.
 (Signé) DR MARTIUS.
 (Signé) PAASCHE.
 (Signé) DEHL.

shall be taxed in respect of the income mentioned in Article 5 only in the State of their domicile. The same applies to annuities, widows' and orphans' pensions and other payments or pecuniary remuneration for former services or professional activities of such staff.

2. The tax exemption accorded to German railway officials in the canton of Basle-Town is to be regarded as finally abolished (see the last paragraph of the Final Protocol to the Treaty of March 24, 1923). This also applies to the pensions, annuities, etc., of such officials.

3. The special provisions of Article 4, paragraph 2, and of the Final Protocol thereto, shall also apply to the income mentioned in Article 5.

Ad Article 8.

1. Taxpayers who have their domicile in one of the two States may be taxed in the other State without having their domicile there, if they stay at least three months in the year and have their own household there. Nevertheless, the tax shall be imposed for the duration of their stay only; it shall not extend to the whole capital or the whole income of the taxpayer, but shall be fairly proportioned to the expenditure occasioned by the stay. In order to avoid double taxation in cases of this kind, the supreme competent administrative authorities of the two States shall come to an agreement in each particular case.

2. Students who stay in one of the two States for purposes of study only shall not be subjected to any taxation in that State in respect of the sums received from relatives domiciled in the other State and already liable to taxation therein, provided such sums represent the greater part of the resources necessary for their maintenance and their studies.

3. In the case of taxpayers who have finally transferred their domicile from one State to the other, the obligation to pay taxes in the former State, so far as they are conditional upon domicile, shall cease at the end of the month during which the transfer took place.

4. With reference to persons who are not of the nationality of either State, the supreme competent administrative authorities may come to special agreements in each case for the avoidance of double taxation. Special consideration shall be given to nationals of States which have concluded Conventions for the avoidance of double taxation with the two contracting States. Any rights otherwise accorded to the persons mentioned in the first sentence under the law of one of the two States in that State shall not be affected hereby.

Ad Article 13.

Recourse to the procedure of friendly agreement under the terms of Article 13, paragraph 1, is, on the one hand, not dependent on the taxpayer's having exhausted all channels of legal redress, while, on the other hand, the taxpayer is not prevented by recourse to such procedure from employing the ordinary methods of legal redress.

Ad Article 14.

The provisions of this Convention shall also apply to claims which were made prior to the coming into force of this Convention and have not yet been finally settled.

BERLIN, July 15, 1931.

(Signed) RÜFENACHT.

(Signed) BLAU.

(Signed) STREULI.

(Signed) KELLER.

(Signed) FELDSCHER.

(Signed) DR. ZARDEN.

(Signed) DR. MARTIUS.

(Signed) PAASCHE.

(Signed) DEHL.

ANNEXE A

ÉNUMÉRATION DES IMPÔTS DIRECTS DES CANTONS, DISTRICTS
ET COMMUNES DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE

I. IMPÔTS DIRECTS DES CANTONS.

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton de Zurich.

Einkommenssteuer	} Gesetz vom 25. XI. 1917/19. II. 1922/2. XII. 1928, betr. die direkten Steuern.
Ergänzungssteuer (Vermögen)	
Ertrags- und Kapitalsteuer (für Aktiengesell- schaften)	

Canton de Berne.

Vermögenssteuer	} Gesetz vom 7. VII. 1918/21. III. 1920/31. I. 1926, über die direkten Staats- und Gemeindesteuern.
Einkommenssteuer	
Zuschlagssteuer	

Canton de Lucerne.

Einkommenssteuer	} Physische Personen	Steuergesetz vom 22. IX. 1922/30. XI. 1927.
Vermögenssteuer		
Kapitalsteuer	} Juristische Personen	Armengesetz vom 29. XII. 1922.
Ertragssteuer		

Canton d'Uri.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz vom 31. X. 1915/7. V. 1923, für den Kanton Uri.
Einkommenssteuer	

Canton de Schwyz.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz vom 10. IX. 1854, für den Kanton Schwyz. Gesetz vom 9. VIII. 1890, betreffend die Besteuerung der Transportanstalten, Waren- lager und dergl.
Steuer auf Leibrenten und Pensionen	

Canton d'Unterwald-le-Haut.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz vom 26. IV. 1908/25. IV. 1920/17. V. 1931.
Einkommenssteuer	

Canton d'Unterwald-le-Bas.

Vermögenssteuer	} Gesetz vom 24. IV. 1921.
Erwerbssteuer	

Canton de Glaris.

Vermögenssteuer	} Gesetz vom 1. V. 1904/5. V. 1918/11. V. 1919/2. V. 1920/1. V. 1927/4. V. 1930, über das Landes- steuerwesen des Kts. Glarus.
Personalsteuer (fest)	

ANNEX A.

LIST OF THE DIRECT TAXES OF THE CANTONS, DISTRICTS, AND COMMUNES
OF THE SWISS CONFEDERATION.

I. DIRECT TAXES OF CANTONS.

Nature of the tax	Legal bases	
<i>Canton of Zurich.</i>		
Income tax	} Law relating to Direct Taxes of November 25th, 1917, February 19th, 1922, December 2nd, 1928.	
Supplementary tax (property)		
Tax on profits and capital (for limited companies)		
<i>Canton of Berne.</i>		
Property tax	} Law relating to the State and Communal Direct Taxes of July 7th, 1918, March 21st, 1920, January 31st, 1926.	
Income tax		
Supplementary tax		
<i>Canton of Lucerne.</i>		
Income tax	} Physical persons } Tax Law of September 22nd, 1922, November 30th, 1927.	
Property tax		
Capital tax		} Individual persons } Poor Law of December 29th, 1922.
Tax on profits		
<i>Canton of Uri.</i>		
Property tax	} Tax Law for the Canton of Uri of October 31st, 1915, May 7th, 1923.	
Income tax		
<i>Canton of Schwyz.</i>		
Property tax	} Tax Law for the Canton of Schwyz of September 10th, 1854. Law relating to the Taxation of Transport Concerns, Warehouses, etc., of August 9th, 1890.	
Tax on annuities and pensions		
<i>Canton of Obwalden.</i>		
Property tax	} Tax Law of April 26th, 1908, April 25th, 1920, May 17th, 1931.	
Income tax		
<i>Canton of Nidwalden.</i>		
Property tax	} Law of April 24th, 1921.	
Tax on profits		
<i>Canton of Glarus.</i>		
Property tax	} Law relating to the Tax System of the Canton of Glarus of May 1st, 1904, May 5th, 1918, May 11th, 1919, May 2nd, 1920, May 1st, 1927, May 4th, 1930.	
Personal tax (fixed)		

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton de Glaris (suite).

Erwerbssteuer	}	Gesetz vom 2. V. 1920, über die Erwerbssteuer des Kts. Glarus.
Vermögenssteuer		Gesetz vom 11. V. 1919, betr. Erhebung einer Landessteuer für Schulzwecke.
Kapitalsteuer (eventuell Immobiliensteuer)		Gesetz vom 6. V. 1917, betr. die Besteuerung der anonymen Erwerbsgesellschaften.

Canton de Zoug.

Vermögenssteuer	}	Gesetz vom 28. XII. 1896/17. XI. 1921/15. V. 1930, über die Bestreitung der Staatsauslagen.
Einkommens- und Erwerbssteuer		
Patentsteuer		

Canton de Fribourg.

Impôt sur la fortune	}	Loi du 24. XI. 1919/7. V. 1926/16. V. 1929, sur l'impôt.
Impôt sur le produit du travail		
Impôt sur le capital et le bénéfice des personnes morales		

Canton de Soleure.

Einkommenssteuer	}	Gesetz vom 17. III. 1895/21. I. 1917/4. V. 1919/29. III. 1925/23. II. 1930, betr. die direkte Steuer.
Vermögenssteuer		

Canton de Bâle-Ville.

Einkommenssteuer	}	Gesetz vom 6. IV. 1922, betr. die direkten Steuern.
Vermögenssteuer		
Kapitalsteuer		
Ertragssteuer	}	Gesetz vom 23. VI. 1921, betr. die Besteuerung der anonymen Erwerbsgesellschaften.

Canton de Bâle-Campagne.

Vermögenssteuer	}	Gesetz vom 20. VIII. 1928.
Einkommenssteuer		

Canton de Schaffhouse.

Vermögenssteuer	}	Gesetz vom 26. VIII. 1919/25. V. 1927, über die direkten Steuern.
Einkommenssteuer		
Kapitalsteuer		
Ertragssteuer		

Canton d'Appenzell Rh.-Ext.

Vermögenssteuer	}	Steuergesetz vom 25. IV. 1897.
Einkommenssteuer		

Canton d'Appenzell Rh.-Int.

Vermögenssteuer	}	Steuergesetz vom 12. X. 1919/27. IV. 1924.
Erwerbssteuer		
Armensteuer (vom Vermögen, Erwerb und der Person)		

Nature of the tax

Legal bases

Canton of Glarus (continued).

Tax on profits	}	Law relating to the Tax on Profits of the Canton of Glarus of May 2nd, 1920.
Property tax		Law relating to the Collection of a General Tax for Educational Purposes of May 11th, 1919.
Capital tax (or tax on immovable property)		Law relating to the Taxation of Joint-Stock Companies of May 6th, 1917.

Canton of Zug.

Property tax	}	Law relating to the Covering of State Disbursements of December 28th, 1896, November 17th, 1921, May 15th, 1930.
Tax on income and profits		
Tax on trade licences, etc. (<i>Patentsteuer</i>)		

Canton of Fribourg.

Capital tax	}	Law Tax of November 24th, 1919, May 7th, 1926, May 16th, 1929.
Tax on earned income		
Tax on the capital and profits of judicial persons		

Canton of Solothurn.

Income tax	}	Law relating to Direct Taxes of March 17th, 1895, January 21st, 1917, May 4th, 1919, March 29th, 1925, February 23rd, 1930.
Property tax		

Canton of Basle-City.

Income tax	}	Law relating to Direct Taxes of April 6th, 1922.
Property tax		Law relating to the Taxation of Joint-Stock Companies of June 23rd, 1921.
Capital tax		
Tax on profits		

Canton of Basle-Country.

Property tax	}	Law of August 20th, 1928.
Income tax		

Canton of Schaffhausen.

Property tax	}	Law on Direct Taxes of August 26th, 1919, May 25th, 1927.
Income tax		
Capital tax		
Tax on profits		

Canton of Appenzell A.-Rh.

Property tax	}	Tax Laws of April 25th, 1897.
Income tax		

Canton of Appenzell I.-Rh.

Property tax	}	Tax Laws of October 12th, 1919, April 27th, 1924.
Tax on profits		
Poor tax (on property, profits and person)		

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton de St-Gall.

Vermögenssteuer	}	Gesetz vom 24. XI. 1903/30. XI. 1916/24. V. 1918/15. XI. 1928, betr. die direkten Staatssteuern.
Einkommenssteuer		

Canton des Grisons.

Vermögenssteuer	}	Steuergesetz vom 23. VI. 1918, für den Kanton Graubünden.
Erwerbssteuer		

Canton d'Argovie.

Vermögenssteuer	}	Gesetz vom 11. III. 1865/18. II. 1925, über den Bezug von Vermögens- und Einkommenssteuern zu Staatszwecken.
Erwerbssteuer		
Spezialsteuer auf Aktiengesellschaften, Kommanditaktiengesellschaften und Erwerbsgenossenschaften	}	Gesetz vom 15. IX. 1910, über die Besteuerung der Aktiengesellschaften und Erwerbsgenossenschaften.

Canton de Thurgovie.

Vermögenssteuer	}	Gesetz vom 15. II. 1898, betr. das Steuerwesen.
Einkommenssteuer		

Canton du Tessin.

Imposta sulla sostanza	}	Legge tributaria dell' 11. XII. 1907, del Ct. Ticino colle modificazioni susseguenti.
Imposta sulla rendita		
Tassa scolastica	}	Decreto legislativo del 24. VIII. 1915, sull'onorario dei docenti delle scuole comunali e cantonali

Canton de Vaud.

Impôt sur la fortune	}	Loi du 24. I. 1923/24. XI. 1926/14. II. 1928/27. XI. 1928, d'impôt sur la fortune et le produit du travail.
Impôt sur le produit du travail		
Taxe sur les étrangers qui ne sont pas nés dans le canton de Vaud et qui n'exercent et n'y ont jamais exercé d'activité lucrative		
Droits de patente	}	Loi du 22. I. 1919, soumettant à une patente diverses sociétés ayant leur siège dans le canton ou y exerçant une activité.

Canton du Valais.

Impôt sur la fortune	}	Loi des finances du 10. XI. 1903.
Impôt sur le revenu		
Impôt sur l'industrie		
	}	Loi du 19. V. 1899 sur le contrôle de l'impôt mobilier. Décret du 15. I. 1921.

Canton de Neuchâtel.

Impôt sur la fortune	}	Loi du 30. IV. 1903, sur l'impôt direct avec les modifications subséquentes.
Impôt sur les ressources		

Nature of the tax

Legal bases

Canton of St. Gallen.

Property tax	}	Law relating to Direct State Taxes of November 24th, 1903, November 30th, 1916, May 24th, 1918, November 15th, 1928.
Income tax		

Canton of Grisons.

Property tax	}	Tax Law for the Canton of Grisons of June 23rd, 1918.
Tax on profits		

Canton of Argau.

Property tax	}	Law concerning the Levying of Property and Income Taxes for State Objects of March 11th, 1865, February 18th, 1925.
Tax on profits		
Special tax on limited companies, commandite companies and co-operative trading associations	}	Law on the Taxing of Limited Companies and Co-operative Trading Associations of September 15th, 1910.

Canton of Thurgau.

Property tax	}	Law relating to Taxation of February 15th, 1898.
Income tax		

Canton of Ticino.

Property tax	}	Taxation Law of the Canton of Ticino of December 11th, 1907, with subsequent amendments.
Income tax		
Education tax	}	Legislative Decree on the Salaries of Teachers in Communal and Cantonal Schools, of August 24th, 1915.

Canton of Vaud.

Property tax	}	Law on the Tax on Capital and Earned Income of January 24th, 1923, November 24th, 1926, February 14th, 1928, November 27th, 1928.
Tax on earned income		
Tax on foreigners who were not born in the Canton of Vaud and do not engage and have never engaged in any remunerative occupation there.		
Duties on trade licences, etc.	}	Law requiring Various Companies which have their Head Offices in the Canton or carry on Business there to procure a Licence. January 22nd, 1919.

Canton of Valais.

Property tax	}	Finance Law of November 10th, 1903.
Income tax		
Tax on industry		
	}	Law of May 19th, 1899, on the Supervision of Taxation on Movable Property. Decree of January 15th, 1921.

Canton of Neuchâtel.

Property tax	}	Law on Direct Taxes of April 30th, 1903, with subsequent amendments.
Tax on resources		

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton de Genève.

Impôt sur le revenu	} Personnes physiques . . .	} Loi du 24. III. 1923/24. XII. 1924/9. III. 1927/4. V. 1927/1. XII. 1928 sur les contributions publiques.
Impôt sur la fortune		
Impôt sur le bénéfice	} Personnes morales . . .	
Impôt sur le capital		
Impôt complémentaire sur la valeur des immeubles		
Impôt sur la plus-value immobilière		

II. IMPÔTS DIRECTS DES DISTRICTS ET DES COMMUNES.

Canton de Zurich.

Einkommenssteuer	} Gesetz vom 25. XI. 1917/19. II. 1922/2. XII. 1928, betreffend die direkten Steuern.
Ergänzungssteuer	
Ertragssteuer	
Kapitalsteuer	
Liegenschaftssteuer	
Grundstückgewinnsteuer	

Canton de Berne.

Vermögenssteuer	} Gesetz vom 7. VII. 1918, über die direkten Staats- und Gemeindesteuern. Gesetz vom 18. I. 1874, über die Organisation des Kirchenwesens im Kanton Bern. Dekret vom 2. XII. 1876, betr. Steuern zu Kultus- zwecken.
Einkommenssteuer	
Zuschlagssteuer	
Besondere Erwerbssteuer (Saisonsteuer)	

Canton de Lucerne.

Einkommenssteuer	} Physische Personen	} Steuergesetz vom 22. IX. 1922/30. XI. 1927. Armengesetz vom 29. XII. 1922. Steuergesetz vom 28. VII. 1919 (Art. 20-38).
Vermögenssteuer		
Kapitalsteuer	} Juristische Personen	
Ertragssteuer		
Wertzuwachsststeuer		

Canton d'Uri.

Vermögenssteuer	} Verordnung vom 24. XI. 1892/10. III. 1903, über das Steuerwesen der Gemeinden. Verordnung vom 27. XI. 1918, über Kultus- oder Kirchensteuern.
Einkommenssteuer	

Canton de Schwyz.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz vom 10. IX. 1854/17. VII. 1884/19. X. 1890, für den Kanton Schwyz. Gesetz vom 9. VIII. 1890, betr. die Besteuerung der Transportanstalten, Warenlager und dergl. Gesetz vom 4. XII. 1920, betr. die fakultative Handänderungssteuer zu Gunsten der Ge- meinden.
Steuer auf Leibrenten und Pensionen	
Handänderungssteuer	

Canton d'Unterwald-le-Haut.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz vom 26. IV. 1908/25. IV. 1920.
Einkommenssteuer	

Nature of the tax

Legal bases

Canton of Geneva.

Income tax	} Physical persons	} Law on Public Taxes of March 24th, 1923, December 24th, 1924, March 9th, 1927, May 4th, 1927, December 1st, 1928.
Property tax		
Tax on profits	} Juridical persons	
Capital tax		
Supplementary tax on real-estate values		
Increment tax on real-estate values		

II. DIRECT TAXES OF DISTRICTS AND COMMUNES.

Canton of Zurich.

Income tax	} Law relating to Direct Taxes of November 25th, 1917, February 19th, 1922, December 2nd, 1928.
Supplementary tax	
Tax on profits	
Capital tax	
Land tax	
Tax on profits from landed property	

Canton of Berne.

Property tax	} Law on Direct State and Communal Taxes of July 7th, 1918.
Income tax	
Supplementary tax	
Special tax on profits (seasonal tax).	
	} Law on Ecclesiastical Organisation in the Canton of Berne of January 18th, 1874.
	} Decree relating to Taxes for Purposes of Public Worship of December 2nd, 1876.

Canton of Lucerne.

Income tax	} Physical persons	} Tax Law of September 22nd, 1922, November 30th, 1927.
Property tax		
Capital tax	} Juridical persons	
Tax on profits		
Increment tax		
		} Poor Law of December 29th, 1922.
		} Tax Law of July 28th, 1919 (Articles 20 to 38).

Canton of Uri.

Property tax	} Decree relating to the Tax System of the Communes of November 24th, 1892, March 10th, 1903.	
Income tax		
		} Decree relating to Public Worship or Church Taxes of November 27th, 1918.

Canton of Schwyz.

Property tax	} Tax Law for the Canton of Schwyz of September 10th, 1854, July 17th, 1884, October 19th, 1890.	
Tax on annuities and pensions		
		} Law relating to the Taxation of Transport Undertakings, Warehouses, etc., of August 9th, 1890.
Tax on Mutations		} Law relating to the Optional Mutation Tax for the benefit of the Communes of December 4th, 1920.

Canton of Obwalden.

Property tax	} Tax Law of April 26th, 1908, April 25th, 1920.
Income tax	

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton d'Unterwald-le-Bas.

Vermögenssteuer	} Gesetz vom 24. IV. 1921.
Erwerbssteuer	

Canton de Glaris.

Haushaltssteuer	} Gesetz vom 27. V. 1877, über die Erhebung von Gemeindesteuern.	
		Gesetz vom 27. V. 1877, betr. die Erhebung von Vermögens-, Kopf- und Haushaltssteuern für Kirchzwecke.
Vermögenssteuer		

Canton de Zoug.

Vermögenssteuer	} Gesetz vom 20. XII. 1876, betr. das Gemeinwesen.
Erwerbssteuer	
Patentsteuer	
Haushaltssteuer	
Kirchensteuer	} Gesetz vom 12. XI. 1908, betr. Steuerberechtigung der Kirchgemeinden des Kantons Zug.

Canton de Fribourg.

Impôt sur la fortune	} Loi du 7. V. 1926, sur les impôts communaux et paroissiaux.
Impôt sur le produit du travail	
Impôt sur le capital et le bénéfice des sociétés anonymes et des sociétés coopératives	
Contribution immobilière	
Impôt sur les bénéfices immobiliers	

Canton de Soleure.

Einkommenssteuer	} Gesetz vom 28. X. 1871, über die Organisation des Gemeinwesens.
Vermögenssteuer	

Canton de Bâle-Ville.

Einkommenssteuer	} Steuerreglement vom 3. VI. 1923, für die Einwohnergemeinde Riehen.
Vermögenssteuer	
Mehrwertsteuer auf Liegenschaften (wird als Einkommenssteuer erhoben)	} Steuerreglement vom 2. II. 1910, der Einwohnergemeinde Bettingen.
Liegenschaftssteuer	
Gebäudesteuer	} Steuerordnung vom 14. XI. 1923, der evang. reformierten Kirchgemeinde.
Kirchensteuer	

Canton de Bâle-Campagne.

Vermögenssteuer	} Gemeindegesetz vom 14. III. 1881, §§ 137-153.
Einkommenssteuer	
	} Gesetz vom 20. VIII. 1928.

Nature of the tax

Legal bases

Canton of Nidwalden.

Property tax	}	Law of April 24th, 1921.
Tax on profits		

Canton of Glarus.

Household tax	}	Law on the Levying of Communal Taxes of May 27th, 1877.
		Law relating to the Collection of Property, Poll and Household Taxes for Church Objects of May 27th, 1877.
		Law relating to the Collection of Property and Poll Taxes for Educational Objects of May 27th, 1877.

Canton of Zug.

Property tax	}	Law relating to the Communal System of December 20th, 1876.
Tax on profits		
Tax on trade licences, etc.		
Household tax	}	Law relating to the Right of the Parishes of the Canton of Zug to levy Taxes of November 12th, 1908.
Church tax		

Canton of Fribourg.

Property tax	}	Law on Communal and Parish Taxes of May 7th, 1926.
Tax on earned income		
Tax on capital and profits of joint-stock companies and co-operative societies		
Land tax		
Tax on profits derived from landed property		

Canton of Solothurn.

Income tax	}	Law on the Organisation of the Communal System of October 28th, 1871.
Property tax		

Canton of Basle-City.

Income tax	}	Tax Regulations for the Commune of Riehen of June 3rd, 1923.
Property tax		
Tax on increments in land values (collected as income tax)		
Land tax	}	Tax Regulations for the Commune of Bettingen of February 2nd, 1910.
Building tax		
Church tax	}	Tax Ordinance of the Evangelical Reformed Parish of November 14th, 1923.

Canton of Basle-Country.

Property tax	}	Communal Law of March 14th, 1881, §§ 137 to 153. Law of August 20th, 1928.
Income tax		

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton de Schaffhouse.

Vermögenssteuer	} Gesetz vom 26. VIII. 1919/25. V. 1927, über die direkten Steuern.
Einkommenssteuer	
Kapitalsteuer	
Ertragssteuer	

Canton d'Appenzell Rh.-Ext.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz vom 25. IV. 1897.
Einkommenssteuer	

Canton d'Appenzell Rh.-Int.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz vom 12. X. 1919/27. IV. 1924.
Erwerbssteuer	
Grundstücksteuer	

Canton de St-Gall.

Vermögenssteuer	} Gesetz vom 17. XI. 1858, betr. das Steuerwesen der Gemeinden. Nachtragsgesetz vom 30. XI. 1916.
Einkommenssteuer	

Canton des Grisons.

Vermögenssteuer	} (Les communes du canton des Grisons possèdent leur souveraineté fiscale particulière.)
Erwerbssteuer	
Grundsteuer	
Eventuell noch andere Steuern auf Vermögen und Erwerb	

Canton d'Argovie.

Vermögenssteuer	} Gesetz vom 30. XI. 1866, über die Verwendung der Gemeindegüter und Gemeindesteuern. Gesetz vom 18. II. 1925, betr. Steuererleichterungen und Steuerzuschläge.
Erwerbssteuer	

Canton de Thurgovie.

Vermögenssteuer	} Gesetz vom 15. II. 1898, betreffend das Steuerwesen.
Einkommenssteuer	

Canton du Tessin.

Imposta sulla sostanza	} Legge tributaria dell' 11. XII. 1907, del cantone Ticino, colle modificazioni susseguenti.
Imposta sulla rendita	

Canton de Vaud.

Impôt sur la fortune	} Loi du 19. V. 1925/14. II. 1928, sur les impositions communales.
Impôt sur le produit du travail	
Impôt foncier	
Impôt sur les loyers	
Taxe des étrangers	

Nature of the tax	Legal bases
<i>Canton of Schaffhausen.</i>	
Property tax	} Law on Direct Taxes of August 26th, 1919, May 25th, 1927.
Income tax	
Capital tax	
Tax on profits	
<i>Canton of Appenzell. A.-Rh.</i>	
Property tax	} Tax Law of April 25th, 1897.
Income tax	
<i>Canton of Appenzell. I.-Rh.</i>	
Property tax	} Tax Law of October 12th, 1919, April 27th, 1924.
Tax on profits	
Land tax	
<i>Canton of St. Gallen.</i>	
Property tax	} Law relating to the Tax System of the Communes of November 17th, 1858. Supplementary Law of November 30th, 1916.
Income tax	
<i>Canton of Grisons.</i>	
Property tax	} (The Communes of the Grisons are independent in regard to taxation.)
Tax on profits	
Land tax	
Any other taxes on property and profits	
<i>Canton of Aargau.</i>	
Property tax	} Law on the Disposal of Communal Property and Communal Taxes of November 30th, 1866. Law relating to Tax Abatements and Tax Supplements of February 18th, 1925.
Tax on profits	
<i>Canton of Thurgau.</i>	
Property tax	} Law relating to the Tax System of February 15th, 1898.
Income tax	
<i>Canton of Ticino.</i>	
Property tax	} Taxation Law of the Canton of Ticino of December 11th, 1907, with subsequent amendments.
Income tax	
<i>Canton of Vaud.</i>	
Property tax	} Law on Communal Taxes of May 19th, 1925, February 14th, 1928.
Tax on earned income	
Land tax	
Rent tax	
Tax on foreigners	

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton du Valais.

Impôt sur le capital et le revenu	}	Loi des finances du 10. XI. 1903.
Impôt sur l'industrie		Loi du 29. XI. 1886/14. XI. 1922 sur la répartition des charges municipales et des travaux publics dans les communes.

Canton de Neuchâtel.

Impôt sur la fortune	}	Loi du 29. X. 1885, sur les impositions municipales, avec les modifications subséquentes.
Impôt sur les ressources		Décret du 20. XI. 1917 portant revision des articles 1-4 de la loi sur les impositions municipales du 29. X. 1885.
Impôt sur le revenu brut ou la valeur locative des immeubles		
Impôt sur la valeur du loyer ou du fermage		

Canton de Genève.

Impôt sur le revenu	}	Loi du 24. III. 1923/24. XII. 1924/9. III. 1927/4. V. 1927/1. XII. 1928, sur les contributions publiques.
Impôt sur la fortune		
Impôt sur le bénéfice		
Impôt sur le capital		
Taxe professionnelle fixe sur les commerces, industries et professions		

CATALOGUE DES IMPÔTS B

I. IMPÔTS CANTONAUX SUR LES SUCCESSIONS ET SUR LES DONATIONS.

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton de Zurich.

Erbschafts- und Schenkungssteuer	Gesetz vom 20. II. 1870, betr. die Erbschaftssteuer.
--	--

Canton de Berne.

Erbschafts- und Schenkungssteuer	{ Gesetz vom 6. IV. 1919, über die Erbschafts- und Schenkungssteuer.
--	--

Canton de Lucerne.

Erbschaftssteuer	{ Gesetz vom 27. V. 1908/28. VII. 1919, betr. die Erbschaftssteuern.
----------------------------	--

Canton d'Uri.

Erbschafts- und Schenkungssteuer	{ Gesetz vom 2. V. 1926, über die Erbschafts- und Schenkungssteuer.
--	---

Canton de Schwyz.

.....

Canton d'Unterwald-le-Haut.

.....

Nature of the tax	Legal bases
<i>Canton of Valais.</i>	
Tax on capital and income	{ Finance Law of November 10th, 1903. Law of November 29th, 1886, November 14th, 1922, on the Distribution of Municipal Charges and Public Works in the Communes.
Tax on industry	
<i>Canton of Neuchâtel.</i>	
Property tax	{ Law on Municipal Taxes of October 29th, 1885, with subsequent amendments. Decree of November 20th, 1917, amending Articles 1-4 of the Law on Municipal Taxes of October 29th, 1885.
Tax on resources	
Tax on gross income or the rental value of real estate	
Tax on the value of the rent or lease	
<i>Canton of Geneva.</i>	
Income tax	{ Law on Public Taxes of March 24th, 1923, December 24th, 1924, March 9th, 1927, May 4th, 1927, December 1st, 1928.
Property tax	
Tax on profits	
Capital tax	
Fixed professional tax on business, industry and professions	

TAX-LIST B.

I. CANTONAL SUCCESSION AND DONATION DUTIES.

Nature of the tax	Legal bases
<i>Canton of Zurich.</i>	
Succession and donation duty	{ Law of February 20th, 1870, relating to Succession Duty.
<i>Canton of Berne.</i>	
Succession and donation duty	{ Law of April 6th, 1919, concerning Succession and Donation Duty.
<i>Canton of Lucerne.</i>	
Succession duty	{ Law of May 27th, 1908, July 28th, 1919, relating to Succession Duty.
<i>Canton of Uri.</i>	
Succession and donation duty	{ Law of May 2nd, 1926, on Succession and Donation Duty.
<i>Canton of Schwyz.</i>	
.	
<i>Canton of Obwalden.</i>	
.	

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton d'Unterwald-le-Bas.

Erbschafts- und Vermächtnissteuer Armengesetz vom 25. IV. 1912/30. IV. 1916.

*Canton de Glaris.*Erbschafts- und Schenkungssteuer { Gesetz vom 1. V. 1904/5. V. 1918/11. V. 1919/2.
V. 1920/4. V. 1930, über das Landessteuerwesen
des Kantons Glaris.*Canton de Zoug.*Erbschafts- und Schenkungssteuer { Gesetz vom 28. XII. 1896/17. XI. 1921, betr. teil-
weise Abänderung des Gesetzes über die Bestrei-
tung der Staatsauslagen.*Canton de Fribourg.*Droits sur les successions et sur les donations { Loi du 8. III. 1882/11. V. 1886/28. XII. 1916, sur
les droits d'enregistrement.*Canton de Soleure.*Erbschafts- und Schenkungssteuern { Gesetz vom 13. XII. 1848, betr. die Erbschafts-
steuer (Neuredaktion 1922). Gesetz vom 24. XII.
1856, betr. die Handänderungsgebühr von
Vermögen in toter Hand.*Canton de Bâle-Ville.*

Erbschaftssteuern Gesetz vom 6. IV. 1922, betr. die direkten Steuern.

*Canton de Bâle-Campagne.*Erbschafts- und Schenkungssteuer { Gesetz vom 16. II. 1920, über die Erbschafts- und
Schenkungssteuer.*Canton de Schaffhouse.*Erbschafts- und Schenkungssteuer { Erbschaftssteuergesetz vom 19. IX. 1910, für den
Kt. Schaffhausen.*Canton d'Appenzell Rh.-Ext.*Erbschafts- und Schenkungssteuer { Gesetz vom 30. IV. 1922, betr. die Erbschafts-,
Vermächtnis- und Schenkungssteuer.*Canton d'Appenzell Rh.-Int.*

Erbschafts- und Schenkungssteuer Steuergesetz vom 12. X. 1919.

*Canton de St-Gall.*Erbschafts- und Schenkungssteuern { Gesetz vom 17. V. 1911, über die Erbschafts-,
Vermächtnis- und Schenkungssteuer.
Nachtragsgesetz vom 15. V. 1924.

Nature of the tax	Legal bases
<i>Canton of Nidwalden.</i>	
Succession and legacy duty	Poor Law of April 25th, 1912, April 30th, 1916
<i>Canton of Glarus.</i>	
Succession and donation duty	{ Law of May 1st, 1904, May 5th, 1918, May 11th, 1919, May 2nd, 1920, May 4th, 1930, on the Tax System of the Canton of Glarus.
<i>Canton of Zug.</i>	
Succession and donation duty	{ Law of December 28th, 1896, November 17th, 1921, relating to Partial Amendment of the Law on the Covering of State Disbursements.
<i>Canton of Fribourg.</i>	
Succession and donation duty	{ Law of March 8th, 1882, May 11th, 1886, December 28th, 1916, on Registration.
<i>Canton of Solothurn.</i>	
Succession and donation duty	{ Law on December 13th, 1848, relating to Succession Duty (new text, 1922). Law of December 24th, 1856, relating to the Fee for the Transfer of Property in Mortmain.
<i>Canton of Basle-City.</i>	
Succession duty	Law of April 6th, 1922, relating to Direct Taxes.
<i>Canton of Basle-Country.</i>	
Succession and donation duty	{ Law of February 16th, 1920, on Succession and Donation Duty.
<i>Canton of Schaffhausen.</i>	
Succession and donation duty	{ Law on Succession Duty of September 19th, 1910, for the Canton of Schaffhausen.
<i>Canton of Appenzell A.-Rh.</i>	
Succession and donation duty	{ Law of April 30th, 1922, relating to Succession, Legacy and Donation Duty.
<i>Canton of Appenzell I.-Rh.</i>	
Succession and donation duty	Tax Law of October 12th, 1919.
<i>Canton of St. Gallen.</i>	
Succession and donation duty	{ Law of May 17th, 1911, on Succession, Legacy and Donation Duty. Supplementary Law of May 15th, 1924.

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton des Grisons.

Nachlassgebühr auf Erbschaften und Schenkungen { Steuergesetz vom 23. VI. 1918, für den Kt. Graubünden.

Canton d'Argovie.

Erbschafts- und Schenkungssteuer { Gesetz vom 16. II. 1922, betr. die Erbschafts- und Schenkungssteuer.

Canton de Thurgovie.

Erbschafts- und Schenkungssteuer { Gesetz vom 23. V. 1850, betr. die Handänderungs- und Stempelgebühr.

Canton du Tessin.

Imposta sulle successioni e donazioni { Legge del 6. XII. 1917/16. XII. 1919, sulle tasse di successione.

Canton de Vaud.

Droits sur les successions et sur les donations . . { Loi du 27. XII. 1911/1. XII. 1919, sur la perception du droit de mutation. Loi annuelle sur l'impôt, du 27. XI. 1928.

Canton du Valais.

Droits sur les successions et sur les donations . . { Loi du 18. III. 1875 sur le timbre et lois additionnelles du 25. V. 1878 et du 13. XI. 1908.

Canton de Neuchâtel.

Droits sur les successions :
 a) Sur les parts héréditaires } Loi du 21. V. 1912, concernant la perception d'un droit sur les successions et sur les donations entre vifs.
 b) Sur la masse successorale }
 Droits sur les donations { Loi du 10. XI. 1920, concernant l'application de l'art. 554 du code civil suisse et la perception d'un émolument, en cas de dévolution d'hérédité.

Canton de Genève.

Droits sur les successions et sur les donations . . { Loi du 24. III. 1923/24. XII. 1924, sur les contributions publiques.

II. IMPÔTS DES DISTRICTS ET DES COMMUNES SUR LES SUCCESSIONS ET LES DONATIONS.

Canton de Zurich.

.....

Canton de Berne.

.....

Nature of the tax	Legal bases
<i>Canton of Grisons.</i>	
Inheritance duty on successions and donations	{ Tax Law of June 23rd, 1918, for the Canton of Grisons.
<i>Canton of Aargau.</i>	
Succession and donation duty.	{ Law of February 16th, 1922, on Succession and Donation Duty.
<i>Canton of Thurgau.</i>	
Succession and donation duty	{ Law of May 23rd, 1850, on Transfer and Stamp Duty.
<i>Canton of Ticino.</i>	
Succession and donation duty	{ Law of December 6th, 1917, December 16th, 1919, on Succession Duty.
<i>Canton of Vaud.</i>	
Succession and donation duty.	{ Law of December 27th, 1911, December 1st, 1919, on the Collection of the Transfer Duty. Annual Tax Law of November 27th, 1928.
<i>Canton of Valais.</i>	
Succession and donation duty.	{ Law of March 18th, 1875, on Stamp Duty and Supplementary Laws of May 25th, 1878, and November 13th, 1908.
<i>Canton of Neuchâtel.</i>	
Succession duty :	{ Law of May 21st, 1912, concerning the Levying of a Duty on Successions and <i>donationes inter vivos</i> .
(a) On shares of inheritance	
(a) On the whole estate	{ Law of November 10th, 1920, concerning the Application of Article 554 of the Swiss Civil Code and the Collection of an Emolument in the Case of Devolution of Inheritance.
Donation duty.	
<i>Canton of Geneva.</i>	
Succession and donation duty	{ Law of March 24th, 1923, December 24th, 1924, on Public Taxes.

II. DISTRICT AND COMMUNAL SUCCESSION AND DONATION DUTIES.

Canton of Zurich.

.

Canton of Berne.

.

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton de Lucerne.

Erbschaftssteuer (Deszendentensteuer) Steuergesetz vom 28. VII. 1919.

Canton d'Uri.

.....

Canton de Schwyz.

.....

Canton d'Unterwald-le-Haut.

.....

*Canton d'Unterwald-le-Bas.*Erbschaftssteuern { Gesetz von 30. IV. 1916, betr. Abänderung des § 30
des Armengesetzes vom 28. IV. 1912.*Canton de Glaris.*

.....

Canton de Zoug.

.....

*Canton de Fribourg.*Droit sur les successions et sur les donations (cen- } Loi du 2. V. 1922, sur les impôts communaux et
times additionnels aux droits cantonaux) . . . } paroissiaux.*Canton de Soleure.*

.....

Canton de Bâle-Ville.

.....

Canton de Bâle-Campagne.

.....

Canton de Schaffhouse.

.....

Canton d'Appenzell Rh.-Ext.

.....

Canton d'Appenzell Rh.-Int.

.....

Nature of the tax

Legal bases

Canton of Lucerne.

Succession duty Tax Law of July 28th, 1919.

Canton of Uri.

.....

Canton of Schwyz.

.....

Canton of Obwalden.

.....

Canton of Nidwalden.

Succession duty { Law of April 30th, 1916, relating to amendment
of § 30 of the Poor Law of April 28th, 1912.

Canton of Glarus.

.....

Canton of Zug.

.....

Canton of Fribourg.

Succession and donation duty (" additional cen- } Law of May 2nd, 1922, on Communal and Parish
times " to the cantonal duties) } Taxes.

Canton of Solothurn.

.....

Canton of Basle-City.

.....

Canton of Basle-Country.

.....

Canton of Schaffhausen.

.....

Canton of Appenzell A.-Rh.

.....

Canton of Appenzell I.-Rh.

.....

Nature de l'impôt

Bases légales

*Canton de St-Gall.**Canton des Grisons.*

Erbanfall- und Schenkungssteuern

*Canton d'Argovie.**Canton de Thurgovie.**Canton du Tessin.**Canton de Vaud.*

Droits sur les successions et sur les donations { Loi du 19. V. 1925, sur les impositions communales.
(Centimes additionnels aux droits de mutation
perçus par l'Etat.)

*Canton du Valais.**Canton de Neuchâtel.*

Droits sur les successions et donations { Loi du 21. V. 1912, concernant la perception d'un
droit sur les successions et sur les donations
entre vifs.

Canton de Genève.

Nature of the tax

Legal bases

Canton of St. Gallen.

.....

Canton of Grisons.

Inheritance and donation duty

Canton of Aargau.

.....

Canton of Thurgau.

.....

Canton of Ticino.

.....

Canton of Vaud.

Succession and donation duty { Law of May 19th, 1925, on Communal Taxes
("additional centimes" to the transfer duties
levied by the State).

Canton of Valais.

.....

Canton of Neuchâtel.

Succession and donation duty { Law of May 21st, 1912, concerning the Collection
of a Duty on Successions and *donationes inter vivos.*

Canton of Geneva.

.....

AVENANT

A LA CONVENTION DU 15 JUILLET 1931, ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LE REICH ALLEMAND, EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE D'IMPÔTS DIRECTS ET D'IMPÔTS SUR LES SUCCESSIONS, SIGNÉ A BERLIN, LE 11 JANVIER 1934.

LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LE REICH ALLEMAND sont convenus de reprendre les négociations sur certains points de la convention précitée.

Ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Paul DINICHERT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Berlin ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le D^r Otto HEDDING, professeur, directeur ministériel au Ministère des Finances, et
M. le D^r Paul BARANDON, conseiller de légation référendaire au Ministère des Affaires étrangères.

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, se sont entendus sur les points suivants :

1^o Les dispositions de la convention ne s'appliquent pas aux personnes remplissant les conditions prévues pour l'acquittement de l'impôt allemand sur la fuite des capitaux (*Reichsfluchtsteuer*).

La convention ne s'applique pas davantage aux personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions prévues pour l'acquittement dudit impôt, pour la seule raison qu'elles sont en mesure de justifier d'un domicile ou d'une résidence habituelle en Allemagne au sens de la législation fiscale allemande, ou qu'elles sont traitées, conformément à la législation fiscale allemande, comme des personnes ayant un domicile ou une résidence habituelle en Allemagne.

2^o L'article 3, sixième alinéa, de la convention est abrogé. Les autorités supérieures des administrations des deux Etats peuvent conclure des arrangements spéciaux sur l'imposition des entreprises de navigation maritime, de navigation intérieure et de navigation aérienne, ainsi que des revenus en provenant.

3^o Le lieu de la direction est — en modification de l'article 8, quatrième alinéa, de la convention — réputé domicile pour les fondations et autres masses de biens.

4^o Les chiffres 1, 2 et 3 précités font partie intégrante de la Convention du 15 juillet 1931.

Le présent avenant sera ratifié en même temps que la Convention du 15 juillet 1931 et les instruments de ratification seront échangés à Berne avant le 31 janvier 1934.

L'avenant entrera en vigueur en même temps que la convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent avenant en deux originaux.

BERLIN, le 11 janvier 1934.

(Signé) Paul DINICHERT.
HEDDING.
D^r Paul BARANDON.

Pour copie conforme :
Berne, le 6 février 1934.

Pour le Chancelier de la Confédération :
Leimgruber.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ADDITIONAL AGREEMENT

TO THE CONVENTION OF JULY 15, 1931, BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE GERMAN REICH FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION IN THE MATTER OF DIRECT TAXES AND SUCCESSION DUTIES, SIGNED AT BERLIN, JANUARY 11, 1934.

THE SWISS CONFEDERATION and THE GERMAN REICH, having agreed to resume negotiations on certain points of the above Convention,

Have appointed for that purpose as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Paul DINICHERT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation at Berlin ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Otto HEDDING, Professor, Ministerial Director at the Ministry of Finance,
Dr. Paul BARANDON, Referendary Counsellor of Legation at the Ministry of Foreign Affairs.

The Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following points :

(1) The provisions of the Convention shall not apply to persons fulfilling the conditions laid down for payment of the German tax on the flight of capital (*Reichsfluchtsteuer*).

The Convention shall also not apply to persons who do not or who no longer fulfil the conditions laid down for the payment of the said tax, on the sole ground that they can prove a domicile or habitual residence in Germany within the meaning of the German fiscal legislation, or that, under German fiscal legislation, they are treated as persons having a domicile or habitual residence in Germany.

(2) Article 3, paragraph 6, of the Convention is hereby cancelled. The supreme authorities of the administrations of both States may conclude special agreements with regard to the taxation of maritime shipping companies, inland shipping companies and aviation companies and revenue derived therefrom.

(3) In amendment of Article 8, paragraph 4, of the Convention, the place from which management is conducted shall be deemed to be the domicile, in the case of foundations and other capital agglomerations.

(4) Paragraphs 1, 2 and 3 shall form an integral part of the Convention of July 15, 1931.

The present Additional Agreement shall be ratified at the same time as the Convention of July 15, 1931, and the instruments of ratification shall be exchanged at Berne before January 31, 1934.

The Additional Agreement shall come into force at the same time as the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Additional Agreement in two originals.

BERLIN, January 11, 1934.

(Signed) Paul DINICHERT.
HEDDING.
Dr. Paul BARANDON.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

